



HAL
open science

L'internationalisation de la science politique : une comparaison franco-britannique (1945-2010)

Thibaud Boncourt

► **To cite this version:**

Thibaud Boncourt. L'internationalisation de la science politique : une comparaison franco-britannique (1945-2010). Science politique. Université Montesquieu - Bordeaux IV; Institut d'études politiques de Bordeaux; Centre Émile Durkheim, 2011. Français. NNT : . tel-00606354

HAL Id: tel-00606354

<https://theses.hal.science/tel-00606354>

Submitted on 6 Jul 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE BORDEAUX
SCIENCES PO BORDEAUX
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE DE BORDEAUX - E.D. 208

Centre Emile Durkheim - Science politique et sociologie comparatives (UMR 5116 du CNRS)

L'INTERNATIONALISATION DE LA SCIENCE POLITIQUE : UNE COMPARAISON FRANCO-BRITANNIQUE (1945-2010)

Thèse pour le Doctorat en Science politique

Sous la direction de M. Pierre Sadran

présentée et soutenue publiquement par

Thibaud BONCOURT

Le 4 juillet 2011

Membres du jury :

M. Loïc BLONDIAUX, Professeur, Université Paris I Panthéon-Sorbonne ; *rapporteur*

M. Alistair COLE, Professeur, Université de Cardiff

M. Yves DELOYE, Professeur, Sciences Po Bordeaux

Mme Sophie DUCHESNE, Directrice de recherche CNRS-CEE, Sciences Po Paris ; *rapporteur*

M. Pierre SADRAN, Professeur émérite, Sciences Po Bordeaux ; *directeur de thèse*

Mme Gisèle SAPIRO, Directrice de recherche CNRS-CESSP, EHESS-Paris I

Remerciements

Au moment de mettre un point final à cette thèse, mes pensées vont à tous ceux qui, sur les plans professionnels et personnels, ont partagé ma vie durant ces cinq années.

Mes remerciements vont d'abord à Pierre Sadran dont l'encadrement attentif, le soutien appuyé, les remarques précises et les critiques constructives ont accompagné ce travail depuis ses origines. Les éventuelles qualités de cette thèse, ainsi que mon parcours intellectuel de manière plus générale, lui doivent beaucoup.

Je remercie aussi vivement tous les chercheurs et enseignants-chercheurs qui ont contribué, scientifiquement et matériellement, à rendre possible et agréable la réalisation de cette thèse. Parmi eux, les membres de l'Association Internationale de Science Politique (Guy Lachapelle), du European Consortium for Political Research (Ken Newton, Clare Dekker), de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux (Vincent Hoffmann-Martinot, Anne Gaudin, l'ensemble de l'équipe pédagogique... et mes étudiants successifs), du Centre Emile Durkheim (Antoine Roger, Andy Smith et beaucoup d'autres) et de la Maison Française d'Oxford occupent une place particulière, de même que tous les politistes qui ont accepté de m'accorder un peu de leur temps pour se prêter au jeu de l'entretien. Je remercie aussi Loïc Blondiaux, Alistair Cole, Yves Deloye, Sophie Duchesne et Gisèle Sapiro d'avoir accepté de participer au jury de cette thèse.

Mes remerciements vont également à toute la communauté des doctorants et docteurs bordelais, à la fois collègues stimulants et amis précieux. Merci donc à Clément Arambourou, Jean-Nicolas Bach, Perrine Bonvalet, Nicolas Bouchet, Rozenn Diallo, Lucia Direnberger, Elodie Escusa, Isabelle Guinaudeau, Adrien Mazières-Vaysse, Amandine Montagut, Yves Montouroy, Marième N'Diaye, Gilles Riaux, et tous ceux que j'oublie. Des remerciements particuliers vont à Cédric Pellen dont les conseils, l'énergie et l'amitié ont accompagné ce doctorat au quotidien.

Ce travail doit aussi beaucoup à l'amitié fidèle et au soutien de Juliette Brusset, Nathalie Cabannes, Guillaume Clédière, Corentine Poilvet, Cyril Pizoird, Pauline Pizoird, Stéphane Pogu, Isabelle Saint-Marc, Montaine Blonsard, Céline Marini, Sébastien Abilla, Denis Colombi, Lourdes Fuentes, Roberto Chamorro et bien d'autres. Merci à eux, ainsi qu'à Hélène, Elise, Viviane et Jean-Paul Labussière, d'avoir contribué à faire de ces années de thèse de belles années.

Je n'ai, enfin, pas de mot pour remercier mon frère et mes parents pour leur soutien inconditionnel et leur amour.

Résumé et mots clés

Résumé :

La thèse a pour objectif de contribuer à l'étude des processus d'internationalisation scientifique à travers l'étude du cas spécifique de la science politique sur la période 1945-2010. Elle s'appuie, pour ce faire, sur une comparaison franco-britannique et sur un cadre théorique inspiré de travaux de sociologie des sciences et de sociologie politique. Articulé autour de la notion de champ, ce cadre constitue la base d'une analyse en trois temps. Le premier consiste en une sociohistoire comparée de deux organisations transnationales de science politique – l'Association Internationale de Science Politique (AISP) et le European Consortium for Political Research (ECPR). Le deuxième repose sur une analyse comparée de trois instances de consécration éditoriales – la *Revue Française de Science Politique*, *Political Studies* et le *European Journal of Political Research*. Le troisième est une analyse comparée des carrières internationales de politistes français et britanniques, sur la base de récits de vie. Les apports de ces trois terrains amènent à conclure, d'une part, à l'émergence progressive d'un champ international partiellement autonome des espaces nationaux mais dont les règles du jeu sont en partie liées aux rapports de force en vigueur dans le champ américain. Ils permettent aussi, d'autre part, de mettre en évidence une structuration du processus d'internationalisation des champs nationaux par les phénomènes de décentralisation, d'autonomisation et de spécialisation qui modifient, au fil du temps, leur physionomie.

Mots clés : internationalisation ; transnational ; science politique ; France ; Royaume-Uni ; comparaison ; champ ; sociologie des sciences.

Summary:

This work aims at contributing to the study of scientific internationalisation processes through a study of the specific case of political science from 1945 to 2010. This is done on the basis of a comparison between France and Britain and a theoretical framework revolving mainly around the concept of field and drawn from the sociology of science and political sociology. The demonstration is divided into three main parts. The first one is a comparative historical sociology of two transnational political science organisations – the International Political Science Association (IPSA) and the European Consortium for Political Research (ECPR). The second is based on a comparative study of three political science journals – the *Revue Française de Science Politique*, *Political Studies* and the *European Journal of Political Research*. The third lies on a comparative analysis of British and French political scientists' international careers, using material drawn from life-history interviews. The combined analysis of these three different types of data leads us to conclude that an international field of political science has progressively emerged and that this field, while partially autonomous from national developments, has its structures and rules partly linked to those of the American field. A second conclusion is the strong impact of decentralisation, autonomisation and specialisation processes on the conditions and forms of the internationalisation of national fields.

Key words: internationalisation; transnational; political science; France; United Kingdom; comparison; field; sociology of science.

Sommaire

Remerciements	3
Résumé et mots clés	5
Sommaire	7
Introduction.....	9
I. Un cadre conceptuel pour une sociologie de la science politique.....	10
II. Trois niveaux d'analyse empiriques pour une sociologie de l'internationalisation. ..	27
Partie 1 : une sociohistoire d'organisations transnationales de science politique : les conditions sociales de possibilité de la structuration d'espaces scientifiques transnationaux.....	65
I. La structuration de l'AISP (1945-1968) : l'internationalisation comme produit de logiques hétéronomes.....	67
II. La structuration de l'AISP et de l'ECPR (1968-2010) : l'internationalisation comme produit de logiques spécifiques.	120
Partie 2 : une sociohistoire de revues scientifiques : la structuration différenciée d'espaces scientifiques nationaux et transnationaux	171
I. Une comparaison de <i>Political Studies</i> et de la <i>Revue Française de Science Politique</i> (1951-1972) : deux espaces scientifiques nationaux en constitution.	173
II. Une comparaison de <i>Political Studies</i> , de la <i>Revue Française de Science Politique</i> et du <i>European Journal of Political Research</i> (1973-2007) : deux espaces nationaux face à la création d'instances transnationales.....	202
Partie 3 : une sociologie de l'internationalisation de carrières de politistes français et britanniques : les conditions et modalités sociales d'investissement d'espaces scientifiques transnationaux	249
I. Les conditions sociales de possibilité du commencement de l'engagement scientifique international.....	251
II. Les conditions sociales de possibilité du maintien et de l'évolution de l'engagement scientifique international.....	308
Conclusion	385
I. L'internationalisation de la science politique : retour critique sur deux hypothèses. ..	385
II. Un processus d'internationalisation ordinaire : retour critique sur un postulat.	389
Bibliographie	397
Table des annexes	437
Table des matières.....	444
Table des illustrations	447

Introduction

« Il arrive aux sociologues et politistes des mouvements sociaux transnationaux à peu près la même chose qu'aux activistes de l'altermondialisation, ou aux militants des ONG amenés à défendre leur cause dans les grandes conférences internationales des Nations unies : le sentiment que nous parlons juste assez la même langue pour nous reconnaître entre nous, que nous utilisons « les mots de la tribu », ce qui, certes, montre bien que nous en faisons partie... Mais s'y ajoute, sinon les vertiges du décalage horaire, en tout cas le sentiment déconcertant qu'il n'est pas certain que nous disions la même chose avec les mêmes mots. Et pourtant nous nous internationalisons, nous ingurgitons notre dose quotidienne de sigles (TSMO, TAN, CSO,...) et de concepts *ad hoc*... quand bien même il nous arrive parfois d'être submergés par le sentiment de lire des textes à l'intérêt inégal, et de poliment nous intéresser à des travaux certes incontournables dans ce qui constitue aujourd'hui l'espace de la sociologie internationale des mouvements sociaux, mais dont nous sommes loin de partager tous les appuis épistémologiques. Poussons encore un peu le parallèle : le faisons-nous du fait de l'émergence d'une « conscience sociologique mondiale » ou plutôt sous l'injonction à l'internationalisation (comprendre : publier en anglais, de préférence dans une grande revue américaine, être reconnu par des pairs étrangers) et parce que cet aspect est défini de façon croissante comme « important » pour nos carrières ? » (Siméant 2005 : 1)

Processus souvent considéré comme allant de soi au nom du progrès d'une connaissance universelle, l'internationalisation d'une science peut pourtant générer des sentiments ambivalents et contradictoires. Aux « injonctions à l'internationalisation » et à la croyance en une « conscience sociologique mondiale » s'opposent ainsi des sentiments de décalages sémantiques ou épistémologiques éprouvés lors de rencontres internationales. Ce travail se propose de revenir sur les conditions sociales de possibilité et les modalités de ce phénomène moins évident qu'il n'y paraît, à travers l'étude du cas particulier de la science politique. Parce qu'elle est une discipline relativement jeune¹, cette dernière constitue en effet un terrain de recherche privilégié, permettant d'observer une internationalisation récente à travers la combinaison de divers types de matériaux. Parce qu'elle est une science aux frontières fluctuantes, elle offre aussi l'opportunité d'analyser la dynamique de structuration d'une discipline au prisme d'une problématique particulière. Parce qu'elle est une science sociale, elle constitue enfin un

¹ Si la « naissance » de la science politique pourrait être considérée comme remontant à l'Antiquité grecque, les marqueurs intellectuels et institutionnels de son autonomisation apparaissent plutôt, comme on le verra plus loin, à la fin du XIX^e et au cours du XX^e siècle.

moyen de mettre à l'épreuve des concepts originellement forgés pour l'étude de sciences expérimentales en les confrontant à un terrain différent.

En lien avec ces objectifs, le cadrage introductif de l'analyse est mené en deux temps. Le premier, théorique, dresse l'inventaire des travaux prenant la science politique pour objet avant de proposer des définitions de travail des termes de « science politique » et d' « internationalisation ». Le second, empirique, présente successivement les trois types de terrains et méthodes de recherche mobilisés au cours de l'étude.

I. Un cadre conceptuel pour une sociologie de la science politique.

A) Revue de la littérature : la science politique, un objet atypique ?

Les études prenant la science politique pour objet ont récemment acquis une certaine légitimité. Portées par les anniversaires successifs d'associations nationales et internationales de science politique, les histoires de la discipline – ou, du moins, des organisations qui la représentent – se développent. La Political Studies Association britannique (Hayward 1999, Grant 2010), l'Association Française de Science Politique (Parodi 2001, AFSP 2009, voir aussi le site internet des archives de l'Association <http://archives-afsp.org/>), l'American Political Science Association (Gunnell 2006, Sigelman 2006), l'Association Internationale de Science Politique (Philippart 1970, Trent et Coakley 2000, Boncourt 2009) ou encore le European Consortium for Political Research (Boncourt et Newton 2010) comptent ainsi parmi les organisations ayant impulsé la production d'ouvrages et de documents historiques ancrés dans le travail archivistique.

Au-delà de cette reconnaissance conférée par les associations structurantes de la discipline, l'objet science politique a également donné lieu à une production scientifique visible, à la fois en termes de publications et de manifestations. Les revues *PS : Political Science and Politics* et *European Political Science* ont ainsi érigé l'analyse des évolutions de la discipline en question prioritaire². Des publications centrales comme *l'American Political Science Review*

² *PS*, éditée par l'American Political Science Association, a pour objectif de se concentrer sur « contemporary politics, teaching, and the discipline » (http://www.apsanet.org/content_2819.cfm, consulté le 30 octobre 2009). *EPS*, publiée par le European Consortium for Political Research, vise quant à elle à « [publish] pieces on how the discipline is, can be and ought to be. Articles address research matters (including debates in the discipline, research projects, political science information sources, funding opportunities); professional matters (such as career structures and prospects, external evaluation,

(Farr *et al.* 1990, Gunnell 2005) ou la *Revue Française de Science Politique* (Grossman 2010, Jobard 2010, Viltard 1999) se sont également faites l'écho de débats relatifs à la discipline et à son histoire. Du côté des manifestations scientifiques, plusieurs conférences et colloques d'envergure variable ont été organisés par le trente-troisième comité de recherche de l'Association Internationale de Science Politique – libellé « The study of political science as a discipline » – certains d'entre eux laissant une trace éditoriale (par exemple, Easton *et al.* 1991 et 1995, Trent 2009). Le European Political Science Network (EpsNet), organisation partiellement dédiée à la réflexion sur l'enseignement de la science politique et à la promotion de la discipline, a également été l'instigateur de plusieurs panels et publications sur l'état de la science politique (voir par exemple Quermonne 1996a) au cours de ses dix années d'existence, avant sa récente incorporation au sein du European Consortium for Political Research (ECPR)³. Les congrès d'associations nationales constituent aussi des supports ponctuels pour l'organisation d'échanges scientifiques de formats variables autour de ces thématiques⁴.

La reconnaissance institutionnelle et la croissance récentes des études consacrées à la science politique en tant que discipline (Adcock *et al.* 2007 : 1) semblent ainsi rendre progressivement obsolètes les constats antérieurs de carence (Favre 1981a : 118, Stein 1995 : 1). Cet accroissement quantitatif connaît cependant des limites sur le plan qualitatif : dans sa distribution d'une part, et dans sa portée heuristique d'autre part.

Les fruits de la croissance apparaissent d'abord mal répartis, à la fois dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace d'abord, car c'est aux Etats-Unis et dans une moindre mesure en France que les études de la science politique apparaissent les plus développées, notamment du fait de la présence dans ces pays de supports éditoriaux – le *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, créé en 1965 – ou institutionnels – la Société française d'histoire des sciences de l'homme, fondée en 1986 – adéquats (Gottraux *et al.* 2000 : 31-2). Par contraste, ce n'est qu'à la faveur de projets comparatifs internationaux que de timides efforts sont faits dans l'étude

higher education reforms, accreditation issues); doctoral training provision and teaching matters; and relations between academia and politicians, policy-makers, journalists and ordinary citizens » (<http://www.palgrave-journals.com/eps/about.html>, consulté le 30 octobre 2008). Les deux publications ont progressivement évolué du statut de *newsletter* de leur association respective à celui de véritable revue à comité de lecture.

³ Un index des sigles est disponible en annexe.

⁴ Les congrès de l'Association Française de Science Politique de 2009 et 2011 sont ainsi respectivement l'occasion d'un module professionnel et d'une section thématique sur ces questions.

du développement de la discipline dans d'autres parties du monde (comme par exemple Andrews 1982, Easton *et al.* 1991 et 1995). La répartition est aussi inégale dans le temps, la quantité de travaux disponibles diminuant à mesure que l'époque étudiée s'approche de la période contemporaine. Les exemples français et britannique, qui constituent la base de ce travail, permettent d'illustrer ce point. Dans un cas comme dans l'autre, la période antérieure au milieu du XX^e siècle fait l'objet d'un ouvrage phare (Collini *et al.* 1983, Favre 1989) auquel s'articule une littérature solidement documentée sur le plan empirique, tandis que les évolutions survenues après la Seconde Guerre mondiale sont étudiées de manière plus succincte et empiriquement moins précise. En France, on ne compte plus les travaux portant sur l'Ecole libre des sciences politiques, première institution scolaire emblématique (Charle 1991, Damamme 1987, Favre 1981b, 1989 : 21-50) ou sur André Siegfried, « père fondateur » de la discipline (Birnbbaum 1993, Blondiaux et Veitl 1999, Favre 1989 : 235-306, Garrigou 1995). Par contraste, les tournants majeurs que constituent l'autonomisation de l'agrégation de science politique (Millet 2001), la création de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, la multiplication des Instituts d'Etudes Politiques ou le développement des associations professionnelles (Deloye 2009b), pour n'en citer que quelques uns, sont négligés dans la littérature. Il en va de même au Royaume-Uni : alors que les conflits intellectuels et institutionnels du XIX^e et du début du XX^e siècle, qui visaient à déterminer la meilleure méthode d'étude de la politique, ont été explorés en profondeur (Collini *et al.* 1983, Hayward 1991a : 93-6, 1991b : 301-11, 1999 : 3-21, Vout 1990), l'impact des mutations du système universitaire (Reinalda 2008) ou de l'apparition des systèmes d'évaluation (Elton 2000, Goldsmith et Grant 2007, Talib 2001) reste trop peu discuté dans le cas spécifique de la science politique. L'état contemporain de la discipline n'est quant à lui que rarement analysé, d'un côté de la Manche comme de l'autre. A l'exception notable d'enquêtes bibliométriques (par exemple Hix 2004 côté britannique, Foucault 2011 côté français) dont les limites heuristiques ont été maintes fois soulignées (voir Bull et Espindola 2005, Briatte 2008, Gingras 2008, Constant-Martin 2010, Van Raan 2005)⁵, on ne compte que quelques travaux prenant pour objet les comportements scientifiques actuels des politistes (Godechot et Mariot 2004).

⁵ Le débat foisonnant sur la validité des indicateurs bibliographiques, alimenté de polémiques autour de la pertinence et des techniques d'évaluation de la recherche, est trop vaste pour que l'on consacre de longs développements à sa restitution exhaustive. Nous reprenons toutefois à notre compte trois critiques adressées à ce type d'approches. La première est celle du manque de consensus dans la méthodologie et les résultats des classements existants (Briatte 2008). La seconde est leur tendance commune à se retrouver dans une « fâcheuse tendance à valoriser systématiquement les universités de certains pays » (Gingras 2008 : 1). La troisième est celle du caractère souvent simpliste sur le plan statistique des indicateurs utilisés (Gingras 2008, Van Raan 2005).

Ces lacunes sont d'autant plus problématiques que trois types de carences théoriques sont identifiables dans les études des évolutions survenues depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans certaines recherches, le travail de conceptualisation est ainsi mis de côté au profit d'une logique de témoignage rétrospectif. Il s'agit alors, pour des membres « seniors » de la discipline, de consigner sur un mode très factuel les événements auxquels ils ont assisté, au détriment de réflexions théoriques (pour des exemples voir Chester 1975, Leca 2001). Dans d'autres cas, on cherche, dans une optique empirique et comptable, à dresser un « inventaire » ou un « état des lieux » de la science politique à un moment donné. L'objectif, souvent revendiqué de manière explicite, est alors plus politique que scientifique : plutôt que la compréhension des dynamiques traversant la discipline, on vise la sensibilisation de collègues voire même de *policy makers* à un enjeu donné (pour des exemples voir Daguerre 2004, Favre 1996 : 240-1, 2007 : 16 et Quermonne 1996a : 3). Cet agenda, sans être condamnable en lui-même, peut là encore limiter la portée heuristique des travaux par ses lacunes théoriques. Une troisième forme de limites ne tient pas tant à l'absence de conceptualisation qu'à un usage trop mécanique de certaines notions. Les phénomènes d' « institutionnalisation », d' « autonomisation » ou encore de « professionnalisation », placés au cœur de nombreuses recherches (e.g. Billordo 2005 : 179-82, Billordo et Dumitru 2006 : 128-9, 1999, Laponce 1980 : 413-9), tendent ainsi à être envisagés comme des processus linéaires qui, en « emprisonnant » le raisonnement (Bevir 2001 : 469-70), sont susceptibles d'introduire un biais téléologique dans l'analyse (Adcock *et al.* 2007 : 3, Manicas 1987 : 4, Wagner et Wittrock 1991a : 3-6, voir aussi Heilbron 1986). Ce risque est d'autant plus prégnant que ces notions, originellement forgées pour étudier les « première » et « seconde » institutionnalisations de la discipline (Favre 1981a, 1985, 1989 : 307-15, Rose 1990, Stein 1995 : 170), peuvent perdre de leur pertinence lorsqu'il s'agit d'appréhender l'évolution d'une discipline à l'assise institutionnelle plus solide.

Que l'on rattache ces différentes limites à une forme de prudence vis-à-vis des pairs ou de tabou implicite (Blondiaux 2002 : 50-4)⁶, elles tendent à véhiculer une représentation de la

⁶ Trois hypothèses, entre lesquelles nous ne nous hasarderons pas à trancher, ont été avancées par Loïc Blondiaux pour expliquer ces différentes limites. La première, « l'hypothèse du deuil » repose sur l'idée qu'il existerait un « réflexe de prudence élémentaire » vis-à-vis des pairs qui conduirait à laisser la période contemporaine hors du champ d'analyse, de sorte que « tout se passe comme si un écart d'une ou deux générations était nécessaire pour qu'une généalogie s'élabore ». La seconde hypothèse, celle « du refoulé », inscrit la carence en histoire de la science politique dans le contexte plus large d'une

science politique comme objet d'étude « atypique » auquel les exigences théoriques et méthodologiques d'une enquête en sciences sociales ne s'appliqueraient pas avec leur rigueur habituelle. Prenant le contrepied de ces approches, l'ambition de ce travail est de contribuer à une « normalisation » de l'objet et au développement d'une véritable *sociologie* de la science politique (Favre 1981a : 118n6) par un renouvellement du questionnement, tant dans sa problématique directrice que dans son cadre conceptuel.

B) Construction de l'objet : une définition de travail de la science politique.

Si les principaux questionnements soulevés par les « première » et « seconde » institutionnalisations de la discipline étaient sa professionnalisation et son autonomisation, de nouveaux enjeux sont à présent mis en avant par des travaux récents pour appréhender les développements contemporains. Ces thématiques sont celles de la segmentation (Almond 1990 : 13-4, Barry 1999 : 443-55, Clark 1972 : 709, Darras et Philippe 2004 : 37, Favre 2004 : 10, Groom 2005 : 165, Mény 2006 : 4), de l'adaptation publique et politique (Favre 1996 : 234-5, Goldsmith et Grant 2007 : 397, Hayward 1991b : 319-20, Leca 1982 : 667, Stein 1995 : 170) et de l'internationalisation (Barry 1999 : 455-65, Clark 1972 : 709, Darras et Philippe 2004 : 37-8, Favre 1996 : 235-6, Goldsmith et Grant 2007 : 397, Mény 2006 : 5-6). La segmentation, renvoie schématiquement à la dynamique de spécialisation interne à la discipline qui débouche, dans sa forme extrême, sur une véritable fragmentation⁷ voire sur l'autonomisation de sous-disciplines. L'adaptation publique et politique fait référence à la revendication par des politistes d'une pertinence politique et médiatique pour les analyses de science politique, en vue de l'obtention d'une reconnaissance sociale comparable à celle des sciences expérimentales. L'internationalisation renvoie quant à elle à l'ouverture progressive des sciences politiques nationales aux influences extérieures. Constituée en

marginalisation des méthodes historiques par la discipline dans sa lutte pour l'autonomisation. La troisième, « l'hypothèse de l'interdit », avance que les politistes, « au risque de voir s'effondrer les illusions bien ou mal fondées sur lesquelles leurs institutions reposent, [...] seraient ainsi fondés à s'interdire d'en faire l'histoire » (Blondiaux 2002 : 50-54).

⁷ Nous empruntons ici la distinction entre spécialisation et fragmentation à Brian Barry (1999 : 447) : « La spécialisation au sein d'une discipline est, en grossissant le trait, l'élaboration et l'extension d'un corps commun d'idées à différents aspects du sujet. [...] Par contraste, la fragmentation peut être définie comme ce qui se produit lorsque les tendances centrifuges inhérentes à la spécialisation ne sont pas contenues par l'attraction gravitationnelle du noyau central. En changeant la métaphore, on peut dire que la spécialisation implique que tous les membres de la discipline aient en tête une même carte des relations entre les différents domaines alors que, dans une discipline fragmentée, il existe une multitude de cartes qui placent chacune une localité différente en leur centre, et l'entourent de *terra incognita* ».

problématique heuristique aussi bien par la sociologie des sciences (e.g. Crawford *et al.* 1993a, Gingras 2002) et des sciences sociales (e.g. Heilbron 2008, Heilbron *et al.* 2008, Pollak 1979) que par celle de l'action publique à travers la question des *policy transfers* (e.g. Bertrams et Kott 2008, Dumoulin et Saurugger 2010, Hassenteufel et Palier 2001, Hassenteufel 2005, Lallement et Spurk 2003) et des mouvements sociaux (e.g. Siméant 2005, Tarrow 2005), c'est cette question de l'internationalisation qui constitue, dans une optique cumulative, l'interrogation directrice de ce travail. Ce choix repose sur le postulat que, parce qu'elle permet d'aborder les grands enjeux heuristiques associés à la problématique de l'internationalisation – circulation internationale des idées, carrières d'acteurs multipositionnés, interaction et imbrication des espaces nationaux et transnationaux – la science politique constitue un terrain privilégié pour l'observation de ces objets et permet d'aboutir à des conclusions dépassant son cas particulier. La pertinence de cette assertion, ici admise sans démonstration, fera l'objet d'un examen critique dans la conclusion générale de ce travail.

La mise en regard des travaux consacrés à l'étude de l'internationalisation de la science politique fait apparaître une absence de consensus dans la manière de définir l'internationalisation. Une grande diversité d'indicateurs est en effet utilisée pour mesurer un concept qui révèle, par là, sa polysémie. La fréquence de pratique et le degré de maîtrise de l'anglais (Ekman 2007), le caractère plus ou moins national des terrains de recherche (Favre 1996 : 236), l'ampleur de l'internationalisation des références théoriques (Vallès 1991) et méthodologiques (Angström *et al.* 2003), le degré de reconnaissance de la production nationale dans la littérature internationale de référence (Plümper 2003) ou dans les classements bibliométriques internationaux (Hix 2004), le nombre de chercheurs fréquentant telle ou telle conférence ou organisation internationale (Clifton 2006) ou encore le nombre de politistes étrangers employés dans les universités domestiques (Anderson *et al.* 2006) peuvent ainsi constituer, de manière ni exclusive ni exhaustive, autant de critères d'internationalisation. Derrière cette diversité se retrouve cependant fréquemment une série de trois présupposés implicites. Les travaux évoqués se placent tous, en premier lieu, dans la logique comptable d'« état des lieux » identifiée plus haut (*supra*, p. 13) : est plus ou moins internationalisée une communauté nationale dont les chercheurs sont plus ou moins présents dans des communautés scientifiques non domestiques. Ce parti pris tend à se doubler, en deuxième lieu, d'une dimension téléologique : si l'on peut mesurer l'internationalisation

des sciences politiques nationales, on peut également classer ces dernières sur un continuum sur lequel elles évoluent progressivement d'un stade « très national » à une phase « très internationale ». La logique prend alors, en troisième lieu, un marqueur positiviste : tout se passe comme si l'atteinte de ce pôle internationalisé était une finalité intrinsèque à l'idée même de science. Ainsi constituée en passage obligé vers le progrès scientifique, l'internationalisation acquiert, dès lors, une connotation positive.

La critique de cette approche normative et la construction d'une définition de travail alternative de l'objet passent par un détour par la sociologie des sciences. Les postulats identifiés dans les travaux existants sont en effet similaires à certains principes de la sociologie des sciences mertonienne. On retrouve ainsi, chez Merton et ses successeurs, aussi bien une conception positiviste de l'internationalisation (Crawford 1992 : 1-7, pour un exemple voir Zuckerman 1996 : 1-15) qu'une démarche de mesure quantitative de la science (voir notamment l'ouvrage fondateur de Solla Price 1963). La suite de l'argumentaire reprend successivement ces deux principes et les critiques radicales dont ils ont fait l'objet, en prônant dans chaque cas l'adoption d'une posture théorique intermédiaire basée sur la notion de champ scientifique.

La conception positiviste de l'internationalisation est liée au fait que l'activité scientifique repose, chez Merton, sur « un ensemble spécifique de normes » (Dubois 1999 : 8) dont l'un des principes fondamentaux est de tenir la science pour universelle par nature et vouée à abolir toutes les barrières qui la segmentent – et, en particulier, les barrières nationales⁸. Ce système de normes a cependant été critiqué comme une forme d'artefact : loin de renvoyer une image fidèle de la science et de la communauté scientifique, il tend à les idéaliser et à prendre le discours « officiel » des chercheurs pour argent comptant (Bourdieu 1976 : 89, Crawford 1992 : 30, Dubois 1999 : 86-93, Vinck 1995 : 31-41)⁹. Cette critique, formulée même par des mertonniens de la deuxième

⁸ Les quatre normes mertonniennes sont le « communalisme », « l'universalisme », le « désintéressement » et le « scepticisme organisé ». Le « communalisme » impose la mise en commun des ressources et produits scientifiques par-delà tous types de frontières, « l'universalisme » insiste sur la dimension universelle des connaissances scientifiques, le « désintéressement » contraint le scientifique à mettre de côté son intérêt personnel au profit de la poursuite de la vérité, et le « scepticisme organisé » met en évidence le rôle de la critique des pairs dans la production de savoirs viables (Martin 2005 : 27, Merton 1973 : 270-7, Zuckerman 1989 : 15).

⁹ Les présupposés universalistes apparaissent, de plus, d'autant moins aisément applicables au cas de la science politique que l'on tend à attribuer aux sciences sociales un statut épistémologique différent de celui des sciences de la nature, en insistant sur le caractère plus « contextuel » qu'universel des

génération (Crane 1972 : 6, Crawford 1992 : 1-7), est notamment développée par l'approche anthropologique des sciences. Cette dernière insiste en effet sur les propriétés « idiosyncrasique[s], local[es], hétérogène[s], contextuel[les] et diversifié[es] des pratiques scientifiques » et souligne le caractère socialement construit du discours scientifique « officiel » que Merton reprend sans recul critique : « le caractère apparemment logique du raisonnement n'est qu'une partie d'un phénomène beaucoup plus complexe [...] qui est fait de négociations locales, tacites, d'évaluations constamment changeantes, de gestes inconscients ou institutionnalisés » (Latour et Woolgar 1996 : 148). A partir d'une anthropologie de la « science en action » via l'observation *in situ* de pratiques scientifiques microsociales, l'approche latourienne récuse ainsi le principe d'universalisme en arguant qu'il subsiste toujours une flexibilité résiduelle dans l'interprétation des faits scientifiques, contingentée par des facteurs locaux (Dubois 1999 : 283-5).

Cette récusation du principe d'universalisme est convaincante, dans la mesure où elle invite à appréhender les normes et les représentations encadrant les comportements scientifiques comme des construits sociaux : plutôt que de les définir *a priori* à la manière de Merton, elle incite à se pencher sur la manière dont elles sont constamment forgées et travaillées au cours de négociations et de luttes sociales. Cette démonstration n'est néanmoins pas suffisante pour que la perspective anthropologique constitue un socle solide pour une étude de la science politique et de son internationalisation. Elle peut en effet poser deux types de problèmes. Outre les nombreuses et véhémentes critiques dont ses postulats théoriques et méthodologiques ont pu faire l'objet dans le cadre d'études des sciences de la nature¹⁰, elle semble d'abord peu adaptée à une sociologie des sciences sociales. Sa focalisation sur les pratiques de recherche en laboratoire, corrélat du parti pris localiste déjà contestable dans le cas des sciences expérimentales (Dubois 1999 : 285-6), paraît inappropriée à l'étude de disciplines dont les activités, plus individualisées et moins dépendantes d'équipements techniques,

connaissances produites (e.g. Passeron 2006). Il ne s'agit toutefois pas ici de trancher le difficile débat du statut épistémologique des sciences sociales, mais simplement de signaler que l'existence même de ce débat impose la prudence dans l'adaptation de concepts forgés pour la sociologie des sciences expérimentales à l'étude des sciences sociales.

¹⁰ Pour un aperçu plus complet des nombreuses critiques formulées à l'égard de la théorie socioconstructiviste en sociologie des sciences, on peut en particulier se référer à Raymond Boudon et Maurice Clavelin (1994), Yves Gingras (1995), ou encore Terry Shinn et Pascal Ragouet (2005 : 113-39).

n'impliquent pas nécessairement la réunion physique des chercheurs dans l'enceinte du laboratoire ni la mise en œuvre de pratiques facilement observables (Goldsmith et Grant 2007 : 389). De plus, l'analyse anthropologique tend à aller trop loin dans sa volonté de démarcation vis-à-vis d'une approche mertonienne idéalisant le discours des scientifiques : en se focalisant sur les processus de leur construction, elle développe une forme de méfiance vis-à-vis des représentations des acteurs (Latour et Woolgar 1996 : 26) et met de côté la question de leur rôle social, oubliant ainsi que les représentations doxiques de la science peuvent exercer une influence sur les comportements individuels (Gilbert et Mulkay 1984 : 39-62). Constitué en « universalisme épistémique » (Crawford *et al.* 1993b : 2), le principe d'universalisme peut en effet affecter les velléités d'internationalisation des scientifiques. Plus généralement, la manière même dont les scientifiques perçoivent et définissent leur discipline peut orienter leurs actions et avoir un impact sur la structure de l'espace scientifique et sur les directions de ses évolutions. Dans le cas de la science politique, chaque revue, chaque manuel, chaque organisation voire chaque politiste est ainsi porteur de définitions et de représentations différentes des centres d'intérêts de la discipline (Favre 1995 : 143). C'est à cette pluralité de discours et à leur friction que sont en partie imputables la fluctuation des frontières de la science politique dans le temps comme dans l'espace (e.g. Barents 1961 : 12, Furlong 2007 : 404, 2007 : 19) et sa description comme une « discipline éclatée, aux contours et aux contenus flous, malléables, peu consensuels » (Deloye et Voutat 2002 : 7).

Si le discours des politistes ne doit donc pas être abordé comme une description essentialiste et objective de leur activité, il doit néanmoins garder sa pertinence en tant qu'objet d'analyse. Le concept bourdieusien de champ scientifique, entendu classiquement comme « l'univers dans lequel sont insérés les agents et les institutions qui produisent, reproduisent ou diffusent [...] la science » (Bourdieu 1997 : 14), permet d'occuper cette position intermédiaire entre approche mertonienne et études anthropologiques. La notion permet en effet d'appréhender la sphère scientifique de manière relationnelle en l'envisageant comme un espace social structuré par des rapports de force dont la physionomie est constamment modifiée par la friction des prises de position des acteurs qui évoluent dans cet espace. Les récits portés par les acteurs sont alors centraux à l'analyse : à la fois produits de la position sociale objective occupée par leurs tenants et de dynamiques intellectuelles plus larges, ils constituent un point

d'entrée pour l'examen de la structure mésosociale du champ comme des comportements individuels microsociaux (Bourdieu 2001 : 102-3, Leca 1991 : 147, Whitley 2000 : 8)¹¹. La critique du second postulat associé à l'approche mertonienne permet de préciser plus avant cette portée analytique.

Le fait que la conception mertonienne de la science ait une dimension quantitative tient au fait que ses tenants abordent la science comme une « institution sociale », « un sous-système autonome au sein de la société » (Dubois 1999 : 8, Vinck 1995 : 42) dont on peut facilement identifier et mesurer les composantes fonctionnelles. La critique de ce second postulat tient dans l'idée que le fait de considérer la science comme une institution sociale régie par un système de normes spécifique et stable revient à réifier la sphère sociale étudiée par un artificiel gommage de sa porosité (Bevir 2001 : 479-80, Bourdieu 1995 : 4-5). Ce point a en particulier été développé par l'approche dite du « programme fort ». En présentant le développement et le contenu des sciences comme déterminés en grande partie par des facteurs exogènes, ce corpus théorique s'attaque en effet à l'idée selon laquelle la sphère scientifique serait autonome et exclusivement régie par des règles qui lui seraient propres (Bloor 1991 : 5-13, Dubois 2001 : 32-3). L'approche est heuristique : sur la base d'études interactionnistes des principes non rationnels à l'œuvre dans la clôture des controverses scientifiques, elle insiste notamment sur le rôle d'intérêts sociaux non scientifiques dans la production des faits scientifiques. La médaille a cependant son revers : en dépit de l'érection de la notion de symétrie en principe de base de l'analyse, les partisans du programme fort ne tendent à trouver que des causes sociales exogènes aux phénomènes scientifiques, oubliant le rôle de facteurs endogènes¹² à la fois cognitifs et structuraux (Bourdieu 2001 : 45-6). Or, si la science politique ne constitue qu'une sphère sociale imparfaitement autonome, elle

¹¹ La notion de « récits » est employée à dessein, en référence notamment aux travaux de Mark Bevir et R.A.W. Rhodes. On considère ainsi que les prises de position des agents dans le champ s'appuient sur des « récits », élaborés à partir de « traditions » – agrégats de croyances hérités et constamment adaptés et transmis par les agents – et sollicités pour expliquer des situations et justifier des décisions (Adcock *et al.* 2007 : 4-8, Bevir et Rhodes 1998 : 98-9, 1999 : 357, Bevir 2001 : 479-82, Rumpala 2008). On est ainsi amené à ne pas considérer les évolutions du champ d'un point de vue exclusivement internaliste, les traditions étant parties prenantes d'une histoire intellectuelle dépassant les frontières de la science politique (Bevir 2001 : 471).

¹² Le principe de symétrie cultive une certaine forme d'agnosticisme : il ne dit rien quant à la nature des facteurs explicatifs à prendre en compte et ne rejette pas *a priori* les paramètres endogènes à la sphère scientifique. Si les tenants du programme fort ne trouvent au final que des causes exogènes, c'est notamment pour des raisons de démarcation disciplinaire et d'*a priori* méthodologique. Le résultat est donc une dissymétrie fondamentale, dissimulée derrière une rhétorique de la neutralité (Dubois 2001 : 93-6).

n'en reste pas moins partiellement régulée par des structures objectives – associations, revues, etc. – et des exigences scientifiques formalisées de différentes manières – contenus d'enseignements, de communications scientifiques, etc. Une sociologie de cette discipline doit donc éviter de tomber dans les travers à la fois de l'approche mertonienne et du programme fort en adoptant une position intermédiaire : la science politique ne doit être appréhendée ni comme une sphère sociale complètement fermée sur elle-même, ni comme un espace totalement sujet aux influences extérieures. La notion de champ scientifique permet, là encore, de concilier ces exigences en jouant sur la dialectique de l'autonomie et de l'hétéronomie. Le champ se caractérise en effet par « deux formes de pouvoir correspondant à deux espèces de capital scientifique » (Bourdieu 1997 : 28) – « un capital d'autorité proprement scientifique et un capital de pouvoir sur le monde scientifique, qui peut être accumulé par des voies qui ne sont pas purement scientifiques » (Bourdieu 2001 : 13) – dont l'importance respective dans la fixation de la structure des rapports de force est liée au degré d'autonomie du champ : le champ où la logique « scientifique » domine tend vers l'autonomie, tandis que l'espace où le principe « politique » s'impose est plus sensible aux pressions extérieures (Bourdieu 2001 : 95-6, Shinn et Ragouet 2005 : 150-1).

La conception bourdieusienne du champ scientifique n'est néanmoins pas sans poser quelques problèmes théoriques. S'il apparaît clair que le champ est le lieu de deux formes de pouvoir respectivement « scientifiques » et « temporelles », les définitions des deux types de capitaux qui leur sont attachés apparaissent mal stabilisées. Ainsi, alors que le capital temporel est parfois défini comme « lié à l'occupation de positions éminentes dans les institutions scientifiques, directions de laboratoires ou de départements, appartenances à des commissions, des comités d'évaluation, etc. et au pouvoir sur les moyens de production (contrats, crédits, postes, etc.) et de reproduction (pouvoir de nommer et faire les carrières) qu'elle assure » (Bourdieu 1997 : 28-9), il est ailleurs caractérisé comme « le principe bureaucratique de pouvoirs temporels sur le champ scientifique comme ceux des ministres et des ministères, des doyens, des recteurs ou des administrateurs scientifiques » (Bourdieu 2001 : 113-4). Il en va de même du côté du capital scientifique : parfois lié à « la force intrinsèque de l'idée vraie » (Bourdieu 1995 : 4), il est aussi caractérisé comme « un pouvoir spécifique, un « prestige » personnel qui est plus ou moins indépendant du [pouvoir temporel] selon les champs et selon les institutions et qui repose presque exclusivement sur la

reconnaissance, peu ou mal objectivée et institutionnalisée, de l'ensemble des pairs ou de la fraction la plus consacrée d'entre eux » (Bourdieu 1997 : 29).

La relation floue entre ces deux types de capitaux peut être précisée par une distinction analytique entre les concepts de champ et de discipline, utilisés de manière plus ou moins indistincte par Bourdieu (Bourdieu 1976 : 96, 2001 : 128-30, Shinn et Ragouet 2005 : 152). La pertinence analytique de la notion de discipline a plusieurs fois été mise en question. Souvent présentée comme une « mosaïque de recherches qui se complètent certes souvent, mais plus souvent encore se juxtaposent, se concurrencent ou s'ignorent sans pouvoir être vues comme investissant dans l'ordre un terrain et un seul » (Favre 1995 : 144, voir aussi Adcock *et al.* 2007 : 3-4, Collini 2001 : 298), elle est plus fréquemment perçue comme un agrégat social artificiel que comme un concept à forte portée heuristique. L'argument de l'hétérogénéité n'est cependant, d'après nous, pas suffisant pour « disqualifier » (Favre 1995 : 141) une notion qui, une fois adossée au concept de champ, retrouve toute sa pertinence. En suivant Whitley, on peut en effet définir une discipline comme la traduction du champ en « unités de formation et d'emploi » (Whitley 2000 : 113n1). Le capital disciplinaire peut alors être considéré comme celui que l'on associe à l'occupation d'une position particulière dans la structure universitaire – responsabilités pédagogiques, direction de centre de recherche ou département, participation à des commissions, etc. Le capital scientifique, associé au champ¹³, correspond alors à la position prise sur le plan intellectuel – choix théoriques, méthodologiques, etc. – et à son objectivation dans des positions sociales plus ou moins formalisées – insertion dans des réseaux de recherche de type « collègues invisibles » (Crane 1972), communication dans tel ou tel espace scientifique, publication dans des revues plus ou moins prestigieuses, occupation de fonctions éditoriales, etc.¹⁴

¹³ On utilise le terme « scientifique » pour qualifier ce type de capital faute d'un adjectif directement dérivé du nom « champ ».

¹⁴ Pierre Favre a récusé une telle définition de la notion de discipline en posant notamment la question de savoir si « [il y a] encore « discipline » si ceux qui appartiennent aux mêmes institutions [...] se dénie mutuellement leur légitimité, n'ont pas les mêmes critères de la scientificité d'une recherche, évaluent différemment l'intérêt qu'il y a à étudier tel ou tel objet » (Favre 1995 : 148). Nous répondons à cette question par l'affirmative puisque, dans notre perspective, l'appartenance à une discipline est avant tout définie par des critères institutionnels : les divergences intellectuelles observées par Favre constituent en réalité autant de preuves de la superposition de logiques disciplinaires et scientifiques pas toujours compatibles.

Cette caractérisation de la structure de la science politique par un aspect disciplinaire et un aspect scientifique permet de préciser les formes de sa perméabilité aux influences extérieures. Du côté du champ, la science politique est en effet sujette à des pressions particulières qui rendent difficile son autonomisation du fait notamment de l'audience sociale de ses objets (Whitley 2000 : 6). Chacun de ses spécialistes est ainsi « en concurrence non seulement avec les autres savants, mais aussi avec les spécialistes de la production symbolique [...] et, plus largement, avec tous les agents sociaux » (Bourdieu 1995 : 4, Bourdieu 2002b : 10, Leca 1982 : 667). Peuvent donc intervenir dans le champ de la science politique toutes sortes d'individus, détenteurs de différents types de capitaux et porteurs de représentations de la science politique variées et sujettes à l'influence sphères sociales diversifiées – et en particulier des champs intellectuel et politique (Leca 1982 : 653-4). La quête de la reconnaissance et de l'accumulation de capital entraîne la friction et la compétition entre ces différentes définitions, et la fluctuation des frontières du champ (Adcock *et al.* 2007 : 3-7, Bevir 2001 : 483-6, Bourdieu 2001 : 69-74, Manicas 1987 : 4-5). Leur étude est dès lors indissociable d'une analyse sociétale plus large (Bever 2001 : 471, Manicas 1987 : 4, Wagner et Wittrock 1991b : 345, Wittrock 1989 : 551-2). Du côté de la discipline, ce sont les évolutions du système universitaire qui peuvent avoir un impact : des mutations dans la structure des universités, des professions académiques ou des systèmes d'évaluation peuvent par exemple constituer une modalité d'influence du politique sur la science politique (Abbott 2001b : 121-30, 1988, Berndtson 2009, Berndtson et Reinalda 2011, Wittrock 1985). La sociologie de la science politique est donc inséparable d'une prise en compte des « contextes sociétaux, contextes constitués par les traditions intellectuelles de la communauté académique dont [les] chercheurs sont membres, par la structure des institutions scientifiques où ces orientations et ces stratégies doivent s'introduire et s'insérer, et enfin, par les institutions politiques et leur influence sur les institutions scientifiques et le discours intellectuel » (Wagner 1989 : 564-5).

La portée heuristique de la dichotomie champ / discipline ne s'arrête cependant pas là. Elle permet en effet également d'affiner la problématique en apportant des éléments de définition du phénomène d'internationalisation.

C) Localisation du questionnement : une définition de travail de l'internationalisation.

Le questionnement de l'objet science politique sous l'angle de son internationalisation repose sur deux postulats que l'on doit à la fois expliciter et justifier. Parler d'internationalisation suppose d'abord qu'il fasse sens de parler de sciences politiques nationales, aussi bien sous l'angle de la discipline que du champ. Au niveau de la discipline, le développement de la science politique comme de celui d'autres sciences sociales a été mis en évidence comme « intimement [lié] aux formes particulières et aux interprétations nationales du rôle de l'Etat » (Heilbron 2008 : 6, voir aussi Brian 1994, Calhoun 2004, Lacey et Furner 1993, Rueschemeyer et Skocpol 1996, Wagner *et al.* 1991, Wagner 2005). Le développement de la discipline a en effet été d'autant plus ancré dans des dynamiques universitaires pilotées au niveau étatique que la science politique a parfois acquis un statut « semi-officiel » de « science de gouvernement » justifiant des dispositifs particuliers (Heilbron 2008 : 6-7). Le lien est tout aussi évident sur le plan du champ. Comme montré par Johan Heilbron, des « traditions nationales » entendues comme « des modes de pensée et des façons de faire » particulières peuvent exister au niveau « des domaines de recherche ou des disciplines spécifiques », « des spécificités nationales des constellations disciplinaires et des hiérarchies intellectuelles » ou encore d'un « habitus national » plus général (Heilbron 2008 : 7-10). Ces traditions ont d'autant plus de poids qu'elles peuvent être objectivées dans des instances de consécration nationales (associations, revues scientifiques, etc.) qui constituent autant de « banques de capital symbolique » (Bourdieu 1993 : 57) structurant le champ national.

Le second postulat implique toutefois que ce caractère national de la science politique ne soit pas absolu. Parler d'internationalisation suppose en effet que les sciences politiques nationales connaissent une forme de perméabilité et des évolutions imputables à des facteurs « internationaux ». Plusieurs paramètres se sont vus attribuer ce qualificatif et reconnus un tel rôle dans la littérature : les migrations scientifiques (Fleming 1969, Heilbron *et al.* 2009b : 330-8, Steinmetz 2008, Sutherland 1974), l'import-export de références théoriques via notamment la dynamique des traductions (Bourdieu 2002a, Hauchecorne 2008, Neiburg et Plotkin 2004, Sapiro et Popa 2008), les échanges dans le cadre d'espaces scientifiques, éditoriaux ou pédagogiques (Schulte

Fishedick et Shinn 1993, Popa 2007), le développement d'institutions scientifiques internationales (Coakley 2004, Heilbron *et al.* 2009a : 124-9, Jeanpierre 2008), les collaborations scientifiques (Gingras 2002 : 31-8, Gingras et Heilbron 2009 : 359-70), les dynamiques d'homogénéisation linguistique (Gingras 1984 : 289, 2002 : 38-9, Sapiro et Popa 2008) ou encore l'apparition de nouvelles sources de financements (Gingras 2002 : 44-5, Heilbron *et al.* 2008 : 154-7) comptent ainsi parmi les modalités de « l'internationalisation » des espaces nationaux. Cette diversité traduit la forte polysémie du terme d' « internationalisation », qui mérite dès lors d'être plus précisément défini pour conserver un caractère heuristique. Une différence doit en effet être établie entre deux catégories de phénomènes. Certains des paramètres identifiés – migrations scientifiques, voyages de références, collaborations scientifiques, etc. – désignent en effet moins une « dénationalisation » (Crawford *et al.* 1993a) que le passage d'un espace national à un autre. Il s'agit alors à proprement parler de phénomènes « inter » nationaux. D'autres à l'inverse – le développement d'institutions scientifiques internationales – relèvent d'un niveau non national, « en dehors des cadres établis de l'Etat-nation, et plus précisément par-delà » (Hassenteufel et Palier 2001 : 15). Il s'agit alors, pour reprendre une terminologie établie (voir par exemple Bertrams et Kott 2008 : 2-3, Saunier 2004 : 110-1, 2006 : 118-9), de facteurs « trans » nationaux. Heuristiques en ceci qu'ils impliquent aussi bien une évolution des sciences politiques nationales que des dynamiques de création et d'institutionnalisation de nouveaux espaces, ce sont ces derniers phénomènes qui constituent le cœur de la problématique. Le questionnement est ainsi déplacé au niveau du champ dans la mesure où, malgré la création de l'Institut Universitaire Européen de Florence, l'essentiel des structures disciplinaires reste national (Bourdieu 2001 : 114). L'interrogation directrice devient celle du lien entretenu entre les espaces transnationaux et les champs nationaux. Plus précisément – et en lien avec les propriétés théoriques du concept de champ¹⁵ – la question centrale est alors celle du degré d'autonomie ou au contraire d'imbrication entre espaces nationaux et transnationaux. Parce qu'elle « met l'accent sur les *structures* qui orientent les pratiques scientifiques et dont l'efficacité s'exerce à l'échelle microsociologique », la notion de champ suggère alors deux niveaux d'analyse capables d'apporter des éléments de réponse à cette interrogation.

¹⁵ « L'une des grandes questions qui se posera à propos des champs (ou des sous-champs) scientifiques sera précisément le degré d'autonomie dont ils jouissent » (Bourdieu 1997 : 14).

Le premier, mésosociologique, est celui des structures des champs et des formes de capitaux qui les déterminent. Le développement d'espaces transnationaux est en effet d'abord celui d'institutions particulières – comme des associations et des revues – offrant des possibilités d'accumulation de capitaux, de structuration de rapports de force objectifs et de prises de position subjectives, ainsi que de luttes pour la modification de ces rapports de force. La question se pose alors du degré de spécificité et d'autonomie de cette compétition par rapport aux dynamiques traversant les champs nationaux : les formes de capitaux transnationaux sont-elles différentes de leurs homologues nationaux ? Leur détention détermine-t-elle des positions et prises de position spécifiques aux espaces transnationaux ? Une forme de lutte sociale s'organise-t-elle autour d'enjeux spécifiques à ces espaces ? Est-il pertinent, en somme, de considérer ces espaces transnationaux comme constituant un champ à part entière partiellement autonome des logiques nationales ? La réponse par l'affirmative à cette dernière interrogation constitue la première hypothèse directrice de ce travail.

Le second niveau d'analyse, microsociologique, est celui des pratiques scientifiques. Le développement d'institutions transnationales implique en effet que certains individus intègrent ces espaces dans leurs logiques d'action sous forme de « stratégies d'internationalisation »¹⁶. En permettant de « décrire la façon dont les opérateurs nationaux cherchent à tirer profit d'un capital étranger [...] pour accroître leur influence dans leur champ national » (Dezalay et Garth 2002 : 31), cette notion fait le lien entre émergence d'espaces transnationaux et évolution des luttes nationales. Ainsi, « l'analyse de [la] compétition internationale débouche tout naturellement sur la genèse et les transformations du champ national » (Dezalay et Garth 2002 : 32) et invite à réfléchir à l'action des individus comme insérée à la fois « dans des espaces, voire dans des champs internationaux spécifiques » (Siméant 2005 : 18) et « à l'intérieur de leurs champs nationaux respectifs » (Dezalay et Garth 2002 : 34)¹⁷. La question se pose alors du poids respectif des considérations nationales et internationales dans les logiques d'action individuelles : observe-t-on des modifications des pratiques scientifiques vers une prise

¹⁶ Le terme de « stratégies » ne doit pas être entendu dans une perspective trop intentionnaliste : les actions ne sont le produit de réflexions individuelles que dans la limite de contraintes structurelles.

¹⁷ L'étude s'écarte ici des analyses basées sur la notion de « communauté épistémique » dans la mesure où ces approches « se born[ent] à souligner le caractère international des opérateurs, en négligeant les ressources et les choix stratégiques qu'ils doivent aux positions qu'ils occupent dans leur champ national » (Dezalay et Garth 2002 : 33).

en compte de la dimension transnationale ? Ces éventuelles évolutions concernent-elles de manière différente les individus évoluant dans différents champs nationaux ou occupant des positions différentes dans leur champ national respectif ? Ont-elles des conséquences sur la structure des agrégats que constituent les sciences politiques nationales ? La réponse par l'affirmative à ces trois interrogations constitue la seconde hypothèse directrice de ce travail.

Trois pistes d'analyse empiriques complémentaires peuvent contribuer à tester ces deux hypothèses. La première, sociohistorique et organisationnelle, se focalise sur les dynamiques de structuration des institutions transnationales de science politique. En identifiant les espaces qui leur sont associés, elle permet d'une part de clarifier la structure de l'hypothétique champ transnational et, ce faisant, d'apporter des éléments de mise à l'épreuve de la première hypothèse. En faisant porter le regard sur les logiques d'action à l'œuvre dans la création et le développement de ces organisations transnationales, elle permet d'autre part de mettre en évidence les interactions entre considérations nationales et internationales, testant par là la deuxième hypothèse. La deuxième piste de recherche, sociohistorique et éditoriale, se concentre sur l'évolution du contenu de productions scientifiques nationales au cours du temps. En utilisant des revues comme images de leur champ national respectif, elle permet de cerner les changements survenus dans la structure de ces espaces et, par là, de mettre à l'épreuve la seconde hypothèse. En comparant ces évolutions à celles d'une revue transnationale, elle apporte aussi des éléments de test de la première hypothèse. La troisième piste de recherche, sociologique et individuelle, capitalise sur les conclusions des deux premières – à l'image d'enquêtes sur d'autres formes d'engagement (voir par exemple Agrikoliansky 2002 : 19) – pour se concentrer sur les investissements individuels des espaces transnationaux. En dégagant les formes de déterminants objectifs de l'internationalisation des parcours individuels, elle permet de mesurer le poids respectifs des capitaux nationaux et transnationaux et donc d'étayer la première hypothèse. En observant les dimensions subjectives de la physionomie des carrières en relation avec les positions objectives des individus, elle conduit à une évaluation de la variabilité de la pertinence sociale des espaces transnationaux et, par là même, à un test de la seconde hypothèse.

II. Trois niveaux d'analyse empiriques pour une sociologie de l'internationalisation.

Il s'agit, dans ce second volet de l'introduction, de poser successivement les bases empiriques des trois pistes de recherche identifiées : la sociohistoire d'espaces scientifiques transnationaux, la sociohistoire de sciences politiques nationales et la sociologie d'engagements scientifiques internationaux. Cette présentation s'effectue dans les trois cas en deux temps. Le premier se concentre sur la justification des options méthodologiques, tandis que le second explicite les déterminants du choix des terrains.

A) Une sociohistoire d'espaces scientifiques transnationaux.

Suivre l'évolution de la structure des rapports de force au sein d'un espace transnational en cours de structuration pose un problème méthodologique et un problème empirique. Sur le plan méthodologique, l'hétéronomie de cet espace en constitution rend difficile l'identification des acteurs pertinents de son évolution, dans la mesure où ils peuvent évoluer non seulement dans divers champs nationaux, mais aussi à l'extérieur même du champ scientifique. Sur le plan empirique, le suivi du développement du champ sur la longue durée suppose l'accès à des sources de données abondantes sur toute la période. Pour prévenir ces deux formes de difficultés, on recourt à des choix de méthodologie et de terrain spécifiques.

1- Le choix d'une méthodologie : l'histoire institutionnelle d'un champ.

Envisager l'éventualité de l'émergence d'un champ transnational de science politique n'est pas sans poser quelques difficultés. Il est en effet plus aisé de donner à l'idée d'émergence d'un champ le statut de postulat que celui d'hypothèse. La démarche consistant à prouver l'existence d'un champ comporte en effet une dimension tautologique reconnue par Pierre Bourdieu lui-même :

« Au risque de paraître sacrifier à la tautologie, je dirai qu'on peut concevoir un champ comme un espace dans lequel s'exerce un effet de champ, de sorte que ce qui arrive à un objet qui traverse cet espace ne peut être expliqué complètement par ses seules propriétés intrinsèques. Les limites du champ se situent au point où cessent les effets de champ. » (Bourdieu 1992 : 76, c'est nous qui soulignons)

La notion de champ a ainsi un caractère circulaire : elle repose sur celle d'effets de champ dont la définition est, par essence, elle-même liée à celle de champ :

« Il y a effet de champ lorsqu'on ne peut plus comprendre une œuvre (et la *valeur*, c'est-à-dire la croyance qui lui est accordée) sans connaître l'histoire du champ de production de l'œuvre. » (Bourdieu 2002d : 117)

Les difficultés s'accroissent lorsque l'on se focalise sur « la phase critique de l'émergence du champ », pourtant longuement évoquée dans le cas spécifique du champ littéraire (Bourdieu 1998 : 85-191). Si quelques déterminants de l'autonomisation de cet espace particulier sont identifiés au cours de l'argumentaire, les modalités de leur articulation et les conditions leur généralisation à d'autres champs sociaux ne sont en effet pas précisées :

« Pierre Bourdieu ne nous donne pas les moyens de hiérarchiser ces différents facteurs, pas plus que de préciser le mode d'articulation qui peut exister entre eux. En outre, il existe une oscillation permanente entre les ambitions explicatives de la « théorie générale des champs », dont la théorie du champ littéraire ne semble être qu'un cas particulier, et qui implique que toutes les formes sociales apparues dans l'histoire sont justiciables du même type d'analyse, et l'usage plutôt restrictif que fait Pierre Bourdieu de cette notion lorsqu'il l'applique au champ littéraire (...) : un tel usage est d'ailleurs de nature à disqualifier les tentatives que font bien des disciples de l'auteur lorsqu'ils appliquent à des situations historiques très variées ce type de conceptualisation. » (Fabiani 2001 : 90-1)

Le test de l'hypothèse implique donc un travail d'opérationnalisation du concept de champ. Pour ce faire, l'argumentaire se centre sur ce qui apparaît comme l'attribut le plus fondamental de ce type d'espace. La question de l'existence d'un champ semble en effet se confondre avec celle de formes de capitaux spécifiques à cet univers social particulier :

« Dans le travail empirique, c'est une seule et même chose que de déterminer ce qu'est le champ, quelles en sont les limites, et de déterminer quelles espèces de capital y sont agissantes, dans quelles limites s'exercent leurs effets, etc. (On voit que les notions de capital et de champ sont étroitement interdépendantes.) » (Bourdieu 1992 : 74)

L'identification de formes de capitaux spécifiques va de pair avec celle d'« instances de consécration » (Bourdieu 1998 : 88, Denis 2010 : 3, Fabiani 2001 : 90) à même d'attribuer ces ressources. L'étude de la genèse et de la structuration de ce type d'instances peut donc constituer un point d'entrée pour l'analyse. Il est cependant difficile de les identifier, dans la mesure où la notion de consécration, malgré son usage fréquent, « n'a guère été l'objet d'une investigation théorique autonome » et ne fait

l'objet d' « aucune définition spécifique » (Denis 2010 : 2). Le retour aux usages premiers du concept permet néanmoins de lever cette difficulté. Originellement forgé pour désigner l'action des prix et académies littéraires, il peut à profit être élargi (Denis 2010 : 4) pour englober celle des « institutions ayant pour effet de célébrer, légitimer et conserver les valeurs littéraires » (Saint-Jacques et Viala 2001 : 63). Transposé à d'autres champs sociaux, il peut être entendu, en filant la métaphore qui le sous-tend, comme un phénomène « [s'inscrivant] dans un procès plus général d'attribution de valeur, [relevant] d'un acte performatif et public, [et reposant] sur un rituel pratiqué par une cléricature habilitée à juger » de la viabilité des aspirants à la consécration (Denis 2010 : 3). Appliquée aux espaces scientifiques, la notion d'instance de consécration invite donc à s'intéresser aux associations et aux revues comme autant d'institutions à même de labelliser comme scientifiques des individus ou leurs productions. Dans le cadre d'une étude de l'émergence d'un hypothétique champ transnational de science politique, elle fait porter le regard sur les institutions politistes de ce type revendiquant une dimension internationale.

Ce parti pris, en réglant certains problèmes, ne fait cependant qu'en créer de nouveaux. La phase de sélection des objets d'étude pertinents implique en effet un nouveau risque de verser dans un raisonnement circulaire et téléologique. La perception de la physionomie actuelle des espaces transnationaux oriente ainsi inévitablement le regard vers les instances de consécration qui paraissent aujourd'hui y occuper une place centrale. La première de ces dernières est l'Association Internationale de Science Politique (AISP) – ou International Political Science Association (IPSA). Si elle n'est, chronologiquement, que la deuxième organisation de science politique à revendiquer une portée internationale, elle est la première à développer une activité qui soit à la fois conséquente et pérenne, son prédécesseur – l'Académie de Science Politique et d'Histoire Constitutionnelle – n'ayant eu, on le verra, qu'une activité très faible. Fondée en 1949 sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco), l'AISP a ainsi été constituée comme la première institution transnationale de science politique d'envergure et s'est progressivement développée jusqu'à réunir ces dernières années, lors de son congrès triennal, plus de deux mille politistes originaires de multiples champs nationaux. La seconde institution transnationale, sur les plans tant chronologique que géographique et quantitatif, est le European Consortium for Political Research (ECPR). Fondé en 1970 par un groupe de

politistes européens, il constitue la première entreprise transnationale de science politique à se positionner au niveau intermédiaire d'un continent. Comme l'AISP, il a progressivement développé le nombre et l'ampleur de ses activités pour réunir, sur une base annuelle, des politistes surtout – mais pas uniquement – européens.

Compte tenu du flou empirique inhérent à l'étude d'espaces qui, parce qu'ils sont émergents, n'existent par définition pas encore, il semble malgré tout inévitable de centrer l'analyse sur ces deux institutions. Ce choix présente des avantages comme des risques potentiels. Sur le plan des avantages, il permet de circonscrire l'étude à une période postérieure à la Seconde Guerre mondiale qui, on l'a vu, n'a jusque-là fait l'objet que de peu de travaux. Sur le plan des risques, il porte en germe trois biais potentiels. Le premier serait d'arrêter l'analyse aux frontières de ces deux organisations et de négliger à la fois les autres associations ou regroupements transnationaux – comme le European Political Science Network (EpsNet), la European Conference of National Political Science Associations (ECNPSA), la Nordic Political Studies Association (NoPSA) ou encore les Congrès internationaux des associations francophones de science politique (C5P) – et, plus généralement, la structure des rapports de force. La portée de ce problème est néanmoins à relativiser, dans la mesure où la diversification tout au long de l'enquête des sources informatives a permis de considérer l'analyse des évolutions de l'AISP et de l'ECPR comme un point d'entrée pour une étude plus large. Les luttes traversant les organisations apparaissent en effet souvent comme la réfraction en leur sein de conflits structurant le champ dans son ensemble, et leur étude est donc intéressante en ce qu'elle permet de mettre en évidence des processus qui les dépassent.

Le deuxième risque serait que la concentration sur deux organisations établies depuis plusieurs décennies conduise à considérer comme naturel, simple et évident le développement d'espaces transnationaux de science politique. En recourant à des notions associées à la sociologie des champs qui, comme celle d'autonomisation ou de professionnalisation, présupposent leur point d'aboutissement, on courrait ainsi le risque d'oblitérer le caractère contingent et discontinu des phénomènes étudiés. C'est un parti pris analytique particulier qui permet de tenir ce danger téléologique à distance. Pour s'affranchir d'une tentation « cohérentisante » (Olivier de Sardan 1996) qui consisterait à mettre l'accent sur la linéarité des processus étudiés au détriment de leur caractère haché, on analyse en effet les données de manière chronologique plutôt que thématique.

Ce choix, en faisant porter le regard sur les configurations d'acteurs successives et sur la multiplicité d'options qui s'offrent à elles à différents points du temps sans présumer de celle qui sera *in fine* choisie, permet de rendre compte aussi bien des pas vers l'autonomie que des regains d'hétéronomie, des indices de continuité comme de discontinuité et des dynamiques de long terme comme des évolutions contingentes.

Le troisième risque serait que la focalisation sur l'AISP et l'ECPR conduise à surestimer leur centralité et leur rôle dans les conflits traversant le champ, donnant ainsi une image partielle et partiale de l'ensemble de l'espace. Deux outils analytiques permettent néanmoins d'éviter l'adoption d'un point de vue biaisé en menant une opération de décentrement. Le premier est une mise en regard des évolutions de l'AISP et de l'ECPR : la comparaison entre ces deux organisations aux différences marquées évite de considérer trop centrale la perspective offerte par l'une ou l'autre. Le second est une évaluation de la pertinence sociale de ces espaces par des individus diversement insérés en leur sein : les entretiens réalisés dans le cadre de l'analyse des engagements scientifiques transnationaux (*infra*, p. 45 et suivantes) permettent d'estimer de manière plus juste le poids respectif des différentes organisations dans la physionomie objective et subjective des carrières.

2- *Le choix d'un terrain : le croisement des sources informatives.*

L'étude sociohistorique des espaces transnationaux pose également une difficulté empirique : elle suppose l'accès à des données suffisantes pour retracer le développement de l'AISP et de l'ECPR – et, à travers lui, les évolutions de la structure des espaces transnationaux – sur l'ensemble de la période. Pour réduire la portée de ce problème, on a pris le parti d'une part de concentrer l'étude sur certains moments particuliers de la structuration des espaces transnationaux, et de multiplier d'autre part les sources d'informations empiriques.

L'insistance sur des moments particuliers de l'histoire de ces espaces repose sur l'idée que les rapports de force ne se donnent pas à voir avec une clarté constante sur

l'ensemble de la période d'étude. L'émergence de dilemmes intellectuels¹⁸ ou d'enjeux objectifs nouveaux peut en effet conduire non seulement à une explicitation plus systématique des prises de position des agents en présence, mais aussi à une reconfiguration de leur hiérarchie (Bourdieu 1984 : 234-42). L'examen de « temps forts » comme, en particulier, ceux que représentent la création de nouvelles organisations, peut ainsi s'avérer plus heuristique que celui de périodes plus « routinières » qui, bien souvent, ne laissent guère dans les archives que des traces administratives.

La multiplication des sources empiriques a quant à elle trois avantages. Le premier est de donner plus de substance à ces périodes routinières : l'enrichissement des informations archivistiques par des données tirées d'entretiens permet de mettre en évidence les mécanismes de cette routinisation au niveau tant des pratiques objectives que des représentations subjectives des individus. Le second est d'affranchir le regard des points de vue particuliers, en ceci que la consultation de plusieurs fonds d'archives et la réalisation d'entretiens auprès d'individus parfois concurrents prévient les risques de perception monolithique des organisations étudiées. Le troisième est d'ouvrir la voie à une restitution plus rigoureuse des éléments factuels par « triangulation » et recoupement des informations recueillies dans différentes régions de l'espace étudié (Olivier de Sardan 1995). Il apparaît donc « nécessaire de diversifier les sources de contacts pour ne pas être l'otage d'un point de vue unique [et] pour construire une histoire sociale de ces champs de pouvoir » (Dezalay et Garth 2002 : 38) : « le chercheur, parce qu'il dispose, au contraire de l'enquêté, d'une pluralité de discours tenus sur un même objet par des locuteurs différents, se met en mesure de relativiser chaque propos, de le mettre en relation avec d'autres et ainsi de lui donner un sens dont l'origine se trouve dans la structure de l'ensemble, par définition inaccessible à chaque locuteur particulier » (Donegani *et al.* 2002 : 279).

¹⁸ La notion de « dilemme » est employée en référence aux travaux d'Adcock, Bevir et Stimson : « a dilemma arises when a new idea stands in opposition to existing beliefs and so forces a reconsideration of them leading to at least somewhat new beliefs, and so typically inspiring at least slightly different actions and practices » (Adcock *et al.* 2007 : 5). Les dilemmes sont donc une composante majeure de la dynamique des traditions intellectuelles : chaque nouveau dilemme force les récits à s'adapter et à se positionner les uns par rapport aux autres.

Dans l'optique de cette diversification des terrains, deux types de sources sont mobilisés. Le premier est un matériau archivistique collecté d'abord auprès des organisations elles-mêmes puis dans d'autres fonds identifiés au fil de la recherche. Dans le cas de l'Association Internationale de Science Politique, les archives officielles, très abondantes, ont constitué la source principale et ont été consultées au siège de l'AISP (Université Concordia, Montréal, Canada) de septembre à décembre 2008. Plusieurs documents ont également été collectés dans les archives personnelles de Serge Hurtig à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Paris au cours des années 2007 et 2008. Du côté de l'ECPR, les archives officielles, consultées en juillet 2007 et en février 2008 au siège de l'institution (Université d'Essex, Wivenhoe, Royaume-Uni) ont également été complétées par le fond Hurtig. Les archives de la Fondation Ford, acteur clef de la création et du développement de l'ECPR, ont aussi été explorées au siège de la Fondation (New York, Etats-Unis) en mai 2008. Dans le cas de l'ECPR comme dans celui de l'AISP, les documents consultés incluent à la fois les documents officiels associés au fonctionnement d'une association – comptes-rendus de réunions des différents organes de direction, rapports d'activités, lettres d'informations, etc. – et de nombreuses correspondances à la fois internes et externes aux deux organisations.

A ce travail archivistique s'est ajoutée une enquête par entretiens auprès d'acteurs ou de témoins du développement des deux associations. Serge Hurtig et John Trent, tous deux anciens secrétaires généraux de l'Association Internationale respectivement de 1960 à 1967 et de 1976 à 1988, et Jean Leca, président de l'organisation de 1994 à 1997, ont ainsi été interviewés au sujet du développement de l'AISP. L'ECPR a, du fait à la fois de sa relative jeunesse et de sa plus grande proximité géographique, donné lieu à de plus nombreux entretiens auprès notamment de ses membres fondateurs : les témoignages de Jean Blondel, Hans Daalder, Serge Hurtig, Richard Rose, Peter de Janosi et Anthony King, acteurs de la création du Consortium, de Ian Budge, David McKay et Ken Newton, respectivement directeurs exécutifs de l'organisation de 1979 à 1982, de 1983 à 1991 et de 1991 à 1999, ont ainsi été recueillis. Ces entretiens, consignés plus précisément dans le tableau 1, ont été conduits dans une optique informative. Malgré les critiques qui ont pu peser sur ce type d'interview, nous suivons le point de vue de Pinson et Sala Pala en considérant que :

« Prendre au sérieux les informations fournies par les enquêtés dans le cadre d'entretiens ne revient pas à les prendre au pied de la lettre ; attribuer à ces mêmes enquêtés un statut de « porteur d'informations », « unique détenteur de

renseignements de première main », ne revient pas à les considérer comme des acteurs omniscients. [...] Si l'archive orale que constitue l'entretien est confrontée à une critique externe – analyse de sa provenance et de ses conditions de production – et interne – contrôle de l'authenticité des informations qu'elle contient –, il n'existe plus beaucoup de raison de penser qu'elle est définitivement moins fiable que l'archive écrite. Ce travail critique sur la source orale passe également par la confrontation systématique de son contenu à celui d'autres matériaux, comme les archives écrites, les documents officiels ou encore les notes d'observation [...]. Un autre dispositif de contrôle des données est le recoupement systématique des différents entretiens. » (Pinson et Sala Pala 2007 : 579)

Tableau 1 : entretiens informatifs réalisés pour l'étude de l'AISP et de l'ECPR

Nom	Fonctions	Date	Lieu	Durée
Blondel Jean	Premier directeur exécutif de l'ECPR 1970-1979	23.02.09	Domicile de l'enquête, Essex, Royaume-Uni	1h30
Budge Ian	Fondateur de l'Essex Summer School Directeur exécutif de l'ECPR 1979-1982	28.02.08	Université d'Essex, Royaume-Uni	2h00
Daalder Hans	Membre fondateur de l'ECPR	24.03.10	Université de Münster, Allemagne	2h00
De Janosi Peter	Membre de la "division of higher education and research" de la Fondation Ford	05.08	New York, Etats-Unis	0h45
Hurtig Serge	Secrétaire général de l'AISP 1960-1967 Directeur des <i>International Political Science Abstracts</i> de 1963 à aujourd'hui Membre fondateur de l'ECPR	17.03.08	FNSP, Paris	1h00
King Anthony	Membre du département de <i>Government</i> de l'Université d'Essex de 1966 à aujourd'hui	24.02.09	Université d'Essex, Royaume-Uni	0h30
Leca Jean	Président de l'AISP 1994-1997	26.06.06	FNSP, Paris	1h30
McKay David	Directeur exécutif de l'ECPR 1983-1991	26.02.08	Université d'Essex, Royaume-Uni	0h35
Newton Ken	Directeur exécutif de l'ECPR 1991-1999	24.02.09	Université d'Essex, Royaume-Uni	1h55
Rose Richard	Membre fondateur de l'ECPR	15.06.09	Glasgow, Royaume-Uni	1h55
Trent John	Secrétaire général de l'AISP 1976-1988	13.11.08	Université Concordia, Montréal, Canada	1h40

La collecte de ces données informatives a posé deux types de problèmes. Le premier était d'ordre logistique, dans la mesure où la forte dispersion géographique des fonds d'archives et des enquêtes supposait l'accès à des ressources matérielles et financières. La solution à ce problème est venue d'une contractualisation avec les deux organisations étudiées, qui nous ont permis de bénéficier d'un soutien matériel en contrepartie de la rédaction d'un court ouvrage relatant leur histoire institutionnelle. La seconde difficulté a néanmoins découlé de cette solution, en posant la question de l'ambiguïté de la position de l'enquêteur, confronté aux exigences parfois différentes de son objet de recherche d'un côté et de son « employeur » de l'autre. Cette situation comportait trois

risques. Elle pouvait, d'abord, engendrer une forme de fascination pour le récit de l'institution employeur. Ce danger nous semble cependant, comme d'autres évoqués plus haut (*supra*, p. 33), être limité par la triangulation et la multiplication des sources empiriques. Elle pouvait également, ensuite, induire une forme d'obligation de reconnaissance vis-à-vis de ceux qui ont rendu possible l'enquête. Cette forme de sympathie ne nous paraît néanmoins pas constituer un risque pour la rigueur de l'analyse, notamment dans la mesure où ces contrats ne se sont pas inscrits dans la longue durée. La forme de reconnaissance ressentie est ainsi proche de celle, plus commune, éprouvée pour un enquêté qui consent à donner un peu de son temps pour se prêter au jeu de l'entretien. La situation de contractualisation pouvait, enfin, déboucher sur une confusion des deux agendas de recherche et une dilution de la problématique scientifique. Mais si les phases de collecte des données liées aux deux objectifs se sont effectivement confondues, les deux phases d'analyse et d'écriture ont été clairement dissociées dans le temps pour éviter la confusion des questions de recherche. Le matériau a, en d'autres termes, été analysé deux fois et à travers deux grilles de lecture différentes.

Le fait d'être employé par l'ECPR et en particulier par l'AISP nous a également placé en position de recueillir d'autres types de matériaux, notamment via l'observation directe du fonctionnement interne des deux organisations et du déroulement de leurs manifestations scientifiques. Si ces données ont renforcé notre connaissance indigène de l'objet, nous avons cependant fait le choix de ne pas en faire une collecte et une analyse systématiques. Ce choix est lié à l'ambiguïté de notre position vis-à-vis de notre objet de recherche. En tant qu'apprenti politiste, la découverte d'aspects du métier que nous aspirions à exercer pouvait en effet se confondre avec la collecte d'éléments de réponse à la question de recherche que nous cherchions à élucider, et réciproquement. En faisant l'économie d'une dissociation claire des expériences professionnelles et des phases de collecte de données, on aurait dès lors couru le risque d'aboutir à un mélange des genres peu rigoureux et à un « discours apparemment scientifique [qui parlerait] moins de [notre] objet que de [notre] relation à l'objet » (Bourdieu 1992 : 48). On a donc fait le choix d'éviter les séquences ambiguës en limitant la collecte de données aux phases d'entretiens ou d'exploration d'archives artificiellement provoquées à cet effet. Ces précautions prises, notre position intermédiaire de « débutant [...] pas tout à fait pris dans l'univers que nous nous proposons d'étudier » pouvait devenir un avantage plus

qu'un inconvénient dans la mesure où elle nous rendait « sans doute plus [disposé] qu'un sociologue en titre à part entière à formuler « des questions que les professionnels peuvent finir par oublier de se poser du fait de leur engagement dans des jeux dont le fondement et la raison d'être restent fréquemment ininterrogés » » (Houdeville 2007 : 18, Lahire 2002 : 5).

Au fil de la compilation des matériaux ainsi collectés a ensuite émergé, depuis le désordre originel et de manière incrémentale, une histoire des espaces transnationaux de science politique¹⁹ que l'on a articulée à la problématique directrice de l'enquête. Cette sociohistoire d'espaces transnationaux ne suffit cependant pas à élucider tous les aspects de cette interrogation. Pour viser – sans jamais l'atteindre – une forme d'exhaustivité, l'étude doit en effet doubler cette approche par le transnational d'un angle d'attaque plus national, qui passe ici par une analyse à la fois de productions scientifiques et de carrières individuelles.

B) Une sociohistoire d'espaces scientifiques nationaux.

L'étude sociohistorique de la structure évolutive d'espaces scientifiques nationaux en lien avec l'apparition d'institutions transnationales suppose que l'on se donne d'abord les moyens d'appréhender la diversité des situations nationales. Ce contrôle passe par une comparaison binationale, que l'on choisit d'opérer entre la France et le Royaume-Uni. L'enquêteur doit en outre se doter de terrains capables de restituer dans toute leur épaisseur les évolutions de la structure des champs nationaux. Le choix se porte alors sur une étude de revues scientifiques comme points d'entrée pour l'étude de leur espace national respectif.

1- Le choix d'une méthodologie : la comparaison de deux cas nationaux.

Comme le pointe Patrick Hassenteufel, « la question de la pertinence de la démarche comparative ne semble plus vraiment se poser » (Hassenteufel 2005 : 113), y compris dans le cas spécifique de l'histoire des sciences sociales (Collini 1988 : 396-7) et politiques (Stein 1995 : 169). Les vertus de la comparaison internationale pour

« distancier » le regard du chercheur (Dupré *et al.* 2003 : 15), tester la pertinence d'hypothèses (Sartori 1991 : 244) ou déceler d'éventuelles variations concomitantes (Durkheim 1983 : 124) ont en effet été maintes fois rappelées et développées (Seiler 2004 : 107-91, Vigour 2005 : 97-134). La question du « faut-il comparer ? » a donc laissé place à celle du « comment comparer ? » (Hassenteufel 2005 : 114). Cette interrogation pose plusieurs difficultés dont la moindre n'est pas celle de la sélection des « unités de comparaison » (Vigour 2005 : 135-87). Le choix des sciences politiques française et britannique, déjà mises en regard par des travaux antérieurs (Anckar et Berndtson 1987, Favre 1985, Hayward 1999 : 25-7, Stein 1995) appelle donc justification.

Des considérations « intuitives et pragmatiques » tenant à nos familiarités et à nos affinités affectives et linguistiques avec le Royaume-Uni (Vigour 2005 : 157-8) entrent bien sûr en ligne de compte dans la justification du choix des cas étudiés. Mais l'argument principal en faveur d'une comparaison franco-britannique est l'équilibre qu'elle permet de trouver entre points communs et différences (Sartori 1991 : 246). Un rapide survol de l'histoire de la science politique dans les deux pays suffit à mettre en évidence cette dialectique entre similarités et divergences. On peut en effet, en référence au cadre comparatif défini par Stein (1995), identifier trois phases communes à l'histoire des sciences politiques française et britannique, à l'intérieur desquelles des spécificités nationales sont observables. La première séquence, qui s'étend du XIX^e au milieu du XX^e siècle, se caractérise par « une lutte pour [...] la légitimité disciplinaire et un début d'institutionnalisation » (Stein 1995 : 170, notre traduction). Elle se traduit, dans le cas français, par la création de l'École Libre des Sciences Politiques en 1871, après une série de tentatives avortées (Charle 1991 : 105, Favre 1989 : 32). Cette assise institutionnelle contraste avec des incertitudes épistémologiques. Face à la nécessité d'attirer un nombre suffisant d'étudiants, le projet initial est en effet modifié : l'institution qui, selon les aspirations de son fondateur Emile Boutmy, devait être dédiée à l'étude scientifique du politique (Favre 1989 : 44), tourne progressivement sa vocation vers la formation d'élites et la préparation aux concours de la fonction publique (Damamme 1987 : 31-2, Favre 1981b : 453-4, 1989 : 37-41). Un quart de siècle plus

¹⁹ Pour reprendre les mots d'Eric Agrikoliansky (2002 : 38) : « d'une suite sans ordre et sans signification, surgissent des chronologies, des affinités qui font ensuite des classements, du choix, bref de l'ordre et ce que l'on appelle de l'histoire ».

tard, en 1895, des développements similaires s'observent Outre-manche : les Webb, créateurs d'une London School of Economics and Political Science (LSE) modelée sur l'Ecole Libre, ne peuvent mener à bien leur projet scientifique, faute d'enseignants suffisamment autonomes de leurs disciplines d'origine (Hayward 1991a : 94, Stein 1995 : 177). En dépit de ces premières formes d'institutionnalisation, les sciences politiques française et britannique doivent ainsi toutes deux lutter pour leur autonomie au cœur d'une « constellation de disciplines » (Leca 1982 : 658, Stein 1995 : 179) plus solidement ancrées. Ces rivales ne sont cependant pas les mêmes des deux côtés de la Manche : il s'agit en particulier du droit et de la sociologie côté français (Favre 1989 : 114-44, Leca 1991 : 153-4), et de l'histoire et de la philosophie côté britannique (Collini *et al.* 1983 : 236-46, Hayward 1991b : 303-5, 1999 : 5-7).

La seconde phase, « l'institutionnalisation complète », voit le « développement d'un « noyau » de politistes professionnels employés à plein temps, de départements et structures universitaires autonomes, d'associations professionnelles et de revues » (Stein 1995 : 170, notre traduction). Si les premières manifestations du phénomène sont observables dès le début du XX^e siècle – la première chaire britannique de science politique étant par exemple créée dès 1912 à Oxford (Vout 1990, Wokler 2001) – ce n'est qu'à partir des années 1950 que le phénomène s'intensifie, à la suite de la création de l'AFSP (1949) et de la PSA (1950). Au Royaume-Uni, sous l'impulsion financière du Social Science Research Council, les effectifs en étudiants, enseignants-chercheurs et publications explosent (Hayward 1991b : 316). En France, plusieurs institutions d'importance apparaissent : l'Ecole Libre est nationalisée et fait place au binôme FNSP – IEP de Paris, et six des IEP provinciaux sont fondés (Aix, Bordeaux, Grenoble, Lyon, Strasbourg et Toulouse) sans toutefois que les effectifs étudiants et enseignants atteignent un niveau comparable à celui du Royaume-Uni (Charle 1991, Favre 1981a : 105-7, 1985 : 37-9). Le cas des IEP de province est par ailleurs emblématique de la dynamique de décentralisation qui accompagne la hausse des effectifs des deux côtés de la Manche et voit Oxbridge, Londres et Paris perdre le monopole de l'enseignement en science politique (Barry 1999 : 434, Blondiaux et Deloye 2007 : 1-4). La dispersion n'est d'ailleurs pas seulement géographique : au niveau intellectuel, l'augmentation du nombre de politistes s'accompagne d'une dynamique de spécialisation (Barry 1999 : 446-7, Favre 1996 : 237, voir aussi Clark 1972 : 710), dans un développement qui n'est pas sans conséquences sur les incertitudes épistémologiques de la science politique dans

la mesure où son objet « évolue vers l'ubiquité et la dilution » (Leca 1982 : 657-8, voir aussi Hayward 1999 : 318). Ainsi, « tout se passe comme si les lieux, les financements, le cadre institutionnel avaient précédé le développement des savoirs » (Blondiaux 2002 : 59).

C'est en lien avec ces incertitudes que la troisième phase est celle de velléités « d'adaptation » de l'image que renvoie la science politique à d'autres sphères sociales. Il s'agit alors d'abord de défendre la pertinence de la discipline pour l'analyse politique et l'action publique, afin notamment de préserver ses sources de financement (Stein 1995 : 170). La tâche s'avère cependant difficile des deux côtés de la Manche. Au Royaume-Uni, une réduction des possibilités d'accès aux données officielles et un contrôle de plus en plus strict de ses ressources à travers le développement de mécanismes d'évaluation (Research Assessment Exercise (RAE) puis Research Excellence Framework (REF)) tendent à provoquer une crise de confiance (Hayward 1991b : 318-21). En France, les politistes, pourtant consacrés par une agrégation qui leur est désormais propre (Millet 2001), éprouvent des difficultés à acquérir une légitimité dans l'analyse des événements politiques, aussi bien auprès des commentateurs que des acteurs de la vie publique (Favre 1996 : 234-5).

Cette combinaison de points communs et de différences rend pertinente la comparaison des processus affectant la science politique dans les deux pays, et notamment des dynamiques d'internationalisation. L'approche comparative se justifie d'autant plus, dans ce dernier cas spécifique, qu'elle permet de contrôler l'influence du paramètre linguistique dans la détermination des liens à l'international. Ce contrôle n'est pas absolu : dans la mesure où les deux pôles de la comparaison correspondent à deux langues dominantes dans la hiérarchie linguistique (Sapiro 2008 : 68-73), les conclusions n'auront probablement qu'une validité limitée pour l'appréhension de cas de langues plus périphériques. Mais l'écart est suffisamment important entre une langue anglaise de plus en plus dominante et constituée en *lingua franca* de la communication scientifique et son homologue français à la position à la fois moins hégémonique et en relatif affaiblissement pour que la comparaison soit fructueuse. Là encore apparaît donc un équilibre entre points communs et différences.

2- Le choix d'un terrain : les productions scientifiques.

Plusieurs techniques d'enquête étaient envisageables pour obtenir une image de la structure évolutive des sciences politiques française et britannique au cours du temps. La première et la plus évidente était de recourir à un sondage. Au-delà des difficultés théoriques et méthodologiques classiquement rencontrées par ce type de démarche (voir, parmi d'autres, les articles canoniques de Bourdieu (2002c) et Zaller (1992)), l'utilisation d'un questionnaire posait dans le cadre spécifique de notre enquête des problèmes d'échantillonnage et de formulation de la grille de questions dont on explorera plus loin la teneur (*infra*, pp. 46-7). La seconde possibilité était de procéder à une collecte systématique des *curriculum vitae* de politistes français et britanniques et d'établir des statistiques sur cette base. Se posait cependant à nouveau un problème d'échantillonnage, les CV étant à la fois socialement inégalement disponibles – côté français comme côté britannique, il s'est parfois avéré difficile d'obtenir même les simples coordonnées professionnelles de certains politistes, notamment dans les universités où la discipline était minoritaire – et inégalement exhaustifs. La troisième méthode consistait à passer à nouveau par une étude d'instances de consécration en tant que moyen d'obtenir une image de la structure des sciences politiques française et britannique. Le choix de concentrer l'enquête sur des instances de consécration et plus précisément sur des revues scientifiques présentait deux avantages. Il permettait, d'abord, d'accéder à une image des règles du jeu en vigueur dans les deux espaces nationaux à travers une étude des contenus consacrés par les revues. Il donnait aussi, à travers l'analyse des auteurs publiés par les revues, un moyen détourné d'accéder à une image agrégée de comportements individuels, à la manière d'un sondage. Ce double avantage offrait donc la possibilité d'appréhender les modalités d'ouverture internationale des espaces nationaux à deux niveaux.

On a donc choisi de faire reposer l'enquête sur la *Revue Française de Science Politique* (RFSP) et *Political Studies* (PS) comme productions scientifiques « vitrine[s] publique[s] » de l'évolution de leur association professionnelle respective – l'AFSP et la PSA – et, par ricochet, de la structure plus générale des sciences politiques française et britannique (Gottraux *et al.* 2000 : 365, voir aussi Billordo 2005, Billordo et Dumitru 2006, Laponce 1980, Lengyel 1967 : 159, Ruget 2000 : 309-15 et 389-93). Les deux revues ont en effet suffisamment de points communs pour que leur comparaison soit

fructueuse : outre le fait qu'elles entretiennent un lien similaire avec une association professionnelle, elles ont été créées à la même époque (1951 pour la RFSP, 1953 pour PS) et ont toutes deux progressivement évolué d'un fonctionnement informel à une organisation structurée de revues à comité de lecture (Hayward 2006 : entretien, Parodi 2006 : entretien).

Comme les méthodes précédentes, cette approche prête cependant le flanc à la critique. La pertinence du choix de revues au détriment d'autres types de productions scientifiques et notamment d'ouvrages peut en particulier être discutée. En procédant à une analyse des citations contenues dans les articles publiées dans six volumes de PS et de la RFSP (1953, 1963, 1973, 1983, 1993, 2003), on s'aperçoit en effet de la persistante domination des références à des ouvrages plutôt qu'à des revues (autour de 70 %), et ce des deux côtés de la Manche (tableau 2). Plus généralement, il est possible que le caractère « indirect » d'une méthodologie passant par des revues scientifiques pour appréhender la structure des champs dans lesquels elles sont produites agisse comme un miroir irrémédiablement déformant.

Tableau 2 : proportions d'ouvrages et de revues citées dans *Political Studies* (n = 2,232) et la *Revue Française de Science Politique* (n = 1,839)

		1953	1963	1973	1983	1993	2003	Ensemble
PS	Ouvrages	64%	60%	75%	70%	82%	68%	71%
	Revues	36%	40%	25%	30%	18%	32%	29%
	Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
RFSP	Ouvrages	74%	63%	66%	73%	55%	64%	65%
	Revues	26%	37%	34%	27%	45%	36%	35%
	Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Si ces critiques sont pertinentes, elles nous paraissent aussi surmontables. Il est en effet possible de maîtriser ces biais potentiels et de donner aux deux revues un statut analytique comparable à celui de l'AISP et de l'ECPR dans l'étude des espaces transnationaux en les considérant comme des points d'entrée pour l'étude de champs au sein desquels elles occupent une position particulière qui doit être prise en compte à chaque étape de l'analyse. La proximité des deux revues ne saurait en effet masquer les fossés qui, au cours du temps, se sont creusés entre leurs environnements respectifs. Ainsi, alors que la RFSP demeure une revue centrale dans un marché éditorial encore

relativement peu concurrentiel côté français, PS a perdu sa position dominante au profit du *British Journal of Political Science* (BJPS) et a dû faire face à une multiplication des revues spécialisées, créées pour répondre à la demande d’auteurs de plus en plus poussés à la publication par les mécanismes d’évaluation (Blondiaux 2006 : entretien, Hayward 2006 : entretien, Le Galès 2006 : entretien, Moran 2006 : entretien). La prise en compte de ce type d’éléments de contexte ainsi que de facteurs liés au fonctionnement interne des revues étudiées permet de se prémunir d’interprétations hâtives de leur contenu. Pour cette raison, la collecte de données au sein des revues a été doublée d’une revue de la littérature portant sur leur développement et d’une série d’entretiens informatifs auprès notamment d’anciens directeurs de PS et de la RFSP, d’anciens dirigeants de la PSA et de l’AFSP et d’actuels membres de comités éditoriaux de revues concurrentes (tableau 3).

Tableau 3 : entretiens informatifs réalisés pour l’étude de PS et de la RFSP

Nom	Fonctions	Date	Lieu	Durée
Blondiaux Loïc	Membre du comité de rédaction de <i>Politix</i>	26.06.06	Bureau de l’enquêté, Paris	0h35
Hayward Jack	Vice-président de la PSA (depuis 1981), ancien chairman de la PSA (1975-1977), président de la PSA (1979-1981) et éditeur de PS (1987-1993)	18.05.06	Université de Hull	1h55
Hurtig Serge	Ancien responsable des informations bibliographiques de la RFSP (dates) et secrétaire général de l’AFSP (1971-1991)	22.06.06	IEP de Paris	0h45
Kelly Paul	Ancien éditeur de PS (1999-2005)	24.05.06	London School of Economics	1h05
Le Galès Patrick	Membre de l’editorial board du BJPS	11.07.06	Cevipof, Paris	0h35
Leca Jean	Ancien président de l’AFSP (1992-1994 et 2000-2005)	11.04.06	IEP de Bordeaux	1h25
Moran Michael	Ancien éditeur de PS (1993-1999)	22.05.06	Université de Manchester	1h10
Parodi Jean-Luc	Ancien secrétaire général de l’AFSP (1980-1999) et directeur de la RFSP (1991-2009)	15.05.06	Cevipof, Paris	1h30

A cette comparaison de PS et de la RFSP s’ajoute une troisième revue. S’il est en effet utile d’observer les éventuelles convergences et divergences entre les deux champs nationaux, il est plus heuristique encore pour notre problématique d’observer ces évolutions au regard d’un point de repère transnational fourni ici par le *European Journal for Political Research* (EJPR). L’analyse de cette revue également issue d’une organisation professionnelle – l’ECPR – et fondée en 1973 permet de mieux appréhender l’éventuelle incidence de l’émergence d’espaces transnationaux sur les

évolutions nationales. En lien avec notre sociohistoire d'espaces transnationaux, la *Revue Internationale de Science Politique* (RISP), créée sous l'égide de l'AISP, aurait également pu être intégrée à l'étude en tant que seconde instance transnationale. Le choix de la laisser hors du champ de l'étude tient à deux raisons. La RISP apparaît, en premier lieu, plus tardivement que la RFSP, PS et l'EJPR : créée en 1981, elle n'offre pas une perspective historique comparable à celle de ses homologues. Elle fonctionne, en second lieu, différemment des trois autres revues en ceci qu'elle repose principalement sur des dossiers et des articles commandés plutôt que sur des envois spontanés, offrant ainsi une image difficilement comparable aux autres.

La base de données rassemble ainsi tous les articles publiés dans la RFSP (1951-2007), PS (1953-2007) et l'EJPR (1973-2007) à l'exclusion – classique dans les travaux sur les revues (Billordo 2005 : 181, Gottraux *et al.* 2000 : 301, Hix 2004 : 299) – des éditoriaux, notes de recherches et comptes-rendus d'ouvrages. 4,281 articles – 1,520 d'entre eux provenant de PS, 1,850 de la RFSP, 911 de l'EJPR – et 5,342 auteurs²⁰ – 1,854 de PS, 2,153 de la RFSP, 1,335 de l'EJPR – sont ainsi recensés. De cette base ont été extraits deux types d'informations.

Les données sur les auteurs, d'une part, permettent d'esquisser la structure de la communauté des politistes sur la période (Gottraux *et al.* 2000 : 365). Ont ainsi été compilées la localisation géographique des auteurs, leur institution d'appartenance et (lorsque cela était possible) leur statut professionnel.

Les informations sur le contenu des articles, d'autre part, permettent d'appréhender l'organisation intellectuelle de la science politique (Gottraux *et al.* 2000 : 301). Elles comportent trois variables : le domaine de spécialisation dans lequel s'inscrit la recherche étudiée (« rapports au politique et acteurs du jeu politique » ; « institutions » ; « administration et politiques publiques » ; « relations internationales » ; « philosophie politique et histoire des idées » ; et une catégorie résiduelle), les méthodes utilisées (quantitatives ou non²¹ ; comparatives ou non) et le pays étudié. Dans la mesure où ils

²⁰ Chaque auteur a été dénombré x fois pour x articles signés.

²¹ Ont été catégorisés « quantitatifs » tous les articles faisant usage d'au moins une méthode statistique. Pour éviter les erreurs de mesure, les articles de philosophie et pensée politique ont par ailleurs été exclus de l'échantillon pour cette étude des méthodes.

impliquent une catégorisation, les deux premiers types d'informations ainsi collectées – domaine de spécialisation et méthodes utilisées – ne sont pas sans poser des problèmes méthodologiques : les catégories, malgré une construction incrémentale, empirique et prudente, conservent une nette dimension arbitraire et ne font pas forcément sens de la même façon pour des politistes français et britanniques (Collini 2001 : 282, Dobry 2003 : 45-6). Elles peuvent, de plus, introduire une dimension téléologique (Collini 1988 : 389-91, Collini *et al.* 1983 : 4) en entraînant le regroupement, sous une catégorie unique, d'articles écrits à plusieurs décennies d'intervalle. Si la catégorisation reste néanmoins le seul moyen de rendre un tant soit peu systématiques des données autrement inexploitable, l'ensemble de ces remarques incite donc à la prudence dans l'interprétation des résultats, et une déconstruction qualitative du contenu des catégories est opérée de manière régulière au cours de l'argumentaire²².

Une fois collectées et en préalable à cette interprétation, les données ont été découpées en onze périodes de cinq ans puis formalisées en une série de tableaux et graphiques. Ce choix s'inscrit dans la lignée de travaux antérieurs et se justifie principalement par un souci d'éviter l'erreur de mesure. Comme souligné par Hix (2004 : 296), le découpage année par année donnerait en effet un nombre trop limité de cas pour chaque période et augmenterait par là le risque d'erreurs. Pour « corriger » le décalage entre les deux revues nationales – la RFSP et PS étant respectivement créées en 1951 et 1953 – la première période dure par ailleurs de 1951 à 1957. Les onze périodes étudiées sont donc : 1951-1957, 1958-1962, 1963-1967, 1978-1972, 1973-1977, 1978-1982, 1983-1987, 1988-1992, 1993-1997, 1998-2002 et 2003-2007.

Cette analyse de revues scientifiques permet de dégager de premières conclusions quant à l'évolution de la physionomie des sciences politiques française et britannique au cours du temps et son éventuel lien avec la structuration d'espaces transnationaux. Cette entrée « par le haut » au niveau des agrégats nationaux ne suffit toutefois pas à restituer dans toute son épaisseur la complexité des modifications de comportements individuels induites par l'émergence d'organisations comme l'AISP ou l'ECPR. Pour conserver toute sa pertinence, la comparaison franco-britannique doit donc s'enrichir d'une

²² Cette distanciation apparaît d'autant plus nécessaire que les données, en partie originellement construites dans le cadre de l'enquête de notre mémoire de Master 2, font ici l'objet d'une analyse secondaire en lien avec la problématique spécifique de la thèse.

approche microsociologique cherchant à cerner les logiques d'internationalisation individuelles des politistes des deux pays.

C) Une sociologie d'engagements scientifiques internationaux.

La comparaison de l'évolution des sciences politiques française et britannique en lien avec la structuration d'espaces transnationaux est ainsi opérée au niveau microsociologique des parcours individuels. Partant de l'hypothèse que l'impact de cette structuration sur les carrières est variable aussi bien sur les plans objectifs – il est lié à la position évolutive de l'individu au sein de sa discipline et de son champ nationaux – que subjectifs – il varie, dans une posture « compréhensive » (Weber 1995 : 28), en fonction de la perception par le politiste de sa propre position et du sens qu'il donne à ses actions – il s'agit de restituer la diversité des positions occupées au cours de la vie professionnelle et la signification donnée par l'individu à ces différentes étapes. Le poids du sens conféré par l'acteur à ses actions implique que l'on fasse un usage plus souple du terme « internationalisation ». Sans renier la définition de travail adoptée précédemment, on prend également en compte ici le travail de définition réalisé par les acteurs eux-mêmes pour faire sens de leur parcours afin de mieux cerner ce que l'on considère comme des formes « d'internationalisation » pertinentes et légitimes. Cette restitution est réalisée à partir d'une méthode particulière – le récit de vie – et d'une notion précise – la carrière.

1- Le choix d'une méthodologie : le récit de vie.

L'approche biographique a le vent en poupe et a récemment fait l'objet d'un développement de méthodologies qualitatives, quantitatives et combinées (Battagliola *et al.* 1993 : 325). Parmi cet éventail de possibilités, c'est pour l'entretien de type « récit de vie » (Bertaux 2005, Roberts 2002 : 33-51) que l'on a opté. Le choix de préférer cette approche à, notamment, une enquête par questionnaire, appelle deux catégories de justification.

Tout d'abord, la nature du matériau que l'on cherchait à saisir se prêtait mieux à une démarche qualitative que quantitative. Ce matériau est en effet complexe et diversifié, et un questionnaire courait le risque de réduire cette complexité en « lissant » les

trajectoires (Ferrand et Imbert 1993 : 143). Les itinéraires atypiques pouvaient, en particulier, perdre de leur originalité en se coulant dans le moule de questions plus ou moins fermées (Battagliola *et al.* 1993 : 330-2). Le questionnaire pouvait, de plus, rencontrer des difficultés dans l'appréhension – importante, on le verra – du sens donné par les acteurs à leur vie et leurs actions (Battagliola *et al.* 1993 : 342).

Une seconde série de justifications est liée à la nécessaire souplesse du protocole d'enquête. La réalisation d'un questionnaire aurait en effet supposé la stabilisation précoce à la fois d'un échantillon et d'une grille de questions. Or, l'un comme l'autre devaient garder la possibilité d'évoluer au cours de la recherche.

L'adaptabilité de l'échantillon était nécessaire pour atténuer l'impact du taux élevé et socialement inégalement distribué des refus et des non-réponses²³. Les temps de latence entre les différentes vagues d'entretiens ont permis d'opérer de constants ajustements pour aboutir à un échantillon final relativement équilibré. Cet équilibre a été recherché à plusieurs niveaux. En termes de statut professionnel²⁴ d'abord : partant de l'hypothèse que l'internationalisation évolue selon la position occupée dans la discipline, l'échantillon français devait dans la mesure du possible contenir à la fois des non titulaires, des maîtres de conférence, des professeurs d'université, des chargés de recherche et des directeurs de recherche. Côté britannique, non titulaires, *lecturers*, *senior lecturers*, *readers* et *professors* devaient être représentés. On a également cherché l'équilibre institutionnel et géographique, partant du principe que le fait d'être basé dans une ville particulièrement cosmopolite et/ou dans une institution riche en termes financiers et humains pouvait avoir une incidence sur l'internationalisation d'un parcours. Si la prépondérance de Londres et Paris apparaît nécessairement dans l'échantillon, on a donc néanmoins cherché à le tempérer en menant également des entretiens à Bordeaux, La Rochelle, Lyon, Rennes et Toulouse – côté français – et à Aberdeen, Bristol, Cambridge, Glasgow, Hull, Liverpool, Oxford, Reading et Warwick – côté britannique. Côté français, la recherche de diversité géographique s'est en outre doublée d'une volonté de faire en sorte que soient représentés à la fois les Instituts

²³ Pour des exemples de taux de retour relativement faibles, consulter Houdeville 2007 : 26-7, Jeannin 2003 : 19, Monange 2009 : 2. On reviendra par ailleurs plus loin sur l'inégale distribution sociale des refus.

²⁴ L'équilibre en termes de statut professionnel est lié à un équilibre générationnel tout aussi nécessaire.

d'Etudes Politiques, les Universités et des institutions moins importantes quantitativement comme l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées ou l'Institut National de la Recherche Agronomique. On a, en dernier ressort, recherché la plus grande diversité de parcours et de modalités d'internationalisation possible. Sur la base de l'idée – que l'on développera plus loin – selon laquelle l'étude des variations constitue une part importante de l'analyse, on a même intégré à l'échantillon des individus entretenant avec « l'international » des rapports lâches, intermittents voire inexistantes, afin que ces entretiens soient « utilisés comme aune comparative et comme manière d'administrer la preuve de ce que font les [uns] que font, ou ne font pas, les autres » (citation dans Darmon 2003 : 90, voir aussi Becker 1985 : 47-8).

Afin d'accentuer la diversité des parcours représentés, la sélection des enquêtés a été opérée dans une population de base constituée à partir à la fois d'un critère de discipline et d'un critère de champ. Côté français, la base de données contient ainsi à la fois les enseignants-chercheurs recensés par le tableau de classement de la section 04 du Conseil National des Universités – critère de discipline – et les auteurs qui ont, au cours des années 2007 ou 2008, publié un article dans l'une des revues classées A en science politique par l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (soit la *Revue Française de Science Politique*, *Politix*, *Genèses*, *Raisons Politiques*, *Politique Africaine*, *Critique Internationale* et *Politique et Management Public*) – critère de champ. Côté britannique, la base recense les enseignants-chercheurs rattachés aux départements évalués en science politique par le Research Assessment Exercise (aujourd'hui Research Excellence Framework) – critère de discipline – et les auteurs ayant publié, au cours des années 2007 ou 2008, dans les revues britanniques aux facteurs d'impact les plus élevés (soit le *British Journal of Political Science*, *Political Studies*, la *Review of International Studies*, *West European Politics*, le *Journal of European Public Policy*, *Public Administration* et le *Journal of Common Market Studies*) – critère de champ²⁵.

²⁵ Ces choix appellent une précision : il ne s'agit en aucun cas ici d'accorder une valeur heuristique à ces classements de revues hautement contestés, mais simplement de les utiliser pour parvenir à identifier des individus publiant dans des revues considérées comme relevant de la science politique sans pour autant être institutionnellement affiliés à cette discipline.

C'est le critère de diversité des parcours qui a, dans une certaine mesure, permis de juger du degré d'aboutissement de l'enquête : chaque nouvel entretien permettait d'un peu mieux percevoir l'espace des trajectoires possibles et diminuait, du même coup, l'utilité marginale de l'entretien suivant. C'est au bout d'une cinquantaine d'entretiens – 21 en France, 26 au Royaume-Uni – qu'il nous a semblé voir significativement diminuer cette utilité marginale. Cet échantillon d'une cinquantaine d'individus est certes moins impressionnant que le nombre élevé de politistes qu'aurait permis de toucher une enquête par questionnaire. Mais les deux corpus ainsi compilés n'en ont pas moins constitué un socle solide pour une montée en généralité (Gaxie 2002 : 172-3) en cumulant plus de 50 heures de bande. La durée des entretiens a oscillé entre un minimum de 30 minutes et un maximum de 2h30, pour une longueur moyenne de 65 minutes par entrevue. Une différence est à cet égard observable entre corpus britannique – dans lequel la durée moyenne des entretiens s'élève à 59 minutes – et corpus français – approximativement 72 minutes en moyenne. Cette différence est d'abord explicable par le fait que la majeure partie des premiers entretiens, largement exploratoires et plus courts que les suivants, ont été menés au Royaume-Uni. Le fait que le processus d'internationalisation soit souvent, dans l'échantillon français, plus « lourd » sur les plans symboliques et pratiques que pour les britanniques – on y reviendra – a également contribué à allonger tendanciellement les entretiens.

La composition des deux corpus est reportée dans les tableaux 4a, 4b, 4c, 4d, 4e (volet français) et dans les tableaux 5a, 5b, 5c, 5d et 5e (volet britannique), d'abord de manière détaillée puis synthétisée selon des critères géographiques, statutaires, de genre et d'âge. On notera que, dans un souci de préservation de l'anonymat des personnes interrogées, les noms de ces dernières ne sont pas mentionnés. De sorte que, au cours de la démonstration, les références aux enquêtés se feront selon le modèle suivant : (Genre, Age, Institution, Statut, mode de communication). Ainsi, par exemple : (Homme, 40 ans environ, University of Bristol, Reader, entretien).

Tableau 4a : composition détaillée de l'échantillon français

Genre	Age	Localisation	Institution	Statut
Homme	60	Paris	IEP de Paris - CERI	Professeur des universités
Homme	43	Paris	Université Paris 10	Maître de conférences
Femme	40	Paris	Université Paris 1 - CRPS	Professeur des universités
Homme	35	Paris	INRA	Chargé de recherche
Homme	34	Paris	CEE	Chargé de recherche
Homme	34	Toulouse	IEP de Toulouse - LaSSP	Maître de conférences
Femme	38	Paris	Université Paris 8	Professeur des universités
Homme	37	Paris	LATTS	Chargé de recherche
Homme	45	Rennes	IEP de Rennes - CRAPE	Maître de conférences
Femme	31	Lyon	Triangle	Post-doctorant
Homme	41	Toulouse	IEP de Toulouse - LASSP	Professeur des universités
Femme	62	Paris	CEE	Directeur de recherche
Femme	30	Paris	CSO	Post-doctorant
Homme	57	Rennes	IEP de Rennes - CRAPE	Professeur des universités
Homme	45	La Rochelle	Université de La Rochelle	Maître de conférences
Femme	36	Paris	Université Paris 1 - CRPS	Maître de conférences
Homme	60	Paris	CERI	Directeur de recherche
Homme	41	Paris	CERSA	Chargé de recherche
Homme	49	Lyon	IEP de Lyon	Professeur des universités
Homme	36	Bordeaux	CEAN	Chargé de recherche
Homme	60 env.	Paris	CEE	Directeur de recherche

Tableau 4b : répartition géographique de l'échantillon français

Localisation	
Paris	13
Lyon	2
Rennes	2
Toulouse	2
Bordeaux	1
La Rochelle	1

Tableau 4c : répartition statutaire de l'échantillon français

Statut	
Professeur des universités	6
Directeur de recherche	3
Maître de conférences	5
Chargé de recherche	5
Post-doctorant	2

Tableau 4d : répartition par genre de l'échantillon français

Genre	
Hommes	15
Femmes	6

Tableau 4e : répartition par tranches d'âge de l'échantillon français

Age	
20-39 ans	9
40-59 ans	8
60 ans et plus	4

Tableau 5a : composition détaillée de l'échantillon britannique

Genre	Age	Localisation	Institution	Statut
Homme	67	Hull	University of Hull	Emeritus Professor
Homme	65	London	LSE	Professor
Homme	45 env.	Reading	University of Reading	Senior Lecturer
Homme	50 env.	London	SOAS	Professor
Homme	70	Oxford	St Anthonys	Emeritus Professor
Homme	33	Glasgow	University of Glasgow	Lecturer
Homme	41	London	LSE	Senior Lecturer
Homme	75	Aberdeen	University of Aberdeen	Professor
Homme	36	Warwick	University of Warwick	Senior Lecturer
Homme	60 env.	Hull	University of Hull	Emeritus professor
Homme	25	Cambridge	University of Cambridge	PhD Student
Homme	57	Liverpool	University of Liverpool	Professor
Homme	40 env.	Bristol	University of Bristol	Reader
Homme	29	Oxford	University of Oxford	Lecturer
Homme	40 env.	London	Birbeck College	Lecturer
Homme	45 env.	London	University College London	Professor
Femme	35 env.	London	SOAS	Teaching fellow
Femme	60 env.	London	Queen Mary London	Senior lecturer
Homme	35	London	LSE	Reader
Homme	60 env.	Bristol	University of Bristol	Professor
Homme	30 env.	Reading	University of Reading	Lecturer
Homme	41	London	Queen Mary London	Reader
Homme	40 env.	Bristol	University of West of England	Reader
Femme	35 env.	Glasgow	University of Strathclyde	Senior lecturer
Femme	55 env.	London	Birkbeck College	Professor
Homme	40	London	LSE	Professor

Tableau 5b : répartition géographique de l'échantillon britannique

Localisation	
London	11
Bristol	3
Glasgow	2
Hull	2
Oxford	2
Reading	2
Aberdeen	1
Cambridge	1
Liverpool	1
Warwick	1

Tableau 5c : répartition géographique de l'échantillon britannique

Statut	
Emeritus professors	3
Professors	8
Readers	4
Senior lecturers	5
Lecturers	4
Doctorant	1
Teaching fellow	1

Tableau 5d : répartition par genre de l'échantillon britannique

Genre	
Hommes	22
Femmes	4

Tableau 5e : répartition par tranches d'âge de l'échantillon britannique

Age	
20-39 ans	8
40-59 ans	11
60 ans et plus	7

Outre l'échantillon, la grille de questions posées devait elle aussi garder la possibilité d'évoluer au cours de la recherche. Cette adaptabilité agissait, d'abord, comme un palliatif à notre manque d'expérience concrète en matière d'entretiens biographiques. En dépit de lectures théoriques et méthodologiques préalables, les premiers interviews se sont en effet révélés difficiles à conduire : les thématiques y ont souvent été abordées dans un ordre peu judicieux et les relances se sont régulièrement avérées maladroites, de

sorte que la conversation peinait à « prendre » et à s'installer dans la durée. Il fallait conserver la possibilité de corriger ces premiers échecs en rendant plus longs, plus étoffés et plus heuristiques les entretiens suivants. Mais l'adaptabilité n'a pas été nécessaire qu'à ce stade exploratoire : les entretiens ont en effet tout au long de la recherche alimenté un aller-retour entre théorie et empirie qui a fréquemment fait émerger de nouvelles variables pertinentes et permis de réévaluer l'importance de certains paramètres. Pour ne donner qu'un exemple, on n'avait ainsi pas suffisamment apprécié, au début de l'enquête, l'ampleur des conséquences que pouvaient avoir les choix d'objets d'étude sur les parcours sociaux – et notamment l'internationalisation – des politistes. Il était capital, pour la bonne intelligibilité des phénomènes, que ces variables puissent venir enrichir le canevas d'entretien sous forme de nouvelles questions (Becker 1985 : 108). La grille a donc fait l'objet d'un ajustement perpétuel que l'on a, dans la lignée de la littérature consacrée à la notion de saturation (Onwuegbuzie et Burke Johnson 2006 : 57, Kaufmann 1996 : 29, Krueger et Casey 2000 : 26, Paillé et Mucchielli 2008 : 272, Teddlie et Yu 2007 : 90), constitué en critère d'évaluation du degré d'aboutissement de la démarche, les ajustements se faisant de plus en plus rares à mesure que l'enquête progressait.

En dépit de ces modifications, la structure générale des entretiens est restée la même au cours de l'enquête. La consigne de départ (« comment êtes-vous venu à l'exercice d'un métier en science politique ? quel parcours, quelle formation, quelles affinités vous ont amené à cette discipline ? ») incitait d'abord les enquêtés à retracer les grandes lignes de leur parcours. Les séries de relances qui suivaient consistaient à amener l'interviewé à revenir un peu plus dans le détail sur certaines des phases évoquées, en tentant notamment de rendre leur complexité à des changements parfois restitués sur le mode de l'enchaînement naturel. On entrait, par la suite, dans le vif du sujet en amenant l'enquêté à détailler – s'il ne l'avait pas déjà fait spontanément – ses premiers contacts avec divers espaces scientifiques, tant nationaux qu'internationaux. Il s'agissait alors de tenter de cerner de manière dynamique ses perceptions et ses modes d'investissements des différents espaces.

Pour pertinents et heuristiques qu'ils soient, les entretiens de type « récits de vie » n'en ont pas moins montré un certain nombre de limites au cours de l'enquête. Toutes ont

trait à la richesse des données que l'on a cherché à recueillir, qui s'est avérée difficile à gérer tant pour l'enquêté que pour l'enquêteur.

« Se raconter » n'est pas chose aisée. La consigne de départ et les relances qui l'ont suivie ont en effet appelé la mobilisation d'éléments relevant de différentes sphères sociales – scolaire, professionnelle, privée – et constituant ensemble une masse importante d'informations. Les difficultés rencontrées dans la gestion de ce volume ont souvent donné lieu, au cours des entretiens, à des pertes de fil calendaire (Bourdieu 1986 : 69). Elles ont aussi appelé la mise en œuvre de raccourcis cognitifs variables. Plusieurs enquêtés ont cherché – avec plus ou moins de succès – à montrer la cohérence de leur trajectoire (Ville et Guérin-Pace 2005 : 293) alors que d'autres ont été, au contraire, « dominés par le doute et les contradictions » (Ville et Guérin-Pace 2005 : 292). Certains interviewés, par des mécanismes de « condensation de séquence biographique » ou de « déplacements d'une dimension à l'autre » ont « lissé » à outrance leur trajectoire (Battagliola *et al.* 1993 : 339-41) quand d'autres, à l'inverse, ont chargé le récit de détails et d'anecdotes de sorte à aboutir à une « complexification » de leur itinéraire (Battagliola *et al.* 1993 : 341). Beaucoup, enfin, ont opéré une « sélection d'évènements » (Battagliola *et al.* 1993 : 339) pour insister sur les aspects les plus internationaux de leur carrière au détriment du reste de leur parcours. Il ne s'agit pas de voir dans ces différentes « mises en intrigue » l'expression d'une quelconque mauvaise foi ou même d'une intention réfléchie (Bidart 2006 : 30) mais plutôt celle de l'influence maintes fois montrée du cadre et du contenu de l'entretien sur les propos de l'enquêté (Blanchet et Gotman 2005 : 65-88, Fillieule 2001 : 205, Mayer 1995). Les enquêtés étaient, en particulier, prévenus au préalable de l'accent mis au cours de l'entretien sur l'internationalisation de leur parcours. Cet avertissement antérieur a sans doute biaisé les réponses recueillies, et il a provoqué de nombreuses réactions d'auto-disqualification aussi bien en France (extraits 1 et 2) qu'au Royaume-Uni (extraits 3 et 4).

Extrait 1

« R : je vous remercie de votre sollicitation. Je ne suis pas certain que je sois le meilleur candidat, n'ayant pas une expérience internationale très élevée. Je peux vous orienter vers d'autres collègues (voir d'ailleurs le site du CERAPS, vous aurez quelques éléments de réflexions). » (Homme, 44 ans, Maître de conférences, IEP de Lille, email)

Extrait 2

« R : êtes-vous certain d'avoir la bonne interlocutrice, dans le cadre d'une recherche sur l'internationalisation de la science politique ? Car je n'ai ni séjourné à l'étranger, ni beaucoup publié dans des revues étrangères (1 Belgique, 1 Canada, 1 UK). » (Femme, 50 ans, Professeur, Université Paris Dauphine, email)

Extrait 3

« R : thank you for your email. I do not think I am really the best person to speak to about this, as I've not had many direct dealings with either French academics or the French academic system, and my experience as a full-time paid British academic only started in 1997. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of Hull, email)

Extrait 4

« Q : ...so I'm getting French and British political scientists to talk about their career and the different stages of their career at which they became involved in international networks...

R : [rire] on the whole I don't, I mean I only speak a bit of tourist French, but I mean, negative results are just as interesting I guess! » (Homme, 65 ans, Professor, LSE, entretien)

Il est vite apparu impossible de faire l'économie de cet avertissement face à une population de spécialistes de sciences sociales dont la curiosité ne pouvait être satisfaite par une demande d'entretien trop vague. Une partie du texte de cette demande a donc été libellé comme suit, respectivement en français (extrait 5) et en anglais (extrait 6).

Extrait 5

« Doctorant et ATER à Sciences Po Bordeaux, je travaille actuellement à la réalisation d'une thèse sur l'internationalisation de la science politique sous la direction de Pierre Sadran. L'un des objectifs de ce travail est de comparer l'ouverture progressive des sciences politiques française et britannique aux influences internationales depuis les années 1950. Je m'intéresse ainsi à la façon dont les politistes français et britanniques s'impliquent dans des organisations, revues ou groupes de recherche internationaux, et aux liens qu'entretiennent ces implications avec des engagements plus « nationaux ».

Je travaille, pour ce faire, sur la base de matériaux qualitatifs : je mène des entretiens de type « récit de vie » avec un échantillon de politistes français et britanniques à différents stades de leur carrière. Accepteriez-vous de faire partie de cet échantillon en m'accordant un entretien ? »

Extrait 6

« I am currently working on a PhD thesis under the supervision of Prof. Pierre Sadran at the Institute of Political Studies in Bordeaux, France. The idea is to compare how French and British political sciences have opened up to foreign influence, people and ideas from the 1950s onwards. I am concerned with how

British and French political scientists become involved in international organisations, journals, research groups etc., and how the balance is stricken with more « national » undertakings. Ideally, I would be able to draw some conclusions on the institutionalization of political science in France and Britain out of this data.

I am mostly working with qualitative material drawn from life history interviews with British and French political scientists, and I would be grateful if you would accept to be part of my sample. Would you agree to see me? »

L'enquêté n'a par ailleurs pas été seul à rencontrer des difficultés dans la maîtrise de la quantité de données contenues dans son parcours biographique. L'enquêteur doit en effet gérer « *l'excès de sens inhérent à toute approche biographique* » (citation dans Passeron 1989 : 4, Chevalier 1979 : 100, Laborde *et al.* 2007 : 582) en maintenant lui aussi un équilibre entre complexification excessive – « l'illusion de la *pan-pertinence* » (Passeron 1989 : 5-6) – et réduction de la réalité – « le structuralisme dogmatique » (Passeron 1989 : 7-8) – à l'aide d'une grille d'analyse forgée par la théorie (Chevalier 1979 : 101). C'est à l'aide de la notion de carrière que l'on peut forger cette grille et réduire, dans une certaine mesure, la portée de ces critiques. En identifiant de grandes séquences communes aux différents parcours, le concept permet d'ordonner les données, de faire sens de leur trop grande richesse et de dépasser la simple description de biographies idiosyncrasiques en les comparant les unes avec les autres.

2- *Le choix d'un terrain : les carrières individuelles.*

La reconstitution des parcours individuels n'est pas une fin en soi : elle n'a d'utilité que dans la mesure où elle permet de mettre à jour les « processus sociaux à l'œuvre dans l'infléchissement des trajectoires » (Ferrand et Imbert 1993 : 144) où « processus » désigne « des activités se déroulant dans le temps et possédant une dynamique propre, et non comme le simple reflet de contraintes structurelles ou d'un calcul utilitaire » (Agrikoliansky 2001 : 30). La biographie individuelle n'a, en d'autres termes, de valeur que lorsqu'elle constitue un tremplin pour une montée en généralité dégageant des logiques plus vastes (De Coninck et Godard 1990 : 25). Ici, la reconstitution des parcours est donc une étape du raisonnement qui permet, en dernière analyse, de révéler les processus guidant les investissements et désinvestissements d'espaces scientifiques transnationaux. Par ricochet, l'étude des « stratégies d'internationalisation » (Dezalay et Garth 2002 : 37}) est un outil qui permet à la fois l'identification d'espaces

transnationaux socialement pertinents (Siméant 2005 : 31) et l'analyse des champs nationaux dans lesquels elles s'enracinent (Dezalay et Garth 2002 : 34).

Il s'agit donc d'articuler des données tirées d'unités d'analyse microsociales à des processus méso voire macrosociaux. Une telle exigence fait peser un lourd poids sur l'appareil conceptuel, qui doit être capable de faciliter les jeux d'échelle entre niveaux d'analyse. Comme l'ont souligné nombre de travaux antérieurs (Fillieule 2001 : 203, Grossetti 2006 : 23, Lelièvre et Vivier 2001 : 1043), la notion de carrière est à cet égard particulièrement pertinente. D'autant qu'elle présente, dans le cas particulier de l'étude de parcours de spécialistes en sciences sociales, plusieurs avantages.

Le concept permet, en premier lieu, d'articuler sociologie des professions et de l'engagement. Associé, dans son acception commune, aux parcours professionnels (Tréanton 1960 : 73), il a en effet acquis, avec les travaux des sociologues interactionnistes (Barley 1989 : 45-52, Becker 1985 : 47-8, Goffman 1968 : 179-80, Hughes 1996b : 175-7), une capacité d'explication de trajectoires sociales de tous types. Plus récemment, il a en particulier été utilisé pour des sociologies d'engagements militants (Fillieule et Mayer 2001). Cette capacité à rendre compte à la fois de l'enchaînement des positions professionnelles et de l'évolution des engagements moraux, à la fois des positions objectives et des représentations subjectives (Lafont 2001 : 177), semble adaptée à l'étude d'une internationalisation des parcours universitaires qui implique souvent, on le verra, tant des positionnements concrets que des prises de position particulièrement engagées. Cette dimension des trajectoires est, en d'autres termes, investie d'un sens qui n'est ni uniforme, « ni conventionnel, ni attendu » (Laborde *et al.* 2007 : 577).

Non seulement la notion de carrière constitue un outil pour restituer cette articulation entre positions et prises de position, mais elle permet aussi d'opérer cette restitution sans pour autant procéder à un simple copier-coller des récits des interviewés. Dans la mesure où les enquêtés sont, comme l'enquêteur, des spécialistes de sciences sociales, une mise à distance de leur discours est particulièrement nécessaire. Les propos tenus peuvent en effet poser deux types de problèmes.

Le premier tient à la « capacité d'auto-analyse sociologique » (Eymeri 2001 : 46-9) rencontrée chez certains interviewés, d'un côté de la Manche comme de l'autre. Ces

enquêtés font en effet usage d'outils de sciences sociales pour rendre compte de leur propre parcours. La mobilisation de ces outils peut se faire sous différentes formes, parfois en portant un regard surplombant sur sa propre trajectoire (extrait 7), en tentant de l'expliquer par la mobilisation de notions théoriques ou d'auteurs particuliers (extraits 8 et 9) ou encore par la négative en niant la pertinence de certaines approches pour l'explication de son propre parcours (extrait 10).

Extrait 7

« R : ... well I think there're two things, if I was going to be analytical about it. The thing about contingency for me like, I just, this hasn't been consciously planned, a lot of these decisions, and you do things for a mix of motivations you know... » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, entretien)

Extrait 8

« R : moi j'étais dans *le sentier de dépendance le plus total*, c'est-à-dire en gros mon sujet de master était dans la continuité d'un sujet de stage que j'avais fait en école d'ingénieur sur l'interco, euh le sujet de master il a porté sur l'interco. J'ai fait un très mauvais master [...] Néanmoins, [...] j pense que j'ai bénéficié de, de, des *propriétés symboliques de l'objet*, c'est-à-dire euh du fait que c'était un objet à la mode. [...]

[La thèse] c'est une monographie [...] Bon c'est pas du tout anodin de faire un choix monographique dans un travail de thèse, vous voyez ce que je veux dire ?

Q : c'est-à-dire ?

R : bah c'est-à-dire l'état d'esprit aujourd'hui, *la doxa si j'veux parler comme Pierrot*, elle est plutôt à la comparaison... » (Homme, 37 ans, Chargé de recherche, LATTS, entretien, c'est nous qui soulignons)

Extrait 9

« R : en fait j me socialise aussi à cheval sur la science politique et comme j'ai des objets qui sont un peu communication j me socialise un peu du côté des gens euh de la SFIC – ce qui est l'équivalent de l'AFSP en info-comm – et je vais à un séminaire qui correspond à chaque sortie de la revue *Réseaux* [...] donc c'est aussi un lieu où j'identifie des têtes, je me fais des relations, euh – et oui *c'est une question que je me suis jamais posée, comment j'ai procédé à l'accumulation de capital primitif...* » (Homme, 57 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien, c'est nous qui soulignons)

Extrait 10

« R : j'ai récupéré [son papier à la conférence de la PSA], je l'ai lu et on en parlera dans un pub, tranquilles, pendant une heure ou deux et puis ce sera un moment agréable à passer. C'est ça aussi, enfin c'est des, c'est pas... en tous cas c'est pas vécu sur un mode de stratégie professionnelle quoi, même si j'suis pas forcément le mieux placé pour dire ce qui est en ce qui me concerne – *les sociologues bourdieusiens, la dénégation, la dénégation de l'intérêt*

gnagnagnagna – en tous cas c'est sûr que moi j'me rends compte que ça a beaucoup fonctionné à la fois cette ouverture sur l'étranger sur un mode un peu de pari enfin, j'avais envie de voir un peu, découvrir gnagna, plus que qu'est-ce que ça va m'apporter, à quoi ça va me servir sur un plan de carrière. » (Homme, 43 ans, Maître de conférences, Université Paris 10, entretien, c'est nous qui soulignons)

Le second type de problème apparaît lorsque ces notions sont mobilisées de manière prescriptive. Dans le contexte évidemment asymétrique d'un entretien mettant en relation un jeune doctorant et un chercheur confirmé de plusieurs (dizaines) d'années son aîné, il arrive parfois que ce dernier endosse, plus ou moins explicitement et sous différentes formes, le « rôle d'un directeur de recherche » (Chamboredon *et al.* 1994 : 119-20) en jugeant par exemple de la pertinence de la problématique supposée (extraits 11 et 12), de questions posées en entretien (extrait 13) ou de la composition de l'échantillon (extrait 14). Le fait que ce type de remarques se retrouve surtout dans le corpus français est probablement à relier au fait que l'enquêteur est engagé dans le même espace national que les enquêtés, rendant les rapports hiérarchiques d'autant plus prégnants.

Extrait 11

« R : j'avoue que votre problématique telle que précisée succinctement m'inspire peu. » (Homme, 46 ans, Directeur de recherche, CEE, email)

Extrait 12

« R : je crois que fondamentalement si vous voulez *ce sur quoi il faut travailler* c'est le premier des facteurs, c'est à dire le facteur désir. » (Homme, 60 ans, Professeur, IEP de Paris, entretien, c'est nous qui soulignons)

Extrait 13

« Q : pour revenir un petit peu en arrière, vous travailliez à partir de quelles références, de quels auteurs pour votre thèse ?

R : ah *vous avez raison, c'est une question importante pour votre enquête.* » (Homme, 37 ans, Chargé de recherche, LATTS, entretien, c'est nous qui soulignons)

Extrait 14

« Q : vous l'avez peut-être interviewé lui d'ailleurs ?

Q : non non.

R : ça peut être intéressant. Beaucoup plus intéressant que moi d'ailleurs parce qu'il est plus investi je pense à l'étranger, peut-être même par rapport à l'Allemagne. » (Homme, 43 ans, Maître de conférences, Université Paris 10, entretien)

Une autre déclinaison du même phénomène est la série d'interrogations qui suit – voire précède – parfois l'entretien. Il s'agit alors pour l'interviewé d'en apprendre plus sur le protocole de recherche, voire sur l'enquêteur lui-même. Les enquêtés ont ainsi quasi-systématiquement cherché à connaître les critères de leur inclusion dans l'échantillon (extraits 15 et 16). Certains ont par ailleurs manifesté un intérêt pour l'affiliation disciplinaire de l'enquêteur, pour son sujet précis ou pour ses hypothèses de recherche. A l'extrême, d'autres se sont parfois livrés à un interrogatoire en règle quant aux auteurs et références théoriques mobilisées (extraits 17, 18 et 19). Aucun de ces types de remarques ne s'est avéré typique ni de la science politique française, ni de son homologue britannique.

Extrait 15

« Q : bon ben merci beaucoup.

R : bah écoutez de rien, j'espère que ça aura été utile. Et comment vous avez trouvé mon nom, comment vous choisissez vos... ?

Q : [explication] après la contingence joue au gré des acceptations et des refus...

R : vous en avez eu beaucoup des refus ? Parce qu'*a priori* tout le monde doit... parler de soi c'est toujours... on aime quand même tous parler de nous donc les récits de vie etc. cultivent le côté narcissique de l'interlocuteur, ça doit quand même assez bien marcher. » (Homme, 41 ans, Professeur, IEP de Toulouse, fin de l'entretien)

Extrait 16

« Q : ok. Well, thank you.

R : is that ok?

Q : yeah.

R : ok, good good. So how long have you been working on this project?

Q : hm, two and a half years now.

R : alright, ok. [...] How many interviews have you done?

Q : hm so far about ten I think and I've got another ten-ish planned.

R : how are you selecting people then? » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, fin de l'entretien)

Extrait 17

« Q : so I'm basically doing that through life history type interviews, so I'm getting people to talk about their career and how they became involved in different international networks at different stages of their career.

R : what's your discipline?

Q : political science. Well, I'm doing more of a sociology of political science if you like, but I was trained as a political scientist.

R : ok. » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, début de l'entretien)

Extrait 18

« Q : right. Well I think I've got everything I need.

R : ok. So what's your angle, what's your hypothesis that you're testing? » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of Bristol, fin de l'entretien)

Extrait 19

« Q : alors dites-moi qui êtes-vous, qu'est-ce que vous faites ?

R : [explication standard de l'objet de l'entretien].

Q : à partir de quelles approches vous travaillez ?

R : j'utilise des sources en sociologie des sciences, et en sociologie politique également.

Q : ah ? En sociologie des sciences, qui ça ?

R : des gens comme Mulkay par exemple.

Q : qui ?

R : Mulkay.

Q : connais pas. Enfin, c'est pas grave. » (Homme, 37 ans, Chargé de recherche, LATTS, début de l'entretien, hors enregistrement et donc non verbatim)

Ces deux types d'intervention des notions sociologiques dans les entretiens rendent l'analyse ardue et la mise à distance du discours des enquêtés d'autant plus nécessaire. Le second avantage du concept de carrière réside précisément dans sa capacité à opérer cette mise à distance (Darmon 2008 : 158) en objectivant les récits de vie à un double niveau.

A un premier niveau, la notion fournit un cadre de mise en relation des entretiens permettant leur comparaison systématique. Le pouvoir heuristique de cette « agrégation qualitative » (Darmon 2008 : 161) repose sur le principe canonique énoncé par Everett Hughes (cité dans Becker 2002 : 166) et d'autres après lui (Donegani *et al.* 2002 : 279) :

« Il n'y a rien que je sache qu'au moins un des membres de ce groupe ne sache également, mais, comme je sais ce qu'ils savent tous, j'en sais plus que n'importe lequel d'entre eux. »

Mais surtout, à un deuxième niveau, le concept de carrière permet de réaliser un travail objectivant de « séquençage » des trajectoires (Darmon 2008 : 157). C'est-à-dire qu'une approche en termes de carrière cherche à « repérer, dans des phénomènes qui ne sont pas, ou pas toujours, présentés chronologiquement, un fil temporel qui distingue des « moments », des « étapes » ou des « phases » de la carrière » (Darmon 2003 : 85). La recherche de ces « phases », qui peuvent aussi bien être des périodes de continuité, de

transition voire de bifurcation (Abbott 2001a : 258, Bidart 2006 : 31-2, De Coninck et Godard 1990 : 30-9, Grossetti 2006 : 12-6, Hughes 1996a), permet « d’objectiver la diversité des expériences en démontrant l’existence d’un ordre temporel et social » (Darmon 2003 : 87). Cette insistance sur l’existence de phases communes aux différents parcours individuels n’implique pas une négation de leurs différences. L’analyse de ces dernières constitue au contraire une part importante de l’analyse. Mais sa place dans l’argumentaire est différente :

« Il y a [...] deux résultats, correspondant à deux objectifs : la mise au jour d’un processus social unique, mais également l’insistance sur les variations de manières, contextes, moments, mises en scène et conséquences de ce processus, considérés non comme des données à expliquer mais comme le résultat d’une étude des variations. » (Darmon 2003 : 89)

Insister sur l’utilité de la notion de carrière pour l’objectivation des récits de vie, c’est aussi souligner, en creux, la compatibilité de l’usage d’une notion interactionniste avec une démonstration inspirée, dans une large mesure, d’un cadre théorique bourdieusien. Même si les travaux de Muriel Darmon ont déjà fait valoir la compatibilité du concept de carrière avec une démarche bourdieusienne d’objectivation (Darmon 2008 : 151-2), on aurait en effet pu attendre que soit plutôt mobilisée la notion de « trajectoire » (Bourdieu 1986 : 71-2). Les deux concepts ne conduisent cependant pas tout à fait au même usage analytique des histoires de vie.

En invitant à étudier la « série des *positions* successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d’incessantes transformations », la notion de trajectoire met en effet l’accent sur le lien entre les actions individuelles – le « trajet dans le métro » – et la physionomie de l’espace social dans lequel elles s’insèrent – « la structure du réseau, c’est-à-dire la matrice des relations objectives entre les différentes stations » (Bourdieu 1986 : 71). En insistant sur les « séquences cruciales d’interaction dans lesquelles de nouveaux aspects de la personnalité surgissent » (Becker 1986 : 108), le concept de carrière fait quant à lui porter le regard sur « un monde logiquement plus restreint que l’espace social, à savoir l’espace local des interactions » (Darmon 2003 : 93). Compte tenu de l’usage, dans le cadre de notre enquête, de l’étude des récits de vie comme complément d’analyses préalables de la structure des espaces nationaux et transnationaux, la mobilisation de la notion de trajectoire aboutirait ainsi à des redondances. L’emploi du concept de carrière

permet en revanche de prolonger l'analyse en enrichissant les conclusions mésosociologiques préalables d'une étude menée au niveau microsociologique.

En invitant à faire le lien entre ces séquences d'interactions et le « processus social sous-jacent » (Becker 1986 : 108) et en redonnant toute leur importance aux « types de *conduites* dans lesquelles [l'individu s'engage] » (citation dans Darmon 2003 : 81, voir aussi Becker 2002 : 88-90), la notion de carrière incite en outre à adopter un angle d'attaque analytique centré sur une « activité » sociale particulière (Darmon 2003 : 84). Cette perspective semble en accord avec une enquête ayant pour objet l'explication des ressorts d'un *processus* d'internationalisation qu'une emphase, induite par la notion de trajectoire, sur « les forces qui confèrent sa structure à [un] espace » social donné (Bourdieu 1979 : 122).

En invitant à s'abstenir de « voir dans les propriétés sociales des enquêtées des « causes » de l'entrée dans la carrière » et à « [parler] plutôt de conditions sociales de possibilité de l'engagement et de son maintien » (Darmon 2008 : 166), la notion de carrière permet enfin d'intégrer à l'analyse l'influence d'une multitude de sphères sociales (Agrikoliansky 2001 : 39) et de temps sociaux (Siméant 2001 : 71) sur le phénomène étudié sans donner d'importance excessive à la « direction initiale » des parcours individuels (Passeron 1989 : 21) – ou, en d'autres termes, au « capital hérité » et au « *faisceau de trajectoires* à peu près équiprobables » qu'il induit (Bourdieu 1979 : 122). On le verra, le choix d'opter pour une telle perspective s'est avéré indispensable au regard des données collectées, la physionomie des carrières étant apparue au moins autant liée à des contextes d'interactions immédiats qu'à des propriétés sociales de plus long terme.

Dans le cadre de notre enquête, l'usage de la notion de carrière a donc plusieurs conséquences. Il implique, tout d'abord, d'identifier au sein des récits de vie recueillis des phases communes qui constituent autant d'étapes du processus d'internationalisation des parcours individuels. Il suppose ensuite que soit restitué, dans le cadre de ces phases, la diversité des modalités, des temporalités, des conditions et des formes de l'engagement international, notamment dans le cadre d'une comparaison franco-britannique. Il demande enfin que l'accent soit mis sur les pratiques des politistes, mais

que la contextualisation de ces pratiques ne s'arrête pas aux frontières de la science politique.

* * *

Les trois niveaux d'analyse empiriques détaillés ici constituent les trois moments de l'argumentaire de ce travail. La première partie se concentre ainsi sur une sociogenèse et une sociohistoire de l'Association Internationale de Science Politique et du European Consortium for Political Research en tant que points d'entrée pour une appréhension de la structure évolutive des espaces transnationaux de science politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Articulée autour du concept de champ, l'étude met en évidence la manière dont les dynamiques d'internationalisation et d'autonomisation de la science politique se sont mutuellement renforcées pour aboutir à une spécificité croissante des logiques des espaces transnationaux.

La deuxième partie porte sur une analyse comparée de la *Revue Française de Science Politique* et de *Political Studies* comme vitrines des évolutions des sciences politiques française et britannique entre 1951 à 2007. Renforcée par une prise en compte du contenu du *European Journal for Political Research* sur la période 1973-2007, l'étude de ces instances de consécration permet d'obtenir une image de la physionomie de ces espaces et de mettre en évidence les paramètres qui contribuent à la fixer. Ces paramètres, dont l'empreinte marque durablement les trois espaces, tendent à conditionner sur le long terme les formes et l'ampleur de l'investissement international dont ils font l'objet.

La troisième partie de l'argumentaire est une analyse comparée des carrières transnationales de politistes français et britanniques. En opérant une distinction analytique entre les phases d'entrée dans l'engagement transnational et de maintien de cet engagement, l'enquête met l'accent sur l'imbrication d'une pluralité de facteurs – disciplinaires, scientifiques ou liés à de tout autres sphères sociales – dans la détermination des conditions sociales de possibilité des carrières transnationales. Elle conduit aussi à dégager plusieurs différences entre corpus français et britannique, au niveau à la fois de la possibilité et de la forme de l'internationalisation des interviewés. Elle permet en outre de mettre en évidence l'existence de formes de pratiques et de

capitaux sociaux spécifiques aux espaces transnationaux, constituées en autant d'indices de la partielle autonomie de ces espaces vis-à-vis des logiques nationales.

Ces trois moments de l'argumentaire, chacun articulés autour d'un terrain d'analyse spécifique, apportent tous des éléments de tests des deux hypothèses de travail. L'objet de la conclusion générale de cette étude est donc de croiser et de confronter les apports respectifs des trois volets de l'enquête pour aboutir à une confirmation partielle des hypothèses, un retour critique sur les postulats, et une ouverture vers de nouvelles pistes de recherche.

Partie 1 : une sociohistoire d'organisations transnationales de science politique : les conditions sociales de possibilité de la structuration d'espaces scientifiques transnationaux

Ce premier volet de l'enquête se focalise sur les dynamiques de création et de structuration de deux instances de consécration transnationales de science politique – l'Association Internationale de Science Politique (AISP) et le European Consortium for Political Research (ECPR) – comme points d'entrée pour une analyse du processus d'internationalisation. En mettant à jour les conditions sociales de possibilité à la fois objectives (configurations d'acteurs, matrice des positions et des prises de positions, structure des rapports de force, etc.) et subjectives (perceptions des situations, logiques d'action, etc.) de ces évolutions, l'analyse permet de clarifier la nature des liens entre espaces nationaux et transnationaux de science politique à différents moments de la période étudiée, et ainsi de contribuer à tester les deux hypothèses de travail. Elle emprunte, pour ce faire, une démarche chronologique à même de rendre compte des fréquents allers-retours entre situations d'imbrication et d'autonomie des dynamiques à l'œuvre dans les deux types d'espaces, et de faire le lien entre ces évolutions et leurs déterminants relevant de processus de long terme ou de facteurs contingents. La première partie de l'exposé, articulée autour de la genèse et des premières années d'existence de l'AISP, porte ainsi sur la période 1945-1968 tandis que la seconde, centrée sur la création de l'ECPR et la structuration parallèle des deux organisations, s'étend de 1968 à nos jours.

L'étude s'appuie sur deux sources principales de données : des matériaux archivistiques d'une part, et des entretiens informatifs d'autre part. Les archives des différentes organisations étudiées font l'objet d'un référencement similaire à celui des sources « classiques » et d'un étiquetage spécifique au sein de la bibliographie. Les renvois aux entretiens suivent quant à eux le modèle « (Nom Date : entretien) ». Contrairement aux récits de vie mobilisés en troisième partie et en accord avec les enquêtés, ils ne sont pas anonymisés. Ce choix procède d'un souci d'offrir au lecteur un meilleur contrôle de la validité des interprétations (Lahire 1996). Les sources, parce qu'elles ne sont ni exhaustives ni uniformément abondantes sur la période, peuvent en effet conduire à

privilegier le point de vue d'acteurs particuliers producteurs de correspondances importantes, comme les secrétaires généraux, directeurs et présidents d'organisations. Si la diversification des sources permet généralement de réinscrire leurs points de vue dans leur contexte sans leur donner d'importance excessive, le risque de surinterprétations – au sens de « contradiction significative entre les références empiriques et les propositions interprétatives »²⁶ (Olivier de Sardan 1996) – ne peut être écarté. L'indication systématique de l'identité du locuteur laisse donc le lecteur juge de cette possibilité d'erreur.

En dépit d'une mobilisation de sources diversifiées, l'argumentaire n'atteint bien sûr pas l'exhaustivité. Du fait de la multiplication et de la fluctuation croissante des acteurs impliqués dans les espaces transnationaux au cours du temps, il s'avère en particulier impossible de restituer les positions et trajectoires de chacun d'entre eux dans toute leur épaisseur. Les interprétations proposées sont donc, en dernière analyse, limitées par l'abondance et la portée, variable sur la période étudiée, des données empiriques disponibles. En outre, nombre de développements non heuristiques au regard des hypothèses de travail ne sont pas détaillés. On renvoie donc, pour des exposés plus complets de l'histoire des deux associations, à des travaux antérieurs (Trent et Coakley 2000, Boncourt 2009, Boncourt et Newton 2010) et à une chronologie, consignée en annexe, des événements marquants de l'histoire des deux organisations.

²⁶ Parmi les types de surinterprétations identifiés par Jean-Pierre Olivier de Sardan, c'est sans doute ceux de la « réduction à un facteur unique » (« réduire *n* facteurs, *empiriquement observables* et pouvant tous jouer un rôle dans l'« explication » d'une situation sociale locale, à *un seul* d'entre eux ») et de la « généralisation abusive » (« jusqu'à quel point les propos d'un « informateur » peuvent-ils être tenus pour « représentatifs » d'un groupe ou d'une culture ? ») qui nous menacent particulièrement ici. On a aussi évoqué, plus haut, le danger de « l'obsession de la cohérence » (« l'exigence de cohérence inhérente à l'activité intellectuelle même de nos disciplines ne signifie pas pour autant carte blanche accordée à la « cohérentisation » ou à la « systématisation » tous azimuts »).

I. La structuration de l'AISP (1945-1968) : l'internationalisation comme produit de logiques hétéronomes.

Deux moments sont distingués dans cette première section de l'argumentaire. Le premier, centré sur la genèse de l'Association Internationale de Science Politique (1945-1949), cherche à élucider le paradoxe de l'émergence d'une telle organisation dans un contexte de faible développement institutionnel de la science politique. Le second, consacré aux deux premières décennies d'activité de l'AISP (1950-1968), vise à comprendre la manière dont ce nouvel espace transnational et les activités qui lui sont associées s'insèrent dans les dynamiques existantes.

A) La création de l'AISP (1945-1949) : une définition politique de la science politique.

Il faut, pour comprendre les logiques qui président à la genèse de l'AISP, revenir dans un premier temps à l'action de son organisme parrain, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco), dans le contexte d'une faible institutionnalisation de la science politique dans de nombreux pays (1945-1948). Ce préalable permet, dans un second temps, de faire sens de la teneur des débats qui rythment, en 1949, le déroulement de la conférence fondatrice de l'AISP.

1- L'initiative de l'Unesco (1945-1948).

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le tissu aujourd'hui familier d'organisations autonomes de science politique se limite à la portion congrue. Au niveau national, seules existent les associations américaine (fondée en 1903), canadienne (1913), finlandaise (1935), indienne (1938), chinoise (1932) et japonaise (1948), et la communication entre ces organisations est pour ainsi dire inexistante²⁷. Au niveau transnational, la coordination n'est guère incarnée que par l'Académie Internationale de Science Politique et d'Histoire Constitutionnelle dont l'activité, initiée en 1936 avant d'être mise en sommeil de 1938 à 1949 (Académie Internationale de Science politique et d'Histoire

²⁷ A titre d'illustration, c'est au ministre de la justice Tauno Suontausta que Jean Meynaud, secrétaire de l'AISP, s'adressera lorsqu'il cherchera à obtenir des contacts de politistes en Finlande, alors qu'il existe dans ce pays une association de science politique depuis près d'une vingtaine d'années (Meynaud 1950f).

Constitutionnelle 1949 : 349), sera plus tard stigmatisée comme « excessivement réduite » et comme un « instrument de politique personnelle » de son président, Boris Mirkine-Guetzévich (Meynaud 1955b). Cette étroite assise organisationnelle est à mettre en relation avec la faiblesse disciplinaire de la science politique, qui ne s'affirme guère de manière relativement autonome qu'aux Etats-Unis, où les départements spécifiquement dédiés à la discipline sont déjà nombreux (Stein 1995 : 175). En partie privée d'instances de consécration spécifiques, la science politique est ainsi en situation de « subordination structurale » (Bourdieu 1998 : 88) vis-à-vis d'autres champs sociaux. Les ressorts de son internationalisation tel que les donnent à voir les dynamiques de création de l'AISP échappent donc largement à des logiques qui lui seraient spécifiques. Initiés par l'Unesco, ils apparaissent notamment très liés à une série d'objectifs politiques.

L'intégration de la question de l'internationalisation de la science politique au programme d'action de l'Unesco ne peut se comprendre qu'en lien avec un projet plus large pour les sciences sociales et même pour les sociétés humaines dans leur ensemble. L'organisation, suite au traumatisme de la Seconde Guerre mondiale (Maurel 2010 : 26), s'est en effet vu donner pour mission par l'ONU de « contribuer, par l'action culturelle, à la « paix internationale », à la « justice », à « l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine », aux « droits de l'homme », à la « prospérité commune de l'humanité » » (Maurel 2010 : 11, en référence au préambule et à l'article 1 de l'acte constitutif de l'Unesco). Les sciences sociales, distinguées de la philosophie et des humanités au terme d'un débat entre les hétérogènes composantes de la sous-commission des sciences sociales, de la philosophie et des humanités de l'Unesco – sa présidente est une historienne philippine, ses vice-présidents un romancier polonais et un linguiste chinois, ses rapporteurs un sociologue américain et un philosophe danois²⁸ – font partie intégrante de ce projet :

« A la suite d'une déclaration du délégué de l'Inde sur la place de la philosophie, qui, à son avis, devrait faire partie de la culture et non des sciences, une discussion générale sur une séparation éventuelle en deux sections s'élève.

²⁸ Dans ce cas comme dans celui de plusieurs groupements évoqués dans cette sociogenèse de l'AISP, les données collectées ne nous permettent malheureusement pas d'aller plus loin dans le détail de la composition de la sous-commission. Cette limite empirique a des conséquences dommageables pour l'argumentaire dans la mesure où les explications des ressorts de certaines décisions ne peuvent être qu'incomplètes ou cantonnées au statut d'hypothèses.

Le professeur Huxley prend la parole et propose de rédiger une motion, qui serait soumise en tant que recommandation à la Commission du Programme. Elle tendrait à séparer les sciences sociales, d'une part, de la philosophie et des humanités, d'autre part,

Le délégué de l'Inde précise que les sciences sociales entreraient dans le domaine de la science, et la philosophie et les humanités dans celui de la culture. Sa proposition est appuyée par les délégations de la France et de la Chine.

La délégation des Etats-Unis estime que les sciences sociales, la philosophie et les humanités sont intimement liées et étudient les aspects divers d'une même question. Elle s'oppose par conséquent à leur séparation.

La délégation du Royaume-Uni demande que la question soit transmise au Secrétariat pour étude au cours de l'année 1947.

Après une courte discussion, la motion proposée par le professeur Huxley tendant à séparer la section actuelle en deux sections (une pour les sciences sociales et l'autre pour la philosophie et les humanités) est adoptée par la Sous-Commission.

DISCUSSION DU PROGRAMME DES SCIENCES SOCIALES.

Le Dr. Awad (Secrétariat) rappelle la parole du président Roosevelt : « Cultiver la science des relations humaines pour que survive la civilisation. » Le développement des Sciences sociales est en soi une contribution à la cause de la paix. » (Unesco 1947 : 185)

La sous-commission assigne ainsi aux sciences sociales la tâche de contribuer à l'entente entre les peuples en favorisant la compréhension mutuelle et la levée d'obstacles comme « le nationalisme, les antagonismes d'ordre technologique, l'insuffisance de l'action gouvernementale, les problèmes relatifs aux mouvements de population ou aux rapports de dépendance existant entre deux peuples » (Unesco 1947 : 185). Compte tenu de ces ambitieux objectifs, elle encourage l'Unesco à doter les sciences sociales de moyens financiers, institutionnels et techniques supplémentaires :

« L'Unesco devrait se proposer dans ce domaine : 1° de stimuler l'activité des groupes d'études existants ; 2° de favoriser la création d'instituts ou de centres internationaux ; 3° d'apporter une aide technique à ces organismes. » (Unesco 1947 : 185)

A ce stade, les objectifs restent cependant généraux et peu opératoires. C'est un an plus tard, lors de la conférence générale de 1947, qu'un « groupe de travail » cette fois spécifiquement dédié aux sciences sociales et humaines précise les projets. Il arrête ainsi sept objets de recherche prioritaires. Quatre d'entre eux – l'étude des « états de tension et [de la] compréhension internationale », l' « analyse philosophique des conflits actuels d'idéologies », l' « étude de la coopération internationale » et celle des « cultures sur le plan de l'humanisme » – réaffirment la participation des sciences sociales à l'impératif de compréhension mutuelle entre les peuples. Deux autres – l'étude des « aspects

sociaux de la science » et celle de l' « histoire de la science et des civilisations » – mettent l'accent, en lien possible avec le récent usage militaire des progrès scientifiques et technologiques, sur « la nécessité de faire comprendre au grand public la portée sociale du progrès scientifique ». Un seul des thèmes identifiés par le groupe de travail ne semble donc avoir qu'un lien indirect avec les objectifs fixés un an auparavant : le projet « méthodes des sciences politiques », qui vise à « encourager l'étude des sujets et des problèmes traités par les spécialistes de sciences politiques des divers pays dans les ouvrages de recherche récents [...], [à] encourager également l'étude des différents points de vue, de l'importance attachée à chaque question, des méthodes, des techniques et de la terminologie utilisées, et du nombre d'ouvrages de science politique récemment publiés » (Unesco 1948a : 27-9).

Si l'émergence de ce projet particulier peut se comprendre comme la conséquence de la transposition d'objectifs de compréhension mutuelle sur les plans théorique et méthodologique – il s'agit d' « encourager l'étude de la nature et de l'étendue des divergences nationales en matière de techniques d'enquête et de concepts en sciences sociales, et *d'envisager des étapes par lesquelles elles pourraient être réduites* » (Unesco 1948b : 1, notre traduction, c'est nous qui soulignons) – le fait qu'il porte de manière spécifique sur une science politique encore peu institutionnalisée pose question. Trois facteurs viennent justifier le choix de donner à cet objet un statut prioritaire, notamment par rapport aux autres sciences sociales. Le premier est la responsabilité attribuée au politique dans le déclenchement ou le désamorçage des tensions internationales :

« L'élargissement continu, dans tous les pays, de la sphère d'activité gouvernementale et la *violence de la passion soulevée par la politique* rendent particulièrement souhaitable l'étude désintéressée des idées et des pratiques politiques. C'est à la fois le but et l'objet de la science politique de fournir un pareil travail.

Il n'est pas illégitime d'espérer que la science politique contribuera à la formation d'une opinion publique plus clairvoyante et mieux informée qui ne restera pas sans influence sur la qualité du travail gouvernemental et administratif. » (Unesco 1949a : 2, c'est nous qui soulignons)

« Il existe encore un autre facteur qui explique le choix fait par le département des sciences sociales. Nous le mentionnons ici en dernier lieu quoiqu'il soit peut-être le plus important, aussi bien pour les citoyens des divers pays que du point de vue des buts fondamentaux de l'Unesco : le maintien de la paix par la coopération intellectuelle. Parmi les causes multiples qui ont conduit les êtres humains à s'entretuer et à provoquer des souffrances parfois inouïes dont les

exemples les plus effrayants sont de date trop récente pour qu'il soit nécessaire de les rappeler, il y en a eu et il y en a qui sont d'ordre purement politique. Qu'il s'agisse là de causes premières ou de causes secondaires, on peut affirmer que *la tension qui existe à présent entre nations et à l'intérieur de bien des nations est étroitement liée à la manifestation de phénomènes dont la connaissance et la compréhension sont du ressort de la science politique*. En ce qui concerne le projet, il ne s'agissait évidemment pas d'analyser les avantages et les désavantages des luttes et des conflits politiques qui ont ensanglanté l'humanité. Il y avait toutefois une question à examiner : jusqu'à quel point les citoyens des divers Etats ont-ils une vision claire et exacte de la portée de leur action quand ils agissent dans le domaine politique ? » (Unesco 1949b : 2, c'est nous qui soulignons)

Le deuxième découle de critiques adressées à la politique de l'Unesco lors de sa conférence générale de 1947, dont la source précise n'est malheureusement pas identifiée. L'organisation tendrait en effet à privilégier les sciences exactes et naturelles au détriment des sciences sociales :

« Il y a lieu de se féliciter de l'initiative prise par l'Unesco. Jusqu'à ce jour, en effet, les sciences morales et politiques avaient été les parents pauvres de l'Unesco qui semblait vouloir réserver toutes ses faveurs aux sciences exactes et naturelles. A la veille de la Conférence de Beyrouth, l'initiative prise par l'Unesco en faveur de la création d'une Association internationale de sciences politiques constitue une réponse adéquate aux critiques formulées à l'endroit du Directeur Général au cours de la Conférence de Mexico. » (De Visscher 1948)

Le troisième facteur est le retard dans le développement de la science politique par rapport à d'autres sciences sociales, qui serait de nature à brider la bonne compréhension de la vie sociale dans son ensemble :

« En tant que discipline distincte de la spéculation relative aux phénomènes politiques, ou de l'historique de ces phénomènes, la science politique est d'un développement assez récent, plus récent certes que d'autres sciences sociales telles que le droit, l'économie politique ou la sociologie. Ainsi que bien des auteurs l'ont maintes fois souligné, les rapports étroits qui existent entre toutes les disciplines sociales ont pour conséquence qu'*un déséquilibre dans leur développement constitue un obstacle à la compréhension des phénomènes sociaux*. La nature de ce prisme qu'est la vie sociale n'apparaît pas clairement aux regards si quelques-unes de ses facettes restent à l'état brut tandis que d'autres sont déjà polies. De là la nécessité d'un effort pour que la science politique puisse atteindre, en un minimum de temps, le niveau auquel les disciplines sont déjà parvenues. » (Unesco 1949b : 1, c'est nous qui soulignons)

Les principes directeurs fixés par la conférence générale fournissent ainsi une base pour le lancement d'une enquête internationale pilotée par William Ebenstein (encadré 1), du département des sciences sociales de l'Unesco. Pendant la première moitié de 1948, les

représentants de ce dernier prennent contact avec « les spécialistes de science politique de divers pays, ainsi qu'avec d'autres savants (juristes, historiens, etc.) qui ont fait des phénomènes politiques l'objet de leurs études et de leurs recherches » (Salvadori 1949a : 1). A ces quelques 70 savants est commandé un rapport portant sur divers aspects de la production scientifique en science politique :

« a) les ouvrages importants de sciences politiques parus au cours de ces trente dernières années et les questions traitées par ces ouvrages, b) les méthodes suivant lesquelles on travaille les sciences politiques, c) la définition de la terminologie des mots employés le plus couramment. » (Chapsal 1948)

Encadré 1 : William Ebenstein (1910-1976)

Né en Autriche en 1910, William Ebenstein est diplômé de l'Université de Vienne en 1934. Après deux ans d'études à l'Université de Londres, il entreprend un doctorat en science politique à l'Université du Wisconsin en 1936. Après l'obtention du titre de docteur en 1938, il poursuit sa carrière dans cette même université en tant qu'*instructor* (1938-43) puis *associate professor* (1943-46) avant de rejoindre les universités de Princeton (1946-62) et de Californie (Santa Barbara) (1962-76).

Chercheur prolifique et éclectique, il publie pas moins de 120 ouvrages et articles aussi bien dans les domaines du droit public que dans ceux de la philosophie politique ou de la politique comparée, avec un intérêt particulier pour les régimes nazi et fasciste. Ses intérêts de recherche contribuent, comme son plurilinguisme, à attirer l'œil de l'Unesco qui finance son détachement d'un an à Paris pour assurer la coordination du projet « Méthodes en science politique ».

Les objectifs de l'enquête ne se limitent pas à un simple état des lieux. Il s'agit en effet de s'engager dans une démarche non seulement descriptive, mais aussi évaluative, prospective et en dernier ressort prescriptive. Cette approche normative repose à la fois sur un principe d'évaluation scientifique et sur des critères politiques :

« Au cours des derniers mois de 1948, le personnel du projet s'occupait encore à se mettre en relation avec quelques savants, les priant de préparer des études critiques dont le but serait de procéder à une *évaluation des résultats obtenus par les différents courants* qui se manifestent dans le domaine de la science politique. Ces courants, caractérisés surtout par les méthodes qui les différencient, sont évalués (de façon assez approximative selon les possibilités actuelles de la science politique) *du point de vue du but spécifique de l'Unesco (la paix) et du but de toute science (la recherche de la vérité)*. » (Salvadori 1949a : 2, c'est nous qui soulignons)

« Notre enquête a pour but d'examiner les ressemblances et les différences significatives que présentent ces études et ces recherches, d'un pays à l'autre, et de contribuer ainsi, du moins nous l'espérons, à *l'établissement de critères*

scientifiquement valables et à la création d'instruments d'analyse dans le domaine des sciences politiques. » (Ebenstein 1948, c'est nous qui soulignons)

La mise en œuvre de l'enquête pose néanmoins quelques difficultés. Il apparaît en particulier difficile de tracer les frontières de ce que l'on entend par « science politique » dans un contexte de faible développement institutionnel de cette discipline. C'est donc sur une définition très vague que repose l'étude :

« Avant même de commencer l'enquête, le personnel du projet rencontra quelques difficultés considérables :

a) Quelle était la signification à donner au terme « science » ? Fallait-il l'interpréter dans le sens strict de « connaissance acquise vérifiée par l'observation exacte et la pensée logique » ; ou dans le sens plus large de « ensemble de connaissances coordonnées relatives à un objet déterminé ?

b) Le terme « politique » n'était pas de définition plus facile. Dans certains pays la science politique est bien reconnue comme discipline académique et comme branche des sciences sociales. Ailleurs on se sert surtout de l'expression « sciences politiques », englobant la plupart de ce que d'autres appellent sciences sociales. [...]

Le mot science a été interprété en général dans sa signification la plus vaste, ce qui a considérablement élargi le champ de l'enquête prévue. L'enquête ne s'est pas limitée aux courants intellectuels caractérisés par la méthode scientifique dans un sens strict. Ceci n'a toutefois pas toujours été très clair et quelques collaborateurs, surtout parmi ceux qui n'étaient pas familiers avec une terminologie « occidentale », ont interprété « science » dans le sens strict du mot, avec le résultat que leurs études ne rendent pas toujours justice à la science politique de leur pays. » (Salvadori 1949a : 3)

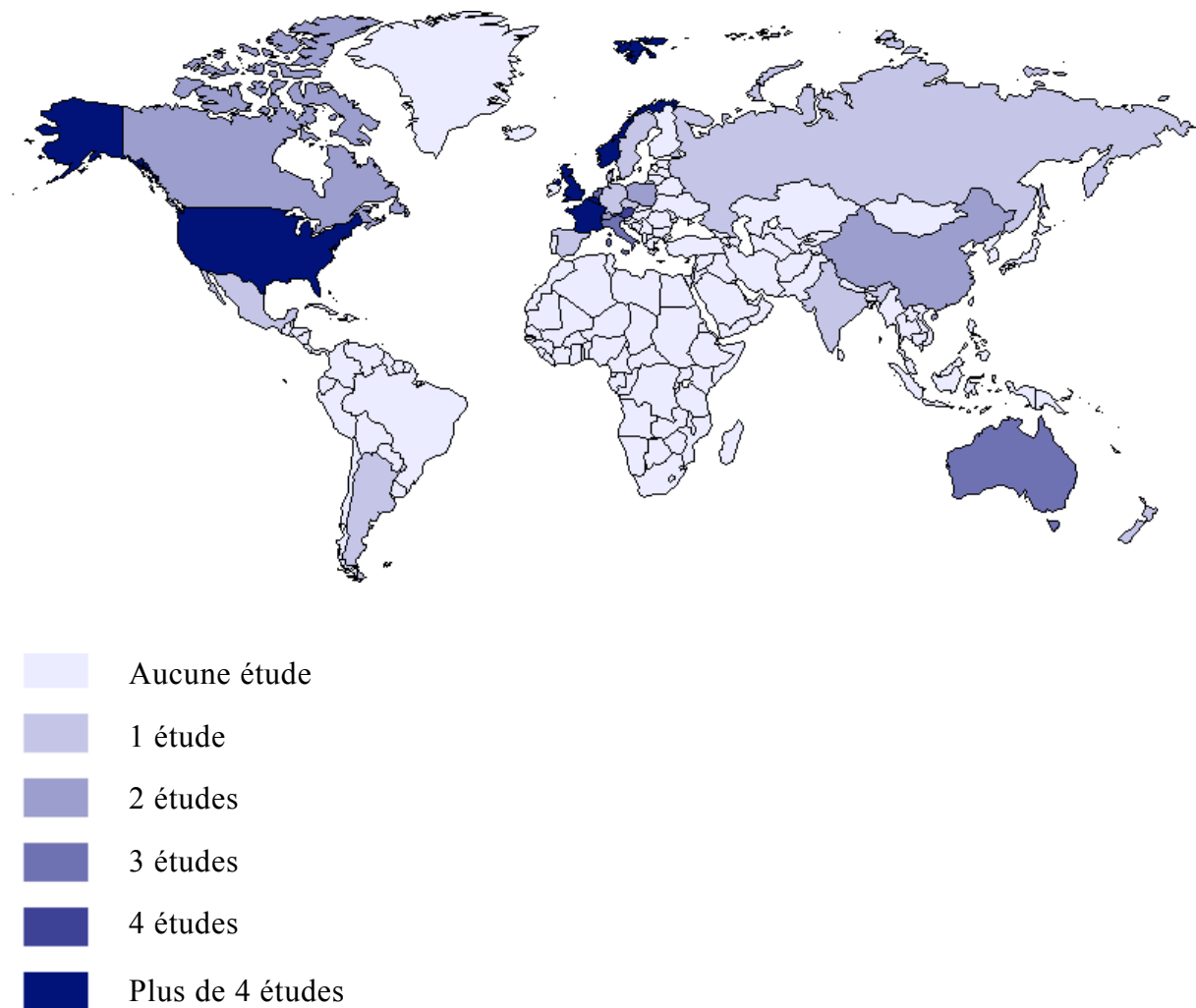
« Quant aux frontières de l'enquête, il ne s'agit pas de « economics », ces problèmes étant réservés à une autre conférence. Il s'agit de « political sciences » dont les limites avec « social sciences » ne sont peut-être pas toujours bien fixées. M. Ebenstein a précisé que les points suivants rentraient sous la rubrique « political science » : idées politiques et religieuses, droit constitutionnel et administratif, institutions politiques et administratives, local government, partis politiques et opinion publique, institutions politiques étrangères, état et économie, world politics (matières premières, population, géographie, facteurs de la politique mondiale). » (Chapsal 1948)

Ces difficultés donnent lieu à une conférence officieuse chargée de clarifier les orientations du projet et de faire le point sur son état d'avancement (Salvadori 1949b : 1). Organisée à la Maison de l'Unesco à Paris du 13 au 16 septembre 1948, elle réunit des participants d'origines géographiques et disciplinaires variées : seul Walter R. Sharp (Etats-Unis) possède le titre de professeur de sciences politiques tandis que Raymond Aron (France), président de la conférence, est agrégé de philosophie ; Frede Catsberg (Norvège), Georges Langrod (Pologne) et William A. Robson (Royaume-Uni) sont tous

trois professeurs de droit public ; G.D.H. Cole (Royaume-Uni) est professeur de théorie sociale et politique ; John Goormaghtigh (Belgique) est directeur d'un institut de relations internationales et M. Rathnaswami (Inde) est recteur d'académie. Prenant acte de leur propre hétérogénéité et des premiers résultats de l'enquête, les membres de la conférence réaffirment d'abord le large périmètre de l'étude en soulignant que « le but de la collaboration internationale [...] n'est pas de substituer un objectif et une méthode uniques à la diversité des matières traitées et des méthodes utilisées. Les méthodes juridique, historique, philosophique, sociologique, psychologique et statistique ont toutes été appliquées avec succès à l'étude des idées et des institutions politiques ». Ils ménagent ainsi le plus grand nombre en reconnaissant, dans leur définition des quatre champs d'investigation relevant des sciences politiques, l'importance des philosophes – « la théorie politique » – des juristes – « institutions politiques » – des internationalistes – « les relations internationales » – et de l'approche béhavioriste naissante – « partis, groupes et opinion publique »²⁹. Sur le plan de l'avancement de l'enquête, les huit participants pointent par ailleurs une forte variabilité géographique dans la quantité, la teneur et la valeur heuristique des enquêtes collectées. Pour certains pays, les études sont abondantes et couvrent l'ensemble des domaines demandés. Mais pour d'autres, elles se comptent en nombre plus restreint et se limitent à un courant intellectuel particulier, à un ou plusieurs sujets spécifiques, voire à des « déclarations personnelles » (Salvadori 1949a : 4-5). C'est ainsi surtout sur une observation des pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et dans une moindre mesure d'Asie et d'Océanie que se fondent les constats dressés par les conférenciers (carte 1).

²⁹ Les quatre grandes catégories sont déclinées en sous-catégories : la théorie politique regroupe ainsi « la théorie politique » et « l'histoire des idées politiques » ; les institutions politiques comprennent « la constitution », « le gouvernement central », « le gouvernement régional et local », « l'administration publique », « les fonctions économiques et sociales du gouvernement » et « les institutions politiques comparées » ; les partis, groupes et opinion publique incluent « les partis politiques », les « groupes et associations », « la participation du citoyen au gouvernement et à l'administration » et « l'opinion publique » ; et les relations englobent la « politique internationale », « l'organisation et l'administration internationales » et le « droit international » (Unesco 1949a).

Carte 1 : répartition géographique des enquêtes sur l'état de la science politique



Malgré l'hétérogénéité du matériau à leur disposition, les participants dressent le constat de profondes divergences nationales qu'ils attribuent en partie à des contextes sociaux, politiques et philosophiques particuliers. Ces différences, constituées en problèmes, trouvent leur solution dans une internationalisation conçue de manière normative comme un remède à cette forme d' « ethnocentrisme » :

« La science politique se développe à l'intérieur des cadres nationaux. Elle a été, dans chaque pays, marquée par la particularité des traditions historiques, des formes de l'enseignement, des systèmes constitutionnels, des structures sociales, des conceptions philosophiques. Pour une part, ces diversités sont légitimes. Chaque savant emprunte ses questions, ses conceptions directrices au milieu dans lequel il vit. Encore faut-il qu'il prenne conscience de ces particularités pour éviter le double péril de l'isolement et des préjugés. [...] Le but de la coopération est d'aider chaque savant à connaître les développements de la science politique dans les autres pays afin d'élargir ses perspectives et de faciliter la compréhension mutuelle. [...] Chaque savant, pour lui-même et pour les autres, a

le devoir de faire la distinction entre ce qui appartient à l'analyse pure et simple du réel et ce qui implique des jugements de valeur. Il ne doit pas ignorer les préférences politiques ou philosophiques qui influent sur sa pensée et qui orientent ses recherches. Les échanges entre les sciences politiques de différents pays seraient de nature à favoriser les discriminations nécessaires.» (Unesco 1949a : 1)

Sur la base de ce récit, les participants à la conférence font ainsi un premier pas vers la justification de la nécessité de créer une association internationale de science politique. En lien informel avec l'Unesco – dont la sous-commission des sciences sociales projettera de manière plus formelle, lors de la Conférence générale de 1948, de donner une consistance concrète à la promotion de « la coopération internationale dans le domaine des sciences sociales [...] en aidant à l'établissement d'une ou de plusieurs organisations internationales et en accordant, par voie de subventions ou de contrats, une aide financière à cette ou à ces organisations » (Unesco 1949c : 24) – ils soulignent qu'une forme de collaboration internationale est nécessaire à la construction d'un langage commun, la réduction des biais intellectuels et, en dernier ressort, la hausse du degré de scientificité de la science politique :

« This survey, and particularly the comments made thereon by political scientists who have contributed papers, shows that political science has been, and still is, developing along national lines. It is not certain whether one can speak of political science *per se*, or whether one should not speak, rather, of British, French, American, Italian, Spanish, etc., political science, in view of the substantial differences of approach, methods of analysis and terminology.

These differences, often combined with a regrettable lack of information on what has been achieved in other countries, results at times in the development of an “ethnocentric” attitude on the part of national groups of political scientists. This attitude is hardly conducive to mutual understanding among political scientists. Even when sharing in a sympathetic approach to internationalism, the different ways of expressing that approach represent an obstacle to the development of a “common language”.

In spite of remarkable individual exceptions, the level of political science attained by a community depends on the general level of human and social sciences, as well as on the opportunity to think, investigate and publish freely.

If political scientists from widely varying national backgrounds could be brought together more closely in effective international fellowship and collaboration,

A) The international barriers separating social scientists of various countries would weaken;

B) It would be possible, in research work, to exchange information and coordinate major research tasks;

C) Through the adoption of similar methods and terms, the achievements of political scientists in one country would become more easily accessible to their colleagues elsewhere.

If this process of integration of “national” political science into political science took place, those who are trained, or in any way influenced, by political scientists might better understand each other above and beyond national differences and barriers. Is it, then, valid to assume that the scientific study of politics is likely to contribute, in itself, to welfare and peace within and between nations? » (Unesco 1948b : 2)

« Several contributors have raised the problem of how best to facilitate the development, in all member-countries, of political science as a discipline devoted to the search of truth independently from the biases and emotional prejudices connected with certain kinds of group thinking, be they national, racial, class, religious or others.

The suggestion has been made in various quarters that an important step towards the achievement of this objective would be the establishment of an International Political Science Association. » (Unesco 1948b : 5)

C'est donc sur la base d'un **objectif politique international** – il s'agit, en dernier ressort, d' « [encourager], dans tous les pays, [des] techniques nouvelles d'organisation politique » et de contribuer à la paix entre les nations sous l'égide de l'Unesco – d'une **forte ouverture à des secteurs de la connaissance connexes** – les limites disciplinaires de l'enquête ne sont fixées que par une définition large – et d'une **conception normative de l'internationalisation** – considérée comme un moyen pour la science politique d'atteindre une forme d'autonomie vis-à-vis de divers biais politiques et, de ce fait, un regain de validité scientifique – que sont posés les premiers jalons de la future AISP. Les données disponibles, malgré leurs limites, montrent en effet sans ambiguïté le **rôle d'acteurs et de logiques extra-scientifiques** dans la construction préliminaire du projet. A ce stade, ce dernier est cependant encore flou et il revient à un comité préparatoire composé de certains des participants à la conférence – Walter R. Sharp (Etats-Unis, président), John Goormaghtigh (Belgique, secrétaire), Raymond Aron (France), William A. Robson (Royaume-Uni) – et de membres cooptés par la suite – Angadipuram Appadorai (Inde) et Marcel Bridel (Suisse) (Salvadori 1949b : 1) – de le mettre sur pied. Ce n'est donc qu'un an plus tard, en septembre 1949, que la conférence fondatrice de l'AISP est organisée. Ce processus n'a cependant rien d'évident, et la période intermédiaire comme la conférence elle-même sont l'occasion d'observer les frictions entre logiques politiques et scientifiques, nationales et internationales ou encore politistes et liées à d'autres secteurs de la connaissance.

2- La fondation de l'AISP (1948-1949).

L'année qui suit la conférence de septembre 1948 est marquée par une accélération du développement organisationnel de la science politique. Au niveau national, l'impulsion donnée par cette première réunion incite en effet certaines communautés à se structurer en associations afin de pouvoir, dès l'origine, peser dans la future AISP conçue très tôt comme une fédération de groupements nationaux. Le processus connaît, selon les pays, des modalités et des temporalités diverses. Derrière cette diversité apparaissent cependant plusieurs caractéristiques communes que l'on retrouve également dans la dynamique de structuration de l'AISP. Une brève comparaison des cas français et britannique permet de mettre en évidence ces points communs et d'éclairer la teneur des débats du comité préparatoire de l'AISP.

En France, le processus est rapide et aboutit à la création d'une Association Française de Science Politique (AFSP) avant même la réunion fondatrice de l'AISP, dans un contexte où l'autonomie institutionnelle et intellectuelle de la science politique n'est pourtant que balbutiante (Blondiaux 2002 : 59). Cette rapidité peut sans doute s'expliquer à la fois par le rôle et l'influence d'un Raymond Aron central dans le projet d'AISP, par la proximité géographique des rassemblements préliminaires à la constitution d'une association internationale – les deux conférences de 1948 et 1949, organisées sous l'égide de l'Unesco, ont toutes deux lieu dans ses locaux parisiens – et par l'existence du support institutionnel de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) :

« A la suite d'une réunion tenue au mois de septembre sous les auspices de l'Unesco, il a été envisagé de créer une Association Internationale de Science Politique « destinée à faciliter la collaboration entre spécialistes du monde entier ». Il nous a donc paru opportun d'examiner les modalités de la création d'une Association Française de Science Politique, *qui pourrait être placée sous l'égide de la FNSP.*

Je vous serais donc très reconnaissant de bien vouloir participer à une réunion très restreinte de quelques spécialistes particulièrement qualifiés, *au cours de laquelle M. Raymond Aron, membre du Comité préparatoire désigné par l'Unesco, exposera l'état actuel de la question.* » (Siegfried , c'est nous qui soulignons)

La première réunion préparatoire du 6 novembre 1948, observée par un représentant du département des sciences sociales de l'Unesco (Massimo Salvadori), soulève trois problèmes liés au périmètre de la future association. Le premier, celui du « risque de double emploi [avec] d'autres organisations nationales et internationales qui étudient

déjà les problèmes de Droit et d'Histoire », entraîne la revendication par les participants à la conférence d'un « champ et [de] membres [...] infiniment plus limités ». Le deuxième, celui du nom de l'Association, implique de choisir entre une conception large – « sciences politiques » – ou restreinte – « science politique » – du champ d'action de l'AFSP. L'argument qui sous-tend finalement le choix en faveur de la seconde option n'apparaît cependant pas clairement dans les documents disponibles :

« M. Donnedieu de Vabres argumente avec brio pour savoir s'il faut employer Science Politique au singulier ou au pluriel car si l'on peut dire que les sciences politiques ont en commun l'unité de l'objet, leurs méthodes sont très diverses, si bien que l'emploi du singulier suppose une doctrine sous-jacente et une prise de parti sur des problèmes fondamentaux. Les membres présents décident qu'il est préférable d'employer le singulier. » (Anonyme 1948)

Le troisième problème, celui du *membership*, pose la question de l'identité des futurs membres individuels. Cette difficulté est laissée à l'appréciation d'un « comité initial » ayant pour mission d'identifier un « noyau nucléaire » (sic) « à qui l'on demanderait d'adhérer à l'Association ». Ce comité à la composition hétérogène³⁰ dresse ainsi une liste de quelques 56 personnalités dont le démarchage par André Siegfried, président de la FNSP, ne rencontre que quelques résistances (seules six d'entre elles ne confirmeront pas leur intérêt) en partie liées au flou entourant l'idée d'une science politique :

« J'avais hésité un peu, craignant qu'un économiste ne soit pas parfaitement à sa place dans cette Association, mais une lettre de Jean Meynaud me rassure en m'indiquant le sens très large ou vous entendez, là comme ailleurs, le mot « sciences politiques ». Dans ces conditions, c'est avec grand plaisir que je m'associerai à l'initiative que vous avez prise. » (Jeanneney 1949)

C'est sur cette base d'une cinquantaine de savants qu'est organisée, quelques mois plus tard, le 28 avril 1949, la réunion constitutive de l'AFSP (AFSP 1949) lors de laquelle les participants décident de la composition du conseil d'administration de la nouvelle Association – dont la physionomie reflète, à travers l'attribution des postes de président et de secrétaire administratif à respectivement André Siegfried et Jean Meynaud, la

³⁰ Comme le détaille Yves Déloye, il compte parmi ses membres « Raymond Aron, alors professeur à l'ENA et rapporteur pour la France à la Conférence internationale de l'UNESCO de 1948 ; Jacques Chapsal, alors directeur de l'IEP de Paris ; Jean-Jacques Chevallier, professeur à la Faculté de Droit de Paris ; Jacques Donnedieu de Vabres, maître des requêtes au Conseil d'Etat ; Maurice Duverger, alors professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux et futur directeur de l'IEP de Bordeaux avant de devenir l'un des fondateurs du Département de science politique de la Sorbonne ; François Goguel, alors directeur du service de la séance au Conseil de la République et professeur à l'IEP ; Jean Meynaud, alors

proximité à la FNSP – et adoptent ses statuts. Le dépôt de ces derniers à la préfecture et la publication de l’annonce légale au journal officiel du 14 juillet 1949 intervient à temps pour que l’Association soit formellement représentée à la réunion constitutive de l’AISP, du 12 au 16 septembre de la même année (Deloye 2009a).

Plusieurs des composantes de cette « genèse bricolée » (Deloye 2009a) se retrouvent dans la dynamique de constitution d’une association au Royaume-Uni. Comme en France, le processus a quelque chose de paradoxal et la fondation de l’AISP agit comme un accélérateur de la formalisation d’un réseau existant mais dont l’identité intellectuelle est incertaine (Grant 2010 : 17) :

« A need for such an Association has been felt by many for some time past, and two special reasons may now be advanced against further delay.

(1) A considerable development of studies specifically termed « political » has been taking place in our Universities during recent years. In each University this expansion is proceeding in relative isolation; and the level reached varies from one University to another. The exchange of information about what is being done, and the discussion of the problems arising would plainly be of mutual benefit.

(2) On the initiative of Unesco an International Conference on the Scope and Methods of Political Science was held in Paris in September, 1948. As an outcome of this gathering, the formation of an International Political Science Association is now projected, and a Preparatory Committee has been entrusted with the task of drafting a constitution for such a body. One of the difficulties encountered is the lack of representative national bodies in the great majority of countries, our own included. By itself, this international development would make the formation of a national association desirable. » (Anonyme 1949)

Suivant un procédé similaire à celui du cas français, une série de réunions informelles débouche sur la diffusion d’un memorandum projetant la création d’une « ~~British~~ Universities Political Studies Association » (sic). Sous l’influence probable de W.A. Robson, membre du comité préparatoire et futur président de l’Association Internationale (encadré 2), et de G.D.H. Cole, présent à la conférence de septembre 1948, le projet est largement influencé par la dynamique de constitution de l’AISP. Cette forme de mimétisme est tangible sur les plans à la fois intellectuel – sur la base de l’argument selon lequel « aucun accord n’existe ou n’est en passe d’être conclu dans un avenir proche quant à l’étendue précise d’une étude systématique du politique » (Anonyme 1949, notre traduction), la classification établie par la conférence

secrétaire général de la FNSP et futur secrétaire exécutif de l’AISP-IPSA de 1950 à 1955 ; Robert Pelloux professeur à la Faculté de Droit de Lyon et Jean Stoetzel, fondateur en 1938 de l’IFOP et auteur en 1943 d’une thèse sur la Théorie des opinions » (Deloye 2009a).

internationale de septembre 1948 est reprise telle quelle (Grant 2010 : 18) – et institutionnel dans la mesure où l'étendue scientifique, les objectifs, les fonctions et les modalités d'organisation de la future PSA sont inspirés de ceux de l'Association Internationale :

« It is proposed that the aims, organisation and functions of the suggested national Political Studies Association should be consistent with those of the projected International Political Science Association (as set out in the Statement issued by the members of the Paris conference), so enabling it to play an active part in the work of the latter body. » (Anonyme 1949)

Encadré 2 : William A. Robson (1895-1980)



Né en 1895, William A. Robson s'oriente vers un doctorat à la London School of Economics and Political Science à la suite d'une rencontre fortuite avec l'un des professeurs de l'établissement au cours de la Première Guerre mondiale, au sein du Royal Flying Corps où ils ont tous deux été appelés. Docteur en 1924, il poursuit sa carrière académique au sein de l'établissement et se spécialise en droit et administration publique, notamment en matière de gouvernement local. De caractère austère et indépendant, il entretient des relations tendues avec plusieurs de ses collègues et avec les directeurs successifs du département de *government*.

Actif sur le plan associatif, il est l'un des membres fondateurs de la PSA et compte parmi les tenants de l'inclusion du terme science dans le nom de cette dernière. Membre fondateur et second président de l'AISP (1952-55), il entretient une correspondance abondante avec son secrétaire exécutif Jean Meynaud. Il est aussi l'un des créateurs de la revue *Political Quarterly* dont il assume la codirection de 1930 à 1975. Parallèlement à ces activités académiques, il est aussi impliqué dans le parti travailliste britannique et coécrit notamment un ouvrage avec le futur premier ministre Clement Atlee.

Comme dans le cas français, deux questions relatives au périmètre de la nouvelle association donnent lieu à débat au cours de la conférence constitutive de la PSA ou des réunions informelles préalables. La première, relative au *membership*, suppose de déterminer s'il est approprié d'ouvrir l'adhésion aux membres de disciplines connexes et au personnel politique. Elle aboutit d'abord, sous l'influence d'un représentant de l'université de Cambridge où la science politique est dominée par l'économie, à la limitation de l'adhésion à « toute personne occupant un poste en études politiques *ou sujets connexes* au sein d'une université ou d'un collège universitaire au Royaume-Uni

ou dans ses colonies » (clause 2 des statuts, citée dans Grant 2010 : 22, c'est nous qui traduisons et soulignons). Elle débouche ensuite sur une délégation de la question de l'admission de membres non-universitaires au comité exécutif de la future PSA :

« Any other person whose participation in the activities of the Association is likely, in the opinion of the Committee, to be advantageous to political studies may be admitted to membership. » (clause 3 des statuts, citée dans Grant 2010 : 22)

La deuxième interrogation posée lors de la réunion constitutive est, comme dans le cas français, d'ordre terminologique. Elle porte ainsi sur le nom et, corrélativement, sur l'ambition et le périmètre de la nouvelle Association en posant la question de savoir si elle doit constituer une organisation de *political science* ou de *political studies*. Au terme d'un débat entre les représentants de l'Université d'Oxford, tenants du terme *studies*, et ceux de la LSE, dont la préférence va au label *science*³¹, les premiers l'emportent finalement sur la base de l'argument selon lequel « *studies* constitue un support plus large que *science*, considération particulièrement importante alors que la plupart des travaux relèvent de l'histoire politique » (Chester 1975 : 153, notre traduction).

L'ensemble du processus, plus long que dans le cas français, ne débouche sur la création d'une PSA que lors de la réunion constitutive des 23 et 24 mars 1950. La date est donc trop tardive pour que l'Association britannique soit comptée parmi les membres fondateurs d'une AISP fondée quelques mois plus tôt, en septembre 1949. En dépit de cette différence de temporalité, les modalités de création des deux associations nationales ont donc plusieurs points communs. Les débats se cristallisent en particulier dans les deux cas autour de questions relatives au périmètre de la nouvelle organisation, posées notamment lors de discussions d'ordre terminologique ou liées au *membership*.

La conférence constitutive de l'AISP (12-16 septembre 1949) (tableau 6) est marquée par le même type d'incertitudes liées aux frontières et à la portée de la future

³¹ Ce point, maintes fois souligné par les historiens de la science politique britannique (voir par exemple Hayward 1999 : 20, Grant 2010 : 20), souffre toutefois d'une ambiguïté empirique. Il est en effet noté, dans le mémorandum sur le projet de PSA, que « both the Oxford and LSE groups favour the term « studies » as against the term « science »; and the existence of this preference was fully appreciated at the Paris Conference, although the International Association is likely to adopt the term « Political Science » » (NA 1949). La possibilité d'une reconstruction *a posteriori* ne peut donc être totalement écartée.

Association. Comme dans les cas français et britannique, c'est notamment à l'occasion de débats relatifs à la base de membres de la future AISP que ces incertitudes s'expriment le plus clairement³². Mais elles surgissent également lors de discussions spécifiquement liées à la portée internationale de l'organisation, la question de la localisation de son siège constituant un enjeu propice à cette expression.

Tableau 6 : liste des présents à la conférence fondatrice de l'AISP (12-16 sept. 1949)

Nom	Institution
Raymond Aron	Ecole Nationale d'Administration
Jan Barents	Université d'Amsterdam
Marcel Bridel	Université de Lausanne
D.W. Brogan	Université de Cambridge
S. Calogeropoulos-Stratis	Ecole d'Economie et de Science politique d'Athènes
Frede Castberg	Université d'Oslo
Fehti Celikbas	Ecole de Science Politique d'Ankara
D.N. Chester	Université d'Oxford
Maurice Duverger	Université de Bordeaux
I. Ganon	Université de Montevideo
J.E. Godchot	Représentant du secrétariat de l'Unesco
François Goguel	Université de Paris
John Goormaghtigh	Institut des relations internationales de Bruxelles
Louis Gros	Représentant du secrétariat de l'ONU
E. Håstad	Université de Stockholm
François Hopp	Représentant du secrétariat de l'Unesco
I. Khosla	India House Education Section, Londres
C.B. Macpherson	Association Canadienne de Science Politique
Robert MacIver	Université Columbia
G. Mendieta y Nuñez	Université de Mexico
Pitman B. Potter	Université américaine de Washington D.C.
Arthur Ramos	Représentant du secrétariat de l'Unesco
W.A. Robson	London School of Economics and Political Science
Adam Schaff	Université de Varsovie
Hanna Saba	Représentant du secrétariat de l'Unesco
Walter R. Sharp	Représentant du secrétariat de l'Unesco
Donald Stone	Economie coopération administration, Washington D.C.
K. Szczerba	Représentant du secrétariat de l'Unesco
Francesco Vito	Université du Sacré-Cœur, Milan
C. Von Dietze	Université de Fribourg
Quincy Wright	Association Américaine de Science Politique

³² La question terminologique est quant à elle rapidement tranchée : « après une discussion à laquelle prennent part les Professeurs Robson, Potter, Chester et Wright, au sujet de l'emploi du terme « science politique » comme distinct du terme « études politiques » et sur l'emploi du mot « science » au singulier dans le texte français, il est décidé que jusqu'à nouvel ordre l'article ne sera pas modifié » (Unesco 1949d).

Les discussions relatives au *membership* et au siège de l'AISP ne peuvent se comprendre qu'au regard de débats préliminaires sur ses objectifs. Parce qu'ils mettent en présence des acteurs issus d'espaces nationaux diversifiés où le statut de la science politique est variable et dans lesquels ils occupent eux-mêmes des positions différentes, ces échanges sont en effet l'occasion de revenir et d'insister sur le caractère « purement scientifique » des missions du groupement en constitution et sur son indépendance vis-à-vis de la tutelle de l'Unesco. La proposition d'un participant à la conférence, à la fois membre de l'Ecole de Science Politique d'Ankara et inséré dans le champ politique turc (Meynaud 1950d), d'inscrire dans ces missions « l'éducation démocratique des masses » et « la dissémination de vérités acquises de la science politique » déclenche ainsi un vif débat. De manière significative, le soutien à cette motion provient d'Adam Schaff, lui-même à la fois membre de l'université de Varsovie et idéologue principal du parti ouvrier polonais (Bierhoff 2008), tandis que l'opposition la plus ferme est portée par Quincy Wright, président de l'American Political Science Association (APSA) :

« Le président [Raymond Aron] observe que la proposition du professeur Celikbas doit être étudiée très attentivement car elle implique des incidences politiques réelles ou apparentes. Il rappelle que l'article 2 précise que « *l'association est constituée comme « Association internationale à but scientifique* ». Si la proposition était acceptée, elle entraînerait la révision de l'article 2.

Le professeur Catsberg estime qu'il est dangereux d'adjoindre des buts politiques aux objectifs de l'Association. D'autres organisations, d'une nature entièrement différente, se proposent, ou peuvent se proposer, des buts de ce genre. [...]

Le professeur Brogan estime que l'Association doit éviter de s'efforcer de faire tout ce que fait l'Unesco. Il ne veut pas dire par là qu'il s'agit de travailler dans un sens différent de celui que se propose l'Unesco, mais certaines des suggestions qui ont été faites semblent envisager un programme qui pourrait faire accuser l'Association de « folie des grandeurs ». [...] La composition de l'Association en fait un organisme académique et il serait dangereux qu'elle tentât de déborder dans d'autres domaines. [...]

Le Dr Goormaghtigh considère qu'il est dangereux de répandre parmi les masses de prétendues « vérités acquises » qui peuvent bien n'être pas du tout démontrées. Beaucoup de problèmes sont encore matière à discussion, non seulement dans le domaine de la politique, mais encore dans celui de la science politique. Les membres de l'Association ne doivent pas s'ériger en arbitres de la vérité politique.

Le professeur Wright demande instamment qu'on s'efforce d'exclure toute propagande des objectifs de l'Association et toute possibilité d'interpréter dans ce sens les dispositions de l'article 5. [...]

[Le professeur Schaff] souligne que dans le domaine de la science politique, il est tout à fait impossible de séparer nettement la recherche scientifique de ses aspects politiques. Quand les délégués parlent de science objective, il faut bien

qu'ils se rendent compte que chaque savant, dans chaque discipline, entend à sa manière l'objectivité de la science. [...] Pourtant, en créant l'Association envisagée, la Conférence doit au moins indiquer que l'Association représente, en matière de science politique, l'idée démocratique et qu'elle travaille à propager les idées démocratiques. Dans le discours que [le directeur général de l'Unesco] Torres Bodet a prononcé la veille, il s'est exprimé très clairement à ce sujet. La Conférence devrait donc, poursuit l'orateur, souligner de quelque façon sa volonté de « soutenir les principes démocratiques dans le domaine de la science politique. [...]

Le président espère que la Conférence pourra se mettre d'accord sur les principes qui doivent servir de base à l'Association. L'Association, même si elle le souhaitait, n'aura pas les moyens de s'occuper d'éducation populaire ou d'éducation des masses, et elle ne doit se livrer à aucune sorte de propagande active. [...] Il croit que qu'il vaut mieux ne pas inclure le mot « démocratie », dont le contenu est très variable – tout comme celui du mot « objectivité » selon la remarque du professeur Schaff. Le président propose donc de clore la discussion de l'article 5. »

Cette délibération ne suffit pas à clore définitivement le débat sur les objectifs de la future AISP, et la discussion se prolonge sur le terrain de son *membership*. Le problème est d'autant plus complexe que l'Association, contrairement aux groupements nationaux, s'ouvre à la fois à des membres collectifs et individuels. Pour ce qui est de la première catégorie, la volonté d'éviter la surreprésentation de certaines zones géographiques au conseil de l'association conduit les délégués à décider de n'admettre qu'un membre collectif par pays. Mais cette décision implique de s'accorder sur des critères permettant, dans les situations où plusieurs groupements se disputent la représentation d'une même zone, de décider de l'admission de l'un d'eux plutôt que d'un autre. Face à cette difficulté, certains des participants – et notamment le délégué américain – craignent de voir l'AISP acquérir une « couleur politique au détriment de l'aspect scientifique » (Unesco 1949d). Cette crainte se prolonge dans le débat relatif aux critères d'admission des membres individuels. Ce dernier achoppe en effet sur la question de l'appartenance idéologique des candidats à l'élection et se fait d'autant plus complexe qu'il se double d'une dimension spécifique au caractère international de l'AISP. Adam Schaff déclenche ainsi une longue discussion en posant la question de savoir dans quelle mesure cette dernière peut « déjuger » un groupement national en admettant comme membre un candidat réprouvé par ce dernier. Les participants, qui puisent leurs arguments dans des registres de légitimation politique et scientifique en proportions variables, sont divisés sur ce point :

« Le professeur Schaff, reprenant la question des membres individuels, signale le problème politique que pose l'admission d'une personne malgré l'avis

contraire de l'Association nationale. Rappelant la clause inscrite dans l'Acte constitutif des Nations Unies et dans celui de l'Unesco visant les personnes ayant collaboré avec les régimes fascistes ou nazis, il propose qu'une clause à cet effet soit ajoutée à l'article 10. [...]

Le professeur Barents estime utile de consulter l'Association nationale mais de ne pas refuser automatiquement l'admission sur avis contraire de l'Association nationale.

Le professeur Goguel signale que les raisons politiques sont loin d'être seules à motiver le cas échéant l'avis contraire d'une association nationale ; en effet, il peut s'agir de raisons morales ou scientifiques par exemple.

Le professeur Duverger, manifestant le sentiment inverse, souligne le grand danger que comporte la consultation de l'Association nationale ; il serait, en effet, très embarrassant pour le comité exécutif, de favoriser une candidature réprouvée par l'Association nationale. En conséquence, il estime qu'il convient de laisser une liberté entière au comité exécutif.

Le professeur Brogan juge opportun de suggérer au comité exécutif qu'il exige des candidats des garanties morales évidentes.

Le professeur Ganon insiste sur la nécessité de conserver l'Article 8 sous sa forme actuelle et rappelle que dans le cas d'un exilé politique il est évident que l'Association nationale donnera un avis contraire quelle que soit la valeur scientifique du candidat. [...]

Le professeur Robson estime nécessaire que le comité exécutif ne divulgue en aucun cas les raisons motivant le refus d'une candidature et propose que seuls soient admis à titre de membres individuels les spécialistes de science politique proprement dits.

Le professeur Potter se range à l'avis du professeur Robson en ce qui concerne l'importance d'exiger des candidats certains titres scientifiques, mais il estime exagéré de conférer au comité exécutif une liberté absolue et d'admettre également le secret sur la motivation des refus. Il propose que certains principes généraux gouvernent le choix des candidatures.

Le professeur Wright rappelle que les objectifs de l'Association étant essentiellement d'ordre scientifique, il importe à tout prix de ne pas éliminer un candidat sérieux sous prétexte qu'il appartient à tel ou tel groupe idéologique. Il estime qu'une très grande liberté doit être laissée en cette matière au comité exécutif. [...]

Le professeur Brogan propose d'ajouter au texte français de l'article 10 une disposition prévoyant l'admission de personnalités n'étant pas spécialistes de science politique par profession mais ayant cependant des titres sérieux à l'admission. Reprenant le propos du professeur Schaff visant l'élimination des personnes compromises dans le fascisme ou le nazisme, il suggère de faire figurer dans un préambule des statuts une phrase empruntée à l'Acte constitutif des Nations Unies ou de l'Unesco. [...]

[Le professeur Khosla] craint que les débats au sein du comité exécutif ne revêtent un caractère politique et propose que celui-ci agisse avec une liberté et dans un secret absolu.

Le professeur Duverger se range à l'avis du Dr Khosla.

Le président propose que la question soit laissée ouverte et signale qu'il y a là une difficulté réelle à laquelle il n'a pas été trouvé de solution satisfaisante. » (Unesco 1949d)

La teneur controversée de la discussion conduit ainsi les délégués à repousser le problème en laissant toute latitude au futur comité exécutif pour juger au cas par cas de la légitimité des candidatures. L'exercice de ce pouvoir n'est encadré que par des critères flous liés à la notion plastique de politiste *bona fide* (traduit, dans la version française, par « sérieux » ou « proprement dit »), dont la mobilisation sera plus tard fréquente lors de délibérations du comité exécutif et sur la polysémie de laquelle on reviendra. Les statuts de l'AISP restent donc vagues sur ces questions :

« Article 7 : Les membres collectifs sont les associations nationales (ou régionales) considérées par le comité exécutif comme étant les plus représentatives de la science politique dans leur pays respectif (ou région). »

« Article 9 : L'admission au titre de membre individuel peut être accordée par le comité exécutif à toute personne suffisamment qualifiée par son activité professionnelle ou générale en science politique. Les membres individuels peuvent ou non appartenir à des associations reconnues comme membres collectifs. » (Unesco 1949e)

La question du périmètre de l'Association est également abordée lors du débat, long et récurrent dans les travaux du comité préparatoire comme dans ceux des participants à la conférence, de la localisation géographique du siège de l'AISP. A travers un échange d'arguments d'ordres politique, scientifique et logistique, cette discussion aboutit en effet à une clarification des relations de l'Association à son organisme de tutelle et aux organisations relevant de secteurs de la connaissance connexes. Parce qu'il soulève ces enjeux épineux, le problème est abordé par le comité préparatoire avec une certaine réticence :

« There are serious objections to writing into the constitution the requirement that the headquarters shall be at a particular city, or in a particular country. The actual location for this association is a matter which will require a good deal of discussion and it would prejudice the matter to lay down strictly that the headquarters is to be in Brussels. Moreover you will remember that during the recent war many difficulties resulted from stipulations of this kind. » (Robson 1948)

Le choix d'un siège fixe apparaît cependant indispensable pour que l'Association acquière la personnalité civile, nécessaire pour des raisons d'ordre notamment financier. En lien avec cette exigence, la Belgique, la France et la Suisse sont envisagées comme des pays de domiciliation possibles (Goormaghtigh 1948). Ces choix sont renforcés par une résolution adoptée par l'American Political Science Association (APSA) le 29 décembre 1948. Avec l'objectif de faciliter le développement de groupements de science

politique dans plusieurs parties du monde, l'APSA dit « privilégier l'établissement du siège de l'AISP hors des Etats-Unis (probablement en Europe ou en Grande-Bretagne » (Sharp 1949a, notre traduction). Si Bruxelles semble, pour certains membres du comité préparatoire, tenir la corde (Goormaghtigh 1949, Sharp 1949b), ce dernier ne formule aucune recommandation officielle sur ce point (Unesco 1949f) et Bruxelles, Paris, Genève et Berne constituent les quatre possibilités envisagées avant la conférence (Sharp 1949c). Genève a pour elle l'avantage d'offrir, selon Maurice Duverger, une forme de « sérénité politique » nécessaire à une Association qui « comme son nom même l'indique, traite de questions « explosives » ». Mais cette possibilité, comme celle de Berne, est écartée sur la base de l'argument du délégué suisse Marcel Bridel selon lequel la Suisse compte déjà trop d'associations internationales (Unesco 1949d). Bruxelles a quant à elle trois atouts. Elle offre, d'une part, la même « neutralité » que la Suisse. Elle est, d'autre part, la ville d'un John Goormaghtigh pressenti pour devenir secrétaire de l'AISP après avoir été celui du comité préparatoire (Unesco 1949d). Elle constitue, enfin, déjà le siège de l'Institut International des Sciences Administratives (IISA) avec lequel certains envisagent d' « établir des liens directs [...] et éventuellement un secrétariat commun » (Sharp 1949b, notre traduction) dans la mesure où « le domaine d'étude de cet institut est aussi mal défini que possible et que, loin d'examiner des problèmes se rapportant purement à la pratique administrative, l'Institut s'est occupé de différentes questions générales se rattachant aux sciences politiques » (Unesco 1949d). Ces deux derniers arguments soulèvent cependant des oppositions. Goormaghtigh se dit d'une part trop occupé pour prendre la charge du secrétariat et souligne de plus que la Belgique ne constitue pas un centre suffisamment important pour la science politique. La possibilité d'une coopération avec l'IISA est par ailleurs perçue comme dangereuse pour l'existence même de l'AISP par certains conférenciers, et les réticences notables de Maurice Duverger conduisent à écarter la possibilité d'une proximité trop grande à l'Institut :

« Les membres de la commission préparatoire ont estimé, ajoute [le professeur Robson], que la présente Association s'adresserait essentiellement aux spécialistes de science politique, professeurs, auteurs, etc. et que la clientèle de l'Institut International des Sciences Administratives se composerait plutôt des praticiens de l'administration. Cette distinction, précise-t-il, confère à la présente Association un domaine d'étude propre, même si les thèmes de recherches des deux institutions sont analogues. [...]

Le professeur Duverger estime que le véritable problème consiste à savoir si la présente Association aura des liens étroits avec une ou plusieurs autres institutions ou si elle jouira d'une indépendance totale. Selon lui, il serait

néfaste pour l'avenir de la science politique de créer des liens trop étroits avec un institut de science administrative. En effet, expose-t-il, un institut de ce genre a pour objet la technique administrative, c'est-à-dire des problèmes de méthode, de rendement, de pratique. L'objet de la présente association diffère en ce qu'elle doit se proposer de définir des lois sociologiques ; il y a là la même différence qu'entre la médecine qui est un art et la biologie qui est une science, cette dernière servant à faire progresser la médecine. [...]

Le professeur Robson attire l'attention des délégués sur le fait que dans un grand nombre de pays la science politique ne constitue pas une discipline distincte ; or, depuis quelque temps il se manifeste une tendance à l'élever à ce rang. Il signale que la création de l'association internationale de science politique serait de nature à stimuler cette tendance et, en conséquence, il plaide en faveur de la constitution d'une association de ce genre. » (Unesco 1949d)

Paris pose de son côté un problème d'ordre similaire. Le risque, maintes fois pointé aux niveaux national et transnational³³ y compris par l'un des représentants de l'Unesco à la conférence, serait en effet que, si le siège de l'Association était trop proche de celui de l'Unesco, « il pourrait sembler qu'elle lui soit « inféodée », ce qui serait également fâcheux pour l'une et pour l'autre » (Unesco 1949d). La proximité à l'Unesco présente cependant autant d'avantages que d'inconvénients, et Paris peut se targuer de trois autres atouts qui contribuent à y baser, en définitive, le siège de la nouvelle AISP :

« Le professeur Wright explique que Paris a été choisi pour quatre raisons principales :

- 1) Les facilités de contact avec d'autres associations, telle que l'Association internationale d'économistes, dont le siège se trouvera aussi à Paris (bien que l'Association internationale de sociologie doive être à Oslo) ;
- 2) Les grands avantages que présente, pour la première année, la proximité de la Maison de l'Unesco, où le Dr. Sharp assure la liaison avec l'Association ;
- 3) Les facilités [d'accès à] Paris – chose particulièrement importante pour les membres du comité de direction ;
- 4) Les facilités de change. [...]

La possibilité, pour le professeur Goguel, d'assumer le rôle de Secrétaire exécutif a été l'une des raisons déterminantes du choix de Paris comme siège de l'Association. » (Unesco 1949d)

L'élection de Paris comme lieu du siège de l'organisation ouvre la voie à une constitution de l'AISP en association étrangère de droit français et déplace les

³³ Ainsi, lors de la réunion prévoyant la création d'une AFSP, Raymond Aron « indique, en y insistant très vivement, qu'elle ne doit pas constituer un organisme dépendant de l'Unesco mais une Association autonome qui bénéficierait simplement du patronage de cet organisme » (Anonyme 1948). De la même façon, la résolution adoptée par l'APSA en 1949 stipule que l'Association américaine « would favour the establishment of some connection between IPSA and Unesco but with complete scientific liberty in the activities of the former » et « urges that IPSA should remain true to the scientific study of political phenomena and avoid political bias or propaganda » (Sharp 1949a).

délibérations sur un terrain plus technique. Ce choix a cependant deux conséquences d'importance. La première est celle d'ériger le français en langue officielle de l'Association au côté de l'anglais. La seconde est celle de conduire à la constitution d'un Comité Exécutif provisoire capable de rallier facilement Paris, et donc composé majoritairement d'européens³⁴. L'AISP acquiert ainsi une forte dimension européenne implicitement destinée à contrebalancer le poids important de la science politique américaine. En suscitant un échange d'arguments d'ordre politique, scientifique et logistique, les débats associés aux questions du *membership* et du siège de la nouvelle Association ont aussi pour impact de long terme de contribuer à poser les jalons de problématiques centrales aux premières années d'activité de l'AISP : ses relations au politique – et plus précisément aux crédos intellectuels et à la structure institutionnelle de son organisme de tutelle – et aux secteurs de la connaissance connexes.

L'étude de ces débats et de ceux qui les ont précédés au cours de la période 1945-1949 renvoie ainsi l'image d'un **processus de création de l'AISP largement hétéronome dans ses déterminants**. Initié par l'Unesco sur la base d'objectifs politiques et animé par des savants à partir de perceptions liées à leurs situations nationales particulières, il aboutit à une **revendication en deux temps d'un secteur de la connaissance spécifique**. Cette revendication passe d'abord par une définition de ce que l'on entend par « science politique » qui empiète sur des disciplines existantes et mieux établies (sciences administratives, droit, histoire, philosophie, etc.). Elle débouche ensuite sur la fondation d'une organisation qui s'arroge une capacité à discriminer les groupements et les individus relevant de la science politique « proprement dite ». **C'est ainsi à la fondation d'une instance de consécration scientifique spécifique qu'aboutit un processus politique**, renvoyant l'image paradoxale d'une hétéronomie au service de l'autonomisation de cet espace particulier. L'institutionnalisation et la visibilisation de cette nouvelle instance transnationale ont, au cours de ses premières activités et à l'image des évolutions françaises et britanniques déjà décrites, des conséquences pour la dynamique des champs nationaux. Ces évolutions ne se font cependant pas sans heurts et la tension entre hétéronomie et autonomie donne lieu à des regains de tensions.

³⁴ Le comité se compose de huit Européens – Marcel Bridel (Suisse, vice-président), Denis W. Brogan (Royaume-Uni, vice-président), Jan Barents (Pays-Bas), Fehti Celikbas (Turquie), Maurice Duverger (France), John Goormaghtigh (Belgique), Elis Hastad (Suède), Adam Schaff (Pologne) – deux Nord Américains – Quincy Wright (Etats-Unis, président), Crawford B. Macpherson (Canada) – un Sud Américain – Isaac Ganon (Uruguay) – et un Asiatique – H. Khosla (Inde).

B) L'autonomisation de l'AISP (1949-1968) : l'affirmation progressive de logiques politistes spécifiques.

La première décennie du développement de l'AISP est celle, en dépit de nombreuses tensions, de son institutionnalisation progressive (1949-60). Cette affirmation a pour conséquence, au cours de la période suivante, un recul des prises de position mettant en cause la légitimité et l'autonomie de l'Association au profit de tensions plus spécifiquement scientifiques. Ces dernières aboutissent à la structuration progressive d'un antagonisme entre pôles de science politique européen et américain (1960-68).

1- L'institutionnalisation de l'AISP (1949-60) : l'insertion d'une instance de consécration transnationale de science politique.

La période 1949-1960 voit le lancement des premières activités de l'Association Internationale de Science Politique et leur insertion dans les dynamiques existantes. Cette insertion contribue à la réactivation d'enjeux déjà présents lors de la phase précédente et liés à la fois au caractère transnational de la nouvelle organisation et au fait qu'elle relève d'une science politique encore balbutiante dans de nombreuses régions du monde.

La dynamique de création de l'AISP débouche sur la fondation d'une association organisée autour d'un secrétaire exécutif et d'un président tournants, postes respectivement occupés par François Goguel de la FNSP et Quincy Wright, ancien président de l'APSA (1948-49) (tableaux 7 et 8). Elle regroupe comme membres fondateurs les associations américaine, canadienne, française et indienne auxquelles s'ajoutent dès 1950 les groupements britannique, israélien, polonais et suédois (Trent et Coakley 2000 : 44). En dépit de ce *membership* encore peu abondant, l'AISP s'affirme rapidement comme porte-parole de la science politique mondiale auprès de son organisme de tutelle mais aussi de l'ONU, qui lui accordent tous deux le statut consultatif (Meynaud 1950h). A titre d'illustration, c'est ainsi vers l'AISP que l'Unesco se tourne lorsqu'elle cherche à identifier un individu à même de mettre sur pied un institut brésilien d'administration publique (Meynaud 1951c).

Tableau 7 : liste des secrétaires généraux de l’AISP (1949-...)

Nom	Institution et ville	Années
François Goguel	FNSP, Paris	1949-1950
Jean Meynaud	FNSP, Paris	1950-1955
John Goormaghtigh	Dotation Carnegie, Genève	1955-1960
Serge Hurtig	FNSP, Paris	1960-1967
André Philippart	Université Libre de Bruxelles	1967-1976
John Trent	Université d’Ottawa	1976-1988
Francesco Kjellberg	Université d’Oslo	1988-1994
John Coakley	University College, Dublin	1994-2000
Guy Lachapelle	Université Concordia, Montréal	2000-...

Tableau 8 : liste des présidents de l’AISP (1949-...)

Nom	Pays	Années
Quincy Wright	Etats-Unis	1949-1952
William A. Robson	Royaume-Uni	1952-1955
James K. Pollock	Etats-Unis	1955-1958
Jacques Chapsal	France	1958-1961
D.N. Chester	Royaume-Uni	1961-1964
Jacques Freymond	Suisse	1964-1967
Karl J. Friedrich	Etats-Unis	1967-1970
Stein Rokkan	Norvège	1970-1973
Jean Laponce	Canada	1973-1976
Karl Deutsch	Etats-Unis	1976-1979
Candido Mendès	Brésil	1979-1982
Klaus Von Beyme	Allemagne	1982-1985
Kinhide Mushakoji	Japon	1985-1988
Guillermo O’Donnell	Argentine	1988-1991
Carole Pateman	Etats-Unis	1991-1994
Jean Leca	France	1994-1997
Theodore J. Lowi	Etats-Unis	1997-2000
Dalchoong Kim	Corée	2000-2003
Max Kaase	Allemagne	2003-2006
Lourdes Sola	Brésil	2006-2009
Leonardo Morlino	Italie	2009-...

Cette forme de « coup de force symbolique » (Bourdieu 1987 : 186) n’est pas sans conséquence pour les relations entre niveaux national et transnational, d’autant qu’elle est renforcée par la stimulation par l’AISP du développement organisationnel de la science politique dans de nombreux pays. Par un démarchage tous azimuts – le secrétaire exécutif Jean Meynaud (encadré 3), qui a remplacé François Goguel à ce poste quelques semaines plus tôt (Meynaud 1950i, tableau 7), envoie des missives similaires

en Norvège (Castberg, 16 mars), Suède (Hastad, 16), Turquie (Celikbas, 16), Grèce (Calogeropoulos-Stratis, 18), Australie (Stout, 16), Yougoslavie (14 avril), Italie (14 avril), Argentine (15 avril), Equateur (22 avril), Colombie (25 avril), Afrique du Sud (26 avril), Hongrie (26 avril), Irlande (26 avril), Uruguay (2 mai), Finlande (2 mai) mais aussi au Danemark (Sorensen, 16), Liban (14 avril), Brésil (15 avril), Chili (15 avril), Pérou (22 avril), Venezuela (25 avril), Pakistan (26 avril), Japon (27 avril), Portugal (2 mai) ou encore à Cuba (22 avril) – qui rencontre un certain succès y compris dans des pays où la situation est peu évidente³⁵, l’AISP participe en effet à la création d’associations nationales en Autriche, en Belgique, en Grèce, au Mexique (1951), au Brésil, en Allemagne, en Italie, au Japon, en Yougoslavie (1952), en Australie et aux Pays-Bas (1953) (Trent et Coakley 2000 : 44) et génère ainsi elle-même les sources de sa propre légitimité. Cet objectif est d’ailleurs assumé par le secrétaire général de l’Association :

« Je considère qu’actuellement la tâche la plus importante du secrétariat est de faciliter la constitution d’associations nationales. L’AISP ne deviendra véritablement une réalité solide et vivante que dans la mesure où elle représente véritablement une fédération d’associations nationales, elles-mêmes en pleine vitalité. » (Meynaud 1950a)

Cette modification du paysage organisationnel des espaces nationaux se fait au moyen d’un « braconnage » sur les terres de disciplines mieux établies. Cette forme de transgression est parfois directe et ciblée, comme lorsque Meynaud indique au « président de l’association des juristes de la république fédérative populaire de Yougoslavie » que « l’AISP aurait le plus vif intérêt à rentrer en contact avec les sections de droit constitutionnel et de droit international public de l’association » (Meynaud 1950e). Elle est cependant, dans la plupart des cas, formulée de manière plus englobante :

« (1) Existe-t-il dans votre pays une Association nationale ou simplement un groupement représentatif des spécialistes de la science politique ? Je précise qu’il faut entendre ce terme dans un sens assez large et considérer qu’il couvre

³⁵ Le cas belge a, par exemple, posé de nombreux problèmes qu’illustre cette lettre de Jean Meynaud à Maurice Duverger : « comme première suite à la tenue à Bruxelles de la prochaine réunion de notre comité exécutif, j’ai le plaisir de vous informer que nos amis belges viennent de mettre sur pied un groupement de fait destiné à se transformer très bientôt en une véritable Association de Science Politique. Ce groupement de fait comporte les personnalités particulièrement intéressées au développement de la science politique en Belgique et il constitue à ce titre le noyau fondateur de l’Association. [...] Le résultat ainsi atteint n’est pas négligeable, car jusqu’à présent nos amis belges n’avaient pas réussi à s’entendre. Notre arrivée les a en quelque sorte mis au pied du mur » (Meynaud 1950j).

également en principe les professeurs de Droit public et de gouvernement. Au cas où un semblable groupement existerait, vous serait-il possible de m'en communiquer l'adresse, ainsi que le nom des dirigeants responsables ? 2) Est-il possible d'obtenir une liste des spécialistes de la science politique et du droit public de votre pays ?). » (Meynaud 1950f)

L'influence de l'AISP sur les espaces nationaux ne se limite pas à cet aspect organisationnel et se double d'une dimension intellectuelle. Afin d'occuper une place importante au sein des espaces transnationaux nouvellement créés, certaines associations nationales calquent en effet leur programme sur celui de l'AISP, à l'image du cas français (AFSP 1951, Meynaud 1950g) :

« A la demande du département des sciences sociales de l'Unesco, l'AISP a accepté de conduire une étude approfondie sur la participation des femmes à la vie politique dans les trois pays suivants : France, Norvège, Yougoslavie. L'AISP va tenir une table ronde sur le sujet (avec des pays supplémentaires) lors du congrès de La Haye (8-12 septembre 1952), et Duverger sera rapporteur général. L'AFSP va s'attacher à travailler sur ce sujet en 1952. Ainsi notre Association pourra-t-elle jouer à nouveau un rôle important au Congrès de l'IPSA. » (AFSP 1952 : 3)

Encadré 3 : Jean Meynaud (1914-1972)



Jean Meynaud est diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques et docteur en droit de l'Université de Paris. Sur le plan disciplinaire, il occupe successivement les fonctions de maître de conférences à l'ELSP (1942-48) et de professeur de science économique à l'IEP de Paris (1948-1955) avant d'être le premier titulaire de la chaire de science politique de l'université de Lausanne (1955-63) puis de rejoindre le département de science politique de l'université de Montréal (1963-72).

Parallèlement à ces fonctions d'enseignement, Jean Meynaud est prolifique sur le plan scientifique et publie notamment un ouvrage pionnier sur la question des groupes de pression. Il exerce aussi de nombreuses responsabilités administratives, en particulier lors de ses années parisiennes et jusqu'à ce que des circonstances floues l'amènent à prendre brutalement ses distances vis-à-vis de la Fondation. Secrétaire général de la FNSP de 1946 à 1954, il occupe également cette fonction au sein de l'AFSP (1949-52) et de l'AISP (1950-55) et est aussi à l'origine de la création, en 1951, de la *Revue Française de Science Politique*. Ces positions lui offrent de nombreuses occasions de réaffirmer le caractère scientifique d'études politiques dont il revendique l'indépendance vis-à-vis du droit.

Ces évolutions sont un premier indice du fait que l'AISP est progressivement constituée en enjeu au sein des champs nationaux. Ce phénomène s'observe aux niveaux organisationnel et individuel. Les associations nationales – et notamment les groupements américain, français et britannique, tous trois dotés du nombre maximum de représentants possibles au conseil de l'AISP – manœuvrent en effet, à chaque changement de secrétaire exécutif de l'Association Internationale, pour tenter de garder ou d'amener le siège de cette dernière dans leur pays. Ainsi en va-t-il en 1955 lors du remplacement de Jean Meynaud par John Goormaghtigh, dans un contexte où l'équipe de la FNSP intéressée par l'AISP s'avère trop peu soudée pour proposer une candidature capable de fédérer suffisamment pour conserver le secrétariat à Paris (voir notamment AISP 1955b, Chapsal 1955a, Chapsal 1955b, Mathiot 1955, Robson 1955). C'est également le cas en 1960 quand la nomination de Serge Hurtig au terme d'un travail de lobbying franco-britannique ramène le secrétariat à la Fondation (Chapsal 1959, Goormaghtigh 1960c). La correspondance échangée à l'époque entre Jacques Chapsal, président de la FNSP, Jean Meyriat et Serge Hurtig rend bien compte de la teneur des calculs tactiques du camp français :

« En ce qui concerne le secrétariat général, la sagesse me semble être de m'en détourner. [...] Le secrétariat de l'AISP m'obligerait à quitter celui de mon Comité de documentation ; or je suis attaché à celui-ci [...]. Je comprends bien que de toutes façons vous désirez une « solution française » (et même sans doute « rue Saint Guillaume ») pour le secrétariat. Et les candidats possibles ne sont pas légion, Touchard se mettant résolument hors de course. Quelqu'un comme Hurtig vous semble-t-il trop jeune ou encore trop peu connu pour que l'on puisse penser à lui ? » (Meyriat 1959a)

« Certes je suis « dans le coup » depuis longtemps ; mais je n'ai rien d'un « political scientist » déjà confirmé, tel que Robson en souhaite un. Il ne faudrait certes pas donner à votre Comité l'impression qu'on lui propose un secrétaire « au rabais », ce qui pourrait l'orienter vers une solution non française ; mais Hurtig est moins jeune qu'il n'en a l'air. » (Meyriat 1959b)

« Vu longuement Hurtig hier. Il accepterait, sans enthousiasme mais avec intérêt, si ça apparaissait réellement conforme à l'intérêt général. [...] Reste seulement à savoir si les « ambitions Freymond », que vous évoquez, ne nous amèneraient pas à faire donner une artillerie qu'on considérerait comme plus lourde, et à me sortir comme un candidat « moins jeune ». Il faudrait alors reconsidérer la question – et je ne peux à l'avouer m'y refuser *absolument* ; mais très sincèrement j'aimerais beaucoup mieux que la solution Hurtig marche sans difficulté majeure. De toute façon il faudra voir sur place, et adopter la tactique la plus appropriée aux dispositions d'esprit des partenaires ; Hurtig nous fait volontiers confiance. » (Meyriat 1959c)

« Je souhaite donc que vous [Serge Hurtig] puissiez, à la fin de 1960, remplir [les] fonctions [de secrétaire de l'AISP] (puisque, sans les « désirer », vous n'y mettez pas d'obstacle absolu). Cela dit, que se passera-t-il ? Je n'en sais rien. Les rebondissements internationaux sont encore plus imprévisibles que les complications nationales (cf. Congrès de Rome). Je vois deux catégories de difficultés : 1° Une candidature française ne ralliera pas l'unanimité. Goormaghtigh m'a bien dit que Freymond souhaitait conserver le secrétariat à Genève pour l'un de ses collaborateurs. D'autres peut-être voudront se mettre sur les rangs. 2° Certains membres du Conseil Exécutif (type Robson) souhaiteraient avoir comme secrétaire général un professeur confirmé. Ce n'est point diminuer vos grands qualités que de rappeler votre jeunesse qui peut être, pour quelques années encore, un obstacle sérieux. En sens inverse, vous avez de solides amitiés dans la place : Duverger, Chester, d'autres encore. Ce qui me paraît important dans le choix : l'avis de Chester, futur Président, celui des Américains (hélas ! Pollock sera le seul Américain du Comité exécutif, et il ne facilitera pas mes démarches). Goormaghtigh extrêmement neutre et réservé, comme il est normal en raison de ses fonctions et plus encore de son tempérament, ne vous sera en tous cas pas moins favorable qu'il ne l'eût été à Meyriat. Mais il a eu l'air de penser que la question n'aurait peut-être pas à être réglée à Opatija. Il n'en demeure pas moins qu'elle sera nécessairement « dans les coulisses ». » (Chapsal 1959)

Aux manœuvres de groupements nationaux s'ajoutent aussi des stratégies individuelles, dans la mesure où l'ouverture des espaces associés à l'activité de l'AISP offre une opportunité d'accumuler de nouvelles ressources scientifiques. Les présidences de sessions aux congrès de l'Association Internationale sont ainsi progressivement constituées en positions convoitées, et leur distribution fait l'objet de réflexions précautionneuses prenant en compte les positions nationales ou transnationales des possibles candidats. La correspondance entre Jean Meynaud et William Robson, respectivement secrétaire exécutif et président de l'AISP, permet d'illustrer ce point :

« M. Bridel sera là, et compte tenu du fait qu'il est un ancien vice-président de l'IPSA, il est difficile de ne pas prévoir pour lui de présidence si l'on en attribue par exemple à Macpherson ou à Kogekar. Je crois, comme vous le soulignez, que nous devons faire très attention à ne pas blesser la susceptibilité des membres du Comité Exécutif. Je pense qu'il est normal :

- D'attribuer une présidence au président de l'IPSA et aux deux vice-présidents Pollock et Duverger.
- D'attribuer autant de présidences qu'il pourra en prendre à Heckscher.
- D'attribuer une présidence à Vito en raison du fait qu'il est le Président de l'Association italienne.
- Par contre, en ce qui concerne Akzin, Bridel, Cavalcanti, Kogekar et Macpherson, je doute que nous puissions en attribuer aux uns sans en attribuer aux autres. Nous aurons là des problèmes de susceptibilité. Je suis certain, comme vous le dites, que M. Chester ne se formalisera pas. Mais pour les autres, je ne puis naturellement rien garantir. La question est évidemment très délicate car dans la mesure où nous donnerions des

présidences à chacun des membres du comité exécutif présents, cela conduirait à prélever pratiquement toutes les présidences sur celles que vous aviez réservées à Heckscher. » (Meynaud 1954b)

Cette érection des espaces transnationaux en compléments voire en alternatives aux champs nationaux n'est pas sans susciter quelques réticences. Il n'est en effet pas toujours facile pour l'AISP de s'assurer de la valeur « nationale » des individus qu'elle consacre, comme l'illustre l'interrogation de Jean Meynaud quant à la « cote » auprès de l'APSA de Quincy Wright, alors président de l'Association Internationale : « est-elle toujours aussi grande qu'elle peut apparaître d'Europe ? » (Meynaud 1951d). Ce type de craintes suscite, à l'extrême, des critiques publiques et virulentes de l'action de l'AISP et de l'Unesco, à l'image de celle du britannique Mickael Oakeshott, professeur à la LSE, publiée dans *Parliamentary Affairs* à l'occasion de la parution d'une enquête de l'AISP :

« It would perhaps display undue prejudice to regard this volume as an emblem of the enormous but misplaced effort which goes under the expression Unesco. But whether or not the other activities of this body are valuable, the reader of this compilation may be excused a doubt about its worthwhileness. Who precisely it is to help and what enlightenment it is designed to give, are questions not easy to answer. But leaving on one side the suspicion that the effort it represents on the part of many distinguished writers might have been better expended, and the doubt whether anything good is likely to come out of the organisation of the efforts of such writers by *commonplace academic middle-men*, it is perhaps more useful to consider the positive value of the result. » (Oakeshott 1950 : 494, c'est nous qui soulignons)

Les tensions suscitées par le caractère transnational de l'AISP se doublent par ailleurs de difficultés liées à sa promotion d'une science politique encore peu développée. En suscitant, par le « braconnage » évoqué plus haut, la fondation d'associations nationales empiétant sur les terres de secteurs de la connaissance connexes – et en particulier du droit – l'AISP contribue en effet à l'affirmation de la jeune science politique comme domaine indépendant. L'influence du secrétaire exécutif de l'Association Internationale et, à travers lui, des objectifs de la Fondation Nationales des Sciences Politiques, est à cet égard particulièrement tangible :

« L'un des buts que se propose la Fondation est précisément de participer à la création d'une véritable science politique, concept qui a été très étouffé en France par un amoncellement technique et juridique. » (Meynaud 1950c)

« J'ai lu avec le plus grand intérêt votre [NB : la lettre est adressée à l'universitaire italien Francesco Vito] dissertation sur les Sciences Politiques et

la Science Politique et j'y ai retrouvé les thèmes essentiels d'un débat que nous nous sommes souvent posé. Sur le plan français, il n'y a aucun doute que notre notion repose sur les Sciences Politiques, comme en témoigne le titre de notre Fondation Nationale des Sciences Politiques. Sans doute avons-nous créé l'Association Française de Science Politique, mais l'emploi du singulier a eu dans ce cas pour objet de manifester de façon plus nette notre désir de nous poser en nous opposant à certaines tendances anciennes et peut-être aussi de nous placer dans le sens d'un courant internationalement dominant. Mais l'AFSP groupe à côté de spécialistes de la Science Politique des économistes, des sociologues, des géographes, des historiens, etc. C'est vis-à-vis du Droit que nous avons tenu à établir les barrières les plus nettes, compte tenu de la position très arriérée prise en général par les juristes en France, vis-à-vis des méthodes d'observation positive (notre ami commun, Jacques Lambert qui fait d'ailleurs partie de l'AFSP, constitue une éclatante exception à cette position comme d'ailleurs beaucoup de ses *jeunes* collègues). Les sujets inscrits au programme de l'AISP sont des sujets de Sciences Politiques. » (Meynaud 1951a)

Cette distinction ne prend pas que la forme d'une opposition et se double d'une action plus positive de l'AISP, qui contribue par certaines de ses activités à la définition du périmètre de la science politique. La définition adoptée lors de la conférence de 1948 est ainsi étoffée et institutionnalisée pour servir de base au travail de long terme des *International Political Science Abstracts*, revue emblématique de l'AISP s'attachant à publier les résumés d'articles parus dans une sélection de périodiques de science politique, à indexer ces résumés et à les classer en six grandes catégories :

- I/ Science politique : méthodes et théories.
- II/ Penseurs et idées politiques.
- III/ Institutions politiques et administratives.
- IV/ Vie politique : opinion publique, attitudes, partis, forces, groupes et élections.
- V/ Relations internationales.
- VI/ Etudes nationales et régionales.

Ce travail de définition est également enrichi d'une enquête internationale qui, à la manière de l'étude des méthodes, porte sur l'enseignement des sciences politiques. A l'issue d'un inventaire des cours délivrés au sein d'établissements variés et ayant, de près ou de loin, trait à la science politique (Chapsal 1951a, Chapsal 1951b), une table ronde préalable à la publication d'un volume est organisée à Cambridge en 1952. Autour du rapporteur général W.A. Robson, plusieurs thématiques sont abordées :

« The scope, content and nature of political science ; the status of political science in the university and its relations with neighbouring disciplines ; the aims of political science teaching (including its relations with the public service) ; with what subjects can political science be most effectively associated for teaching purposes ; methods of teaching political science to undergraduates and postgraduates ; training and recruitment of teachers of political science ; research in relation to political science teaching ; international relations and political science ; the problems and needs of political science teaching. » (Robson 1951)

L'enquête aboutit ainsi à un rapport dans lequel « constatations et recommandations s'interpénètrent ». Une définition de la science politique comme « étude du pouvoir dans la société » y est réaffirmée, et un « curriculum satisfaisant » intégrant théorie politique, gouvernement, partis, opinion et relations internationales « qui ne sauraient prétendre à l'autonomie » y est proposé. Ce curriculum repose sur un principe « [d'association] des disciplines voisines dont la connaissance est indispensable à l'étudiant en science politique : l'économie politique, le droit public, l'histoire et la sociologie et peut-être aussi la psychologie sociale et l'anthropologie sociale » (Henry-Gréard 1955 : 646-7).

Ce travail d'inventaire et de définition n'implique cependant pas d'uniformisation, et la fluctuation géographique du sens attribué à la notion de science politique conduit ponctuellement à des mésententes voire à des tensions au sein même de l'AISP. La plus spectaculaire d'entre elles survient à la fin des années 1950, lors de la préparation d'un congrès mondial, activité phare de l'AISP. Elle est liée au choix du rapporteur général sur le thème des « rapports entre exécutif et législatif ». Suite au désistement de François Goguel, originellement pressenti pour cette tâche, le secrétaire exécutif John Goormaghtigh (encadré 4) prend en effet l'initiative d'inviter Georges Vedel. Ce choix provoque la forte opposition du président américain de l'AISP, James Pollock, pour qui il est hors de question de convier un juriste de formation à occuper une place si éminente à un congrès de science politique. C'est à la suite d'une vive protestation du vice-président Maurice Duverger et d'une menace de démission de John Goormaghtigh que James Pollock finit par céder, au terme de discussions épistolaires très sèches³⁶ (Duverger 1958, Goormaghtigh 1957e, 1958a, Touchard 1957b).

³⁶ « Vous n'ignorez pas, mon cher Président, que vos prédécesseurs ont fait effort pour oublier leurs préférences personnelles, et pour être réellement présidents d'une association *internationale*. Je suis persuadé que vous ne désirez pas suivre une autre voie au fond, et que vous aurez à cœur d'éviter ce qui pourrait apparaître comme une discrimination inadmissible » (Duverger 1958).

Encadré 4 : John Goormaghtigh (1919-1998)

Né en 1919 en Belgique, John Goormaghtigh est docteur en droit et spécialiste de droit international. D'abord directeur de l'Institut des Relations internationales à Bruxelles et éditeur de la revue *Chronique de politique étrangère* (1947-50), il réalise la majeure partie de sa carrière professionnelle au sein du Centre européen de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale. Il assume la direction de l'organisation successivement à Paris (1950-54) puis à Genève (1954-78) avant sa fermeture en 1978. Il occupe alors la fonction de secrétaire général de la European Science Foundation de 1979 à 1986.

Prisonnier du camp de Dachau durant la Seconde Guerre mondiale, John Goormaghtigh défend la nécessité d'une coopération internationale à tous les niveaux, et notamment sur le plan scientifique. Cette conviction contribue à motiver son implication au sein de l'AISP, dont il est à la fois l'un des fondateurs – en tant que secrétaire du comité préparatoire à sa création – et l'un des secrétaires généraux (1955-60).

En dépit de ces divergences internes, l'AISP fait bloc vis-à-vis de l'extérieur lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de la science politique. Son rôle s'apparente alors à celui d'une organisation corporatiste défendant ses intérêts organisationnels propres et, plus largement, l'indépendance du secteur de la connaissance dont elle a la charge. Cela est notamment le cas lorsque l'Unesco décide, en 1952, de déléguer la gestion de ses relations avec les nouvelles associations internationales de sciences sociales à un International Social Science Council (ISSC) (Chapsal 1951c). Dans un contexte où l'Unesco constitue la principale voire l'unique source de financement pour les nouvelles associations, la composition du conseil et l'identité de son secrétaire général donnent lieu à des luttes de pouvoir. Sur le plan de la composition du conseil, l'AISP exige ainsi une représentation à parité avec une sociologie perçue comme une discipline à prétentions hégémoniques : « il va sans dire que nous ne coopérerions pas si ce n'était pas le cas » (Meynaud 1951e, notre traduction). Dans le cas du débat portant sur le choix du secrétaire général, l'AISP s'oppose également avec véhémence (Meynaud 1951f) – mais sans succès (Goormaghtigh 1958b) – à la nomination proposée à ce poste de Claude Lévi-Strauss, lui aussi perçu comme menaçant au regard de sa formation en philosophie :

« Lévi-Strauss is a *philosopher*. His training was the agrégation of philosophy, which in France is considered one of the main handicaps to the development of social sciences. He *then* turned to anthropology and has written a most remarkable book which I believe is on the elementary structures of family

relationships. All this does not make him capable of promoting efficiently political science or economics. Lévi-Strauss belongs to those who do not consider political science a real science. Without any doubt, the political aspects of the contemporary world would be neglected by the council if he were appointed to this position. » (Meynaud 1952c)

Des craintes et des prises de position similaires voient le jour à plusieurs occasions, et en particulier à chaque fois que des ressources financières sont en jeu. L'attribution de ces fonds, souvent attachés à la commande d'une enquête sur un sujet particulier, donne ainsi lieu à des luttes de pouvoir entre organisations transnationales de sciences sociales. C'est par exemple le cas lorsque l'Unesco prévoit, en 1954, de commander une étude sur « le gouvernement local » dans laquelle l'implication de l'AISP ne va pas de soi :

« Nous devons faire très attention à la concurrence qui peut s'exercer dans ce domaine. Il m'est revenu que certaines associations internationales s'estimaient plus compétentes et plus qualifiées que l'IPSA pour entreprendre l'étude de ce problème : je pense en particulier à l'Institut international des sciences administratives et surtout à l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux de La Haye, qui est tout de même un organisme composé de politiciens et de personnages municipaux, entièrement préoccupé de questions pratiques et qui ne peut évidemment se placer sur le même plan scientifique que nous-mêmes. Malheureusement, ces deux organismes sont des organismes gouvernementaux et il semble bien que la politique de l'actuel directeur général de l'Unesco leur soit plus favorable qu'à nous-mêmes. » (Meynaud 1954c)

La mise en cause des choix de l'Unesco, ici modérée, se fait souvent de manière beaucoup plus véhémente et vindicative. Contraints d'accueillir à leurs réunions un observateur de l'organisation et de composer avec son agenda politique et sa « manie de la représentation géographique » parfois difficilement compatibles avec leurs propres objectifs, les membres du comité exécutif se plaignent régulièrement d'avoir affaire à des « ignorants intégraux » dont la méconnaissance des questions scientifiques est « à la hauteur de leur traitement » (Meynaud 1954d). Dépendants des financements attribués par l'Unesco et des facilités logistiques mises à leur disposition – l'AISP dispose notamment d'une partie du *Bulletin International des Sciences Sociales* qu'elle peut librement utiliser pour ses publications – les dirigeants de l'Association cantonnent cependant leurs critiques à des conversations internes (Meynaud 1955a) et s'adaptent aux exigences avec pour objectif de parvenir à « faire des choses utiles à partir de projets moins raisonnables » (Meynaud 1952a) en manœuvrant quelque peu :

« Nous ne changerons rien, ni vous ni moi, à l'Unesco et je dois vous avouer que durant mes cinq ans à l'IPSA, les rapports avec l'Unesco ont constitué l'une des parties les plus délicates et les plus irritantes de mon activité. L'Unesco

nous donne de l'argent pour inviter à nos réunions, disons un homme de 1,75 m. Après bien des efforts et sans qu'il y soit de notre faute, nous ne trouvons qu'un homme de 1,76 m. Si vous signalez le fait, vous vous engagez dans un dédale bureaucratique sans fin et il faut au moins l'autorisation du conseil exécutif pour régulariser la situation. Maintenant, si vous dites que vous avez invité quelqu'un de 1,75 m, peu importe qu'il ait 1,40 m, ou même qu'il ne vienne pas : personne ne contrôlera la réalité de votre affirmation. Si on n'a pas compris cela, on ne peut pas travailler avec l'Unesco. » (Meynaud 1955c)

C'est ainsi sous l'impulsion de l'Unesco que l'AISP orchestre l'étude d'objets comme « le rôle des minorités dans les relations internationales » (1950), les « conditions minimales pour une Union effective et permanente d'Etats » (1950) ou encore « le rôle politique des femmes » (1952) (AFSP 1952, Meynaud 1950b). Mais en dépit de ces coopérations et des précautions prises dans la correspondance avec l'Unesco, les tensions sont parfois incontournables, notamment lorsque l'action de l'Unesco se fait trop interventionniste en empiétant sur les terrains scientifique ou épistémologique et en adoptant une posture prescriptive en la matière :

« Je voudrais vous présenter, pour terminer, un très amical reproche. Vous avez bien voulu faire suivre vos propositions d'un document établi par le département des sciences exactes et naturelles. J'ai lu ce document sans en tirer aucun profit et j'ai regretté le temps perdu à cette tâche. Les besoins et les problèmes des sciences sociales sont, au stade actuel, entièrement spécifiques et originaux. Les gens des sciences exactes marquent une tendance à accorder valeur universelle à leurs raisonnements et à leurs prestations. Je voudrais qu'une bonne fois le département des sciences sociales cessât d'encourager cette tendance extrêmement futile et nous laisse entièrement le soin de déterminer ce qui convient aux disciplines dont nous avons la charge. » (Meynaud 1952b)

Les difficultés éprouvées dans la gestion des relations à l'Unesco et, plus généralement, au politique, participent du maintien au sein du comité exécutif de l'Association de membres entretenant une forme d'implication dans le champ politique de leur pays d'origine, à l'image de Fehti Celikbas ou de Gunnar Heckscher, élus respectivement à l'Assemblée turque et au Parlement suédois au cours de leur mandat au comité exécutif. Outre la valeur heuristique de ces proximités – elles offrent l'opportunité de passer « de l'autre côté de la barricade » et d'avoir à ce titre la possibilité d'accéder à plus de ressources qu'un politiste « ordinaire » bridé par son appartenance au champ académique (Meynaud 1950d) – elles ont en effet l'avantage politique d'offrir à l'AISP des relais pour faire valoir ses intérêts. L'adoption par la conférence générale de

l'Unesco d'un amendement favorable à l'Association Internationale est ainsi l'occasion de rappeler l'utilité de ce type de relais :

« Cela atteste la capacité de manœuvre de l'IPSA et il y a seulement deux ou trois ans nous n'aurions probablement pas eu le même succès. Cela, à mon avis, devrait dicter une certaine politique en ce qui concerne le recrutement du comité exécutif : à côté des qualités scientifiques, il y aurait lieu, évidemment, de tenir compte, au moins pour certains membres, de leur influence dans le cercle gouvernemental. Il est par exemple évident que Vito, tant que la Démocratie Chrétienne est au pouvoir en Italie, est un personnage puissant qu'il y a lieu de conserver. Cavalcanti n'est peut-être pas un grand savant (y en a-t-il au Brésil en matière de science politique...), mais il joue un rôle non négligeable à Rio de Janeiro. » (Meynaud 1954f)

Ces « agents doubles » posent néanmoins parfois problème à l'Association. Maurice Duverger et Roger Pinto se voient par exemple refuser une aide financière pour participer à la Table Ronde AISP de Florence par la Direction Générale des Relations Culturelles au motif, évidemment implicite, de leurs prises de position politiques sur la question de la Communauté Européenne de Défense (CED) (Meynaud 1954a). Quelques années plus tard, en 1958, le bon fonctionnement de l'Association est perturbé par les absences au Congrès de Rome du même Maurice Duverger, resté en France pour participer à la campagne contre la constitution de la Cinquième République (Goormaghtigh 1958c), et de Gunnar Heckscher, qui retire une candidature prévue de longue date et assurée de succès à la présidence de l'AISP suite à son élection parlementaire (Goormaghtigh 1958d).

La sensibilité de l'AISP aux enjeux politiques ne s'arrête pas à la multipositionnalité des membres de son comité exécutif. Sa proximité à l'Unesco ne fait en effet qu'accentuer les problèmes déjà causés par son caractère transnational dans des contextes politiques particuliers. Certaines candidatures à l'adhésion collective rencontrent ainsi des oppositions de nature plus politique que scientifique. Le cas en 1952 de la candidature allemande, par exemple, soulève une levée de boucliers de la part de l'Association israélienne, membre de l'AISP depuis 1950. L'AISP émet elle-même quelques réserves, et refuse de s'engager sur la voie d'une admission allemande sans assurances que cette Association n'admet aucune « personnalité compromise dans le nazisme ou personnalité douteuse » (Meynaud 1951b). Ce n'est donc qu'au terme de près de deux ans de procédure – production par l'Association allemande de diverses pièces justificatives,

visite en Allemagne du secrétaire exécutif de l'AISP, etc. – que l'Association Internationale intègre ce nouveau membre collectif.

Quelques années plus tard, le cas de l'Association soviétique suscite des tensions similaires avant même la demande formelle d'adhésion du groupement. Elles surviennent lorsque Jean Meynaud prend sur lui d'inviter, à la fin de 1954, des représentants de l'URSS au Congrès mondial de Stockholm de l'année suivante. L'initiative est immédiatement critiquée par W.A. Robson, alors président de l'AISP :

« I do not think we ought to invite participants to the Stockholm Congress from the USSR and other countries behind the iron curtain without the agreement of the Executive Committee of the IPSA. To invite representatives of the USSR for the first time raises a question of policy on which very strong opinions may be held both by member associations and by members of the Executive Committee. It is therefore necessary, in my opinion, that our colleagues should be given an opportunity to express their views before any action is taken. Not to consult them may provoke violent reactions and criticism from our colleagues and their associations. Moreover, some political scientists may be unable to attend a Congress if official spokesmen of the USSR are present. » (Robson 1954)

Au-delà de ce qu'elle révèle de la perméabilité de la science politique aux tensions internationales de son temps, cette affaire a une conséquence immédiate sur le fonctionnement de l'AISP en conduisant Jean Meynaud à démissionner de ses fonctions de secrétaire exécutif à la suite du Congrès de Stockholm. L'Association soviétique est quant à elle finalement admise comme membre collectif quelques années plus tard, sans que la décision ne soit intégralement le fait de l'AISP : l'entrée de la Russie à l'Unesco rend en effet délicate la mise à l'écart de cette même Russie des associations transnationales fondées sous la houlette de cette organisation.

Le caractère récurrent de ce type de considérations géopolitiques dans les discussions épistolaires du comité exécutif ne masque pas l'émergence progressive, au cours de la deuxième moitié des années 1950, d'arguments d'ordre « géopolitiste ». L'AISP devient, en d'autres termes, de plus en plus soucieuse d'assurer une forme d'équilibre dans la répartition géographique des participants à ses activités et, plus largement, des chercheurs en science politique. Ces préoccupations prennent notamment la forme d'une crainte de voir l'Association « [devenir] par le jeu des circonstances, une affaire purement anglo-saxonne » (Goormaghtigh 1958c) :

« Il convient de ne pas se dissimuler que l'atmosphère de Stockholm risque d'être moins favorable que celle de La Haye à la pensée française et également à l'utilisation de la langue française. Désirant à tout prix conserver à notre Association un caractère véritablement universel, je suis amené à souhaiter très vivement que l'équilibre ne soit pas rompu de façon trop considérable au profit du monde anglo-saxon. Or, l'expérience des Congrès antérieurs de l'IPSA et quelques autres m'a montré que seule la présence d'une délégation française importante et active était susceptible de provoquer la constitution d'un pôle d'influence autonome par rapport au pôle anglo-saxon. La présence française, si elle se manifeste de façon appréciable, doit donc contribuer sans aucun doute à développer le caractère universel de notre Congrès. Encore une fois, la question me paraît d'autant plus essentielle que la Suède est de nos jours très fortement tournée vers la culture anglo-saxonne. » (Meynaud 1954e)

Ces appréhensions sont réactivées lors de la tenue, en 1957, de la première conférence nord-américaine (et non européenne) de l'AISP. Sous l'impulsion volontaire de son nouveau président James Pollock (Goormaghtigh 1957b) et à l'aide d'une subvention de la Fondation Ford (Goormaghtigh 1957d), une table ronde est en effet organisée à Pittsburgh sur le thème des « groupes de pression » (Goormaghtigh 1957c) et fait l'objet de réticences liées en particulier à la question de son rapporteur :

« Pollock would also prefer to have an American rapporteur. I recognize that the topic « pressure groups » has been more studied in his country than elsewhere, but, on the other hand, we have had, at La Tour-De-Peilz, two American rapporteurs out of three, and I think we cannot afford to become exclusively an American Association. » (Goormaghtigh 1957a)

Les craintes, réactivées régulièrement à l'occasion de querelles de succession – le remplacement de Pollock en 1958 (Goormaghtigh 1958c et 1958e) – ou d'évènements organisés aux Etats-Unis – la table ronde d'Ann Arbor en 1960 (Goormaghtigh 1959) – prennent au fil du temps la forme de « relations particulièrement tendues » entre pôles européen et américain (Goormaghtigh 1960a). C'est dans ce contexte que les considérations proprement numériques – l'AISP parvient-elle à rassembler dans ses manifestations un nombre équivalent de délégués européens et américains ? – se doublent de réflexions d'ordre intellectuel :

« We had quite a satisfactory meeting in Ann Arbor. There was some rather sterile discussion on what the behavioral sciences are between Americans and Europeans but on the whole I considered the outcome as satisfactory. » (Goormaghtigh 1960b)

Ce compte-rendu constitue le premier indice du glissement qui s'opère alors dans les espaces transnationaux liés à l'AISP. Auparavant dominés par des logiques d'ordre politique ou géographique, ils acquièrent progressivement une dimension scientifique

spécifique. Cette nouvelle dimension ne fait qu'accentuer le caractère structurant de la division existante entre pôle européen et pôle américain. C'est sur la base de cette division, sur laquelle on reviendra plus loin, que se fondent des développements ultérieurs fondamentaux des espaces transnationaux.

L'étude de la période 1949-1960, qui voit la mise en place des premières activités de l'AISP, permet ainsi de mettre en évidence les **frictions liées à l'institutionnalisation d'une instance de consécration spécifique**. Parce que cette organisation relève de la science politique, elle est génératrice de **tensions avec des secteurs connexes de la connaissance**. Parce qu'elle revendique une portée transnationale, elle éprouve des **difficultés à s'émanciper des contextes politiques internationaux** dans lesquels son organisme de tutelle, l'Unesco, est pris. En stimulant le développement organisationnel de la science politique dans plusieurs régions du monde, **l'AISP crée néanmoins elle-même les conditions de sa propre légitimité et de son autonomisation** en augmentant le nombre de participants à ses activités et le nombre de savants reconnaissant son pouvoir de consécration. **Ainsi perçue comme une instance de consécration transnationale à même de distribuer de nouvelles ressources symboliques, elle est progressivement constituée en enjeu au sein de champs nationaux**, aussi bien au niveau organisationnel qu'individuel. En gagnant en autonomie, elle devient aussi le **terrain de débats à teneur plus scientifique que politique ou géographique**. Ces débats spécifiques contiennent en germe la division en voie de structuration entre pôles américain et européen.

2- *L'AISP comme espace d'interaction entre pôles américain et européen (1960-68) : la structuration d'une opposition scientifique.*

Les années 1960 marquent une nouvelle étape dans la constitution des espaces transnationaux. Elles sont en effet le témoin de velléités de création de nouvelles organisations de science politique européennes sur la base du développement d'un « clivage » – au sens commun et non rokkanien du mot – spécifique entre pôles européen et américain. Ces évolutions cruciales ne sont cependant pas aisées à percevoir empiriquement : si une documentation quasi-exhaustive de la préhistoire de l'ECPR a pu être collectée, les archives de l'AISP sont lacunaires sur la période et ne comportent

aucun minutier des années 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1968, 1969 et 1970. Ces lacunes limitent donc la portée des interprétations.

Le clivage entre pôles européen et américain n'apparaît pas de manière soudaine et se structure de façon incrémentale en une succession d'étapes. La première est liée à la tenue de la deuxième table ronde américaine de l'AISP, à Ann Arbor en 1959. Son sujet principal, proposé par le président américain de l'AISP et les hôtes de la conférence, est celui des « comportements politiques » (AISP 1959). La discussion de ce thème est inédite dans les événements scientifiques de l'AISP et constitue l'une des rares occasions de confronter les points de vue de politistes de différents pays sur la question. Les débats, comme on l'a vu plus haut, débouchent sur le constat de l'existence de désaccords entre perspectives « européenne » et « américaine ». Ces « malentendus » ont à l'évidence une certaine ampleur et sont perçus comme un « fossé » :

« Thank you for the McKenzie paper. I have not read it yet but I want you to know that I share your opinion of Dahl's : it is quite remarkable, and I do believe that the lack of its equivalent at Ann Arbor perhaps explains some of the misunderstandings between the Americans and the Europeans who attended. » (Hurtig 1961a)

« I find [Dahl's paper] very remarkable, and perhaps capable of bridging the gap between what is being done in America and what is understood about it in Europe. » (Hurtig 1961b)

En dépit de ces divergences, l'inscription du thème des comportements politiques à l'agenda de l'AISP dépasse le caractère ponctuel de la table ronde d'Ann Arbor. Cette dernière coïncide en effet avec le choix du comité exécutif d'inscrire de manière durable « une liste de huit ou neuf sujets qui constitueraient, en quelque sorte, le programme à long terme de l'association ». Cette liste de thèmes forme une base au sein de laquelle « le comité du programme aurait à choisir ceux qui figureront à l'ordre du jour du congrès ». Après une longue discussion au cours de laquelle sont mobilisés des arguments ayant trait à la fois au programme de l'Unesco et aux priorités des associations nationales, huit sujets sont arrêtés (AISP 1959, c'est nous qui soulignons) :

- Problèmes des Etats multi-raciaux.
- Problèmes politiques et administratifs résultant du développement de l'énergie nucléaire.
- Les idéologies et les institutions politiques de l'Asie du sud-est.
- Les problèmes de la technocratie et le rôle des experts dans l'état moderne.

- Un sujet d'organisation internationale. Les thèmes suivants ont été suggérés :
 - Diplomatie bilatérale et diplomatie multilatérale.
 - Le rôle et le fonctionnement des secrétariats des organisations internationales.
- Le fédéralisme et son application dans les Etats nouveaux (notamment en Afrique).
- *La contribution des études du comportement politique à la science politique.*
- Le rôle des juges, des cours et des tribunaux dans la vie politique.
- Après consultation avec Morris-Jones, le comité du programme décidera s'il y a lieu de poursuivre l'étude des rapports entre pouvoir civil et pouvoir militaire.

Le libellé du thème de « la contribution des études du comportement politique à la science politique » traduit une forme d'incertitude quant à la manière dont ces études récentes doivent être intégrées aux tendances et travaux existants. L'inscription de ce sujet dans le programme de long terme de l'AISP n'est néanmoins que la première étape de son institutionnalisation, et le comité de programme décide de le sélectionner comme l'un des thèmes du congrès de Paris, en 1961. Cette inclusion est une première dans l'histoire des congrès de l'AISP, le premier (1950) ayant porté sur « les conditions minimales pour une réunion effective et permanente d'Etats », « l'influence des systèmes électoraux sur la vie politique » et « le rôle du citoyen dans une société planifiée » (Unesco 1951) ; le second (1952) sur « le gouvernement local comme base et apprentissage de la démocratie », « le rôle des idéologies dans le changement politique », « le rôle politique des femmes », « l'enseignement de la science politique » (Unesco 1953) ; le troisième (1955) sur « le gouvernement des grandes villes », « les partis politiques », « les aspects politiques du développement économique », et les « grands et petits Etats dans l'organisation internationale » (AISP 1955a) ; et le quatrième (1958) sur « le gouvernement local et les pays en voie de développement », « les rapports entre la théorie et la pratique en science politique », « le contrôle de l'entreprise publique », « les rapports du Législatif et de l'Exécutif » et « les conflits internationaux » (AISP 1958). Le sujet est, au congrès de Paris, décliné en une série de sous-thèmes – « L'optique du « comportement » dans l'étude des phénomènes politiques », « la participation des citoyens à la vie politique », « la perception des réalités politiques par les électeurs » et « les facteurs sociaux et économiques du comportement électoral » (AISP 1961) – et rassemble des tenants des deux camps comme le britannique Bernard Crick dont l'ouvrage *The American science of politics*,

paru en 1959, a violemment attaqué les travaux américains (Crick 1959, Hayward 1999 : 31) :

« For session 1, [I would like to include] Bernard Crick, who has announced that he would attend, and who has been slightly attacked in several of the papers. I think it will be good to have an anti-behaviorist as a discussant on the first session. » (Hurtig 1961c)

L'inscription de la question des comportements politiques à l'agenda du congrès de Paris coïncide avec une nouvelle décision du comité exécutif relative à la mise en place de « comités permanents chargés de suivre la recherche dans un certain nombre de domaines » (Hurtig 1961d). Les plus précoces de ces comités, nommés dans un premier temps « groupes de spécialistes », se réunissent de manière informelle dès le congrès de 1961 avant d'acquiescer, en 1964, un statut plus officiel (AISP 1964b). Six groupements, portant respectivement sur « l'utilisation des données quantitatives », « les recherches électorales », « les recherches concernant les finances et la vie politique », « les recherches concernant les groupes d'intérêt », « la prévision en matière politique » et « les recherches concernant Hobbes et Locke », sont ainsi réunis au congrès de Genève (AISP 1964b). Les deux premiers groupements, et notamment le second, contribuent à la réunion régulière des politistes intéressés par les questions de comportements politiques. Le fait que ce domaine de recherche bénéficie plus et plus rapidement que d'autres de la politique de groupes de spécialistes tient au rôle de Stein Rokkan (encadré 5) dans la mise en place de cette dernière. Rokkan, fondateur du groupe portant sur « les recherches électorales », bénéficie en effet de deux atouts. Le premier est lié à son expérience de la constitution de groupes transnationaux, dans la mesure où il a déjà impulsé l'instauration de semblables comités au sein d'une Association Internationale de Sociologie (AIS) dont il a été le secrétaire exécutif. Le second repose sur les réseaux d'interconnaissance internationaux et transatlantiques qu'il a tissés lors de rencontres antérieures, et notamment lors des sessions du congrès de Paris dédiées à « l'apport des études de comportement politique » (AISP 1961), des réunions de l'International Committee on Political Sociology qu'il a établi en 1960 sous l'égide de l'AIS et dont il est le secrétaire, et des rassemblements liés à l'enquête sur les « Smaller European Democracies » (SED) dont il est l'un des coordinateurs (Daalder 1997a : 30-1, 1997b : 232, Rose 1990 : 588-9).

Ces groupements institutionnalisés et partiellement superposés les uns aux autres constituent autant d'opportunités, pour les individus intéressés par les études de comportement politique, de se rencontrer. A ces possibilités s'ajoute une politique en développement des universités nord-américaines – dont, en particulier, celle de Yale – qui accueillent, sous l'impulsion notable de fondations philanthropiques, un nombre croissant d'universitaires étrangers à différents stade de leur carrière pour des échanges de courte durée. Par exemple, Hans Daalder se rend ainsi à Harvard et Berkeley en 1960-61 grâce à un financement de la Fondation Rockefeller (Daalder 1997b : 231), Jean Blondel passe l'année 1962-63 à Yale à l'aide d'une bourse du American Council of Learned Societies (Blondel 1997 : 116), Giovanni Sartori bénéficie de « visiting professorships » pour se rendre à Harvard (1964-65) puis à Yale (1966-69) (Sartori 1997 : 97), tandis que Stein Rokkan et Rudolf Wildenmann se rendent respectivement à Yale et à l'Université de New York à Buffalo (1969-70) (Blondel 1997 : 118, Kaase et Wildenmann 1997 : 49). Cette multiplication des contacts entre politistes américains et européens contribue à affiner et à préciser la mise en récit d'un clivage entre les deux pôles. Plus qu'un simple fossé, cette différence prend la forme, dans la rhétorique de certains politistes, de la crainte d'un retard européen croissant. Serge Hurtig et Jean Blondel sont de ceux-là. Le premier, à la suite de son expérience de sept ans au secrétariat général de l'AISP (1961-67), est marqué par la présence de plus en plus importante des délégués américains aux manifestations de l'Association Internationale. Il revient ainsi du congrès de Bruxelles (1967) « préoccupé quant au futur » de la science politique européenne (Hurtig 1967b, Hurtig 2008 : entretien). Le second, marqué par un séjour d'un an à l'université américaine de Yale juste après sa nomination à l'université d'Essex, est impressionné par la taille des départements américains et stigmatise la faiblesse quantitative de la science politique européenne (Blondel 2009 : entretien) :

« Le risque d'un décalage entre les chercheurs des centres les plus avancés et les mieux équipés et la masse des autres est très grand ; un tel décalage, s'il devait persister, équivaldrait en science politique à l'établissement d'une prépondérance durable des pays de langue anglaise. » (Hurtig 1969a)

« Je deviens peut-être un peu obsédé par la chose, mais je vois trop d'américains, ici et ailleurs, pour ne pas être conscient du fait que l'énorme distance qui nous sépare des académiques nord-américains ne fait que s'accroître et qu'il commence à devenir de plus en plus difficile d'imaginer comment nous pourrions continuer à avoir un dialogue au cours des années qui viennent. J'ai siégé depuis quatre ans sur la commission de science politique du

Social Science Research Council anglais, et, franchement, c'est assez attristant à toutes sortes de points de vue. » (Blondel 1969b)

Encadré 5 : Stein Rokkan (1921-1979)



Né le 4 juillet 1921 à Narvik (Norvège), Stein Rokkan étudie la philosophie politique à l'Université d'Oslo à partir de 1939. Son cursus, interrompu en 1943 par la fermeture de l'université par les nazis, reprend en 1945 et se termine 1948 par la rédaction d'un mémoire de master sur la pensée de David Hume. L'obtention d'une *fellowship* de la Fondation Rockefeller l'amène à passer deux années (1948-50) d'abord auprès de Lazarsfeld à l'Université Columbia, puis à Chicago.

Après un passage d'un an à la LSE (1950-51), il revient en Norvège en tant que chercheur au nouvel Institute of Social Research, où il reste en poste pour le reste de sa carrière tout en multipliant les séjours de recherche à l'étranger. Auteur de célèbres travaux comparatifs en sociologie politique, Stein Rokkan a œuvré au sein de multiples espaces pour contribuer à construire un réseau international de *social scientists* enclins à la comparaison. Secrétaire général et vice-président de l'Association Internationale de Sociologie (1967-70), créateur et secrétaire du l'International Committee on Political Sociology de cette même association (1960-70), président de l'AISSP (1970-73), co-fondateur et premier président de l'ECPR (1970-76), président du Conseil International des Sciences Sociales (1973-77), codirecteur de l'enquête « Smaller European Democracies » (aux côtés de Val Lorwin, Hans Daalder et Robert Dahl) (1961-70) ne sont que quelques-unes des nombreuses fonctions transnationales qu'il a ainsi occupées.

Ces perceptions s'accompagnent de l'idée selon laquelle une solution pour pallier ces retards pourrait être de nature organisationnelle. La constitution d'une association européenne apparaît en effet d'autant plus nécessaire que la compréhension du processus « intéressant », « nouveau » et « original » de construction politique européenne appelle des efforts de recherche collectifs à l'échelle du continent (ADESPE 1968 : 370). Plusieurs politistes conçoivent ainsi, de manière encore relativement abstraite et sans concertation préalable, des projets d'association européenne de science politique :

« In early 1967 I happened to be at Stanford when Stein Rokkan, Hans Daalder, Bob Dahl and Val Lorwin [NB : les coordinateurs du projet SED] were at the Centre for Advanced Study in the Behavioral Sciences, and had lunch with them once a week. From these discussions I produced a memo for lunchtime discussion about creating CHERP (Clearing House for European Research on Politics) modelled on the Council of European Studies at Columbia. There was a generally positive discussion. But I realised it would be a lot of work and I

wanted to protect my research time. So I didn't do anything with it. » (Rose 2010 : 3)

« En 1967, lorsque je suis revenu de Bruxelles où se tenait le congrès mondial de science politique, j'ai fait une note à Jean Touchard sur la nécessité à mes yeux de constituer un organisme européen. [...] Ce que je suggérais c'était non pas une association ayant des membres individuels mais ayant des membres institutionnels comme le consortium américain de science politique qui était basé à Ann Arbor, à l'université du Michigan [...]. Alors assez curieusement, c'est une coïncidence, Jean Blondel que je connaissais bien, qui était un ami, a eu une idée identique en Angleterre. » (Hurtig 2008 : entretien)

Ces premiers projets conduisent, dans un premier temps, à des efforts nationaux. Le plus précoce de ces derniers est celui qui mène, en 1964, à la constitution de l'Association pour le Développement de la Science Politique Européenne (ADESPE). Si les informations manquent quant aux porteurs de cette initiative, l'organisation semble originellement fondée comme une association de portée nationale destinée à promouvoir une science politique de la construction européenne. Ce n'est que dans un second temps qu'elle acquiert, à travers le développement d'une base de membres originaires de dix pays différents, une dimension internationale :

« L'Association pour le développement de la science politique européenne (ADESPE), créée en mai 1964, était conçue initialement à l'échelle de la France ; mais les adhésions qu'elle a enregistrées et, surtout, la nature des problèmes qui l'intéressent ont fait que progressivement elle a étendu ses activités hors du cadre national et que, actuellement, elle groupe une dizaine de pays.

La création de l'ADESPE a marqué en quelque sorte le début de l'internationalisation, en Europe, de la science politique, qui est la discipline dont l'existence a été le plus longtemps controversée et dont la définition est la plus difficile à préciser. La création d'organismes européens et, plus encore, celle des communautés européennes ont donné une nouvelle dimension à la science politique ; sans faire disparaître en quoi que ce soit l'intérêt des études et des recherches portant sur les phénomènes politiques qui se déroulent à l'échelon national ou international, elle met, sous les yeux des observateurs et des savants, des organismes où le pouvoir de décision est partagé et organisé d'une manière originale et où les phénomènes d'intégration sociale se manifestent selon des processus qui sont nouveaux par leur rythme et leur déroulement. » (ADESPE 1968 : 370-1)

Si l'ADESPE et son extension constituent un indice du caractère partagé des velléités de développement de contacts entre politistes européens, sa portée est néanmoins à relativiser. Son activité se limite en effet à quelques conférences organisées en France à Lyon, Caen (1966), Grenoble et Strasbourg (1968) et ne semble pas perdurer au-delà de

la fin des années 1960. L'Association ne représente cependant que la première d'une série d'initiatives dont la portée est d'abord nationale avant d'être européenne et dont les fortunes vont s'avérer différentes. L'une d'entre elles découle ainsi de mémorandums produits par Serge Hurtig et Jean Touchard à leur retour du congrès AISP de Bruxelles (1967). Diffusés aux membres du conseil de l'AFSP, ces documents se montrent alarmants quant au statut de la science politique française au sein de l'AISP, tant du point de vue de son poids humain que de son influence intellectuelle :

« La principale remarque qui doit être formulée c'est que la science politique française a été – en dehors de quelques brillantes exceptions – peu présente à un congrès qui avait réuni plus de 750 congressistes (200 de plus que lors du précédent congrès), et notamment une délégation américaine très nombreuse et comprenant les noms les plus connus de la science politique aux Etats-Unis. Les Français, en revanche, était [*sic*] peu nombreux. [...]

Une sorte de cercle international à dominance américaine mais dont font partie quelques européens, comme M. Rokkan ou M. Sartori, tend ainsi à se constituer, sans qu'aucun spécialiste français en fasse partie. C'est ainsi que, dans les séances sur la typologie des régimes politiques, la plupart des orateurs faisaient référence à l'ouvrage classique de Maurice Duverger sur les partis politiques, et que le rapport introductif de M. Sartori était largement consacré à le réfuter, sans qu'aucune mention fût faite des travaux français postérieurs à la publication de cet ouvrage, et sans qu'aucun orateur français intervînt dans la discussion. » (Touchard 1967)

Comme le détaille Yves Déloye (2009c), ce cri d'alarme déclenche une forme de crise identitaire quant à la portée internationale de la science politique française et débouche sur une série d'initiatives chargées de remédier à cette faiblesse perçue. Il donne ainsi lieu à la tenue, le 8 mars 1969, d'une journée d'étude consacrée à l'établissement d'un « bilan des lacunes de la science politique française par rapport à ses voisines ». Cette conférence repose sur un document produit par Serge Hurtig (encadré 6) qui pointe la crainte que, suite au « développement de nouveaux paradigmes théoriques » et à « l'amélioration notable des méthodes d'enquête et de recherche », un décalage se développe « entre les pays capables de suivre ce mouvement de développement scientifique (notamment du point de vue des infrastructures de recherche, des banques de données socio-politiques et de la qualité des cursus d'enseignement supérieur) » et ceux qui s'enferment dans une « production locale dont le caractère malhabile et périmé est souvent – mais pas toujours – reconnu, et dont la valeur folklorique est de moins en moins souvent proclamée » (Déloye 2009c). La journée débouche sur une série de décisions incluant une réflexion sur les possibles réformes des formations de troisième cycle en science politique et de la programmation scientifique de l'AFSP.

Encadré 6 : Serge Hurtig (1927-...)



Né en 1927 à Bucarest, Serge Hurtig rejoint la France (1939-42) puis l'Argentine (1942-46) où il obtient son baccalauréat au lycée français de Buenos Aires. Etudiant à l'Université Georgetown de Washington (1946-48), il termine son cursus universitaire à l'IEP de Paris (1948-50), dont il est diplômé. Il poursuit ensuite sa carrière professionnelle au sein de la FNSP, occupant des postes à la direction des services de documentation (1971-91), au secrétariat général (1971-91) et à la direction scientifique (1991-95). En tant que professeur de science politique, il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris mais aussi dans les IEP de Bordeaux et Grenoble ou encore à la Johns Hopkins University.

Son activité associative est marquée par près de 60 années d'implication au sein de l'AISP. Assistant de Jean Meynaud au congrès de La Haye (1952), il occupe les fonctions de secrétaire général (1960-67) et vice-président (1979-85) de l'Association. Editeur des *International Political Science Abstracts* pendant 40 ans (1963-2003), il en est toujours aujourd'hui le coéditeur. Il a aussi pris part à la création de l'ECPR dont il a été membre du comité d'exécutif (1970-73).

Ce type d'avertissement n'est pas accueilli de manière aussi favorable dans tous les contextes nationaux. Le mémorandum produit par Jean Blondel (encadré 7) à l'attention du conseil de la Political Studies Association (PSA) britannique, dont il est membre, se heurte en effet à une forme de réticence. A la suite de l'augmentation récente des effectifs politistes, la note pointe sans ambiguïté les lacunes de la science politique britannique en termes de degré de coordination entre ses membres et encourage la PSA, « que cela lui plaise ou non », à assumer une fonction de « clearing house » intermédiaire entre départements de science politique et à améliorer la qualité de la préparation de ses conférences en soutenant, « sur le modèle de l'AISP », des réunions régulières de groupes de spécialistes de sujets particuliers (Blondel 1968, notre traduction). Ces propositions sont cependant accueillies avec scepticisme et ne débouchent, après quelques hésitations, sur aucune mesure concrète (Grant 2010 : 54). Les efforts de Blondel pour faire valoir un argument similaire au sein du cercle plus restreint du « comparative politics group » de la PSA³⁷ ne rencontrent pas plus de

³⁷ Formé en 1967, le « comparative politics group » est le premier groupe de spécialistes à être fondé sous l'égide de la PSA. Il regroupe des « membres clés de la discipline britannique comme Jean Blondel, Norman Chester, Sammy Finer, W.J.M. Mackenzie et Richard Rose » (Grant 2010 : 64, notre traduction).

succès. Ses remarques, qui dépassent alors le cadre national pour prendre une dimension européenne, pointent toujours un manque d'interconnaissance entre politistes et suggèrent de possibles solutions :

« Professor Blondel's suggestions for inter-European collaboration. The Chairman summarised a letter from professor Blondel, in which he made two points:

(a) Research project and work done by political scientists are not well known from one country to another. Professor Blondel suggested that this position might be improved by the production of an annual list of titles of articles produced in each country. [...]

(b) Contacts between young academics in similar fields in the profession in different countries are almost non-existent, and Professor Blondel suggested the organisation of study groups of perhaps 20 younger (25-35 years) members of the profession from different countries working on similar topics in relation to their own countries, not necessarily comparatively. The subject which he thought might be suitable for a start were « Parliament » and « Local Politics ». » (PSA 1968a)

Encadré 7 : Jean Blondel (1929-...)



Né en 1929, Jean Blondel a, après une scolarité jésuite, continué ses études au lycée puis à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Après un bref passage au Brésil grâce une bourse de mobilité attribuée par l'IEP, il obtient son diplôme et poursuit ses études au St Anthony's College d'Oxford (1953-55) puis à l'Université de Manchester (1955-56). Nommé *assistant lecturer* au University College of North Staffordshire (qui deviendra plus tard l'Université de Keele) par S.E. Finer en 1958, il bénéficie quatre ans plus tard de deux opportunités.

La première est une offre de A.E. Sloman de prendre la tête du nouveau département de *government* de l'Université d'Essex. La seconde est un financement de l'American Council of Learned Societies lui permettant de passer une année au sein de l'Université américaine de Yale en 1963-64. Après un nouveau passage en Amérique du Nord à la Carleton University d'Ottawa (1969-70) et deux décennies à Essex (1964-84), Jean Blondel passe une année à la Russell Sage Foundation (1984-85) avant d'être nommé à l'Institut Universitaire Européen de Florence (1985-94).

Spécialiste de politique comparée européenne marqué par ses séjours américains, Jean Blondel oriente son activité associative vers l'adaptation du modèle de la science politique américaine en Europe et au Royaume-Uni. Cofondateur et premier directeur exécutif de l'ECPR (1970-79), il est aussi actif au sein de la Political Studies Association et impliqué dans la création du *British Journal of Political Science* et de l'école d'été d'Essex.

Les mesures proposées restent cependant à nouveau lettre morte. Si la question fait l'objet de quelques débats du « comparative politics group », les discussions se font de plus en plus abstraites au fil des réunions (PSA 1968b, 1968c, 1969a). Trois absences consécutives de Blondel contribuent, en 1969, à la disparition progressive de l'agenda du groupe de la question (PSA 1969b, 1969c, 1969d), dont il est finalement dit que « la question de la formation d'une PSA européenne va probablement être prise en charge par le comité exécutif de l'AISP » (PSA 1969d, notre traduction).

L'absence relative de réaction de la PSA aux propositions de Blondel peut s'expliquer de différentes manières. La première tient à la crise que traverse l'Association britannique au cours de la période 1964-75 (Grant 2010 : 46-71), sur laquelle on reviendra. La seconde, partiellement liée à la première, a trait aux fortes évolutions qui affectent, au cours des années 1960, la structure disciplinaire de la science politique britannique et qui provoquent des tensions entre les représentants des universités anciennes et nouvelles composant le conseil de la PSA. L'enseignement supérieur britannique entre en effet, à cette époque, dans une phase de massification contrastant avec son élitisme antérieur. Confronté à une hausse pléthorique des demandes d'entrée à l'université et à la nécessaire professionnalisation des enseignements imposée par les impératifs de reconstruction d'après-guerre, le gouvernement s'appuie sur l'enquête Anderson (1961) et le rapport Robbins (1963) pour adopter le principe d'une augmentation de 50 % des capacités d'accueil universitaires, pilotée par le University Grants Committee (UGC). Compte tenu des réticences d'Oxford et de Cambridge à professionnaliser plus avant leurs enseignements et de la saturation de leurs collèges en termes d'effectifs, l'atteinte des objectifs du UGC passe par la rénovation des *civic universities* existantes et la fondation de nouveaux établissements. Sont ainsi créées dans les années 1960, à la suite de l'expérience pilote de Keele (1949), les *plateglass universities* de York, East Anglia (1963), Essex, Lancaster (1964), Coleraine, Kent, Warwick (1965), et Stirling (1967). Libres de toute « dépendance au sentier » et chargées de mettre sur pied un enseignement différent de celui d'Oxbridge, ces nouvelles universités bénéficient d'une certaine latitude dans leur organisation qui permet l'introduction de nombreux changements (Anderson 1995 : 16-7, Barry 1999 : 434-6, Budge 2008 : entretien, Grant 2010 : 47-8, Moodie et Eustace 1974 : 32, Ross 1976 : 36, Shattock 1991 : 16). Les sciences sociales, institutionnalisées par des départements dans chacun des nouveaux établissements, comptent parmi les

bénéficiaires de ces transformations (Budge 2008 : entretien). Pour les études politiques, l'heure est donc à une expansion disciplinaire qui génère rapidement des rivalités entre universités nouvelles et plus anciennes.

Ces rivalités s'expriment dans la compétition pour des sources de financement, et notamment celles qu'offrent le Social Science Research Council (SSRC)³⁸ dans le cadre de l'allongement de la durée des cursus³⁹. Comme le pointe Wyn Grant, le SSRC répond aux demandes selon une « politique de distribution de bourses aussi large que possible, combinée à une forme de sélectivité » (Grant 2010 : 49, notre traduction). Si trente universités candidates reçoivent au moins une bourse tandis que six seulement repartent les mains vides, il est frappant de constater que cinq institutions concentrent à elles seules 50 % des crédits alloués : la LSE reçoit 23 des 132 allocations et les universités d'Essex, Manchester, Oxford et Aberystwyth en obtiennent respectivement 14, 12, 9 et 8. Essex apparaît ainsi comme le seul, parmi les nouveaux établissements, à tirer véritablement son épingle du jeu.

Ce cas particulier nécessite de plus amples développements, dans la mesure où sa rapide émergence tient notamment au mode de fonctionnement relativement atypique de l'université. Confronté à la marge de manœuvre organisationnelle propre aux nouveaux établissements, Albert E. Sloman, *Vice-Chancellor* de l'université, a en effet fait le choix de ne créer qu'un nombre limité de départements : au lieu de reproduire, à l'image des universités plus anciennes, une offre d'enseignements exhaustive, seules certaines disciplines figurent dans l'organigramme. Moins nombreux, les départements sont donc mieux financés et disposent d'une grande latitude dans l'utilisation de ces ressources (Budge 2008 : entretien, Moodie et Eustace 1974 : 72). Le département de *government* connaît de ce fait une croissance rapide en particulier en termes d'effectifs, et les postes ainsi créés sont attribués à des politistes relativement jeunes qui, parce qu'ils ne sont que peu nombreux, bénéficient du fort appel d'air suivant la multiplication

³⁸ Créé en 1965 par le nouveau gouvernement Labour, le SSRC a pour mission de guider et de financer les recherches en sciences sociales en lien avec les réformes institutionnelles en cours (Hayward 1991b : 316).

³⁹ Jusque-là, les études supérieures se limitaient à trois années d'*undergraduate studies*. L'allongement de la scolarité de deux années supplémentaires (les *graduate studies*) s'impose progressivement, au même titre que la professionnalisation des enseignements, dans le contexte de reconstruction d'après-guerre (Ross 1976 : 36-7).

des départements d'études politiques pour se voir propulsés à des postes de responsabilité⁴⁰.

Jean Blondel est ainsi nommé à la tête du département. Impressionné par son récent séjour d'un an aux Etats-Unis⁴¹, il contribue à orienter l'objectif de l'institution vers l'atteinte d'une taille critique capable de rivaliser avec les centres américains (Budge 2008 : entretien) et vers la promotion d'une science politique « moderne » (Blondel 1969b). Cette ambition se concrétise d'abord par le recrutement de jeunes politistes ayant une expérience concrète de la science politique et du système universitaire nord-américains⁴². Elle prend aussi, parallèlement, la forme d'une course aux financements nationaux et internationaux. La démarche est, sur le long terme, couronnée de succès, mais débouche à court terme sur des incohérences et un climat général d'improvisation (Budge 2008 : entretien). Le cas des bourses SSRC est à cet égard emblématique. Lorsque le Conseil lance son appel à candidatures pour l'attribution de bourses de deuxième cycle, le département saisit la balle au bond en recrutant à l'emporte-pièce une douzaine d'étudiants disposés à candidater et, en cas de succès, à poursuivre leur scolarité à l'université d'Essex. Si tous les candidats proposés obtiennent un financement, le bilan de l'opération est mitigé à court terme : 11 des 12 étudiants n'obtiennent pas leur diplôme et les enseignants, sollicités dans l'urgence, ne délivrent que des cours de « qualité moyenne ». Ce n'est qu'à plus long terme que la démarche porte ses fruits : elle permet à Essex de s'assurer un soutien financier quasi-structurel qui va progressivement lui permettre de bâtir ce que ses membres présentent comme « la meilleure *graduate school* en science politique du Royaume-Uni » (Budge 2006 : 318, 2008 : entretien). Le cas de l'école d'été d'Essex est également un exemple

⁴⁰ Richard Rose (1999 : 466, 481) illustre bien ce point en évoquant le cas de Manchester : « The expansion of the universities in the 1960s resulted in [W.J.M. Mackenzie's] department of ten people providing more than two dozen professors to departments of political science in Britain and abroad » ; « they included Mudathir Abdul-Rahim, Malcolm Anderson, A.H. Birch, Jean Blondel, Coral Bell, Peter Campbell, Brian Chapman, Clement Dodd, David Donnison, John Erickson, Cherry Gertzel, W.H. Greenleaf, J.W. Grove, Lewis Gunn, H.J. Hanham, Martin Harrison, J.M. Lee, Henry Parris, A.M. Potter, F.F. Ridley, Richard Rose, R.N. Spann, Roger Williams, and Maurice Wright ».

⁴¹ Blondel, formé en France avant son arrivée à Manchester, a enseigné au Brésil et à l'université anglaise de Keele avant d'être recruté à l'université d'Essex. Cette dernière est formellement fondée en 1963, année pendant laquelle Sloman effectue ses premières nominations. L'accueil d'étudiants n'intervient cependant pas avant 1964, ce qui donne à Blondel le temps nécessaire à un séjour américain en 1963-64 (Blondel 1997 : 115-6, Budge 2006 : 317, 2008 : entretien, Ford Foundation 1969).

⁴² Tony King, successeur de Blondel à la tête du département, est recruté en 1965. Ian Budge, premier directeur de l'école d'été et deuxième Directeur Exécutif de l'ECPR, est recruté en 1966 (Budge 2008 : entretien).

de cette course aux subventions. Par le biais de contacts établis lors de leurs séjours américains, les membres du département ont en effet vu d'un financement accordé tous les deux ans par l'Unesco pour la tenue d'une école d'été européenne en sciences sociales⁴³. Profitant à nouveau de la rareté des candidatures, ils obtiennent la subvention pour l'année 1968 et organisent l'école à Essex. Le bilan est, là encore, mitigé à court terme : le contenu des cours n'est aucunement défini lors de l'obtention des financements, l'organisation de l'école est perturbée par des difficultés techniques et par les révoltes estudiantines de mai, et Essex manque du personnel enseignant capable d'assumer la nouvelle charge de cours. L'expérience débouche cependant sur une forme de pérennisation : capitalisant sur cette première expérience, les organisateurs de l'école parviennent à la reconduire sans financement l'année suivante, puis à obtenir de nouveaux fonds pour la renforcer en 1970 (Budge 2006 : 319, 2008 : entretien).

Cette croissance rapide d'Essex et plus largement des nouvelles universités n'est pas toujours vue d'un bon œil par des départements plus anciens dont certains se montrent également méfiants à l'égard des fortes influences de l'exemple américain qui sous-tendent leur activité. Le cas de l'école d'été d'Essex, fortement inspirée du modèle de son homologue de Michigan, permet d'illustrer ce point. Sous l'impulsion de Ian Budge – qui a assisté en 1966, juste avant son recrutement au département de *government*, à l'école de Michigan – l'enseignement porte tout entier sur des méthodes statistiques sophistiquées assistées par ordinateur. Le modèle est suivi au point d'être sollicité via les contacts de Tony King – arrivé à Essex en 1965 après une formation initiale au Canada et un bref passage à Oxford – pour aider au projet : c'est Lutz Erbring, doctorant allemand à l'université de Michigan, qui assure à deux reprises les six semaines de séminaires de l'école d'été d'Essex, en 1968 et en 1969. Le soutien prend presque la forme d'un mécénat lorsque, confronté à l'absence de financement pour l'école de 1969, l'Inter-University Consortium for Social and Political Research (ICSPR), organisateur de la *summer school* de Michigan, prend la décision d'assumer la rémunération de Erbring (Budge 2006 : 319). Ces liens américains sont peu compatibles avec les partis pris intellectuels des membres de l'université d'Oxford, et cette opposition est mise à jour par l'abandon d'un projet de collaboration autour de l'école d'été de 1968 (Budge

⁴³ L'école d'été a alors déjà eu lieu à deux reprises : à Cologne en 1964, et à Amsterdam en 1966 (Blondel et Rokkan 1969).

2008 : entretien). Ce type de tensions permet de faire sens des réticences que rencontrent les projets portés par Blondel auprès de la PSA.

L'étude de la période 1960-68 permet ainsi de mettre en évidence la **structuration progressive d'une division scientifique entre pôles américain et européen**. Cette évolution apparaît liée à la **multiplication des mises en présence, au sein d'espaces transnationaux notamment associés à l'AISP, de politistes issus de champs nationaux variés et intéressés par l'étude des comportements politiques**. Si les écarts constatés entre Europe et Amérique du Nord reposent sur des éléments objectifs (poids quantitatif des départements américains, expansion du béhaviorisme), le clivage est aussi une affaire de **perceptions qui font l'objet, au fil du temps et de la répétition des contacts transatlantiques, de mises en récits de plus en plus étoffées**. Perçu comme un retard, l'écart donne lieu à des tentatives de réformes portées d'abord au niveau national. Alors que les tentatives françaises sont soutenues pour déboucher sur des réformes d'ampleur nationale, les suggestions britanniques rencontrent une forme de scepticisme limitant leur portée. C'est ce **blocage d'ordre à la fois disciplinaire et scientifique** qui conduit, au cours de la période suivante, à la recherche de ressources alternatives à celles offertes par l'espace national.

II. La structuration de l'AISP et de l'ECPR (1968-2010) : l'internationalisation comme produit de logiques spécifiques.

La période 1946-1968, cruciale en ceci qu'elle voit l'affirmation d'une première association transnationale de science politique, pose les conditions de l'émergence, lors de la phase suivante, d'une organisation européenne et d'une reconfiguration corrélative des espaces transnationaux (1968-88). A la suite notamment du tournant que constitue la chute du communisme, la période 1989-2010 est quant à elle marquée par une professionnalisation supplémentaire des associations existantes et une dynamique de création de nouveaux espaces aboutissant à terme à la structuration d'une compétition transnationale.

A) L'émergence de l'ECPR (1968-1988) : une reconfiguration de la structure des espaces transnationaux.

L'ouverture de nouveaux espaces transnationaux sous l'égide de l'AISP et la structuration consécutive d'une opposition entre pôles européen et américain contribuent à créer les conditions sociales de possibilité de l'émergence d'une nouvelle organisation transnationale de science politique (1968-70). La création et l'affirmation de ce Consortium européen a pour conséquence, en lien avec le développement de l'AISP, une reconfiguration de la structure des espaces transnationaux (1970-88).

1- La création de l'ECPR (1968-1970) : les ressorts d'un conflit européen.

Comme on l'a vu, les avertissements de politistes européens quant à ce qu'ils perçoivent comme un « retard » de leur continent vis-à-vis de l'Amérique du Nord rencontrent des fortunes diverses dont les implications ne dépassent guère les frontières nationales. Ces récits acquièrent à la fin des années 1960 une dimension transnationale qui, avant d'aboutir à la création d'une nouvelle organisation, sont sources de tensions entre politistes européens.

C'est lors de discussions entre deux politistes évoluant respectivement au sein des champs britannique et français, Jean Blondel et Serge Hurtig, que les implications de ces récits sont déplacées au niveau transnational. Les deux hommes se connaissent en effet depuis longtemps (Hurtig 2008 : entretien) et ont l'occasion d'avoir des contacts fréquents lors des venues de Blondel à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Fort des bonnes relations tissées lors de sa formation à l'Institut avant son départ au Royaume-Uni (Touchard 1957a), ce dernier y assure régulièrement un cours de « vie politique britannique » (Hurtig 1967a). C'est donc dans le cadre de discussions routinières que Blondel et Hurtig en viennent à échanger leurs points de vue sur l'état de la science politique⁴⁴. Sur la base du constat commun que « nos relations avec des collègues et centres américains sont souvent plus faciles et plus intimes que nos liens intra-européens » (Hurtig 1969b, notre traduction), ils forgent ainsi un projet de « Groupe Européen de Recherches Politiques Comparatives » sous la forme, imitée de l'ICSPR, d'une fédération d'institutions plutôt que d'une association d'individus. Avec l'appui de

Stein Rokkan, qu'ils ont tous deux eu l'occasion de côtoyer respectivement en tant que secrétaire général de l'AISP et en tant que membre des mêmes réseaux structurés par l'ICSPR et les études de comportements politiques (Blondel 1997 : 119), ils convoquent une réunion de discussion du projet le 16 juin 1969. Sans doute échaudés par la portée limitée de certains des entreprises antérieures, ils limitent néanmoins leur invitation à « quelques personnes que nous connaissons » et la formulent extrêmement prudemment :

« From talks with colleagues over the years, several European political scientists concluded that *at some time* it *might* be useful to *try* and set up *some kind of very informal* network linking the institutions and centers *really* interested in comparative research and contacts [...]. We feel that this must be a *very modest* start. » (Hurtig 1969b, c'est nous qui soulignons)

Sont ainsi conviés à la réunion, outre Blondel, Hurtig et Rokkan, D.N. Chester (Oxford, encadré 8), Hans Daalder (Leiden), Gerhard Lehbruch (Tübingen), Nicola Matteucci (Bologne), Jörgen Westerstahl (Göteborg) et Rudolf Wildenmann (Mannheim). Une partie de ces invitations est liée aux réseaux d'études du comportement politique : Blondel, Daalder, Rokkan et Westerstahl ont tous quatre pris part à la session du congrès AISP de Paris consacrée à ces questions (AISP 1961), tandis que Blondel et Wildenmann se sont rencontrés à travers la « Cologne election study » mise en place par ce dernier quelques années plus tôt (Kaase et Wildenmann 1997 : 51). D'autres invitations sont à rattacher aux réseaux de la Fondation Nationale des Sciences Politiques : Chester est impliqué, au côté de Hurtig, dans un partenariat entre Nuffield College et FNSP (Hurtig 1970a, Hurtig 2008 : entretien), tandis que Lehbruch a probablement conservé des liens à l'IEP de Paris après y avoir passé une partie de sa formation (ECPR 2010). Chester, Daalder, Matteucci, Westerstahl et Wildenmann étant « retenus à la dernière minute par des problèmes d'étudiants ou des négociations de réformes universitaires », les premiers sont respectivement représentés par Uwe Kitzinger (Oxford), Arendt Lijphart (Leiden) et Anna Oppo (Bologne). Outre Blondel, Rokkan et Lehbruch, des représentants de la FNSP – Alfred Grosser, Georges Lavau, Jean Meyriat et Jean Touchard – assistent également à la réunion, dont Serge Hurtig assume la présidence (Kitzinger 1969).

⁴⁴ « Après tout, nous avons commencé à discuter de tout ça dans ton bureau, rue Saint-Guillaume ! » (Blondel 1969e).

Autour des deux questions posées par la forme du futur groupement se nouent alors des affrontements entre personnalités fortes⁴⁵ porteuses de conceptions incompatibles. Le premier dilemme est d'ordre organisationnel et oppose deux clans : le premier – emmené par Lehman et, dans certaine mesure, Rokkan – est partisan de définir d'abord des thèmes de recherche fédérateurs et de se mettre ensuite en quête de membres ; le second – avec Blondel à sa tête – donne priorité à la constitution d'une base solide de membres sur laquelle fonder, par la suite, une ligne intellectuelle. S'affrontent ainsi une logique de projet et une logique d'institution, la première étant plus encline à ouvrir la nouvelle organisation à des membres individuels que la seconde, clairement axée sur les membres institutionnels. Le second dilemme relève du domaine intellectuel et se structure autour d'un clivage entre partisans d'une inclusion des méthodes quantitatives comme axe majeur du futur réseau – là encore sur le modèle de l'ICPR – et ceux pour qui il faut « ne pas seulement prendre en considération les gens qui sont habitués à travailler avec des data, des machines à calculer, car le choix serait limité » (Anonyme 1969). Les clans ainsi définis par les deux dilemmes se recoupent en réalité partiellement, le développement de méthodes quantitatives nécessitant d'importants moyens financiers que seuls des membres institutionnels seraient en effet capables de fournir. De sorte que Blondel stigmatise « la manière cavalière avec laquelle (le représentant de Nuffield) Kitzinger a paru traiter l'ensemble de l'opération » en ces termes :

« C'est entendu, ils donnent \$1.000 (de fonds de Ford qu'ils n'ont pas trouvé le moyen d'utiliser jusque-là !) mais Kitzinger ne savait rien sur Michigan, et si je ne l'avais pas poussé au cours du meeting, qu'aurait-on fait ? Avec £ 50, disait-il, c'est bien suffisant. » (Blondel 1969b)

Au-delà d'une lutte intellectuelle, la réunion de juin est aussi le théâtre d'oppositions entre institutions. La volonté de faire du futur groupement une fédération d'institutions place en effet le débat sur le terrain disciplinaire : chacun des participants, loin de n'être qu'un individu porteurs de récits qui lui sont propres, est aussi le porte-parole – et à bien des égards le défenseur – de l'institution qu'il représente. Se cristallisent ainsi autour du projet de Groupe Européen des « rivalités inter-universitaires » « renforcées par une expérience de plusieurs années » (Hurtig 1970a, Blondel 1969b), et les tensions entre

⁴⁵ Si l'histoire du Consortium est dès le départ chaotique et émaillée de conflits, cela tient en grande partie à la force des personnalités impliquées (de Janosi 2008 : entretien). Des querelles ouvertes éclateront ainsi notamment entre Blondel et Hurtig (juillet 1969) (voir Blondel 1969b, Hurtig 1969f, 1969g, Kohl 1969) et Blondel et Rokkan (notamment 1971, 1976) (De Janosi 1976, Hurtig 1971, Rokkan 1976).

universités britanniques anciennes – Oxford, via Kitzinger – et nouvelles – Essex, via Blondel – éclatent au grand jour. Ces anciens griefs sont par ailleurs exacerbés par le fait que Blondel voit le futur Groupe « comme une organisation fédérale, mais d'un type assez particulier, en ce sens que certaines tâches seraient déléguées à certaines institutions, mais, en principe au moins, de façon sinon permanente, du moins à relativement long terme » (Blondel 1969a). De sorte que chacune des activités à venir devient enjeu potentiel de luttes et de jalousies :

« I think one of the problems with Paris (and probably Oxford and if I am going to be quite frank, even Stein Rokkan) has been that Essex has laid on a training course in 68, another in 69 and is having one in 70 and that some of this was seen as empire-building on our part. » (Blondel 1969c)

Encadré 8 : Sir Norman Chester (1907-1986)



Né en 1907 dans une famille modeste de Manchester, D.N. Chester travaille dès l'âge de 14 ans au département du trésor du City Council de Manchester. Il poursuit parallèlement ses études par le biais de cours du soir et obtient un diplôme en administration de l'Université de Manchester. Devenu *lecturer* au sein de ce même établissement, il est appelé à la section économique du war cabinet et y exerce la fonction de secrétaire du comité Beveridge jusqu'en 1945. A l'issue de la guerre, il rejoint le Nuffield College d'Oxford dont il devient le *Warden*, poste qu'il occupe jusqu'en 1978 tout en maintenant ses liens politiques à travers la participation à plusieurs comités.

Parallèlement à ce cursus disciplinaire, D.N. Chester a publié de nombreux travaux dans le domaine des études de l'administration publique. Il a aussi exercé plusieurs fonctions associatives en science politique, tant sur le plan national – il est l'un des fondateurs et le premier président de la Political Studies Association (1950-57) – que transnational – président de l'AISP de 1961 à 1964 et membre fondateur de l'ECPR, il est longtemps membre du comité exécutif des deux organisations (respectivement de 1952 à 1967 et de 1970 à 1976).

Ainsi transformé en terrain et enjeu de luttes plus ou moins larvées, le projet de groupement ne débouche, au terme de la réunion de juin, que sur un accord *a minima* : une décision de principe est prise de créer un « European Group for Comparative Political Research », financé la première année par des contributions de 1,000 \$ de la part de Nuffield et de la FNSP, et visant à la réunion de politistes européens lors d'un

colloque à Leiden sur le thème fédérateur des comportements parlementaires (Hurtig 1969c). La majorité des activités envisagées sont jugées prématurées :

- « 5. Jean Blondel and Stein Rokkan were very keen on the establishment of a European data bank, with standardised magnetic tapes, on election returns, sociological data and so forth, but it was rather agreed that *this was not for now*.
6. It was agreed that *the group was unsuitable at this stage* to try to stimulate coordinated comparative research projects, but that a newsletter of planned research and research in progress would perform a very useful function between our institutions and might result in mutual benefit for people working in the same area, in future meetings and workshops, and in self-generated cooperation.
7. The notion of a periodical making available articles published in the less accessible languages was *held over as premature*.
8. On the organisational side Jean Blondel in particular felt it important to be ambitious in order to obtain outside finance from European Foundations; what was agreed was, however, *something of a compromise between an informal network and a formal organisation*, with Sciences Po agreeing to provide what secretariat might be required at this stage for an informal consortium of institutions (rather than a European Political Science Association). It was felt that those institutions who were in a position to do so should, as an earnest of serious intentions and *without prejudice to the future*, chip in a sum of \$1,000.
9. The whole thing seemed a *sensible, modest pragmatic beginning* and I hope that we will feel ourselves part of it. » (Kitzinger 1969, c'est nous qui soulignons)

Frustré de ce résultat produit de compromis, Blondel, revendiquant un « zèle missionnaire » et « entrepreneurial » (Blondel 1969c, 1969b, De Janosi 1969a), refuse d'abandonner les projets d'ampleur qu'il a tenté de défendre pendant la réunion. Là où la réunion de juin ne prévoyait que l'organisation d'un premier colloque, il envisage « un ensemble d'activités importantes et coordonnées » : un « séminaire annuel de méthodes (sur le modèle de Michigan) », « un ou plusieurs séminaires annuels sur des problèmes substantiels », une « revue », un « inventaire des chercheurs et des recherches » et, à plus long terme, un « *data bank* » centralisant et standardisant les bases de données produites en Europe (Blondel 1969a). L'objectif est de créer à la fois une « communauté de politologues » et un « type de chercheurs » en imitant ouvertement la science politique américaine et le modèle de l'ICPR⁴⁶, sur la base de l'argument selon lequel :

« Si nous nous contentons de ce que nous avons décidé de faire lundi, nous ne parviendrons pas à attirer vraiment l'attention des chercheurs, et en particulier des jeunes chercheurs : ce qu'il faut, c'est qu'ils puissent se rendre compte que

⁴⁶ « J'entends passer une dizaine de jours à Michigan en septembre et utiliser les bonnes relations que nous avons avec eux pour les « pomper » un peu sur ce qu'il y a à faire. » (Blondel 1969a).

quelque chose a lieu, a lieu rapidement, et que le but est de transformer radicalement la situation actuelle. » (Blondel 1969a)

Des soutiens à cet ambitieux projet proviennent d'abord de la Fondation Ford. Créée en 1936 et plus particulièrement développée après la seconde guerre mondiale dans le contexte d'une Amérique en pleine guerre froide (Magat 1979 : 18), cette dernière s'est fixée pour mission l'amélioration du bien-être humain et le maintien de la paix, notamment à travers la promotion de la démocratie contre la vague communiste. Ses actions en Europe sont ainsi justifiées par trois objectifs : stabiliser la démocratie, renforcer les liens transatlantiques, et encourager le développement des domaines dans lesquels l'Europe est considérée en retard sur les Etats-Unis. La science politique est partie intégrante de cet agenda : elle est de ces domaines dans lesquels l'Europe est perçue comme retardataire et isolée, et la Fondation considère que le développement d'une science politique forte est synonyme de renforcement de la démocratie. C'est dans ce cadre que la Ford, fidèle à sa méthode développée dans les années 1960 de « rencontres d'hommes réfléchis et influents, normalement sans publicité », envoie Peter de Janosi (encadré 9), de la *Division of Higher Education and Research*, à la rencontre de *social scientists* influents et désireux de porter des projets de développement de leur discipline (de Janosi 2008 : entretien, Sutton 1998 : 21-67, notre traduction). Le département de *government* d'Essex, rendu visible par son développement tous azimuts, est sur la liste des institutions visitées, et la rencontre entre de Janosi et Blondel, le 13 juin 1969, s'avère fructueuse en ceci qu'elle met en évidence la convergence des préoccupations des deux hommes et débouche sur une collaboration de long terme (De Janosi 1969a).

Les soutiens au projet proviennent aussi d'un autre politiste, Stein Rokkan, réintégré dans le processus à l'initiative de de Janosi. Blondel et Rokkan fonctionnent alors comme un binôme complémentaire dont Blondel est la force motrice « rebelle » et Rokkan le diplomate (de Janosi 2008 : entretien, McKay 2008 : entretien). En lien constant avec Peter de Janosi et à l'aide d'un financement de la Fondation⁴⁷, ils s'attèlent à la rédaction d'un projet de Consortium en vue d'une demande formelle de

⁴⁷ En janvier 1970, Blondel est ainsi formellement employé « to the Ford Foundation's Office for Higher Education and Research as a consultant to advise on the development of a European political science consortium. In particular, you will consult with leading American political scientists about the structure of the European consortium » (Ford Foundation 1970a).

grant. A mesure de la maturation du projet, ils réintègrent certains des partenaires déjà conviés et/ou présents à la réunion de juin 1969. Cette réintégration se fait de manière progressive : méfiants à l'égard des français⁴⁸, Rokkan et Blondel prennent d'abord contact avec Wildenmann, Westerstahl et Daalder, qui offrent tous trois leur soutien. Ce n'est que dans un second temps qu'ils rencontrent Serge Hurtig, et c'est sous la pression de ce dernier que D.N. Chester est recontacté (Hurtig 1969d, 1969e, 1970a).

Encadré 9 : Peter E. de Janosi (1928-2011)



Né en Hongrie en 1928, Peter de Janosi acquiert très tôt la nationalité américaine et poursuit sa scolarité aux Etats-Unis, où il obtient un doctorat en économie de l'Université du Michigan. Après avoir exercé la profession d'économétricien au sein d'entreprises privées, il rejoint la Fondation Ford au sein de laquelle il participe aux programmes « economic development and administration », « higher education and research » et « resources and the environment ».

Au terme de dix-huit années passées à la Ford, il rejoint la Fondation Russell Sage (1980-90) avant d'occuper la fonction de directeur de l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) de Vienne (1990-96).

En tant que membre de la « division of higher education and research » de la Fondation Ford, Peter de Janosi participe activement au développement institutionnel des sciences sociales européennes au cours des années 1960 et 1970. Dans le cas de l'ECPR, il est ainsi l'intermédiaire entre les huit membres fondateurs et la Fondation, aussi bien lors de la « préhistoire » du Consortium qu'au cours de ses premières années d'activité.

Les soutiens de la Ford et des politistes les plus sceptiques quant au projet sont cependant conditionnés à un certain nombre d'amendements au projet. Le premier concerne l'intégration aux statuts du futur Consortium d'une dimension « démocratique » cohérente avec l'agenda de la Fondation. Est en effet introduit le principe d'une limitation de l'adhésion à l'ECPR à des institutions académiques basées dans des pays démocratiques et libres de toutes pressions ou partis-pris politiques :

« De nouvelles institutions pourront être cooptées dès la constitution du Consortium, les critères d'admission étant le caractère "sérieux" ("scholarly")

⁴⁸ « French membership is problematic because both Blondel and Rokkan thought that the French would show their usual unwillingness to share and cooperate in an international venture » (De Janosi 1969b).

de leurs activités – sont en principe exclus les services de recherches des partis politiques et les organismes à but lucratif » (Hurtig 1970b)

« The consortium wants to deal with scholars and institutions without governmental interferences » (De Janosi 1970a)

Ce principe, apparemment accueilli très favorablement par ceux des membres fondateurs qui, comme Daalder ou Wildenmann, ont directement souffert de la guerre (McKay 2008 : entretien, voir aussi Daalder 1997b et Kaase et Wildenmann 1997) a une grande portée et implique de refuser la qualité de membre à toute institution potentiellement sujette à pressions ou influences politiques (Budge 2008 : entretien, McKay 2008 : entretien). Il ne constitue pas cependant la seule modification d'ampleur introduite dans le projet. Entreprise universaliste soucieuse de ne pas contribuer à créer de nouveaux clivages, la Fondation Ford pousse en effet à une emphase moins importante sur les méthodes statistiques pour laisser place aux politistes « non-computer oriented » (De Janosi 1969c, Kohl 1969, Shearer 1969). Ces pressions convergent avec celles de Hurtig et de Chester, qui continuent à voir dans le futur Consortium une entreprise trop quantitativiste :

« If I may allow myself one comment, I rather suspect from your memorandum that you [Stein Rokkan] and Jean are placing more emphasis on quantitative methods than would most of the European political scientists. I think this is an important aspect which undoubtedly wants developing and for which greater facilities are needed, but if we concentrate on that we will be providing very little for the great bulk of politics teachers and researchers. » (Chester 1970b)

Malgré l'intégration au projet par Blondel et Rokkan d'un Richard Rose (Strathclyde) résolument favorable à l'usage de méthodes statistiques⁴⁹, l'agenda du Consortium est donc étendu pour y inclure « some activities that are less quantitative » afin de conserver les appuis nécessaires (De Janosi 1970a, Rokkan 1969). L'équilibre finalement trouvé est subtil et tente de ménager chacune des parties :

« It is true that Blondel, Rokkan, Wildenmann and several other of the active « Founding Fathers » are dedicated to the quantitative approach. However, I have made it quite clear that the Consortium must cover all aspects and all approaches to the study of politics and government and this generally has been accepted. The Summer School will, of course, be concerned with data analysis,

⁴⁹ L'université de Strathclyde est explicitement intégrée « in view of the part played by Richard Rose in the development of empirical political science both in Britain and on a comparative basis » (Blondel et Rokkan 1970). Rose est lui-même américain d'origine. Formé d'abord aux Etats-Unis, il obtient son doctorat à Oxford avant d'obtenir un poste à Manchester, où il est fortement influencé par W.J.M. Mackenzie (Rose 1997 : 127-134).

the Workshops and Round Tables will, however, be open to any kind of subject not necessarily quantitative in method. [...] Undoubtedly Wildenmann and one or two others will press the quantitative approach, but Hurtig and myself, and no doubt others in time, will see that a balance is maintained. If things go well, the kind of European Political Sciences Society which you and I have on and off laboured for for many years looks like coming into existence. I do not think we would have got it off the ground and got the Ford grant if an emphasis had not been placed on newer techniques. If, as looks possible, we can during the next three or four years get 40 or 50 European institutions and political science departments to become subscribing members, we will have a broadly-based body, which will be bound to reflect the dominant European interest and approach. » (Chester 1970c)

Ces compromis sont finalement actés lors d'une réunion des huit membres fondateurs à la Fondation Ford en avril 1970. La question du siège de la future organisation y est également tranchée. Comme dans le cas de l'AISP, elle n'est pas sans poser quelques difficultés, et Blondel a par exemple tenté des manœuvres préalables pour que Rokkan soit recruté à l'université d'Essex et prenne la direction du Consortium, afin que le département gagne à la fois un politiste de renom et le siège de la nouvelle organisation⁵⁰. Mais si le siège, la direction et la présidence du Consortium sont bien attribués respectivement à Essex – au vu notamment du rôle de l'école d'été – Blondel et Rokkan (tableaux 9 et 10), ce dernier prend finalement la décision de rester à Bergen. La forme organisationnelle retenue est quant à elle bien celle de l'ICPR. Au terme de la réunion, les grandes lignes du futur Consortium sont donc arrêtées, et le mois suivant est consacré à leur formalisation dans un dernier dossier, formellement présenté à la Fondation au début de juin 1970. Le 29 juillet 1970, la Fondation Ford alloue (encore officieusement, avant l'attribution officielle du 1^{er} octobre) 272,500 \$ au projet de mise en place d'un European Consortium for Political Research (De Janosi 1970b, Blondel 1970, De Janosi 1970c, Rokkan 1970, Ford Foundation 1970b). Le 30 août a lieu la réunion constitutive de l'ECPR, significativement organisée lors du congrès mondial de l'AISP, tenu à Munich (ECPR 1970).

⁵⁰ Il s'agirait, pour être plus précis, que Blondel prenne la direction pendant les deux ou trois premières années, puis que Rokkan prenne sa suite (Blondel 1969d).

Tableau 9 : liste des directeurs exécutifs et directeurs académiques de l'ECPR (1970-...)

Nom	Institution	Années
Jean Blondel	Université d'Essex	1970-1979
Ian Budge	Université d'Essex	1979-1982
David McKay	Université d'Essex	1982-1989
Ken Newton	Université d'Essex	1989-2000
Joe Foweraker	Université d'Essex	2000-2003
Richard Bellamy	Université d'Essex	2003-2006
Martin Bull	Université de Salford	2006-...

Tableau 10 : liste des présidents de l'ECPR (1970-...)

Nom	Institution	Années
Stein Rokkan	Université de Bergen	1970-1976
Hans Daalder	Université de Leiden	1976-1979
Rudolf Wildenmann	Université de Mannheim	1979-1988
Giorgio Freddi	Université de Bologne	1988-1994
Mogens Pedersen	Université d'Odense	1994-2000
Yves Mény	EUI	2000-2003
Dirk Berg-Schlosser	Université de Marburg	2003-2006
Mick Cox	LSE	2006-2009
Luciano Bardi	Université de Pise	2009-...

L'étude de la période 1968-70 permet ainsi de dégager les modalités de déroulement du processus de création d'une nouvelle organisation transnationale de science politique, le European Consortium for Political Research. Parce qu'il survient dans un contexte différent de celui de la genèse de l'AISP, ses déterminants sont aussi de nature différente. A la suite de la structuration, au cours de la période précédente, d'un clivage scientifique entre pôles européen et américain, un projet d'organisation de science politique européenne est en effet formulé. Basée sur une émulation explicite et revendiquée de l'exemple de l'ICPSR américain, cette proposition est **l'occasion de l'expression de vives tensions entre deux camps de politistes européens schématiquement « pro » et « anti » behavioristes. Les réseaux transnationaux tissés lors de rencontres autour des thèmes behavioristes** des recherches sur les comportements politiques fournissent les capitaux sociaux nécessaires à l'établissement de l'ECPR. Les ressources financières requises proviennent quant à elle d'une **institution philanthropique américaine d'une part favorablement impressionnée par le développement du département de *government* de l'Université d'Essex**, et dont les

objectifs s'avèrent d'autre part compatibles avec ceux des fondateurs de la nouvelle organisation. L'intervention de ces deux types d'acteurs – réseaux scientifiques internationaux et fondation philanthropique extra-européenne – rend finalement possible la création d'un Consortium européen basé à l'université d'Essex. C'est ainsi le réinvestissement de ressources disciplinaires nationales (la croissance d'Essex) et de capitaux scientifiques accumulés dans des espaces transnationaux (les réseaux) qui créent les conditions de possibilité de la fondation d'une nouvelle organisation transnationale. Ce constat permet d'abord de conclure à l'existence de **mécanismes réciproques de conversion – et donc de transférabilité et de réinvestissement – d'au moins une partie des ressources accumulées dans les espaces nationaux (disciplinaires ou scientifiques) et transnationaux**. Il révèle aussi, au miroir de la comparaison avec le processus de fondation de l'AISP, le **pooids comparativement faible des logiques hétéronomes dans la création de l'ECPR**, que l'on peut interpréter comme **l'indice d'une autonomisation tendancielle des logiques spécifiques à la science politique**.

2- *L'institutionnalisation de l'ECPR et l'expansion de l'AISP (1970-88) : la différenciation de deux logiques organisationnelles.*

La période 1970-88 voit la croissance rapide et simultanée de l'AISP et de l'ECPR. Bénéficiant de l'aide financière conséquente de la Fondation Ford et en lien avec le récit alarmiste qui sous-tend sa création, le European Consortium for Political Research se lance dès 1970 dans un ambitieux programme d'activités. Ce programme reflète les ambiguïtés des objectifs des fondateurs : s'il s'agit d'imiter l'exemple américain, il faut aussi constituer un pôle européen qui puisse lui tenir tête.

Les dispositifs incitant à la mobilité internationale et les espaces transnationaux que le Consortium participe à maintenir ou à créer sont emblématiques de ce double agenda. Le soutien financier accordé à une école d'été d'Essex en difficulté financière témoigne ainsi de velléités d'imitation des développements béhavioristes en étant alloué au motif que « pour que la science politique en Europe s'affirme comme elle le devrait, les étudiants et les universitaires et en particulier les plus jeunes d'entre eux doivent être beaucoup plus exposés aux développements techniques qui ont eu lieu aux Etats-Unis au

cours des dix dernières années » (Blondel 1973 : 4, notre traduction). De leur côté, l'organisation en 1971 et 1972 d'ateliers scientifiques sur des thèmes variés – les coalitions, l'étude des politiques publiques, le nationalisme, les élections, la politique chinoise, l'Eurocommunisme, les sociétés plurilingues et le fédéralisme (Budge 2008 : entretien) – la fondation d'un « data information service » (DIS) chargé de faire l'inventaire des bases de données disponibles dans différents pays, l'allocation d'une partie du budget du Consortium à la promotion de la mobilité disciplinaire à l'échelle européenne ou régionale, ou encore la création d'un « directory of European political scientists » (ECPR 1971) et d'un « directory of graduate programmes » (Blondel 1974 : 9) montrent que l'ECPR cherche aussi à promouvoir une forme d'interconnaissance et de mobilité européenne :

« The lack of relations between neighbouring institutions, even within the same country, results primarily from engrained « isolationism » which thrives often on the ignorance of the goals, activities and personnel of other departments; regionalism will help to break this isolation. » (Blondel 1973 : 15)

« [In the Directory] names were deliberately listed alphabetically, not by country, to show that there was a single, unified European political science profession – a Finnish name might be followed by a French one, then a German, an Italian... [...] Entries – about 1,400 in the first instance – were not confined to member institutions, reinforcing the Consortium's universalistic claims. » (Budge 2010 : 9)

Le cas du *European Journal of Political Research* (EJPR), fondé en 1973, est particulièrement représentatif des deux objectifs. Chargée de fournir aux politistes européens un « forum commun » contribuant à « l'unification de la profession » (Blondel 1973 : 11-2), la revue est aussi révélatrice d'une forme de méfiance vis-à-vis des politistes nord-américains. Confiée à la charge d'Arend Lijphart (Blondel 1973 : 12), lui-même formé à Yale (1960-63) avant d'être nommé professeur assistant à Berkeley (1963-68) puis de revenir dans son pays natal à l'université de Leiden (1968-78) (Lijphart 1997), elle est conçue comme une publication anglophone plutôt que plurilingue au motif que cette seconde option « posait l'inconfortable question de la sélection des langues utilisées ». Mais devant la crainte de la voir envahie de propositions de politistes américains, elle est aussi formellement réservée aux politistes « affiliés à des institutions européennes », d'autres travaux pouvant seulement être publiés à la condition qu'ils « soient une composante d'une entreprise collective

comprenant des politistes européens, ou qu'ils aient pour objet la politique comparée ou les relations internationales européennes » (Lijphart 2010 : 12-3, notre traduction).

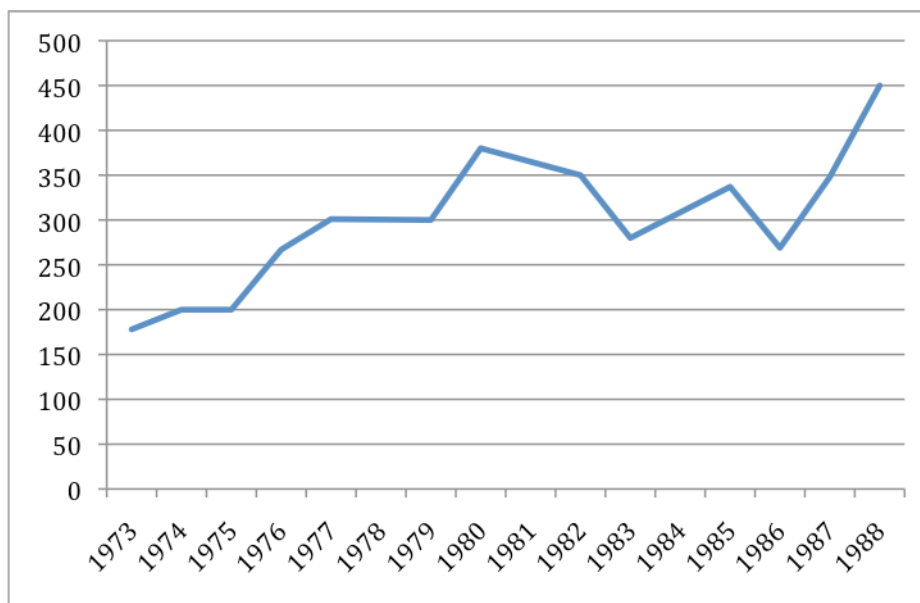
Ces différentes activités rencontrent des fortunes diverses. Les dispositifs promouvant la mobilité internationale ne sont ainsi que peu utilisés. Le Consortium ne reçoit, durant ses premières années d'existence, aucune demande pour les bourses qu'il met à disposition pour des échanges de court terme (Blondel 1973 : 15). Lorsque des demandes commencent à se manifester, à partir de 1974, elles restent peu nombreuses et ne proviennent pas uniquement de la population cible de l'ECPR, ce dernier recevant « presque autant de sollicitations de collègues américains et de non-européens souhaitant venir en Europe [...] que d'euro-péens souhaitant aller ailleurs en Europe » (Blondel 1974 : 9, notre traduction). Ces premières demandes ne sont cependant pas symptomatiques d'une tendance de long terme à l'augmentation des requêtes, et la question de la mobilité est toujours considérée problématique au cours des années 1970 puis 1980 (Blondel 1977 : 5-6, Budge 1982 : 10, 1983 : 3, McKay 1984 : 3-4, 1987 : 3, 1988a : 3). Le développement du « data information service » (DIS), basé à Bergen sous la supervision de Stein Rokkan, connaît des difficultés similaires et ne suscite qu'un intérêt modéré (Blondel 1975 : 4, 1976 : 8, 1979 : 8), le décès de Rokkan en 1979 contribuant au ralentissement de son activité⁵¹. De leur côté, les annuaires publiés par le Consortium se heurtent à un manque de réactivité des institutions sollicitées :

« The activities of the Central Services are therefore more than partly hampered by difficulties experienced in obtaining responses, formally or informally, from member institutions. » (Blondel 1974 : 10)

Les nouveaux espaces sont, en revanche, progressivement investis. L'école d'été d'Essex, assurée de sa reconduction annuelle par le soutien financier de l'ECPR, attire ainsi quelques 150 étudiants en 1988 contre 85 en 1977 et 28 en 1968 (Budge 2010 : 10, Blondel 1977 : 3, McKay 1989 : 3). Les ateliers scientifiques, organisés pour la première fois de manière simultanée en 1973 à Mannheim à l'initiative, rétrospectivement perçue comme un « coup de génie » (voir par exemple Blondel 1997 : 121-2, Budge 2008 : entretien, McKay 2008 : entretien), de Rudolf Wildenmann, réunissent 178 politistes lors de leur première édition, plus de 300 en 1977, quelques 380 en 1980, et 450 en 1988 (graphe 1), rencontrant un succès tendanciellément

croissant « probablement imprévisible, et en tous cas imprévu » (Blondel 1974 : 3). Sur le plan éditorial, le démarrage est en revanche plus lent : l'EJPR, en déficit commercial lors de ses premières éditions, reste « insuffisamment connu en Europe continentale et aux Etats-Unis » et ne suscite que peu de demandes d'abonnement (Blondel 1975 : 5, 1976 : 7, 1979 : 7) avant le début des années 1980, qui voit sa tangible expansion à la suite notamment d'un changement de maison d'édition (Budge 1982 : 8-9, McKay 1985 : 8, 1986 : 4).

Graphe 1 : nombre de politistes participant aux joint sessions de l'ECPR 1973-88



Cet investissement croissant des nouveaux espaces transnationaux ouverts par l'action du Consortium coïncide avec une évolution, une croissance et une diversification des activités de l'Association Internationale sur la même période. 1973 est en effet l'année de la tenue du premier congrès nord-américain de l'AISP et, plus largement, de son premier congrès non-européen, les éditions précédentes ayant eu lieu à Zurich, La Hague, Stockholm, Rome, Paris, Genève, Bruxelles et Munich. La frilosité antérieure de l'AISP tient à des arguments d'ordre à la fois logistique – les frais occasionnés par un congrès nord-américain auraient été plus élevés – et « géopolitiste » – on craint une surreprésentation des politistes américains :

⁵¹ Plus aucune mention du DIS n'est faite dans les comptes-rendus de réunions du comité exécutif postérieures au décès de Rokkan.

« Nos amis américains – mais peut-être alléguaient-ils, peu désireux d’organiser un congrès, des raisons fallacieuses – nous ont toujours affirmé que si un congrès de l’IPSA se tenait aux USA, on y verrait 2000 américains et 200 non-américains : ce serait exactement le congrès de l’APSA. Ayant assisté à plusieurs reprises au congrès annuel de l’APSA, j’ai repoussé cette perspective avec horreur. » (Hurtig 1967c)

La possibilité nouvelle de « fréter des avions » et le rôle actif du politiste français immigré au Canada Jean Laponce conduisent à la décision de compromis de tenir le congrès de 1973 à Montréal (Hurtig 1967c). Cette décision se double d’un démarchage intensif de politistes européens par le président du comité d’organisation pour s’assurer de leur représentation suffisante au congrès :

« This is the first time that the triennial world congress of the IPSA has been held outside of continental Europe and we are most anxious to make sure that as many non-North American political scientists attend the Congress as possible. We would most certainly like to have a representative of the political studies department of your university participating in the Congress. Please accept my thanks for any special consideration you and your university might provide to ensure that we will be able to welcome at least one of your political scientists in Montreal. » (Trent 1973)

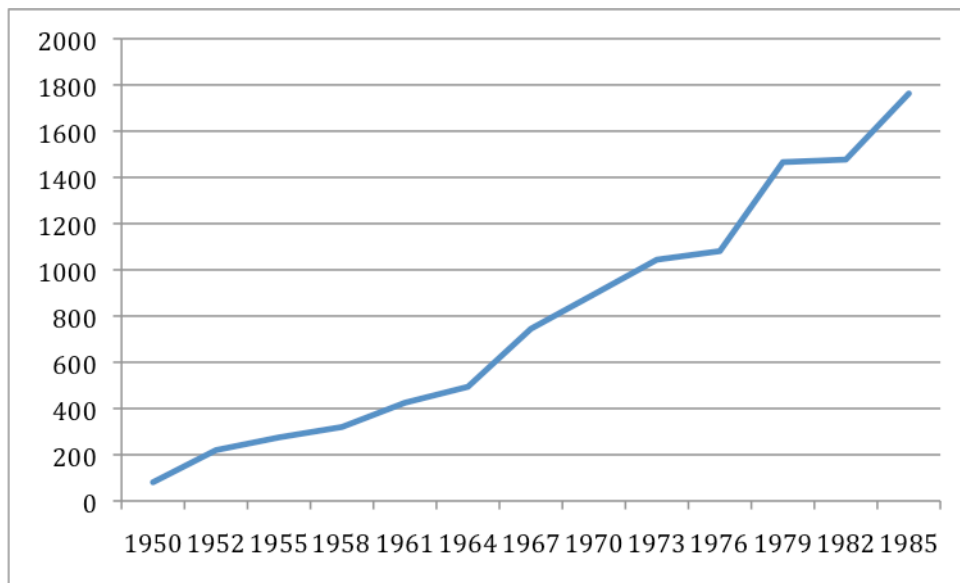
L’organisation du congrès de Montréal est emblématique d’une dynamique plus large de diversification des lieux choisis pour la tenue d’évènements AISP. L’Amérique du Nord (Québec, 1972) mais aussi l’Amérique du Sud (Rio de Janeiro, 1972 ; Calcutta, 1979), l’Europe de l’Est (Bucarest, 1971 ; Dubrovnik 1975) et le Moyen-Orient (Jérusalem, 1974) comptent ainsi parmi les nouvelles destinations des tables rondes de l’Association Internationale (AISP 1973a). Sur le plan des congrès, l’Association prolonge son investissement du monde anglo-saxon (Edimbourg, 1976 ; Washington 1988) tout en se rendant à l’Est (Moscou, 1979) et en Amérique du Sud (Rio de Janeiro, 1982). Cette diversification tient à trois types de facteurs. Le premier est la multiplication des demandes émanant d’associations nationales – lorsque l’AISP choisit Jérusalem, c’est à l’issue d’un arbitrage entre propositions ouest-européenne (Paris), sud-américaine (Rio de Janeiro), nord-américaine (Washington) ou encore est-européennes (Dubrovnik, Varsovie) – qui se comprend elle-même en lien avec le poids reconnu à la venue de l’AISP, perçue comme « [ayant] une grande valeur symbolique pour le développement de la science politique » notamment dans les cas « où plusieurs associations nationales prennent naissance » (AISP 1973b). Le second est le caractère incitatif des subventions des fondations philanthropiques – comme Volkswagen et Rockefeller – régulièrement

accordées pour l'organisation de tels évènements (AISP 1973a). Le troisième est l'influence de l'Unesco, qui conditionne une partie de ses financements à la diversité géographique des composantes et des activités de l'Association (AISP 1976c).

Cette diversification géographique coïncide avec l'augmentation du nombre de participants aux activités, et notamment aux congrès. Ces derniers gagnent ainsi, de 1970 à 1985, près de 850 participants, soit une hausse de 97 % sur la période (graphe 2). Cette tendance ne concerne pas les seules manifestations scientifiques, l'AISP comme l'ECPR connaissant une forte augmentation de leur *membership*. Si sa base de membres collectifs évolue tendanciellement moins rapidement que lors de la période antérieure (graphe 3), l'Association Internationale gagne ainsi quelques 1,000 membres individuels, soit une hausse de 200 %, entre 1970 à 1988 et notamment à partir de la deuxième moitié des années 1970 (graphe 4)⁵². La base de membres de l'ECPR augmente elle aussi rapidement, passant de manière quasi-linéaire ($R = 0.98$) des 8 fondateurs à quelques 133 membres en 1988 (graphe 5). Dans un cas comme dans l'autre, l'augmentation n'est cependant pas répartie de façon uniforme sur le plan géographique. Du côté de l'AISP, les nouveaux membres collectifs sont ainsi africains (associations africaine et marocaine), asiatique (associations chinoise, philippine et d'Asie-Pacifique), sud-américain (associations vénézuélienne et chilienne) et est-européen (association de RDA) (Trent et Coakley 2000 : 46). Pour l'ECPR, l'essentiel des adhésions provient de ce que Blondel appelle les « gros » pays – Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie – qui représentent, de manière constante, environ la moitié de la base de membres (de 49 à 57 % selon les années) sur la période 1973-1988 (tableau 11) mais dont certains – les champs allemand et surtout français et italien – restent, en dépit de ce poids, proportionnellement sous-représentés par rapport à d'autres pays de plus petites tailles (Blondel 1979 : 2).

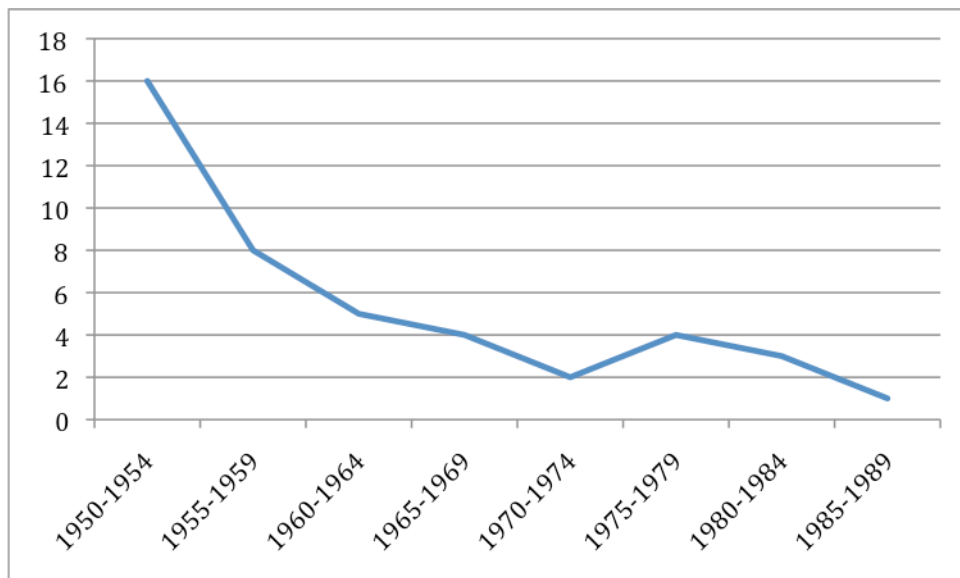
⁵² Si ces chiffres peuvent être biaisés par le fait que le nombre d'adhésions individuelles connaît des « pics » lors des années de tenue de congrès mondiaux (1982, 1985, 1988), une augmentation tendancielle du *membership* n'en est pas moins visible sur le long terme.

Graphe 2 : nombre de participants aux congrès de l'AISP 1950-1985



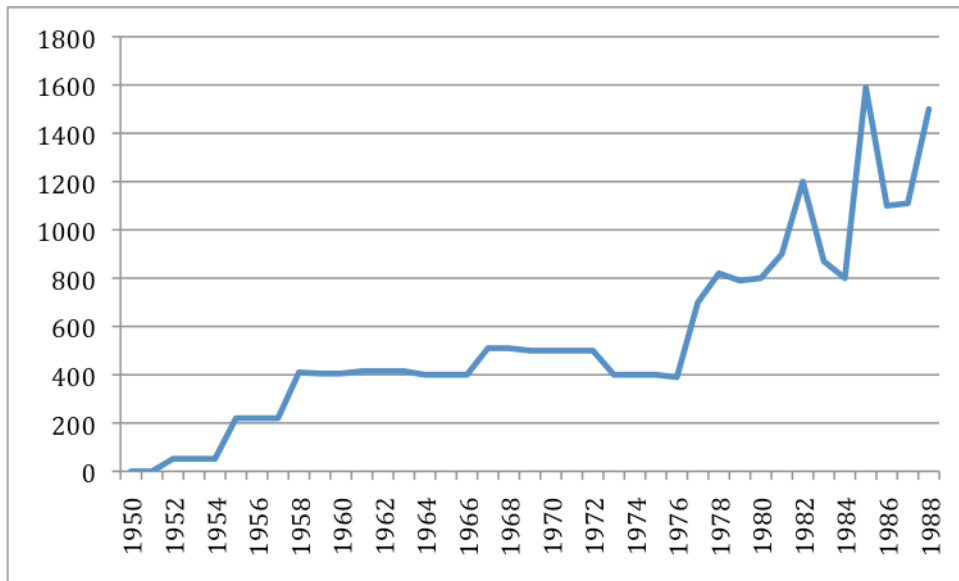
(source : calcul de l'auteur sur la base de données collectées dans les archives)

Graphe 3 : nombre de nouveaux membres collectifs de l'AISP 1950-1989



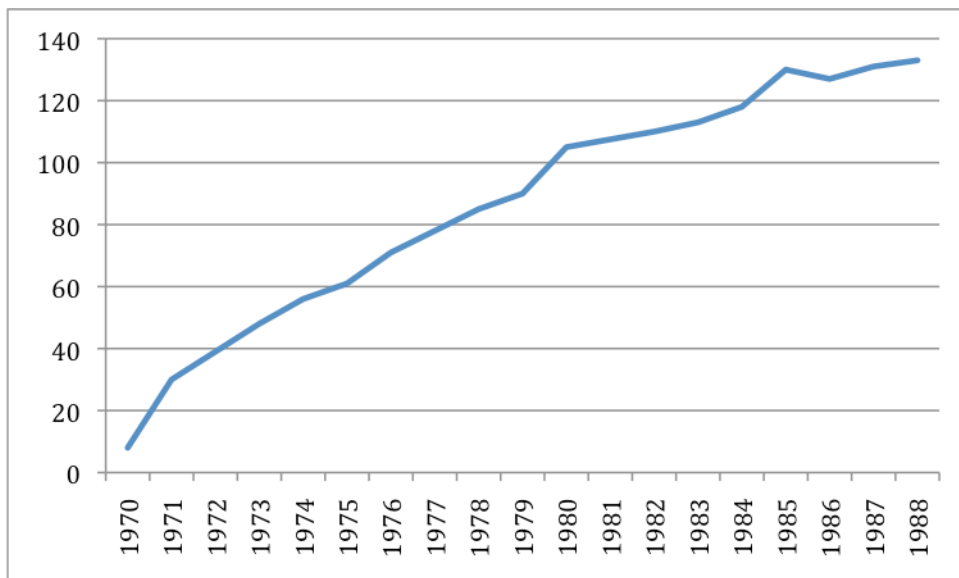
(source : calcul de l'auteur sur la base de données collectées dans les archives)

Graphe 4 : nombre de membres individuels de l'AISP 1950-88



(source : calcul de l'auteur sur la base de données collectées dans les archives)

Graphe 5 : nombre de membres institutionnels de l'ECPR 1970-88



(source : calcul de l'auteur sur la base de données collectées dans les archives)

Tableau 11 : répartition géographiques des membres institutionnels de l'ECPR 1973-88

	1973	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88
Royaume-Uni	10	12	12	15	17	19	22	24	-	29	-	33	38	39	38	-
France	7	8	8	9	10	11	11	-	-	11	-	9	9	9	9	-
Allemagne	5	7	8	9	11	11	11	12	-	12	-	12	14	15	17	-
Pays-Bas	5	6	6	8	8	9	9	-	-	9	-	9	12	10	11	-
Italie	4	5	5	5	6	6	7	8	-	10	-	11	11	10	10	-
Suède	5	5	5	5	5	5	5	-	-	6	-	6	6	6	7	-
Belgique	3	3	4	5	5	5	5	-	-	5	-	5	5	4	5	-
Suisse	3	4	4	4	4	4	4	-	-	4	-	4	4	4	4	-
Danemark	1	1	2	3	3	3	4	-	-	4	-	5	5	5	5	-
Norvège	2	2	2	3	3	3	4	5	-	5	-	5	5	5	6	-
Finlande	1	1	2	2	3	3	3	-	-	3	-	4	5	5	5	-
Irlande	1	1	2	2	2	2	2	3	-	3	-	5	5	5	5	-
Espagne	0	0	0	0	0	2	2	-	-	5	-	6	6	5	5	-
Islande	0	0	0	0	0	1	1	-	-	1	-	1	1	1	0	-
Autriche	1	1	1	1	1	1	0	2	-	2	-	2	2	2	2	-
Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0	-	1	-	1	2	2	2	-
TOTAL	48	56	61	71	78	85	90	105	-	110	113	118	130	127	131	133

(source : calcul de l'auteur sur la base de données collectées dans les archives)

La non-uniformité géographique de l'augmentation des bases de membres des deux organisations se comprend en lien avec différents types de facteurs. Dans le cas de l'AISP, cette répartition peut s'expliquer par le critère, déjà évoqué, de représentation géographique cher à l'Unesco (AISP 1976c). Dans le cas de l'ECPR, le fait que le membership ne s'étende pas au-delà du rideau de fer est explicable par l'impératif statutaire de n'admettre que des institutions libres de toutes influences politiques (McKay 2008 : entretien). La relative sous-représentation de certains gros pays tient quant à elle, selon les membres du comité exécutif du Consortium, à « des problèmes de langage, des différences culturelles et des systèmes de carrière » particuliers (Blondel 1979 : 2, notre traduction) et à l'étiquette « behavioriste » qui colle au Consortium et contribue à alimenter le clivage déjà présent lors de sa fondation (Chester 1971) :

« It is still the case that both in general and more specifically in some countries we are viewed by many political scientists as being in some fashion slanted towards the « behavioural » school of political science. [Some institutions in

Germany, the UK, Finland and France] have been reluctant to become involved in the ECPR because they are convinced that we do not give enough emphasis to some specifically theoretical and in particular normative aspects of political analysis. » (Blondel 1974 : 2)

« My successor will have the even more difficult job of overcoming the financial crisis, while winning over the critics who still exist in the three big continental countries, and who see the ECPR as in some vague way a closed organisation, dominated by a particular orthodoxy and view of the discipline. This has never I think been true but old prejudices die hard. » (McKay 1984 : 4)

Les augmentations et les changements de physionomie du *membership* des deux organisations ne sont pas sans conséquences pour leur action et leur structure. Pour le jeune Consortium, la hausse rapide et imprévue du nombre de membres est d'abord génératrice de tensions pour certaines activités, l'école d'été d'Essex étant ainsi contrainte à plusieurs ajustements techniques de dernière minute pour faire face à une demande d'ampleur non anticipée (Blondel 1973 : 4). Elle a cependant également une conséquence positive en fournissant à l'organisation des ressources financières inattendues qui permettent de prolonger la « durée de vie » de la subvention Ford jusqu'en 1980, bien au-delà des cinq ans pour lesquels elle était originellement allouée (Blondel 1979 : 9). Cette « viabilité financière », très tôt acquise (Blondel 1973 : 3) et confirmée malgré la réduction tendancielle des budgets universitaires au cours des années 1980 (Budge 1983 : 1, McKay 1984 : 1, McKay 1985 : 1, McKay 1987 : 1), permet à l'ECPR de financer la création de nouveaux espaces de rencontres scientifiques transnationales destinés à décharger les activités existantes mais aussi à pérenniser la bonne santé budgétaire de l'ECPR. Les « standing groups », groupements de spécialistes créés dans le but de promouvoir des investissements de recherche de long terme, sont ainsi chargés de se réunir régulièrement lors de « research sessions » destinés à mettre sur pied des projets de recherche susceptibles d'attirer les financements de fondations philanthropiques. Cette démarche porte ses fruits en débouchant sur l'attribution, en 1976, d'une importante subvention de la fondation Volkswagen destinée à soutenir l'activité de recherche du Consortium (Newton 2009 : entretien, Volkswagen Foundation 1976). D'autres événements sont également organisés afin d'atténuer l'image behavioriste de l'ECPR et d'investir les champs nationaux les plus réticents. Des cours francophones d'introduction aux méthodes quantitatives sont ainsi mis en place à la *Essex summer school* (Blondel 1974 : 5) avant que, à partir de 1978, une école d'été intégralement francophone soit annuellement organisée à Grenoble. Mise en place

autour du membre français du comité exécutif, Frédéric Bon (Legavre 1992 : 160-1, 170), elle connaît une expansion rapide (Blondel 1979 : 6, Budge 1980 : 2, 1982 : 7) avant de disparaître en 1986 suite au décès de Bon et d'être remplacée, en 1987, par une manifestation semblable basée à Lille (McKay 1986 : 1, 1987 : 3, 1988a : 1). Cette initiative se double, en outre, d'efforts pour diversifier les thèmes abordés lors des rencontres scientifiques organisées sous l'égide de l'ECPR et pour convaincre les membres de cette diversification :

« It is important [...] that some steps be taken in the coming period to combat [the] feeling [that our interest is in behavioural political science] (for instance by organising single workshops in some fields which might be more attractive to the less represented sections of the discipline. » (Blondel 1974 : 2)

« While political sociologists and economists have always formed an important section of the Consortium's clientele, it has always borne in mind political theorists and philosophers (the second workshop volume was in this field), area and international relations specialists, comparativists, political historians, legal and judicial experts – in short, the whole variety of interests which render our discipline less tidy than others, but even more interesting! The variety of workshops, research groups and publications reflects the efforts of the Consortium to respond to the membership. If any area seems neglected, the remedy is in the hands of specialists themselves by applying through our very open procedures to hold workshops or to found research or standing groups. » (Budge 1982 : 1)

L'augmentation de sa base de membres et du nombre de participants à ses activités a également des conséquences pour l'Association Internationale. Elle fait notamment peser une pression supplémentaire sur les congrès qui, organisés plus loin qu'auparavant du secrétariat général et accueillant de plus nombreux politistes, demandent une plus grande implication des organisateurs locaux. Cette tension conduit en 1976 l'AISP à « faciliter le travail du secrétariat général » en « institutionnalisant le rôle d'un organisateur local de congrès, amorcé à Montréal » (AISP 1976b). La hausse du *membership* pousse également l'Association à poursuivre la diversification de ses activités, déjà amorcée avec la création des comités de recherche. Ces derniers, de plus en plus nombreux, se voient d'abord régulés – à travers l'instauration de critères d'attribution du statut de comité de recherche – et institutionnalisés – à travers un projet de représentation au sein du conseil de l'AISP (AISP 1973a, 1976c). Un projet d'« ateliers itinérants », chargés de « propager de nouvelles idées » en ouvrant le dialogue dans les pays où la science politique est encore jeune, est aussi mis à l'étude (AISP 1986). L'initiative d'une *Revue Internationale de Science Politique* (RISP), jusqu'alors

oubliée malgré sa présence dans les projets de l'Association Internationale dès 1949, est également concrétisée en 1980 dans le but d'offrir aux congrès une dimension éditoriale en publiant les meilleures communications qui y sont présentées (AISP 1976a, 1979). Sur le plan éditorial est également lancée une collection d'ouvrages au sein de laquelle huit travaux sont publiés au cours des années 1980 (AISP 1983, 1985, 1988a).

Les conséquences de l'évolution de la base de membres ne se limitent pas aux activités de l'AISP. Elles poussent en effet, en lien avec les impératifs d'équilibre géographique, à une réforme des statuts et en particulier du fonctionnement du conseil de l'Association. L'AISP, parce qu'elle s'appuie sur des individus et des groupements nationaux aux budgets peu importants, ne dispose en effet pas d'un apport financier comparable à celui que fournissent les institutions membres de l'ECPR. Rendue presque déficitaire par des coûts de fonctionnement élevés tout juste compensés par les excédents budgétaires de ses congrès mondiaux (AISP 1994a, Trent 2008 : entretien), elle est dépendante des subventions accordées par l'Unesco et doit, dans une certaine mesure, se conformer à ses critères. Plusieurs rééquilibrages des pouvoirs au sein de son conseil la conduisent ainsi notamment à attribuer, au cours des années 1970, des sièges supplémentaires aux associations soviétique (3 sièges, soit un nombre de représentants équivalents à celui des membres fondateurs de l'AISP), brésilienne, africaine (2 sièges), est-allemande et mexicaine (1 siège) (AISP 1972, AISP 1976a). Ces évolutions ont des implications pour la composition du comité exécutif, dont la réforme de la procédure d'élection est évitée par l'invocation de « l'esprit démocratique qui régit l'AISP depuis sa naissance » :

« L'intérêt de la science politique se trouve dans son expansion régionale toujours plus poussée où le comité exécutif doit exercer un rôle très actif. Quoi de plus naturel dès lors que le conseil veille à y faire siéger des membres des pays socialistes, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie, à côté de représentants des pays occidentaux ? » (AISP 1973a)

La modification de la structure du conseil et du comité exécutif en fonction à la fois de logiques scientifiques – augmentation du poids des comités de recherche – et géographiques – augmentation du poids des pays de l'Est, d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie – n'est pas sans générer quelques tensions. Les comptes-rendus de comités exécutifs font ainsi plusieurs fois état d'hésitations sur le critère de décision décisif qui doit guider l'action de l'AISP :

« The life of the International Political Science Association has never been exempt of value discernments. One could think that the adhesion of national associations would be a matter of scientific choice rather than a problem of equilibrium between nations and regions. Likewise, shouldn't the Executive Committee be exclusively composed of eminent colleagues, even if they all are representants of one region only? Whereas reality prescribes ponderations between Western and Socialist countries, between developed and developing countries. » (Philippart 1976)

« On s'est entendu généralement pour dire que l'une des difficultés auxquelles faisait face ce comité est de décider dans quelle mesure et à quel degré l'Association Internationale est fondée sur le professionnalisme plutôt que sur la représentation régionale. » (AISP 1977)

« Le président souligne la croissance et la diversité de l'AISP, comme le démontre la participation record en termes de participants et de pays représentés [au congrès de 1979]. Cette plus grande diversité et complexité de notre association ont naturellement compliqué l'administration de l'association et rendu plus difficile le consensus. L'Association est dans une période d'apprentissage à tâtonnement. Elle fait des efforts continuels pour relier différentes régions et différentes sociétés du monde et pour rattacher les différentes méthodes d'analyse en science politique, le béhaviorisme, l'analyse descriptive, la dialectique, l'analyse historique, etc. » (AISP 1979)

Ce type de tensions trouve son point culminant lors de l'organisation successive de congrès mondiaux en URSS (Moscou, 1979) et au Brésil (Rio de Janeiro, 1982). Les décisions de traverser le rideau de fer et de se rendre dans un pays du tiers-monde, prises suite aux propositions simultanées des associations soviétique et brésilienne (AISP 1975), ne font pas l'unanimité. Un débat se structure ainsi très vite entre les adversaires de la tenue du congrès à Moscou – pour lesquels l'organisation du congrès est une forme de légitimation du régime soviétique – et ses partisans – pour lesquels cette étape est soit un impératif heuristique qui n'a pas à être récupéré sur le plan politique, soit une contribution à l'entreprise de conversion de l'URSS aux valeurs occidentales. La discussion ne se cantonne pas aux frontières du Comité Exécutif, ni même à celles de l'Association : en basculant du statut de problème de science politique à celui d'affaire politique, elle s'étale aussi dans les presses américaine, russe ou encore française. Le problème se pose avec une acuité particulière à la suite des arrestations, au cours des années 1977-78, des universitaires dissidents Yuri Fyodorovitch Orlov et Alexander Ginsburg, en contradiction avec les accords d'Helsinki. L'AISP est alors, au cours de l'été 1978, sommée de justifier sa décision et de fournir un certain nombre de garanties, notamment au vu de débats agitant l'Association américaine quant à l'éventualité d'un

boycott de la manifestation. La question donne lieu à de longs échanges au sein du comité exécutif, dont seul un court extrait est reproduit ici :

« [IPSA President Karl] Deutsch reported that a number of individuals and groups had raised with the IPSA the question of whether it was appropriate to hold our World Congress in Moscow following trials of dissenters and the raising of the issue of human rights in the Soviet Union. The question had been raised by scholars from the United Kingdom, Canada, Israel, France, and Belgium and the motion for the American Political Science Association to withdraw from the Moscow Congress was being placed before the APSA the following week. [...]

Deutsch said that it was a serious question raised by serious colleagues and therefore the executive was obliged to study it at this meeting. The problem posed is an age-old paradox. On the one hand, we understand that international peace cannot be established without justice, and on the other hand we believe that scholarly exchanges, communication and mutual learning can create the conditions for international understanding and peace. They are competing important values. One should not be pursued at the cost of intolerable damage to the other. [...] We should not take steps which will endanger [IPSA's] survival. [...]

[Israeli delegate Martin Seliger] would not place a motion before the meeting but he appealed to the other members of the executive not to go to Moscow, in the name of freedom of study and independence of scholars and respect for the dissidents who are suffering. [...]

[Moroccan delegate Mohamed Bouzidi mentioned that] taking a position of concern about freedom of speech in the USSR would be an application of a double standard if we did not demonstrate similar concern for human rights and liberties in all countries. He mentioned the IPSA meetings in Israel when the Palestinian question had not been regulated; the congress of the IPSA in France when the Algerian crisis had not been resolved; the participation of USA political scientists while the Vietnam war was raging. [...]

[Indian delegate Nirmal] Bose noted that neither the United Nations or Unesco has taken any position on the question of human rights within the USSR. A position taken by the IPSA would force the USSR Association of political scientists to leave the IPSA – and perhaps many other associations would leave too. [...]

[French delegate Marcel] Merle has received letters and comments from French and other European colleagues. He, therefore, wanted to specify his position. In France, this is not only being raised with regard to USSR but also with different regimes, such as Argentina. The academic boycott movement is developing. Nor can political scientists be indifferent when other scientific disciplines are taking positions on the human rights boycott issue. He respects the point of individual conscience of Seliger but believes that *our* role is to act as members of the executive committee of the IPSA, the position to which we have been elected. As political scientists, we knew the risks when we accepted the invitation to the USSR. We are not children. We have reconfirmed our knowledge and understanding of the situation by demanding firm conditions from our Soviet colleagues with regard to holding the congress in Moscow. It would be dangerous to go back on our original decision because in the future we would always be able to find another pretext not to go to some other country.

Nevertheless, Merle felt that the spread of the boycott movement was likely. The IPSA can only do two things. It can explain as well as possible its international position, responsibilities and motives. Secondly, it can do all possible to prove that the deliberations in Moscow will be completely free. [...] [Canadian delegate Jean] Laponce, Merle, [British delegate Anthony] Birch and [German delegate Klaus] von Beyme agreed that there was a need for a formal statement in order to be convincing, to have weight, and, as a practical matter, to respond to requests. » (AISP 1978a)

La réunion débouche ainsi sur la production d'un communiqué du comité exécutif explicitant et justifiant la position de l'Association. Tout en prenant « pleinement conscience de ses responsabilités à l'échelle du monde et des ramifications internationales que peut susciter son jugement », le comité y soutient qu'il n'existe pas de motif valable de refuser l'invitation d'une association nationale membre de l'AISP depuis 1955. Il affirme également qu'« aucune discipline n'a autant besoin de franchir les frontières, de susciter une connaissance et une étude comparative de son objet que la science politique », et que la poursuite de cet objectif est même susceptible de contribuer, à terme, à « l'instauration d'un climat de confiance et de respect mutuel entre des sociétés, des idéologies et des systèmes politiques différents ». Une condition *sine qua non* est toutefois imposée : tous les politistes « *bona fide* » doivent avoir libre accès au congrès, et « l'aval donné à la réunion serait immédiatement retiré si les conditions d'accès libre et de liberté de communication, de discussion et de parole n'étaient pas respectées » (AISP 1978b).

Cette déclaration ne règle cependant qu'une partie du problème. Les tensions sont en effet ravivées par une polémique de dernière minute liée aux visas de la délégation israélienne et mettent en péril la tenue même de la manifestation (Binyon 1979, Trent 2008 : entretien). Une forme de paranoïa fait aussi son apparition, illustrée par une anecdote narrée par le secrétaire général de l'AISP de l'époque :

« Une fois, j'étais à Moscou, on marchait dans la rue, et le Vice-Président américain [qui] était à côté de moi [me dit] « John, they're following us ». I said « who's following us ? ». He said « the KGB ». I said « bullshit ! None is interested ! They don't care about a couple of political scientists ! ». [Vous savez], ils avaient toujours des écouteurs dans nos chambres d'hôtels, mais ils faisaient ça pour tout le monde. Finalement, j'ai pris son bras, et je l'ai tiré sous le porche d'un bâtiment, et je lui ai dit « attendez, attendez ». Il n'y avait personne, il n'y avait absolument personne. J'ai dit « est-ce que vous êtes convaincu maintenant, ça va ? » » (Trent 2008 : entretien)

L'organisation du congrès est néanmoins maintenue et tous les membres collectifs de l'AISP s'y voient représentés par des délégations, sans problème de refus de visa. Le déroulement du congrès lui-même donne cependant lieu à de nouvelles difficultés sur lesquelles partisans et adversaires du choix de l'Association insistent de manière inégale dans leurs comptes-rendus du déroulement de la manifestation dans la presse de leur pays respectif. Certains soulignent ainsi la non-participation d'une proportion importante des chercheurs américains, la « contamination » des politistes présents au congrès par la propagande soviétique, le manque de dialogue entre politistes de l'Est et de l'Ouest, la multiplication des panels sur la pensée de Lénine ou encore la mise à l'écart des débats du mathématicien dissident Aleksandr Lerner (Anonyme 1979a, 1979c, Binyon 1979, Hamon 1979, Kaufman 1979). D'autres mettent au contraire l'accent sur la présence au Congrès de représentants de tous les membres collectifs de l'AISP, sur l'importation en territoire soviétique de plusieurs milliers de communications scientifiques, ou sur la bonne tenue générale du Congrès, encourageante en vue des Jeux Olympiques de 1980 organisés eux aussi à Moscou (Anonyme 1979b, Aptheker 1979, Merle 1979, Merritt 1979, Skilling 1980).

Les tensions générées par le congrès de Rio, si elles ont une moindre portée médiatique, n'en réactivent pas moins les hésitations de l'Association entre préoccupations d'ordre scientifique et géographique. Ces hésitations sont tangibles dans les discussions relatives au choix des thèmes directeurs du congrès. Parmi les membres du comité du programme, certains insistent en effet sur la nécessaire « résonance avec les préoccupations des politologues du Tiers Monde » des sujets choisis et prônent, par exemple, une inscription à l'agenda de « la détente » ou du « socialisme démocratique ». D'autres, et notamment les membres occidentaux du comité, arguent à l'inverse de la nécessité d'éviter « la confusion ou ce que l'on pourrait appeler le discours des Nations Unies » et de ne pas « être trop marqué par les questions en vogue » comme « Salt II, le groupe des 77, la conférence de La Havane, etc. » (AISP 1980). Les hésitations transparaissent aussi dans les débats affirmant, comme dans le cas du congrès soviétique, le caractère indispensable de l'admission à Rio de tous les politistes « *bona fide* ». C'est autour de l'ambiguïté de cette notion que s'articulent les échanges,

alimentés notamment par des membres du comité exécutif investis dans les champs politiques de leur pays respectif⁵³ :

« Georgii Shakhnazarov would like to be assured that all political scientists will have access to the Congress, he is especially concerned with the Cubans. Karl Deutsch is afraid that the problem may arise with nationals in exile. Jack Hayward maintains that the Congress will have to be cancelled if access is denied. Candido Mendes tells the Committee that this question does not worry him. Before accepting IPSA's presidency he made sure that such problems would not arise. Diplomatic relations with Cuba will be resumed before the Congress and if they are not, special arrangements will be made. There is not a single Brazilian in exile for political reasons at this moment. John Meisel and Serge Hurtig propose to vote resolution reaffirming to the host country that having a Congress is conditional on free access to all bona fide political scientists [...]. Stefano reminds the Committee that a similar motion is already in our statutes but the notion « bona fide political scientists » must still be defined in such a way as to include scholars from other disciplines who are studying political phenomena. To replace the notion of « bona fide political scientist », Stefano Passigli and Jerzy Wiatr (members of our visa committee) propose the following motion : everyone who is (a) an IPSA collective member or (b) an individual member, or (c) invited to the congress in advance by a person authorized to invite may not be prevented attending an IPSA congress by the host country. Any person on the official invitation list of an IPSA round table must be accepted in the host country. Asher Arian would like to have a definition of « bona fide political scientists ». Jerzy Wiatr believes that such a notion can only be defined by membership as we cannot go around the world inquiring whether someone is a political scientist or not. » (AISP 1981)

L'organisation du congrès de Rio contribue néanmoins, comme celle des autres manifestations scientifiques extra-européennes de l'AISP, à construire un « réseau d'ampleur mondiale » pour l'Association, qui utilise ces contacts pour être représentée dans de multiples événements politistes nationaux en Amérique du Sud, en Afrique ou encore au Moyen-Orient (AISP 1982).

La période 1970-1988 apparaît ainsi comme celle d'une expansion des espaces scientifiques transnationaux. Multipliant les activités, **l'ECPR met ainsi en place plusieurs dispositifs dont le succès lui assure une reconnaissance rapide en tant qu'instance de consécration européenne.** En diversifiant sa base de membres et ses activités sur le plan géographique, **l'AISP acquiert quant à elle une forme de reconnaissance à l'extérieur de l'Europe.** Cette consécration des deux organisations s'accompagne d'une modification de la teneur des récits qui animent leurs débats. Dans

⁵³ Georgii Shakhnazarov sera ainsi conseiller politique de Gorbatchev (Lane 1995), Jerzy Wiatr député et

un souci d'adoucir l'image behavioriste qui lui est attachée depuis sa fondation et afin de contribuer à la construction d'un pôle de science politique européen, l'ECPR s'écarte ainsi de l'exemple américain pour recentrer ses préoccupations sur l'hétérogénéité européenne. Dans le but de composer au mieux avec à la fois les exigences de l'Unesco et son agenda scientifique, l'AISP voit de son côté ses préoccupations de défense de la science politique européenne disparaître des débats de son comité pour laisser place à une régulière expression de tensions entre logiques scientifiques et politiques, ces dernières étant alimentées par le contexte de guerre froide. L'émergence d'une organisation européenne dont les logiques d'action, rapidement affranchies de contraintes financières, sont guidées par des principes scientifiques, coïncide ainsi avec un affranchissement de l'AISP de ses préoccupations européennes et une repolitisation de ses débats internes. Tout se passe comme si s'était opérée une forme de transfert d'agenda, d'autant plus troublante que certains politistes siègent au comité exécutif des deux organisations – dont la moindre illustration n'est pas Stein Rokkan, président à la fois du Consortium et de l'Association de 1970 à 1973⁵⁴. Qu'elle qu'en soit la raison, la conséquence de ces développements est une forme de différenciation. C'est sur la base de cette différenciation que se structure, lors de la période suivante, une compétition dont l'un des théâtres est l'espace ouvert par la chute du communisme.

B) La professionnalisation de l'AISP et de l'ECPR (1989-2010) : l'apparition d'une forme de compétition transnationale.

La chute des régimes communistes marque une rupture dans l'histoire des organisations transnationales de science politique. En ouvrant les pays de l'Est à leur action, elle aboutit à l'esquisse d'une compétition entre organisations de plus en plus nombreuses (1989-97). Cette compétition se structure, lors de la période suivante, par le biais d'une multiplication d'activités élaborée de manière stratégique (1997-2010).

ministre de l'éducation polonais (Trent 2008 : entretien).

⁵⁴ Stein Rokkan est ainsi président (1970-73) puis membre du comité exécutif (1973-76) de l'AISP tout en étant président du Consortium. Jürgen Westerstahl et Ken Newton sont quant à eux simultanément membres des deux comités exécutifs, respectivement en 1970-73 et 1985-88. Serge Hurtig, enfin, est à la fois membre du comité exécutif de l'ECPR tout en étant directeur des *International Political Science Abstracts* de 1970 à 1976.

1- L'expansion de l'ECPR et de l'AISP vers l'Est et la création du Réseau Thématique en Science Politique (1989-97) : l'espace européen comme enjeu.

La croissance de l'AISP et de l'ECPR lors de la période 1970-88 a pour conséquence, à la fin des années 1980, une prise de conscience du caractère de plus en plus compétitif de l'environnement des organisations transnationales. Ces préoccupations sont alimentées par l'augmentation du nombre d'organisations et la constitution en enjeu de champs nationaux d'Europe de l'Est rendus plus accessibles par la chute du mur de Berlin.

Des débats d'un type nouveau apparaissent ainsi progressivement au sein de l'Association Internationale comme du Consortium Européen à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Ces échanges témoignent de la part des associations d'un souci jusqu'alors peu voire pas exprimé de prendre en compte les activités d'autres organisations transnationales pour déterminer leur propre politique. Une réunion commune des comités exécutifs de l'AISP et de l'ECPR est ainsi organisée en avril 1989⁵⁵, notamment à l'initiative d'une Association Internationale intriguée par le succès du modèle de développement du Consortium, fondé sur des membres institutionnels (AISP 1988a, 1988b) et une prise en compte des politistes « juniors » que l'AISP cherche à imiter⁵⁶. L'AISP cherche également à développer des contacts avec son « organisation sœur » l'Association Internationale de Sociologie (AIS) et avec une International Studies Association (ISA) américaine dont le développement est de plus en plus conçu comme problématique du fait de l'intégration dans sa base de membres d'associations nationales :

« [The secretary general's report] underlined the need to explore ways of collaborating with the International Studies Association, which is becoming a federation of National Studies Association where many of IPSA's members are active. » (AISP 1991a)

« [President Carole Pateman] wishes to pursue closer collaboration with our sister organisations, the International Studies Association and the International Sociological Association. The president also emphasized the need to strengthen cooperation with national associations. [...] The International Studies

⁵⁵ Un compte-rendu de la rencontre n'a malheureusement pu être trouvé ni dans les archives de l'AISP, ni dans celles de l'ECPR.

⁵⁶ Les minutes des comités exécutifs de l'AISP révèlent ainsi à plusieurs reprises un souci de prendre en compte les membres « juniors » de la profession (AISP 1990, 1991b, 1992a), notamment à travers la création de prix leur étant explicitement réservés lors des congrès (AISP 1994a, 1997).

Association should also be one of the major concerns in the future, particularly since the ISA was apparently in the process of becoming a federation of International Studies Associations. » (AISP 1991b)

Cette préoccupation est notamment liée à l'enjeu que constituent l'International Social Science Council et ses subventions pour une AISP toujours financièrement fragile et gérée par son secrétariat sur la base de « bricolages » (AISP 1991a). L'ISSC est en effet lui-même en phase de reconfiguration de façon à être mieux à même de prendre en compte le nombre croissant d'associations transnationales de sciences sociales (AISP 1991a). Ses réformes aboutissent à l'abandon des subventions structurelles attribuées par l'Unesco depuis les années 1950 au profit de la mise en place d'un système de financement reposant exclusivement sur le soutien de projets ponctuels (AISP 1995a, 1995b). L'AISP se montre donc de plus en plus soucieuse de sa représentation au sein du Conseil et de l'image de ses activités auprès de ce dernier. Elle porte ainsi un soin particulier au choix de ses représentants en nommant de manière systématique ses anciens présidents et secrétaires généraux (AISP 1994b) et fait en sorte d'inviter régulièrement des membres de l'ISSC aux réunions de son comité exécutif (AISP 1995a).

Ce souci se comprend aussi en lien avec la crainte de l'Association de voir certaines sous-disciplines échapper, à travers le développement d'organisations alternatives, au giron de l'AISP. Les velléités de coopération avec l'ISA sont ainsi emblématiques d'une interrogation plus large quant à la manière de gérer la place du domaine des relations internationales au sein de l'Association. Les suggestions de certains membres du comité du programme d'intégrer des thèmes de relations internationales à l'agenda du congrès de Berlin (1994) sont ainsi sources de débats en rentrant en contradiction avec certains des principes de l'AISP :

« Goodin reiterated that he was very interested in having a coherent programme, which meant not having all sub-disciplines represented proportionally. However, he took the point of IR, and would suggest to add a few sessions to accomodate this interest. » (AISP 1992a)

Ce type de préoccupations ne se cantonne pas à des relations internationales souvent perçues comme le plus autonome des sous-champs composant la science politique. En 1994 est en effet fondée une « Society for comparative social research » sur la base de réseaux constitués par le Comité de recherche en sociologie politique de l'AISP.

L'apparition de cette nouvelle organisation, si elle ne présente pas de menaces directes pour l'Association, n'en est pas moins perçue comme inquiétante pour ce qu'elle révèle de l'attractivité de l'AISP :

« [Hans-Dieter Klingemann] pointed to the recent establishment of the Society for Comparative Social Research, whose makeup comprised largely principal players from the IPSA Research Committee on Political Sociology. NOTED : Commission Chair's view that IPSA should be alarmed at the circumstances leading to the establishment of the Society for Comparative Social Research. There was an apparent discrepancy between IPSA, which spends 1.05% of its total budget on its research committees, and the ECPR, which spends almost half of its income on supporting its groups. Although the origins of the new Society did not lie in these financial concerns, it was clearly anxious to operate outside the umbrella of IPSA. It was, however, prepared to consider a joint meeting. NOTED : views from other speakers that the new society could be interpreted in a range of different ways ; that its creation could be seen as a tribute to IPSA's success ; and that it was unlikely to constitute any long-term threat to IPSA. NOTED : the president's view that IPSA should strive to strengthen intellectual discipline through the Association, and that it was alarming to see groups of this kind moving away (...). NOTED : commission chair's commitment that the commission would work hard to come up with new ways of enhancing the attractiveness of working through the existing system. » (AISP 1995a)

La question de la prise en compte des nouveaux espaces liés à des secteurs de la connaissance particuliers n'est pas propre à l'AISP. L'ECPR connaît en effet lui aussi un débat interne portant sur le cas des relations internationales. Ces dernières font, à partir de la fin des années 1980, l'objet de projets de coordination d'envergure européenne notamment en réaction à l'expansion géographique et aux « prétentions hégémoniques » de l'ISA (Groom 2010, McKay 1988a : 3). A l'initiative de la British International Studies Association (BISA), son président John Groom (University of Kent) est ainsi chargé de prendre de premiers contacts et d'organiser une rencontre d'internationalistes européens (Groom 2010). Cette réunion, tenue dans le cadre des *joint sessions* de l'ECPR, génère des discussions entre les membres de ce dernier. Tout en reconnaissant aux relations internationales un « statut spécial au sein de la discipline », ils espèrent conserver le domaine dans le champ d'activités du Consortium (McKay 1988a : 3, 1989 : 2). L'atelier sur « le futur des relations internationales en Europe », confronté à trois options possibles, suit finalement cet avis, le soutien financier et institutionnel de l'ECPR apparaissant préférable à la création d'une association indépendante – trop coûteuse – ou à un patronage de l'ISA – incompatible avec les velléités d'indépendance vis-à-vis du champ américain. Une forme de méfiance

existe néanmoins à l'égard d'un Consortium perçu comme jusqu'alors peu ouvert aux relations internationales, et il faut quelques rencontres entre John Groom et Ken

Encadré 10 : Ken Newton (1940-...)



Diplômé de l'Université d'Exeter en 1962, Ken Newton poursuit ses études de sociologie à l'Université de Cambridge où il obtient son doctorat en 1966. Il obtient alors un poste d'enseignant en sociologie politique à l'Université de Birmingham avant de poursuivre sa carrière en tant que post-doctorant au département de sociologie de l'Université du Wisconsin (Madison) à l'aide d'une subvention de l'American Council of Learned Societies (1972-73). Il revient ensuite au Royaume-Uni successivement en tant que *research fellow* au Nuffield College, directeur du département de science politique de l'Université de Dundee, *lecturer* puis professeur à l'Université d'Essex, et professeur puis professeur émérite à l'Université de Southampton.

Spécialisé notamment en politique comparée et en étude des comportements politiques, il est amené très tôt à l'ECPR par l'évaluateur extérieur de son travail de thèse, Jean Blondel. Il participe ainsi à la première édition des « research sessions » avant de devenir membre du comité exécutif (1979-1991) puis directeur exécutif (1991-2000) de l'organisation. A la tête du Consortium, il est notamment à l'origine de la mise en place d'une « general conference ». Il est aussi l'un des protagonistes des discussions agitant l'ECPR lors de la création et du développement de l'EpsNet. Son action associative inclut également une participation aux comités exécutifs de la PSA (1979-92) et de l'AISP (1985-91).

Newton, alors directeur exécutif de l'ECPR (encadré 10), pour qu'un arrangement soit acté (Groom 2010, Newton 2009 : entretien). Un « standing group » en relations internationales est finalement lancé en 1990 (McKay 1990 : 2). Bénéficiant d'un statut relativement plus autonome que les autres, il organise sa propre conférence et met en place sa revue spécifique, le *European Journal of International Relations* (Newton 1995 : 2). La première conférence du groupement, réunie à Heidelberg en 1994, est révélatrice de son rapide succès, réunissant plus de 400 chercheurs (Groom 2010, Newton 1996 : 3). Une seconde conférence, tenue à Paris en 1996, contribue à l'institutionnalisation durable du « standing group » et des nouveaux espaces de rencontres transnationaux qu'il contribue à ouvrir (Newton 1997 : 2).

Si la conservation du domaine des relations internationales au sein du Consortium prévient la constitution d'une organisation transnationale autonome supplémentaire, la tendance est à l'augmentation du nombre d'organismes ce type. Dans la mesure où ces institutions tirent, à l'image de l'AISP et de l'ECPR, leur légitimité de l'adhésion de groupements nationaux, le nombre de sollicitations dont ces derniers font l'objet tend également à croître. Les développements suivant l'apparition d'une nouvelle source de membres potentiels au début des années 1990 illustrent cette tendance. La chute du communisme s'accompagne en effet de la création d'associations et de départements de science politique en Europe centrale et orientale (Klingemann 2008 : 377) que l'AISP comme l'ECPR prennent rapidement pour cibles.

L'Association Internationale, déjà présente en Europe de l'Est à travers notamment la tenue de manifestations scientifiques dans la région, décide de poursuivre son effort par le biais de plusieurs mesures et activités. Tout en encourageant la participation européenne est-européenne à son congrès de Buenos Aires (1991), elle prend ainsi la décision symbolique de tenir la conférence de 1994 à Berlin (AISP 1990). L'opération est, du point de vue de l'Association, un succès : elle réunit le nombre record de 1884 participants et reçoit « une couverture médiatique très substantielle » (AISP 1994b). Le projet d' « ateliers itinérants », initialement mis à l'étude au cours des années 1980 pour une application à l'échelle mondiale, est finalement concrétisé et d'abord appliqué au seul cas est-européen. Attirant ainsi une subvention importante de l'Unesco, les ateliers prennent la forme de « séminaires de formation » capables « d'aider au développement de la science politique » là où elle n'est encore qu'émergente et sont successivement organisés en Estonie sur le thème des « élections et systèmes partisans dans les démocraties modernes » (Tallinn, 1993) et en Lituanie (Vilnius, 1996) autour du sujet du « défi de la transformation des régimes : les nouveaux systèmes politiques en Europe centrale et orientale » (AISP 1992a, 1992b, 1995a). Le succès rencontré par ces manifestations, couplé à l'obtention, à l'aide de subventions de la fondation MacArthur, des adhésions des associations croate, slovène (1992), lituanienne et slovaque (1994), conforte le comité exécutif dans l'idée que l'AISP partage avec l'ECPR un devoir d'aide à la « reconstruction des sciences sociales en Europe de l'Est » (AISP 1991b, AISP 1994a, AISP 1997). Ce sentiment n'est néanmoins pas suffisamment pour que l'Association Internationale porte à sa tête un politiste est-européen, la candidature de

Jerzy Wiatr, proposée par les associations polonaise et yougoslave, étant ainsi écartée pour la seconde fois⁵⁷ au profit de l'américaine Carole Pateman (AISP 1990).

L'ECPR, jusque-là décidé à n'admettre aucune institution est-européenne du fait de ses contraintes statutaires limitant l'adhésion à des membres libres sur le plan politique, lance lui aussi un programme d'actions à destination de l'Europe centrale et orientale. Ce programme, mis en place sous l'égide d'un « sous-comité est-européen » du comité exécutif, se développe dans deux directions :

« Our organisation is well placed to play a significant role in the academic development Eastern Europe universities. We can do this in two ways. First, by opening up membership to East European universities and second, by providing expertise on a range of issues which may be of use both to academics and the broader political community in Eastern Europe. » (McKay 1989 : 1)

Le Consortium lance ainsi plusieurs initiatives à destination de l'Europe centrale et orientale en produisant un *Handbook of Central and East European political science*, en organisant des ateliers dans ces pays (Newton 2009 : entretien), en subventionnant la tenue d'une école d'été à Budapest (Newton 1994 : 3) et en mettant en place un Fonds est-européen destiné, avec l'aide des associations britannique, danoise et hollandaise, à financer la venue de politistes de la région aux *joint sessions* (Newton 1993 : 1). Sur le plan du nombre de membres, les effectifs est-européens n'augmentent cependant que lentement (Newton 1997 : 1). Malgré une politique d'incitation à travers un système de parrainage suivi notamment par des départements d'Europe du Nord (Newton 1993 : 1, Newton 1996 : 1) et une baisse du prix des cotisations (Newton 1995 : 1), seules onze adhésions sont enregistrées sur la période 1990-1998 en Croatie, République Tchèque, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Russie, Slovénie (une adhésion) et en Hongrie (trois adhésions) (Newton 1999 : 24).

L'espace est-européen n'est pas le seul à poser problème aux deux associations au début des années 1990. L'AISP comme l'ECPR pointent en effet toutes deux des difficultés à pénétrer les champs francophone et français. L'Association Internationale, pourtant bilingue depuis sa création, souligne ainsi un problème de domination croissante de

⁵⁷ Déjà nommé en 1982, Wiatr avait retiré avec regret sa candidature au motif que « la situation [avait] changé et [que] sa candidature à ce stade n'atteindrait pas ses objectifs originels » en obtenant un « soutien unanime » et en « unifiant l'Association ». Le président sortant Candido Mendes avait alors

l'anglais dans ses manifestations, et envisage la mise en place de congrès exclusivement francophones :

« IPSA is becoming less bilingual. There is a need to increase the development of political science in new regions and other languages – Chinese, Spanish, etc. There is a proposal to begin with a « French » congress. If IPSA does not take the initiative, others might. It was pointed out that ECPR tried and it produced fracturing. « Ethno » political science is important here. The lean should be towards encouraging a variety of languages as opposed to the domination of « international » languages. This would be a direct connection with the development of regional integration of political science. » (AISP 1988a)

Si aucune suite n'est donnée à cette idée, les interrogations qui la sous-tendent semblent être emblématiques de préoccupations partagées par l'ECPR. Si l'école d'été de Lille apparaît en effet « bien établie », elle ne dépasse que ponctuellement la vingtaine de participants lors de la première moitié des années 1990 (McKay 1991a : 1, Newton 1992 : 2, 1993 : 2, 1994 : 3). Le nombre d'adhérents institutionnels français, s'élevant à onze en 1982 (voir *supra*, tableau 11, p. 139), décline jusqu'à être réduit à quatre en 1994 (Newton 1994 : 1). Cette baisse absolue est d'autant importante sur le plan relatif, dans un contexte où le nombre total de membres passe de 110 en 1982 à 163 en 1994. A ces adhérents réguliers s'ajoute, de plus, un nombre croissant de membres associés, atteignant la trentaine – dont une majorité d'américains – au milieu des années 1990 (Newton 1994 : 1). Le Consortium a en effet créé en 1989 une nouvelle catégorie de membres permettant d'intégrer des institutions extra-européennes à l'ECPR, non sans susciter quelques controverses :

« [ECPR executive director] Dr McKay introduced the Executive Committee's proposal to permit associate members to the ECPR by outlining the historic background of the ECPR. He explained that the ECPR was originally created to establish a European network of political science to counter balance American influence. Now however the ECPR is sufficiently well established and reputed to allow associate members to join the organisation. [McKay's] intention was for associate membership to apply to countries outside of Europe only. [...] Dr McKay explained that the purpose of the amendment was twofold: to attract American institutions and to increase the ECPR revenue. Doubts were however raised by Council members as it was felt that Associate [...] membership would influence the future developments of the ECPR, even if this was not possible constitutionally. It was felt by members that the proposal changed the character of the European component to the detriment of the ECPR. Dr McKay answered this criticism by responding that Associate and Foundation membership would only be extended to those institutions committed to and interested in Europe

explicitement regretté que « la quête d'un candidat issu d'un pays socialiste ne puisse encore être menée à son terme » (AISP 1982, notre traduction).

[and] reiterated that the ECPR was now strong enough to accept non-European countries in this capacity. » (ECPR 1989 : 1-3)

Le déclin relatif et absolu de la présence française au sein de l'ECPR débouche sur la production, en 1996, d'un mémorandum alarmant de son président Mogens Pedersen. En plus des problèmes d'adhésions insuffisantes, la note pointe une sous-représentation des politistes français dans les manifestations ECPR, la présence française culminant à 6,5% des participants lors de *joint sessions* organisées à Bordeaux en 1994. Elle souligne aussi que seuls 6 % des articles soumis à l'EJPR sur la période 1993-95 proviennent de France et d'Italie, tandis que seul un politiste français a assisté à l'école d'été d'Essex sur la même période. Pedersen prescrit donc de réfléchir à des solutions permettant « d'abaisser ces barrières et d'amener la France plus près de l'ECPR et l'ECPR plus près de la France » (Pedersen 1996a, notre traduction).

Le déclin de la présence et de la langue françaises au sein de l'AISP et de l'ECPR coïncide avec la tenue, en avril 1996, d'une conférence organisée sous l'égide du Centre européen de l'IEP de Paris sur le thème « the political science in Europe : education, cooperation, prospects ». Cette rencontre débouche, en lien avec l'appel à propositions pour des « réseaux thématiques » lancé dans le cadre du programme Socrates-Erasmus de la Commission Européenne, sur un projet de réseau européen en science politique à discuter lors d'une nouvelle réunion le 27 juillet 1996 (Durant 1996). L'ECPR, invité à prendre part à ce rassemblement du fait de son caractère incontournable à l'échelle européenne, accueille l'initiative avec circonspection tout en suscitant une forme de méfiance chez les coordinateurs français du projet :

« The Thematic Network (TN) is politically biased – its goals are in correspondance with the general EU « ideology ». Not all members of ECPR will agree. This is, however, a minor point. More important : the conditions for proposing and succeeding within TN are written in such a way that bureaucrats can be in complete and happy control throughout. » (Pedersen 1996b)

« In the project, nothing should be interpreted as the « hegemony » of a particular institution or of a particular country. We have to make clear that ECPR is not an interest or pressure group... It is one of the sensitive issues. ECPR will have an important role but it should not be interpreted as an hegemonic role. [...] Last but important point : the Centre Européen of Sciences Po in Paris could be, if necessary, the « continental correspondent » of the ECPR. I [NB : Bruno Cautrès, chercheur à Sciences Po Paris et membre du comité exécutif de l'ECPR] think that the idea is excellent due to the role of the Centre Européen in the creation of the network. It also would have the

advantage to clearly mark the implication of France in a major ECPR project. »
(Cautrès 1996)

Face à une initiative perçue comme une tentative française⁵⁸ d'utiliser les ressources symboliques et organisationnelles de l'ECPR⁵⁹ pour chercher à le dépasser, les dirigeants du Consortium optent pour une attitude prudente consistant à « continuer à supporter le projet en tant qu'observateur mais sans y jouer de rôle central » (Quermonne 1996b, notre traduction). Le projet, affiné au fil de plusieurs conférences, marque quant à lui sa différence vis-à-vis de l'ECPR en soulignant d'une part « une préoccupation grandissante de promouvoir et de consolider la dimension transnationale de l'enseignement de la recherche en science politique » mais en mettant aussi, d'autre part, le doigt sur les difficultés du Consortium en insistant sur la nécessité d'orienter l'action du réseau thématique vers les dialogues Nord-Sud et Est-Ouest (Anonyme 1996 : 3). Finalement soutenu par quelques « 107 universités, départements et associations partenaires », le projet de réseau thématique est retenu parmi plus de 80 propositions par la Commission Européenne en novembre 1997 et aboutit à la création d'une nouvelle organisation transnationale (Kulesza 1997).

La période 1989-97 voit donc une triple évolution des espaces transnationaux de science politique. La **multiplication et la diversification croissante des activités des organisations existantes contribuent, en premier lieu, à créer les conditions sociales de possibilité de la fondation de nouvelles associations sur la base d'une différenciation sous-disciplinaire à géométrie variable** (les relations internationales ne restent, par exemple, pas forcément dans le giron de toutes les organisations de science politique). **La différenciation est, en deuxième lieu, également observable au niveau d'espaces nationaux et linguistiques particuliers**, les champs francophone et

⁵⁸ L'étiquette française est d'autant plus prégnante que le Centre européen de Sciences Po est très tôt proposé comme siège du futur réseau thématique en lien avec la FNSP et l'AFSP : « a decision would be made on designating a co-ordinating institution able to provide the necessary logistic support for the network's activities and to act under the leadership of the « academic entrepreneur » and in close collaboration with the different components as well as the ECPR. For the time being, the European Centre of Sciences Po, which has successfully organised the Evaluation Conference, is considering the feasibility of such a task, along with the French Political Science Association. The Fondation Nationale des Sciences Politiques, which is the Centre's parent organisation, has already expressed its agreement in principle » (Quermonne 1996b).

⁵⁹ Si le Consortium n'a rencontré que peu de succès dans l'obtention de fonds européens, ses dirigeants le considèrent depuis plusieurs années comme « le porte-parole majeur – et unique – des chercheurs en sciences sociales au niveau européen » (AISP 1982 :11, McKay 2008 : entretien, Newton 2009 : entretien).

français s'avérant de plus en plus difficile d'accès pour l'AISP comme pour l'ECPR et suscitant des projets d'internationalisation alternatifs. **Certains organismes nationaux – l'ISA et la FNSP – ou régionaux – l'ECPR – prennent, en troisième lieu, la décision d'acquérir une dimension supplémentaire en ouvrant leur *membership* à des membres associés d'origines géographiques élargies – l'ISA et l'ECPR – ou en suscitant la création de nouvelles organisations transnationales – la FNSP et l'EpsNet.** Ces trois types de phénomènes débouchent sur une **forme de compétition à distance entre instances de consécration pour les ressources symboliques et objectives fournies par les adhésions nationales**, notamment à l'occasion de l'ouverture de nouveaux espaces de concurrence en Europe centrale et orientale à la suite de la chute du mur de Berlin. L'apparition de cette forme de concurrence, indice de la constitution d'un champ transnational de science politique, n'est cependant qu'une première étape, et la période suivante voit la compétition s'intensifier et se structurer.

2- La professionnalisation de l'AISP et de l'ECPR (1997-2010) : la structuration d'une compétition transnationale.

Les premiers signes d'une intensification de la compétition lors de la période 1997-2010 sont d'abord perceptibles en Europe où le développement du Réseau Thématique pousse l'ECPR à élaborer plus avant sa stratégie organisationnelle. Le fait que l'AISP connaisse un développement similaire entraîne un investissement des ressources abondantes des deux organisations dans une diversification de leur activité et une ouverture de nouveaux espaces transnationaux.

La création du Réseau Thématique (RT) Européen en Science Politique entraîne d'abord des restructurations à l'échelle européenne, à travers notamment de premières tentatives de coordination entre organisations transnationales. De premières réunions débouchent sur la mise en place d'un partenariat entre RT et ECPR relatif à l'établissement d'annuaires des institutions de recherche et d'enseignement en science politique et d'une base de données des politistes européens (Anonyme 1997). Parallèlement à cette initiative, le RT entreprend de réunir en janvier 1998 les responsables d'associations nationales pour « envisager la possibilité pour le RT de faciliter la communication, la coopération et le transfert d'expériences entre associations nationales de science politique » (Grunberg 1997, notre traduction). Cette rencontre donne lieu à l'expression

d'un « consensus [...] quant à la création d'une « Association Européenne des Associations Nationales de Science Politique », conçue comme une fédération de structures existantes » et chargée en particulier de porter la voix de la science politique sous forme de lobbying au niveau européen (Grunberg et Kulesza 1998). Ce projet, par la suite formalisé dans une proposition plus concrète, marque sa différence vis-à-vis des organisations existantes et notamment de l'ECPR tout en cherchant à s'appuyer sur le capital symbolique de ce dernier :

« In my view, ECPR is the established and experienced institution-based organisation in Europe, and is providing a considerable service to political science already. The Association of European Political Science Associations (AEPSA) has a different role. It would not have a mandate to deal principally with political research. Instead it would seek to represent individual members and a wider set of political science concerns. The lack of institutional membership of AEPSA may, however, be a problem for Brussels, who seem to want an institution-based outcome from the Thematic Network. They may therefore be unwilling to fund an Association of Associations, however worthy and appropriate it might be.

One solution to this might be to create a special membership category for ECPR, thus allowing AEPSA to claim institutional affiliation. There are advantages to both ECPR and AEPSA in this solution, but the nature of the collaboration would have to be carefully thought through in advance. » (Forbes 1998)

Ces velléités de collaboration RT-ECPR ne rencontrent cependant qu'un succès limité et donnent lieu à l'apparition de tensions entre organisations. Apparues dès les premières réunions entre Réseau Thématique et Consortium en particulier du fait du lien du RT à des ambitions institutionnelles de la FNSP – « Sciences Po wants to be « big » in Euro Studies (explanations of its strong support for the network and its putting people and other resources into the operation) » (Goldsmith 1997) – les difficultés sont exacerbées par des malentendus entre secrétariats dans le développement des bases de données et annuaires européens (Grunberg 1998, Newton 1998a). Cette « atmosphère antagoniste » et « compétitive » (Leijenaar 1998) contribue à construire une rivalité entre les deux organisations exacerbée par le fait que ces dernières reposent sur des membres institutionnels différemment répartis géographiquement :

« [The Thematic Network's] membership is now up to 197 universities of which 93 are not members of the ECPR; 35 are based in Eastern and Central European countries and 62 are based in the Southern Europe (32 of these are not a member of ECPR). [...] Although the activities of both organisations involve different areas, the founding of the TN has created an atmosphere of antagonism and competitiveness among at least some of the political scientists who are active either in the ECPR or in the TN. Even more regrettably, the sense of

having to support one organization or the other creates a very serious risk of dividing political scientists into two regional groups – Northern and Southern. Apart from the active participants, there is a very large group of political scientists who do not really know the differing objectives of both organisations, and who are merely confused by the sudden existence of two political science associations. All of this has created what is potentially a very damaging situation.

To add to this there are the plans for setting up an AEPISA as the continuation of the TN. [...] DG22, which is in favour of such a European organization, has made it very clear that it will only fund an association that is based on an *institutional membership*. This will ultimately provide very serious problems indeed for the ECPR. In future, departments may well have to choose to use their limited funds to pay for one membership or the other, in a situation where the « rival » to the ECPR is receiving a heavy EU subsidy. » (Pedersen et Leijenaar 1998)

Les craintes de voir ainsi se développer « une désastreuse fracture au sein de la science politique européenne » conduisent certains membres des exécutifs des deux organisations à proposer de manière pressante et concrète la création d'une Association Européenne de Science Politique (EPSA) englobant RT et ECPR (Pedersen et Leijenaar 1998). La proposition suscite cependant de vives réactions d'opposition au sein d'un Consortium dont la majorité des membres du comité exécutif estime n'avoir que peu à gagner dans la fondation d'une telle structure :

« The idea of dissolving the ECPR and fusing it into an EPSA or similar organisation is totally out of the question. It would be madness to fuse a long standing, effective, efficient, financially secure organisation with a very high professional prestige, corporate identity, and with a broad and successful range of activities, with an unknown quantity which might or might not work, and which depends heavily on Brussels for funding.

This would be like Bayern Munich or Real Madrid agreeing to merge with a local amateur club only a year old, that might or might not become half way decent by amateur standards some time in the future. There is no reason even to start thinking about such an option. Especially when the manager of the amateurs has not yet proved competence in this matter. » (Newton 1998b)

Exprimées lors d'une réunion très tendue du comité exécutif le 26 septembre 1998, ces réticences se fondent notamment sur les convictions que, d'une part, le RT cherche à se placer au « centre de développements futurs de la science politique européenne, cantonnant l'ECPR à un rôle de partenaire « junior » » et que, d'autre part, « les dirigeants de la FNSP ont pour réel projet d'établir une association de science politique pilotée par la France » (ECPR 1998). Réitérés lors de rencontres ultérieures du comité, ces partis pris conduisent à de multiples tensions internes au Consortium et à une prise

de distance croissante vis-à-vis du Réseau Thématique. La compétition se fait alors plus explicite entre les deux organisations : tandis que le RT tente de pérenniser sa structure au-delà de la terminaison du financement européen en devenant le European Political Science Network (EpsNet) (Topf 2007 : 417), l'ECPR met en place un groupe d'étude chargé d'élaborer des propositions quant à sa stratégie organisationnelle de long terme (ECPR 1999 : 1).

Le développement de ce type de « bilan stratégique » n'est pas propre au Consortium, et l'AISP charge des membres de son comité exécutif de la réalisation d'une mission comparable. La décision est en partie inspirée de préoccupations quant à la multiplication d'organisations européennes, la concurrence que ces dernières posent pour l'action de l'AISP et « l'occidentalisation de la science politique » qu'elles impliquent (AISP 2001, notre traduction). Mais c'est plus largement le caractère de plus en plus compétitif de l'environnement transnational de l'Association qui conduit son comité exécutif à faire l'inventaire de possibles stratégies de développement. Sont en effet créées, comme lors de la période précédente et selon des principes similaires, plusieurs organisations transnationales auxquelles le comité exécutif de l'AISP prête une attention soutenue comme le World International Studies Committee (WISC, fondé en 2000 autour du sous-champ des relations internationales), le Réseau d'Associations Francophones de Science Politique (lancé en 2005 en lien avec un espace linguistique particulier, avec le soutien de l'AISP), le Asian Consortium for Political Research (ACPR, fondé en 2004 sur la base d'une aire géographique) ou l'International Association of Political Science Students (IAPSS, fondée en 1998) (AISP 2002). Dans ce contexte de plus en plus concurrentiel, le comité exécutif considère que l'AISP est tenue de réaffirmer son caractère incontournable pour le développement d'une science politique transnationale :

« If IPSA is to assert and expand its role as a global player, considerable thinking and resources should be engaged to promote the adjustments required by an ever more competitive environment. APSA's new competitive thrust in that direction, such as mobilizing its leading intellectuals to present the spirit of Political Science in places and countries not easily reached by PSC associations, was mentioned as one evidence among others. It was agreed that IPSA's priorities should be established in the light of its condition as a global player in a more competitive environment and in tandem with an accurate assessment of the resources and assets available to fulfil this role. » (AISP 2006a)

Les travaux des commissions chargées d'établir ces bilans stratégiques débouchent sur la formulation de quatre types de recommandations. Les premières visent à augmenter la visibilité des deux organisations en multipliant leurs activités et en offrant à leurs membres des espaces alternatifs à ceux qui, à l'image des *joint sessions*, sont déjà saturés de sollicitations. Les secondes consistent à élargir le champ d'action de l'AISP et de l'ECPR en l'orientant vers l'enseignement de la science politique. Les troisièmes ont pour objectif de fortifier la structure des deux organisations en augmentant la taille de leur secrétariat respectif. Les quatrièmes visent quant à elles à réaffirmer la centralité de l'Association et du Consortium à l'échelle internationale en tissant une série de partenariats avec d'autres organisations transnationales et nationales de science politique (voir AISP 2006b, ECPR 1999, 2002, 2005).

Ces quatre types de recommandations sont onéreux et la concrétisation d'une partie des suggestions n'est rendue possible que par la bonne santé financière des deux organisations. L'ECPR, déjà stabilisé sur le plan financier par une base de membres constamment croissante depuis sa création, a en effet renforcé son assise par la reprise en main d'un *European Journal of Political Research* – et des bénéfices associés – dont le titre était jusqu'alors propriété de la maison d'édition en charge de sa production (Newton 2009 : entretien, 2010 : 50). L'AISP a de son côté comblé son bénéfice structurel antérieur grâce au budget excédentaire des *International Political Science Abstracts* et à l'efficace levée de fonds associée à plusieurs de ses congrès, notamment asiatiques (AISP 2001, 2002, Lachapelle 2009 : entretien).

La disponibilité de ces fonds rend possible la multiplication des activités des deux organisations. Dans le cas de l'AISP, plusieurs types d'évènements sont ainsi mis en place pour combler le vide séparant les congrès triennaux. Les premiers sont des symposiums. Organisés, selon la politique de représentation géographique toujours prégnante⁶⁰, dans des régions variées du monde – Afrique du Sud, Inde, Canada, Royaume-Uni, etc. – ils prennent la forme de colloques de moyenne envergure portant sur des thèmes spécifiques – « la mondialisation et l'avenir des nations et des Etats », « la politique et l'ethnicité », « le financement des partis politiques », etc. – et visent en

⁶⁰ Les congrès mondiaux sont ainsi, au cours de la période, organisés à Séoul (1997), Québec (2000), Durban (2003), Fukuoka (2006) et Santiago du Chili (2009). Asie, Afrique, Amérique du Nord et Amérique du Sud sont ainsi représentés avant un retour en Europe prévu en 2012 à Madrid.

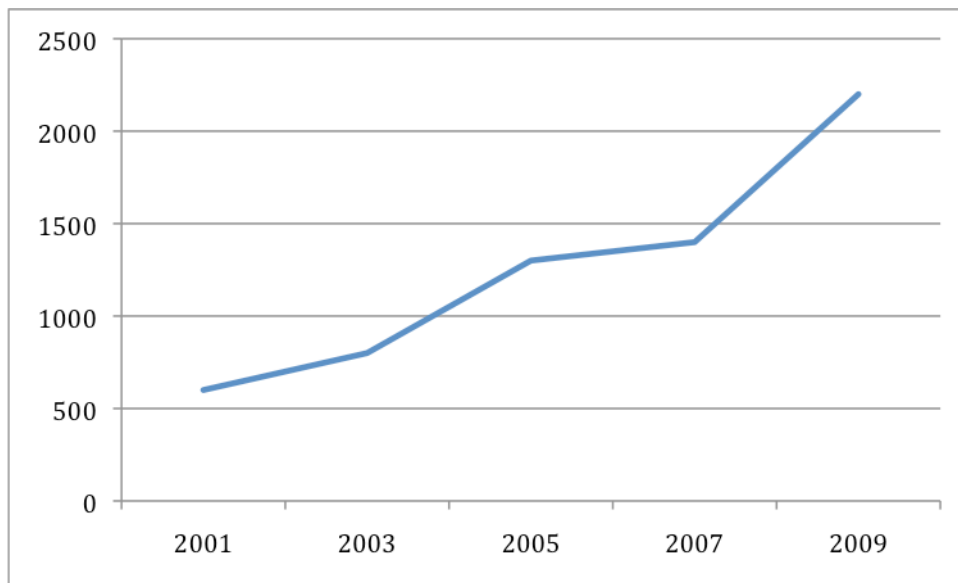
particulier « [à attirer] les universitaires les plus jeunes et à faire le lien entre politistes et professionnels de la politique » (AISP 2000, notre traduction). En plus de ces symposiums, l'Association Internationale subventionne et organise également des écoles d'été. Inspirées du modèle de l'ECPR, elles sont centrées sur les méthodes des sciences sociales. En particulier destinées aux doctorants asiatiques, sud-américains et africain, elles connaissent leur première édition à Sao Paulo en 2010 (AISP 2006b, 2011).

L'ECPR créé également trois types de nouvelles manifestations scientifiques. Les premières sont des formations, dont l'offre est diversifiée à travers l'organisation d'écoles d'été thématiques sous l'égide des « standing groups »⁶¹ et la fondation à Ljubljana d'une nouvelle summer school consacrée aux méthodes et techniques d'enquête en sciences sociales⁶² (Newton 2009 : entretien). Les secondes prennent la forme de conférences scientifiques de grande ampleur. Pour soulager des *joint sessions* victimes de leur succès et limitées dans leur capacité d'accueil, il s'avère en effet nécessaire de créer de nouvelles manifestations capables d'accueillir en nombre les effectifs associés à la base de membres croissante du Consortium. Sont ainsi fondées, en dépit des réticences de certains membres du comité exécutif, une « general conference » ouverte à l'ensemble de la profession et une « graduate conference » spécifiquement réservée aux politistes « juniors » (Newton 2009 : entretien). Organisées de manière biennale et en alternance, elles rencontrent toutes deux un rapide succès (graphique 6). En 2008 sont enfin lancées des « capital lectures » dont l'objet est proche de celui des symposiums de l'AISP en ceci qu'elles visent à réunir à la fois des universitaires, des professionnels de la politique et des journalistes, afin notamment d'améliorer l'image de la science politique auprès du grand public. Organisées successivement à Madrid (2008), Londres (2009) et Rome (2010), elles traitent de thèmes d'actualité tels que « le gouvernement des métropoles », « la crise financière » ou « religion, démocratie et libertés civiques » (ECPR 2009 : 95-6, Newton 2009 : entretien).

⁶¹ Les thèmes « analytical politics and public choice », « EU politics and policies », « international relations », « local government studies », « Southern politics and policy », « political parties » et « environmental politics and policy » constituent quelques exemples de sujets faisant l'objet d'écoles d'été.

⁶² L'école de Ljubljana est fondée suite à la sortie progressive de l'école d'été d'Essex du giron du Consortium, notamment pour des raisons de désaccords d'ordre financier entre l'université et l'ECPR.

Graphe 6 : nombre de participants aux conférences générales de l'ECPR 2001-2009



(source : calculs de l'auteur sur la base de données archivistiques)

Les nouvelles activités ne se limitent pas au seul champ des manifestations scientifiques. L'AISP et en particulier l'ECPR lancent en effet sur la même période de nouveaux projets éditoriaux. Le Consortium transforme ainsi progressivement, sur le modèle de l'APSA et de *PS : Political Science and Politics*, sa lettre d'information en revue – *European Political Science* (EPS) – consacrée notamment à des articles réflexifs portant sur l'état de la discipline (Bull 2010 : 48-9). Face au nombre élevé de propositions d'articles reçues par l'EJPR et à son image behavioriste persistante, le comité exécutif prend aussi la décision de créer une nouvelle revue généraliste – la *European Political Science Review* (EPSR) – chargée de représenter la science politique dans sa diversité (ECPR 2009 : 36-7). Ces nouvelles revues sont enfin accompagnées de l'amorçage par le Consortium d'une activité d'édition à travers la création des Presses de l'ECPR, dont l'objet est notamment de rééditer des ouvrages épuisés considérés comme classiques (ECPR 2006 : 26). Du côté de l'AISP sont aussi lancées deux entreprises éditoriales. La première n'est pas directement liée à son bilan stratégique et fait suite à une sollicitation de la maison d'édition Routledge. L'Association est ainsi impliquée dans le pilotage de la production d'une encyclopédie internationale de science politique à travers le choix des directeurs et le suivi du projet (AISP 2005a, 2006b). La seconde entreprise est quant à elle électronique et consiste en la mise en place d'un portail web chargé de référencer,

classer et évaluer les sites se rapportant à la science politique. L'objet de la création de l' « IPSA Portal » est ainsi d'affirmer sur un nouveau plan la place centrale de l'AISP :

« IPSA has an extraordinary asset in the Web environment: it is the most authoritative global association in the field of political science. For the international spread of its membership, for the articulation of its Research Committees, for the high scholarly standards of its publications and congresses, IPSA enjoys a privileged status which can be greatly enhanced by a more proactive role in the Internet community.

The main focus of the IPSAonline Portal would be to enhance access and circulation of selected political science sources and resources to the global community of scholars. A special attention in the development of the Portal would be devoted to the specific needs of scholars and researchers from the developing countries, in an effort to counteract the effects of the digital divide and to enhance IPSA's core mission as a truly global community. » (AISP 2002)

Les revues d'activités et bilans stratégiques des deux organisations suggèrent également une réorientation de leur action, en plus de leurs objectifs de recherche, vers une prise en compte des problématiques liées à l'enseignement de la science politique. Dans le cas de l'AISP, la suggestion est liée au « potentiel commercial du secteur » et aboutit à la prévision de la publication d'un « inventaire comparatif mondial des syllabi et curricula des formations de base en science politique » (AISP 2006b, notre traduction). Dans le cas de l'ECPR, la recommandation est fondée sur l'argument « qu'il existe des activités d'enseignement et de formation qui dépassent le domaine national des associations de science politique et de relations internationales, comme les *Teaching Quality Assessments*, les échanges Socrates et d'autres » et que « l'ECPR est en bonne position pour répondre à ces besoins » (ECPR 1999, notre traduction). Ces préconisations débouchent dans un premier temps sur l'intégration à EPS d'articles consacrés à la question de l'enseignement, sur l'organisation de panels sur le sujet lors de « graduate conferences » ainsi que sur un travail d'inventaire des échanges pédagogiques entre institutions membres de l'ECPR (ECPR 1999). Dans un second temps, elles participent également de l'internalisation par le Consortium d'un EpsNet dont les ressources financières se font progressivement trop faibles pour permettre la préservation de l'autonomie du réseau (Bull 2007 : 431).

Ces diversifications d'activités font peser une charge croissante sur les secrétariats, jusqu'alors de tailles modestes, des deux organisations. Dans le cas de l'ECPR, une partie des bénéfices dégagés par les nouvelles activités est donc réinvestie dans l'augmentation des effectifs des services centraux, qui passent ainsi de trois salariés à

temps partiel à huit employés – cinq à temps plein, trois à temps partiel – entre 1997 et 2009 (Newton 1997). Cette croissance se double d'une réforme de la gouvernance du Consortium qui prend la forme d'un remplacement du poste de directeur exécutif par un binôme directeur académique / directeur administratif, le second étant chargé de la gestion quotidienne des services centraux (Newton 2009 : entretien). Dans le cas de l'AISP, le secrétariat, limité au début des années 2000 à un administrateur employé à plein temps et un secrétaire général présent à temps partiel (AISP 2000, 2002), connaît également une restructuration et une forte augmentation de ses effectifs. Confrontée aux coûts élevés du changement régulier de localisation de son siège, l'AISP met en effet à l'étude la possibilité de fixer ce dernier de manière permanente. Cette aspiration coïncide avec l'offre de l'organisme Montréal International de subventionner l'établissement permanent du secrétariat de l'Association à Montréal⁶³. Constatant que cette proposition est source potentielle d'économies et de croissance pour l'AISP, son comité exécutif prend la décision de l'accepter (AISP 2005a, 2005b). L'accord entre ainsi en vigueur le 1^{er} janvier 2006 et entraîne une augmentation immédiate des effectifs de l'administration de l'AISP :

« The Memorandum of Agreement with Montréal International has taken effect on January 1st, 2006. IPSA received a contribution of \$ 60,000 CAD, conditional on the enlargement of the administrative personnel. The following section describes the steps taken to abide by the Business Plan submitted to the Executive Committee on April 2005.

[Untel1] is the Webmaster & Graphic Designer since January 1st, 2006, on a full-time basis. [...] [Untel2] is the World Congress Coordinator, on a full-time basis since January 2005. [...] [Untel3] has the full-time position of Coordinator of Membership and External relations, a position he held part-time since 2004. [...] [Untel4] is the Research and Funding Coordinator on a full-time basis. » (AISP 2006b)

La croissance des deux organisations, tant au niveau de leur activité que de leur structure, est co-occurrence de la multiplication du nombre d'associations transnationales de science politique. Prenant en compte ces environnements concurrentiels, les bilans stratégiques de l'AISP comme de l'ECPR font état de la

⁶³ Créé en 1996, Montréal International est un organisme issu d'un partenariat public-privé dont la mission principale est de contribuer au développement économique du Grand Montréal et d'accroître son rayonnement international. Cet objectif général se décline en cinq mandats : augmenter l'investissement direct étranger, faciliter l'établissement de la main-d'œuvre étrangère stratégique, soutenir le développement de l'innovation, accélérer le développement des grappes de compétition et accroître la présence d'organisations internationales. C'est ce dernier mandat qui conduit au soutien de l'implantation de l'AISP – parmi d'autres organisations – à Montréal (AISP 2005a, Lachapelle 2009 : entretien).

nécessité pour l'une comme pour l'autre de tisser des liens avec d'autres institutions afin de réaffirmer leur caractère central pour les développements transnationaux (ECPR 1999 : 12-3, AISP 2006b). Dans le cas de l'Association Internationale, ces recommandations se concrétisent notamment par la construction de liens avec l'IAPSS, invitée à adhérer gratuitement à l'AISP en tant que membre associé et à organiser des panels à chacun de ses congrès mondiaux (AISP 2002). L'AISP cherche aussi, enfin, à élargir sa base de membres en incitant les adhérents d'autres organisations à rejoindre l'Association Internationale via une politique de tarification préférentielle des doubles adhésions :

« The Joint Membership with the American Political Science Association has been fruitful: 129 new members of IPSA in 2005 have registered on the APSA registration form: 51 are students, 12 three-year members and 66 one-year members. The French and the Canadian and Québec Political Science Associations have agreed to have joint memberships with IPSA. The Political Studies Association of UK has refused so far to do the same. Discussions with the ECPR are underway. These developments send a message to the other associations to join the bandwagon. » (AISP 2005b)

Le Consortium poursuit des objectifs similaires qui se traduisent en particulier par l'organisation de panels lors de conférences de l'APSA, de l'ISA ou encore du WISC (ECPR 2005 : 7, voir encadré 11). L'APSA fait l'objet d'une attention particulière, des tarifs préférentiels étant offerts à ses membres pour une souscription à l'EJPR (ECPR 2005 : 7) et des tentatives de rapprochement étant aussi lancées avec sa section de « politiques et sociétés européennes » (ECPR 2005 : 7). Les velléités de partenariat du Consortium avec l'AISP sont quant à elles d'abord accueillies avec circonspection⁶⁴ avant d'aboutir plus tard à l'organisation de plusieurs panels lors des congrès mondiaux (ECPR 2002 : 8-9) et à la planification d'une conférence commune à Sao Paulo, en février 2011 (ECPR 2011).

Les années 1997-2010 renvoient ainsi l'image d'une phase d'intensification et de structuration de la compétition transnationale émergente lors la période précédente. Conscients du caractère de plus en plus concurrentiel de leur environnement, les dirigeants de l'AISP et de l'ECPR envisagent en effet le développement de leur organisation respective de manière de plus en plus stratégique et multiplient les activités

à même d'augmenter leur visibilité et de réaffirmer leur centralité dans la compétition. **Cette approche concurrentielle ne se traduit cependant pas que par des formes de rivalités pour l'acquisition de ressources limitées, et elle aboutit aussi au tissage progressif d'un réseau d'organisations transnationales** rendu apparent par des adhésions croisées et des manifestations scientifiques coorganisées. **Cette combinaison de rapports croisés et réciproques de coopération et de compétition est symptomatique de la reconnaissance mutuelle par les différentes organisations de leur appartenance à un même espace.** Elle constitue ainsi un indice supplémentaire de l'apparition progressive d'un champ transnational de science politique.

Encadré 11 : APSA et ISA : quelques repères

L'American Political Science Association, créée en 1903 à la suite de débats internes à l'American Historical Association, reste longtemps liée à cette dernière par la tenue de congrès communs. L'émergence, à partir de l'après-guerre et particulièrement au cours des années 1950, du paradigme béhavioriste, marque la fin de cette proximité. Ces évolutions intellectuelles coïncident avec une réforme et une croissance des structures de l'APSA – largement financées par des subventions provenant de fondations philanthropiques – et avec une augmentation de sa base de membres et des participants à ses activités, parmi lesquelles la tenue d'une convention annuelle et la publication d'un nombre croissant de revues (l'*American Political Science Review* (créée en 1906), *PS : Political Science and Politics* (1958), *Perspectives on Politics* (2002)). Cette hausse culmine sur la période récente, l'APSA comptant aujourd'hui environ 15000 membres répartis dans plus de 80 pays, et 7200 participants à sa convention annuelle de 2009.

L'International Studies Association, créée en 1959, est fondée en réaction aux nouvelles orientations de l'APSA, de plus en plus dominée par un béhaviorisme mettant l'accent sur les comportements politiques américains et négligeant la question des relations internationales. Au départ simple groupement régional à l'activité réduite, l'ISA bénéficie en 1962 d'une subvention de la Dotation Carnegie lui permettant d'étendre ses activités à l'échelle nationale, de se doter d'un secrétariat et d'un directeur exécutif, et d'augmenter sa base de membres de 60 en 1963 à 1900 en 1973. Cette croissance rapide pose la question de son expansion au-delà des frontières américaines, et l'ISA encourage à partir du début des années 1970 la création d'associations similaires dans d'autres pays comme le Royaume-Uni, le Japon, la Pologne ou l'Allemagne. Cette politique d'internationalisation passe aussi, à partir des années 1980, par l'organisation de conventions hors des Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et le Mexique comptant ainsi parmi les destinations alternatives (Teune 1982). L'Association compte aujourd'hui près de 5000 membres basés dans quelques 80 pays différents, et sa convention annuelle rassemble en moyenne 5000 participants.

⁶⁴ « [The ECPR] applied for collective membership of IPSA during the year 2000 but was not pursuing this actively, in view of the fact that IPSA needs time to consider carefully the implications of accepting an application of this kind. » (AISP 2002).

* * *

Il s'agissait, dans cette étude de l'histoire de deux organisations transnationales de science politique, de contribuer à tester les hypothèses selon lesquelles, d'une part, la structuration d'espaces transnationaux de science politique aurait eu un impact sur l'organisation des champs nationaux et, d'autre part, il existerait un champ transnational de science politique régi par des logiques spécifiques. La comparaison des évolutions de l'AISP et de l'ECPR a permis d'apporter des éléments de mise à l'épreuve de ces deux conjectures, et notamment de la seconde.

La structuration progressive d'espaces transnationaux entraîne dans un premier temps des changements au niveau national. Fondée à la suite d'une reconnaissance de la science politique par l'Unesco, l'AISP suscite d'abord la fondation d'associations de science politique dans plusieurs parties du monde et contribue par là, au prix de tensions, à l'autonomisation de la science politique. Créant ainsi les conditions de sa propre légitimation, elle est progressivement constituée en enjeu pour les groupements nationaux et les politistes individuels et reconnue comme instance de consécration. En mettant de ce fait régulièrement en présence des politistes issus de différents champs nationaux, l'Association contribue à structurer des oppositions formulées en termes géographiques puis de plus en plus scientifiques, notamment entre pôles européen et américain. Ces oppositions ont à leur tour une influence sur la structure de certains champs nationaux européens en suscitant, au cours des années 1960, des débats au cours desquels sont mis en jeu des récits forgés et des ressources accumulés aux niveaux à la fois transnational et national. Ce jeu d'échelle impliquant des transferts d'objectifs, de représentations et de capitaux débouche sur des réformes d'ampleur nationale et sur la création de l'ECPR, organisation transnationale européenne émule de l'exemple américain. L'apparition et le développement rapide du Consortium ouvrent alors la voie à la structuration progressive d'une compétition transnationale selon trois types de dynamiques. La première est celle d'une différenciation dans les objectifs et priorités des organisations, définis selon des critères scientifiques (promotion du béhaviorisme), géographiques (développement de la science politique à l'échelle mondiale ou sur certains continents), sous-disciplinaires (accent sur telle ou telle branche de la science politique) ou encore linguistique (cadre de la francophonie). La seconde est celle d'une

augmentation et d'une diversification stratégiques des activités des organisations dans le but à la fois d'augmenter leur visibilité, de renforcer leur base de membres et d'affirmer leur centralité. La troisième est celle de la construction progressive d'un réseau impliquant des organisations transnationales reconnaissant ainsi leur appartenance commune à un même espace.

L'histoire de l'AISP et de l'ECPR semble ainsi autoriser deux conclusions quant aux deux hypothèses guidant ce travail. La première est que l'internationalisation de la science politique apparaît comme un phénomène co-occurent de son autonomisation aux niveaux à la fois national et transnational, un rapport partiel de causalité entre les deux développements n'étant pas à exclure. La seconde est que tout se passe comme si s'était structuré au cours du temps, à travers l'apparition d'une compétition entre organisations, un champ transnational de science politique partiellement autonome et arbitré notamment par des ressources fournies par les adhésions nationales.

Inspirées de l'étude de deux organisations transnationales, ces deux conclusions laissent cependant dans l'ombre d'autres niveaux d'analyse pertinents pour notre questionnement. L'objet des deux parties suivantes de l'argumentaire est donc de déplacer la focale vers d'autres acteurs, en prenant successivement en compte les productions éditoriales et les carrières individuelles.

Partie 2 : une sociohistoire de revues scientifiques : la structuration différenciée d'espaces scientifiques nationaux et transnationaux

En contrepoint d'une première partie consacrée à une sociohistoire d'espaces transnationaux, les deuxième et troisième parties de l'argumentaire portent sur une étude comparée d'espaces scientifiques nationaux destinée à évaluer l'impact national de la structuration d'organisations transnationales. L'analyse est conduite sur un double plan. Menée d'abord à un niveau « agrégé » sur la base d'une étude de publications, elle se déplace ensuite sur un terrain individuel à travers une analyse de carrières de politistes.

L'analyse de publications repose sur une étude comparée de revues. En tant qu'instances de consécration, ces dernières constituent un point d'entrée pour une étude d'espaces scientifiques. A travers l'application de critères de sélection particuliers, elles publient en effet une série d'articles dont les contenus et les auteurs renvoient une image du champ et de la discipline auxquels elles sont rattachées. Forcée – et à certains égards déformée – par une diversité de facteurs tenant autant à la structure de ces espaces scientifiques qu'à la dynamique propre des champs éditoriaux, cette image ne constitue pas un reflet parfait de la science politique à un moment donné. Mais elle n'en représente pas moins à la fois un objet en soi et un indice contextualisable des normes scientifiques en vigueur à une époque donnée dans une région particulière de l'espace social.

La comparaison se fonde sur l'étude de trois instances de consécration. Deux des revues étudiées sont liées à des associations professionnelles nationales – la *Revue Française de Science Politique* et *Political Studies*, respectivement rattachées à l'Association Française de Science Politique et à la Political Studies Association britannique – tandis que la troisième est issue d'une organisation transnationale – le *European Journal of Political Research*, créé sous l'égide de l'ECPR. Ce choix permet de dégager des points communs et des différences dans les images renvoyées par trois instances revendiquant leur centralité au sein de leur espace respectif. En permettant d'envisager la possibilité de l'existence de dynamiques de convergence ou de divergence entre les espaces, il ouvre la voie à une exploration supplémentaire de l'hypothèse d'un impact des instances

transnationales sur les dynamiques nationales, ainsi que de celle d'une autonomie relative des évolutions transnationales vis-à-vis des espaces nationaux.

Le choix de la RFSP, de PS et de l'EJPR conduit à une division de la démonstration en deux parties. La première, qui s'étend de 1951 à 1972, est antérieure à la création de l'EJPR et se borne donc à une comparaison des cas français et britannique. La seconde, 1973-2007, intègre la revue européenne à l'analyse et apporte ainsi une dimension transnationale à l'étude binationale. Afin de systématiser la comparaison sur le plan empirique, chacune de ces deux grandes phases est découpée en périodes de cinq ans⁶⁵ couvrant respectivement les années 1951-57, 1958-62, 1963-67, 1968-72, 1973-77, 1978-82, 1983-87, 1988-92, 1993-97, 1998-2002 et 2003-07. Ces onze phases regroupent un nombre d'articles et d'auteurs variables (tableau 12), et les bases sur lesquelles reposent les proportions exposées sont donc inégales, notamment jusqu'aux années 1980.

Tableau 12 : nombre d'articles et d'auteurs analysés 1951-2007

		1951-1957	1958-1962	1963-1967	1968-1972	1973-1977	1978-1982
Auteurs	RFSP	241	157	237	230	204	191
	PS	80	75	57	117	174	216
	EJPR					87	137
Articles	RFSP	228	138	218	200	164	162
	PS	71	62	52	100	152	178
	EJPR					68	88

		1983-1987	1988-1992	1993-1997	1998-2002	2003-2007	Total
Auteurs	RFSP	195	163	147	194	194	2153
	PS	176	195	258	265	241	1854
	EJPR	178	239	191	228	275	1335
Articles	RFSP	172	149	120	144	155	1850
	PS	151	175	207	198	174	1520
	EJPR	132	179	134	144	166	911

⁶⁵ A l'exception, comme on l'a vu en introduction, de la première phase qui, en couvrant sept années, permet de rattraper le décalage de deux ans existant entre la parution des premiers numéros de la RFSP (1951) et de PS (1953).

I. Une comparaison de *Political Studies* et de la *Revue Française de Science Politique* (1951-1972) : deux espaces scientifiques nationaux en constitution.

Cette première section de l'argumentaire se centre sur une comparaison franco-britannique. A travers la mise en regard de PS et de la RFSP sur une période de vingt ans, elle cherche à mettre en évidence les points communs et les différences dans les principes de constitution de la science politique au sein des deux espaces nationaux. Les conclusions auxquelles le raisonnement aboutit constituent la base de l'analyse PS-RFSP-EJPR mise en œuvre dans la section suivante. Ce raisonnement est mené en deux temps, distingués sur la base d'un principe de division très empirique : d'abord centré sur l'étude des auteurs publiés dans les deux revues, il se focalise ensuite sur le contenu des articles proprement dit.

A) L'analyse des auteurs.

Les informations fournies par les deux revues quant aux auteurs qu'elles publient sont de deux ordres. Elles portent, en premier lieu, sur la localisation géographique des auteurs : la RFSP et PS précisent systématiquement la provenance institutionnelle des politistes publiés. Elles concernent également, en second lieu, le statut professionnel des auteurs, dans la mesure où la RFSP indique fréquemment leur fonction. Cette information n'étant malheureusement pas présente dans PS, l'ampleur de la comparaison est ici limitée.

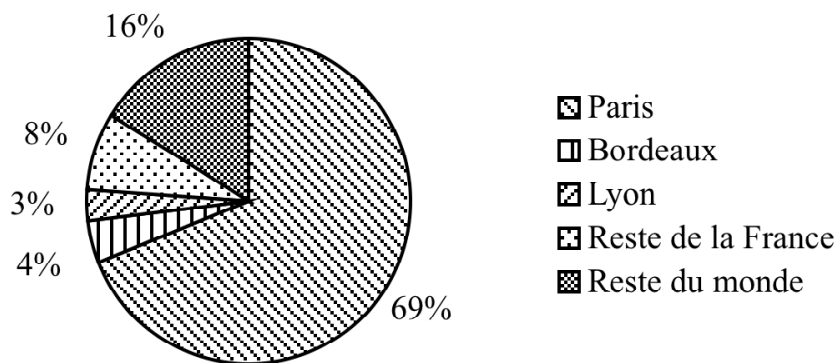
1- La répartition géographique des auteurs publiés.

La localisation géographique des auteurs peut être étudiée en plaçant la focale à deux niveaux différents. Les conclusions ne sont pas identiques selon que l'on situe l'analyse aux niveaux national ou international.

Sur le plan national, l'image renvoyée par les données est celle d'une centralisation des deux communautés d'auteurs. Cette centralisation n'a cependant ni la même forme, ni la même ampleur dans les deux cas nationaux. En France, elle se fait autour du pôle unique de Paris, qui fournit à lui seul 69 % des auteurs de la RFSP sur la période 1951-1972 (graphe 7). Au Royaume-Uni, elle s'articule par contraste autour de trois pôles : si

Oxford apparaît comme le plus important d'entre eux en fournissant 19 % des auteurs de PS, Londres et Manchester ne sont pas en reste et sont les villes domiciles de respectivement 9 % et 8 % des publiants (graphe 8). L'addition des poids de ces trois pôles, tout en représentant plus du tiers (36 %) des contenus de PS sur la période 1953-72, n'a toutefois rien de comparable avec le poids écrasant de Paris dans la RFSP. La différence entre les deux cas nationaux est, de plus, d'autant plus importante qu'ils connaissent une évolution inverse : alors que la RFSP voit le poids de Paris croître de manière linéaire sur la période (tableau 13), PS connaît une diversification irrégulière mais tendancielle croissante de l'origine géographique de ses auteurs (tableau 14).

Graphe 7 : localisation géographique des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)



Graphe 8 : localisation géographique des auteurs de PS 1953-72 (%)

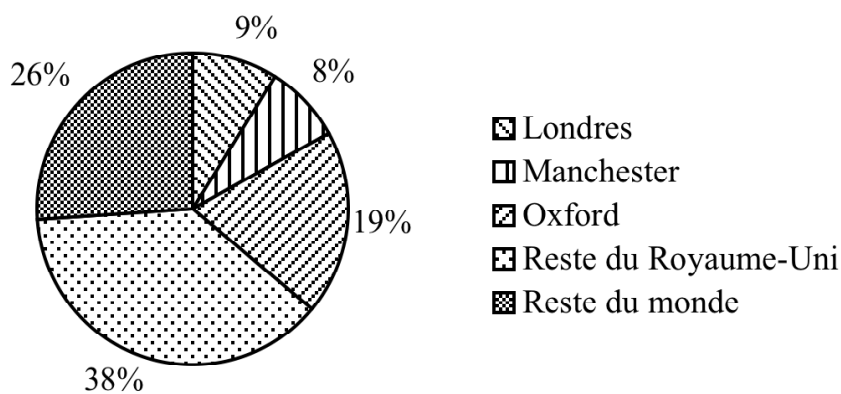


Tableau 13 : évolution de la localisation géographique des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)

	1951-1957	1958-1962	1963-1967	1968-1972
Aix-Marseille	2	4	2	0
Bordeaux	3	7	4	3
Grenoble	3	2	1	4
Lille	2	1	2	0
Lyon	4	3	4	0
Paris	50	63	76	86
Reste de la France	3	3	3	3
Reste du monde	32	18	9	4

Tableau 14 : évolution de la localisation géographique des auteurs de PS 1953-72 (%)

	1953-1957	1958-1962	1963-1967	1968-1972
Londres	5	13	4	12
Manchester	19	8	9	0
Oxford	31	25	11	10
Reste du Royaume-Uni	32	20	51	50
Reste du monde	13	34	25	29

Ces constats peuvent être interprétés comme la manifestation aussi bien de choix éditoriaux particuliers que de la structure objective des disciplines française et britannique. Le poids de Paris au sein de la RFSP peut ainsi s'expliquer en partie par l'un des aspects de la politique de la *Revue*. Deux « rubriques » font en effet leur apparition dans la RFSP au cours des années 1960. La première est baptisée « les forces politiques en France » et apparaît en avril 1963. Autour de Georges Lavau, elle réunit les articles d'auteurs basés au Centre d'Etudes de la Vie Politique Française (Cevipof) fondé en 1960 (Lavau 1963). La seconde, « les conflits internationaux », est créée un an plus tard, en 1964. Autour de Jean-Baptiste Duroselle et de Jean Meyriat, elle est « placée sous la responsabilité du Centre d'Etude des Relations Internationales (Ceri) » fondé en 1952 (Duroselle 1964 : 294, Hurtig 2006 : entretien). Pendant plusieurs années, les deux rubriques paraissent en alternance⁶⁶ et représentent à elles deux la majorité des

⁶⁶ De 1964 à 1967, l'alternance est parfaite : les numéros 1, 3 et 5 de chaque volume sont consacrés aux forces politiques, et les numéros 2, 4 et 6 aux conflits internationaux. La rubrique du Cevipof conserve la même fréquence de publication jusqu'à la fin de l'année 1967, puis s'essouffle avant de disparaître pour de bon en 1974. Celle du Ceri garde le rythme jusqu'en 1972, avant de ralentir et de connaître elle aussi sa dernière parution en 1974.

articles publiés. L'une comme l'autre s'écartent de la ligne éditoriale habituelle de la *Revue*, les articles qui y figurent n'obéissant pas à la règle du flux spontané : ils sont commandés auprès des chercheurs de la Fondation par les directeurs des rubriques :

« C'était un des moyens par lesquels on pilotait par le haut, à la demande. Lavau et Goguel discutaient à un moment donné – pour vous donner un exemple auquel j'ai été mêlé – et Goguel dit « faudrait faire quelque chose sur le conflit entre l'Assemblée Nationale et le Sénat », et Lavau prend son téléphone et me dit « est-ce que vous voulez faire quelque chose sur le conflit entre... ». Voilà, donc c'était du pilotage par le haut. » (Parodi 2006 : entretien)

« La rubrique « forces politiques » [...] a été créée en partie pour répondre à des demandes venant de l'étranger qui disaient « mais il n'y a en France aucune revue pour savoir ce qui se passe en France en matière politique d'une manière, j'ose pas dire scientifique mais enfin rigoureuse. Il y a de très bonnes revues d'actualité mais qui en traitent de manière journalistique, sans véritable analyse ». Et Touchard s'est dit que ça correspondait visiblement à un besoin mais que c'était en même temps un moyen d'encourager les chercheurs du Cevipof à rédiger des articles dans une problématique de science politique plus que des articles uniquement descriptifs. » (Hurtig 2006 : entretien)

En sollicitant principalement les chercheurs des deux centres de recherche attachés à la Fondation, ces deux rubriques sont emblématiques de la forte imbrication des différentes institutions structurant la science politique française de l'époque et notamment de la RFSP et de la FNSP. Dépourvue de directeur officiel au cours de la période 1951-73, la *Revue* est en effet administrée par des individus par ailleurs impliqués dans la gestion de la Fondation et de l'Association. Jean Meynaud (1951-55) et Jean Touchard (1955-71) cumulent ainsi successivement des fonctions de secrétariat et de direction des trois structures, les entremêlant de fait (Hurtig 2006 : entretien, Parodi 2006 : entretien). L'imbrication prend même une dimension transnationale à travers l'occupation par Jean Meynaud du poste de secrétaire exécutif de l'AISP :

« En ce qui concerne la FNSP dont j'utilise actuellement le papier à lettres [...], le seul lien entre l'AISP et la FNSP est un lien d'ordre personnel dans la mesure où je suis secrétaire général des deux organismes. De plus, la FNSP a accepté de loger l'AISP dans ses locaux. » (Meynaud 1950k)

Le biais introduit par les rubriques en faveur d'auteurs parisiens ne suffit cependant pas à expliquer l'intégralité de l'écart entre le poids de Paris et celui des institutions provinciales au sein de la RFSP. Une partie de ce déséquilibre peut en effet être attribué à des différences de poids disciplinaire entre institutions parisiennes et provinciales. L'Institut d'Etudes Politiques de Paris et la FNSP, successeurs de l'Ecole Libre des

Sciences Politiques, apparaissent en effet mieux établis que les jeunes IEP de Bordeaux, Grenoble, Lyon, Aix ou Lille qui, s'ils fournissent quelques-uns des auteurs de la RFSP au cours de la période (tableau 13), rassemblent un nombre de chercheurs moins important.

La centralité d'Oxford, Londres et Manchester au sein de *Political Studies* peut être considérée comme la manifestation de phénomènes similaires. Les premiers sont d'ordre éditorial : gérée par une équipe restreinte centrée sur la personne de l'éditeur – successivement Wilfrid Harrison (1953-63), Peter Campbell (1963-70) et F.F. Ridley (1970-76) – la revue est, pendant ses dix premières années d'existence, dirigée par un universitaire (Wilfrid Harrison) et publiée par une maison d'édition (Clarendon Press) basés à Oxford (Harrison 1975 : 189, Hayward 2006 : entretien, Moran 2006 : entretien). Cette localisation géographique de la revue, combinée au caractère relativement informel et personnel de son mode de gestion (Grant 2010 : 39, Harrison 1975 : 187-8), peut expliquer en partie la forte représentation d'articles venus d'Oxford au cours des périodes 1953-57 et 1958-62 (tableau 14) :

« I think they all ran it, you know, like their own corner shop, like an artisan-commerçant. You know, this was the old style association, it was too relaxed. » (Hayward 2006 : entretien)

Comme dans le cas de Paris, cette forte présence peut également être interprétée comme une conséquence du poids disciplinaire historique et quantitatif d'Oxford, les *colleges* de la ville – notamment Nuffield et St Anthony's – rassemblant en effet de nombreux politistes. Il en va de même pour le cas de Londres, où la London School of Economics and Political Science (LSE) compte parmi les plus anciennes institutions revendiquant leur affiliation à la science politique. La présence de Manchester peut dans ce cadre s'expliquer par son développement particulier : piloté par W.J.M. Mackenzie, le département occupe une position particulière dans le champ des études politiques britanniques en affirmant le caractère scientifique de ces dernières et leur pertinence pour la pratique concrète du métier politique (Grant 2010 : 29, Rose 1999 : 472, Vout 1990 : 183-5). En plus de leur poids dans *Political Studies*, Oxford, Londres et Manchester fournissent ainsi plus de 50 % des membres de la PSA en 1953, 1959 et 1963 (Grant 2010 : 27). L'absence de Cambridge, contrastant avec le poids d'Oxford, se comprend par ailleurs en lien avec le caractère relativement dominé de la science politique dans la hiérarchie des disciplines de l'université. Placée sous l'égide de la

faculté d'histoire et reléguée au second plan par la domination et le prestige de l'école d'économie, la science politique n'y apparaît en effet que comme un domaine secondaire aux effectifs peu importants (Collini *et al.* 1983 : 278-363, Grant 2010 : 8, Hayward 2006 : entretien, Vout 1990 : 172-3, voir aussi Den Otter 2007 : 44) :

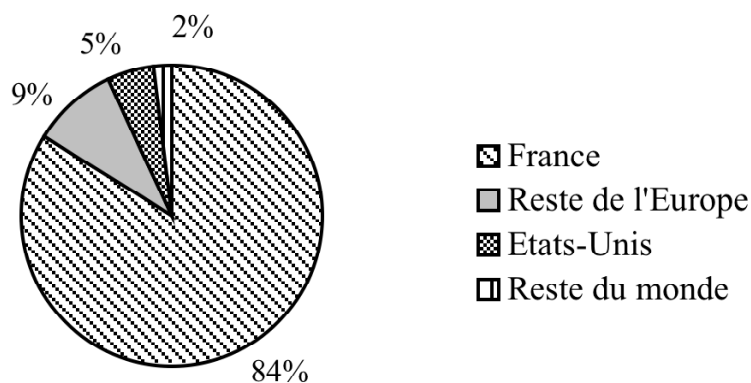
« In Cambridge, the struggle between Marshall and Sidgwick for the soul of political economy led to the triumph of a deductivist economics over an inductivist political science, which was virtually eliminated as a serious subject of study in its own right. » (Hayward 1991b : 305)

Le contraste entre les cas français et britannique est d'autant plus fort que la centralité de Paris dans la RFSP augmente sur la période 1951-1972, tandis que celle d'Oxford, Londres et Manchester tend à diminuer dans PS. Si les développements français sont probablement rattachables à l'importance croissante des deux rubriques « forces politiques » et « conflits internationaux » dans le fonctionnement de la *Revue*, les évolutions britanniques peuvent être reliées à des changements dans la structure disciplinaire de la science politique. On l'a vu (*supra*, p. 116), les années 1960 voient en effet la création, à la suite de l'enquête Anderson (1961) et du rapport Robbins (1963), de huit nouvelles universités comportant des départements de sciences sociales et notamment de science politique. Ce développement majeur permet d'expliquer au moins en partie la hausse brutale du poids du « reste du Royaume-Uni » lors des périodes 1963-67 et 1968-72. Les nouvelles universités représentent en effet 17 % des articles de PS entre 1963 et 1972, et cette proportion est en augmentation sur la période (14 % en 1963-67, 19 % en 1968-72).

Analysée d'abord au niveau national, la répartition géographique des auteurs de PS et de la RFSP peut aussi être examinée sur le plan international à travers une étude de la présence d'auteurs basés dans des pays étrangers. L'image renvoyée par les données est alors celle d'une centralisation sur le pays domicile respectif des deux revues, sans toutefois que ce phénomène ait exactement la même ampleur dans les deux cas : 84 % des auteurs publiés par la RFSP entre 1951 et 1972 sont basés en France (graphe 9), tandis que 74 % des articles de PS sur la période 1953-72 sont signés par des universitaires en poste au Royaume-Uni (graphe 10). Les similitudes cachent par ailleurs deux types de disparités. Les premières sont perceptibles par une comparaison synchronique : alors que les poids de l'Europe, des Etats-Unis et du reste du monde représentent respectivement 9 %, 5 % et 2 % des auteurs de la RFSP, ils comptent pour

2 %, 12 % et 12 % des contenus de PS. Les secondes sont d'ordre diachronique : alors que la présence de la France va croissante dans la RFSP, passant de 68 % à 96 % sur la période (tableau 15), celle du Royaume-Uni dans PS apparaît tendanciellement décroissante malgré quelques fluctuations (tableau 16), de sorte que l'écart entre les deux variables est de 24 points lors de la phase 1968-72. Corrélativement, le poids des auteurs du reste de l'Europe, des Etats-Unis ou du reste du monde chute de manière parfois spectaculaire dans la RFSP – la présence du reste de l'Europe décline de 20 % à 2 % sur la période – tandis qu'il tend à augmenter dans PS, à l'exception d'une proportion d'auteurs européens relativement constante.

Graphe 9 : localisation internationale des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)



Graphe 10 : localisation internationale des auteurs de PS 1953-72 (%)

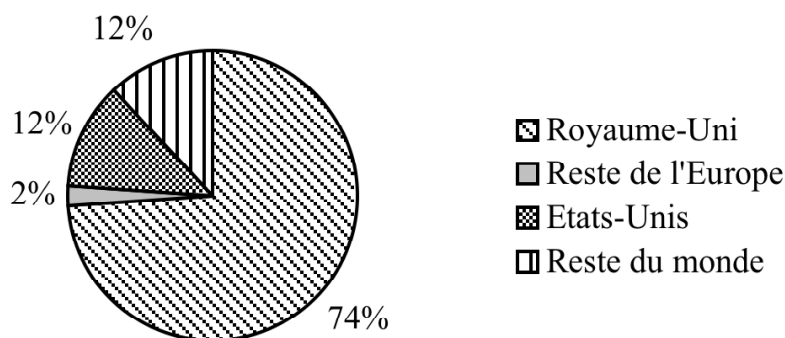


Tableau 15 : évolution de la localisation internationale des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)

	1951-1957	1958-1962	1963-1967	1968-1972
France	68	82	91	96
Reste de l'Europe	20	9	4	2
Etats-Unis	6	8	3	2
Reste du monde	5	1	2	1
Total d'auteurs étrangers	32	18	9	4

Tableau 16 : évolution de la localisation internationale des auteurs de PS 1953-72 (%)

	1953-1957	1958-1962	1963-1967	1968-1972
Royaume-Uni	87	66	75	72
Reste de l'Europe	5	0	4	0
Etats-Unis	3	20	7	15
Reste du monde	5	15	15	14
Total d'auteurs étrangers	13	34	25	29

Ces différents constats peuvent être interprétés comme la résultante de plusieurs facteurs. La tendance à la centralisation nationale commune à PS et la RFSP est d'abord à mettre en relation avec le mode de fonctionnement des deux revues, à trois niveaux. Le premier est celui de leur statut et de leur objectif : revues d'associations nationales en voie de structuration, elles visent avant tout à offrir une possibilité de publication aux membres de l'association et à contribuer à la création d'une communauté nationale de politistes (Grant 2010 : 35, Hurtig 2006 : entretien). Le deuxième est celui de leur structure interne : administrées, on l'a vu, par des équipes très restreintes, elles fonctionnent en partie sur la base d'articles commandés sur un mode interpersonnel (Grant 2010 : 41) propice à une forme de concentration géographique. Le troisième est celui des choix éditoriaux : articulée autour des deux rubriques « forces politiques » et « conflits internationaux », la RFSP fait, on l'a vu, essentiellement appel à des chercheurs des centres de recherche parisiens.

La tendance à la centralisation peut également être symptomatique du caractère relativement ténu des passerelles existantes entre champs scientifiques nationaux, notamment au cours des années 1950. Comme évoqué en première partie de l'argumentaire, les espaces transnationaux ne sont en effet encore que balbutiants et, si

leur impact est dans certains cas tangible – une publication de Jan Barents dans la RFSP semble par exemple être un produit des réseaux AISP tissés par Jean Meynaud (Meynaud 1951g) – il n'en reste pas moins limité. L'idée d'une faiblesse des liens internationaux est renforcée par le fait que seuls six articles de la RFSP (0,8 % du total d'articles publiés et moins de 9 % des articles coécrits) et quatre de PS (1,4 % du total d'articles publiés et 16 % des articles coécrits) font l'objet d'une coopération internationale sur la période 1951-72.

La centralisation tendanciellement inférieure de PS par rapport à la RFSP peut quant à elle être envisagée, outre ces facteurs éditoriaux, comme une conséquence de l'influence du paramètre linguistique. L'usage de l'anglais par la revue britannique explique en effet probablement la publication relativement fréquente d'universitaires basés dans des pays anglophones et en particulier du Commonwealth (Afrique du Sud, Australie, Etats-Unis, Ghana, Inde, Singapour). Si le caractère francophone de la RFSP aboutit aussi à une surreprésentation comparative des pays où la langue française est présente (Algérie, Belgique, Canada, Suisse), le caractère moins étendu du « marché » francophone permet sans doute de faire sens du fait que le phénomène prenne des proportions moins importantes. La prise en compte du facteur linguistique permet par ailleurs d'expliquer le poids comparativement plus important de l'Europe (Belgique, Suisse) dans la RFSP et des Etats-Unis et du « reste du monde » dans PS.

La présence d'auteurs américains dans *Political Studies* n'apparaît cependant pas régulière. Comptant pour 3 % des articles sur la période 1953-57, elle connaît une évolution en dents de scie en représentant respectivement 20 %, 7 % et 15 % des productions lors des phases 1958-62, 1963-67 et 1968-72. Ce phénomène peut être interprété comme une manifestation du regard ambigu que portent alors les politistes britanniques – et notamment l'éditeur de PS Wilfrid Harrison – sur leurs homologues américains :

« British political studies was certainly aware of American political science, if only to repudiate its assumption, language and techniques as Bernard Crick with his « caustic pen » did to such great effect in *The American science of politics*. Crick's volume may be regarded as offering an inoculation against the excesses of the American approach, but the British approach was perhaps astutely captured by Hayward's phrase of « homeopathic doses of American political science ». As in most matters, Wilfrid Harrison, the editor of *Political Studies*,

was a bellwether of orthodoxy, reflecting mainstream opinion. » (Grant 2010 : 33)

L'ouvrage de Bernard Crick *The American science of politics* constitue ainsi une première illustration d'une forme de réticence britannique vis-à-vis d'une science politique américaine dont les développements sont, néanmoins, difficiles à ignorer (Hayward 1999 : 31). Sa parution en 1959 peut ainsi participer de l'explication du « reflux » que connaît la proportion d'auteurs américains dans PS au cours de la période 1963-67. Une autre illustration de ces réticences peut être trouvée dans l'étude du cas du département de Manchester qui agit, sous l'égide de W.J.M. Mackenzie, comme une passerelle ambivalente entre sciences politiques américaine et britannique (Kenny 2004 : 575) :

« There was never an agenda or a programme to be imposed. New dogmas were treated with the same scepticism as conventional wisdom; each required analysis to see why it had come forth and, before being discarded in search of something better, each was sifted to see what was of enduring value. *This approach was most evident in his treatment of the ambitious books of American political scientists at the start of the behavioural revolution.* Each was read with interest promptly on publication – and *some had circulated in typescript or been presented by the author in a Dover Street seminar before publication.* Their seriousness, novelty and aspiration to science were positively valued. But nothing was to be swallowed and regurgitated uncritically to students, or treated respectfully as Holy Writ. Mackenzie had no wish to replace the Holy Willies and Bible-bashers of his Scottish upbringing with secular evangelisers of a new political science. » (Rose 1999 : 477-8, c'est nous qui soulignons)

L'analyse de la répartition géographique des auteurs des deux revues permet ainsi de tirer plusieurs conclusions quant à la structure comparée des champs et disciplines français et britanniques. **Sur le plan disciplinaire, l'image renvoyée est celle d'une articulation des sciences politiques française et britannique autour de pôles.** Ce point masque cependant une différence entre France et Royaume-Uni : **alors que la discipline française apparaît centralisée autour de Paris** – tendance exacerbée par des politiques éditoriales particulières – **son homologue britannique semble aller vers une diversification croissante de son assise institutionnelle au détriment d'Oxford, Londres et Manchester.** Sur le plan scientifique, les données collectées renvoient l'image de **champs nationaux partiellement fermés aux influences extérieures.** Cette forme d'autonomie est en partie compensée par une **ouverture passant par les champs linguistiques spécifiques** aux deux revues : alors que la RFSP est comparativement plus orientée vers l'Europe, PS tend à accueillir des auteurs extra-européens et basés

notamment aux Etats-Unis. **Cette ouverture n'est cependant pas synonyme d'imitation** et la présence d'auteurs américains ne semble induire qu'une influence scientifique en demi-teinte.

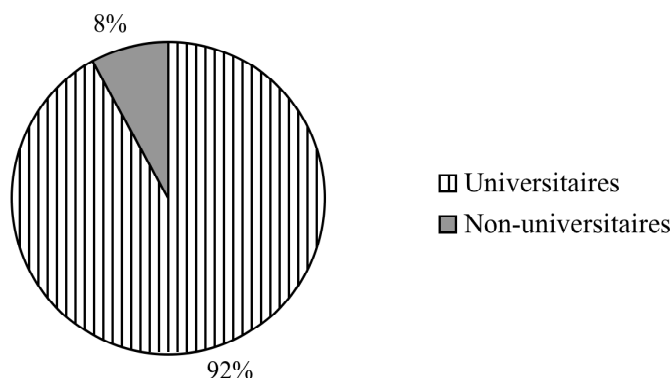
2- *La répartition statutaire des auteurs publiés.*

Outre leur localisation géographique, les revues fournissent également un autre type d'informations sur les auteurs publiés. La position institutionnelle de ces derniers est en effet mentionnée de manière systématique dans PS comme dans la RFSP. Cette dernière offre cependant un degré de précision supplémentaire : alors que *Political Studies* ne fait mention que de l'institution de rattachement des publiants – et donc de leur appartenance ou non à la discipline – la *Revue Française de Science Politique* mentionne aussi leur statut professionnel⁶⁷.

L'examen de l'institution de rattachement des auteurs permet de mettre en évidence une différence entre les deux revues. Les données présentes dans *Political Studies* offrent en effet une image uniforme : tous les producteurs appartiennent à des établissements universitaires, qu'il s'agisse d'universités ou de *polytechnics*. Par contraste, la RFSP propose un degré supérieur de diversité : si la majorité de ses auteurs sont en poste dans des institutions universitaires, la *Revue* publie aussi un nombre d'auteurs extra-académiques non négligeable sur la période (graphe 11). La RFSP accueille ainsi au sein de ses premières livraisons les contributions de journalistes, de membres d'instituts de sondages, de hauts fonctionnaires, et de professionnels de la politique, Michel Debré publiant par exemple deux articles en 1955 et 1956 (Debré 1955, 1956).

⁶⁷ Deux hypothèses pourraient être avancées pour expliquer cette différence entre les deux revues. La première est celle d'une différence dans le processus d'identification des politistes français et britanniques, plus tourné vers une position statutaire liée à une hiérarchie nationale (et donc à l'Etat) en France et vers l'établissement de rattachement au Royaume-Uni, dans un contexte d'autonomie supérieure des universités britanniques. La seconde est celle d'un degré supérieur de diversité des statuts professionnels représentés dans la RFSP, à la fois du fait de la présence d'auteurs non universitaires et de l'existence en France de statuts CNRS, qui justifie de mentionner la position disciplinaire des auteurs de manière systématique.

Grphe 11 : institutions de rattachement des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)



Cette présence d’auteurs non-universitaires au sein de la RFSP peut être interprétée comme la conséquence d’une relative perméabilité de la science politique française de l’époque aux hommes de l’art, dont l’expérience pratique et la connaissance « expérimentale » sont dans une certaine mesure valorisées face au savoir « spéculatif » des universitaires (Leca 1982 : 660) :

« Cette « science » est marquée de droit par la prise de parole des hommes politiques et des hauts fonctionnaires en tant que membres légitimes de la communauté scientifique, pourvu que, quand ils parlent, ils analysent leur action au lieu d’indiquer ce qu’il faut faire pratiquement. » (Leca 1982 : 659)

Suivant ce registre d’explication, l’absence dans PS d’auteurs non-universitaires peut être considérée comme le signe d’une perméabilité inférieure du champ politiste britannique vis-à-vis de la sphère politique, corroborant le constat selon lequel les relations de la science politique aux professionnels de la politique sont « d’une certaine manière *ad hoc* durant [la période 1950-63], mais pas inexistantes » (Grant 2010 : 44, notre traduction). Cette hypothèse doit néanmoins être avancée avec prudence. Les différences de morphologie des paysages éditoriaux français et britannique peuvent en effet expliquer tout ou partie des écarts constatés. Seule revue de science politique dans les années 1950, la RFSP semble remplir une fonction similaire à celle de « revues à rôle d’intermédiaire » qui « cherchent à servir de traits d’union entre les spécialistes et les milieux intellectuels en général » (Lengyel 1967 : 165). Emaillée de « textes astucieux » peu techniques, elle apparaît accessible à un lectorat diversifié (Parodi 2006 : entretien). PS est dans une situation différente dans la mesure où le *Political Quarterly*, qui la précède chronologiquement de plus d’une vingtaine d’années (voir

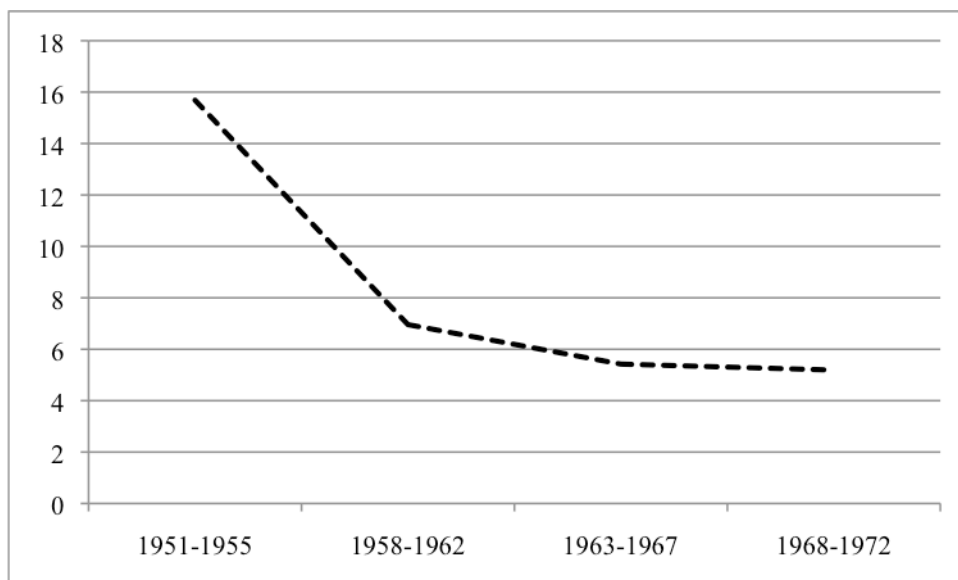
encadré 2, *supra*, p. 81), remplit déjà une fonction intermédiaire similaire à celle de la RFSP :

« *Le Political Quarterly*, qui n'est rattaché à aucune institution, s'adresse à l'ensemble du public britannique cultivé, sans cesser pour autant d'être une publication savante. » (McRae 1967 : 276)

Par contraste et sans doute dans un souci de démarcation, PS se place dans un registre plus « scientifique et technique » dès sa création (McRae 1967 : 276). Ce positionnement particulier permet sans doute d'expliquer en partie l'absence d'auteurs non-universitaires dans la revue.

Un regard diachronique sur les données montre cependant que la différence entre les deux revues tend à s'estomper au fil du temps. La proportion d'auteurs non-académiques publiant dans la RFSP n'est en effet pas stable sur l'ensemble de la période étudiée. Leur présence est particulièrement tangible lors des premières années d'activité de la *Revue* : supérieure à 15 % pour les premiers volumes, la proportion d'auteurs non-universitaires chute brutalement dès la fin des années 1950 et poursuit son déclin tendanciel par la suite (graphe 12).

Graphe 12 : évolution de la proportion d'auteurs non-universitaires dans la RFSP 1951-72 (%)



Deux séries d'explications sans doute en partie liées l'une à l'autre peuvent être mobilisées pour faire sens de ce phénomène. Les premières sont d'ordre éditorial et reposent sur l'idée que l'ouverture de nouveaux espaces de publication « intermédiaires » comme les revues *Esprit*, *Commentaire*, ou encore *Le Débat* ont progressivement éloigné auteurs et lectorats non-universitaires de la RFSP (Leca 2006 : entretien, Parodi 2006 : entretien). Les secondes ont trait à l'évolution de la structure du champ politiste et consisteraient à supposer que l'affirmation progressive de normes scientifiques spécifiques au cours de la période 1951-72 contribue à une exclusion progressive de la connaissance pratique de l'univers politique (Parodi 2006 : entretien) :

« C'est de ce genre de publications [intermédiaires] que les revues savantes se sont séparées pour se consacrer, selon leurs méthodes particulières, à l'étude de sujets spécialisés et pour répondre aux besoins spécifiques des professionnels des sciences sociales » (Lengyel 1967 : 166)

La précision relative des informations données par la RFSP permet par ailleurs de se pencher plus en détail sur le statut professionnel des auteurs publiés. Outre les non-universitaires, trois catégories peuvent être distinguées : les chercheurs, les enseignants-chercheurs et les auteurs « juniors » qui, dans la mesure où ils ne sont engagés que récemment dans une carrière universitaire, ne bénéficient pas encore d'un poste permanent. L'examen synchronique (graphe 13) et diachronique (tableau 17) de ces données permet de dresser deux types de constats.

Graphe 13 : statut professionnel des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)

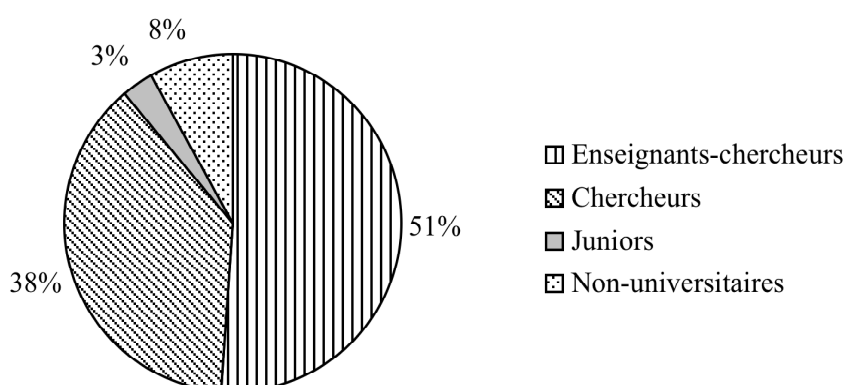


Tableau 17 : évolution du statut professionnel des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)

	1951-1957	1958-1962	1963-1967	1968-1972
Enseignants-chercheurs	73	60	51	24
Chercheurs	9	28	42	69
"Juniors"	3	5	2	2
Non-universitaires	15	7	5	5

Les premiers ont trait à la proportion d’auteurs « juniors ». Globalement stable sur la période (tableau 17), elle apparaît dans l’ensemble assez faible et ne représente que 3 % des auteurs publiés (graphe 13). Deux registres d’explication peuvent être mobilisés pour faire sens de cette faiblesse quantitative. Le premier est la relative jeunesse de la discipline : dans un contexte de développement récent de formations se revendiquant spécifiquement de la science politique – outre la FNSP et l’IEP de Paris, déjà anciens dans la mesure où ils ont succédé à l’ELSP, les IEP ne sont créés qu’en 1945 et le troisième cycle de la Fondation qu’en 1956 (Favre 1989 : 314-15) – les membres « juniors » sont logiquement peu nombreux. Le second a trait à la physionomie des parcours professionnels de l’époque, dans la mesure où les politistes en formation semblent être relativement peu incités à prendre part aux activités et publications scientifiques, comme l’indique cette suggestion de Jean Meynaud quant aux modalités d’organisation du congrès AISP de Stockholm :

« Les étudiants auraient le statut d’auditeurs : ils assisteraient aux débats sans avoir le droit de prendre la parole. A titre exceptionnel et sur permission spéciale du rapporteur général intéressé, ils pourraient être autorisés à prendre la parole, mais sur production d’un papier faisant ressortir les grandes lignes de leur intervention. Ces interventions devraient être particulièrement brèves (2 minutes par exemple). » (Meynaud 1955d)

Le second type de constat a trait à la comparaison du poids respectif des catégories « enseignants-chercheurs » et « chercheurs » au sein de la *Revue*. Si une étude synchronique montre que les enseignants-chercheurs sont plus nombreux sur l’ensemble de la période – ils représentent 51 % de ses auteurs contre 38 % pour les chercheurs (graphe 13) – l’examen diachronique des données révèle une inversion de tendance : alors que le poids des enseignants-chercheurs passe de 73 % en 1951-57 à 24 % en 1968-72, la proportion de chercheurs augmente au contraire de 9 % à 69 % sur la même période (tableau 17). Les explications à ce phénomène doivent, là encore, prendre aussi

bien en compte des facteurs éditoriaux que disciplinaires ou scientifiques. La montée en puissance des deux rubriques, parce qu'elle implique une sollicitation croissante du Cevipof et du Ceri, contribue ainsi fortement à la hausse de la proportion de chercheurs au sein de la RFSP. Il est aussi possible que cette hausse soit la conséquence d'une croissance objective de la taille des centres de recherche liée à la création, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, de nombreux postes de chercheurs au sein d'un CNRS dont les moyens financiers augmentent de manière spectaculaire en l'espace de quelques années (Guthleben 2009 : 206-8). S'il est possible que cette hausse quantitative traduise aussi une influence croissante de ces centres de recherche sur le plan scientifique, les données manquent pour étayer cette hypothèse.

L'étude des institutions de rattachement et des statuts professionnels des auteurs de PS et de la RFSP permet ainsi de dégager plusieurs conclusions. La première est la mise en évidence d'une **tendance commune aux deux champs politistes nationaux à l'autonomisation vis-à-vis de la sphère politique**. Renforcé dans les deux cas par l'évolution de la physionomie des contextes éditoriaux, ce changement semble être plus précoce dans le cas britannique mais s'observe aussi dès les années 1950 dans la *Revue Française*. Le fait que les auteurs « juniors » ne soient que très peu représentés au sein de cette dernière contribue à alimenter l'hypothèse de l'existence d'une **forme de méconnaissance réciproque voire de méfiance vis-à-vis des individus occupant une position excentrée sur le plan disciplinaire**. Tout se passe alors comme si **une forme de concentration disciplinaire autour d'un nombre restreint de pôles géographiques et de statuts professionnels constituait une caractéristique commune des premières années de développement des sciences politiques française et britannique**.

B) L'analyse des contenus.

Les premières conclusions tirées de l'étude des auteurs peuvent être enrichies d'une analyse des contenus des deux revues. Cette dernière se fait en deux temps. En premier lieu, elle s'appuie sur une étude des domaines de spécialisation auxquels les articles publiés peuvent être rattachés. En second lieu, elle passe par un examen des terrains étudiés et des méthodes mobilisées dans ces productions scientifiques.

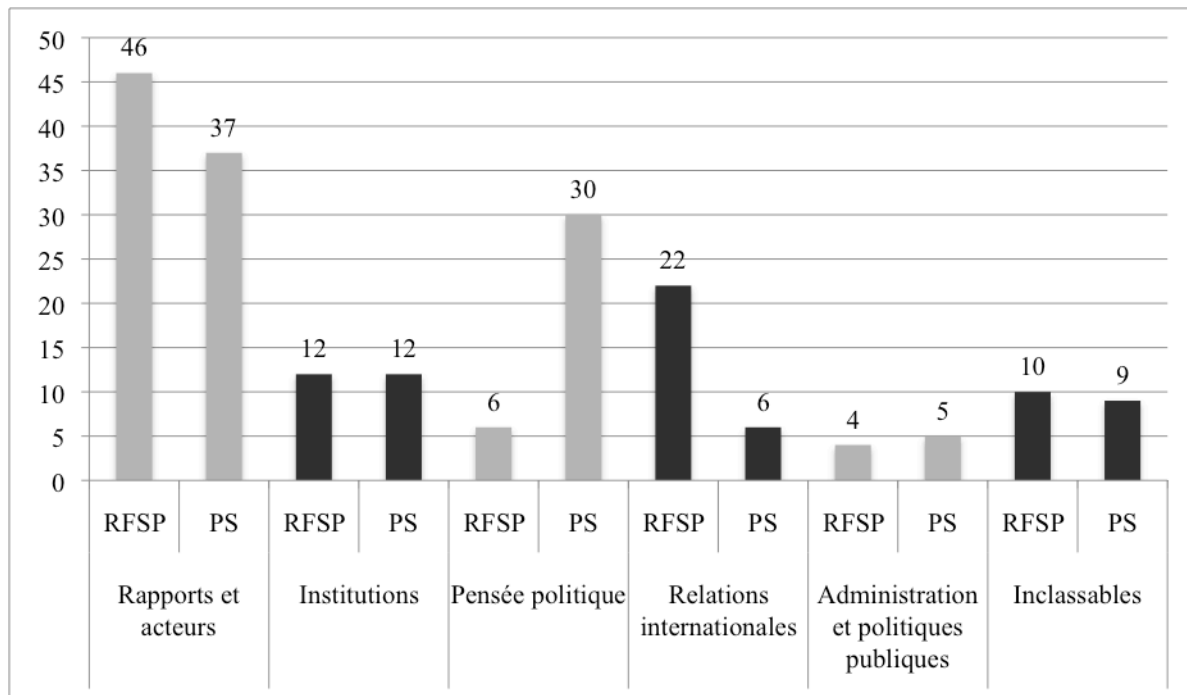
1- La répartition par domaines de spécialisation des articles publiés.

L'étude des objets étudiés dans les articles publiés par PS et la RFSP permet d'évaluer le poids respectif des différents domaines de spécialisation dans les deux revues. Si cette démarche pose, comme on l'a vu en introduction, plusieurs problèmes liés au procédé de catégorisation qu'elle implique, elle constitue néanmoins un moyen de dégager des tendances dans l'évolution de la physionomie des champs scientifiques nationaux. Pour ce faire, on se base à nouveau sur une combinaison de perspectives synchroniques et diachroniques.

L'analyse synchronique révèle, dans un premier temps, autant de points communs que de différences entre les deux revues. Plusieurs objets de recherche semblent, d'abord, être représentés dans une proportion équivalente dans les deux revues : les travaux relevant de la catégorie « institutions » comptent ainsi pour 12 % de *Political Studies* comme de la *Revue Française*, tandis que les recherches placées dans l'agrégat « administration et politiques publiques » représentent 4 % de PS et de 5 % de la RFSP. Par contraste, les domaines des « rapports au politique et acteurs du jeu politique », de la « pensée politique »⁶⁸ et des « relations internationales » ont un statut différent dans les deux revues : ils représentent respectivement 46 % de la RFSP contre 37 % de PS, 6 % de la RFSP contre 30 % de PS, et 22 % de la RFSP contre 6 % de PS (graphe 14). Ces constats peuvent être interprétés comme la manifestation de plusieurs types de phénomènes.

⁶⁸ Par souci d'allègement de l'argumentaire, on désigne par le terme « pensée politique » l'agrégat « philosophie politique et histoire des idées politiques ».

Graphe 14 : représentation de différents domaines de spécialisation dans PS et la RFSP 1951-72 (%)



La relative popularité dans les deux revues des travaux relevant de la catégorie « institutions », dont une déconstruction montre qu'elle est à l'époque majoritairement composée d'études de régimes proches du droit constitutionnel, peut se comprendre en lien avec la place du droit dans la dynamique de structuration des sciences politiques française et britannique. En France, la relation de la science politique au droit, problématique depuis l'émergence même de l'Ecole Libre (Favre 1989 : 21-110)⁶⁹, connaît ainsi un regain de proximité sur le plan disciplinaire au cours des années 1950. La science politique fait en effet son retour dans les cursus de droit par plusieurs réformes : elle est introduite dans la licence en 1954 et un troisième cycle d'études universitaires en science politique apparaît en 1956 dans les facultés de droit. L'agrégation de science politique est, de plus, partagée avec le droit public de sorte que,

⁶⁹ Si, à la fin du XIX^e siècle, l'Ecole Libre remporte une forme de « victoire » malgré les rivalités disciplinaires (« c'est sans conteste entre 1890 et 1905 que l'affaire est réglée et que le droit public fait disparaître dans les facultés de droit, pour un demi-siècle, le mot même de science politique » (Favre 1989 : 96-7), « l'étude politique reste enserrée durant [l'entre-deux-guerres] dans le modèle, en vérité d'une extrême richesse, que tracent les grands traités de droit constitutionnel dont la plupart plongent leurs racines dans le premier avant-guerre » (Favre 1985 : 40).

jusqu'au début des années 1970, la situation est telle que quiconque veut s'engager dans un parcours en science politique doit passer par quatre années préalables d'études de droit (Favre 1981a : 100-1, Leca 1982 : 664-5). Outre cet aspect disciplinaire, le caractère problématique des relations de la science politique au droit semble aussi avoir une dimension scientifique, comme l'illustrent les propos du juriste Georges Burdeau dans l'introduction de son *Traité de science politique* publié pour la première fois en 1959 :

« Pour nous [...], la science politique n'a pas un objet propre ; elle est seulement une méthode pour une plus fructueuse étude du droit constitutionnel, un angle de vision élargi où s'inscrivent les problèmes traditionnels du droit public. » (Burdeau 1980 : 4)

Science politique et droit britanniques semblent également entretenir une forme de proximité permettant de faire sens de la présence dans PS d'articles consacrés aux institutions politiques. Deux grandes traditions traversent en effet le champ scientifique de l'époque, l'une prônant une approche « Whig » d'études politiques inductives mettant l'accent sur le caractère incrémental des évolutions historiques d'un Royaume-Uni idéalisé, l'autre « modernist empiricist » défendant une science politique « rigoureuse », « testable », « appliquée », « compréhensive » et « déductive » déplaçant la focale vers des phénomènes plus microsociaux (Hayward 1991a : 93-4, 1991b : 302, Ross 2007 : 22-4) :

« The new administrative political science had its roots in the empiricist methodologies of the legal historians who rejected for the most part grand narratives and turned their gaze instead to meticulous, atomized studies. Their modernist empiricism militated against the grandiose confidence in imperial greatness and Britain's manifest destiny ritually intoned by the constitutional historians of the previous generation. Law was becoming a discipline tied to the training of legal practitioners, and the opaqueness of the boundaries between history, law and politics began to close. » (Den Otter 2007 : 51)

Ainsi articulé autour de la manière d'aborder l'histoire institutionnelle et constitutionnelle britannique, le débat entre les deux approches permet de comprendre la fréquence d'apparition dans PS d'études d'institutions politiques nationales ou locales dans une optique souvent proche du droit public. Cette tendance apparaît de plus exacerbée par des choix éditoriaux de Wilfrid Harrison illustrant l'ambiguïté de la relation entre les deux domaines :

« Harrison had announced his intention to embrace articles on the law in the first issue as part of his strategy to make the journal appeal to those who would not regard themselves as engaged in political studies. » (Grant 2010 : 40)

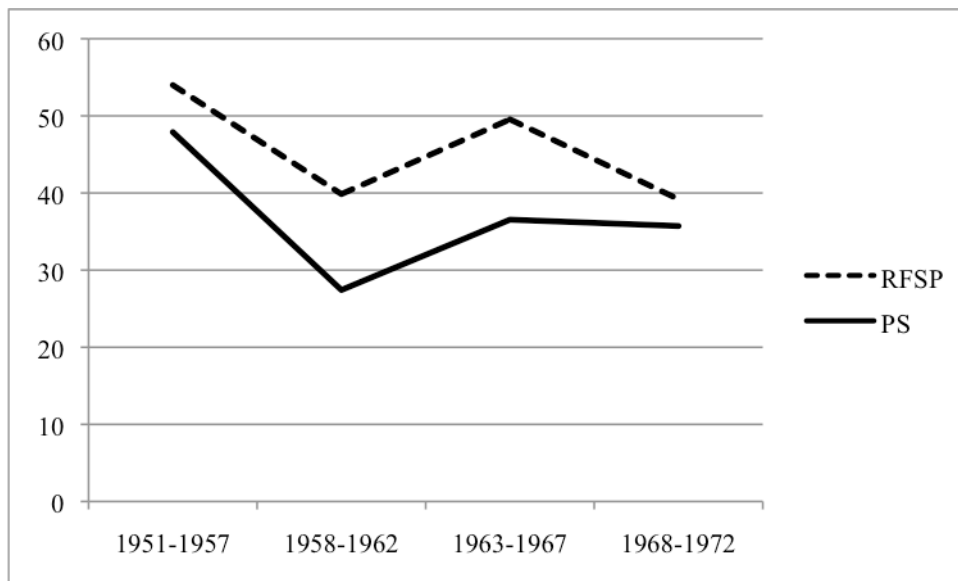
Outre ce point commun, l'étude des domaines de spécialisation présents dans les deux revues permet également de percevoir des différences. La première est celle de la fréquence relativement plus importante dans la RFSP d'articles consacrés aux « rapports au politique et acteurs du jeu politique », avec un écart de près de 10 points entre cas français et britannique (graphe 14). Cet écart peut être considéré comme révélateur de deux types de phénomènes. Le premier est à nouveau d'ordre éditorial : la montée en puissance de la rubrique « forces politiques » pourrait contribuer à expliquer l'augmentation de la fréquence dans la RFSP, au cours de la période, d'articles consacrés à ces questions. Un regard diachronique sur les données conduit cependant à nuancer cette hypothèse, dans la mesure où aucune tendance à la hausse n'émerge des données, la proportion semblant même plutôt diminuer (graphe 15). Ce constat conduit à envisager un second registre d'explications tenant à la structure intellectuelle comparée des champs scientifiques britannique et français. Ce dernier apparaît en effet marqué par l'influence des travaux d'André Siegfried en géographie électorale, dont le *Tableau politique de la France de la science de l'ouest sous la Troisième République* (Siegfried 1913) constitue pour certains membres de la FNSP un support pour la création d'une « discipline académique nouvelle » et d'une « Ecole française de sociologie électorale » (Blondiaux et Veitl 1999 : 7). Le succès de cette entreprise scientifique, menée en particulier par François Goguel, a des implications institutionnelles en débouchant notamment sur la fondation du Cevipof de sorte que :

« La sociologie électorale va en pratique servir de noyau dur à la science politique française, laquelle va largement s'institutionnaliser autour d'elle. » (Blondiaux et Veitl 1999 : 16)

Cette forte centralité du domaine explique que les études électorales soient plus représentées dans la *Revue Française de Science Politique* que dans *Political Studies*. Cette infériorité de la proportion britannique ne saurait cependant masquer que ce type de travaux représente plus du tiers du contenu de PS. Cette importante présence peut être ramenée à une cause similaire à celle du cas français. Comme en France se met en effet en place un groupe d'étude des élections autour d'une institution centrale de la discipline britannique. R.B. McCallum et A. Readman, du Nuffield College d'Oxford, fondent ainsi dès 1945 un groupement chargé de produire les « Nuffield election

studies » à partir des données disponibles à chaque échéance électorale. Cette centralité disciplinaire se double d'un poids scientifique rendu particulièrement visible par l'ouvrage « très influent » de David Butler et Donald Stokes *Political change in Britain* (Butler et Stokes 1969). La création en 1950 d'un groupement similaire à Glasgow est également emblématique de cette visibilité (Kenny 2007 : 168-9, Miller 1999 : 231-3).

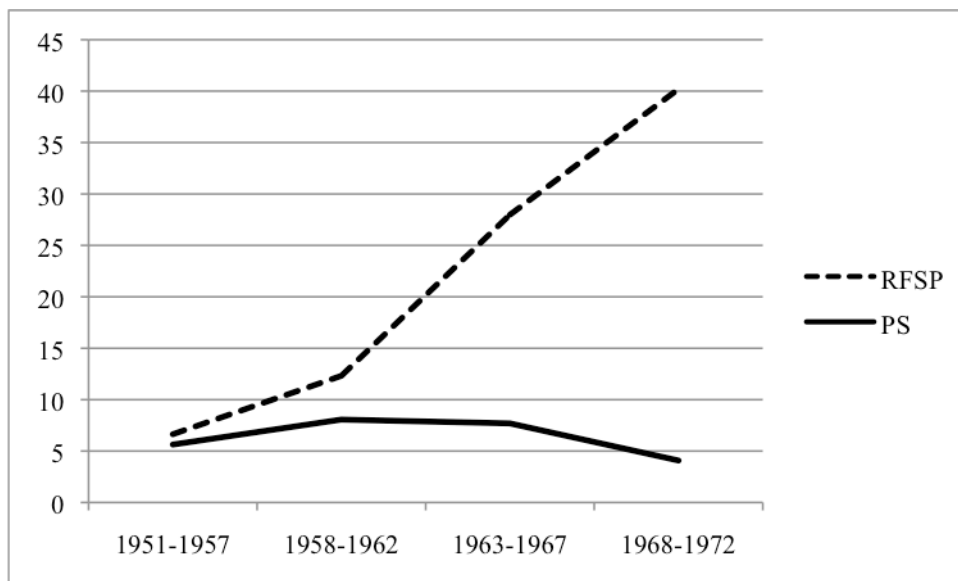
Graphe 15 : évolution de la proportion d'articles consacrés aux « rapports au politique et acteurs du jeu politique » dans PS et la RFSP 1951-72 (%)



Si une différence existe donc entre cas français et britannique en matière d'études de « rapports au politique et acteurs du jeu politique », cet écart apparaît beaucoup moins important que celui que l'on peut observer entre les proportions d'articles consacrés aux relations internationales dans les deux revues. Les 16 points séparant PS et la RFSP en la matière apparaissent en effet d'autant plus significatifs que l'écart est en constante augmentation sur la période, passant de 1 % en 1951-57 à 36 % en 1968-72 (graphe 16). Cette divergence croissante est d'abord interprétable comme une conséquence du rôle de la rubrique « conflits internationaux », qui contribue à l'évidence à l'augmentation de la proportion d'articles de relations internationales dans la RFSP. Mais elle peut aussi être interprétée comme reflétant la position différente du domaine des relations internationales au sein des champs scientifiques et éditoriaux français et britannique. Dans le cas français, le domaine entretient, on l'a vu, une forte proximité disciplinaire avec la science politique – le Ceri est fondé sous l'égide de la FNSP – qui rend logique

une forme de proximité scientifique et éditoriale à travers des publications dans la RFSP, malgré l'existence depuis 1936 de la revue *Politique Etrangère*, spécifiquement consacrée aux relations internationales et publiée sous l'égide du Centre d'étude de politique étrangère.

Graphe 16 : évolution de la proportion d'articles consacrés aux « relations internationales » dans PS et la RFSP 1951-72 (%)



Ce contexte particulier contraste avec la situation britannique. La faiblesse de la proportion d'articles consacrés aux relations internationales dans une revue d'études politiques peut en effet s'expliquer par une distance entre les deux domaines. Un premier moteur de cet éloignement est d'ordre éditorial. Comme dans le cas français, il a en effet été fondé de manière précoce une revue spécifiquement dédiée aux relations internationales, la revue *International Affairs* existant depuis 1922. Un second moteur est de nature scientifique et disciplinaire. La constitution, dès la première moitié du vingtième siècle, d'une école britannique de relations internationales autour des travaux de Hedley Bull ou de E. H. Carr, a en effet des implications au niveau institutionnel, la première chaire de « international politics » étant créée à Aberystwyth dès 1919 – soit seulement sept ans après la première chaire de science politique. Au cours des années 1950, l'enracinement institutionnel est poussé plus loin : sous l'impulsion de spécialistes en relations internationales et de financements américains, et par l'intermédiaire de l'historien britannique Herbert Butterfield dont la réputation et les contacts aux Etats-

Unis sont développés, un « British Committee on the Theory of International Politics » est créé à Cambridge, première étape vers la constitution d'une association professionnelle autonome en 1975 (Dunne 1999 : 395-414, Hayward 2006 : entretien). Cette distance entre science politique et relations internationales est bien perçue par l'éditeur de PS Wilfrid Harrison, qui prend soin de spécifier dans sa première « editorial note » que les études du gouvernement « n'impliquent pas l'exclusion des relations internationales » (Harrison 1953 : 3, notre traduction).

Le dernier domaine dont la proportion apparaît très différente au sein de *Political Studies* et de la *Revue Française* est celui de la pensée politique et de l'histoire des idées politiques. 24 points séparent en effet les deux valeurs, et la comparaison diachronique montre que cet écart tend à se creuser constamment au cours de la période, passant de 12% en 1951-57 à 22 % en 1958-62, 24 % en 1963-67 et 35 % en 1968-72 (graphe 17). Cette divergence croissante peut être interprétée comme révélatrice de différences dans la physionomie des disciplines et champs politistes français et britanniques. La forte présence d'articles de pensée politique dans PS semble ainsi être une conséquence d'une perception des études politiques comme étant subordonnées à la philosophie, conception d'autant plus répandue que la majorité des universitaires enseignant la science politique ont été formés dans ce domaine (Hayward 2006 : entretien) :

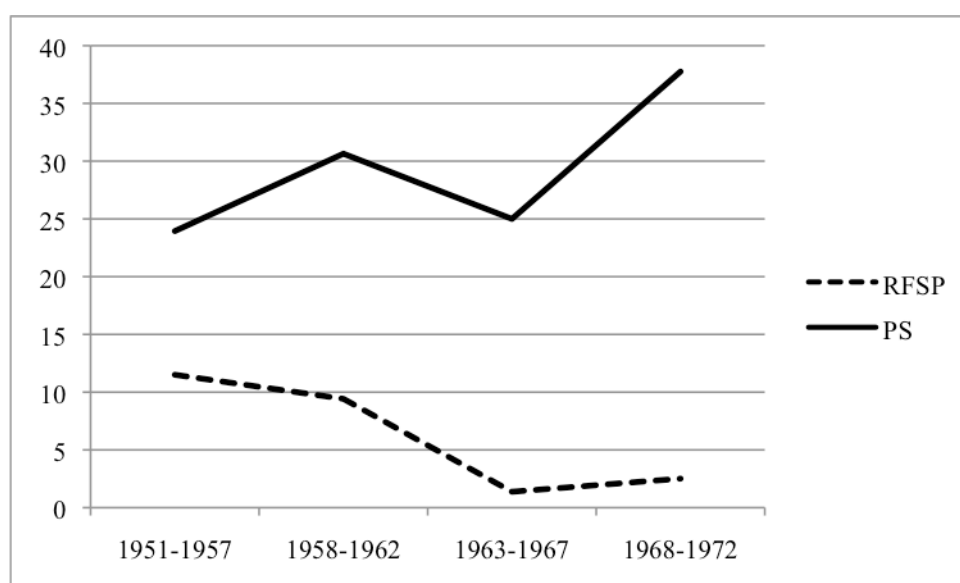
« Many of the founding members still regarded politics as a subject that properly borrowed from these allied subjects [history and philosophy]; a more practical consideration was that historians and philosophers formed a large number of those teaching politics. » (Kavanagh 2003 : 610-11)

Par contraste, le statut de la pensée politique en France apparaît beaucoup moins central. Dans les années 1950, chassé des départements de philosophie sous l'influence durkheimienne, le domaine est en effet essentiellement présent dans les facultés de droit « sous une forme assez sommaire » (Leca 2006 : entretien). Ce lien au droit explique probablement pour partie une présence encore importante de la catégorie « pensée politique » dans la RFSP au cours de la période 1951-57. A ce facteur s'ajoute de plus un effort conscient de la direction de la RFSP pour conserver le domaine dans le giron de la *Revue*, comme l'illustre la correspondance entre Jean Meynaud et l'universitaire canadien C.B. Macpherson :

« J'ai noté en particulier l'importance que vous attachiez à l'inclusion de l'étude des idées politiques dans notre discipline. Cette inclusion semble devoir être rigoureusement nécessaire, et pourtant il arrive qu'elle soit contestée [...]. Nous

essayons actuellement de mettre sur pied une *Revue Française de Science Politique* et nous avons constaté que tout un courant de jeunes professeurs, sous prétexte de mettre l'accent sur les études positives, aboutissait à une sorte de sociologie des phénomènes politiques, n'ayant plus aucun lien avec la philosophie politique qui seule permet d'expliquer ces phénomènes en profondeur. D'autres membres du Comité de Direction (parmi lesquels au tout premier plan Raymond Aron), ont insisté au contraire sur l'importance de certaines idées politiques. Nous veillerons à ce que leur étude ne soit point absente de la *Revue*. » (Meynaud 1951h)

Graphe 17 : évolution de la proportion d'articles consacrés à la « pensée politique » dans PS et la RFSP 1951-72 (%)



La combinaison de ces deux facteurs semble cependant insuffisante pour maintenir une présence de la pensée politique dans la RFSP et plus généralement dans le champ politiste, de sorte que « l'omniprésence de la politique en philosophie est toujours allée de pair avec une absence quasi-totale de réflexion philosophique digne de ce nom sur l'objet politique » (Bouveresse 1983 : 25, notre traduction).

L'analyse comparée des domaines de spécialisation dont relèvent les articles de *Political Studies* et de la *Revue Française de Science Politique* permet ainsi de tirer plusieurs conclusions quant à la structure des disciplines et champs politistes français et britanniques au cours de la période 1951-72. La première est celle d'une forte concentration des objets de recherche autour d'un nombre réduit de domaines, trois d'entre eux étant suffisants pour rassembler 80 % des contenus de PS et de la RFSP.

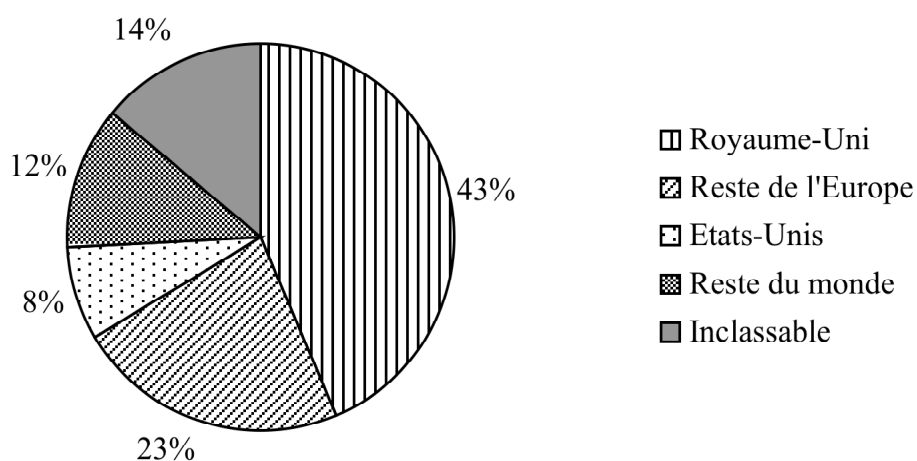
Tout se passe en somme comme si la concentration disciplinaire évoquée plus haut s'accompagnait en France comme au Royaume-Uni d'une concentration scientifique autour d'un hypothétique « noyau dur » intellectuel. Le second constat est celui d'une différence entre champs français et britannique dans la composition de ce « noyau dur ». Deux éléments sont communs aux deux espaces. L'influence du droit semble d'abord être une constante, et procède d'une **proximité disciplinaire entre droit et science politique**. La présence d'études d'élections et d'acteurs du jeu politique est également un point commun et semble être liée au **développement de groupes de recherche en études électorales au sein d'institutions centrales sur le plan disciplinaire**, renforçant ainsi l'hypothèse de l'existence d'un « noyau dur ». Deux différences entre les deux revues sont néanmoins à noter. Le poids comparativement moins important des études internationales dans PS peut être interprété comme la conséquence de l'existence d'un **processus d'autonomisation disciplinaire et scientifique des relations internationales vis-à-vis de la science politique britannique, contrastant avec la centralité disciplinaire et scientifique du domaine dans le cas français**. La présence comparativement plus importante de la pensée politique dans PS se comprend quant à elle en lien avec la **forte influence disciplinaire et scientifique de la philosophie sur les études politiques britannique, contrastant avec la marginalisation disciplinaire et scientifique progressive de la philosophie politique française**. Au cœur des deux revues sont ainsi représentés à la fois des **domaines scientifiques bien établis vis-à-vis desquels le champ politiste apparaît partiellement hétéronome**, et des **domaines scientifiques en structuration qui semblent constituer un socle pour une mise en place de normes scientifiques spécifiques**.

2- La répartition par terrains de recherche des articles publiés.

L'analyse de la localisation géographique des terrains étudiés dans les articles de PS et de la RFSP permet de pousser plus loin l'étude des contenus des deux revues. Menée à nouveau au moyen de données synchroniques et diachroniques, elle permet surtout de dégager des points communs entre les deux revues.

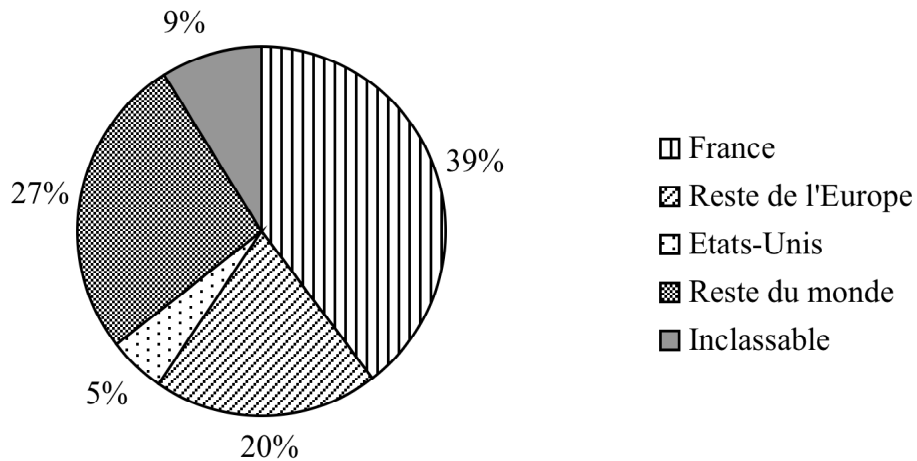
L'analyse met d'abord en évidence, dans les deux cas, le poids important et comparable des publications consacrées au pays domicile respectif des revues : 43 % des articles empiriques de PS sont ainsi consacrés au Royaume-Uni (graphe 18), tandis que 39 % de ceux de la RFSP prennent pour objet la France (graphe 19)⁷⁰. Si le regard diachronique ne permet pas de dégager de tendances de long terme, il montre que la proportion ne représente que rarement moins du tiers des deux revues (graphe 20). Ce constat peut être rapproché d'évolutions éditoriales et scientifiques déjà identifiées : le développement de la rubrique « forces politiques en France » dans la RFSP, la montée en puissance de groupes de recherche sur les élections nationales, ou encore la revendication par la RFSP et PS d'un caractère central dans les champs politistes français et britannique permettent de faire sens d'une forte préoccupation pour les phénomènes politiques nationaux.

Graphe 18 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de PS 1953-72 (%)

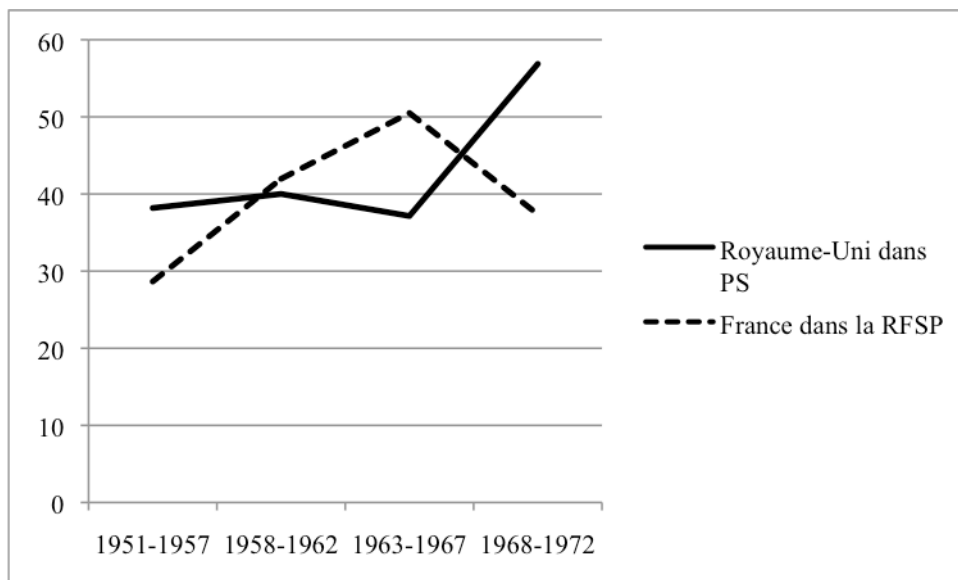


⁷⁰ Compte tenu du poids de la pensée politique dans PS, ces proportions sont calculées sur la base des seuls articles empiriques des deux revues.

Graphe 19 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de la RFSP 1951-72 (%)



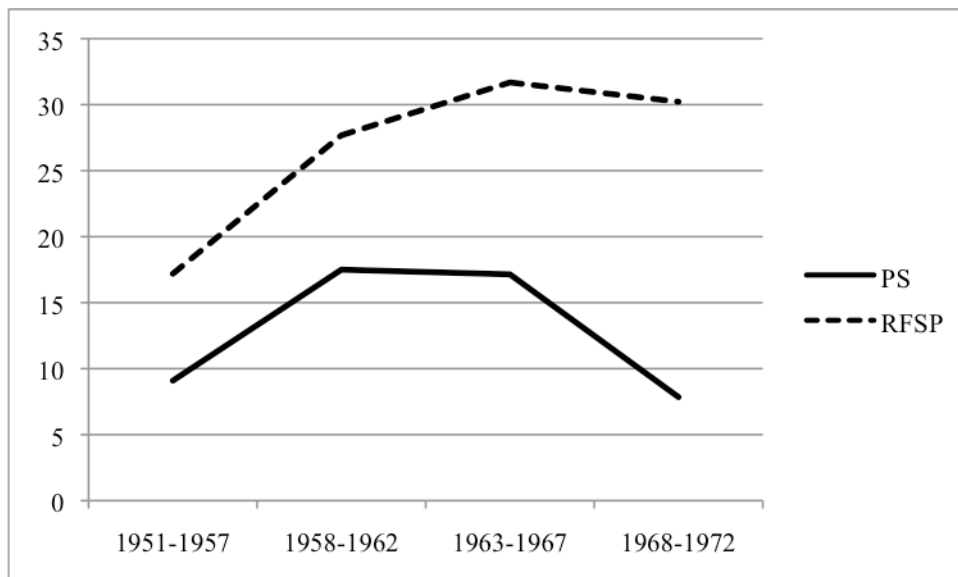
Graphe 20 : évolution de la proportion d'articles empiriques consacrés au pays domicile respectif de PS et de la RFSP (%)



A cette concentration commune sur le pays domicile s'ajoutent d'autres points communs, les proportions d'articles consacrés au reste de l'Europe (20 % dans la RFSP, 23 % dans PS) ou aux Etats-Unis (5 % dans la RFSP, 8 % dans PS) étant très similaires

dans les deux revues. Une différence importante est néanmoins observable par la comparaison du poids des publications portant sur le « reste du monde » (hors Europe et Etats-Unis) : alors qu'il représente 27 % de la RFSP, il n'atteint que 12 % de PS sur la période (graphes 18 et 19). Le regard diachronique montre, de plus, que la proportion ne connaît pas la même évolution dans les deux revues : en hausse tendancielle dans la RFSP jusqu'à une stagnation en fin de période, elle connaît une croissance moins importante et moins durable dans PS (graphe 21).

Graphe 21 : évolution de la proportion d'articles empiriques consacrés au « reste du monde » dans PS et la RFSP 1951-72 (%)



Ces écarts sont d'autant plus surprenants que la proportion d'auteurs étrangers est, on l'a vu, nettement plus importante dans PS que dans la RFSP (graphes 9 et 10). C'est donc plutôt par la prise en compte d'une différence entre champs politistes français et britannique que leur interprétation peut passer. Il semble en effet que le cas français soit marqué par une particularité quasi-inexistante dans le cas britannique, certains chercheurs français prenant pour domaine de spécialisation une aire géographique précise. Cette orientation particulière permet de comprendre que la *Revue Française* soit comparativement plus internationale dans ses objets d'étude que son homologue britannique, 52 % de la RFSP prenant des pays étrangers pour terrains contre 43 % de PS. Elle permet aussi de faire sens de la croissance relative de ce type d'articles sur la période dans la RFSP, dans la mesure où la majeure partie des chercheurs spécialistes

d'aires géographiques particulières sont en poste au Ceri et font l'objet de sollicitations de la rubrique « conflits internationaux ».

« It seems to me, from what I know about the way French political science is organised, Sciences Po, the Ceri and so on... that you tend to develop a system with people who are specialists of particular countries. And when I went to conferences in the past and so on, there would be *Monsieur Dupont* or *Mademoiselle Dupont*, *Madame Dupont* who would always write about – whatever the subject was – *l'Inde*, *le Viet-Nam*, *le Tchad* or whatever. And therefore if you like it was structured almost in a way to have country specialists and – notice – country specialists not comparatively, not much comparison at least for a long time, perhaps more recently. So it was country by country by country. In Britain, there wasn't that structuring, and people would write about whatever they wanted to write about, which would necessarily be their own country if they were foreign. » (Hayward 2006 : entretien)

L'analyse des terrains étudiés révèle ainsi une **forme de domination des articles consacrés au pays domicile respectif des deux revues, alimentant l'hypothèse d'une concentration des sciences politiques française et britannique autour d'un « noyau dur » sur la période**. Cette domination n'est cependant pas synonyme de fermeture aux articles portant sur des pays étrangers, ces derniers apparaissant aussi (PS) voire plus (RFSP) importants quantitativement que les publications consacrées aux pays domiciles. L'écart constaté sur ce plan entre PS et RFSP est imputable à la **centralité scientifique et disciplinaire en France d'études d'aires géographiques particulières**⁷¹, contrastant avec l'absence de ce type de travaux au Royaume-Uni.

La comparaison synchronique et diachronique de PS et de la RFSP au cours de la période 1951-72 permet ainsi d'aboutir à plusieurs conclusions. Deux tendances communes aux sciences politiques française et britannique émergent au sein desquelles s'expriment des différences entre les deux cas nationaux. La première est une **tendance à une autonomisation disciplinaire relative, perceptible aux niveaux à la fois statutaire** – les auteurs extérieurs ou à la lisière de la discipline font l'objet d'un écartement progressif – **et national** – les auteurs étrangers tendent à être peu représentés malgré une perméabilité imputable au facteur linguistique et donc différenciée entre France et Royaume-Uni. La seconde est une **tendance à une structuration autour de**

⁷¹ Cette conclusion va à l'encontre de la marginalité souvent pointée des études d'aires géographiques françaises qui « ne [jouissent] pas d'une grande reconnaissance au sein de cette discipline [la science politique] qui tend à regarder les aires régionales comme trop particularistes (voire exotiques) » (Darbon et Jaffrelot 2003 : 3, voire aussi Darbon 2003).

pôles disciplinaires – diversifiés et déclinants dans le cas britannique, unique et d'importance croissante dans le cas français – **et scientifiques intégrant à la fois des domaines de connaissance plus anciens et établis** – le droit dans le cas français, la philosophie, le droit et l'histoire dans le cas britannique – **des thèmes plus récents dont l'étude est portée par des institutions disciplinaires centrales** – l'étude des élections en France et au Royaume-Uni, à laquelle s'ajoute celle des relations internationales dans le cas français – **et des aires géographiques de prédilection** – le pays domicile dans le cas des deux revues. **Ce double mouvement scientifique et disciplinaire contribue à la fixation progressive de règles du jeu politiste à la fois composites, spécifiques à ce secteur de la connaissance et différenciées entre les deux cas nationaux.** L'objet de la seconde section de l'argumentaire est de chercher à analyser la manière dont ces règles, objectivées dans des instances de consécration nationales particulières, évoluent au cours du temps et en lien éventuel avec l'apparition d'instances de consécration transnationales.

II. Une comparaison de *Political Studies*, de la *Revue Française de Science Politique* et du *European Journal of Political Research* (1973-2007) : deux espaces nationaux face à la création d'instances transnationales.

Cette seconde section de l'argumentaire se base sur les conclusions de la période 1951-72 pour enrichir la comparaison d'une revue supplémentaire. L'EJPR, revue créée par l'ECPR en 1973, offre ainsi un contrepoint transnational aux deux productions nationales que sont PS et la RFSP. En écho à la partie précédente, l'étude est présentée en deux temps, reprenant d'abord les données disponibles sur les auteurs des articles, puis les informations liées aux contenus de ces derniers.

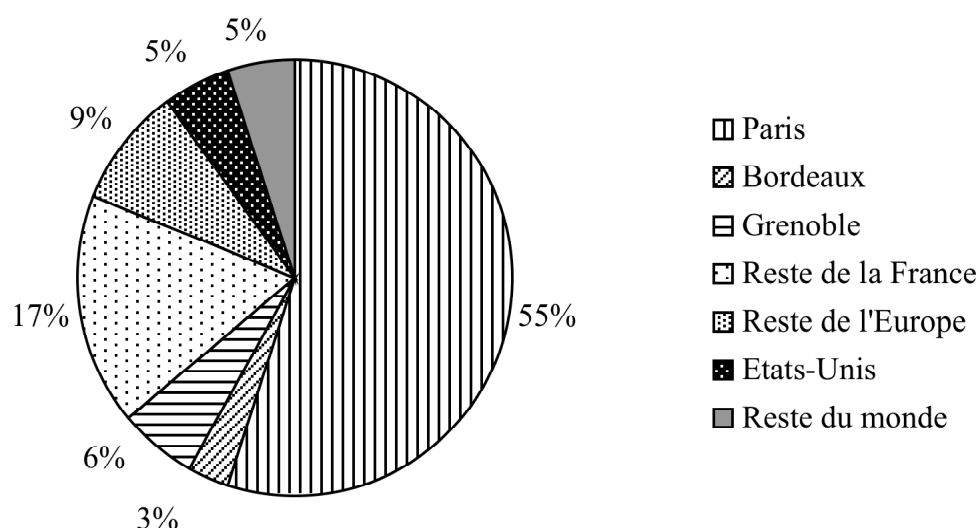
A) L'analyse des auteurs.

Deux types de données sont prises en compte pour étudier les auteurs des trois revues. Le premier est lié à la localisation géographique des auteurs, tandis que le second porte sur leur statut professionnel.

1- La répartition géographique des auteurs publiés.

L'analyse de la répartition géographique des auteurs au niveau national fait d'abord apparaître un contraste avec la période précédente. Alors que l'étude de la période 1951-72 avait permis de mettre en évidence une forte concentration géographique autour d'un nombre réduit de pôles, cette tendance apparaît moins marquée au cours de la phase 1973-2007, particulièrement au Royaume-Uni. Dans ce dernier cas, le poids cumulé d'Oxford, Manchester et Londres n'excède en effet pas 16 % des auteurs de PS, contre 36 % en 1951-72 (graphe 23). Si la baisse du poids de Paris est également tangible côté français (il perd 14 points entre les deux périodes), les auteurs parisiens représentent toujours plus de la moitié (55 %) des contenus de la RFSP au cours de la période 1973-2007 (graphe 22). Le regard diachronique sur les données permet de préciser ces constats : si le poids des trois pôles britanniques semble stable (tableau 18), celui de Paris diminue de manière constante sur la période, à l'exception de la phase 2003-2007. Cette diminution de la proportion d'auteurs parisiens coïncide avec une hausse tendancielle du poids des publications issues d'auteurs basés dans le reste de la France et de l'Europe (tableau 19).

Graphe 22 : localisation géographique des auteurs de la RFSP 1973-2007 (%)



Graph 23 : localisation géographique des auteurs de PS 1973-2007 (%)

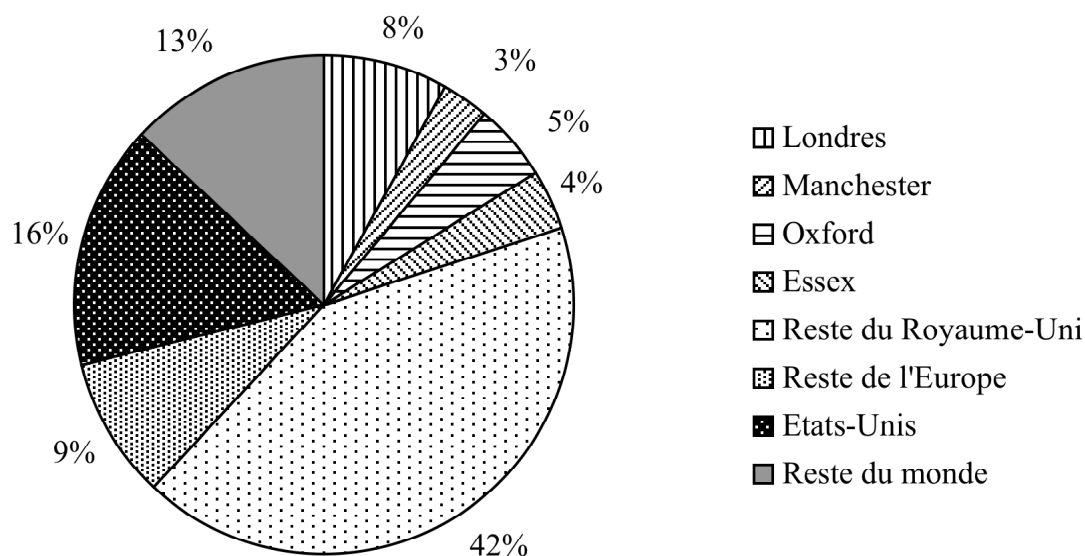


Tableau 18 : évolution de la localisation géographique des auteurs de PS 1973-2007 (%)

	1973-77	1978-82	1983-87	1988-92	1993-97	1998-02	2003-07
Londres	8	7	5	8	10	7	8
Manchester	2	4	6	3	3	2	2
Oxford	4	8	4	5	7	6	3
Essex	6	4	2	1	6	7	3
Reste du Royaume-Uni	49	49	44	37	40	43	35
Reste de l'Europe	6	4	5	10	6	10	20
Etats-Unis	15	16	22	17	16	12	14
Reste du monde	11	8	12	18	13	13	15

Tableau 19 : évolution de la location géographique des auteurs de la RFSP 1973-2007 (%)

	1973-77	1978-82	1983-87	1988-92	1993-97	1998-02	2003-07
Paris	70	62	63	53	46	38	48
Bordeaux	3	2	2	6	6	2	2
Grenoble	5	11	6	5	5	7	6
Reste de la France	10	17	15	16	14	19	29
Reste de l'Europe	4	6	6	7	17	18	10
Etats-Unis	4	1	3	7	3	11	3
Reste du monde	5	1	5	7	9	6	3

Ces constats peuvent être interprétés comme la résultante d'évolutions éditoriales et disciplinaires. En France, la baisse du poids des institutions parisiennes est d'abord indissociable de la fin des rubriques « forces politiques » et « conflits internationaux ». Après un essoufflement progressif, elles disparaissent toutes les deux en 1974, pour deux raisons. Le caractère commandé des articles commence d'une part à poser problème aux chercheurs des centres de recherche de la FNSP, et les fondateurs des rubriques eux-mêmes deviennent d'autre part sceptiques quant à leur pertinence :

« Les deux rubriques ont fini par mourir parce que les chercheurs à qui on demandait de les alimenter ont fini par trouver que c'était une corvée, que ça les détournait de leur objet de recherche immédiat et que s'ils avaient un article sur leur objet de recherche immédiat, ils pouvaient le publier dans la *Revue* ou ailleurs sans que ce soit dans une rubrique, et que ça leur donnait plus de liberté. » (Hurtig 2006 : entretien)

« Ces rubriques, elles ont des admirateurs et des détracteurs et, comme ça arrive souvent, Georges Lavau, qui en est à l'origine et qui est toujours le premier à se critiquer lui-même, trouve que c'est pas satisfaisant : il parle un jour – ça avait fait date – de « journalisme refroidi ». Alors c'était assez joli : « journalisme » parce que c'était trop sur un mode d'analyse journalistique, et « refroidi » parce qu'on arrivait avec le délai de publication de trois mois là où les journalistes arrivent avec le délai de publication de deux jours. Alors c'était très excessif, très méchant, mais il y avait un tout petit peu de vrai. » (Parodi 2006 : entretien)

Si la fin des rubriques peut ainsi expliquer la diminution de la proportion d'auteurs parisiens au cours des années 1970, elle est en revanche insuffisante pour comprendre la persistance de ce déclin jusqu'à deux décennies plus tard, au cours des années 1980 et 1990. Cette évolution peut être interprétée comme la conséquence de changements dans la structure de la discipline, marquée notamment par une production croissante des IEP provinciaux. Les IEP d'Aix-en-Provence, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon et Rennes représentent ainsi 20 % des contenus de la RFSP au cours des périodes 1997-2002 et 2003-2007, contre seulement 7 % au début des années 1970. Ce poids en augmentation ne contrebalance cependant pas totalement celui de Paris, qui regroupe plus du tiers des politistes (en 2004) et plus de la moitié des thèses soutenues (en 2001) (Blondiaux 2004, Favre 1996 : 233-4).

Les chiffres britanniques confirment quant à eux une tendance à la décentralisation disciplinaire déjà identifiée lors de la période 1953-1972. Pas moins d'une trentaine d'institutions britanniques sont en effet représentées dans PS au cours de la période

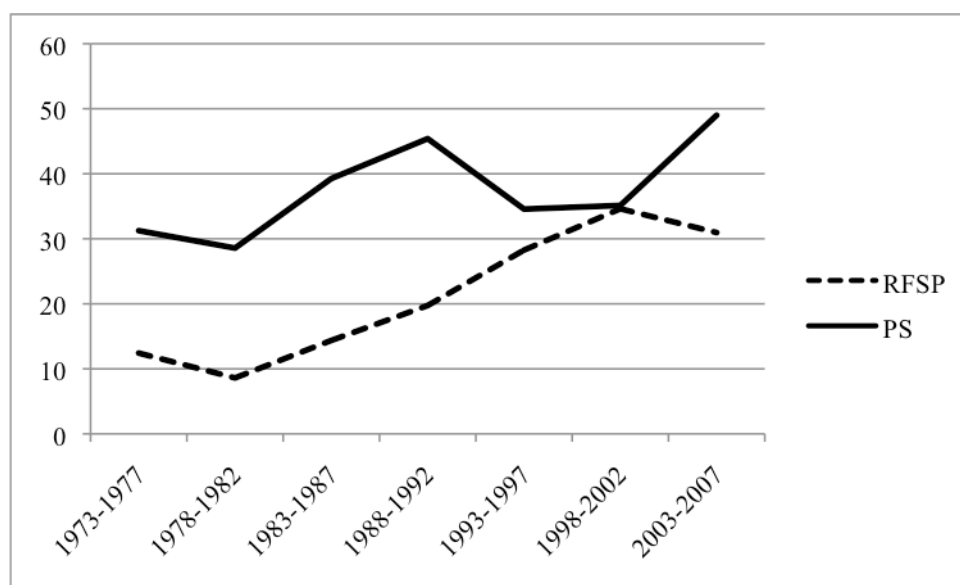
2003-2007, contre seulement une vingtaine en 1968-1972. Les universités créées au début des années 1970 voient en particulier leur poids augmenter jusqu'à représenter environ 10 % de la revue en 2003-2007. Cette évolution est en partie explicable par l'apparition de mécanismes d'évaluation de la recherche comme le Research Assessment Exercise (RAE) qui, du fait des pressions qu'il fait peser sur les auteurs à partir de sa mise en place progressive au cours de la seconde moitié des années 1980 – de la qualité des évaluations dépend directement l'attribution de financements (Grant 2010 : 126-7) – et des représentations qui lui sont associées, pousse de nombreux auteurs britanniques à proposer leurs productions à *Political Studies* :

« [The RAE] had an influence on British contributors. [...] The way the RAE works is that there is a cut-off date, and if the piece of work hasn't been officially published after that cut-off date, then it doesn't count. So as you get closer and closer to the cut-off date, authors who particularly need a paper in *Political Studies* get more and more panicky and insistent you know. And I lived through – I think I'm right – I lived through one RAE cut-off date: that was in 1996, but I didn't finish until 1999 and then the next one was 2001. So even in 1999, authors were getting very sort of nervous and so on. And, as I said, at one point, we were having a... we had a waiting list of, I think, two and a half years. [...] There's no doubt at all that as far as British academics were concerned, it had a profound influence on the kind of cycle of submissions to the journal. You know, it's just very clear that in the... For about two years, usually the year preceding the cut-off date and the year succeeding the cut-off date, you'd see a dip in British submissions. Then about two years before the new cut-off date you'd see a sharp rise in British submissions. You know, it undoubtedly did affect behaviour. I mean that – this is a bit complex – that sort of interacted with the perceptions that people had about how RAE panels judged the quality of work. There was a widespread belief for instance, for a period in the 1990s, that RAE panels simply were prejudiced in favour of some kinds of journals and against other kinds of journals so that, you know, it was much better to appear in *Political Studies* than to appear in some kind of minor niche journal, you know, that kind of thing. So that plainly advantaged journals like *Political Studies*. I mean, I served in one of the 2001 panels and I know how it happens: it didn't matter where the pieces appeared, because we read everything and we just judged it on its quality there, but it was undoubtedly the case that lots of people believed that it mattered where the piece had appeared, and kind of adjusted their behaviour accordingly. » (Moran 2006 : entretien)

Ce regard national peut être doublé d'une perspective internationale sur les données, qui permet de mettre en évidence plusieurs évolutions. La première est une croissance de l'ouverture internationale des deux revues : avec respectivement 38 % et 19 % d'auteurs étrangers en 1973-2007, PS et la RFSP augmentent toutes deux la part internationale de leurs contenus, qui s'élevait à 26 % pour PS et à 16 % pour la RFSP en 1951-72 (graphes 22 et 23). Cette ouverture internationale apparaît, de plus, tendanciellement

croissante sur la période 1973-2007, particulièrement dans la RFSP. L'écart entre les deux revues, déjà perçu au cours de la phase 1951-72, se maintient par ailleurs sur la quasi-totalité de la période, PS comportant systématiquement – à l'exception des années 1990 – une proportion d'auteurs étrangers plus élevée que celle de la RFSP (graphe 24).

Graphe 24 : évolution de la proportion d'auteurs étrangers dans PS et la RFSP 1973-2007 (%)



Ce déclin de la tendance à la centralisation nationale identifiée lors de la période 1951-72 peut être interprété comme la conséquence de plusieurs évolutions éditoriales et scientifiques. La première, déjà évoquée, est celle de la fin des rubriques qui, à travers la baisse de la proportion d'auteurs parisiens, entraîne une diminution du poids des auteurs basés en France dans la RFSP. La deuxième, liée dans une certaine mesure à la première mais commune cette fois à PS et à la RFSP, a trait à la professionnalisation progressive du fonctionnement des deux revues. Alors que leur mode d'organisation jusque là informel pouvait aboutir à une surreprésentation des auteurs issus de leur ville domicile (Paris et Oxford respectivement), l'articulation des deux revues autour d'un comité éditorial diversifié et l'adoption de procédures d'anonymisation contribuent à leur décentrement géographique. Cette évolution ne se fait pas au même rythme dans les cas français et britannique. Dans PS, plusieurs nouveaux dispositifs entrent en vigueur dès 1975, à la suite d'un changement à la tête de la PSA (sur lequel on reviendra) : le mandat de directeur de la revue est limité à six ans non renouvelables, le principe d'un

changement de localisation géographique de la revue à chaque changement de directeur est introduit, et un comité éditorial est mis en place. A partir de l'arrivée à la tête de PS de Jack Hayward en 1987, le comité éditorial est internationalisé et le principe d'anonymat des auteurs et des évaluateurs introduit. Ce mouvement d'équilibre géographique du comité se poursuit sous la direction de Michael Moran, et le nombre d'évaluateurs passe de deux à trois en 1993 (Hayward 2006 : entretien, Moran 2006 : entretien). Dans la RFSP, des évolutions similaires sont mises en place plus tardivement. Les années 1970 et 1980 sont en effet marquées par un « despotisme éclairé » (Parodi 2006 : entretien) du directeur de la revue Georges Lavau, qui gère la RFSP de manière personnelle et peu formalisée, sans réunir ni comité éditorial ni conseil scientifique (Hurtig 2006 : entretien, Hurtig et Lancelot 1989 : 13). C'est donc dans les années 1990 que sont introduits une formalisation de la fonction de directeur de la *Revue* à travers notamment une limitation de la durée du mandat à cinq ans renouvelables, la réunion d'un comité de rédaction une fois par mois, une évaluation systématique de chaque article par deux de ses membres, et un anonymat des auteurs et évaluateurs (Parodi 2006 : entretien).

La troisième évolution pouvant potentiellement expliquer l'ouverture croissante des deux revues à des auteurs étrangers est le développement d'espaces transnationaux rendant plus régulière la mise en présence de politistes issus de différents champs nationaux. Comme on l'a vu à travers les cas de l'AISP et de l'ECPR, les années 1970 et 1980 sont en effet les témoins d'une forte expansion des espaces transnationaux. A travers le cas particulier de l'ECPR, créé dans le cadre de l'université d'Essex, ce développement semble facilité par la dynamique de décentralisation disciplinaire nationale identifiée plus haut.

Ces trois registres d'explication ne suffisent cependant pas à faire sens des écarts entre la proportion d'auteurs étrangers dans PS et dans la RFSP. Les graphiques permettent, de plus, de mettre en évidence une différence dans la physionomie de cette ouverture, le poids des Etats-Unis et du « reste du monde » apparaissant plus conséquent dans PS (respectivement 16 % et 13 %) que dans la RFSP (5 % dans les deux cas) (graphes 22 et 23). Le regard diachronique précise ces constats : si les proportions d'auteurs basés dans le « reste du monde » ne présentent pas d'évolutions notables, le poids des publications

« européennes » tend à augmenter dans les deux revues. Cette hausse semble se faire au détriment des auteurs américains dans PS (tableaux 18 et 19).

Ces constats peuvent être interprétés comme une confirmation de l'importance des facteurs linguistiques dans les évolutions de l'ampleur et de la physionomie de l'ouverture internationale des revues. L'« européanisation » de la RFSP est en effet essentiellement orientée vers des pays francophones – lors de la période 2003-2007, plus de la moitié des articles « européens » de la RFSP sont signés par des auteurs basés en Suisse ou en Belgique – ou latins – sur la même phase, un tiers des articles « européens » provient d'Italie. Cette répartition contraste singulièrement avec celle de PS qui compte, parmi ses 20 % d'articles « européens » en 2003-2007, 5 % d'articles provenant des Pays-Bas, 5 % de Scandinavie et 3 % d'Irlande, les 7 % restants étant notamment issus d'Allemagne, Belgique, Grèce, Italie, Pologne ou encore Suisse. A cette surreprésentation de pays européens où la langue anglaise est couramment pratiquée (Commission Européenne 2006) s'ajoute une présence comparativement plus importante d'auteurs américains dans PS (16 %, contre 5 % dans la RFSP).

Comme lors de la période précédente, cette proximité linguistique ne semble cependant pas être synonyme de proximité ou d'influence intellectuelles. Les caractéristiques des articles proposés à PS par des auteurs américains, décrits ici par deux directeurs de PS, viennent en effet nuancer l'hypothèse d'une circulation d'idées scientifiques alternatives :

« What was plain to me was that almost all the American submissions that we got were rubbish, I mean, it was obvious that, as far as Americans were concerned, the journal wasn't even a kind of journal of second resort, it was a journal of fourth or fifth resort, you know. So you'd get papers that had that kind of bare level of competence, because that's what American political science is like, but otherwise were absolutely hopeless, you know. There was a proportion of papers that I simply used to decline to send out to referees, probably about ten percent, and in those ten percent, a disproportionate number would come from the North American, especially from the American submissions. And the only exception to that was that the journal was still a journal of first or second resort for very very good North American political theorists and historians of political thought you know. » (Moran 2006 : entretien)

« Q : yet there are quite many American scholars, or America-based scholars, who published in *Political Studies*.

R : yes, I think some of them because they can't publish in their own country. I mean, they... The kind of political science they write is not as popular in America as it is in Britain in the way they do it, it's less quantitative and so on. There is one other journal perhaps, which I ought to mention [...]. That's the *British Journal of Political Science*. It's a very important journal. I say this with some regret in a way, because, you know, I was editor of *Political Studies*. I think it's a more prestigious and better journal than *Political Studies*. It's certainly more highly rated in the US, it receives more good articles, I think, it's a very good journal. And it's Essex-based. Again not London, not Manchester, not Oxford, Essex. Why? Because people who started it were people like Tony King and so on. [...] It has the reputation of being more oriented towards the US. I think it's misleading in a way, but I think Americans think it is, and they are more inclined to publish in it, I think. » (Hayward 2006 : entretien)

La présence plus importante d'auteurs américains – et, plus généralement, étrangers – dans PS ne semble donc induire qu'une circulation d'idées scientifiques relative car centrée sur le domaine de spécialisation perçu de la revue et structurée par les représentations que se font les auteurs de son orientation intellectuelle. Dans cette perspective, l'ouverture internationale de PS serait encadrée à la fois par son étiquetage progressif comme revue de pointe en théorie et histoire des idées politiques et par le développement à l'Université d'Essex à partir du début des années 1970 du *British Journal of Political Science*, autre revue généraliste dont l'orientation intellectuelle est perçue comme plus « américaine ». Cette hypothèse fera l'objet de plus amples développements ultérieurs.

L'élargissement de la comparaison à l'EJPR permet de préciser les hypothèses avancées à travers l'étude des deux revues nationales. De langue anglaise et basé à l'Université d'Essex, l'EJPR vient d'abord corroborer l'hypothèse d'un rôle prépondérant du facteur linguistique. La revue accueille en effet 16 % d'auteurs britanniques, 18 % d'Américains, 15 % de Scandinaves, 9 % de Hollandais et 12 % d'Allemands (soit 70 % des contenus au total), contre seulement 5 % d'Italiens et 4 % de Français (graphe 25). La baisse de la proportion d'auteurs britanniques au fil du temps au profit notamment d'une hausse tendancielle de la proportion d'auteurs du « reste du monde » est quant à elle à lier au poids croissant des auteurs canadiens, qui comptent pour 5 % des 11 % de productions du « reste du monde » en 2003-2007 (tableau 20). Ces constats sont corroborés par l'étude des articles coécrits publiés dans l'EJPR, 57 % des collaborations internationales impliquant au moins un auteur basé dans un pays dont l'anglais est la langue officielle. Elargie à des pays où la langue anglaise est pratiquée de manière

relativement courante (Scandinavie, Pays-Bas et Allemagne), cette proportion s'élève à 94 %.

Graph 25 : localisation géographique des auteurs de l'EJPR 1973-2007 (%)

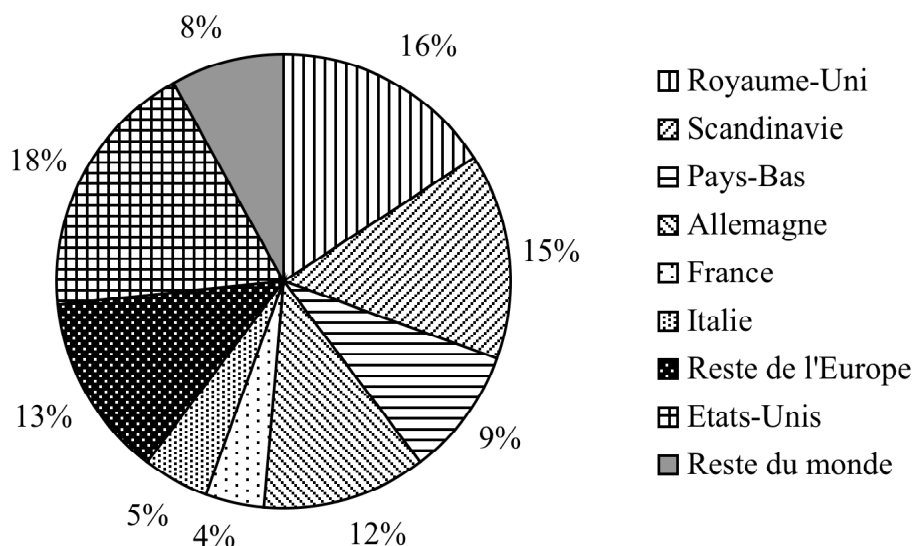


Tableau 20 : évolution de la location géographique des auteurs de l'EJPR 1973-2007 (%)

	1973-77	1978-82	1983-87	1988-92	1993-97	1998-02	2003-07
Royaume-Uni	30	18	16	17	16	15	12
Scandinavie	21	17	15	13	15	9	17
Allemagne	10	12	15	10	8	8	16
Pays-Bas	5	4	10	14	10	10	7
France	7	12	3	5	2	0	3
Italie	6	4	6	4	5	7	1
Reste de l'Europe	7	11	11	15	12	13	18
Etats-Unis	9	17	19	14	28	24	16
Reste du monde	6	4	7	8	5	13	11

Il semble cependant que le facteur linguistique ne suffise pas à expliquer l'ampleur et la physionomie de l'ouverture internationale des revues. La comparaison de deux revues anglophones, PS et l'EJPR, permet en effet de dégager des différences irréductibles au paramètre linguistique. Les auteurs allemands, très représentés dans l'EJPR – 16 % des publiants en 2003-2007 – sont par exemple presque absents de PS – environ 1 % sur la même période. Par contraste, les auteurs néerlandais, fortement présents dans l'EJPR –

7% en 2003-2007 – comptent également pour une part non négligeable de PS – 5 % sur la même période. Ces écarts de représentation peuvent être interprétés comme la conséquence d'une visibilité et d'une attractivité différenciées des deux revues en fonction des champs scientifiques nationaux. Si les ressorts de cette différenciation sont inévitablement complexes, ils peuvent en partie être liés aux orientations intellectuelles perçues des revues. L'association de l'EJPR à l'ECPR et aux orientations « américaines » promues par ce dernier peut ainsi constituer un facteur de différenciation des représentations associées aux deux revues et contribuer à expliquer leur attractivité différenciée selon les zones géographiques. Elle permet particulièrement de faire sens du fait que les Etats-Unis soient le pays le plus représenté au sein des auteurs d'une publication labellisée « européenne » et que près de 40 % des collaborations internationales publiées par l'EJPR impliquent des liens transatlantiques. Cette hypothèse, que l'on étaye plus loin à l'aide du matériau tiré de l'étude des contenus des trois revues, offre donc l'image d'une revue transnationale ne reflétant que partiellement la diversité de la production scientifique de la zone géographique que son label la pousse à couvrir.

L'analyse de la répartition géographique des auteurs des trois revues permet ainsi de tirer des conclusions sur les plans national et international. Au niveau national, la concentration autour d'un nombre réduit de pôles géographiques, identifiée lors de la période précédente dans les cas français et britannique, apparaît surtout persistante en France, où le poids de Paris est néanmoins déclinant. **Cette tendance à la décentralisation disciplinaire coïncide dans les deux pays avec une ouverture internationale tendanciellement croissante des instances de consécration.** Dans le cas britannique et à travers l'exemple particulier d'Essex, **la dynamique de décentralisation semble contribuer aux conditions sociales de possibilité de cette ouverture internationale.** Cette dernière, structurée à la fois par les champs linguistiques et les domaines de spécialisation associés aux espaces scientifiques qui la supportent, ne semble cependant induire qu'une circulation internationale d'idées scientifiques alternatives relative et différenciée. Les espaces transnationaux n'apparaissent, à ce titre, que peu différents de leurs homologues nationaux : majoritairement encadrée par leur champ linguistique, leur attractivité est liée à l'image intellectuelle qu'ils véhiculent dont la teneur apparaît, dans le cas de

l'EJPR, déterminée à la fois par des développements nationaux et transnationaux. L'étude des contenus des trois revues permettra de préciser ces images.

2- *La répartition statutaire des auteurs publiés.*

L'étude de la localisation géographique des auteurs peut être complétée d'une analyse de leur répartition statutaire. Comme dans la partie précédente, cette étude est cependant limitée dans sa dimension comparative : si les données sont disponibles sur l'ensemble de la période pour la RFSP, PS et l'EJPR ne mentionnent que ponctuellement des informations similaires. On concentre donc l'analyse sur la phase 2003-2007, seule à permettre une comparaison systématique entre les deux revues nationales. Les informations tirées de la RFSP permettent au préalable d'apporter une dimension diachronique à l'étude. L'EJPR, par manque de données, est mis de côté dans cette section.

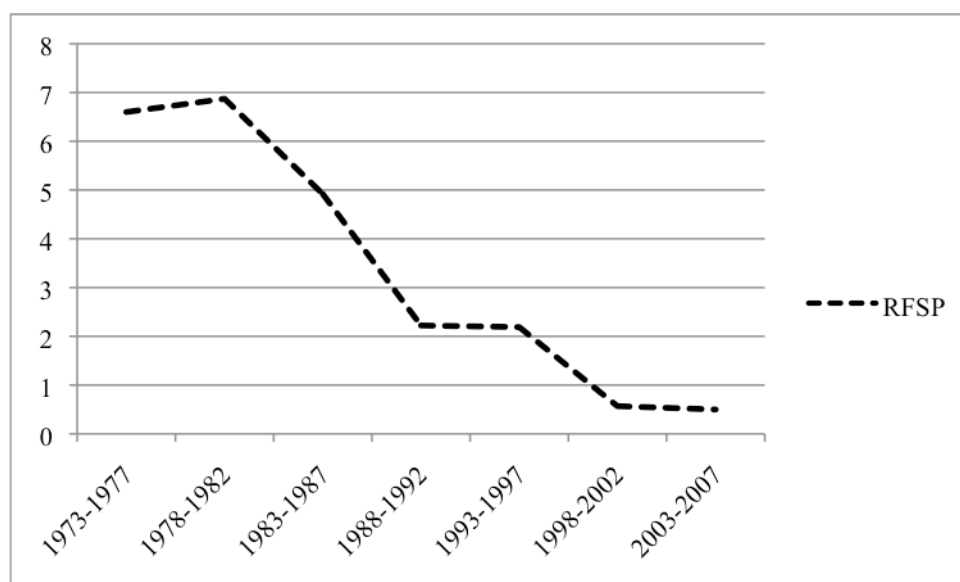
L'étude diachronique de la RFSP permet d'abord de confirmer une tendance observée au cours de la période 1951-72. La proportion d'auteurs non-universitaires, déjà faible en 1973-77 (un peu moins de 7 %) décline en effet de manière continue au cours des années 1980 et 1990 pour tomber sous la barre des 1 % au début des années 2000 (graphe 26). Ces constats viennent renforcer l'idée déjà avancée d'une sortie progressive de la RFSP du champ des revues « intermédiaires » et, à travers elle, d'une autonomisation progressive du champ politiste vis-à-vis des interventions extérieures.

La RFSP connaît une autre évolution notable sur la période 1973-2007, et particulièrement au cours des années 1990 et 2000. Contrastant avec la période 1951-72, ces dernières voient en effet une représentation croissante au sein de la *Revue* d'auteurs « juniors » (doctorants, docteurs sans poste, post-docs) dont la proportion passe de 4 % en 1988-92 à 22 % en 2003-2007 (graphe 27). Ce changement peut être expliqué par des facteurs disciplinaires d'une part, et liés à la structure du champ éditorial d'autre part. Les premiers ont trait à une évolution du statut des impétrants vers plus de professionnalisation. L'année 1988 voit en effet l'instauration des allocations de recherche doctorale et la création du statut d'attaché temporaire d'enseignement et de

recherche (ATER)⁷². Cette insertion disciplinaire contribue à susciter une insertion scientifique par le biais de publications, et à rendre plus concurrentiel le processus de recrutement qui, en retour, incite à l'enrichissement des dossiers de candidatures. Cette évolution a des conséquences pour la RFSP qui, de par sa centralité dans l'espace des revues, tend à attirer des propositions d'auteurs « juniors » :

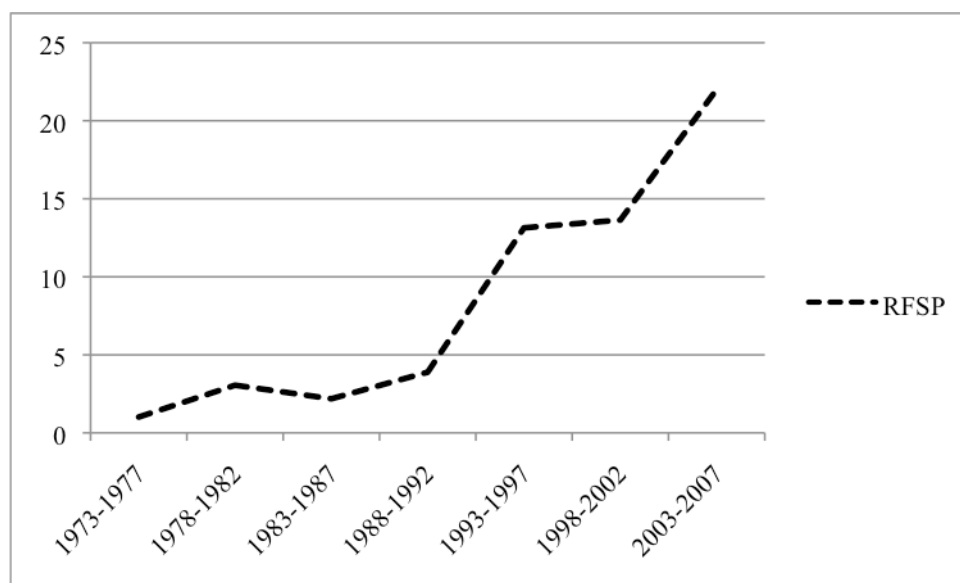
« Je pense qu'effectivement on [*Politix*] n'a jamais eu à l'inverse la capacité de consécration institutionnelle de la RFSP. Je pense que, pour un jeune chercheur, il est toujours plus rassurant de publier dans une perspective de carrière, pour alimenter un dossier, je *pense* hein qu'il est plus rassurant de publier dans la RFSP, je dirais pas plus prestigieux hein, mais rassurant. » (Blondiaux 2006 : entretien)

Graphe 26 : évolution de la proportion d'auteurs non-universitaires dans la RFSP 1973-2007 (%)



⁷² Voir les décrets n°88-653 (« relatif au recrutement d'allocataires d'enseignement et de recherche dans les établissements d'enseignement supérieur ») et n°88-654 (« relatif au recrutement d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche dans les établissements publics d'enseignement supérieur ») du 7 mai 1988.

Graphe 27 : évolution de la proportion d'auteurs « juniors » dans la RFSP 1973-2007 (%)

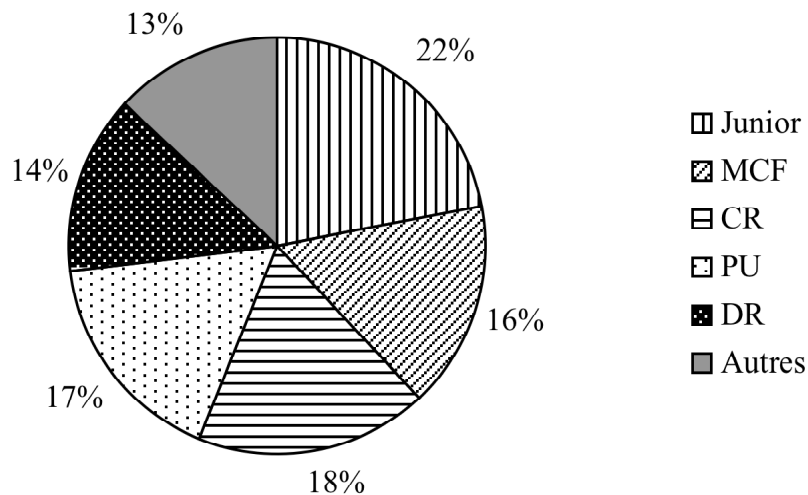


La comparaison des statuts des auteurs de PS et de la RFSP en 2003-2007 suggère que la première occupe, dans son propre espace éditorial, une place sensiblement équivalente à celle de la seconde. Le poids des auteurs « juniors » dans la RFSP (22 %) est en effet comparable à la proportion cumulée des publiants « juniors » (doctorants, post-docs) et d'*assistant professors* dans PS (24 %). Il semble ainsi que les membres « juniors » de la profession britannique soient soumis aux mêmes types d'incitations que leurs homologues français et que les deux revues se voient reconnaître une « capacité de consécration » comparable, alimentée par le fonctionnement du système d'évaluation des articles :

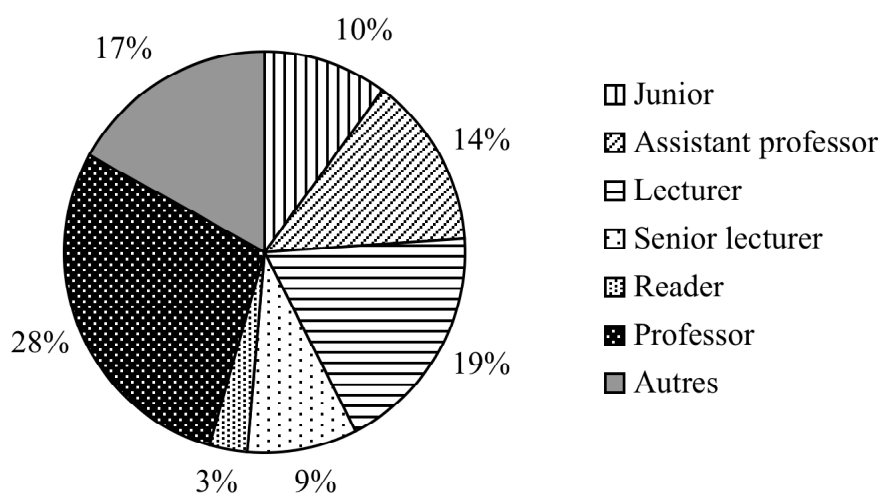
« Q : did you receive many articles from students, graduate students and so on?
R : in the time that I edited, yes, we did receive quite a lot, we rarely published them, although occasionally we did. Sometimes you would get submissions which were very clearly chapter drafts from a dissertation, sometimes it would say 'chapter 1' because it hadn't been edited properly. So you would get quite a lot of that, and the reason for that is the feedback. So even if it's not likely to be published, the author would get quite good feedback if it's refereed and then maybe down the road it will be published, so they tried. Also there's the change in the profession whereby having publications is as important for getting a first post as having a completed doctorate. So very early on you have to start looking for a publication if you want to get a permanent post. But, although those numbers, I think, increased, they're still fairly low, I mean, the majority of submissions by a long way are full-time professional political scientists academics. » (Kelly 2006 : entretien)

Les similarités statutaires entre les auteurs des deux revues ne se limitent pas aux plus « juniors » d'entre eux. Les proportions cumulées de maîtres de conférences et chargés de recherche dans la RFSP (34 %) apparaissent en effet similaires à celles des *lecturers*, *senior lecturers* et *readers* dans PS (31 %), tandis que le poids des professeurs des universités et directeurs de recherche dans la RFSP (31 %) correspond à celui des *professors* dans PS (28 %) (graphes 28 et 29). Les auteurs non-universitaires, ici inclus dans la catégorie « autres », n'occupent dans les deux revues qu'une place négligeable. Si cette comparaison statutaire est inévitablement difficile à étayer et limitée par le caractère non homologue des statuts professionnels existant des deux côtés de la Manche, elle tend ainsi à indiquer qu'il existe des points communs dans la physionomie des disciplines, champs scientifiques et espaces éditoriaux français et britanniques. Il apparaît en particulier que les deux cas nationaux ont en commun une exclusion des non-universitaires au profit d'auteurs aux statuts internes à la discipline.

Graphe 28 : statut professionnel des auteurs de la RFSP 2003-2007 (%)

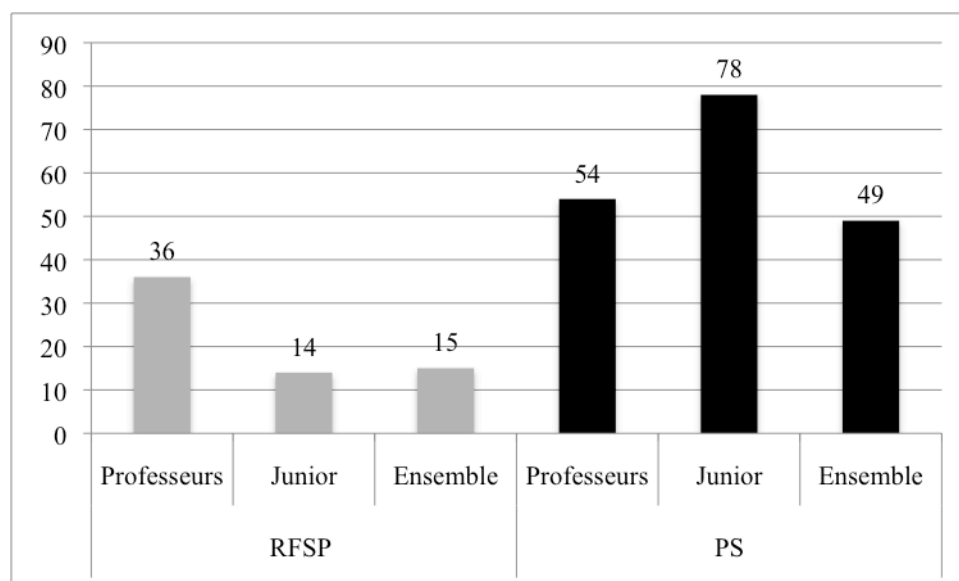


Graphe 29 : statut professionnel des auteurs de PS 2003-2007 (%)



Ces constats constituent une base pour préciser les ressorts de l'ouverture internationale de PS et de la RFSP, les auteurs étrangers apparaissant inégalement représentés au sein des différents statuts professionnels au cours de la période 2003-07. En restreignant la comparaison aux statuts les plus comparables internationalement (professeurs d'un côté, « juniors » de l'autre), on peut ainsi observer un point commun et une différence entre les deux revues. L'étude montre d'abord une surreprésentation relative des auteurs étrangers au sein de la catégorie des professeurs : ils en représentent 36 % dans la RFSP (soit une nette surreprésentation par rapport à la proportion d'ensemble dans la revue) et 54 % dans PS (soit un écart de 5 points par rapport à l'ensemble). L'analyse met aussi en évidence une très forte surreprésentation des auteurs étrangers parmi les « juniors » publiés dans PS (78 %, contre 49 % sur l'ensemble des auteurs) alors que leur proportion reste dans la moyenne dans la RFSP (graphe 30). Ces constats suggèrent deux conclusions. L'ouverture internationale des deux instances de consécration serait, d'une part, majoritairement le fait de politistes expérimentés. La « capacité de consécration » des politistes débutants par les revues serait, d'autre part, plus internationalement reconnue dans le cas de PS que dans celui de la RFSP, sans doute au moins en partie du fait de la différence linguistique des deux revues.

Graphe 30 : proportion d’auteurs étrangers selon les statuts professionnels dans PS et la RFSP 1973-2007 (%)



L’analyse du statut professionnel des auteurs de PS et de la RFSP permet ainsi de mettre en évidence deux évolutions des structures des sciences politiques française et britannique. La première est une **forme d’alignement du champ politiste sur la discipline**, l’essentiel des auteurs publiés par les deux revues étant en poste en universités au détriment des publiants extra-académiques. La seconde est une **diversification croissante des deux disciplines nationales sur le plan statutaire**, perceptible notamment à travers la publication, dans des revues ayant un « pouvoir de consécration », de membres « juniors » de la discipline dont les statuts ont connu une professionnalisation contrastant avec leur exclusion tendancielle antérieure. **L’ouverture internationale des instances de consécration nationales apparaît alors essentiellement le fait de politistes centraux sur le plan disciplinaire – les professeurs – auxquels s’ajoutent, dans le cas britannique, les impétrants.**

B) L’analyse des contenus.

L’analyse des auteurs peut être complétée par une étude des contenus des articles publiés par PS, la RFSP et l’EJPR sur la période 1973-2007. En miroir de la partie précédente, la lecture des données est faite en deux temps : concentrée d’abord sur les

domaines de spécialisation représentés dans les trois revues, elle se focalise ensuite sur les terrains et méthodes de recherche présents dans ces publications.

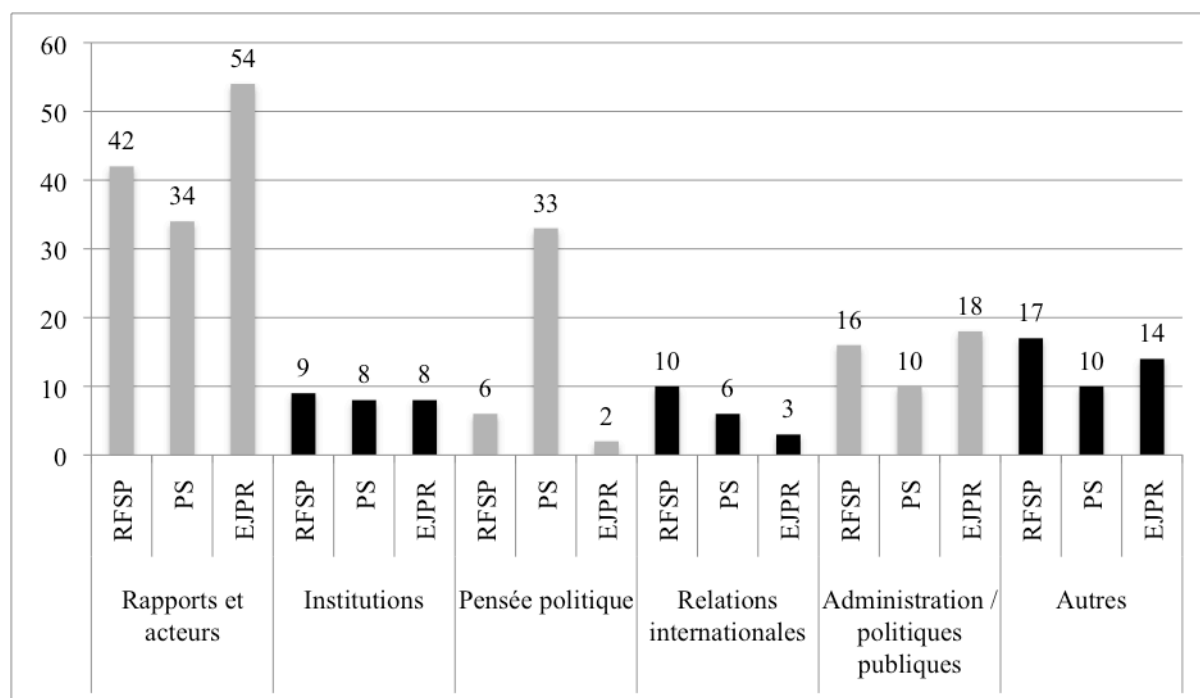
1- La répartition par domaines de spécialisation des articles publiés.

Réalisée d'abord dans le cadre d'une comparaison PS-RFSP liée à celle de la période 1951-73, l'étude des domaines de spécialisation est ensuite élargie à l'EJPR.

L'analyse synchronique du poids des différents domaines dans les deux revues nationales en 1973-2007 révèle d'abord trois points communs avec la période précédente. La proportion d'articles consacrés aux « institutions » ne connaît, d'abord, pas de changements notables dans PS et la RFSP : comme en 1951-72, elle apparaît similaire dans les deux revues et évolue légèrement à la baisse passant de 12 à 9 % dans la RFSP et de 12 à 8 % dans PS (graphe 31). Cette relative stabilité quantitative du poids de la catégorie cache cependant une évolution plus qualitative : alors que les articles estampillés « institutions » en 1951-72 tendaient en majorité à aborder, souvent sous un angle juridique, la structure des régimes politiques nationaux, leurs homologues plus récents tendent à adopter une perspective plus sociologique pour se focaliser sur les rapports entre institutions transnationales, et plus précisément européennes. Ces changements peuvent être interprétés comme révélateurs de deux développements scientifiques. Le premier est celui de la montée en puissance progressive de l'Union Européenne comme objet d'étude, sur laquelle on reviendra plus loin (*infra*, p. 238). Le second est celui de l'effacement progressif du lien de la science politique au droit aux niveaux disciplinaire et scientifique. Dans le cas français, les créations d'une agrégation et d'une maîtrise de science politique spécifiques, respectivement en 1971 et 1978, marquent en effet une forme d'autonomisation disciplinaire entre les deux domaines (Favre 1981a : 100-1, 1996 : 215). Dans le cas britannique, la fondation du Social Science Research Council (SSRC) en 1965 pousse à un rapprochement des associations de politistes et de sociologues et à l'émergence de nouvelles orientations scientifiques pour la science politique, notamment en vue d'une insertion plus claire dans les secteurs couverts par le SSRC (Grant 2010 : 48-50) :

« Political studies tended to straddle Arts and Social Science: there might be some danger of political studies being held to be purely an arts subject, thereby cutting it off from SSRC funds. » (PSA 1964, cité dans Grant 2010 : 48)

Graphe 31 : représentation des différents domaines de spécialisation dans PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%)



La comparaison synchronique permet de mettre en évidence un second point commun avec la période 1951-72, cette fois dans le poids quantitatif des articles consacrés aux « rapports au politique et aux acteurs du jeu politique ». La proportion est en effet de même ordre que celle de la période précédente dans les deux revues nationales, avec là encore une légère baisse : elle s'élève à 42 % dans la RFSP contre 46 % en 1951-72, et à 34 % dans PS, contre 37 % en 1953-72. Si ces constats quantitatifs masquent une évolution qualitative⁷³, ils peuvent néanmoins être interprétés comme révélateur de la persistance du caractère central du « noyau dur » identifié en 1951-72. Dans le cas britannique en particulier, cette persistance est liée à une institutionnalisation croissante du domaine au niveau des champs scientifique et éditorial :

« The modern PSA has many highly successful specialist groups, but on many criteria the most successful is that dealing with Elections, Parties and Opinion Polls (EPOP). [...] Its annual conference regularly attracts over a hundred people for a three-day event which secures considerable media publicity. EPOP published a yearbook from 1992 and in 2005 this became the highly regarded *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*. » (Grant 2010 : 129)

⁷³ Au fil du temps, les articles de la RFSP relevant de la catégorie tendent par exemple à se focaliser plus qu'auparavant sur les rapports ordinaires à la politique et à la socialisation politique plutôt que sur le moment électoral en tant que tel.

Plus récemment, l'étude des élections et des partis politiques a connu une institutionnalisation similaire dans le cas français avec la création du Groupe d'Analyse Electorale (GAEL) et du Groupe d'Etude des Organisations et des Partis Politiques (GEOPP) sous l'égide de l'AFSP au cours des années 2000.

La proportion d'articles consacrés à la « pensée politique » ne connaît pas non plus d'évolutions importantes, que ce soit dans PS ou dans la RFSP : elle s'élève à 30 % pour la première contre 33 % en 1953-72, et à 6 % pour la seconde soit une proportion identique à celle de 1951-72. Les proportions françaises et britanniques fluctuent néanmoins au cours de la période, celle de la RFSP connaissant un « pic » inhabituel au cours des années 1980 alors que celle de PS connaît une baisse éphémère à la fin des années 1990 (graphe 32). Ces constats sont révélateurs de plusieurs phénomènes. Le premier est une forme de dépendance au sentier éditoriale contribuant à maintenir le poids de la pensée politique dans PS :

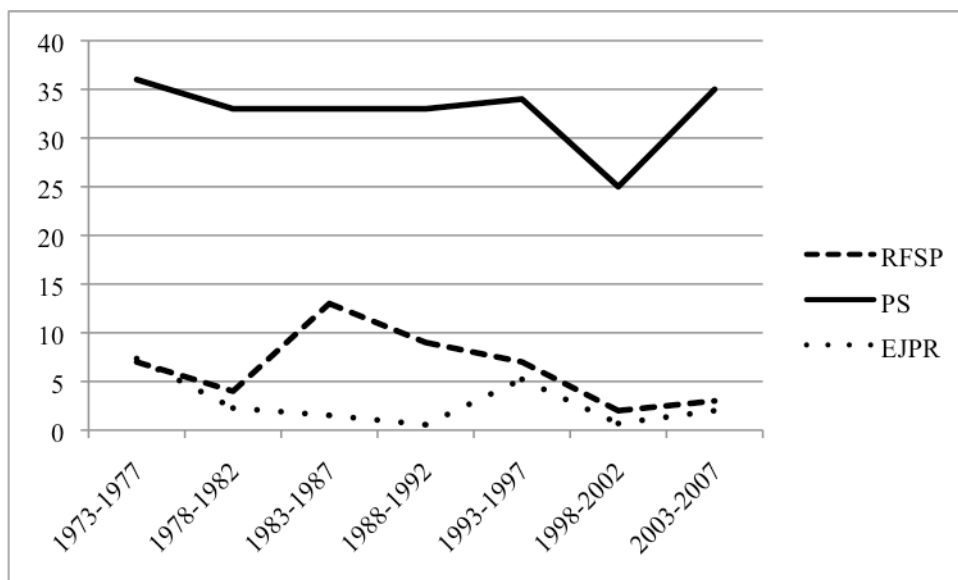
« If you look at the content of the journal, you'll see that it has a strong, or did have particularly, a strong emphasis on political theory and ideas. [...] And that was simply because we were responding to what people sent us. And this is something which is true of most journals: [...] people send to journals the sort of articles that has previously appeared in the journal, there is a self-perpetuating process. And in the early years, partly because of the way the political science profession was recruited, there was a disproportionate number of political philosophers, and also I suppose they found it easier to publish in *Political Studies* than in other kinds of journals. So they started with us, and this meant that for example we had very few articles on international relations or political economy and so on, and that was simply I think because we were waiting for people to send us articles and they were sending us what they thought "well, that's the sort of article the journal publishes, so we will publish there if we write about that; if we write about something else we go elsewhere". » (Hayward 2006 : entretien)

A cette dépendance au sentier s'ajoute la concurrence du *British Journal of Political Science*. Créé en 1971 à la suite d'insatisfactions de politistes britanniques quant au contenu de PS, trop axé sur la pensée politique et considéré « ennuyeux et pauvre », le BJPS s'inscrit dans la continuité du projet des chercheurs d'Essex rassemblés notamment autour de Brian Barry. En revendiquant une ambition généraliste et le label « British », il se pose en alternative explicite à PS et trouve rapidement un prolongement sur le plan organisationnel sous la forme de vellétés de prise de contrôle d'une PSA qui, comme PS, fait l'objet de vives critiques liées notamment à sa passivité face aux évolutions du champ (Grant 2010 : 51-4). La proximité de l'entreprise avec celle de

l'ECPR apparaît alors clairement dans la correspondance adressée par Brian Barry à Jack Hayward en 1975 :

« I think Bob Dowse, Jim Sharpe and I all decided independently that after years of grouching about the PSA it was time to do something about it. Everybody we asked stand accepted and the only two possible people I can think of that might have been added are Blondel and Rose, but Blondel is busy with the ECPR, and Rose is standing anyway (we believe) [...]. I certainly think we've got just about everybody who has ever given any sign of having two ideas to rub together. » (cité dans Grant 2010 : 74)

Graphe 32 : évolution de la proportion d'articles consacrés à la « pensée politique » dans PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%)



Les deux entreprises s'avèrent être un succès : alors que les « jeunes turs » s'installent à la tête de la PSA, le BJPS constitue rapidement un pôle d'attraction pour les études des comportements politiques. La présence importante et persistante des articles de « pensée politique » dans PS tient donc en partie à des facteurs éditoriaux trouvant leur cause dans des évolutions plus larges de la structure du champ politiste britannique :

« The one thing that kept the quality of *Political Studies* very high was that it had a reputation as a kind of journal of first resort for political theorists, especially historians of political thought. So you always got a very good flow of high quality papers in political theory and history of political thought. So you always had plenty of high quality papers to publish, but what you didn't have was plenty of high quality papers that were wide across the journal. And I actually think it was made more difficult because of the *British Journal of Political Science*, which you probably know about. That was the journal that you went to if you had a paper that analysed the big dataset, you know. *Political*

Studies you went to if you had a history of political thought paper, and I spent six years trying to kind of break this kind of stereotype without very much success, you know. » (Moran 2006 : entretien)

La combinaison des tensions provoquées par le succès de l'insurrection, la rivalité croissante du BJPS, le poids disciplinaire persistant des historiens des idées politiques et les phénomènes de dépendance au sentier éditoriaux permet de comprendre la proportion relativement faible d'articles consacrés à la « pensée politique » en 1998-2002, au cours de la période de direction de PS par Paul Kelly et Patrick Dunleavy :

« R : we made a conscious choice to publish less political theory. If you look at the submissions figures, political theory was still by quite some way the largest source of papers that we reviewed. And it would be very easy to turn a journal like *Political Studies* into a journal of political thought. [...] For cultural reasons too. I mean, political thought also had a very large role in British political science, and it's that emphasis that perhaps distinguishes the British from, say, more mainstream North American conceptions of political science: it is more interested in theory, questions, classic thinkers and all that. But all sorts, I mean, all British political science departments have political theorists, and most philosophy departments will have a political philosopher who would be working in political theory either on, you know, contemporary issues, either on thinker topics, so they would contribute, submit articles to *Political Studies*, [...] So we chose to publish fewer and try to strike a balance and encourage areas where we weren't getting a lot of submissions. [...] You know, we got very little in those areas, even though there are people working in, you know, political science departments in Britain in those areas, they didn't see *Political Studies* as a place to publish. So we tried to encourage that and raise...

Q : how did you do that?

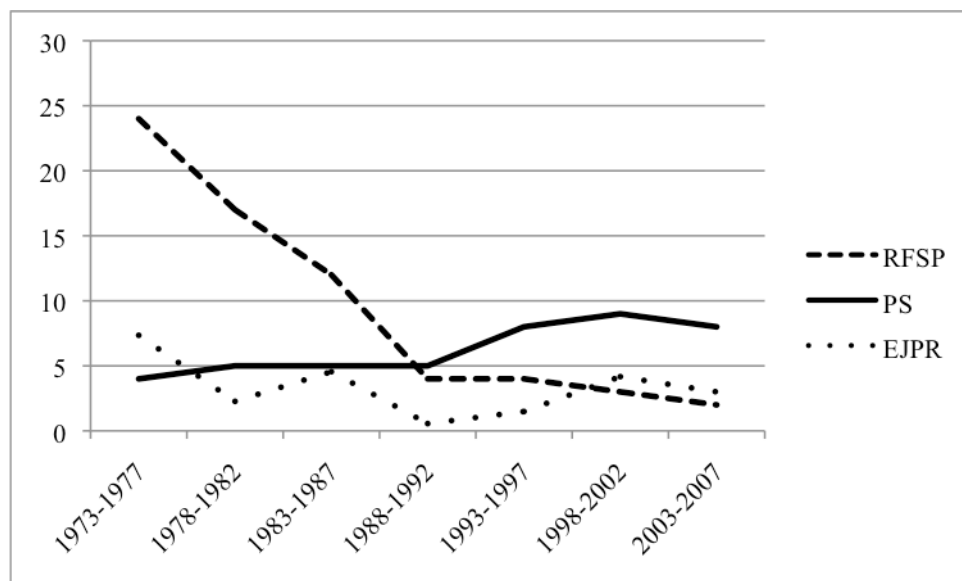
R : I mean it's very hard in a sense... What we did to start with was we made a much more conscious effort to go to conferences, to seek out articles, to encourage authors to submit. [...] We had to go find out articles by going to conferences, being more active in American conferences such as APSA, and approaching authors, encouraging them to submit, because they would often say: "oh, we didn't realise that you published in this area, we thought your journal was about political theory or about British politics". So it was changing the perception of the political science community. » (Kelly 2006 : entretien)

Cette diminution de la proportion d'articles de « pensée politique » n'est cependant que ponctuelle, et leur part s'élève à nouveau à 35 % des contenus de PS en 2003-2007. Dans le cas français, le pic observé au cours des années 1980 semble lui aussi conjoncturel et imputable à la volonté du directeur de la RFSP d'intégrer ce type d'articles au champ de la revue en incitant des philosophes politiques à y publier (Hurtig 2006 : entretien). Ces velléités n'apparaissent cependant pas suffisantes pour aller à l'encontre de la tendance à l'éloignement de la pensée politique du giron de la RFSP

déjà perceptible en 1951-72. Cet éloignement prend même une dimension institutionnelle sur le plan éditorial à travers la création de nouvelles revues – telles la *Revue Française d’Histoires des Idées Politiques* (créée en 1995) ou *Raisons Politiques* (fondée en 1998) – spécifiquement consacrées à ce domaine de recherche.

Outre ces points communs, le graphe 31 permet également de percevoir trois différences par rapport à la période 1951-72. La première concerne la catégorie « relations internationales », dont la proportion connaît une évolution notable dans la RFSP (10 % en 1973-2007 contre 22 % en 1951-72) tout en restant stable dans PS (6 % dans les deux cas). Le regard diachronique sur les données montre par ailleurs un déclin continu de la part de cette catégorie dans la RFSP jusqu’à des pourcentages très faibles (2 % en 2003-07). Par contraste, la proportion connaît une croissance tendancielle dans PS, sans que celle-ci soit toutefois spectaculaire (graphe 33).

Graphe 33 : évolution de la proportion d’articles consacrés aux « relations internationales » dans PS, la RFSP et l’EJPR 1973-2007 (%)



Le déclin continu de la proportion d’articles estampillés « relations internationales » dans la RFSP peut être interprété comme la manifestation, dans le champ français, du phénomène d’autonomisation des relations internationales déjà perçu dans le cas britannique au cours de la période 1951-72. Au cours de la phase 1973-2007 et spécifiquement au cours des années 1990 sont en effet créées de nouvelles institutions

spécifiquement dédiées aux relations internationales, sur les plans à la fois éditorial – la revue *Critique Internationale* est fondée en 1991 – et organisationnel – l’AFSP crée en son sein, en 1996, une Section d’Etudes Internationales (SEI) organisant ses propres colloques et publiant son propre bulletin d’informations :

« On a vu apparaître au cours des quarante dernières années, par exemple, des revues de relations internationales. Donc [c’est] tout le problème de l’autonomisation ou pas des relations internationales à l’intérieur de la science politique, problème qui s’est aussi posé pour l’Association, donc une sous-discipline de la *Revue* qui tend plus ou moins à s’autonomiser [...] avec des revues qui cherchent vraiment le marché, mais qui du coup sont beaucoup moins professionnelles, avec la recherche d’interviews de grands dirigeants, etc. » (Parodi 2006 : entretien)

Ces velléités d’autonomisation ne posent pas problème seulement dans le cas français. Dans le cas britannique, la hausse de la proportion d’articles de « relations internationales » dans PS apparaît en effet liée à des tentatives éditoriales de réintégration du domaine dans le giron de la PSA. Ces tentatives apparaissent indissociables de considérations financières très présentes dans un champ britannique où les revues, essentiellement publiées par des éditeurs privées, ont un impératif de rentabilité et d’insertion dans un marché⁷⁴ :

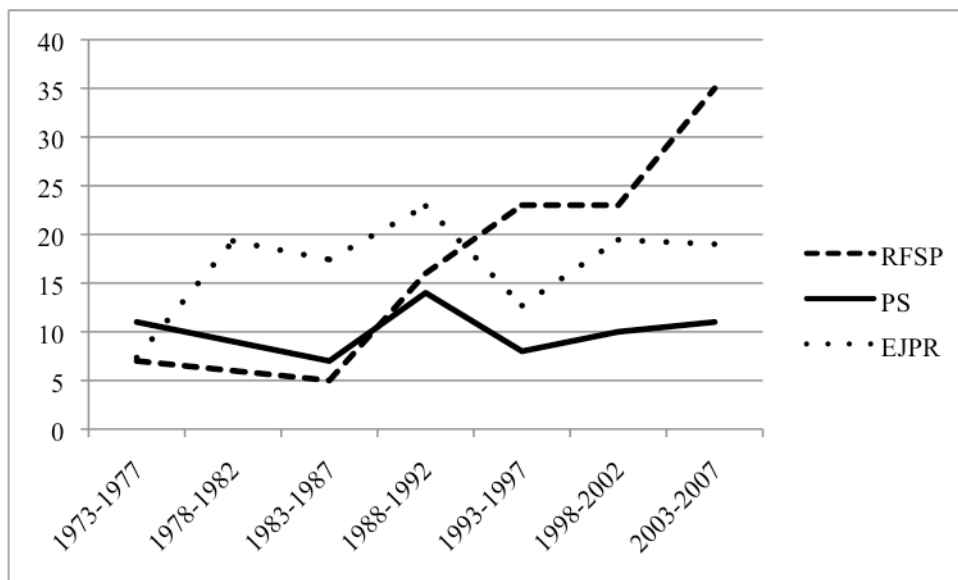
« There’s a very healthy British International Studies Association and they have their own journal and so on and [the creation of the *British Journal of Politics and International Relations* in 1999] was partly an attempt to respond to that, there is no doubt about it. But I remember the context of the original discussions on the executive, and the context of the original decisions was: “if we found another journal, we can make a lot of money out of it”; and then people began to think of the intellectual rationale for the journal. Then I think the intellectual case was for an international relations specialist journal, precisely on the grounds that [*Political Studies* published few international relations articles]. » (Moran 2006 : entretien)

Une deuxième différence entre les périodes 1951-72 et 1973-2007 est observable en portant le regard sur la catégorie « administration et politiques publiques ». La part du domaine apparaît en effet en augmentation dans les deux revues : elle compte pour 16 % des contenus de la RFSP et 10 % de ceux de PS, contre respectivement 4 % et 5 % en 1951-72. Le regard diachronique permet par ailleurs de mettre en évidence une forte

⁷⁴ Cette présence des éditeurs privés contraste avec le rôle important joué, dans le champ éditorial français, par des Presses de Sciences Po dont le caractère déficitaire est pointé au début des années 2000 (Cour des Comptes 2003).

croissance du domaine dans la RFSP contrastant avec sa relative stabilité dans PS (graphe 34).

Graphe 34 : évolution de la proportion d'articles consacrés aux « administrations et politiques publiques » dans PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%)



La croissance spectaculaire de la catégorie dans la RFSP peut d'abord être interprétée comme la conséquence de l'émergence et du développement d'une « école française » d'analyse des politiques publiques (Leca et Muller 2009). Ce phénomène aboutit notamment à une croissance du nombre d'articles relevant de cette catégorie proposés par de jeunes chercheurs :

« Comme il y a de plus en plus de gens qui font des thèses de politiques publiques, des travaux, des mémoires de politiques publiques, [et comme] ce sont souvent des gens de très bonne qualité, on voit arriver de ces jeunes chercheurs plus de politiques publiques. » (Parodi 2006 : entretien)

Cette évolution de la structure du champ a là encore des manifestations éditoriales dépassant le seul cadre de la RFSP, le lancement d'une nouvelle revue spécifiquement consacrée au domaine des politiques étant en effet prévu pour 2012 :

« La troisième conviction [qui motive la création de la revue *Gouvernement et Action Publique*] est qu'il existe une place à occuper dans le paysage académique francophone pour une revue proposant de réfléchir aux activités de gouvernement, à la transformation des Etats et aux mutations de l'action publique. S'il existe des revues francophones académiques généralistes de sciences sociales qui peuvent traiter de ces enjeux, il n'existe pas de vraie revue

académique centrée sur ces enjeux, alors que des disciplines comme l'analyse des politiques publiques, la sociologie de l'Etat, la science administrative ou la sociologie des savoirs et des pratiques de gouvernement se portent bien académiquement. » (Hassenteufel 2011)

La part croissante, entre 1951-72 et 1973-2007, des articles relevant de la catégorie « administration et politiques publiques » dans PS semble être la traduction d'un phénomène similaire, dont la manifestation plus systématique dans *Political Studies* semble avoir été bridée par la création, plus précoce que dans le cas français, de revues spécialisées⁷⁵ :

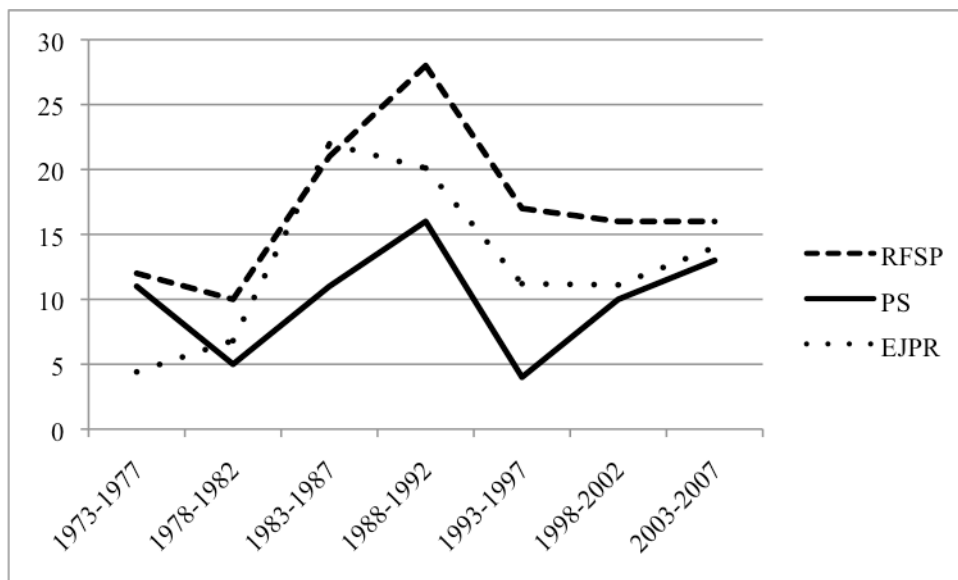
« Certainly the balance of the discipline in Britain did change in that period quite sharply in favour of public policy, public administration, you know. Then the interesting question is assuming all these new people were producing decent papers, why weren't the papers being published in *Political Studies*? And then there are two very obvious possibilities. They are a bit linked: one is that the reputation of the journal was such that despite the efforts of people like me to change the kind of stereotype, people just didn't think that *Political Studies* was the place you sent your public policy paper. And, allied to that – I mean I'm part of public policy specialists myself – there was in the same period [...] a really kind of noticeable growth in the number of specialist public policy journals. I mean, *Governance* for instance I think appeared just about 1990. Well, if you had a very very good piece in public policy, of the sort, you know, that would be good enough for *Political Studies*, you would be more likely I think send it to *Governance*. The journal *Public Administration* which of course existed for time immemorial was really changed very sharply in the late 80s – early 90s by Ron Rhodes who is still the editor; the quality and reputation of that journal rose very sharply. [...] And then I think of four or five other sorts of niche journals like, things like the *Comparative Journal of European Public Policy*, you know. » (Moran 2006 : entretien)

Une troisième différence entre les périodes 1951-72 et 1973-2007 est enfin identifiable, au niveau cette fois de la proportion d'articles estampillés « inclassables ». La part de ces publications est en effet en augmentation par rapport à la période précédente. Marginale dans PS, cette hausse est plus conséquente dans la RFSP : elle représente 17% du contenu de la *Revue Française* contre 10 % en 1951-72, et 9 % de celui de PS contre 9 % lors de la période antérieure (graphe 31). Le regard diachronique sur les données permet, de plus, de mettre en évidence une nette hausse de la part d'articles « inclassables » dans la RFSP à partir des années 1980. Si la proportion diminue à

⁷⁵ Outre les revues citées par Michael Moran, on peut mentionner à titre d'illustration *Policy and Politics* (1972), *Policy Studies* (1980), le *Journal of Public Policy* (1981), *Public Policy and Administration* (1985), *Teaching Public Administration* (1986), le *Journal of Public Policy* (1994) et le *Journal of Public Administration Research and Theory* (1995).

nouveau au cours des années 1990, elle se stabilise néanmoins à un niveau plus élevé que celui des années 1970 (graphe 35).

Graphe 35 : évolution de la proportion d'articles inclassables dans PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%)



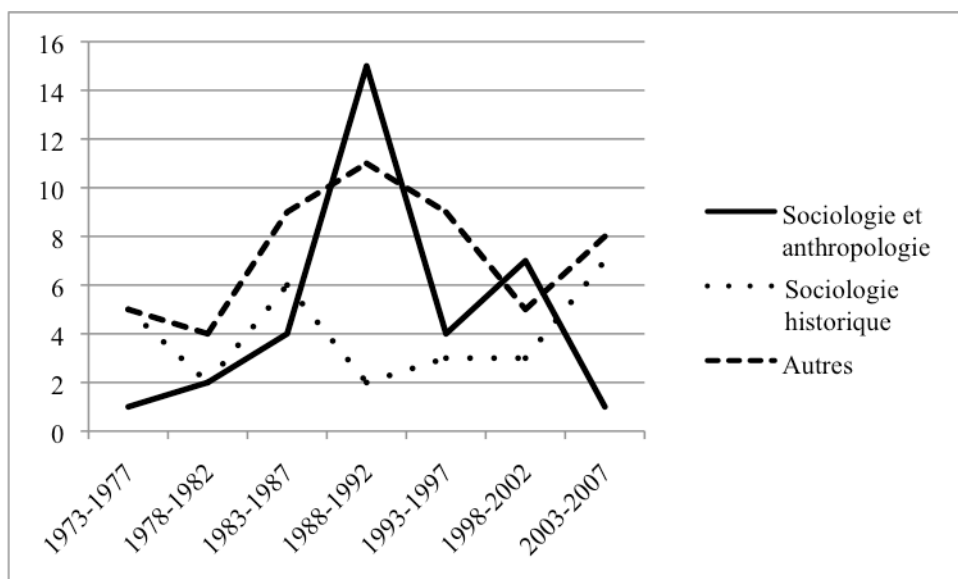
Ce constat traduit une inadéquation des catégories choisies pour saisir les évolutions des contenus des revues, notamment dans la RFSP. L'intégration des agrégats supplémentaires « sociologie et anthropologie » (5 % des contenus en 1973-2007) et « sociologie historique du politique » (4 %) s'est ainsi imposée empiriquement et permet une meilleure appréhension des changements. Si la catégorie « sociologie historique du politique » apparaît relativement stable sur la période, l'évolution de l'agrégat « sociologie et anthropologie » semble expliquer l'essentiel des fluctuations observées à partir des années 1980 (graphe 36).

Cette évolution peut être interprétée comme la conséquence d'évolutions de la structure du champ politiste français, notamment sur le plan éditorial. Au cours des années 1984-85 est en effet créée *Politix*, au départ simple « fanzine », « revue bricolée » et « distribuée entre soi » par un collectif d'une dizaine d'étudiants en DEA de science politique à Paris I, dont le contenu consiste d'abord essentiellement en quelques cours articles sur la discipline et interviews de professionnels. Son format évolue ensuite vers les standards d'une revue scientifique et sa distribution se fait progressivement dans le

circuit librairies avant d'être assurée par les Presses de Sciences Po (Blondiaux 2006 : entretien, Favre 2006 : entretien). Sur le plan intellectuel, le projet se veut plus proche de la sociologie, de l'anthropologie ou de l'histoire que de la science politique française « telle qu'elle prévalait à l'époque » :

« Sur l'aspect intellectuel [...], je pense que la plupart d'entre nous avons en tête l'idée d'un, comment dire, d'un décloisonnement de la science politique française institutionnelle telle qu'elle prévalait à l'époque, décloisonnement à la fois disciplinaire, décloisonnement aussi international. C'était quand même une discipline qui était, autant que je me souviens, assez franco-française et on était beaucoup à lire de la sociologie politique, de la sociologie, des sciences sociales anglo-saxonnes. Ca c'est un point à mon avis assez important. Et puis décloisonnement aussi disciplinaire : on était tous beaucoup plus intéressés à l'époque par ce qui se faisait en sociologie, en histoire, en anthropologie que dans la science politique institutionnelle française. Et donc du coup je pense qu'une grande partie du dynamisme intellectuel des origines tenait à cette curiosité pour des auteurs... Je me souviens, par exemple un auteur comme Goffman a eu une grande importance. Evidemment Bourdieu, à l'origine Bourdieu était l'une des références communes à tous les membres du comité de rédaction et puis petit à petit y'a eu un renouvellement, un éloignement, un déréférencement assez général à l'égard de Bourdieu mais ça a quand même été un des éléments fondateurs. [Et] Jacques Lagroye, qui était le directeur de thèse de la plupart d'entre nous à vrai dire. » (Blondiaux 2006 : entretien)

Graphe 36 : évolution de la proportion d'articles de « sociologie et anthropologie » et « sociologie historique du politique » dans la RFSP 1973-2007 (%)



Comme le BJPS face à PS une quinzaine d'années plus tôt, *Politix* se structure donc en opposition à la science politique telle que représentée par la RFSP. Ce point commun

entre BJPS et *Politix* ne masque cependant pas deux différences de taille. La première est liée aux modalités de cette opposition : si les deux revues s'inspirent de références internationales, celles du BJPS se trouvent du côté de la science politique américaine tandis que celles de *Politix* sont plutôt à chercher dans l'histoire, la sociologie ou l'anthropologie françaises et anglo-saxonnes, en lien avec un « processus lent mais net de glissement vers une place centrale accordée aux problématiques sociologiques » au sein du champ politiste français (Neveu 1998 : 77). La seconde est liée à l'ampleur de l'opposition : alors que le BJPS, en revendiquant notamment le label « *British* », s'insère explicitement et dès l'origine dans une stratégie de subversion dont le point d'aboutissement est la prise de contrôle de la PSA, *Politix* ne se structure que progressivement comme revue scientifique et ne s'insère dans aucune dynamique comparable :

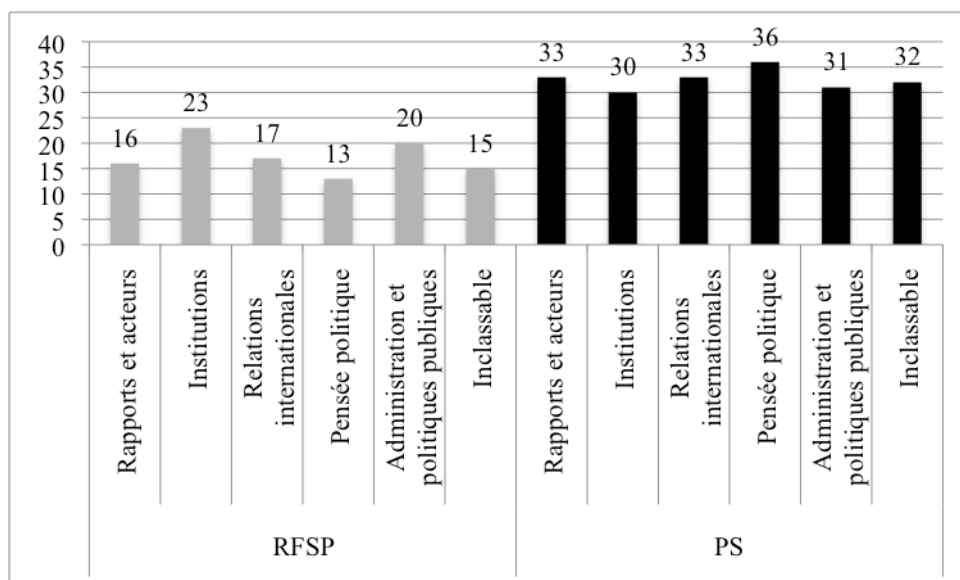
« On peut analyser ça rétrospectivement comme une stratégie de subversion du champ etc. mais il faut toujours voir que, au départ, on n'avait aucune idée de l'impact que pourrait avoir la revue sur le champ académique. C'est-à-dire qu'on a fait une revue qui nous intéressait où on faisait – mais sans mesurer en aucun cas la suite, on ne peut jamais prévoir la suite en fait. Du coup, reconstituer des stratégies *a posteriori* c'est toujours très dangereux. » (Blondiaux 2006 : entretien)

La comparaison des domaines de spécialisation représentés dans les deux revues nationales au cours de la période 1973-2007 – et, à travers elle, l'étude des changements traversant le champ éditorial – permet ainsi de percevoir des évolutions de la structure des sciences politiques française et britannique. Si certaines évolutions sont communes aux deux espaces – persistance de la centralité des questions de rapports au politique, autonomisation des relations internationales, montée en puissance de l'analyse des politiques publiques – d'autres apparaissent en décalage – maintien ou exclusion de la pensée politique du giron de la science politique, mouvement de « béhaviorisation » ou de « sociologisation ». Ces constats constituent une base pour une précision des modalités de l'ouverture internationale des deux revues, articulée autour de deux méthodes : un croisement entre domaines de spécialisation et localisation géographique des auteurs d'une part, et intégration de l'EJPR à la comparaison d'autre part.

La comparaison du degré d'ouverture internationale des différents domaines permet d'abord de mettre en évidence une internationalisation relative supérieure de certains domaines dans l'un ou l'autre des deux espaces nationaux. Dans le cas français, les

auteurs étrangers apparaissent ainsi plus représentés dans les catégories « institutions » et « administration et politiques publiques ». Dans le cas britannique, c'est dans la catégorie « pensée politique » que l'ouverture internationale apparaît relativement plus élevée (graphe 37). Ces constats viennent corroborer l'idée, esquissée plus haut, d'une ouverture internationale en partie structurée par les domaines de spécialisation distinctifs des revues, « administration et politiques publiques » et « pensée politique » étant les deuxièmes domaines les plus représentés – après le « noyau dur » des « rapports au politique et acteurs du jeu politique » – respectivement dans la RFSP et PS.

Graphe 37 : proportion d'auteurs étrangers selon les domaines de spécialisation dans PS et la RFSP 1973-2007 (%)

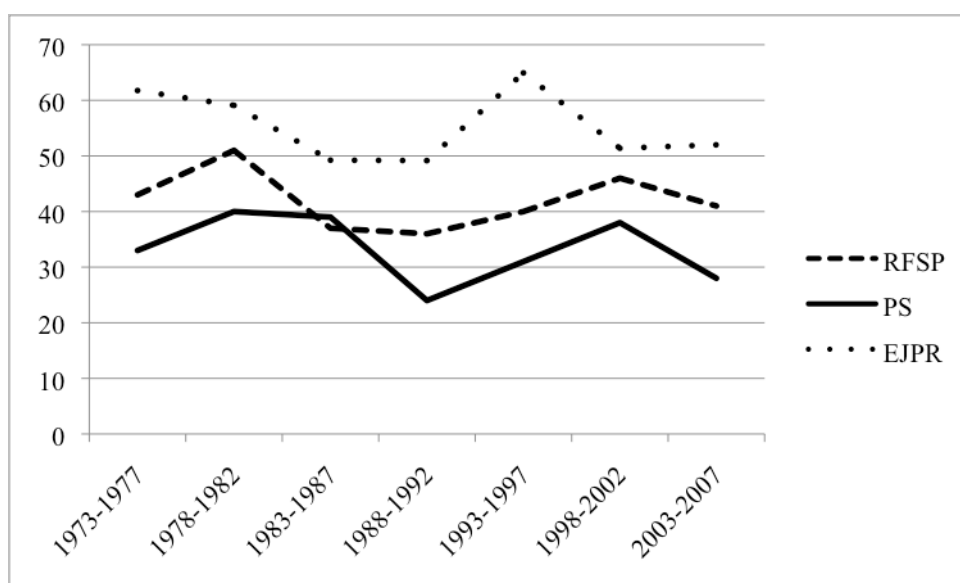


L'intégration de l'EJPR à la comparaison permet de prolonger la réflexion en dégagant des points communs et différences entre les trois revues. Un premier point commun peut ainsi être mis en évidence, la part des articles consacrés aux « institutions » apparaissant similaire dans les trois cas (graphe 31). En écho aux conclusions antérieures, cette proportion peut se comprendre comme la conséquence d'une forte représentation dans l'EJPR des articles consacrés aux institutions de l'Union Européenne. Ce point fait l'objet de plus amples développements ultérieurs.

Outre cette similarité entre les trois revues, les tendances observées sont plus souvent communes à deux d'entre elles, contrastant avec la troisième. La comparaison avec l'EJPR fait ainsi ressortir une première divergence, la part des articles consacrés aux « rapports au politique et acteurs du jeu politique » atteignant 54 % des contenus de la revue européenne, contrastant avec des proportions inférieures de plus de 10 points dans PS et la RFSP (graphe 31). Relativement stable sur la période (graphe 38), cet écart est d'abord interprétable comme la réfraction au niveau transnational de la domination du domaine au niveau national, dans la mesure où le « noyau dur » identifié en France et au Royaume-Uni se retrouve aussi au cœur du *European Journal*. Il peut aussi être considéré comme la conséquence de l'association de l'EJPR à un ECPR basé au Royaume-Uni et fondé, on l'a vu, en majorité par des spécialistes de l'étude des comportements politiques orientés vers une promotion d'une science politique « béhavioriste ». L'EJPR serait alors perçu comme une revue anglosaxonne distinguée par son affiliation à un paradigme particulier :

« The Warden [Norman Chester] warned that the *Journal* was seen as entirely behavioural and was not finding an audience among those scholars who were not computer minded or mathematical. Professor Wildenmann suggested that the Editor might find ways of approaching scholars who seemed to be out of the main stream of activity. » (ECPR 1974)

Grappe 38 : évolution de la proportion d'articles consacrée aux « rapports au politique et acteurs du jeu politique » dans PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%)



Un second contraste porte sur la catégorie « pensée politique » et oppose la RFSP et l'EJPR d'un côté, et PS de l'autre. Toujours peu représenté, on l'a vu, dans la RFSP, le domaine l'est encore moins dans l'EJPR dont il ne compte que pour 2 % du contenu (graphe 31). Cette quasi-absence du domaine dans la revue européenne peut à nouveau être interprétée comme une conséquence de l'orientation intellectuelle revendiquée des fondateurs et dirigeants du Consortium qui, en lien avec leur emphase sur l'étude des comportements politiques, mettent aussi l'accent sur une science politique empirique.

Un troisième contraste porte sur la catégorie « administration et politiques publiques ». Comme dans la RFSP (16 %), le domaine apparaît en effet très représenté dans l'EJPR (18 %) alors qu'il représente une moindre part de PS (10 %). Relativement stable dans PS et l'EJPR, le poids de la catégorie tend, on l'a vu, à augmenter dans la RFSP au cours du temps (graphe 34). Un regard plus qualitatif sur les données permet toutefois de mettre en évidence une différence entre EJPR et RFSP (et, dans une moindre mesure, PS) dans le mode de traitement de l'objet : alors que les articles de la *Revue Française* et de PS tendent à se concentrer sur les processus de mise sur agenda, d'adoption et de mise en œuvre des politiques publiques, les publications de l'EJPR se focalisent plutôt sur la réception et l'évaluation des dispositifs par leurs publics, se rapprochant ainsi des articles estampillés « rapports au politique ». Ces constats viennent ainsi renforcer les hypothèses tirées de l'étude de cette dernière catégorie.

Un quatrième contraste porte sur la catégorie « relations internationales » et permet de mettre en évidence le poids comparativement très faible de cette dernière dans l'EJPR, dont elle ne constitue que 3 % des contenus (graphe 31) sans que cette proportion ne connaisse d'évolutions notables sur la période (graphe 33). Cette différence peut être interprétée comme découlant du mouvement d'autonomisation du domaine identifié plus haut au niveau national, qui tendrait dans cette optique à se répercuter au niveau transnational, notamment dans une revue fondée au Royaume-Uni et de manière postérieure à la création de la BISA.

Un cinquième et dernier contraste permet, enfin, de mettre en évidence une part tendanciellement plus importante d'articles « inclassables » dans l'EJPR (14 %) et la RFSP (17 %) que dans PS (10 %) (graphe 31), la proportion fluctuant de manière irrégulière dans l'EJPR (graphe 35). Une déconstruction de la catégorie apporte des

informations supplémentaires en visibilisant un domaine non inclus dans la classification de départ. L'économie politique occupe en effet une place importante dans l'EJPR (6 % sur l'ensemble de la période, et jusqu'à 11 % au cours de certaines phases) alors qu'il n'est représenté que faiblement dans PS (3 %) et marginalement dans la RFSP. La proportion relativement forte observée dans l'EJPR peut être rapprochée de son orientation plus « américaine » que celle des autres revues, dans la mesure où les articles d'*international political economy* qu'il contient tendent, par leur usage de méthodologies quantitatives, à s'aligner sur une tradition d'étude du domaine développée aux Etats-Unis et contrastant avec un développement plus qualitatif de cette spécialisation au Royaume-Uni (Cohen 2008 : 16-65).

L'étude comparative des domaines de spécialisation représentés dans les trois revues permet ainsi de tirer quatre conclusions. La première est la proximité relative des contenus de l'EJPR, la RFSP et PS en termes de domaines de spécialisation, la revue européenne semblant à la fois accentuer certaines des tendances nationales et s'aligner sur la prise de position intellectuelle des fondateurs du Consortium dont elle dépend. Les questions de rapports au politique et notamment d'opinions et comportements politiques sont ainsi comparativement surreprésentées, tandis que pensée politique et relations internationales sont tendanciellement sous-représentées. Au niveau national, la présence de dynamiques de structuration communes aux champs français et britannique – comme l'autonomisation tendancielle des relations internationales – est révélatrice d'une forme d'harmonisation et donc de **mécanismes de circulation d'idées touchant ces deux espaces nationaux**, selon toutefois des temporalités différentes. Au niveau transnational, **tout se passe comme si l'EJPR, espace transnational, se structurerait lors de son émergence autour des domaines reconnus comme centraux au niveau national, par l'intermédiaire des représentations de ses fondateurs.**

La deuxième conclusion est la **forte empreinte laissée sur les trois publications par les orientations de leurs premières années d'activité.** Les questions de rapports au politique et d'acteurs du jeu politique restent ainsi au cœur des trois revues, tandis que la pensée politique imprègne durablement les contenus de PS, marquant une relative spécificité du champ britannique qui participe de la justification de l'entreprise de création d'une revue britannique généraliste alternative. **Cette forme de dépendance au sentier alimente l'idée, esquissée plus haut, d'une ouverture internationale des**

espaces scientifiques durablement façonnée et différenciée selon leurs orientations intellectuelles spécifiques.

Cette dépendance en sentier n'empêche pas, néanmoins, une **sensibilité des publications nationales aux évolutions de la structure de leur champ politiste respectif**. Le domaine des relations internationales, en voie d'autonomisation scientifique, disparaît ainsi progressivement de PS puis de la RFSP malgré les tentatives visant à le conserver dans leur giron. Le domaine de l'analyse de l'administration et des politiques publiques connaît, quant à lui, une expansion éditoriale corrélative à sa montée en puissance au sein des champs français et britannique. Les domaines de la sociologie, de l'anthropologie ou de l'histoire sont temporairement fortement représentés dans la *Revue Française* avant l'institutionnalisation, en lien avec l'évolution de la structure du champ, d'une revue plus spécifiquement dédiée à ces problématiques.

Cette sensibilité semble néanmoins absente d'un EJPR dont les contenus, globalement stables dans leur structure au cours du temps, révèlent une **forme de déconnexion de l'espace transnational vis-à-vis des fluctuations nationales**. Cette dernière conclusion a pour implication le caractère durable de la surreprésentation des questions de rapports au politique dans l'EJPR, **sans doute vectrice de légitimation supplémentaire** pour le domaine.

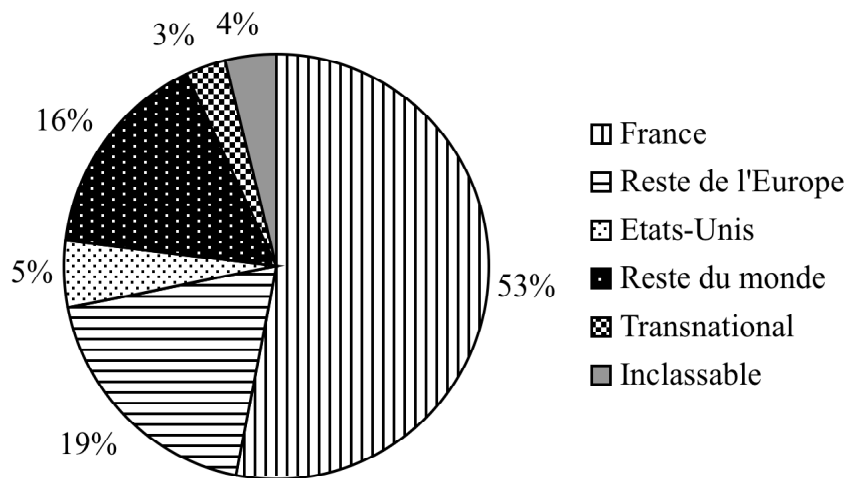
2- La répartition par terrains et méthodes de recherche des articles publiés.

L'étude des terrains puis des méthodes de recherche représentés dans les articles publiés dans les trois revues permet de prolonger et d'affiner ces conclusions. Sur le plan des terrains, la comparaison entre France et Royaume-Uni met d'abord en évidence une différence et trois points communs avec la période précédente.

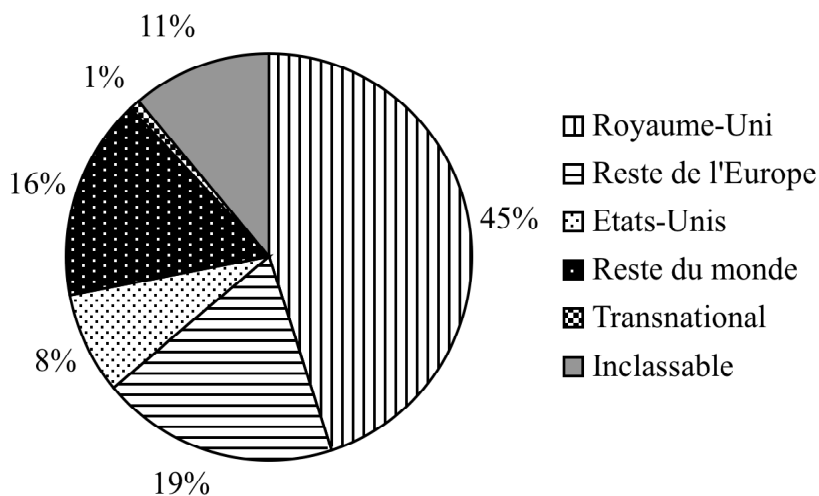
Une différence est en effet observable quant à la part des articles consacrés au « reste du monde » dans les deux revues. Si la proportion n'augmente que légèrement dans PS en passant de 12 % à 16 %, elle connaît une baisse conséquente dans la RFSP en passant de 27 % à 16 % (graphes 39 et 40). Cette baisse peut être interprétée comme la

conséquence de changements déjà observés, dans la mesure où ils sont liés à la disparition de la rubrique « conflits internationaux » et à la diminution du taux de représentation dans la *Revue Française* des chercheurs du Ceri, dont on a vu que certains se spécialisaient sur l'étude d'une aire géographique particulière.

Graphe 39 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de la RFSP 1973-2007 (%)

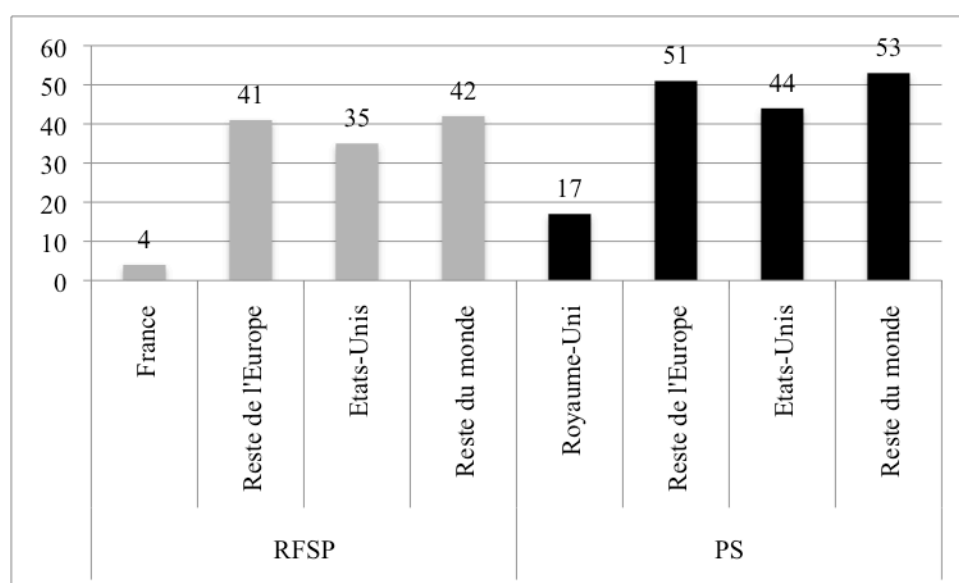


Graphe 40 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de PS 1973-2007 (%)



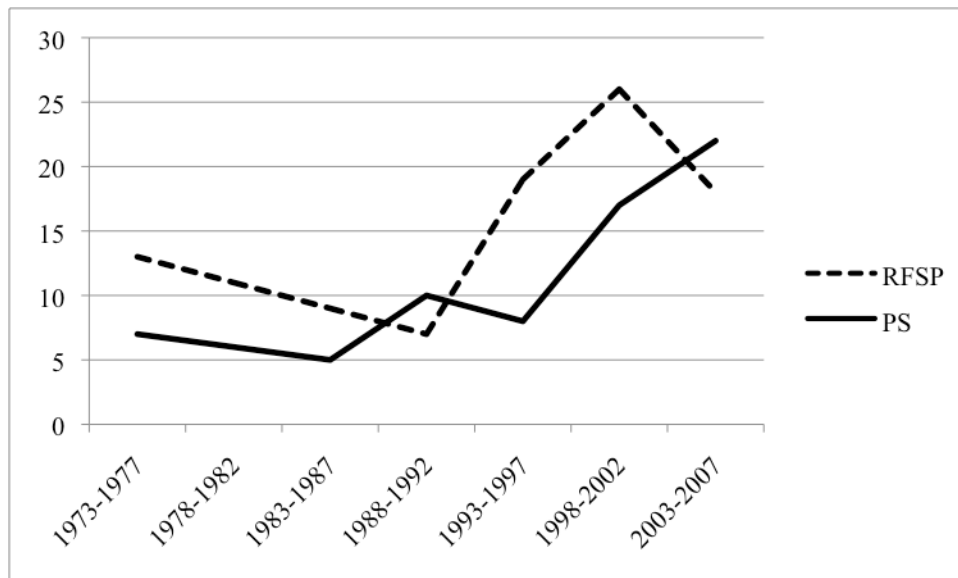
Le premier point commun est le maintien entre les deux périodes des proportions d'articles consacrés aux Etats-Unis : elles restent stables à 8 % dans PS et à 5 % dans la RFSP (graphes 39 et 40). Cette stabilité ne semble pas appeler d'interprétation particulière, tandis que l'écart entre les deux revues peut être considéré comme une conséquence de la surreprésentation relative d'auteurs américains dans PS, une grande partie des articles consacrés aux Etats-Unis étant le fait d'auteurs étrangers (graphe 41).

Graphe 41 : proportion d'auteurs étrangers selon la localisation géographique des terrains des articles de PS et la RFSP 1973-2007 (%)



Le deuxième point commun est le maintien, au cours de la période 1973-2007, d'une part d'articles consacrés au reste de l'Europe comparable à celle 1951-72. Ce phénomène est commun aux deux revues : la proportion atteint 19 % dans PS contre 23% en 1951-72, et 19 % dans la RFSP contre 20 % précédemment (graphes 39 et 40). Au-delà de cette stabilité, le regard diachronique révèle une croissance des proportions au cours des années 1990 commune aux deux revues (graphe 42). A cette croissance s'ajoute la présence croissante d'articles consacrés aux institutions transnationales de l'Union Européenne, représentant respectivement 3 % et 1 % des contenus de la RFSP et de PS en 1973-2007, l'essentiel d'entre eux étant publié au cours des années 1990.

Graphe 42 : évolution de la proportion d'articles empiriques consacrés au reste de l'Europe dans PS et la RFSP 1973-2007 (%)



Cette forte représentation est là encore à lier à la présence d'auteurs étrangers dans les revues, une part importante des articles « européens » étant rédigée par ces auteurs (graphe 41). Elle peut aussi être interprétée comme la conséquence d'évolutions disciplinaires et scientifiques communes aux deux cas nationaux, elles-mêmes liées aux fluctuations de la dynamique de construction européenne, rythmée notamment par la signature de l'Acte Unique puis du Traité de Maastricht, ou encore par l'adhésion du Royaume-Uni à Communauté (Hayward 1991b : 314) :

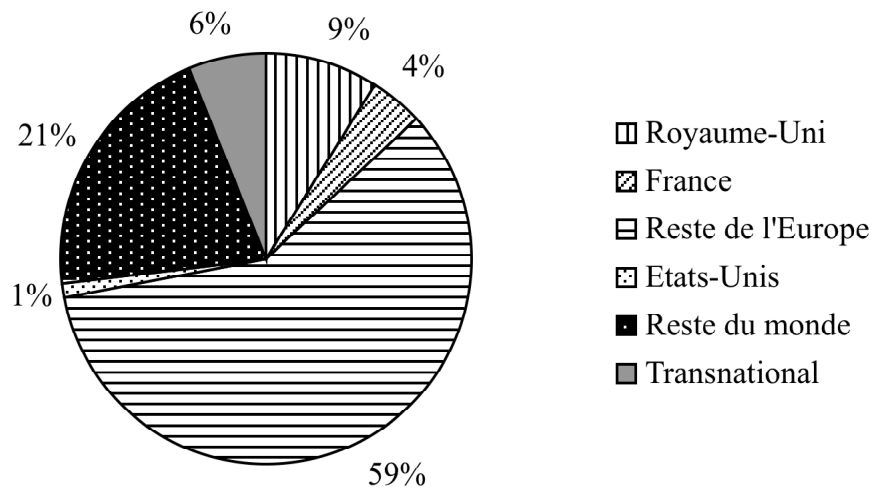
« Certainly in Britain, the study of the European Union was revitalised in the 1980s and it was revitalised partly because, you know, of the revitalisation of the Union itself, you know, 1986 and all that, all that kind of thing. So one possible hypothesis is that you're beginning to pick up in the 1990s a sort of delayed effect of the impact of that on the sort of work that academics would do. [...] And there was a sharp expansion in undergraduate and graduate European studies courses in the 80s, and I think that probably began to feed through, you know, there was kind of a process of a Europeanization of the discipline in other words, and I suspect it was also stimulated by the increase of participation in things like ECPR, that kind of thing. » (Moran 2006 : entretien)

Ces évolutions politiques ont ainsi pour conséquence une évolution de la structure disciplinaire de la science politique sous la forme d'une augmentation du nombre d'enseignements consacrés à l'Europe et de la création de sections de « European politics » au sein des départements de science politique britanniques. L'impact est

également tangible au niveau éditorial, dans la mesure où des revues consacrées au domaine apparaissent aussi bien au Royaume-Uni et en France, bien que dans une moindre mesure et plus tardivement dans ce dernier cas. Si le *Journal of Common Market Studies* (créé en 1962) existe depuis plusieurs années, le *Journal of European Integration* (1977), *West European Politics* (1978), le *Journal of European Public Policy* (1994) et *EU Politics* (2000) sont fondés au Royaume-Uni au cours de la période 1973-2007. Du côté français, *Politique Européenne* est quant à elle créée en 2000 tandis que l'AFSP se dote en 2005, sur le plan organisationnel, d'une section d'études européennes publiant une lettre d'informations et organisant de régulières manifestations scientifiques.

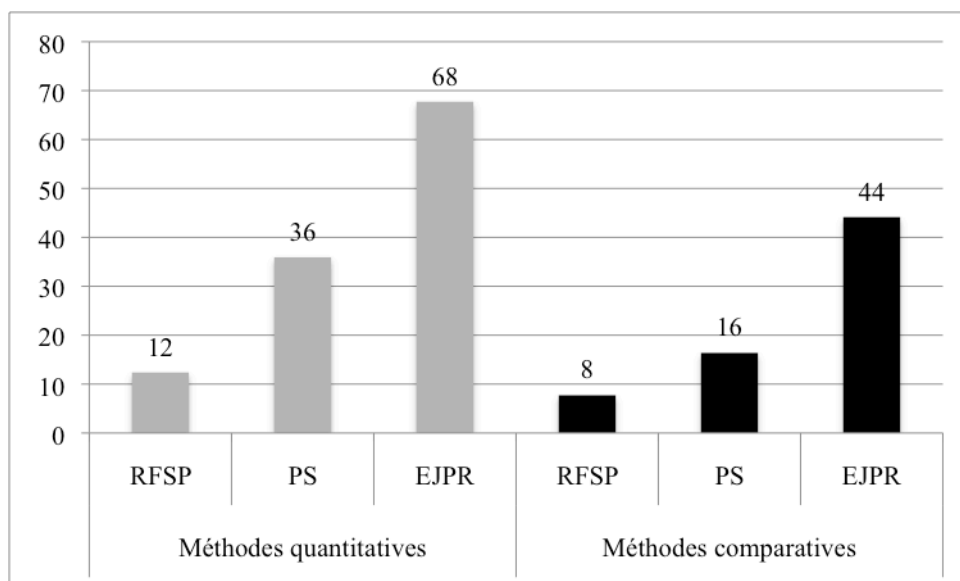
Un troisième point commun est la part toujours importante des contenus, dans les deux revues, des articles portant sur leur pays domicile respectif. Cette proportion connaît même une accentuation entre les deux périodes, notamment dans la RFSP. Comptant pour 43 % de PS et 39 % de la RFSP en 1951-72, la proportion s'élève en effet à 45 % de PS et 53 % de la RFSP en 1973-2007. Ce constat montre une accentuation du phénomène de centralisation sur le pays domicile déjà identifié lors de la période 1951-72, et les articles apparaissent être essentiellement le fait d'auteurs basés dans les pays « domiciles » des revues. L'intégration de l'EJPR à la comparaison met également en évidence une concentration sur l'aire géographique « cible » de la revue, dans la mesure où près de 80 % des articles de l'EJPR prennent pour objet des terrains européens, à la fois nationaux (72 %) et transnationaux (6 %) (graphe 43). La proportion est de plus d'autant plus importante que les articles, nombreux, opérant des comparaisons à grande échelle entre pays européens et d'autres pays de l'OCDE (Etats-Unis, Canada, Australie, Japon, etc.) ont été classés dans la catégorie « reste du monde ». Là encore, la majorité des articles « européens » s'avèrent être produits par des auteurs « locaux », 81 % des publications portant sur le « reste de l'Europe » étant le fait d'auteurs basés dans des pays européens. L'ouverture internationale des revues apparaît ainsi fortement structurée – et à certains égards limitée – par leurs aires géographiques de prédilection.

Graphe 43 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de l'EJPR 1973-2007 (%)



L'examen des méthodes de recherche employées dans les trois publications donne quant à lui à voir un fort contraste entre les revues. 12 % des articles de la RFSP font en effet usage de techniques quantitatives, contre 36 % de ceux de PS et 68 % de ceux de l'EJPR. La méthode comparative est quant à elle employée dans 8 % des contenus de la RFSP, 16 % de ceux de PS et 44 % de ceux de l'EJPR (graphe 44).

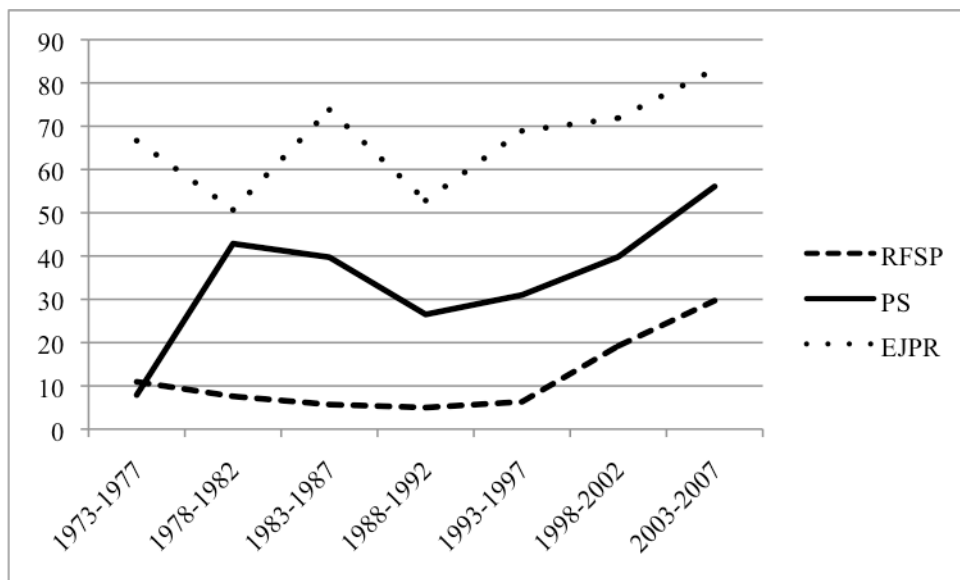
Graphe 44 : usage des méthodes quantitatives et comparatives dans les articles empiriques de PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%)



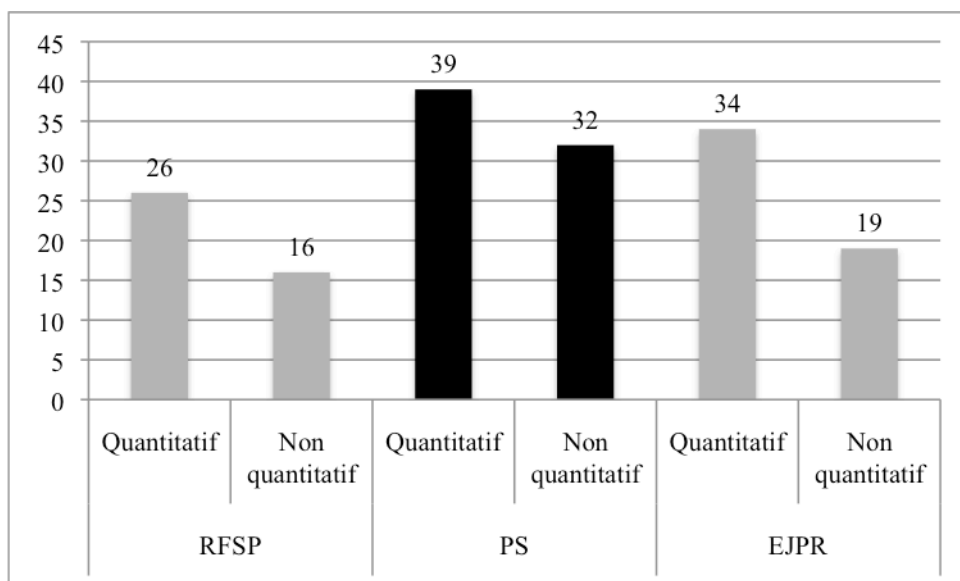
Sur le plan des méthodes quantitatives, le regard diachronique accentue le contraste entre les revues. Alors que leur poids est important dans l'EJPR dès sa création (près de 70 %), il est comparativement très bas dans les deux revues nationales en 1973-77 (environ 10 % dans les deux cas). Les choses évoluent par la suite et les méthodes quantitatives connaissent une représentation tendanciellement croissante dans les trois revues, cette hausse étant cependant beaucoup plus tardive dans la RFSP (fin des années 1990) que dans PS (fin des années 1970) (graphe 45). Ces décalages peuvent être interprétés comme la conséquence de plusieurs facteurs. La forte proportion observée dans l'EJPR est ainsi à lier aux objectifs originels des fondateurs du Consortium, dont la sophistication méthodologique inspirée de l'exemple américain constitue l'un des axes. La faible proportion observée à l'origine dans PS est de son côté interprétable comme la résultante d'une forme de résistance, déjà évoquée, du champ politiste britannique vis-à-vis des développements américains. La hausse brutale observée dès 1978-82 peut dans cette optique être perçue comme révélatrice d'une influence croissante de ces derniers, liée notamment aux changements éditoriaux – création du BJPS, présence plus importante d'auteurs américains dans PS qu'en 1951-72 – et organisationnels – prise de contrôle de la PSA pour une nouvelle génération de politistes plus familiers des idées « béhavioristes ». La faible représentation des méthodes quantitatives dans la RFSP jusqu'à la fin des années 1990 est quant à elle interprétable comme la traduction éditoriale de facteurs à la fois linguistiques, disciplinaires et scientifiques. Le paramètre linguistique a en effet, on l'a vu, un fort pouvoir structurant sur l'orientation internationale des revues et entraîne notamment, dans le cas de la RFSP, une sous-représentation comparative des auteurs américains. Sur le plan disciplinaire, le phénomène peut être lié au caractère relativement récent et partiel de la mise en place d'enseignements de méthodes quantitatives dans les Instituts d'Etudes Politiques (Billordo et Dumitru 2006 : 132). Sur le plan scientifique enfin, l'ouverture à la sociologie, l'anthropologie et l'histoire évoquée plus haut peut être envisagée comme se faisant au détriment d'une ouverture à la science politique américaine estampillée « béhavioriste » (Billordo 2005 : 185, Neveu 2002 : 325-6). Les liens de l'usage des méthodes quantitatives à la question de l'ouverture internationale sont confirmés par l'étude de la proportion d'auteurs étrangers selon les méthodes, ces derniers connaissant en effet une nette surreprésentation dans les articles « quantitatifs » publiés par les deux revues nationales. Un phénomène similaire est observable dans l'EJPR, dont les articles

« quantitatifs » comportent une proportion d’auteurs non-européens relativement élevée (graphe 46).

Graphe 45 : évolution de l’usage des méthodes quantitatives dans les articles empiriques de PS, la RFSP et l’EJPR 1973-2007 (%)

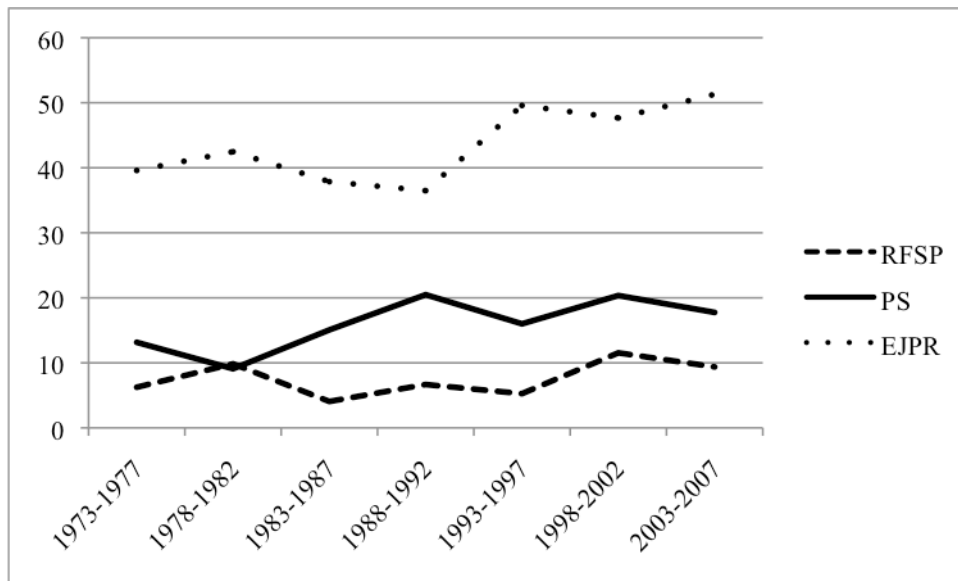


Graphe 46 : proportion d’auteurs « étrangers » selon l’emploi de méthodes quantitatives dans PS, la RFSP et l’EJPR 1973-2007 (%)

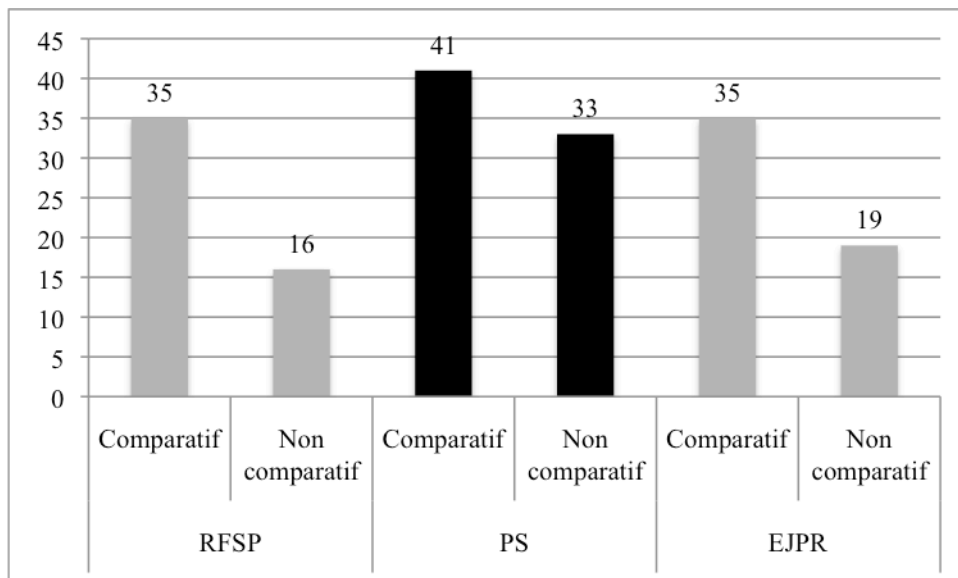


Sur le plan des méthodes comparatives, les données diachroniques montrent une croissance tendancielle mais modérée de leur usage dans PS et l'EJPR, tandis que la proportion tend à stagner dans la RFSP (graphe 47). L'écart important constaté entre EJPR et revues nationales au niveau synchronique se maintient donc sur l'ensemble de la période. Une analyse plus qualitative révèle, de plus, une différence de modalités d'usage de la comparaison entre les différentes revues. Alors que les articles de PS et de la RFSP se focalisent fréquemment sur un nombre de cas restreint pour en livrer une étude extensive et qualitative, ceux de l'EJPR portent plutôt sur un grand nombre de cas couvrant souvent l'ensemble des pays de l'Union Européenne ou de l'OCDE auxquels sont appliqués des méthodes quantitatives. Les particularités de l'EJPR se comprennent, à nouveau, en lien avec les choix initiaux des fondateurs du Consortium et de la revue. Le directeur de cette dernière, Arend Lijphart, encourage en effet dès son premier éditorial les propositions d'articles comparatifs (Lijphart 1973 : 1), en partie dans l'optique de justifier la pertinence d'une organisation européenne de science politique par une « tentative de dépasser la diversité [des pays européens] en cherchant à dégager des tendances de comportements politiques et sociaux heuristiques et communes à divers Etats » (McKay 1988b : 1055, notre traduction). Affirmée dès l'origine, cette orientation intellectuelle persiste et le quatrième de couverture de la revue revendique toujours depuis 2002 sa « [spécialisation] dans des articles articulant perspectives théoriques et comparatives en science politique ». Une similaire dépendance au sentier permet probablement d'expliquer en partie la comparative sous-représentation des comparaisons dans les deux revues nationales. A ce phénomène s'ajoute une concurrence éditoriale de revues spécialisées dans les articles comparatifs comme *Comparative Political Studies* (créée en 1968), *Comparative Politics* (1968) ou encore *Comparative European Politics* (2003) dans le champ anglophone, et la *Revue Internationale de Politique Comparée* (1994) dans l'espace francophone. Comme les méthodes quantitatives, l'usage ou non de méthodes comparatives apparaît aussi lié à l'ouverture internationale des revues, dans la mesure où les auteurs étrangers (ou non européens dans le cas de l'EJPR) apparaissent plus représentés dans les articles « comparatifs » que dans les autres (graphe 48).

Graphe 47 : évolution de l'usage des méthodes comparatives dans les articles empiriques de PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%)



Graphe 48 : proportion d'auteurs « étrangers » selon l'emploi de méthodes comparatives dans PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%)



L'étude des terrains et méthodes de recherche représentés dans PS, la RFSP et l'EJPR permet ainsi de prolonger les conclusions précédentes et d'en dégager de nouvelles. Elle confirme d'abord, à travers le cas des études européennes, la **sensibilité des revues nationales aux évolutions des champs et disciplines nationaux dans lesquels elles**

sont insérées. Elle renforce également, à travers le poids des méthodes quantitatives et comparatives dans l'EJPR, l'hypothèse d'une **forte prégnance de phénomènes de dépendance au sentier dans la détermination de la physionomie des espaces transnationaux** tout en faisant apparaître les **méthodes de recherche comme modalité structurante supplémentaire de la physionomie et de l'ouverture internationale des espaces scientifiques.** Elle met aussi en évidence une **centralisation des trois revues sur leur aire géographique « domicile »**, accentuée dans la RFSP et PS par rapport à la période précédente, **qui permet d'intégrer l'aire géographique étudiée comme facteur supplémentaire de la structuration de l'internationalisation des espaces scientifiques.**

* * *

L'étude de trois instances de consécration permet ainsi de cerner quatre paramètres contribuant à déterminer les formes d'investissement – et donc d'internationalisation – dont elles font l'objet. Le premier est linguistique : la langue en vigueur dans les espaces étudiés apparaît, notamment dans les deux revues nationales, fortement structurante de leur ouverture à des auteurs étrangers sur l'ensemble de la période étudiée. Le deuxième est lié aux orientations intellectuelles choisies à l'origine pour la revue, elles-mêmes contraintes par les orientations de l'organisation par laquelle la revue est publiée et par la physionomie des champs scientifiques et éditoriaux (par le biais, notamment dans le cas britannique, de considérations économiques) dans lesquels elle s'insère. Ces choix prennent la forme, selon les publications, d'orientations en termes de méthodes, de domaines de spécialisations et d'aires géographiques de prédilection particuliers. Les méthodes quantitatives et comparatives, les domaines de spécialisation propres à chaque espace et les terrains empiriques étrangers sont ainsi trois facteurs liés à l'ouverture internationale. Ces orientations ont tendance à marquer durablement les contenus des trois revues par de forts phénomènes de dépendance au sentier. Le troisième paramètre est la structure des disciplines nationales, dans la mesure où l'internationalisation tend à être le fait de politistes aux statuts professionnels bien établis et, dans le cas de PS, de chercheurs plus « juniors ». Le quatrième paramètre est la physionomie des champs nationaux, dont les évolutions de la structure tendent à se refléter, en dépit des phénomènes de dépendance au sentier, dans PS comme dans la RFSP. Les contenus de

l'EJPR, par contraste, apparaissent relativement stables sur la période, marquant une forme de déconnexion des niveaux transnational et national.

Ces quatre paramètres ont pour conséquence une différenciation des trois revues, en termes à la fois de contenus et d'auteurs, sur la période récente. De langue anglaise et articulée autour des domaines des « rapports au politique et acteurs du jeu politique » et de la « pensée politique », de terrains britanniques et de méthodes à la fois qualitatives et quantitatives, PS réunit en majorité des auteurs britanniques et, dans une moindre mesure, américains. De langue française et articulée autour des domaines des « rapports au politique et acteurs du jeu politique » et (plus récemment) des études « d'administration et politiques publiques », de terrains hexagonaux et de méthodes majoritairement qualitatives, la RFSP tend à regrouper des auteurs basés en France. De langue anglaise et fortement structurée par le poids des études de « rapports au politique et acteurs du jeu politique », des méthodes quantitatives et comparatives et des terrains européens, l'EJPR met en particulier en présence des auteurs américains et européens anglophones. Cette forte différenciation, dont le seul élément fédérateur semble être le poids des études de « rapports au politique et acteurs du jeu politique », génère donc différentes formes d'investissement et d'internationalisation selon les perceptions associées aux espaces scientifiques.

L'étude permet également de cerner l'évolution de la structure des sciences politiques française et britannique au cours de la période 1951-2007 et de préciser ainsi les modalités et conditions sociales de possibilité de l'ouverture internationale d'espaces nationaux. La comparaison met ainsi en évidence, au début de la période, une tendance commune à la centralisation autour de pôles à la fois disciplinaires et scientifiques. Les modalités de cette centralisation diffèrent cependant d'un pays à l'autre : articulée autour du pôle géographique unique de Paris et des domaines de l'étude des élections et des relations internationales dans le cas français, elle est structurée par les trois villes de Londres, Oxford et Manchester et par les domaines des élections et de la pensée politique dans le cas britannique, les différences scientifiques étant notamment imputables aux modalités différenciées d'autonomisation de la science politique dans les deux pays. Les deux espaces connaissent par la suite une décentralisation disciplinaire. Plus précoce et plus poussée dans le cas britannique, elle est à la fois explicable par l'expansion des universités au cours des années 1970 et par la mise en place de

dispositifs d'évaluation dans les années 1980 et 1990. Tangible mais de moindre ampleur dans le cas français, elle s'explique notamment par la croissance des Instituts d'Etudes Politiques provinciaux. Une tendance à la décentralisation est aussi perceptible sur le plan scientifique, plusieurs domaines – et en particulier celui des relations internationales – connaissant une croissance, une institutionnalisation voire une autonomisation d'ampleur et de temporalité variables selon les contextes nationaux. Ce phénomène apparaît néanmoins fortement encadré par des mécanismes de dépendance au sentier, qui conduisent par exemple au maintien de la pensée politique dans le giron de la science politique britannique, contrastant avec sa marginalisation progressive dans le cas français. Ce double mouvement de décentralisation apparaît co-occurent d'une internationalisation croissante sur le plan quantitatif. L'ampleur, la physionomie et l'impact de cette ouverture internationale sont néanmoins différents d'un pays à l'autre et médiés par la structure linguistique, scientifique et disciplinaire des deux espaces nationaux. A travers une étude des carrières d'internationalisation individuelles de politistes issus de ces deux espaces, la troisième partie de l'argumentaire permet de préciser les modalités de cette médiation.

Partie 3 : une sociologie de l'internationalisation de carrières de politistes français et britanniques : les conditions et modalités sociales d'investissement d'espaces scientifiques transnationaux

La sociologie de l'engagement international de politistes français et britanniques développée ici permet de revenir sur les deux hypothèses directrices du travail : celle, d'une part, selon laquelle la structuration d'organisations transnationales de science politique aurait eu un impact sur la structure des parcours individuels des politistes ; et celle, d'autre part, selon laquelle il existerait un champ transnational de science politique doté de logiques et de caractéristiques spécifiques.

Pour ce faire, elle s'appuie sur le matériau qualitatif composé des 47 entretiens de type récit de vie réalisés auprès de politistes des deux pays. A l'aide de ces récits, ce sont des carrières internationales que l'on cherche à reconstituer. L'usage du concept de carrière a alors deux conséquences. La première est de laisser une large part à la subjectivité des individus dans la définition de ce que constitue une carrière internationale. Au lieu de définir au préalable l'internationalisation comme l'investissement d'espaces scientifiques transnationaux revendiqués comme tels (manifestations de l'Association Internationale de Science Politique ou du European Consortium for Political Research), il s'agit donc de laisser aux interviewés la latitude nécessaire pour identifier les lieux d'échanges scientifiques qu'ils considèrent comme les éléments pertinents de leur internationalisation. En examinant ainsi de manière comparée la *pertinence sociale* des espaces que l'on a qualifiés de transnationaux, c'est bien l'hypothèse selon laquelle la structuration d'organisations internationales de science politique aurait eu un impact sur la structure des parcours individuels des politistes français et britanniques que l'on teste.

La seconde implication du concept de carrière tient à ce qu'il repose sur une opération de séquençage des parcours individuels. On distingue donc, dans l'analyse des données comme dans la structure de l'argumentaire, deux séquences des carrières : celle de l'« entrée » dans l'engagement international d'abord, et celle de l'évolution de cet engagement ensuite. L'accent est mis, dans l'analyse des deux phases, sur les conditions sociales de possibilité de l'engagement international. Il s'agit d'identifier les facteurs

qui facilitent ou rendent au contraire plus difficile le commencement et le maintien de l'engagement. En lien avec le postulat associé à la notion de carrière selon lequel « une cause agissant pendant l'une des phases de la carrière peut avoir une importance négligeable pendant une autre phase » (Becker 1985 : 46), le rôle de ces différents paramètres est réexaminé à chaque séquence. On étudie donc d'abord les conditions sociales de possibilité du commencement de l'engagement international, avant de se pencher par la suite sur celles de son maintien et de son évolution. Cette opération de séquençage permet d'apporter un autre élément de réponse à la question des rapports entretenus entre espaces nationaux et transnationaux. En se concentrant sur l'étude des conditions sociales de possibilité de l'engagement international, l'analyse permet en effet de cerner les formes de capitaux pertinentes pour investir des espaces scientifiques particuliers. L'identification de ces différentes formes de paramètres, la détermination de leur degré de spécificité à telle ou telle sphère sociale et l'examen de leurs interactions permettent d'évaluer la possibilité d'une spécificité des pratiques mobilisées et des formes de capitaux accumulées dans les espaces internationaux. En dernier ressort, c'est ainsi l'hypothèse de l'existence d'un champ transnational de science politique que l'on cherche à tester.

Le raisonnement se fait, dans cette section de l'argumentaire, en termes probabilistes. On ne cherche pas, en d'autres termes, à établir une liste de facteurs qui détermineraient de manière absolue un type quelconque d'internationalisation. Il s'agit plutôt de penser l'influence de ces facteurs en termes tendanciels et conditionnels du fait à la fois de la taille relativement limitée de l'échantillon étudié mais aussi de la présence fréquente de contre-exemples aux tendances générales identifiées dans ce corpus hétérogène, riche et diversifié. Tous les entretiens ne sont donc pas mobilisés à égale fréquence en raison de leur caractère inégalement heuristique pour comprendre les ressorts des différentes phases de la carrière. On a par ailleurs souvent recours, au risque d'alourdir le style, à des tournures permettant d'introduire la nuance – « il semble que », etc. – ou de rappeler le caractère potentiellement idiosyncrasique des données disponibles – « au regard du matériau étudié », « l'analyse du corpus d'entretiens », etc. La démonstration est, en outre, émaillée de longs et nombreux extraits d'entretiens pour deux raisons. D'une part, parce que la nature du matériau mobilisé pour administrer la preuve implique que les parcours de vie soient restitués dans toute leur épaisseur (Olivier de Sardan 1995, Roche 2007 : 180-1, voir Darmon 2003 : 79-245 pour un exemple). D'autre part, parce que le

replacement des propos des interviewés dans le contexte des entretiens permet au lecteur de juger par lui-même de l'influence qu'a pu avoir la dynamique des conversations sur les données collectées (Blanchet et Gotman 2005 : 65-88, Eymeri 2001 : 6, Fillieule 2001 : 205). Dans un même souci de restituer « la vérité du propos », les extraits sont cités « au plus près de leur forme originale » sans chercher à gommer les bredouillements, les mots grossiers, les erreurs grammaticales, les onomatopées et autres tics de langage (Kaufmann 1996 : 113). En suivant cet objectif d'authenticité et dans la mesure où les propos tenus ne le sont pas dans un registre soutenu, les extraits d'entretien anglophones sont restitués dans la langue originale pour éviter les effets de sur- ou de sous-traduction. Ces partis pris ont pour défaut de faire courir le risque de « [briser] le fil du texte sociologique » par une surabondance de données dont la lecture est parfois malaisée (Bertaux 2005 : 114). Ce risque nous semble néanmoins être un mal nécessaire pour permettre une administration de la preuve rigoureuse et nuancée. Sur le plan de la mise en forme des entretiens, on note par ailleurs « Q » les questions posées par l'enquêteur et « R » les réponses données par l'enquêté. Les propriétés sociales de ce dernier sont quant à elles précisées à la fin de chaque extrait sur le modèle « (Genre, âge, Statut, Institution) ».

I. Les conditions sociales de possibilité du commencement de l'engagement scientifique international.

On se penche, dans un premier temps, sur les conditions sociales de possibilité du premier engagement scientifique international. Au regard du corpus d'entretiens, il semble que deux types de paramètres puissent entrer en ligne de compte dans la détermination de la forme et de la temporalité du premier investissement d'espaces internationaux. Le premier comprend une série d'éléments qui, liés au capital social de l'individu, ne sont pas propres à l'univers de la science politique et ne participent à l'internationalisation de l'individu que par le biais de processus de réfraction dans le champ. Le second, par contraste, réunit des formes de capitaux spécifiques à la sphère scientifique car liés aux champs et à la discipline. L'examen successif des rôles de ces deux catégories de facteurs constitue l'ossature de l'argumentaire.

A) Une réfraction imparfaite des prédispositions dans la carrière.

Il ne va pas de soi que le fait, pour un spécialiste de science politique, de donner une dimension internationale à sa carrière, tienne exclusivement ou même prioritairement à des considérations scientifiques ou, plus largement, à des facteurs internes à son milieu professionnel. Au regard du corpus d'entretiens, il semble même que les dispositions incorporées au cours des phases de socialisation antérieures à l'entrée dans la science politique aient une certaine incidence sur le premier engagement scientifique international. L'objet de cette section est de préciser la nature et l'ampleur de cet impact en deux temps : on met d'abord en évidence les modalités de formations de prédispositions à l'internationalisation, avant d'examiner les manières dont ces prédispositions se réfractent éventuellement dans le commencement de la carrière d'internationalisation.

1- Des dispositions incorporées avant l'entrée dans la science politique.

Il semble, au regard du matériau étudié, que des formes de socialisation primaire et secondaire aient pu conférer à certains des membres du corpus des prédispositions à l'internationalisation. Ces prédispositions comme leurs déterminants sont multiformes : les premières peuvent revêtir la forme d'une familiarité avec les déplacements et les environnements internationaux, d'une aisance linguistique particulière ou encore d'une appétence socialement construite pour l'internationalisation ; tandis que les seconds peuvent avoir trait aussi bien à la socialisation familiale primaire, à la formation scolaire ou encore à des effets de générations et de contextes historiques. C'est le rôle de ces différents facteurs dans la formation des prédispositions que l'on étudie successivement ici.

Le contact précoce avec l'international peut d'abord se nouer lors de la phase de socialisation primaire. La nationalité des parents, leur position sociale ou le simple lieu de résidence géographique comptent ainsi parmi les éléments capables de contribuer à la formation de prédispositions à l'internationalisation chez les membres des corpus français et britanniques. Les familles binationales constituent bien sûr un cas extrême. Chez certains membres de l'échantillon, l'influence de la double nationalité se manifeste en effet de manière très directe : la présence d'une partie de la famille à l'étranger est à

l'origine à la fois d'un bilinguisme et d'un franchissement régulier des frontières nationales dans l'enfance. Ainsi en va-t-il de cette directrice de recherche française dont la famille maternelle, résidant aux Etats-Unis, fait l'objet de visites régulières durant l'enfance (extrait 1). Chez d'autres, l'influence est plus indirecte et se fait par le biais d'un choix de formation (extraits 2 et 3) ou de carrière (extrait 4) en lien avec les origines familiales. Chez un autre interviewé britannique, l'influence de la socialisation familiale binationale s'exerce de manière plus diffuse en provoquant une habitude et un goût pour l'ailleurs plus tard constitués en critères d'orientation professionnelle (extrait 5).

Extrait 1

« R : j'avais le sentiment justement que la France, bon je, ma mère est américaine, était américaine donc j'ai toujours parlé bilingue [...].

Q : et vous avez jamais vécu aux Etats-Unis vous-même ?

R : j'y suis allée très souvent parce que toute la famille de ma mère était là-bas donc on a été toujours et immédiatement bilingue. » (Femme, 62 ans, Directrice de recherche, CEE, entretien)

Extrait 2

« R : well I'm half German so, so I was stuck in Germany hm.

Q : did you grow up there?

R : yes. So hm, so I looked around German universities hm and I had to do my [inaudible] year in Germany for my German passport – I have two, which is sort of a bit internationalised in a way I suppose yeah, anyway...

Q : do you have a British...

R : I've both passports yeah.

Q : from your parents?

R : yeah my parents are sort of split, split nationality. And yeah then I, I saw this article about studying in Britain and I I applied for some catalogues [...] and I liked what I saw and so one of my hm places I went for was at the LSE [(London School of Economics)] for BSc Econ and special subject government and sat the entrance exam and strangely I got an offer, and that's, that's how I got in basically. » (Homme, 35 ans, Reader, LSE, entretien)

Extrait 3

« R : hm, as an undergraduate yeah. I mean I was originally from Scotland, and then my family moved to the South of England, and hm then I began in Oxford at the age of 18 and, and that was where I got my first degree, hm. I think I mean I did, my second degree was in Switzerland, in Geneva, which was the DEA [(Diplôme d'Etudes Approfondies)], an Mphil degree, and at that time I wasn't...

Q : how did that come about?

R : how?

Q : yeah, I mean, why go to Geneva after Oxford?

R : hm, well, my mother, on my mother's side I'm half French and so I wanted to study in France after my first degree, hm, and there were problems of, problems of *équivalence* [prononcé à la française], matching the English system and the French system, hm and it became easier to actually work in, to go to Geneva than to go to Paris for example or to go to France. And there was also a system of scholarship which was very good, a federal Government system of scholarships and that basically determined my choice to go there, but the interest was to be, was to work in French, hm, in Geneva there were possibilities of working in English or French. » (Homme, 29 ans, Lecturer, University of Oxford, entretien)

Extrait 4

« R : when I left university I went to teach in Zimbabwe for two years.

Q : how did that come about ?

R : er, that came about because I, my mother is South African, South African exile [...] and I was always in going working in Southern Africa. Zimbabwe was an extremely vibrant exciting place at the time, very helpful and they had a big teacher program and I went and taught for two years. So that was, I don't know, I just felt that was a good thing to do before settling down to working life in the UK, do something a bit different. So then I got back, I did a postgraduate diploma in newspaper journalism. And then I went to work for the *New Statesman* which is a political magazine [...] before becoming freelance for a few years and increasingly becoming press officer and and... doing media communications for the Labour Party and also writing freelance. And then in about 2000 I got a job in the Foreign Office for, they wanted somebody to come and work with the foreign press in London and I thought that was interesting and so I went and worked there and during that time – I was there for two years – I was seconded to a unit called the coalition information centre which was run by Alastair Campbell which was the hm kind of media centre for managing international crises, that was set up during the Afghanistan intervention and then continued on and I was brought in and did some work on Afghanistan and then increasingly on Iraq and then at that point decided that I'd had enough [rire] so I left, I resigned. But I'd started my master's [at the School of Oriental and African Studies] by that point, and that directly came out of a visit to Afghanistan I made with the Foreign Office. » (Femme, 35 ans environ, Teaching fellow, SOAS, entretien)

Extrait 5

« R : my father was an engineer, my mother worked in airlines. My mother is English, my father has an Italian passport but the family was living in Switzerland. [...] So he spoke French, Italian, so these are the languages of my father's side of the family and English on my mother's side obviously. So I wasn't brought up bilingually but I was brought up in an international environment where some holidays were spent with the grandparents in Switzerland and so my French was better than the average English person's. So I wasn't closed towards international career, that's why I wanted to work in an international organisation.

Q : so you were travelling a lot as a kid already?

R : well we weren't going off to Africa or Latin America but we were going to Switzerland and travelling around Europe and things like that as children, so Europe wasn't an alien place to me. » (Homme, 45 ans environ, Professor, UCL, entretien)

La double nationalité n'est pas la seule manière, pour le cadre familial, de favoriser une forme de mise en contact avec l'international. Une mobilité professionnelle internationale des parents peut en effet avoir pour conséquence une socialisation multinationale et plurilingue (extraits 6 et 7). De manière plus indirecte, la position sociale plus ou moins élevée des parents peut avoir une influence sur la fréquence des voyages à l'étranger (extraits 8 et 9), sur la formation scolaire plus ou moins internationalisée de l'enfant (extrait 10) et, par ricochet, sur le degré d'aisance dans l'apprentissage et la maîtrise des langues étrangères (extraits 9, 10 et 11). La simple localisation géographique peut également intervenir en établissant une forme de proximité immédiate à l'étranger (extrait 9) ou en facilitant, à travers des politiques de jumelage, les premiers voyages à l'étranger (extraits 12 et 13).

Extrait 6

« R : I was brought up in the Middle East so I lived in the Middle East and I was born in Sudan and then – because my father was an Arabist, he was with the Sudan political service and then with the Foreign Office so... and then we lived in Dubai and Jordan and Libya and three years in Vienna which was good, and but otherwise mostly in the Middle East. And then in South East Asia, but then I was at University. So, and I suppose there was the feeling that when I wanted to go on and study politics as a discipline the place or the area that seemed to make most sense to me – not most sense, but had the most immediate grip – was the Middle East rather than, say, “I want to study politics and I want to study, I don't know, local government in Essex or something”. And it was actually a feeling that, you know, this is a place where I had a kind of... in political terms that I thought was important. So yeah that had a huge influence on the direction I went, not necessarily in politics but certainly in, yeah as a place which you feel... as soon as you arrive there you feel at home in some way, I mean you can't claim it's your home but you feel, whether it's the food or attitudes of people or the body language or just ordinary things or things that annoy you as well, you still feel in many Middle Eastern countries – not all of them true but it's a kind of familiar zone.

Q : right. How did you end up in Oxford then?

R : I suppose because, well it was a very prestigious place to apply to so I did.

Q : were you in the UK at the time?

R : well yes because I went to school in the UK. I mean in the British system you have boarding schools so I... after my, from 13 to 17 I was at boarding school in Britain and that's where I did my A-levels and all the rest and so you then, like all the others you're applying to British universities. [...] Then there

were no fees and they paid you a grant, you know, to live on which was great. »
(Homme, 50 ans environ, Professor, SOAS, entretien)

Extrait 7

« R : j'suis partie au Canada [dans une fac anglophone] entre la deuxième et la troisième année [à l'IEP de Toulouse] où là en fait j'ai commencé à m'approcher un peu de choses qui ressemblent à la recherche du côté en fait des *gender studies*, de la socio et des *gender studies* et où y'avait des p'tits travaux à faire, des espèces de mini-mémoires quoi à faire dans le cadre de séminaires [...].

Q : pour le coup je reviens un peu en arrière, mais t'avais pas d'affinités particulières dans la famille ou de contacts avec l'anglais ?

R : c'est plus compliqué que ça parce que à la base avec l'anglais non. J'en ai depuis parce qu'en fait j'ai un frère qu'a deux ans de moins que moi qui fait sa thèse aux Etats-Unis, qui fait une thèse en lettres et qui soutient là. Mais en fait avant ça, en fait à 22 ans, il s'est marié avec une américaine qui donc au départ ne parlait pas français donc en fait du coup on parlait un peu anglais en famille quoi, enfin quand elle était là. Et puis il s'est séparé de cette américaine là mais s'est remis avec une autre [inaudible] qui elle parle français mais des fois du coup on est un peu entre les deux, voilà en famille depuis que mon frère vit aux Etats-Unis et avec une américaine. Donc ça non mais en même temps, alors du coup mon père il bosse toujours, il a, il bosse toujours chez Danone. Donc il est cadre supérieur chez Danone du côté recherche et développement, c'est une formation d'ingénieur, et du coup il a toujours bougé tous les trois ans, enfin c'est une des politiques du groupe. [...] Donc on a vécu en Espagne quand j'étais petite et en Italie quand j'étais plus grande, et donc j'parle italien couramment parce que j'y ai vécu. Donc au lycée, de la quatrième à la seconde, j'suis allée au lycée au lycée français de Rome. [...] Et ma mère donc travaillait pas et suivait mon père. En revanche le père de ma mère c'est à peu près la même trajectoire professionnelle que mon père, c'est-à-dire il bossait chez Michelin et toujours avec des missions à l'étranger, et notamment j'pense qu'il a vécu 15 ans à Madrid, donc mes grands parents et ma mère et ses sœurs parlent espagnol et mon père et ma mère – mon père a fait sa coopération au Venezuela, donc ils ont vécu deux ans là-bas, donc eux aussi parlent espagnol. Donc en gros on parle espagnol – on parle pas tant que ça espagnol en fait mais... de fait quand on était petit c'était plutôt la langue qu'ils utilisaient quand ils voulaient pas qu'on comprenne ce qu'ils disaient, donc on a très vite compris. [...] Donc pas sur l'anglais mais après sur la pratique de langues étrangères y'a quand même... [...] Et puis c'est un truc qu'ils valorisent beaucoup, c'est tous les deux leur trip de partir à l'étranger le plus possible etc. » (Femme, 30 ans, Post-doc, CSO, entretien)

Extrait 8

« R : we were a middle class family. And they were, my mother was a doctor – my mother is no longer alive but my father is alive and is, he was a businessman. And although I don't think we were, hm, we were very rich by any means, there was a lot of money invested in us as children. And they had this idea that we should all do what we wanted to do within reason. So they paid for masters – which, I realise now, must have quite difficult for them cause we

were three children. And they were very liberal. So you know they believed that... that it's about opportunity.

Q : did you travel a lot then, as a child?

R : not really, we went to France a lot and to Europe, but we didn't travel... I mean we went abroad certainly, we went places. But when I was a student, when I was sort of 18, I travelled, again not to Asia or anywhere like that but you know I got around Europe or that sort of stuff. And then I went, I had a year off before going to university and lived in [inaudible] for a year so... My sister went to live in Spain for a year, so we were used to the idea of travel, I think it's probably... we were used to the idea of, you know, you book a flight, you get on a plane or you get on a train and, you know, it wasn't alien in any way. And I, actually you know I feel very European, whatever that means, you know. I think, you know I then sort of... I suppose I just feel that sense of a kind of, you know, belonging, you know, that's very natural, the diversity of Europe hm... » (Homme, 41 ans, Reader, Queen Mary London, entretien)

Extrait 9

« R : I was interested in the EU. It was the late 80s and there was a big enthusiasm for Europe, 1992, the single market. I grew up in Brighton on the South coast so we spent a lot of time travelling on the continent, my sister was now living in Germany and I'd been to visit her and I found this, you know, hugely glamorous.

Q : so you've been travelling a lot?

R : I've been travelling a lot and I did German and French A-level and my mum was a French teacher and I, so you know we'd spend a lot of time on the continent ever since I was a little kid. So if you grow up in Brighton and you face the continent and the rest of England is behind you, that's natural to think of France, it's just over there you know! So we'd go all the time, every summer we'd go on holiday in France or Spain and travel around Europe, and I did classic Eurorailing before going to university and all this kind of stuff, so I travelled around the continent, been to Florence... So I was interested in Europe and European integration. » (Homme, 40 ans, Professor, LSE, entretien)

Extrait 10

« Q : t'avais pas de barrière de la langue particulière à ce moment-là ?

R : non, ben j'ai eu la chance d'être dans une école bilingue en fait...

Q : ah d'accord.

R : ...donc j'avais pas de problèmes en anglais. [...] J'avais eu la chance d'apprendre l'anglais très très jeune. [...] Le problème c'est qu'on n'apprenait l'anglais à l'époque – puis c'est encore un peu le cas maintenant – si jeune, que dans des institutions privées donc payantes. Alors pour te dire les choses euh – faut que je remonte jusqu'où ? Bon, on va dire : mon père, origine petite-moyenne bourgeoisie lorraine. Lui-même a été au chômage pendant des années donc il a pas fait beaucoup d'études, je sais même pas s'il a eu son bac, tout juste. Il a essayé de passer un p'tit diplôme de commerce mais il a pas réussi, et en gros il était petit cadre commercial, petit représentant de commerce et il a été au chômage pendant des années et des années [...]. Du côté de ma mère, c'est une famille du nord qui euh est une famille de mineurs. Ma grand-mère ne travaillait pas, mon grand père lui s'était un p'tit peu élevé dans la hiérarchie en

devenant [contremaître]. Et ma mère elle s'est vraiment élevée socialement dans la mesure où elle passait un BTS secrétariat trilingue – ce qui était déjà euh un exploit – et ensuite elle s'est élevée dans la hiérarchie de sa boîte jusqu'à devenir euh cadre moyenne, [...] directrice de service de sa boîte donc dans le commerce encore une fois. Et donc moi mes parents ont divorcé j'avais même pas un an et donc ma mère a dû – c'est beaucoup beaucoup de sacrifices en fait parce que c'était une école très chère en fait, privée, donc c'était beaucoup de sacrifices, voilà beaucoup d'emprunts donc c'était pas si évident que ça. Mais bon voilà maintenant, on va dire, elle a rencontré ensuite mon beau-père qu'était directeur commercial dans la même boîte – mais lui-même sans le bac, vraiment arrivé par la force du poignet – et donc maintenant voilà, c'est des nouveaux riches hein.

Q : et donc toi t'as parlé anglais très tôt quoi ?

R : ben c'était super parce que j'étais à l'école à trois ans, on m'a parlé directement anglais. Tu comprends tout. Tu parles pas mais tu comprends tout. Et puis ensuite les premiers voyages : ma mère m'a envoyée, enfin c'était organisé par l'école hein mais j'avais huit ans quand j'suis partie toute seule la première fois donc pour, avec une correspondante. Donc j'regardais, j'suis tombée sur un vieux rapport de stage, enfin ces trois semaines que j'avais faites, donc ben c'est bourré de fautes d'orthographe, mais tu vois déjà que j'parle super bien anglais, moi j'étais impressionnée, j'pense que j'ai régressé depuis on va dire [rire]. » (Femme, 31 ans, Post-doc, Triangle, entretien)

Extrait 11

« R : ce que j'ai pas dit p'têtre par rapport à ma scolarité c'est que j'étais, j'ai eu une très bonne scolarité au lycée, j'étais plutôt mauvais élève avant, au collège j'étais un élève très très moyen, et j'étais bon élève au lycée, c'était qu'à partir de la seconde où j'avais des bonnes notes, sauf en anglais. C'était une catastrophe en langues. C'est la seule matière – donc en anglais – où j'ai pas eu 10 au bac, j'ai pas eu la moyenne, donc c'était vraiment... mon traumatisme scolaire c'est les cours de langue, c'est vraiment... moi la question se posait pas j'étais nul en langues – donc j'ai fait anglais allemand – et je n'arrivais pas... en fait je faisais que du par cœur, parce que j'comprendais pas. Et j'ai vraiment galéré, et dans ma thèse... j'avais jamais voyagé à l'étranger, déjà je pense. La première fois c'était au Maroc, où les gens parlent français, et c'était très très tard. Ca m'intéressait vraiment pas. » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Extrait 12

« R : moi j'ai toujours eu pour un tas de raisons biographiques une espèce de tropisme anglophile. Bon, il s'est trouvé, même si je l'ai perdu pendant un long moment, que quand j'étais lycéen, par des histoires de jumelage – j'étais lorientais et on était jumelé avec une ville qui s'appelait Babington – donc j'ai passé trois fois, trois fois trois semaines en Angleterre. En plus les circonstances ont fait que j'étais complètement exclu de la sociabilité entre groupes de français qui naturellement parlaient français entre eux, donc j'ai vraiment parlé anglais et j'suis devenu bon en anglais. Comme quand j'étais étudiant y'avait pas de cours de langue [...], pour ne pas perdre – j'suis aussi un papivore et un grand lecteur de fiction – je, j'ai pris l'habitude de lire des

romans en anglais. Ce qui m'a pas empêché de dégringoler en termes de langue parlée mais, au moins en termes de langue parlée, de vocabulaire, d'automatismes, j'ai pas tout perdu. » (Homme, 57 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 13

« Q : vous aviez des affinités particulières avec les langues dans votre famille ?
R : non, alors là aucune, aucune. Non c'était plutôt... Bristol j'y suis allé dans des voyages linguistiques donc j'connaisais un peu la ville, et j'vous dis y'avait des liens entre Bordeaux et Bristol. Y'avait une belle association qui s'appelait Bordeaux-Bristol qui envoyait, qui permettait aussi des échanges au lycée. » (Homme, 45 ans, Maître de conférences, Université de La Rochelle, entretien)

Les contacts précoces avec l'international peuvent également se nouer à travers d'autres formes de socialisation, et notamment dans le cadre du système éducatif. On trouve, au sein du corpus, plusieurs illustrations de ce phénomène. Les formations scolaires spécifiquement tournées vers l'international constituent ainsi une forme de premier repérage (extrait 10). Plus tard, les dispositifs d'échanges universitaires de type Erasmus peuvent également jouer un rôle structurant pour la suite du parcours (extrait 14), allant parfois à l'encontre des dispositions incorporées par le biais d'une socialisation familiale très nationale (extrait 15). L'année de césure, plus commune au Royaume-Uni qu'elle ne l'est en France, offre également des opportunités de franchissements de frontières (extraits 8 et 9).

Extrait 14

« R : j'me suis dit bah j'vais peut-être partir en Angleterre faire un master pour voir, et puis aussi parce que à un autre moment dans mon cursus – je sais pas lequel – j'avais été faire un Erasmus de trois mois à l'université de Glasgow et ça avait été une expérience absolument super, j'avais fait science politique à Glasgow et j'avais beaucoup apprécié le système britannique, le caractère disons relativement démocratique des relations entre les enseignants et les étudiants, le fait qu'il y avait en fait peu de cours et puis beaucoup de lectures, beaucoup de travail personnel enfin... voilà, toutes ces propriétés qu'on prête traditionnellement au système britannique. Et en l'occurrence à Glasgow c'était vrai, c'était vraiment comme ça. Enfin j'avais vraiment adoré ce truc là. » (Homme, 36 ans, Chargé de recherche, CEAN, entretien)

Extrait 15

« Q : did your parents make you travel?
R: no, no, I didn't even have a passport until after I came to university. I first went abroad when I was er... 19, so no, not at all.
Q : what country was it?

R : Hungary.

Q : already?

R : yes, well, I, when I was an undergraduate there was an exchange scheme going on between Oxford and one of the universities in Budapest and hm my college sent me on this, I received a letter one day saying “we have to send someone so we decided we want to send you”. So I suppose that also influenced the fact that I subsequently ended up in Hungary for two years [to do a master’s degree at the Central European University]. Hm, but the impetus did not come from me! [rire] They sent me.

Q : and you didn’t have parents who were academics or that sort of thing?

R : no, and they didn’t go to university. My father trained to be an architect, so I guess he went to something equivalent to university. Hm, but no they’re not remotely academic. » (Homme, 30 ans environ, Lecturer, University of Reading, entretien)

Outre ces formes de socialisation immédiate, les prédispositions peuvent aussi, plus largement, résulter d’un effet de contexte historique. Au sein du corpus français, le degré de maîtrise de la langue anglaise est ainsi fréquemment associé à un effet de génération par les membres les plus séniors de l’échantillon (extraits 16 et 17). L’influence du facteur temps apparaît également dans le discours d’interviewés français et britanniques sous la forme d’évocations d’évènements politiques perçus comme marquants. La politique de Margaret Thatcher au Royaume-Uni (extrait 18), la dynamique de construction européenne (extrait 9) ou encore la chute du communisme (extraits 19, 20 et 21) comptent ainsi parmi ces éléments contextuels structurants et moteurs d’une attirance pour l’ailleurs.

Extrait 16

« R : quand il a fallu se mettre à l’anglais on s’est aperçu que c’était pas si facile, parce que moi j’appartiens à une génération où on n’a jamais véritablement appris l’anglais, donc ça a été un apprentissage de tous les jours. » (Homme, 60 ans, Professeur, IEP de Paris, entretien)

Extrait 17

« R : pour revenir un peu en arrière à titre personnel, la barrière de la langue vous l’aviez pas ?

Q : moi je l’avais au début et puis je me suis lancé, j’ai voulu absolument, c’est pour ça que j’ai voulu beaucoup, j’accepte les invitations aux Etats-Unis maintenant je peux faire des conférences en anglais sans problèmes, on n’est pas très nombreux en fait dans ma génération à pouvoir faire des conférences en anglais, répondre à des questions etc. Je me suis forcé aussi, je me suis forcé en y allant souvent, je me suis forcé. Et quand je vais en Chine par exemple j’enseigne en anglais, quand je vais aux Etats-Unis en anglais, quand j’suis invité à NYU [(New York University)] bah j’fais ça en anglais, j’ai passé aussi un mois dans le cadre de l’institut français de NYU, Institute of French studies

j'crois que ça s'appelle, j'ai pu enseigner aussi en anglais à des gens qui voulaient faire de la science politique en s'intéressant à la France, donc j'me suis préparé, c'est pas si simple mais maintenant j'y arrive, et j'crois que les jeunes collègues maintenant ils y arrivent. » (Homme, 60 ans environ, Directeur de recherche, CEE, entretien)

Extrait 18

« R : and to be honest I really really wanted to go to the United States, all my friends at LSE had been Americans. [...] As soon as I graduated I went and spent two months hitching around the States. I think for people of my generation – I mean I hate American politics and everything it stands for but the kind of whole counter culture of the late 1960s and 1970s, you know, summer of love and San Francisco and all that love and peace and things, I mean that was such an attractive – you know, I've heard Tony Blair say similar things, for people of my age it was such an attractive idea of going, you know being on the road and going to these beautiful places. And it seemed so modern compared with England which was really dragging itself in the modern age in the 70s. So it wasn't really an intellectual interest initially, it was – you know I'm still to be honest rather sceptical about a lot of things compared to Europeans, I just feel myself intellectually very European, it's just I've always really liked going to the States and I was lucky enough to find opportunities to go. [...] Yeah and I wanted to leave England. That was a really gloomy time, the early 1970s. The three-day week, the economic recession, it was just a good time to get out of the country. So that lead me to Canada and I stayed there for six years doing my PhD. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College London, entretien)

Extrait 19

« Q : je commence en général les entretiens par demander comment vous en êtes venue à la science politique, le parcours et les motivations qui vous ont menée jusqu'à un doctorat dans cette discipline. [...]

R : hm... en fait mon intérêt je pense, mon intérêt premier c'était pour un pays qui était la Russie. Euh quand j'étais au lycée mais bon là du coup je démarre loin mais euh... quand j'étais au lycée euh, j'ai voulu faire du russe parce que je m'intéressais à ce pays et j'avais envie d'apprendre une langue slave etc. et...

Q : y'avait pas de raisons familiales ou autres ?

R : non, non non sans raison familiale, j'aimais les langues et puis c'était une possibilité dans le lycée où j'étais de faire du russe donc j'ai fait du russe, euh et puis du coup j'me suis intéressée à la Russie, je suis allée en Union Soviétique, à l'époque c'était la fin de l'Union Soviétique, c'était en 1989, j'ai participé à un voyage scolaire, et euh et ça m'a intéressée de voir ce pays qui était si différent du nôtre etc. Et euh et ensuite j'ai fait un bac B euh... parce que je m'intéressais à l'histoire, je m'intéressais à l'économie et puis ça me semblait aussi un bac euh... dans lequel on n'était pas obligé de se spécialiser trop et y'avait plusieurs matières qui m'intéressaient. Euh après mon bac euh... et en fait j'avais pas d'idée précise de, de carrière ou même d'études euh... en tête et après mon bac euh j'ai, en fait j'ai eu mention « très bien » au bac et... après mon bac j'ai fait une prépa pour entrer à Sciences Po parce que je ne savais pas qu'on pouvait rentrer à Sciences Po sans passer d'examen quand on avait mention « très bien » à cette époque, c'était en 91. Euh... et donc j'ai fait

une prépa, j'étais dans un lycée à Metz en province, j'ai fait une prépa à Sciences Po dans ce lycée et ensuite j'ai appris en fait au cours de l'année que je pouvais en fait entrer à Sciences Po simplement grâce à mon bac et donc je suis entrée à Sciences Po, mais c'était aussi sans vraiment... de projet professionnel précis, c'était un p'tit peu pour éviter de choisir en fait entre plusieurs disciplines qui m'intéressaient et notamment l'histoire et puis l'économie. Euh... et à Sciences Po... donc j'ai fait, à l'époque la scolarité à Sciences Po durait trois ans, donc je suis entrée à Sciences Po en 1992 et j'ai eu mon diplôme en 95. Et en 95 euh... donc euh et à Sciences Po j'ai continué aussi à faire du russe et à m'intéresser à la Russie et à l'Europe de l'est hm... et après avoir obtenu mon diplôme j'ai fait un DEA qui était à l'époque, qui s'appelait « études comparées du monde post-communiste » ou quelque chose comme ça, qu'était dirigé par Dominique Colas euh... et qui était, qui a ensuite été, fait partie lorsque Sciences Po a été réorganisé, il a fait partie de la spécialité « aires culturelles », y'avait plusieurs spécialités euh... Asie, monde musulman et Europe post communiste. Euh... et donc ça c'était en 95-96.

Q : c'était un choix qu'était venu naturellement de faire un DEA après Sciences Po ?

R : bah oui parce que j'aimais bien étudier et... j'aimais bien je... à Sciences Po j'ai fait la... oui, ce que j'ai fait à Sciences Po c'est aussi c'est, j'ai fait la filière Europe communautaire qui était, qui faisait partie de la filière « relations internationales » à l'époque parce que je m'intéressais beaucoup à l'intégration européenne et euh j'avais éventuellement passer les concours communautaires. Donc j'étais un p'tit peu euh... à la fois intéressée beaucoup par tout ce qui était Russie, Europe de l'est et puis intéressée par les questions européennes et en termes de carrière j'avais me préparer en fait aux concours communautaires. Et ensuite au moment de choisir un 3^{ème} cycle, puisque je n'avais toujours pas d'idée précise de carrière et que je voulais me destiner aux, éventuellement aux concours communautaires, au moment de choisir un 3^{ème} cycle j'ai finalement, c'est mon intérêt pour la Russie qui l'a finalement emporté et donc j'ai fait ce DEA Europe post-communiste. Et pour moi ça me semble complètement... oui c'était tout à fait évident parce que j'avais envie de continuer mes études... hm et dans le cadre de ce DEA j'ai écrit un mémoire qui portait sur l'intégration de la Hongrie à l'Union Européenne euh... [...] et donc j'ai fait ce mémoire en 96 donc j'ai obtenu mon DEA. » (Femme, 36 ans, Maître de conférences, Université Paris 1, entretien)

Extrait 20

« R : I became fascinated with communist systems or East-European communism. And I graduated, I was an undergraduate at the end of the 80s [...] just as communism was collapsing. And then as a post-graduate in the early 90s I just had a fascination with these countries in transition. » (Homme, 41 ans, Reader, Queen Mary London, entretien)

Extrait 21

« R : so after my undergraduate degree I went off to Hungary for two years and did a master's in political science there.

Q : how did that come about ?

R : er, I wanted to go something more interesting than British politics which in 1996 was terribly dull – things have changed a bit – and I was particularly interested in democratisation processes. I mean in late 80s early 90s there was a huge amount of democratisation going on and it was very interesting. And the events of 1989 were very memorable for me. So I was interested in those. » (Homme, 30 ans environ, Lecturer, University of Reading, entretien)

Les formes de socialisation par les origines sociales et familiales, le parcours scolaire ou encore le contexte historique comptent ainsi parmi les paramètres capables de contribuer à fixer très tôt une forme d'appétence, d'aisance ou au contraire de prudence vis-à-vis de l'étranger. Comme leurs déterminants, ces prédispositions peuvent cependant prendre des formes diverses, et elles apparaissent inégalement ancrées chez les différents membres de l'échantillon. La détection de ces prédispositions n'a donc de valeur que dans la mesure où elle est suivie d'un examen de la manière dont elles se réfractent dans le champ scientifique. Il s'agit, en d'autres termes, de chercher à savoir dans quelle mesure une socialisation internationalisée tend à faciliter un premier franchissement des frontières nationales dans le cadre scientifique. Ou à l'inverse, dans quelle mesure une enfance moins marquée par l'international tend à rendre plus problématique cette première internationalisation.

2- *L'entrée dans l'international, une question de prédispositions ? Les aléas de la réfraction des prédispositions dans la carrière scientifique.*

Les dispositions vis-à-vis de l'international peuvent, on le voit, prendre la forme – positivement – d'un goût (extraits 9 et 12 par exemple), d'une habitude (extraits 6 et 7) et de compétences linguistiques particulières (extrait 10) ou – négativement – d'un manque d'intérêt, d'une méconnaissance de l'étranger (extrait 11) et de difficultés dans la pratique de langues étrangères (extrait 16). Mais au regard du corpus d'entretien, il semble que la réfraction de ces prédispositions dans la carrière scientifique ne soit pas automatique. C'est à ces processus de conversion de pratiques et de capitaux sociaux dans le champ de la science politique que l'on s'intéresse ici, autour de la question du premier engagement international. Les prédispositions peuvent ainsi avoir un impact indirect sur la première internationalisation, par le biais soit d'une internationalisation disciplinaire, soit de choix intellectuels à travers l'investissement de sujets de recherche particuliers : ce n'est alors que dans un second temps que ces facteurs peuvent, à leur tour, éventuellement faciliter l'entrée dans la carrière. Mais les prédispositions peuvent

aussi influencer le premier engagement de manière plus directe en se manifestant dans le degré de spontanéité de cette première fréquentation d'espaces scientifiques transnationaux.

La réfraction de prédispositions à l'internationalisation peut d'abord se faire par le biais d'un investissement disciplinaire à l'étranger. Cette configuration se retrouve en particulier chez les membres du corpus qu'une socialisation très internationalisée avait très tôt poussés vers une carrière internationale. Un interviewé britannique, mobile en Europe dès l'enfance du fait d'une famille binationale (extrait 5) fait ainsi le choix d'une carrière en finance internationale avant de venir à la science politique par le biais d'un doctorat à l'Institut Universitaire Européen de Florence (IUE) (extrait 22). De la même façon, un autre membre de l'échantillon britannique, très tôt intéressé par l'Europe par le biais à la fois d'une socialisation primaire particulière (extrait 9), maintient d'abord cet intérêt pendant son parcours universitaire avant de décider, en lien avec ses origines sociales, de s'inscrire lui aussi en doctorat à l'IUE (extrait 23). De manière similaire, l'intérêt précoce d'un membre du corpus français pour l'Europe de l'est (extrait 19) se traduit dans un premier temps par le choix d'une formation au Collège d'Europe de Natolin dans l'optique d'accéder à une carrière européenne, avant une réorientation vers un doctorat en science politique à Prague (extrait 24). Pour un autre interviewé français, un doctorat au Royaume-Uni s'inscrit dans la continuité d'un master déjà effectué dans la même institution (extrait 25) à la suite d'une expérience d'échange Erasmus structurante pour la suite du parcours (extrait 14). Mais la corrélation entre origines sociales et internationalisation disciplinaire est loin d'être absolue, comme le montre le cas de cet enquêté britannique vivant sur le mode de l'enchaînement naturel un doctorat à Columbia contrastant pourtant singulièrement avec sa socialisation primaire (extrait 26). L'expérience de cette internationalisation disciplinaire peut avoir des conséquences variables sur la carrière internationale. Chez certains membres de l'échantillon, cette confrontation avec l'ailleurs s'inscrit dans la continuité d'une socialisation primaire internationalisée en confirmant une forme d'appétence pour l'international (extraits 23 et 27). Chez d'autres, elle est plutôt vécue sur le mode de la rupture tout en contribuant à développer un goût pour la science politique telle qu'elle est pratiquée dans le pays d'accueil (extrait 28). On verra par ailleurs plus loin que l'impact de l'internationalisation disciplinaire ne se limite pas à ce plan objectif : les ressources

notamment matérielles dont dispose l'institution d'accueil peuvent contribuer de manière plus ou moins forte à l'internationalisation scientifique des individus.

Extrait 22

« R : I did my first degree in economics and my master's was in international economics and banking, and at that stage I was probably intending to go into international finance or probably – I'm trying to remember, it's a long time ago now – probably actually, international finance was a stepping stone actually to working for an international organisation, you know like the OECD or the European Commission or an organisation like that was perhaps the end point, but a lot of people had – around the area of development was what I thought would be interesting – a lot of people had said to me « you should work in finance if you're gonna work in development because these two things overlap ». So I chose to do an economics degree and I chose to do an international economics degree and a master's subsequently. On completing that, I was very lucky and I had the opportunity to go to Brussels to work for Swift – which is, you know, when you send your money cross-border, it's the cooperative of all the international banks [...] – and I was part of this policy group advising the board on this potential directive on a single, pre-single currency. And as part of that, I saw economic theory and economic logic and economic reality, the politics coming in and distorting the economics: the logic was for a single currency, everything was in place and Swift had the clearing systems but didn't want to push this through because the banks were making a lot of money sitting on your currency for five-six days as it went across the twelve borders. So I was sort of already interested in lobbying from my master's because my master's was trade policy and lobbying, and I then saw the reality of politics affecting economics so I thought « wow, this would be an opportunity something to study ». [...] At the time I realised I didn't want to stay in international banking and didn't want to stay at Swift, so I thought « what I should do is do a PhD and get a PhD in an international world-reknown university which would facilitate perhaps joining an international organisation ». I'd heard about the European University Institute [(EUI)]...

Q : how did you hear about it ?

R : well I'd seen things when I was at University on the walls and then when I was in Brussels people talked about it so I thought this would be good if I wanted to work for the Commission, because it's a formal institution of the European Union, so advanced level, it's a bit like Bruges but a bit ahead because it's PhD and I didn't want to do another master's. So I applied to the EUI [(European University Institute)] in Florence and I applied actually for two departments, for economics and for political science to do a political economy thesis in political science. And they called me to see both and I spoke to various people there and decided that actually what I wanted to do was much more about lobbying and political economy than mainstream rational choice gaming economics, which was the other option to take the thesis forward. [...] So I went to Florence, did my PhD. » (Homme, 45 ans environ, Professor, UCL, entretien)

Extrait 23

« R : they had an interesting master's here [at the LSE] on European politics, but I couldn't afford to do it so I worked part time. I went into the master's

degree and I worked for public affairs consultancy for Westminster. Basically they were a lobbying company but they needed someone to monitor what's going on in Brussels. So I just wrote a report – I worked two days a week and just wrote a weekly report on what was happening in Brussels basically. [...] [I got the master's with a distinction] and I remember [one of my professors] said to me « you've gotta do a PhD! You know, why don't you stay here at the LSE? ». I said « have you got money? » and he said « no », so I said « ok, where else can I go? » and he said « well, you can go to Nuffield college with my friend [Untel] or you can go to the EUI ». And I thought, you know, « Florence, that's interesting ». So I got into Nuffield college Oxford, I got into the EUI [...] and I thought « I don't know if I wanna be an academic and I'd rather find out in Florence ». Right ? I thought « I'm not from a private school, I'm from a state school, I'm not part of the British elite », and Oxford just really turned me off, I really thought – and [Untel] said to me « it'd be wonderful to have someone like you here! ». I thought « that's a baaad sign, that's a really bad sign », cause they wanted someone who was not from a private school background. Right, I thought « that's a bad sign, I don't wanna be that token comprehensive schoolboy at Oxford ». And then I went to Florence and all the PhDs in Florence were just like me! They were just like British state school kids who'd been to comprehensive schools and had selected out of the British system to go to Florence! » (Homme, 40 ans, Professor, LSE, entretien)

Extrait 24

« R : j'ai obtenu mon DEA et... à ce moment là j'avais envie de partir à l'étranger et de faire des études encore, de continuer mes études mais de partir à l'étranger et à Sciences Po y'avait des programmes d'échange avec plusieurs pays et j'avais postulé à ces programmes et puis j'ai postulé aussi au Collège d'Europe à Natolin à Varsovie en 96 donc toujours du fait de cet intérêt pour l'Europe de l'est, et ça me semblait encore une fois un moyen pour combiner mon intérêt pour les questions européennes, ma volonté éventuelle de passer les concours communautaires et mon intérêt donc pour un pays de l'est. Et donc et j'ai été acceptée au collège de Natolin donc je suis partie en 96, en 96-97 j'étais à Natolin et j'ai fait un master en études européennes qui est le même master que celui de Bruges mais Natolin c'était, c'est une branche qui est moins connue, plus récente, moins prestigieuse que celle de, que celle de Bruges euh mais qui m'intéressait plus étant donné sa localisation en Pologne. Euh... voilà et à cette époque donc je m'intéressais toujours en fait à ces fameux concours communautaires, et au collège d'Europe j'ai... j'ai, j'me suis rendu compte que finalement c'était quelque chose de très technique et que j'me voyais pas travailler dans une institution communautaire parce que à Sciences Po on faisait des questions d'intégration européenne quand on étudiait ça c'était toujours sous un angle très politique, et au collège d'Europe c'est beaucoup plus technique et j'me suis aperçu que ça m'intéressait pas du tout en fait, on avait des cours sur les règles commerciales, sur le droit communautaire qui ne m'intéressaient pas et qui m'ont dissuadée finalement de... d'essayer de passer des concours ou de travailler à Bruxelles. Et du coup, et comme j'étais très contente de mon expérience en Pologne et euh... j'ai beaucoup aimé en fait vivre à l'étranger, c'est à moment que je me suis décidée à, à faire une thèse euh... » (Femme, 36 ans, Maître de conférences, Université Paris 1, entretien)

Extrait 25

« R : donc ben j'ai fait cette année à Londres, un master qui s'appelait « politics of Asia and Africa » qu'était super, c'est-à-dire vraiment exactement ce que je cherchais, un truc très interactif, peu d'heures de cours, beaucoup de lectures, la meilleure bibliothèque de sciences sociales sur ces pays là d'Europe enfin un truc incroyable quoi. Et puis ouais enfin SOAS c'est un endroit... tous les soirs y'a une conférence quoi et les conférences c'est pas, j'sais pas, c'est pas Georges Dupont maître de conférences à l'université de Pau quoi, c'est le top du top de la crème de Princeton, de Harvard, de... Oxford, de Cambridge qui passe comme ça quoi. Donc j'ai beaucoup cette année là aussi fréquenté toutes ces conférences là, j'ai squatté quelques amphis d'anthropologie enfin j'ai un peu fait à la carte des choses un peu, et puis bah euh... j'ai pris des cours de turc aussi puisque je perdais pas en tête mon idée de travailler non plus sur l'Afrique mais de revenir sur le monde arabo-musulman euh... et puis arrive la fin, bon j'avais quand même, enfin c'était une année chargée puisque j'étais en même temps donc lecteur de français à côté enfin j'ai quand même... un peu ramé cette année. J'ai eu mon master enfin... très très bien, *honors* tout ce qu'il fallait et puis donc en gros... [...] En l'occurrence la SOAS, le département de science politique à l'époque, y'avait un des grands spécialistes du Sénégal qui s'appelle [Untel] qui est un spécialiste des mourides, une confrérie musulmane très importante dans la vie politique sénégalaise. Donc j'y étais allé, j'avais lu ses textes à Sciences Po donc j'étais allé en partie à SOAS à cause de lui parce que j'avais envie de travailler avec lui. Et puis on s'est très bien entendu, puis en fait à un moment dans l'année vers j'sais pas, mars quelque chose comme ça il fallait poser sa candidature pour les bourses de thèse, moi j'avais pas du tout avancé sur mes tentatives de requalification sur d'autres objets, et donc j'me suis dit « bon ben j'vais proposer une thèse sur la Casamance et puis on verra bien » puis de toutes façons je me faisais pas trop d'illusions, j'imaginai que j'avais pas la bourse et que j'allais rentrer en France et refaire un DEA, donc voilà. Et puis en fait j'ai eu la bourse, la *fellowship* quoi donc j'ai... malgré mes inquiétudes sur ce que c'était ces terrains africains j'ai quand même, j'ai quand même pris la bourse parce que voilà, une bourse de thèse ça se refuse pas. Et puis j'aimais vraiment beaucoup, j'aime toujours beaucoup [Untel] donc j'me suis dit « bon, voilà c'est bien j'vais faire ça » quoi. Donc c'est comme ça que j'ai fait ma thèse en Angleterre. » (Homme, 36 ans, Chargé de recherche, CEAN, entretien)

Extrait 26

« Q : so I usually begin my interviews simply by asking you know how you came to political science, what was your curriculum before and...

R : yeah well the starting point is I was brought up in a political family in Scotland and I was always around politics so I was interested in it, and it was pretty much an obvious thing to study er as I... anticipated having a political career with the SNP [(Scottish National Party)]...

Q : was your family involved in the SNP? [...]

R : family was involved with the, with the party er... and hm I went to Aberdeen University to study politics and hm, I continued my political activity er, hm and as I engaged in more political activity I found it more and more unpleasant, I found it very dishonest, careerist, backstabbing, and your biggest enemies were your closest colleagues and... this is not what got me interested in

politics hm, and I got somewhat involved also in some campaigning groups like « Campaign for nuclear disarmament » and I found that more satisfying in that it seemed to be actually focused on an issue that people were campaigning on. But it wasn't actually, it was still, I was still too intellectually open to be very good in some respects in that I would say « look on the one hand I don't think we should have nuclear weapons, on the other hand I see situations where if you don't have nuclear weapons you're utterly vulnerable and that's very worrying to me and I think I'm balanced here » which is, as a campaigner, that didn't work very well, you know « DOWN with nuclear weapons! Hang on, maybe down with them but it's a bit complicated » and... er I found that studying arms control and disarmament was very fascinating, but the problem was that I knew I had no background in strategy. It seemed to me that the problem with studying arms control and disarmament before you understand strategy is you don't know what they're for, and therefore you don't know whether they should be controlled or disarmed. And, but I had no idea if I had the ability to be an academic, I was the first person in the history of my family to go to University so I came from a working class background where none would go to University so you know, I was the first so it was all new. And er towards the end of my undergraduate studies I said I was quite interested you know in doing a master's in strategic studies to find out more about those stuff, and to, much to my surprise they said « hey, fine ». I thought they'd laugh! You know, so I started the course and there were people on it in Aberystwyth who wanted to be, hm...

Q : so you moved from Aberdeen...

R : Aberdeen to Aberystwyth, on the master's of strategic studies and there were people on the course who talked about doing a PhD who were no smarter than I was and I thought « well, wait a minute ». It never occurred to me that I could be an academic so I asked « do you think I've got the ability to be an academic? » and they said « yes », so it's another surprise. So hm I started a PhD and hm I, at Aberystwyth but I also applied for a SSRC [(Social Science Research Council)] McCarthy foundation grant in international peace and security, which got me two years of funding, two additional years of funding and I went, it could be anywhere in the world and I went, well, so I decided to go to Columbia University in New York and I was there for two years.

Q : why particularly Columbia?

R : because hm, they've got a very good, they were very good on the two things I was interested in. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of Bristol, entretien)

Extrait 27

« R : [the PhD at the EUI] was because in part I was very interested in Mediterranean Europe and I wanted, I fancied spending some time in Italy. I also applied to do a PhD in Spain. So it's partly to discover Italy, partly because it is one of the best postgraduate institutions in Europe so it's a great place to do a PhD. And I wanted to do a comparative study of Italy and Spain so it seemed to be the best place to do it. [...] It was good academically and maybe there are other places which would be better academically but it's a pretty good training. But also in particular because the environment with people from every European member state studying there, so it's a truly international research environment which, because of my language background and... you know, it was ideal. So in terms of building an international network obviously it means that, you know, I

made friends with a lot of people from all European countries. » (Homme, 41 ans, Senior lecturer, LSE, entretien)

Extrait 28

« R : bah mon stade ultime d'internationalisation il a lieu en 2000-2001 où pendant... en gros mon DEA c'est 97-98, et à partir de 99 je suis mêlé à l'enquête « démocratie » que codirigent Grunberg, Mayer et Sniderman, donc c'est une enquête sur la France, quanti etc. donc j'ai eu énormément de chance sur ce coup. Et Sniderman m'a fait venir à Stanford pendant un an, parce qu'il avait besoin en gros, il avait besoin d'un *research assistant* et le *deal* c'était « tu viens aux Etats-Unis pour te former pendant un an et puis on travaille sur des données ».

Q : pendant votre doctorat alors ?

R : ouais, bah c'est en plus, enfin ça a été vraiment là où j'ai pu vraiment commencer mon, ma phase de rédaction de thèse parce que à l'époque j'étais pas allocataire, donc j'bossais à mi-temps dans un service administratif de Sciences Po, c'était pas terrible terrible, et c'est vrai que ça avançait pas énormément, mais le fait de partir un an aux Etats-Unis, d'être seul là-bas, là ça m'a permis 1) de me former mais aussi d'écrire les 2/3 de mon premier jet quoi.

Q : donc ça allait avec un financement ?

R : oui oui, c'était drôle Stanford avait avancé 15000 dollars et Sciences Po avait avancé 15000 francs [rire]. Ça me permettait de revenir en France c'était bien, mais... et donc en effet c'est là vraiment, c'est là-bas vraisemblablement que j'ai eu ma... ma vraie... ma vraie formation anglo-saxonne, c'est-à-dire que j'ai suivi là-bas les cours d'*American politics* et les cours de quanti. Et clairement c'est pas le même niveau quoi.

Q : c'est là-bas que vous avez eu votre formation méthodo ?

R : ouais, c'est-à-dire que j'avais déjà une formation correcte euh déjà dans mon mémoire de DEA y'avait des régressions, mais cette formation elle s'est considérablement musclée là-bas.

Q : et du coup les régressions c'est quelque chose que vous aviez appris à faire à Sciences Po ?

R : ouais, j'avais commencé à Sciences Po et, bon ce qui est marrant avec ce type de technique c'est que j'en fais maintenant depuis donc on va dire 12 ans et j'continue à trouver des manières différentes de les faire, de les présenter, de les, de modéliser enfin c'est, c'est très rigolo pour ça quoi, c'est un jeu intellectuel étonnant. Mais, voilà, partir un an là-bas, être éduqué de la même manière que les doctorants de là-bas – les deux cours d'*American politics* c'était, c'était à haute dose j'me souviens d'un premier séminaire on est 5, on avait 300 pages à lire. J'avais fait mon étudiant français : j'avais vaguement parcouru. Je l'ai plus jamais refait. Parce qu'il s'est avéré que là j'avais pas compris ce que c'était que se retrouver 5 avec un prof et le prof qui posait des questions sur le texte aux différents étudiants et qui ne se base que sur la discussion. Et [...] le truc vraiment intéressant de cette première partie là c'est que c'était « revisitons les classiques ». Chose que finalement j'avais peu fait, même de manière générale on le fait peu en France, on en parle, on en entend parler, mais lire c'est autre chose. Et donc lire 300 pages par semaine, ça apprend à aller vite. Et c'est là où j'ai découvert Richard Snyder, où j'ai découvert vraiment ce qu'était Anthony Downs, ce qu'il y avait derrière *The American voter*, voilà tous ces trucs. Puis le deuxième [...] c'était des articles

on va dire beaucoup plus récents donc en plus ça me permettait vraiment de rentrer dans l'actualité des débats américains ce qui fait... ce qui fout une énorme baffé quand on voit l'actualité du débat français. C'est-à-dire que c'est une époque, j'suis ici en 2000-2001 euh là-bas Zaller est devenu une référence, en France il commence à peine à être cité. C'est-à-dire que c'est déjà même quasiment un classique quoi. C'est là que j'ai vu que non seulement ça allait vite mais en plus ils étaient largement devant nous, et alors même – on a des choses à apporter, c'est pas la question, mais l'appareillage méthodologique, la puissance de la réflexion qu'il y a derrière, le fait par exemple – ma thèse était sur une comparaison entre les élections présidentielles américaines et françaises, bon ben il a fallu que je restreigne la comparaison très rapidement parce que dans les élections françaises en termes présidentiels on avait à l'époque 88 et 95, un peu court, avec très peu de questions en commun, quand dans les données américaines on pouvait remonter dans les années 50 avec des séries sur 30 ou 40 ans. Donc on comprend mieux aussi ce qui se passe aux US dans le domaine électoral quand on voit que *national election studies* c'est plusieurs milliers de personnes qui travaillent sur les mêmes données et qui pourtant trouvent des trucs différents. [rire] En France en tout et pour tout j'pense que les enquêtes Cevipof post-électorales ça donne 20-30 personnes qui bossent dessus quoi. » (Homme, 34 ans, Chargé de recherche, CEE, entretien)

L'exil disciplinaire n'est cependant pas la modalité la plus fréquente de la réfraction des dispositions. Le plus souvent, c'est en effet par le biais du choix d'un sujet de recherche doctorale que les affinités affectives et linguistiques sont retraduites. La binationalité anglo-allemande d'un membre de corpus (extrait 2) transparait ainsi dans le choix d'un sujet visant à comparer des politiques publiques allemandes et britanniques (extrait 29). L'expérience d'un échange universitaire en France conduit quant à elle un autre à opter pour une étude du parti socialiste français (extrait 30). De la même façon, dans le corpus français, un enquêté intègre à sa démarche comparative une ville qu'il a, au cours de son enfance, visité dans le cadre d'échanges scolaires, pour des motifs qu'il qualifie lui-même d'extrascientifiques (extrait 31). Ces vellétés de retraduction peuvent en revanche tourner court dans d'autres situations, comme chez cette interviewée (extrait 32) dont l'enfance a pourtant été très internationalisée (extrait 7). Le fait que ce cas particulier se trouve dans l'échantillon français mérite d'être noté, dans la mesure où ces types de réfraction par le terrain de recherche y reviennent de manière moins fréquente que dans l'échantillon britannique. On ne dispose, toutefois, pas d'éléments qui permettent de voir là autre chose qu'un simple biais d'échantillonnage. On verra par ailleurs plus loin que le choix d'un terrain de recherche étranger n'implique pas nécessairement une internationalisation scientifique plus rapide ou plus facile.

Extrait 29

« Q : what was your PhD about ?

R : trains, public policy – yes, one of the things that changed in my undergraduate years, I came to become increasingly uninterested or disinterested in parties and voters and more and more interested in public policy. That's why the PhD was in public policy. [...] It was a sociological institutionalist analysis of the design of regulatory ideas. So that was it and it was largely qualitative hm using archives and interviews and in Britain and Germany. So then again you know [il prend un ton légèrement ironique] searching my identity through documentary analysis of railway throughout the twentieth century, yeah yeah. » (Homme, 35 ans, Reader, LSE, entretien)

Extrait 30

« Q : what was your PhD about?

R : it was about the French socialist party actually. Well initially it was gonna be a comparative study of New Labour and the French socialist party but eventually – and it was sort of about the political economy of socialist democracy – but eventually I decided that the French socialists were more interesting than New Labour really. And everyone was doing a PhD about New Labour in the 1990s and no one was doing about the French socialists. [...] In the past I'd lived in Aix-en-Provence and studied there as an undergraduate [as part of an Erasmus-type exchange program]. » (Homme, 36 ans, Senior lecturer, University of Warwick, entretien)

Extrait 31

« R : [un chercheur] m'avait dit « ce serait bien de faire une comparaison euh voilà. Et si vous voulez tout savoir à l'époque il m'avait dit « ce serait bien qu'on noue des liens avec la Grande-Bretagne ». Et pourquoi pas Bordeaux et Bristol, ces deux villes... [...]

Q : vous aviez des affinités particulières avec les langues dans votre famille ?

R : non, alors là aucune, aucune. Non c'était plutôt... Bristol j'y suis allé dans des voyages linguistiques donc j'connaisais un peu la ville, et j'vous dis y'avait des liens entre Bordeaux et Bristol. Y'avait une belle association qui s'appelait Bordeaux-Bristol qui envoyait, qui permettait aussi des échanges au lycée. » (Homme, 45 ans, Maître de conférences, Université de La Rochelle, entretien)⁷⁶

Extrait 32

« Q : le choix du terrain du coup est venu naturellement du coup ?

R : alors le choix du terrain... En fait le premier, c'est-à-dire les jeunes socialistes, c'est venu, en DEA j'bossais sur les étudiants et sur l'UNI [(Union Nationale Inter-universitaire)], et j'avais pas trop réussi à rentrer sur l'UNEF [Union Nationale des Etudiants de France], du coup j'avais lâché l'affaire pour le DEA, ça me paraissait super compliqué. Du coup je me suis dit pour la thèse, c'est là où j'suis pas allée donc j'ai commencé par ça. [...] Et en fait pendant un moment j'me disais « j'ferais bien un truc comparé avec les jeunes socialistes

⁷⁶ Une partie de cet extrait d'entretien, déjà citée dans l'extrait 13, est reproduite ici pour faciliter la lecture. Ce procédé sera ponctuellement réutilisé plus loin.

italiens ou espagnols. Alors italiens j'ai vite vu que non vu qu'il y avait Stéphanie Dechezelles, enfin y'avait déjà d'autres gens qu'avaient bossé sur l'Italie [...]. Du coup jm'étais dit espagnol pourquoi pas, le choix étant juste entre ces deux là parce que l'allemand j'envisageais pas [rire]. Et puis finalement j'sais pas pourquoi ça s'est pas fait, c'était compliqué à mettre en place. Et du coup l'idée d'aller voir à droite... [...] et du coup ça s'est fait sur une comparaison droite-gauche alors qu'au départ c'était, le premier terrain était évident, c'était évident qu'il y en aurait un deuxième mais...

Q : mais on savait pas où il était.

R : voilà, on avait parlé un peu d'aller en Espagne et puis... Du coup, j'ai tout le temps eu des cours à Paris, j'étais ATER [(Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche)]... Du coup, ça s'est pas fait un peu dans le... dans le fil du truc, y'a pas eu vraiment de moment où je me suis dit « bon, je le fais pas » mais je l'ai pas fait. » (Femme, 30 ans, Post-doc, CSO, entretien)

Une forme plus directe de la réfraction des prédispositions peut se trouver dans les modalités de la première fréquentation d'espaces scientifiques internationaux de type congrès, colloques, conférences ou séminaires. Dans un contexte où nombre de ces espaces sont anglophones, c'est sur ce point que le contraste entre échantillons français et britannique apparaît le plus flagrant. Côté britannique, l'investissement d'espaces internationaux est en effet souvent vécu sur le mode de la continuité presque naturelle. L'internationalisation est alors considérée, de manière indistincte, comme une composante comme une autre de la professionnalisation (extrait 33) ou comme le prolongement d'un engagement national (extrait 34). Dans l'échantillon français, par contraste, l'engagement à l'international n'est guère vécu sur le mode de l'évidence que chez l'enquêtée, déjà évoquée (extrait 1), dont le bilinguisme remonte à la socialisation familiale (extrait 35). Chez de nombreux autres, la barrière de la langue est toujours mentionnée comme un facteur bridant, ou tout du moins ralentissant, l'investissement d'espaces internationaux (extraits 36, 37, 38 et 39). Cette barrière semble par ailleurs d'autant plus forte que la socialisation primaire a été peu marquée par l'international, les propos des extraits 36, 37, 38 et 39 étant respectivement tenus par une interviewée fortement socialisée à l'international (extrait 7), un enquêté ayant un bon rapport scolaire à la langue, un autre se définissant lui-même comme « très mauvais en anglais », et un chercheur « traumatisé » par son expérience des langues au lycée (extrait 11).

Extrait 33

« Q : at the time of your PhD, were you already involved in networks, going to conferences and so on?

R : er, yeah I was actually, hm which I think is maybe a bit unusual for the time because although it's of standard now, I mean we're supposed to encourage our PhD students to go to conferences and get publications and all that while, well it's only 15 years ago, 12 years ago hm... but I think I got this job basically because I had a book, a contract, which at that time was really unusual but now PhD students as I'm sure you're experiencing seem to have come out very publication-minded but that certainly wasn't my culture. I, well someone suggested to me, friends suggested to me that there was this conference in Spain and I'd written this thing on, a chapter on civil society for my thesis, and it was on social movements and civil society I think so, I applied – that was before I knew how really the academic system worked – I applied and I was AMAZED when I got accepted. Now I know kind of, you know they accept everybody [rire]. Hm so I went to Spain and I, so that, and then that was accepted and someone, I talked to somebody there and they said they wanted a chapter in their book on global civil society concepts so that's... just a [inaudible] somebody so I guess my, it wasn't deliberate networking, it was you know again contingent but I, so, I guess by the end of my PhD I was involved in a social movement scholarship network, sociologists and social theorists so I was going to the – I forgot what they are called now, I think it's the European sociology association – and various conferences where they had a social movement strand. And I went to several, several of those...

Q : did that come out of the Spanish conference?

R : yeah basically. It was the same group of people.

Q : was it already the European sociology association?

R : yeah yeah, it was, it's a research cluster – I'm not sure I'm giving you the great details, it's a long time ago – but it's like a research cluster within the European sociology association and they organize conferences on their own and they organise sort of strands within... that and so yeah, actually – I've never really thought about that before, when I was doing that before, going to those before I finished my PhD and then in the early years just afterwards. I kind of stopped doing that really, don't go to that anymore. Those events, some more... » (Femme, 35 ans environ, Reader, University of Strathclyde, entretien)

Extrait 34

« R : I went to two big conferences in my second year. The BISA [(British International Studies Association)] conference and the ISA [(International Studies Association)] conference. And I presented a very preliminary research paper at those two. And then I went to... So I did a mixture of those kinds of big IR [(International Relations)] conferences and then I did some African studies conferences. I did the British African Studies Association conference and I did the European one, that's last year, and then I did another big IR one in Ljubljana last year. And at of those I managed to publish two big papers, one of them was in *Millenium* and the other one was in *African Affairs*. [...] The first one was luck, because a friend of mine who was a bit more clued-up than me had joined BISA and he was on the BISA mailing list. And he got a call for papers on British foreign policy and he sent it to me and said « this is obviously your thing ». And [...] after that I kinda got myself a little bit more clued-up and got myself a mailing list and things. And then I suppose I knew because I had taken lots of advice that the way to get an academic job after you finish your PhD is to publish. So I knew that I had to do that. So I was keen to er get

myself out and talk about my work and try and see if I could get it published. I quite enjoyed conferences so that was fine. » (Femme, 35 ans environ, Teaching fellow, SOAS, entretien)

Extrait 35

« R : j'ai plein de contacts avec des américains, c'est-à-dire j'ai toujours travaillé avec des réseaux internationaux. Quand j'ai travaillé sur la boutique j'ai travaillé avec des anglais [...]; à ce moment là c'était, y'avait tout un travail comparatif en Europe sur « small business » donc dès mes premiers travaux, puisque j'suis rentrée sur la boutique, j'ai travaillé avec des réseaux internationaux. Puis ensuite je me suis plutôt spécialisée en sociologie électorale et là à plus forte raison c'était le modèle américain. Et ensuite j'ai travaillé sur le racisme et l'antisémitisme pareil, à chaque fois j'ai fait des partenariats et des réseaux avec des américains, [...] donc pour moi ça a toujours été « normal » entre guillemets de travailler en collaboration avec des étrangers et plutôt des anglais ou des américains.

Q : parce que vous aviez une barrière de la langue qui était peut-être inférieure au départ ?

R : oui, à mon avis c'est lié à ça en partie. » (Femme, 62 ans, Directrice de recherche, CEE, entretien)

Extrait 36

« R : [le premier colloque] dont j'me souviens c'était à New York. Mais – alors du coup c'était d'autant plus intimidant que c'était en anglais – mais en même temps c'était un peu le... enfin bon c'était une copine d'un groupe féministe que moi j'avais connue en DEA, qui faisait sa thèse à New York et y'avait une espèce de conférence hyper confidentielle dans sa fac. Et on s'est débrouillé pour se faire héberger et se faire payer les billets d'avion [...] Du coup c'était un peu le truc de se faire payer le billet pour New York pour aller voir notre copine mais quand même faire une communication avant de se détendre. Et donc on était toutes les trois super stressées de parler anglais... en fait y'avait genre trois personnes dans la salle de toutes façons donc [rire] ça va, notre honte est restée confidentielle !

Q : t'avais une barrière de la langue particulière ?

R : ben j'ai fait un an dans un pays anglophone donc pas trop, mais en même temps j'me sens moins à l'aise qu'en français. Ouais donc ça rajoutait quand même un peu au stress. [...] Mais c'était pas ce qui me stressait le plus, j'pense que j'étais moins stressée là-dessus que les autres. Mais ça rajoutait au stress global déjà d'un colloque et en plus en anglais, et aussi c'est un autre, tu sais pas trop comment les gens s'adressent à toi, t'as pas de familiarités quoi. » (Femme, 30 ans, Post-doc, CSO, entretien)

Extrait 37

« R : ben très tôt dans ma thèse j'me suis retrouvé à l'ECPR par exemple. Mais genre en première année de thèse. En fait là j'présentais pas évidemment ma thèse mais je me suis retrouvé dans un workshop sur les mouvements sociaux avec mon terrain de DEA, voilà. Et puis on était deux français pour le coup, ça faisait beaucoup. [...] Et là j'étais vraiment terrorisé pour le coup.

Q : c'était votre premier colloque ?

R : non, j'avais fait quelques trucs en français, un colloque en français, j'crois, de mémoire. Non j'étais terrorisé par la langue, l'enjeu linguistique – pas tellement la langue parce que je savais que j'étais capable de parler en anglais, mais la rédaction du papier c'était un martyre. Alors je l'ai rédigé en français, je l'ai fait traduire en anglais par une copine qu'était en License d'anglais, c'était horrible la traduction, en fait j'me suis rendu compte que j'parlais mieux anglais qu'elle donc j'ai été obligé de la, de réécrire la traduction et ça m'a pris un temps fou. » (Homme, 34 ans, Maître de conférences, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 38

« Q : vous aviez pas de barrière de la langue particulière ?

R : si, si parce que je suis très mauvais en anglais donc c'est clair que c'est une contrainte importante... donc si oui la barrière de la langue c'est clair que c'est c'est contraignant même si j'suis pas sûr que ce soit le plus, le plus important mais c'est clair que pour écrire des papiers c'est problématique, mais bon... oui, on arrive toujours à s'en sortir. Bon pour communiquer c'est plus... c'est moins compliqué quoi on arrive toujours à se faire comprendre, à échanger à peu près et voilà. » (Homme, 41 ans, Professeur, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 39

« R : [mon deuxième post-doc a eu lieu à] Oxford. Mais c'était compliqué c'était chercheur invité par Nuffield college – donc c'est la Deakin fellowship, je sais pas si tu vois, et c'était grâce à [une] membre du jury du CNRS la première année où j'ai présenté je crois. [...] Et j'avais très très peur parce que je parle pas anglais donc malgré tous mes stages intensifs tout ça je suis complètement nul – j'étais complètement nul parce que j'me suis quand même amélioré – en anglais, et surtout pour ce poste là j'étais vraiment pas à la hauteur. Et en fait y'a eu un entretien, mais en français. Donc parce que, donc c'était [Unetelle] qui s'occupait de ce poste et elle était en France à ce moment là. Et en fait elle est grecque mais elle est trilingue anglais-français-grec et très contente de parler français, donc elle a préféré parler français. Ce qui fait qu'ils se sont pas rendu compte, au départ, que j'parlais pas anglais. Par contre ils se sont rendu compte après lorsqu'aux séminaires j'prenais jamais la parole... Non l'handicap de, de la langue c'était vraiment très très difficile. » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Si l'importance du paramètre linguistique apparaît ainsi clairement, il ne semble pas, au regard des données disponibles, constituer la barrière infranchissable que certains interviewés identifient, en « off », comme la grande variable explicative d'un manque d'internationalisation de la science politique française. Si tous les membres ou presque de l'échantillon français en ressentent la prégnance au moment de leur premier investissement scientifique international, il n'en reste pas moins que tous parviennent également à la surmonter sous l'effet de contraintes ou de ressources particulières – dont on examinera les formes plus loin. Peuvent ainsi être mobilisés divers moyens pour

contourner l'obstacle, parmi lesquels la traduction (extraits 37 et 40), la fréquentation d'espaces transnationaux francophones (extraits 41, 42, 43 et 44) voire même l'apprentissage forcené (extrait 45).

Extrait 40

« R : ils m'ont mis en relation avec des gens qui avaient pris les commandes – alors moi c'était, en fait l'entrée c'est l'IPSA, le comité de recherche de l'IPSA sur le financement de la vie politique. Et donc le mec en question m'a mis en relation tout simplement en me disant « voilà, en juillet prochain y'a un congrès à Berlin, c'est Machin qui s'en occupe, écrivez-lui de ma part et proposez quelque chose ». [...] Et donc ben voilà donc j'suis rentré en contact avec ce monsieur [...], un prof de Jérusalem, très gentil. Donc bon j'ai préparé quelque chose – à l'époque là aussi j'ai quand même pu faire traduire mon papier et j'suis allé le présenter et puis ben ça s'est bien passé. » (Homme, 43 ans, Maître de conférences, Université Paris 10, entretien)

Extrait 41

« Q : y'avait pas d'investissement particulier avant votre génération ?

R : bah je crois très sincèrement que la communauté des politistes lorsque j'étais jeune doctorant ou jeune docteur, la communauté française des politistes était peu portée à l'internationalisation, y'en avait que quelques-uns, qui eux étaient clairement projetés dans les circuits internationaux, Serge Hurtig de ce point de vue là a été un pionnier, mais le gros des troupes surtout en Faculté ne s'intéressait pas du tout à la dimension internationale. Et donc on est d'abord arrivé sur ces terrains comme électrons libres – là aussi Pierre Birnbaum m'a beaucoup aidé parce que lui était fortement internationalisé, c'était probablement de cette nouvelle génération le plus internationalisé de tous donc il m'a un peu poussé, il m'a fait connaître, rencontrer des collègues américains, britanniques notamment, il a fallu aller à Oxford, parler à Oxford, je me souviens des difficultés que ça représentait, et finalement on était très très peu nombreux dans ce cas. Alors y'avait un lieu de consolation qui était la Suisse, alors on allait à Genève et Lausanne ce qui nous satisfaisait parce que Genève et Lausanne étaient quand même des universités de bonne qualité peut-être meilleures encore à l'époque qu'elles ne le sont actuellement, et ça nous permettait de prendre un peu l'air international. Enfin, c'était que la Suisse romande [sourire]. » (Homme, 60 ans, Professeur, IEP de Paris, entretien)

Extrait 42

« R : j'suis allée deux fois à l'ECPR et c'est tout. Après j'ai que des internationalisations qui sont des fausses, c'est-à-dire qui sont à Lausanne [rire] donc en français avec Olivier Fillieule. » (Femme, 30 ans, Post-doc, CSO, entretien)

Extrait 43

« R : j'crois que ma première communication j'crois que je l'ai faite en 92 dans un petit colloque qui était en Espagne d'ailleurs, un colloque qu'était organisé par un réseau dont était partie prenante le CEPEL [(Centre d'Etudes Politiques

de l'Europe Latine)], le laboratoire de Montpellier donc euh... j'me souviens c'était un colloque assez étrange puisqu'il commençait le vendredi à 5h de l'après-midi [rire]. Ce qui pour un horaire de colloque est assez surprenant et donc voilà c'était un public moitié espagnol moitié français et donc c'était une fausse internationalisation pour le coup parce que c'est vrai que on intervenait dans sa langue et y'avait pas de gros enjeux, j'pense qu'à l'époque c'était plus pour le plaisir d'aller à Séville et voilà que pour autre chose. » (Homme, 41 ans, Professeur, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 44

« R : et en fait la première fois, vraisemblablement, où je vais communiquer à l'étranger, je sais pas j'dirais c'est en 89 ou en 90, mais encore là j'travaille avec filets : je vais à un colloque qui est à Québec, qui est bilingue, mais où j'fais ma communication en français, où j'me risque à euh quelques interventions orales en anglais euh... » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 45

« R : j'ai vraiment fait le projet sérieusement, c'est-à-dire qu'à partir du moment où j'ai décidé que j'allais faire [une comparaison] France-Angleterre j'ai commencé à lire en anglais, à apprendre l'anglais, j'ai suivi plein de cours, j'ai fait plein de stages. [...] Donc en fait j'me suis mis à l'anglais pour le projet. » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Au regard des extraits d'entretiens exposés, les dispositions incorporées lors de la socialisation familiale semblent donc avoir une influence sur la première internationalisation scientifique. Cette influence n'a cependant rien d'un déterminisme et les formes de la réfraction des prédispositions apparaissent variées. **L'aisance linguistique paraît ainsi constituer le paramètre ayant l'impact le plus direct sur les modalités du premier engagement, sans pour autant constituer un déterminant absolu.** Si une partie de l'influence des modalités de retraduction plus indirectes que constituent les formes d'internationalisation disciplinaires et les choix de sujets de recherche portant sur des terrains étrangers doit encore être explorée, **les prédispositions à l'internationalisation semblent ainsi constituer une condition plus facilitatrice que véritablement nécessaire à l'entrée dans une carrière internationale.** Pour être complète, l'analyse doit donc intégrer une autre série de paramètres explicatifs. La suite de l'argumentaire montre que cet ensemble de facteurs pertinents est à chercher du côté de variables entrant en ligne de compte au cours du parcours au sein de la sphère scientifique elle-même.

B) Un conditionnement par les formes de ressources et de contraintes spécifiques à la science politique.

Parce qu'elle invite à « mettre en évidence les configurations successives des relations dans lesquelles les [individus] sont impliqués [et] à souligner les contraintes structurelles mouvantes qui pèsent sur leurs marges de jeu » (Collovald 2002 : 221), l'usage de la notion de carrière dans le cadre de notre enquête implique que l'on considère l'entrée dans la science politique comme le marqueur d'un changement de séquence biographique. Parce que le champ et la discipline constituent des lieux d'accumulation de ressources et d'exercice de contraintes spécifiques, les positions occupées en leur sein ont une influence propre sur l'internationalisation des carrières. Au regard des entretiens analysés, cette influence semble même déterminer une large part des conditions sociales de possibilité du premier investissement d'espaces internationaux. Pour mieux cerner l'ampleur et les formes de cet impact, on procède en deux temps. Sont d'abord pris en compte les formes et les rôles des ressources et des contraintes disciplinaires ou, en d'autres termes, les paramètres que l'on associe à l'occupation d'un statut particulier (doctorant, maître de conférences, professeur, *lecturer*, *reader*, etc.) dans une institution particulière (universités, écoles, laboratoires, etc.). Sont ensuite étudiées les formes et les rôles des paramètres liés au champ, c'est-à-dire plus spécifiquement liés à des prises de position scientifiques (choix d'objets, de méthodes ou de terrains) et à la détention de capitaux scientifiques (insertion dans des réseaux de recherche plus ou moins formalisés)⁷⁷.

1- Ressources et contraintes disciplinaires.

Trois types de paramètres disciplinaires peuvent être identifiés dans les corpus français et britanniques, sans toutefois que leur fréquence d'occurrence soit nécessairement similaire dans les deux ensembles de données. Le premier a trait aux contacts noués par l'individu dans son institution d'appartenance auprès de chercheurs de statuts variés (directeurs de recherche, collègues directs, etc.). Le deuxième rassemble les propriétés de l'institution elle-même, en termes de capitaux symboliques (prestige) ou plus objectifs (capacité financière, accords de partenariats avec d'autres universités, etc.). Le

⁷⁷ Rappelons que cette distinction analytique entre champ et discipline ne signifie pas que les deux séries de paramètres ne soient pas en partie liées dans la pratique, par exemple par des rapports de détermination réciproque.

troisième, enfin, englobe les formes de ressources et de contraintes propres à un statut professionnel particulier. On revient ici successivement sur ces trois types de facteurs de manière plus détaillée.

Au cours des entretiens, les enquêtés ont souvent fait mention de l'importance de « mentors » ou de « passeurs » dans l'internationalisation de leur propre carrière. Si les liens objectifs entre ces individus et les membres de l'échantillon sont de formes variables, il semble néanmoins que l'on puisse, à l'image de Muriel Darmon (Darmon 2003 : 112-24), identifier des types de rôles sociaux et d'acteurs qui contribuent à encourager, initier ou faciliter l'internationalisation des interviewés. Les qualificatifs de « prescripteurs », « incitateurs » et « accompagnateurs » forgés par Darmon nous semblent garder leur pertinence pour désigner ces différentes catégories d'acteurs, même si l'on doit nécessairement adapter leur définition à notre terrain spécifique. Ainsi le terme de « prescripteur », initialement employé dans le cadre de la carrière anorexique pour qualifier « les professionnels qui sont en position de prescrire un régime » tels que les médecins, peut dans notre cas être appliqué aux individus qui occupent une position légitime pour inciter les enquêtés à investir tel ou tel espace. Chez les plus jeunes membres de l'échantillon, ce sont ainsi souvent les directeurs de thèse qui exercent une telle influence en portant par exemple le regard de l'enquêté vers tel ou tel pan de la littérature (extrait 1), en rendant la fréquentation de chercheurs étrangers naturelle à ses yeux (extrait 2), en l'incitant plus ou moins fortement à la participation à des conférences internationales (extraits 2, 3, 4 et 5) voire même en organisant sa venue à ces événements (extrait 6). Ce rôle de prescripteur est parfois exercé à plus grande échelle, comme pour cet interviewé qui a pu utiliser sa position de directeur de laboratoire pour prôner l'internationalisation des membres de l'institution (extrait 7).

Extrait 1

« R : voilà, à partir de là c'était dit j'voulais faire un DEA. Et, béh j'l'ai fait et ce qui était d'ailleurs très drôle à l'époque c'est que [une de mes enseignantes] m'avait présenté [Unetelle], [Unetelle] qu'allait devenir ma directrice de mémoire puis ma directrice de thèse puis ma collègue. J'étais rentrée dans son bureau en disant « le quantitatif c'est pas bien moi ce que je veux faire c'est du qualitatif ». Donc finalement elle a dû réussir à me convertir puisque j'ai dû faire deux interviews, deux END [(Entretiens Non-Directifs)] dans toute ma carrière euh dont au moins un qui était, qui était afin de validation pour un séminaire donc euh... Donc voilà à partir de là j'étais parti, j'étais parti dans la science politique sachant qu'en plus en DEA, outre la direction de [Unetelle],

outre le fait que j'ai fait énormément de, enfin j'ai fait un mémoire de quanti, d'ailleurs je n'ai plus fait que des trucs de quanti euh... à l'époque y'avait un professeur invité [...] de Stanford et euh... et ben on a accroché. Donc l'internationalisation elle a commencé dès mon DEA quelque part. Même si à l'époque mon anglais était quand même... on va dire assez foireux.

Q : y'avait une barrière de la langue ?

R : ah oui, oui j'étais allemand première langue et puis voilà quoi donc j'avais pas fait d'anglais depuis le bac donc ça a été un peu compliqué puis j'ai fini par m'y mettre. Voilà je sais que j'y passais beaucoup plus de temps. Les deux premiers articles que [Unetelle] m'avait fait lire pour mon DEA c'était « the new look in public opinion research » de Sniderman et euh « the not so simple act of voting » de Dalton et euh je m'souviens que j'avais passé des heures avec mon dico d'anglais à côté à annoter le texte pour essayer de comprendre les mots etc., c'était une entrée en matière relativement dure. Maintenant quand je relis ces textes là, je me dis qu'ils étaient vachement bien ! [rire] Mais à l'époque c'était une horreur.

Q : donc c'était une entrée dans l'internationalisation par [Unetelle] ?

R : bah elle m'y a incité mais c'est surtout à l'époque j'étais déjà dans des trucs sur la compétence et ce genre de choses et la lecture du chapitre sur « likability heuristic » dans *Reasoning and choice* a été une découverte, « c'est ça [claquement de doigt], mais c'est ça ! ». Donc après le modèle de l'électeur raisonnant, l'avare cognitif etc., enfin c'était, ça a été un peu ma matrice en, en DEA et en thèse. » (Homme, 34 ans, Chargé de recherche, CEE, entretien)

Extrait 2

« R : j'suis allée à Bordeaux à l'ECPR présenter un truc en anglais mais à Bordeaux donc voilà avec des collègues de Nanterre que j'connaisais [...]. Tiens c'est marrant j viens de repenser à un truc que j'avais plus ou moins oublié c'est que cette collègue qui est devenue une amie, qui a quitté le champ mais qui est restée une amie, c'est plus une collègue maintenant, je l'ai rencontrée parce que euh [Untel] notre directeur de thèse commun nous avait mis de force toutes les deux en quelque sorte dans le train pour l'ECPR pour Bordeaux [...]. Ca c'est quelque chose vraiment pour lequel je rends hommage à [Untel] de nous avoir j pense tous ses doctorants à la fois peut-être un peu y'a le truc de... qui fonctionne par l'exemple de voir que lui c'était quelqu'un qui invitait souvent dans les séminaires euh des collègues étrangers, anglais, américains, allemands enfin euh européens euh... portugais. Vraiment dans le séminaire de recherche du DEA on voyait régulièrement des gens intervenir qui étaient d'une part des sortes de stars et d'autre part des gens qui avaient une, qui étaient des stars internationales quoi, des étrangers de renom. Donc ça, y'avait tout de suite une sorte de... peut-être d'autocensure qui n'était pas là de notre part non plus parce qu'on se disait « ces gens-là, ils sont collectivement à notre portée », y'a pas de raison de penser qu'Howard Becker peut pas venir nous parler, puisqu'il est venu nous parler à nous étudiants de DEA pourquoi il viendrait pas quand on est doctorant ? Voilà. Donc en gros y'avait ça, le fait que, y'avait là aussi peut-être finalement ce que je reproduis un peu avec mes doctorants maintenant il l'a fait aussi avec nous, nous enrôler dans des trucs qu'étaient un peu internationaux, nous dire « bon ben y'a l'ECPR », sans qu'il nous en reparle on n'en aurait sans doute pas eu connaissance en tous cas aussi rapidement euh voilà « regardez telle page web, est-ce que vous voulez y aller,

vous pourriez présenter sur vos doctorats, oui allez hop » donc on était un peu dans le mouvement de ce point de vue là. » (Femme, 38 ans, Professeur, Université Paris 8, entretien)

Extrait 3

« R : après ce qu'est déterminant, là aussi c'est [mon directeur de thèse], qui m'a dit dès le départ « t'as un... » – enfin à l'époque on se tutoyait pas mais « t'as un objet international, tu travailles sur des anglais, faut aller dans les colloques internationaux ». Et du coup, ben très tôt dans ma thèse j'me suis retrouvé à l'ECPR par exemple. Mais genre en première année de thèse. En fait là j'présentais pas évidemment ma thèse mais je me suis retrouvé dans un workshop sur les mouvements sociaux avec mon terrain de DEA, voilà. [...] Et c'est vachement euh... ouais c'est une expérience de très... pour un thésard j'trouve, enfin je remercie beaucoup [mon directeur de thèse] de ce point de vue là. [...]

Q : c'est [votre directeur de thèse] qui vous a fait prendre conscience que ces trucs là existaient ? Ou j'sais pas, à la base, l'ECPR vous connaissiez ?

R : non non non non c'est [mon directeur de thèse] qui m'a dit sur un mode mais qu'il a pratiqué beaucoup dans la discipline – [Untel] qu'était à Toulouse l'autre jour me disait « qu'est-ce qu'il a pu nous emmerder avec ça » – sur le côté « faut aller à l'international etc. ». [...] Et donc il m'a dit en début de thèse, il a fait son job de directeur de thèse et il m'a dit « voilà ce qu'il faut faire, aller dans ces colloques là, tu verras ». Lui-même il commençait à peine. Mais il m'a pas survendu le truc il m'a juste dit « voilà, dans la discipline telle qu'elle est aujourd'hui, il faut aller dans ces colloques là ». Il se trouve que ça m'a plu, voilà j'aurais pu trouver ça pas intéressant. Mais il considérait, et je pense qu'il a raison, que voilà on pouvait plus se contenter d'aller – à l'époque c'était tous les quatre ans – à l'AFSP ou quelques journées d'étude en France, il fallait aller dans ces colloques internationaux, qu'il y avait pas de raison de rester provincial. Il pense que la science politique française est provinciale et il a pas forcément tort, et y'a quand même des choses en France qui mériteraient d'être connues à l'étranger.

Q : du coup vous y êtes allé parce qu'il vous poussait un peu ou vous aviez envie ou...

R : la première fois ouais. Bon d'abord j'crois que j'ai envoyé ma proposition en me disant que j'allais pas être retenu et après ils m'ont pris. [...] Mais non il m'a dit « t'as fait un bon mémoire de DEA, d'abord il va falloir trouver à le publier en France et puis il faut, voilà, pourquoi pas aller le présenter dans le, auprès de sociologues des mouvements sociaux que j'avais lus pendant tout le DEA » et euh... Et du coup c'est vrai que j'me disais « ils me prendront jamais ». » (Homme, 34 ans, Maître de conférences, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 4

« R : je considère pas en soi que ce soit un gage de qualité que d'avoir euh fait ou pas son doctorat à l'étranger ou 10.000 comm à l'étranger chez un candidat à l'entrée au CNRS. J'préfère qu'il ait bien réfléchi pendant 4-5 ans à son sujet et à ce qu'il apporte de neuf plutôt que de s'être dispersé dans tous les, dans tous les sens. [...] [A mes doctorants] j'leur dis très souvent voilà « même si c'est tout pourri, fais, voilà, fais typiquement un p'tit machin international pour

qu'on vienne pas t'embêter sur « t'es pas internationalisé » mais ne pense surtout pas que c'est là que tu vas apprendre des choses intéressantes, à l'IPSA typiquement. » (Femme, 40 ans, Professeur, Université Paris 1, entretien)

Extrait 5

« R : [international networking] is something I expect my PhD students to do. I expect my PhD students to present at ISA for example; I expect them to be thoroughly networked by the time they complete. Hm, yeah, that's absolutely the case. But supervisors vary I mean the patterns vary, some others are more proactive about that. So for example if we go to ISA we see, I don't know, maybe 15 of our PhD students from this department and it's full of British PhD students, there's LOTS of them. And that's what I would expect. Some just can't afford to go and you know I try to get them to go to BISA or something but, go to workshops, just go to, or even things or workshops in the department if you haven't got any money to travel because you know, these are international workshops, they get people from all over. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of Bristol, entretien)

Extrait 6

« Q : to go back to [international] conferences, did you apply to them or is it more like you were invited?

R : hm, it's so-so, half-half. Sometimes you're invited and this is something that usually goes back to my supervisor or the head of my department saying « well you know we've got this very talented – and of course they're liars – but there's a very talented PhD guy who has worked on this and you should invite him, he should come along ». This is how it works most of the time actually for me. Sometimes I apply because that's the way with certain conferences. » (Homme, 25 ans, Doctorant, University of Cambridge, entretien)

Extrait 7

« R : ici on a vraiment une politique de pousser les gens à aller à toutes les manifestations ECPR. Ca serait faux de dire que c'est un immense succès et que les, les rennais sont devenus des super aficionados et des super investis dans l'ECPR. Mais [...] on est certainement dans les 4 institutions françaises de tête, ce qui est pas si ridicule vu d'où on part et vu notre taille. [...] Y'a un discours, j'en parle à mes doctorants, et y'a un discours officiel du labo disant bon « il faut s'internationaliser, il faut publier et communiquer en langue anglaise, on peut essayer de vous, de vous aider, de vous donner des tuyaux, pour l'ECPR on a une connaissance indigène de comment ça se passe donc comment on présente un papier, une proposition de workshop etc., et si vous y allez on vous file du fric pour payer votre billet d'avion et votre séjour ». Ca c'est pas spécial à l'international mais nous on est un labo qui dépense plus de fric pour les doctorants que pour les titulaires, en termes de crédits de missions. Et à chaque fois que je reçois un courrier ECPR, je fais envoyer un mail sur toute la liste euh du CRAPE disant « attention, la deadline c'est tant si vous voulez proposer un workshop, si vous voulez présenter un papier à la *graduate conference* », ce genre de trucs. » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Dans le cadre de la carrière anorexique, le terme d' « incitateurs » désigne quant à lui les « personnes qui incitent l'interviewée à faire un régime » sans intervenir au nom d'une position professionnelle : il s'agit de personnes appartenant au groupe familial, des proches ou des pairs. Dans le cas des carrières d'internationalisation scientifique, ce rôle est plutôt rempli par des enseignants qui, au cours de la formation, portent à la connaissance des interviewés des pans de la littérature internationale (extraits 8, 9 et 10) ou suggèrent des lieux de formation à l'étranger (extrait 11). Lorsque la première internationalisation survient plus tard dans le parcours professionnel, la fonction peut également être assumée de manière différente par des collègues directs investissant eux-mêmes ces espaces (extraits 12, 13, 14 et 15) et participant parfois à la direction de certaines organisations scientifiques transnationales (extrait 16). Le fait que le rôle d'incitateurs soit plus fréquemment mentionné dans le corpus français que par les membres de l'échantillon britannique est probablement significatif et est à mettre en relation avec la question de la barrière linguistique. La pratique de l'anglais, peu commune dans les générations les plus « seniors », confère à ceux que l'on désigne par le terme indigène de « passeurs » un rôle prépondérant dans l'importation de pans de la littérature anglophone.

Extrait 8

« R : et donc j'me suis embarqué, j'étais doublement embarqué à Sciences Po pour la thèse, à Paris I comme assistant de [Untel] qui était le grand découvreur en France de la théorie politique et notamment de la science politique américaine qui était assez, qui était plutôt ignorée à Sciences Po Paris à l'exception d'hommes comme Serge Hurtig par exemple qui était un des rares à s'y référer. Mais [Untel] lui était beaucoup plus attiré par celle-ci, et donc ça m'a un peu réorienté alors que ma thèse s'achevait vers la théorie politique américaine et dès ma thèse terminée d'une part j'me suis orienté vers l'écriture d'un petit manuel de développement politique qui était inspiré de cette découverte de la science politique américaine. » (Homme, 60 ans, Professeur, IEP de Paris, entretien)

Extrait 9

« R : bah j'étais pigiste et ça m'a donné des idées, en fait j'ai décalé d'un an, j'ai fait quand j'suis arrivée au début de la première année de 3^{ème} cycle, je cherchais des petits boulots, donc j'ai fait le *Nouvel Obs* mais c'est Pierre Veil qui m'a fait rentrer au *Nouvel Obs* parce que il connaissait très bien Jean Daniel et Jean Daniel cherchait des gens pour lui faire des résumés de livres donc j'ai commencé comme ça puis en découvrant le 3^{ème} cycle, l'année d'après, j'ai proposé des articles sur la science politique américaine, j'étais très fière parce que y'avait un article « Dahl ? connais pas » qui était punaisé sur la porte du 3^{ème} cycle à Sciences Po. [...]

Q : j'reviens un peu aux articles du *Nouvel Observateur*, pourquoi « Dahl ? connais pas » ?

R : parce que j'avais le sentiment justement que la France, bon je, ma mère est américaine, était américaine donc j'ai toujours parlé bilingue et là pour le coup à Paris I on avait un professeur qui s'appelait [Untel1] [...] et [Untel2] et les deux nous avaient totalement initiés à la science politique américaine et j'avais le sentiment en arrivant ici que c'était peut-être pas, parfois certains profs étaient un peu ringards, certains profs de Paris II notamment avec qui j'me suis vraiment frittée [...] et puis même ici j'avais le sentiment qu'on ignorait tout ce qui se passait aux Etats-Unis. Et c'est à ce moment là que j'ai écrit ce texte qui était un peu une boutade qui est en France, on connaît strictement rien à la science politique américaine. » (Femme, 62 ans, Directrice de recherche, CEE, entretien)

Extrait 10

« R : à la rigueur mon problème, probablement plutôt que je suis du mauvais côté de l'internationalisation c'est-à-dire que je lis plus souvent les collègues américains ou anglo-saxons que les collègues français, mais j pense que ça a aussi à voir avec une génération, c'est-à-dire que c'est le moment où le DEA d'études politiques notamment dans sa partie sociologie politique voit un changement générationnel, c'est-à-dire que ce ne sont plus les profs de science politique qui assurent cet enseignement, c'est plus les Favre, c'est plus les Lavau, etc. mais ça va être Nonna Mayer, Grunberg, va y avoir... y'avait un cours sur les partis fait par Lazar, y'a... l'enseignement de methodo fait par Boy et Chiche enfin en gros les chercheurs du Cevipof prennent quelque part la direction de ce, la direction pédagogique de cette mention là et j pense que c'est, Sniderman est le deuxième professeur invité de ce DEA à cette époque quoi. 87 j crois y'a eu Klandermans, l'année suivante y'avait Sniderman donc j'ai profité quelque part d'un changement générationnel. » (Homme, 34 ans, Chargé de recherche, CEE, entretien)

Extrait 11

« R : j'étais allé à SOAS parce qu'un de mes profs à Sciences Po m'avait dit « ah Cambridge c'est bien vous pouvez essayer mais essayez SOAS c'est un bon endroit », donc j'étais allé à SOAS en gros plus ou moins sur les recommandations d'un de mes enseignants qui m'avait d'ailleurs fait une lettre de reco. » (Homme, 36 ans, Chargé de recherche, CEAN, entretien)

Extrait 12

« R : et hm, et après quand ça commence ? En fait je saurais plus le... parce que, ce qui se passe ici, c'est que euh alors y'a [Untel1] – qui aujourd'hui est prof à Sciences Po Paris – le premier poste qu'il a, avec l'agrég, c'est Rennes [...]. Et donc [Untel1], puisqu'il bosse sur l'internationale socialiste, a des formes d'ouverture internationale liée à ça, plaide pour qu'on adhère à l'ECPR. Et alors le problème c'est que ça coûte très cher par rapport au budget qu'on a – en gros ça bouffe les trois quarts du budget annuel. [...] Et finalement on se jette à l'eau collectivement, donc on doit vraiment adhérer à l'ECPR ou un truc comme ça – parce qu'on arrive à convaincre Sciences Po de payer, et donc à ce moment-là on n'est plus dans la situation où on est à l'ECPR et on n'a plus un

rond. Ce qui est aussi lié, une chose qu'est très importante, à la venue à Rennes de [Untel2], qui lui passe ses journées en Grande-Bretagne et pour qui l'espace international de la discipline ça va de soi. » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 13

« R : maintenant moi ce que je fais c'est que j'intègre mes collègues – par exemple moi ce que j'ai fait c'est inviter une collègue à PSA [(Political Studies Association)] pour intégrer un réseau. J'essaie de partager mes contacts quoi, ou de mettre en relation les gens en disant « ben y'a untel qui travaillait à la LSE dans mon département sur tel sujet, ça peut, ça me fait penser à tes trucs ». C'est un peu frileux quand même, c'est un peu « envoie moi ton CV » « mais j'peux pas faire un CV, j'peux pas écrire en anglais »... voilà, j'pense que y'a aussi une – il faut se considérer comme compétent en fait, pour pénétrer ce marché-là. » (Femme, 31 ans, Post-doc, Triangle, entretien)

Extrait 14

« Q : why did you apply to the ECPR ?

R : a colleague [from my department at Portsmouth] had mentioned it. Bizarrely someone who has not ever gone back to ECPR probably [...] And I said « oh I'll look it up ». And I'd seen it, I'd heard of it. And I applied. It was just a sort of chance conversation really. » (Homme, 41 ans, Reader, Queen Mary London, entretien)

Extrait 15

« R : ISA hm I hadn't been tremendously kind of plugged into American networks and there wasn't, at Brunel there wasn't as healthy a funding environment, so it was more difficult to get enough money to fly to American conferences. But hm [one of my colleagues there] was very plugged into the US sort of academic environment – he did his PhD in Toronto at York University and hm so he was he was kind of North American in outlook I guess – and at the time I was writing a book, a chapter in a book that he was editing with [...] an American professor and we were putting on a panel at ISA as kind of a showcase for this book project. So that was what kind of invited me into and got me involved in the ISA but before that I hadn't really had much to do with it and didn't know a great deal about it to be honest. » (Homme, 36 ans, Senior lecturer, University of Warwick, entretien)

Extrait 16

« R : I then got my first job, permanent post in 1984 at Warwick University, which was very – it was very rare to be employed then because under Mrs Thatcher hm there was a big freeze on employments and then, I think in 1984 she introduced a 'new blood scheme' saying that there were, I think there were 8 areas across the country where jobs could be created and one of them fortunately was on the politics of Mediterranean Europe. And through my interest in Spain I managed to get a post at Warwick and I think there there was a different attitude towards participation in professional associations and networks hm and I went, I went fairly regularly to PSA conferences but

Warwick was also a member of the ECPR and so I became involved on the basis on my interest in Spain in the hm, what is it, the ECPR standing group or something on Southern Europe. Hm, and so I went to one or two joint sessions of the ECPR.

Q : when you say that there was a different attitude at Warwick towards conferences, what do you mean?

R : I think the culture was a little bit different, and I think also the fact that I had a permanent job by then, so I knew it was my career. Until then, I, there was too much insecurity and there's also, there is always the possibility that one might need to look for another career path, but at Warwick I think yes they encouraged people to participate in, in, in these associations, some members of the department were officials or, I think one year we hosted a PSA conference so I became involved in it that way. » (Homme, 57 ans, Professor, University of Liverpool, entretien)

Le terme d' « accompagnateurs », initialement utilisé pour qualifier « les personnes qui font un régime en même temps que l'interviewée [...], le plus souvent membres de la famille », peut quant à lui être mobilisé de manière similaire pour décrire l'activité des pairs dans l'accompagnement de l'internationalisation des enquêtés. Ce type de rôle est évoqué aussi bien côté français (extrait 17) que côté britannique (extrait 18). L'internationalisation de ce maître de conférences formé à l'IEP de Rennes a ainsi été facilitée par un mouvement collectif des doctorants vers les manifestations internationales (extrait 17). Pour les politistes ne bénéficiant pas de semblable accompagnement, la première internationalisation peut par contraste être plus difficile et marquée par un sentiment d'isolement (extrait 18).

Extrait 17

« Q : vous étiez plusieurs à être dans cette dynamique là quand vous étiez en thèse à Rennes ?

R : ouais, on était un bon groupe. C'est un p'tit labo, faut avoir ça en tête, et c'est aussi un labo qui soutenait très fortement ses – y'a peu de chercheurs mais du coup la force du labo c'est ses doctorants. Par exemple pour aller dans des colloques tout est financé, ce qui est assez exceptionnel. C'était [le directeur du laboratoire] qu'avait... il pouvait pas dire « allez à l'international » et pas financer, donc c'était cohérent. Mais oui on était... y'avait beaucoup d'objets comparés internationalement. [...] Et du coup on se retrouvait souvent à l'ECPR ensemble. C'était même un problème pour les finances du laboratoire. J'crois qu'une fois on a dû y aller à 9 donc... ça coûte cher quoi. Donc oui ça avait une dimension un peu collective du truc, on a débarqué voilà on avait 22 ans, on allait aux colloques et voilà on allait faire la fête après etc. Donc ouais y'avait pas mal d'objets et de gens qu'allaient à l'international quoi. Pour des raisons qui sont liées j'pense pas mal à la politique du labo et au discours [du directeur] « hors de l'international, point de salut ». Et en plus c'était très drôle voilà on se retrouvait j'sais pas à Copenhague voilà, la thèse c'est pas monacal donc c'est

aussi fait pour s'amuser, enfin s'amuser en travaillant. Et voilà on était un bon groupe, ça avait ce côté là, c'était une motivation latérale. Non seulement aller dans un colloque prestigieux présenter avec des gens prestigieux mais en plus le soir on allait s'amuser. Et des fois vous retrouvez des gens de la discipline, vous les voyez pas à Paris mais vous les voyez j'sais pas à Copenhague, à Amsterdam, à... puis comme y'avait très peu de français [...]. » (Homme, 34 ans, Maître de conférences, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 18

« R : [when I went to my first BISA conference] I was very nervous and I didn't know anybody. [...] I remember going on the plane very early in the morning like you do with these cheap flights and the plane was absolutely full of LSE students. LSE students always seem to have much more resources to do these things and they go in packs. And I was all on my own. » (Femme, 35 ans environ, Teaching fellow, SOAS, entretien)

Notons, pour conclure sur ce point, que le fait que l'adhésion à l'ECPR se fasse à l'échelle d'une institution donne, dans certaines situations, un poids différent au rôle des incitateurs et des accompagnateurs. La décision collective d'adhésion peut alors avoir un impact sur des parcours individuels, par le biais des positions occupées dans l'institution. Ainsi en va-t-il de ce directeur de laboratoire qui investit des espaces transnationaux pour suivre la dynamique collective (extrait 19) ou de ce chercheur qui, placé au poste d'*official representative*, se sent le devoir d'aller présenter ses travaux aux *joint sessions* (extrait 20).

Extrait 19

« R : et finalement on se jette à l'eau collectivement, donc on doit vraiment adhérer à l'ECPR ou un truc comme ça [...]. Ce qui est aussi lié, une chose qu'est très importante, à la venue à Rennes de [Untel], qui lui passe ses journées en Grande-Bretagne et pour qui l'espace international de la discipline ça va de soi. Et comme moi j'suis directeur de labo j'suis aussi un peu pris dans la logique « puisque j'suis leur chef faut que j'les suive ». Et donc là y'a un espèce de virage où on pousse à fond pour y rentrer tous. Donc j'pense que la première fois que j'fais un papier en anglais et j'suis franchement terrorisé, c'est en 96 dans le cadre de l'ECPR. » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 20

« R : alors moi j'suis pas très colloques. Notamment je fuis le congrès de l'AFSP parce que j'me sens absolument pas proche de cette – comment on pourrait appeler ça ? – de cette corporation – c'est pas péjoratif quand j'dis corporation, c'est parce que j'ai pas trouvé d'autre mot – au sens où y'a un intérêt disciplinaire, on défend une même discipline. Moi j'défends aucune discipline. Vraiment, moi j'me sens autant sociologue que politiste, enfin j'veux

dire j'ai pas du tout envie de... mes ressources intellectuelles sont plus du côté de la sociologie aujourd'hui que... donc j'suis pas très colloque. Y'a eu un passage qui va vous intéresser – dont j'me suis dit d'ailleurs que c'était ça qui vous avait amené à m'écrire, peut-être que je me trompe – mais c'est un passage à l'ECPR. Euh et alors qui relève pour le coup pas du tout d'une initiative personnelle, c'est-à-dire en gros c'est la secrétaire générale du labo, l'ancienne secrétaire générale du labo qu'était une personne qu'était, qu'était... euh, qui avait un caractère assez trempé et qui faisait des incursions régulièrement sur le territoire scientifique alors même que théoriquement sa tâche n'aurait été qu'administrative, si tant est qu'on puisse distinguer ce qui relève purement de l'administratif de ce qui est purement scientifique, ce qui est à mon avis est un leurre. Mais cette personne, en tous cas il faut lui reconnaître cette qualité, avait de temps en temps des visées sur ce que devait être la marche scientifique du laboratoire, et notamment à un moment sur sa nécessaire internationalisation. Alors ce qui fait écho à un espèce d'effet de mode hein euh, et puis un certain nombre de contraintes objectives aussi probablement des tutelles. Le fait est qu'un jour elle a lu [...] un article d'opinion écrit par Erik Neveu euh qui doit siéger me semble-t-il au conseil scientifique ou au conseil exécutif de l'ECPR, je sais pas comment s'appellent les instances. Et qui écrivait un truc en disant « vraiment les français on est super mauvais euh sur le plan international etc. Et c'est tellement simple en plus, et en plus ils nous aiment tellement là-bas » – c'est-à-dire en gros, on a un avantage comparatif. [...] En gros, on a d'autant plus de chances d'avoir des papiers qui sont retenus que y'a moins de français proportionnellement qui siègent et qui présentent des papiers dans ces institutions. Alors elle, elle avait trouvé ça vachement bien comme idée, et elle avait dit « faut absolument que le LATTS [(Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés)] soit à l'ECPR », nonobstant l'absence criante de politistes au LATTS. [...] « Et ça serait bien qu'on ait un interlocuteur régulier, et donc ce serait bien que ce soit [l'Interviewé lui-même] qui s'y colle ». Et moi en fait euh... j'avais, j'avais trouvé l'idée *a priori* intéressante. Et j'me disais bah « peut-être qu'une des ouvertures ou un des développements de l'intercommunalité c'est la comparaison internationale » – vous voyez, cette espèce de vision un peu euh... café du commerce quoi euh... qui est de dire « ah ben après avoir travaillé là-dessus, j'travaille là-dessus, puis après j'travaille là-dessus, et après j'suis maître du monde ». Donc j'avais, j'm'étais très vite laissé convaincre par cette idée. Donc ça avait pour conséquence qu'il fallait que j'aille au congrès. [...] C'était *summer school*, ECPR *summer school* [note : il s'agit en réalité des *joint sessions*]. C'était celle qu'était à Uppsala en 2004. Donc j'avais fait une proposition de papier puisqu'il y avait un atelier qui était organisé par un allemand sur la gouvernance des métropoles [...] J'avais proposé quelque chose, j'avais été pris, et donc j'm'étais rendu à Uppsala pendant une semaine pour parler avec des gens que je ne connaissais pas sauf un [...] avec qui j'avais déjà travaillé. » (Homme, 37 ans, Chargé de recherche, LATTS, entretien)

L'effet des paramètres disciplinaires ne se résume pas aux relations nouées avec des membres de la même institution. Cette dernière peut en effet, par sa position au sein des champs universitaire et scientifique, faciliter plus ou moins l'internationalisation de ses

membres. D'un côté de la Manche comme de l'autre, des partenariats sont ainsi fréquemment tissés avec des universités étrangères qui facilitent la mise en place de séjours de recherche (extraits 22 et 23) ou d'enseignement (extrait 21) à l'étranger. Le degré d'institutionnalisation de ces partenariats est variable : parfois très formalisés (extraits 21 et 22), ils peuvent également reposer sur des relations interpersonnelles (extraits 22 et 23). La position disciplinaire de l'institution implique, en outre, des ressources financières plus ou moins abondantes (extrait 15). L'extrait 17 illustre ainsi le poids que peut avoir la présence d'une Unité Mixte de Recherche du CNRS dans l'incitation à l'internationalisation. Il en va de même pour des institutions centrales au niveau national comme la LSE (extrait 18) ou au niveau international comme l'Institut Universitaire Européen de Florence (extrait 24).

Extrait 21

« R : et 97 j'ai l'opportunité euh suite à une convention signée entre l'IEP d'Aix-en-Provence à la University of the West Indies à Kingston, Jamaica euh... de partir un semestre enseigner euh... comme *visiting lecturer* donc à l'université de la Caraïbe de... voilà.

Q : avant la fin de votre thèse alors ?

R : ah ouais avant la fin de ma thèse, ouais ouais ouais. Et euh bon les conditions matérielles étaient pas très intéressantes parce que j'étais pas payé seulement tout était pris en charge, j'étais nourri logé, voilà j'étais défrayé enfin le transport était payé et moi j'étais nourri logé euh... voilà donc je me suis dit « pourquoi pas ? chiche », j'avais pas d'allocation de recherche, j'avais pas encore postulé à des postes d'ATER, j'me suis dit ça va être une vraie expérience d'enseignement, ça peut renforcer un CV, euh ça va m'obliger à enseigner en anglais donc c'est un élément de motivation, c'est un défi que j'suis prêt à, j'suis prêt à... à relever. Après avoir discuté avec ma copine j'ai dit « bon ben ok, chiche, j'y vais ». Donc bon le problème c'est que ça a mis entre parenthèses ma thèse une bonne année, on peut dire ça comme ça parce que à partir du moment où j'ai dit « ok je pars », donc ça s'est décidé en septembre 96, l'automne 96 j'ai préparé mes cours parce qu'il fallait préparer son enseignement en anglais et euh j'avais jamais fait ça donc voilà fallait le faire, il fallait ou traduire ou trouver des sources en anglais, c'était pas évident. » (Homme, 45 ans, Maître de conférences, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 22

« R : there were links between Sciences Po and Sheffield and [Untel1] who was my PhD supervisor was quite close to people like [Untel2] at Sciences Po so I got to know them quite well and spent some months in Paris for fieldwork, doing interviews in the course of my PhD.

Q : what kind of links were there? Between Sheffield and Sciences Po?

R : well I think basically how it works is like many hm UK-French links, it effectively begins as an undergraduate Erasmus-type exchange program, and very often they find that there's, there's lots of English students who want to go

to Paris but not enough Parisian students who want to go to Sheffield. And therefore there was a kind of deficit if you like in the program whereby hm, for whatever reason Paris thought it owed Sheffield a favour and therefore they kind of looked after me. So it was basically at the level of friends and academics, [Untel1]-[Untel2], and at the level of institutional links in terms of undergraduate exchange programs. » (Homme, 36 ans, Senior lecturer, University of Warwick, entretien)

Extrait 23

« R : at that time, I liked the idea of going maybe somewhere else doing a bit of exploring, and at that time I was quite interested in – well there were different things going on but I was quite, I was interested in the way in which Scotland, Scottish politics was frequently compared to Quebec politics and the idea that Quebec nationalism was somewhat like Scottish nationalism hm. And I liked, and that really interested me and the obvious reason for me to go was McGill because yes there's lots of links, if you go over to the main building hm, I mean it was a Glasgow university graduate who founded McGill, McGill was a sort of Scottish university in many ways in Canada hm, and we had links and my professor, my supervisor knew a member of faculty at McGill, so he set it all up and I was given an office and a computer. » (Homme, 33 ans, Lecturer, University of Glasgow, entretien)

Extrait 24

« R : at the EUI, there was a lot of opportunities to go to conferences. [...] The great thing about the EUI as opposed to other universities at that time is they gave you a budget for you to go to international conferences. Immediately people started saying « which conferences are you going to go to ? » So I went to my first international conference in 1993 – I started my PhD in September 92 and I went to my first PhD congress in 1993, the spring of 1993. » (Homme, 40 ans, Professor, LSE, entretien)

Le poids de l'institution d'appartenance peut aussi se manifester sur le plan symbolique. Le prestige de l'institution elle-même (extrait 25) ou des chercheurs qu'elle emploie (extrait 26) peut ainsi faciliter l'internationalisation des parcours en rendant plus aisées les prises de contacts à l'étranger. En accueillant régulièrement des conférences internationales d'envergure (extrait 27) ou des chercheurs étrangers prestigieux (extraits 10 et 28), les institutions les plus centrales et les mieux dotées – comme par exemple la LSE et les universités d'Oxford et de Cambridge côté britannique, et Sciences Po Paris côté français – tendent aussi à banaliser le contact avec « l'international » en le rendant quotidien pour leurs chercheurs et étudiants (extrait 29). Elles peuvent contribuer à le pérenniser en offrant des opportunités d'internationalisations disciplinaires, comme pour cet interviewé ayant fait sa thèse à l'Institut Universitaire Européen (extrait 30).

Extrait 25

« R : what I particularly love about this place is already at an early stage they give you a lot of responsibility in terms of faculty business. So for instance I just organised a conference on the European security strategy basically on my own you know, and that is not certainly something you would find in Germany, PhD students doing, especially engaging with these very high level people from the Commission, the Council, the Parliament, like academics like... [...] really kind of major figures in the field, you know. And they were just like you know “we’ve got money, you’ve got the idea, do it”, you know that’s brilliant. [...] Now we’re busy making a book out of it. This is also something, I’m now part of an editorial team you know basically publishing this book which is also you know at my age quite unique I suppose again compared to the continent. And I publish a lot in journals as well. [...] European publications I would say. It’s like half-half, half British half rest of Europe. [...] This is what obviously makes Oxbridge a fantastic place. I mean like, first of all when you organise a conference like I just did and you invite these officials they say « ok that’s Cambridge, it’s very nice, I’ll get a very nice guestroom in one of the colleges, they’ve got very nice food, of course I will come ». » (Homme, 25 ans, Doctorant, University of Cambridge, entretien)

Extrait 26

« Q : ça avait été facile d’être accepté [à la School of Oriental and African Studies] ?

R : j’pense que c’était ces lettres de reco, j’avais une lettre de reco de [l’un de mes enseignants à Sciences Po] j’crois et une lettre de reco [d’un autre d’entre eux], donc des gens qui étaient connus à SOAS comme des spécialistes sur les questions de politique en Afrique donc euh c’est évident rétrospectivement que la... ouais enfin Sciences Po Paris c’est un super levier pour l’internationalisation enfin c’est, c’est énorme, c’est un vrai atout. » (Homme, 36 ans, Chargé de recherche, CEAN, entretien)

Extrait 27

« R : I went to a conference without presenting first, but that was here, though it was international. It so happened that the African Studies Association conference was here, so I remember that. » (Femme, 35 ans environ, Teaching fellow, SOAS, entretien)

Extrait 28

« R : the other great thing about here is a lot of people pass through, a lot of distinguished academics come through LSE, give papers or just kind of talk to colleagues you’re working with. We had Paul Krugman last week or two weeks ago who came to give a few lectures, you know, Nobel prize of economics, he’s here basically every year, a few days he drops by. Not that I get a chance to talk to him [rire]! But I mean just to give you an idea, I mean prestigious academics are regularly visiting LSE. [...] There are not many places in the world where you get that so it’s a real, real privilege. » (Homme, 41 ans, Senior lecturer, LSE, entretien)

Extrait 29

« R : I mean if you're a lot wealthier institution [...] also there's the sense of natural entitlement as well and expectation, you know I mean the international, you don't have to go to the international from Oxford or Cambridge or the LSE, the international comes to you. And I think that's true of all institutions especially better institutions where they've already got these very networked places anyway. But of course in some places they've got the funding and er, yes, funding... » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of Bristol, entretien)

Extrait 30

« R : I was also introduced at the EUI to the [...] director of the Max Planck in Cologne, [...] and I didn't even realise I'd been interviewed for a post-doc, but the following day he said « can I have your CV? » and I said « sure » cause we were just talking. And the next day he just told me « I'd like to offer you a post-doctoral contract at the Max Planck ». And I chose the Max Planck over Stanford because they gave a scholarship, and I thought the people there were very good in EU studies, and thirdly because it was closer to Brussels where I needed to do fieldwork. » (Homme, 45 ans environ, Professor, UCL, entretien)

Dernier paramètre disciplinaire à intégrer à l'analyse des déterminants du passage à l'international, le statut professionnel des enquêtés semble lui aussi contribuer à conditionner l'enclenchement d'une dynamique d'internationalisation. Son influence peut se manifester à travers la possibilité d'accès aux ressources qu'il implique en fonction de l'institution d'appartenance, comme ont déjà pu l'illustrer quelques extraits d'entretiens (extraits 15, 17, 18 et 22). Mais elle se traduit aussi parfois dans les formes de contraintes associées à un statut, des charges administratives ou pédagogiques lourdes pouvant ainsi retarder la première internationalisation (extrait 31). Elle peut également, dans certains cas, être liée à des aspirations statutaires. Il est en effet fréquent que soit requis, pour tout changement de statut, un certain degré d'internationalisation. L'objectif d'obtention d'un poste de chercheur ou d'enseignant-chercheur (extraits 32, 33 et 34), du concours d'agrégation (extrait 35) ou d'un détachement à l'Institut Universitaire de France (extrait 36) peut ainsi motiver une première internationalisation scientifique. Il y a là cependant, là encore, un effet de génération : de nombreux interviewés, à la fois dans les corpus français et britannique, pointent en effet le caractère relativement récent des exigences pesant sur ceux qui souhaitent accéder à la carrière scientifique (extraits 37 et 38).

Extrait 31

« R : l'investissement – j'sais pas si c'est un tournant mais bon – j'me suis mis quand même à faire un peu plus attention à ça puis à essayer de m'investir un peu plus sur euh, sur l'étranger depuis 2007, 2006-2007, donc c'est assez récent. A l'époque j'avais commencé... enfin, j'ai enfin pu recommencer à m'investir dans des, dans de la recherche et sur un sujet où y'a beaucoup plus – le financement de la vie politique – beaucoup plus d'américains et d'anglais qui travaillent. Mais c'est vrai que ça a été dur. Enfin moi à Nanterre j'ai eu 7-8 ans où j'étais corvéable à merci quand même.

Q : en termes d'enseignement ?

R : ben j'avais des tas de collègues qu'étaient un peu plus âgés que moi qui partaient en délégation, donc fallait les remplacer, donc on me proposait, j'disais pas non euh... Moi depuis 10 ans enfin j'suis élu au CA [(Conseil d'Administration)], j'ai été à la section disciplinaire, depuis 4-5 ans j'suis adjoint de la direction de l'UFR [(Unité de Formation et de Recherche)], j'suis responsable d'un master etc. enfin... [...] Et c'est du bénévolat, pour 90 %. Donc j'ai pu me remettre à m'investir sur un sujet de recherche...

Q : parce que ça s'est déchargé tout ça ?

R : non non enfin si, au niveau des cours ça s'est déchargé. C'est-à-dire que pendant 5-6 ans tous les ans j'avais un à deux cours nouveaux à écrire, parfois sur lesquels je ne connaissais rien ou pas grand chose. Et ça pour le coup c'est l'occasion de lire des choses en anglais aussi. [...] Donc ça c'était extrêmement lourd. [...] Donc 2006-2007 j'ai pu me remettre à faire un projet un peu et à travailler. » (Homme, 43 ans, Maître de conférences, Université Paris 10, entretien)

Extrait 32

« R : j'suis allée à l'ECPR mais récemment en fait, plus tard, un peu sur un truc de « c'est bien pour le CV », voir un peu, voilà ça fait bien. [...] Bon, pour le CV enfin vraiment sur un truc « on pourrait te le reprocher si tu y es pas allée », etc.

Q : ça t'est arrivé ou...

R : ben disons que, à l'inverse, il m'est arrivé en audition que des gens, enfin qu'on me dise après que les gens critiquaient sur « pas de publis internationales » et on a pu dire après « oui mais elle est allée à l'ECPR ». Donc oui j'pense que c'est un truc qui peut s'utiliser... Comme en gros dans les auditions tout est constitué en critère, du coup ça aussi. Donc tant qu'à faire... » (Femme, 30 ans, Post-doc, CSO, entretien)

Extrait 33

« R : c'est vrai que l'international en fait c'est venu que pour le projet CNRS. C'est qu'après la thèse j'ai – tout de suite ce qui m'a intéressé c'était ça, c'était de continuer donc j'ai fait un projet CNRS. Et en discutant avec [quelqu'un] qui m'a dit « maintenant y'a très très peu de postes, du moment que y'a pas de comparaison internationale la question se pose pas, ça n'intéresse personne ». Donc lui il n'était pas à la commission CNRS mais il savait comment ça fonctionnait. Et donc j'me souviens d'avoir réfléchi – donc c'était après la soutenance, au moment de Noël – et j'ai réfléchi pendant une semaine pour savoir quelle comparaison internationale. Donc ça m'a jamais intéressé : dans

ma thèse, j'ai rien du tout sur l'international, même dans le contenu c'est-à-dire que j' parle que de la situation française. Donc j'ai réfléchi pendant une semaine...

Q : et au niveau des références ?

R : aucune, aucune référence. Non ça m'intéressait vraiment- bah déjà je connaissais rien dans, c'est pas que ça m'intéressait pas c'est que je connaissais rien. J'avais jamais lu – ce que j'ai pas dit peut-être par rapport à ma scolarité c'est que j'étais, j'ai eu une très bonne scolarité au lycée, j'étais plutôt mauvais élève avant, au collège j'étais un élève très très moyen, et j'étais bon élève au lycée, c'était qu'à partir de la seconde où j'avais des bonnes notes, sauf en anglais. C'était une catastrophe en langues. C'est la seule matière – donc en anglais – où j'ai pas eu 10 au bac, j'ai pas eu la moyenne, donc c'était vraiment... mon traumatisme scolaire c'est les cours de langue, c'est vraiment... moi la question se posait pas j'étais nul en langues – donc j'ai fait anglais allemand – et je n'arrivais pas... en fait je faisais que du par cœur, parce que j'comprendais pas. Et j'ai vraiment galéré, et dans ma thèse... j'avais jamais voyagé à l'étranger, déjà je pense. La première fois c'était au Maroc, où les gens parlent français, et c'était très très tard. Ça m'intéressait vraiment pas. Et c'était vraiment... en références, non, je pense que j'ai vraiment rien. J'ai des références d'auteurs britanniques mais traduits en français. J'voyais juste quelques sociologues britanniques, parce qu'ils travaillaient sur le monde ouvrier, dont les ouvrages ont été traduits et que j'ai lus en français, et dont un j'avais fait un exposé dessus quand j'étais à Grenoble [...]. Et donc pour le projet j'ai dû réfléchir à une comparaison et y'a eu trois possibilités. Dont une que j'ai enlevé très vite parce qu'on m'a dit que c'était pas très sérieux, c'était de faire France-Belgique – ils parlent français, y'a de la sidérurgie, y'a un monde ouvrier qu'était super intéressant et euh... mon arrière grand mère était belge, je suis issu de l'immigration italienne mais qui s'est mélangée avec des belges en Lorraine, et c'est un pays qu'a été valorisé chez moi [...] et donc ça m'a intéressé [...]. Mais en fait très vite on m'a fait comprendre que les comparaisons c'était Allemagne, Italie, Angleterre en Europe et que c'est pas considéré comme une comparaison sérieuse quand c'est la Belgique. Donc j'ai laissé tomber. Après pendant un p'tit temps, y'a eu la Russie parce que j'avais commencé à apprendre le russe quand j'étais au lycée et ma copine du moment était russophile [...]. J'avais appris un peu le russe et j'ai vite laissé tomber parce que j'me suis dit que le coût d'apprentissage d'une langue était intéressant que pour le travail d'enquête sur le terrain mais pas pour la littérature scientifique. C'est peut-être un préjugé mais j'imaginai que la sociologie russe elle m'apporterait pas grand chose. Donc c'est pour ça que j'ai fait une comparaison France-Angleterre qui était sur deux choses, parce que le monde ouvrier anglais m'intéressait parce que je le connaissais un peu par les films ou l'ouvrage que j'avais lu de Richard Hoggart sur les ouvriers anglais. Et aussi parce que j'me suis dit que comme c'est une sociologie en pointe sur ces questions là, y'a pas que le terrain, y'a aussi que je pourrai lire des sociologues anglais. Donc c'est pour ça que j'ai fait, donc c'était un projet de comparaison sur les mutations des classes populaires en France et en Angleterre. Donc c'était ça mon projet et au départ c'était surtout une comparaison entre deux villes industrielles, Saint-Nazaire [...] et une ville très similaire en Angleterre, le centre de Sunderland. [...] Donc en fait l'international il est venu que parce que j'étais obligé pour avoir un poste de chercheur. Sachant qu'à l'INRA, le projet

que j'ai proposé il est pas comparatif. En fait c'était vraiment pour le CNRS, c'était à cause du CNRS que j'ai dû m'intéresser à ça. Et c'est pour ça que [le deuxième post-doc a eu lieu à] Oxford. » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Extrait 34

« R : 99 percent of the discussions about my work have been at Oxford, and three quarters would have been at my college and happened either informally in the common room or formally at workshops and seminars. [...] It's only after four or five years that I started going outside Oxford and presenting my work at conferences.

Q : was it a conscious decision then to start doing that?

R : of course there are big pressures within the discipline for you to present and publish your work of course and I think I got to know that later than some people. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of the West of England, entretien)

Extrait 35

« R : lorsque j'avais passé l'agrég, lors de l'épreuve sur travaux une des remarques que j'avais eues qui m'avait fait réagir à l'époque c'était que justement j'étais très présent dans le champ national en termes de publications etc. et quasiment pas au niveau international, par ailleurs c'était vrai comme constat mais... pour le coup c'est le genre de choses qui font avancer quoi parce qu'effectivement on se dit qu'il faut peut-être un peu repenser sa stratégie de publications et la manière dont on fait le métier quoi. » (Homme, 41 ans, Professeur, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 36

« R : donc 2006-2007 j'ai pu me remettre à faire un projet un peu et à travailler. A l'époque c'était pour un projet d'IUF [(Institut Universitaire de France)] junior que j'ai absolument pas eu mais fallait recueillir des signatures – fallait rédiger le projet en anglais donc ça j'me le suis fait traduire, et fallait recueillir des signatures de sponsors. Et finalement j'me suis dit « j'vais m'adresser à des gens que j'connais pas [...] mais qui ont travaillé sur le sujet et puis j'vais leur expliquer ». [...] C'était des gens en tous cas qui ont tout de suite répondu et qui étaient assez sympas parce que ils me connaissaient pas et – alors je sais pas ce qu'ils ont dit mais en tous cas ils ont fait un courrier de recommandation. Et ils m'ont mis en relation avec des gens qui avaient pris les commandes – alors moi c'était, en fait l'entrée c'est l'IPSA, le comité de recherche de l'IPSA sur le financement de la vie politique. Et donc le mec en question m'a mis en relation tout simplement en me disant « voilà, en juillet prochain y'a un congrès à Berlin, c'est Machin qui s'en occupe, écrivez-lui de ma part et proposez quelque chose ». » (Homme, 43 ans, Maître de conférences, Université Paris 10, entretien)

Extrait 37

« R : when I was doing my PhD there weren't really these great networks, so many conferences and things going on, that's something that's really emerged

for political theorists I think in the last decade or so. There were things there but not as much as there are now, not as much as an emphasis as well when you're doing your PhD about how much you should be involved in these kinds of things. It was very much [inaudible] between yourself and your supervisor, and people who you met in a much more kind of informal way rather than setting out to go to conferences and so on. [...] I mean it's... it's astonishing now to me that, you know, the people that were last week interviewed here for a three-year post – not a permanent post, just for three years – everybody being interviewed had to have a PhD, they already had to be finished, and had to have four or five publications maybe one or two years after the PhD. And that's just astonishing if you compare it to how it used to be when, you know, people used to get jobs without a PhD, people used to get a job a year into their PhD and you know, having never even gone near a journal or published anything, so that's changed a great deal, there's more pressure to do that hm, and I think that explains a bit more the kind of, you know the networking culture because it's about working to get something published somewhere and somewhat that explains a lot of it I think. » (Homme, 40 ans environ, Lecturer, Birkbeck College, entretien)

Extrait 38

« R : on était dans quelque chose d'assez artisanal finalement. [...] La professionnalisation des thésards n'existait pas. Moi, on ne m'a jamais parlé de méthodologie. Un séminaire doctoral, je ne savais pas ce que c'était. Moi mon dossier pour le CNU [(Conseil National des Universités)] il était léger, y'avait ma thèse et deux articles. A l'époque aussi, vous souteniez une thèse, vous aviez une habilitation à diriger des recherches. » (Homme, 45 ans, Maître de conférences, Université de La Rochelle, entretien)

On perçoit donc, au vu des extraits d'entretien exposés, l'importance des facteurs disciplinaires dans le commencement d'une carrière d'internationalisation scientifique. Les contacts noués sur le lieu de travail, le poids objectif et symbolique de l'institution d'appartenance ainsi que le statut professionnel des interviewés semblent ainsi exercer une influence très directe, et ce aussi bien en France qu'au Royaume-Uni. La question de savoir si la position disciplinaire doit elle-même être appréhendée comme un écho des origines sociales est néanmoins difficile à traiter. On l'a vu, l'investissement d'une institution transnationale comme l'Institut Universitaire Européen est souvent lié à une socialisation primaire très fortement internationalisée. Au niveau national néanmoins, les corrélations apparaissent moins évidentes. En effet, en mettant en relation les origines sociales et les lieux d'obtention des différents diplômes jusqu'au doctorat pour quelques membres de l'échantillon, le tableau 21 fait non seulement apparaître la considérable diversité des parcours des interviewés mais aussi et surtout la fréquence des points d'inflexion des carrières disciplinaires, notamment côté britannique. S'il y a influence des origines sociales sur les caractéristiques de l'institution support de la

première internationalisation, ce n'est donc qu'au terme d'une série de conversions de cette forme de capital social lors des différentes étapes de la carrière disciplinaire, étapes d'autant plus nombreuses que l'internationalisation ne survient pas nécessairement dès la période de doctorat.

Tableau 21 : origines sociales et parcours universitaire

Corpus	Origines géographiques	Origines sociales (père / mère)	BA / Licence	MA, MSc / Master, DEA	PhD / Doctorat
GB	Londres	Dentiste Secrétaire	LSE	Essex	Institute of Commonwealth Studies
GB	Londres	Ingénieur Cadre	Portsmouth	Cardiff	EUI
GB	Londres	Ingénieur Mère au foyer	LSE	UCL	Toronto
GB	West Midlands	"Businessman" Médecin	Bradford	Manchester	Manchester
GB	Ecosse	Ouvrier Ouvrier	Aberdeen	Aberystwyth	Aberystwyth
GB	Allemagne	Instituteur -	LSE	LSE	LSE
GB	Ecosse	Architecte -	Oxford	Budapest / Oxford	Oxford
GB	Moyen-Orient	Arabist -	Oxford	SOAS	SOAS
GB	Brighton	- Professeur (secondaire)	LSE	LSE	EUI
FR	Rennes	Contrôleur des impôts Institutrice	IEP Rennes	IEP Rennes	IEP Rennes
FR	France, Espagne, Italie	Cadre supérieur Mère au foyer	IEP Toulouse	ENS-EHESS	ENS-EHESS
FR	-	Petit cadre commercial Cadre moyen	IEP Grenoble	IEP Lyon	IEP Lyon
FR	Nantes	Ingénieur Institutrice	ENTPE	IEP Grenoble	IEP Grenoble
FR	Lyon	Banquier Mère au foyer	Univ. Lyon 2	Univ. Lyon 2	Univ. Lyon 2
FR	Istres	Educateur -	IEP Aix	IEP Paris	IEP Paris
FR	-	Ouvrier -	IEP Grenoble	EHESS	EHESS
FR	Bordeaux	- Fonctionnaire	IEP Bordeaux	IEP Bordeaux	IEP Bordeaux

Pour forte que semble donc être l'influence des paramètres disciplinaires sur les déterminants de la première internationalisation scientifique, ces formes de capitaux ne

sauraient être considérées comme les seules formes de facteurs spécifiques à la science politique capables de conditionner les formes et temporalités de ce premier engagement. Il s'agit à présent d'examiner le rôle des positions occupées dans le champ national et des prises de position scientifiques dans ce processus.

2- Ressources et contraintes liées au champ.

Outre les facteurs disciplinaires, la première internationalisation peut également être liée à une autre forme de capitaux internes à la science politique. Le choix d'objets, de terrains, de méthodes et de paradigmes de recherche peut en effet constituer une base plus ou moins favorable à l'internationalisation du parcours. Son impact peut être perçu sur les plans à la fois objectif – via les réseaux scientifiques nationaux dans lesquels l'interviewé est inséré – et subjectif – par le biais des représentations que l'individu se forge des espaces scientifiques nationaux et internationaux.

Au niveau objectif, les partis pris de recherche peuvent, de manière plus ou moins directe, déboucher sur le tissage de réseaux de recherche qui, à leur tour, encouragent, découragent ou facilitent l'entrée dans l'international. Ces réseaux peuvent d'abord être nationaux. C'est alors l'accumulation d'une forme de capital scientifique national qui influe sur l'entrée dans la carrière. Ainsi, c'est par son travail sur le Commonwealth qu'une chercheuse britannique est intégrée à un groupe de recherche qui, bien que basé au Royaume-Uni, investit l'ECPR par le biais de l'Université d'Essex (extrait 39). De la même manière, deux membres de l'échantillon français ne commencent à s'impliquer à l'international que par le biais de contacts noués respectivement dans le cadre d'un groupe de recherche de l'Association Française de Science Politique (extrait 40) et de façon plus informelle (extrait 41). Pour un autre, c'est l'investissement dans un projet de recherche du fait de ses compétences en méthodes quantitatives qui, conjugué à des facteurs disciplinaires déjà étudiés (extrait 10), provoque la première internationalisation (extrait 42). Du côté du corpus français figure aussi, à l'inverse, l'exemple de collègues domestiques qui, en évoquant leurs propres expériences d'internationalisation marquées par des problèmes de compatibilité paradigmatique, tendent à décourager l'entrée dans la carrière (extrait 43). De manière plus large, l'appartenance à un champ national particulier peut aussi permettre de bénéficier de dispositifs mis en place par l'association nationale facilitant la première internationalisation (extraits 44 et 45). Les réseaux ne se

tissent cependant pas qu'au seul niveau du champ national d'origine. Pour certains interviewés, l'investissement de terrains étrangers peut en effet déboucher sur l'établissement de contacts scientifiques durables qui, à leur tour, suscitent l'investissement d'espaces internationaux (extrait 46). Chez d'autres, ces réseaux restent toutefois plus limités et n'ont qu'un impact secondaire sur la carrière internationale (extrait 47).

Extrait 39

« R : [I started going to conferences] after the PhD and it was mainly as a result of being approached by the manifesto group as it was then known, at the end... no sorry at the beginning of the 1980s. At the beginning the manifesto group lasted technically ten years and the CMP [(Comparative Manifesto Project)] took over in 89. So it was really, not right at the beginning but soon after that I was approached by somebody that I'd met professionally through working on Commonwealth stuff who himself had been approached by the people setting up this group, Ian Budge and David Robertson, to do a paper on Sri Lanka, they wanted someone on Commonwealth stuff in it. And he knew I'd done stuff, statistical stuff. And you know he remembered. He didn't realise I'd already had a connection with Essex and Ian Budge actually taught me but... so then in effect he dropped out and I took over. [...]

Q : how did the party manifesto group develop over time then?

R : well again very much on a shoestring. It was, I mean there's a joke about it. The joke is David Robertson and Ian Budge wanted to go to Florence. So they set up a workshop for the ECPR joint sessions in 1980. However more seriously David Robertson had written a book, a theory of party competition in 1976 and in that he had developed this social means of looking at what the parties said although it was on a much more constrained set of variables [...]. So it started in the 1970s and I was brought in in 1980 because of this Sri Lanka and India specialist. [...]

Q : so was the 1980 ECPR joint sessions sort of your first conference?

R : yes. » (Femme, 60 ans environ, Senior lecturer, Queen Mary London, entretien)

Extrait 40

« R : j'ai été... en fait j'ai organisé, alors j'fait partie d'un groupe qui sur – comment ça s'appelle ? « Science politique comparée des administrations ». C'est un groupe AFSP en fait. Et donc à partir de là on a organisé des journées d'études un peu internationales. Et donc suite à ces journées d'études où moi-même j'avais communiqué, j'ai été également intégrée à un numéro spécial d'*International Review of Administrative Science*.

Q : donc l'international il est venu un peu en même temps que les publications, colloques et tout en français ou c'est, c'est venu plus tard dans le processus ?

R : c'est venu plus tardivement, c'est venu plus tardivement... en fait c'est assez récent, c'est assez récent et c'est notamment lié à ce groupe français en fait, ce groupe de l'AFSP au trav- voilà on a organisé des trucs même à l'ECPR par exemple où j'étais intégrée. Donc l'ECPR c'est venu via ce groupe,

l'organisation de journées d'études internationales c'est venu via ce groupe. »
(Femme, 31 ans, Post-doc, Triangle, entretien)

Extrait 41

« Q : et au moment de, vous avez dit que vous avez eu votre premier article dans *Politix* et le premier colloque de l'AFSP etc., c'est des choses qui sont venues naturellement ces premiers marqueurs de... « professionnalisation » entre guillemets ?

R : euh, naturellement j'sais pas, je sais que j'aurais jamais pensé à proposer un papier dans *Politix* et donc là c'est [un ami et collègue] qui qui faisait partie de ce groupe de thésards euh et de jeunes dans la mouvance de *Politix* qui qui voilà qui se posaient un peu en jeunes turcs, qui étaient les jeunes turcs de Paris I qui me proposent et qui me coachent vraiment pour l'écrire. Et en revanche bon ben voilà c'était un congrès de l'AFSP qui était à Paris et donc c'est peut-être un peu moins impressionnant, et donc j'avais envoyé euh là encore en n'ayant aucun sens absolu des importances et des préséances dans le milieu j'avais envoyé ma proposition à [Untel1] qui à l'époque était ici, puisque c'était le responsable de l'atelier sur les questions de violence et ben il avait accepté, il était intéressé etc. et, et à partir de ce moment là c'était parti, une publi, deux publiés euh voilà et ensuite voilà j'ai eu l'impression de rentrer dans le circuit avec une espèce d'énorme soulagement quand j'ai été recrutée comme ATER.

Q : et vous aviez, dans le choix des publiés et des colloques vous aviez une logique ou vous preniez un peu comme ça venait ?

R : alors là il faudrait que j'reprenne la liste euh, j'm'étais dit que j'allais prendre mon CV parce que y'a des trucs où ma mémoire – alors j'en ai peut-être une version, excusez-moi, sur un petit site de stockage en ligne qui est coordonné avec l'iPhone et où je garde notamment les photocopies de mon passeport ou des machins comme ça [sourire] – voilà, CV. Je pense que beaucoup des, des publications ça a été souvent des gens qui étaient des aînés euh qui m'y ont encouragée, à part celle pour l'AFSP qui était un peu sur mon truc qui est devenu mon dada qui est les grèves de la faim. Mais toutes les autres, dans les premières publications, y'a eu par exemple le gros colloque du Cevipof euh qui partait un peu dans tous les sens sur les questions d'engagement, alors là je sais pas si c'était une candidature spontanée ou pas, y'a eu le bouquin collectif [d'Untel2] où c'est lui clairement qui – voilà qui est un aîné de quelques années [Untel2], on n'est pas tout à fait de la même génération, qui était plus professionnalisé, plus au fait de comment le milieu marchait – euh c'est lui qui m'a proposé de faire un papier là-dedans. Donc oui c'était essentiellement des propositions. « Déontologie et crédibilité », un article dans *Politix* qui m'est proposé donc en 92, fin 91 après le DEA. [...]

Q : ça reste en français de toutes façons à ce stade de votre carrière ?

R : ah tout à fait. J'aurais eu aucune idée d'aller m'internationaliser enfin, déjà on voyait quelque chose, mes premières publiés ne sont pas des publiés envoyées à une revue qui va anonymiser euh et trancher, c'est un membre de la revue qui me dit ou le responsable d'un ouvrage collectif qui me propose parce qu'il me connaît, et donc je n'étais pas connue euh par des anglo-saxons qui auraient pu avoir la même démarche et je n'aurais jamais de moi-même été de toutes façons proposer euh sur une base de *peer reviewing* anonyme en France et donc à encore moins fort titre en, à l'étranger et en anglais. [...] Donc voilà. Mais mon premier truc vraiment international, [...] c'est une communication, une

communication au congrès de Berlin euh... en août 94. Et c'est une communication en fait dans une table ronde qui est dirigée par Donatella Della Porta, et c'est là encore par des réseaux [d'Untel2] que euh que j'arrive dans ce circuit. » (Femme, 40 ans, Professeur, Université Paris 1, entretien)

Extrait 42

« Q : donc c'était une entrée dans l'internationalisation par [votre directrice de thèse] ?

R : bah elle m'y a incité mais c'est surtout à l'époque j'étais déjà dans des trucs sur la compétence et ce genre de choses et la lecture du chapitre sur « likability heuristic » dans *Reasoning and choice* a été une découverte « c'est ça [claquement de doigt], mais c'est ça ! ». Donc après le modèle de l'électeur raisonnant, l'avare cognitif etc., enfin c'était, ça a été un peu ma matrice en, en DEA et en thèse. Donc euh voilà mais à la rigueur mon problème, probablement plutôt que je suis du mauvais côté de l'internationalisation c'est-à-dire que je lis plus souvent les collègues américains ou anglo-saxons que les collègues français, mais j pense que ça a aussi à voir avec une génération, c'est-à-dire que c'est le moment où le DEA d'études politiques notamment dans sa partie sociologie politique voit un changement générationnel, c'est-à-dire que ce ne sont plus les profs de science politique qui assurent cet enseignement, c'est plus les Favre, c'est plus les Lavau, etc. mais ça va être Nonna Mayer, Grunberg, va y avoir... y'avait un cours sur les partis fait par Lazar, y'a... l'enseignement de méthode fait par Boy et Chiche enfin en gros les chercheurs du Cevipof prennent quelque part la direction de ce, la direction et pédagogique de cette mention là et j pense que c'est, Sniderman est le deuxième professeur invité de ce DEA à cette époque quoi. 87 j'crois y'a eu Klandermans, l'année suivante y'avait Sniderman donc j'ai profité quelque part d'un changement générationnel.

Q : vous aviez une formation en quanti déjà à cette époque ?

R : non à l'époque on avait un cours, enfin un conférence de méthode sur les sondages et à l'époque j'avais subi Pierre Giacometti, donc c'est un moment où la formation à Sciences Po était extrêmement faible en tous cas en termes pratiques de formation aux stats, au maniement des données etc. euh et euh le cours que faisaient Boy et Chiche était un des premiers vrais cours dans la formation. Et ça ça tient aussi au fait que... faut regarder ce qui se passe par exemple dans les bouquins du Cevipof entre celui qui sort sur l'élection de 88 et celui qui sort sur l'élection de 95, y'a une espèce de saut qualitatif extrêmement fort. C'est dans *L'électeur a ses raisons* que vont paraître les premières régressions en science politique française. Donc là aussi j'ai profité d'un, j'ai profité d'un changement de braquet quelque part, même si quand on regarde la formation qu'a été dispensée ailleurs en France à la même époque on était déjà en retard, voilà voilà.

Q : vous pensez à... ?

R : bah mon stade ultime d'internationalisation il a lieu en 2000-2001 où pendant... en gros mon DEA c'est 97-98, et à partir de 99 je suis mêlé à l'enquête « démocratie » que codirigent Grunberg, Mayer et Sniderman, donc c'est une enquête sur la France, quanti etc. donc j'ai eu énormément de chance sur ce coup. Et Sniderman m'a fait venir à Stanford pendant un an, parce qu'il avait besoin en gros, il avait besoin d'un *research assistant* et le *deal* c'était « tu

viens aux Etats-Unis pour te former pendant un an et puis on travaille sur des données. » (Homme, 34 ans, Chargé de recherche, CEE, entretien)

Extrait 43

« R : y'a des mélanges d'affinités intellectuelles et de copinage avec les gens qui font de la sociologie politique étiquetée Bourdieu, donc je suis très lié, là aussi pour des raisons strictement privées, avec euh Daniel Gaxie. Je fais assez rapidement la connaissance de Lacroix avec qui j'ai des rapports assez chaleureux, je connais Offerlé [etc.]. [...] Ce qui se passe ici, c'est que euh alors y'a [Untel] – qui aujourd'hui est prof à Sciences Po Paris – le premier poste qu'il a, avec l'agrég, c'est Rennes [...]. Et donc [Untel], puisqu'il bosse sur l'internationale socialiste, a des formes d'ouverture internationale liée à ça, plaide pour qu'on adhère à l'ECPR. Et alors le problème c'est que ça coûte très cher par rapport au budget qu'on a – en gros ça bouffe les trois quarts du budget annuel. Et mes copains [bourdieusiens] ont gardé une expérience euh quasi traumatique d'une participation à des *joint sessions* à Barcelone où ils se sont retrouvés avec des positivistes, enfin modèle le plus con, ne se posant la plus petite question sur les chiffres qu'ils maniaient, et ont vraiment eu le sentiment d'être dans un endroit qu'était scientifiquement totalement inintéressant. Et donc à l'époque je suis de ceux qui disent « bobobof, est-ce que ça vaut le coup de foutre tout notre fric dans un truc où on va être avec le plus con du *mainstream* de la science politique ? Y'a peut-être mieux à faire ». Et finalement on se jette à l'eau collectivement. » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 44

« R : [en tant que présidente de l'AFSP] j'ai noué avec des partenariats avec un certain nombre de ces gens [...] qui avaient des responsabilités dans l'APSA et on a réussi à monter à plus de trente le nombre de participants français là. J'ai aussi essayé de soutenir l'action d'Erik Neveu à l'ECPR, qui a fait un boulot formidable pour faire monter aussi des gens donc c'est des réseaux quoi, c'est du *networking*, et j'ai beaucoup bénéficié de l'appui de Amy Mazur dans le *French Politics Group* qui regroupe aussi les anglais d'ailleurs, et grâce à elle on a essayé de faire des prix, des bourses, les meilleurs articles en anglais sur la France etc., et puis surtout on s'est aperçu qu'il faut faire du « social relation » donc on a fait un pot qui est le pot des *Frenchies* à l'APSA et qui est devenu un des lieux les plus courus, y'avait du bon vin, des choses, enfin bon des bêtises de ce genre mais on s'est dit... on a attiré beaucoup de monde et tout ça... la mayonnaise a pris au fond y'a quatre ans à l'avant dernier congrès, et ensuite du coup ils nous ont trouvé à l'APSA et donc ils m'ont demandé de me présenter au conseil de l'APSA. Et j'ai été élue, donc là je suis... c'est assez rare qu'il y ait des étrangers, avant y'avait André Blais, Canada, maintenant y'a moi et puis bon ça tourne mais ça m'a permis de renforcer également les liens avec l'APSA ce qui passe donc par des liens organisationnels entre nos deux organisations, de l'argent, essayer de trouver de l'argent – on a notamment négocié avec le consulat américain pour essayer de rendre plus facile les voyages, se faire financer ce fameux pot qui est un lieu de rencontre important. » (Femme, 62 ans, Directrice de recherche, CEE, entretien)

Extrait 45

« R : I suppose I started going to the APSA instead of the PSA when we began to get bigger research budgets that could pay for American conferences. And I think that's true of many British academics, cause when I go to – the PSA has a reception every year at the APSA and it's absolutely full of Brits and lots of political theorists go. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Extrait 46

« R : and also [there were] increasing links, some increasing links and continuing links with the sort of part of the French political science community so I attended a couple of workshops in Paris organised by Cevipof and some of them with my own supervisor [Untel1] to continue the links with the French politics specialists.

Q : so are these contacts you had made during the PhD?

R : it was basically, it was, [Untel2] was at the kind of the helmet, I got to know him well and he'd been very kind of helpful and welcoming to me so when he organised small Anglo-French comparative seminars and so on he would invite me. So there was that and then the other links that started to come on stream for me in terms of networking and conferences at this time was something you may be familiar with, the Maison Française in Oxford which had begun, I mean I'd become plugged in to its networks and it was organising quite a lot of French politics seminars and conferences so I started to give papers at those as well. » (Homme, 36 ans, Senior lecturer, University of Warwick, entretien)

Extrait 47

« Q : during your fieldwork in Germany, did you meet other scholars ?

R : er, I mean mainly transport economists and other railway people but no, I mean that's sort of the research, I mean I was – which again is sort of helpful when you're here – I was sort of partly by sort of old contacts between my supervisor and someone at Humboldt University in Berlin, I was, they arranged for a desk for me and a photocopying room at Humboldt. So I had somewhere to go basically, which was fantastic. So in that sense yeah, I met people at Humboldt University in Berlin, I got to see German University system politics a bit and, you know, got some friendships through that experience too. So in that sense I I – « yes » is the answer to that, but limited. » (Homme, 35 ans, Reader, LSE, entretien)

Au-delà de cet impact sur les formes objectives de socialisation scientifique, le sujet de recherche a également une influence plus subjective sur certains enquêtés. A travers la spécialisation dans un sous-champ particulier et la littérature et les « collègues invisibles » qui lui sont associés, il semble en effet modeler la perception des différents espaces scientifiques et, plus spécifiquement, guider la détermination de ceux que l'interviewé considère comme pertinents. Un professeur de l'échantillon français perçoit ainsi son secteur de recherche comme appelant par lui-même l'internationalisation du

fait de l'abondance de la littérature anglo-saxonne (extrait 48). Chez un autre, c'est par la négative que le même phénomène s'exprime : à la suite d'un changement d'objet de recherche, la scène française, considérée trop étroite tant par le nombre d'interlocuteurs et d'espaces scientifiques qu'elle offre, motive une internationalisation (extrait 49). Deux chercheurs britanniques expliquent, quant à eux, leur engagement international par l'existence de réseaux « évidents » autour de leurs travaux sur l'Europe de l'Est (extraits 50 et 51). Réseaux d'autant plus évidents que l'usage de la langue anglaise peut parfois entraîner une visibilité suffisante au Royaume-Uni pour déboucher sur des invitations aux Etats-Unis (extrait 51).

Extrait 48

« R : je crois qu'il y a plusieurs choses. D'abord j'ai quitté très tôt le domaine de la sociologie politique, dès ma thèse terminée, et j'ai parcouru deux espaces de la science politique que sont la politique comparée et les relations internationales. Et politique comparée comme relations internationales, si on fait du franco-français on est très vite stérile. Quelqu'un qui travaille sur les élections en France a certes des raisons de s'internationaliser pour des raisons de méthodologie et à un certain niveau aussi de comparaison car tout le monde est amené à faire de la comparaison, enfin disons que y'a certains secteurs qui sont plus porteurs d'internationalisation. Puis j crois que y'a des choses plus profondes, plus intimes chez moi c'est-à-dire que j'aime le monde, j'aime voir des gens différents, des cultures différentes, des approches différentes, je me sens très européen mais en même temps je considère que l'Europe c'est un peu du domestique donc qu'il faut aller hors d'Europe, que des collègues latino-américains, arabes, indiens, chinois ont des choses à dire, que par ailleurs le monde anglo-saxon contrôle, surtout en relations internationales, l'essentiel de la production donc que ça se passe là-bas, qu'il faut aller travailler avec eux, et donc c'est probablement sur cette base que... » (Homme, 60 ans, Professeur, IEP de Paris, entretien)

Extrait 49

« Q : ce changement de problématique vous a conduit à investir plus le champ international ?

R : de toutes façons oui c'est l'objectif, je suis encore loin d'avoir réalisé mes objectifs en la matière mais c'est vrai que là pour le coup sur ce type d'objet en France on est quand même extrêmement peu nombreux euh j'sais pas doit y avoir une dizaine de chercheurs peut-être avec qui dialoguer, bon même si évidemment on peut dialoguer avec... au-delà de l'objet en termes d'approches ou de problématique etc. mais euh c'est vrai que la science politique française est quand même assez, c'est un milieu assez réduit quoi au bout de, j'vous dis ça fait euh... mon premier congrès c'était 96 euh... donc voilà depuis j'ai dû en faire trois ou quatre donc au bout d'un moment on connaît quand même à peu près tout le monde, on sait à peu près qui est qui et qui fait quoi, qui dit quoi sur quel sujet etc. donc euh c'est vrai que y'a un moment où on a envie de trouver d'autres interlocuteurs parce que sinon bon, une fois qu'on a publié dans toutes

les revues françaises bon ça fait un article de plus c'est sympa mais euh... une fois qu'on a fait la RFSP, *Politix*, *Genèses*, *Cultures et conflits* etc. donc bon, on a envie de se fixer d'autres challenges quoi parce que effectivement ça... Publier le x-ième papier dans la RFSP c'est pas, c'est pas forcément un objectif très motivant donc voilà quoi, maintenant après effectivement c'est essayer d'accrocher des revues anglo-saxonnes et en étant évalué par des gens qui vous connaissent absolument pas enfin j'sais pas c'est une espèce de manière de recommencer à zéro finalement parce que pour le coup bah vous êtes évalué par des gens qui vont vous juger uniquement sur votre papier et sur l'intérêt que ça peut apporter par rapport à un débat, vous avez pas les espèces d'effets de réputation que vous avez au bout d'un moment quand vous êtes dans un milieu où y'a 500 ou 600 personnes et où tout le monde se connaît parce que quand ça fait 10 ans que vous y êtes voilà quoi... Donc oui l'objectif c'est ça donc... c'est vrai que sinon bon... Communiquer avec des gens j'vous dis dont on connaît à peu près les positions à l'avance et qui savent également ce que vous avez à dire bon c'est pas, c'est pas forcément très intéressant. » (Homme, 41 ans, Professeur, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 50

« R : I was doing work on East European studies and there was also post-communist – so it was quite a small community. So that helped I think really.

Q : in what way?

R : well because there are certain key conferences. And I'm sure that's true for all sections of the discipline. But I think it's particularly the case you know, there are lots of events and there are always panels hm... so there was an obvious network I suppose. » (Homme, 41 ans, Reader, Queen Mary London, entretien)

Extrait 51

« R : my first experience of international academic contacts I suppose was in the 1970s when I was invited by the Council for Foreign Relations in the United States to do a conference in New York on Eurocommunism [...]. That was just the beginning of many, many visits to the US. I would say in my case my contacts have been above all with the United States. And I think, I mean the general point of course is that the English language makes it easier for people to have links with American colleagues. American political science is the biggest branch of the subject in the world and there's also some of the very best work produced there, so there are many reasons why British political scientists in general should have contacts with the US. But I think there's a particular reason if you're studying the Soviet Union during the period of the Cold War. There was huge interest in the US in what seemed to be their superpower rival and so hm a lot of significant work went on on the Soviet Union there and I began to get invited to lots of conferences and to write for journals like *Problems of Communism*, an American journal funded by the American taxpayer but a good journal with good standards. So even though it was government sponsored it had quite a good variety of reviewers. And very early on I was probably the first person to identify Gorbachev as a likely future Soviet leader who would be a reformer and as a result my profile got higher in the United States and I got a lot

of invitations to go there. » (Homme, 70 ans, Emeritus professor, St Anthony's College Oxford, entretien)

A l'échelle de l'échantillon, l'influence de ces paramètres liés au champ s'exerce de manière moins fréquente que celle des facteurs disciplinaires. Si l'on n'est pas à l'abri, là encore, de prêter les propriétés d'une tendance de fond à un simple biais d'échantillonnage, ce constat semble faire sens : il paraît logique que les rapports à l'environnement professionnel immédiat, à la fois solidement ancrés par des formes d'institutionnalisation et routinisés par des contacts quotidiens, aient un impact plus important sur la pratique du métier de l'individu que les structures de recherche plus souples dans lesquelles il est inséré.

En prenant en compte le rôle des prédispositions sociales et des paramètres spécifiques à la science politique, cet examen des conditions de possibilité du premier engagement visait l'exhaustivité. Il semble néanmoins, au regard des données, qu'un dernier facteur doive être pris en compte. Car le début d'une carrière de politiste ne signifie pas que seules les logiques spécifiques à la profession et les dispositions profondément ancrées exercent une influence sur les choix professionnels. Chez certains interviewés, des considérations liées à des sphères sociales extra-professionnelles contribuent en effet à déclencher l'internationalisation du parcours de politiste. Un conjoint domicilié à l'étranger peut ainsi inciter à la fréquentation d'espaces scientifiques particuliers (extrait 52) ou le choix d'un sujet de recherche intégrant des comparaisons internationales (extrait 53). Un compagnon lui-même politiste peut également faciliter le commencement d'une carrière internationale (extrait 54). Ces paramètres ne constituent pas les premières conditions de l'internationalisation. Mais leur fréquence relative d'occurrence tant en matière de commencement que, on le verra, de maintien de l'engagement international justifie qu'ils soient évoqués.

Extrait 52

« R : I did one [presentation] in 2001 at APSA, the American Political Science Association in Boston I think, which was on some aspect of my doctoral research, I can't remember what.

Q : how did that come about?

R : I simply put in a proposal, I wasn't part of an organised panel or anything like that. Hm, so I, my supervisor was quite keen I think that I should do that. He was probably going to be there himself as well I think. Hm and I guess it seemed like a sensible thing. I'd already been at APSA the previous year just

kind of observing. Partly because I was... [il prend un ton suggestif] I had *strong* reasons to go on holiday to that – it was in San Francisco and I had *strong* reasons to go on holiday around about that time around about that place and it kind of made sense to go to APSA as well. Yeah, I can't remember anything more than that I'm afraid. » (Homme, 30 ans environ, Lecturer, University of Reading, entretien)⁷⁸

Extrait 53

« R : [un chercheur] m'avait dit « ce serait bien de faire une comparaison euh voilà. Et si vous voulez tout savoir à l'époque il m'avait dit « ce serait bien qu'on noue des liens avec la Grande-Bretagne ». Et pourquoi pas Bordeaux et Bristol, ces deux villes... Et j'avais rajouté Barcelone parce que j'avais rencontré quelqu'un qui vivait à Barcelone à ce moment-là. Donc j'aurais du mal à le justifier scientifiquement. En plus c'était une ville qui me fascinait. » (Homme, 45 ans, Université de La Rochelle, entretien)

Extrait 54

« R : I had a very peculiar situation in that my then partner was an academic so I was doing my PhD and he was an academic so we went to conferences together, and actually probably that's why I went to [my first conference in] Spain as well. Thinking about it, I think that... played a role. Cause he was going to these things anyway so, we would have a holiday there and, you know; and, and he would financially, what's the word, you know, he made it financially possible for me to go cause we would share a room and all the rest of it. So yeah, I never thought about that before but that's probably important yeah. » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, entretien)

Au terme de cette première partie du raisonnement, le premier engagement international apparaît comme étant conditionné par des logiques diverses, non exclusives les unes des autres et relevant de plusieurs sphères sociales. Les prédispositions liées aux origines sociales interviennent ainsi en influant sur le degré de spontanéité de l'engagement ou, de manière plus indirecte, par l'intermédiaire de réfractions disciplinaires et intellectuelles. Les positions occupées dans la discipline et dans le champ national ont, quant à elles, un impact plus immédiat à travers les formes d'incitations, de ressources et de contraintes qu'elles impliquent. Les relations tissées dans la sphère privée peuvent également, enfin, exercer elles aussi une influence. **Si le poids des logiques propres aux champs scientifique et universitaire semble donc prépondérant, l'image renvoyée par les entretiens est celle d'une détermination partielle du premier engagement international par des facteurs externes à la science politique.** En

⁷⁸ Si le ton employé par l'enquêté nous incite à voir dans ses propos une évocation de sa vie sentimentale, on ne peut écarter la possibilité qu'il ne s'agisse que d'une surinterprétation de notre part.

s'intéressant aux déterminants du maintien et des formes de cet engagement, la suite de l'argumentaire permet de montrer dans quelle mesure cette hétéronomie relative persiste toujours au cours de la carrière et, par ricochet, d'évaluer dans quelle mesure les carrières internationales obéissent à des logiques spécifiques.

II. Les conditions sociales de possibilité du maintien et de l'évolution de l'engagement scientifique international.

Pour évaluer dans quelle mesure les carrières internationales obéissent à des logiques spécifiques, l'étude des conditions sociales de possibilité de leur maintien et de leur évolution est faite en deux temps. Le premier moment de l'argumentaire se focalise ainsi sur les conditions subjectives : en partant des représentations des espaces internationaux forgées à compter du premier engagement, il met en évidence la manière dont ces représentations évoluent au cours de la carrière et se traduisent dans des choix d'internationalisation. Le second temps de l'argumentation, en lien avec le travail effectué en première partie, concerne quant à lui les conditions objectives de possibilité du maintien et de l'évolution de l'engagement international. Il s'agit alors de mettre en évidence le rôle des paramètres disciplinaires et scientifiques déjà identifiés sur une nouvelle séquence de la carrière, et d'envisager la possibilité que des logiques spécifiques aux espaces internationaux exercent elles aussi une influence sur la physionomie des parcours. C'est donc l'hypothèse d'une spécificité des représentations, pratiques et conditions sociales de l'internationalisation que l'on cherche à tester.

A) Les conditions subjectives.

Si de multiples logiques aussi bien internes qu'externes à la science politique interagissent pour conditionner la première internationalisation du parcours d'un individu, il reste à déterminer dans quelle mesure cette influence persiste dans le maintien d'une carrière internationale. Conformément aux postulats associés à la notion de carrière, l'analyse de ces conditions objectives est néanmoins indissociable d'une prise en compte des changements survenus dans la subjectivité de l'individu. Le premier engagement international, marqueur de la transition entre deux séquences des parcours, a en effet des conséquences sur les volontés d'internationalisation des enquêtés. Ces

conséquences sont donc étudiées en préalable à une analyse de la manière dont des représentations plus durables influencent, dans la suite de la carrière, des choix d'internationalisation.

1- Le cap structurant des premières internationalisations.

La première expérience de fréquentation d'espaces scientifiques internationaux peut, chez les membres de l'échantillon, connaître des fortunes diverses. Enthousiasmant pour les uns, décourageant pour les autres, le déroulement des premiers contacts avec « l'ailleurs » scientifique revêt une importance capitale pour la suite du parcours. C'est donc la diversité, le degré de prégnance et l'impact des formes d'altérité ressenties lors des premières internationalisations que l'on explore ici, en lien avec les expériences et capitaux sociaux accumulés par les interviewés au cours de leur parcours. Au regard du corpus d'entretiens, ces différences semblent pouvoir s'exprimer sur trois plans : celui des langues pratiquées, celui des théories et méthodes utilisées, et celui des normes qui régissent l'échange scientifique.

Si l'altérité linguistique n'est pas une spécificité de l'échantillon français, c'est bien au sein de ce dernier qu'elle est le plus souvent mentionnée. Cependant, comme dans le cas des conditions sociales de possibilité du premier engagement, le paramètre linguistique ne semble pas constituer une barrière infranchissable : l'obstacle tend à être dépassé et à ne pas avoir de conséquences notables sur la suite de la carrière. Deux interviewés sans prédispositions particulières mais dont le rapport scolaire à la langue a néanmoins été correct évoquent ainsi le caractère compréhensif des collègues étrangers (extrait 1) et leur habitude des accents prononcés (extrait 2) comme facteurs de facilitation de leur internationalisation. De la même façon, une autre enquêtée mentionne l'influence positive de sa prise de conscience du fait que la majorité des intervenants présents lors de sa première conférence internationale ne s'exprimaient pas mieux qu'elle (extrait 3). Un quatrième interviewé au rapport scolaire à la langue pourtant beaucoup plus difficile évoque lui aussi la possibilité de communiquer avec des collègues anglo-saxons malgré une barrière de la langue persistante en matière d'enquête de terrain (extrait 4). De la même manière, ce n'est pas à une barrière linguistique qu'un politiste britannique attribue le sentiment d'altérité éprouvé lors de sa première fréquentation d'un espace scientifique francophone (extrait 5).

Extrait 1

« R : une fois là-bas, bon ça s'est passé bien à peu près, mais surtout j'me suis rendu compte que... c'est pas un problème d'avoir un anglais qui soit pas du *good English*, c'est même normal et totalement accepté. Et puis, et puis voilà quand vous en faites 3, 4, 5, surtout les *joint sessions* où vous êtes trois jours, où ça parle anglais en permanence, c'est vraiment travail sur la durée tout en anglais etc., vous vous rendez compte que vous comprenez tout ou presque, que vous arrivez à discuter – y compris pour le côté informel, on fait pas que travailler – et donc voilà. » (Homme, 34 ans, Maître de conférences, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 2

« R : en plus en Grande-Bretagne ils ont l'habitude de voir des étudiants étrangers. Moi j'ai fait mon master et puis ma thèse à la School for Oriental and African Studies, les anglais c'était même pas 10 % des promotions, et donc y'a des gens de partout, des argentins qu'ont des accents à couper au couteau, des birmans, des turcs enfin... donc les gens ont l'habitude c'est pas un gros gros obstacle quoi. » (Homme, 36 ans, Chargé de recherche, CEAN, entretien)

Extrait 3

« R : j'suis allée à Bordeaux à l'ECPR présenter un truc en anglais mais à Bordeaux donc voilà avec des collègues de Nanterre que j'connaisais et vous savez que dans ces grands congrès on présente que pendant dix minutes donc c'était une sorte de premier pas qu'était tout à fait à ma hauteur en quelque sorte à ce moment là, parler dix minutes en anglais même si c'était pas tout à fait nickel. En arrivant et en voyant comment les gens baragouinaient dans toutes sortes de langues bizarres supposées être de l'anglais ça m'a tout de suite détendue, j'me suis dit que moi aussi ça allait être bizarre mais pas plus que les autres. » (Femme, 38 ans, Professeur, Université Paris 8, entretien)

Extrait 4

« R : non l'handicap de, de la langue c'était vraiment très très difficile. Et après en fait le but c'était de faire un entretien ethnographique en Angleterre avec des ouvriers anglais [...] et en fait ça s'est révélé impossible parce que [...] ils sont pas habitués à l'accent français. Donc j'me faisais comprendre avec difficulté mais quand même de mes collègues universitaires puisqu'ils sont habitués à des accents étrangers, mais les ouvriers qui ont jamais parlé à un espagnol ou à un français ils ne me comprenaient pas donc pour les entretiens moi j'comprends bien ce qu'ils disent mais les questions que je pose ça pose problème. Donc en fait j'ai fait quelques entretiens et j'ai abandonné très vite le travail. Donc j'ai surtout bossé sur la littérature, donc c'était un peu un échec par rapport au projet. » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Extrait 5

« R : I mean, to be honest, I was at the last French political studies association in Grenoble, I was there, and I mean my French is rubbish but nevertheless it struck me that this was so different to everything else I'd ever seen. I mean that was possibly the biggest shock of all the events I've seen. Some people didn't

bother to do presentations properly [...] but anyway I thought it was just sort of bizarre and this, when looking at the programme, I mean the programme of the French political studies association is so different to what you would get here at the British one here or you know the German one even, kind of far more sort of obsessed by the sort of, you know the State in France, it struck me as far more insular, partly also far more defensive than the sort of the things I more participate in because I speak the language. [...] It was definitely very different to hm you know the kind of things I would regard as normal around here, I mean I don't know whether normal is better or not but it's definitely not normal. » (Homme, 35 ans, Reader, LSE, entretien)

A l'image de ce dernier interviewé, c'est une forme d'altérité paradigmatique qui, plus que la barrière de la langue, semble poser des problèmes à certains membres de l'échantillon. Ce type d'altérité peut s'exprimer sur le plan théorique (extraits 6, 7 et 8) ou sur le plan méthodologique, en opposant alors notamment les approches qualitatives de certains interviewés et les méthodes quantitatives auxquelles ils se retrouvent confrontés dans les espaces internationaux (extraits 7, 9, 10, 11 et 12). Les conséquences de cette forme de différence ressentie sont variables. Chez certains, elle peut s'avérer stimulante (extraits 11 et 12) et, lorsqu'elle se confond avec la première expérience de situation de communication scientifique, susciter des velléités d'adaptation à ce qui est perçu comme la norme légitime (extrait 11). Chez d'autres en revanche, l'écart constaté peut s'avérer rédhibitoire et être à l'origine d'une volonté de sortie de la carrière internationale (extraits 7 et 10).

Extrait 6

« R : once or twice I've been to the ECPR and I was on, I got a big research grant on the population question so I went to a panel on generational politics and almost everybody else on the panel was a statistician or public policy person but nobody else was a theorist. And the year before I'd gone to one on social capital and exactly the same thing happened: they spent most of the time arguing about their variables and producing data, but they weren't doing critical theory so I suppose that's one reason why... I mean I know a few women's group, particularly in Scandinavia but on the whole, when I go to European conferences because it's a theme I'm interested in, I don't actually meet people who are doing the kind of work that interests me or I would follow up any contacts with. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Extrait 7

« R : là j'ai découvert l'ECPR [...] et j'ai trouvé ça assez naze en fait. Enfin, j'ai trouvé ça vraiment naze, mais vraiment quoi, hallucinant.

Q : à quel niveau ?

R : ben j'pense que c'est vraiment un autre monde quoi. Moi sur ma session on était deux. Donc avant moi y'avait une nana qu'était plus jeune que moi, j'pense qu'était en début de thèse, et qui a fait un truc hyper théorique sur « Katz et Mair, ils ont telle théorie des partis politiques et moi j'vais reconfigurer leur théorie... » Et c'était ça, elle reconfigurait leur théorie sans, enfin c'est de la méta science politique : y'a pas de terrain, y'a pas de données, y'a rien, tout ça sur un Powerpoint, et en même temps avec une aisance que j'trouvais assez sympathique [...], c'est-à-dire que nous on est toujours en train de dire « pardon, j'peux parler que sur mon p'tit cas, j'suis pas sûr que ce soit valable » et là c'était l'inverse intégral. En même temps c'était vraiment con ce qu'elle disait. J'pense que elle c'était un cas assez extrême parce que y'a pas mal de gens qu'étaient outrés, mais donc ouais c'était assez hallucinant. Et puis après [...] nous on était là avec notre feuille qu'on lisait, enfin tu voyais vraiment les écarts. [...] Et après les autres trucs que j'ai vu dans cette même session, j'étais assez, enfin pas du tout convaincue quoi, vraiment, sur le côté euh en gros « mes propositions tiennent sur une feuille de Powerpoint ». Donc c'est forcément hyper simple quoi : t'as trois hypothèses, tu prends la théorie de Machin, tu regardes un cas et tu rajoutes un critère au modèle. Un truc vachement inspiré des sciences dures quoi, vraiment c'est une manière de réfléchir qu'est pas du tout la mienne et que j'trouvais hyper, hyper... C'est aussi que c'est souvent quanti, mais avec aucune réflexion sur les catégories stats... et en fait ça m'a rappelé – j'avais fait l'école d'été de Lille en stats, c'était sur QCA, sur l'Analyse Qualiquantitative Comparée. C'était vachement intéressant, t'avais une division pendant toute la semaine entre euh, t'avais une bande de doctorants bien bourdieusiens, bien sur questionner les catégories, tout ça, et puis d'autres gens qu'étaient plutôt belges d'ailleurs qu'étaient dans un autre univers de référence et tu voyais des trucs du genre « bon alors j'te code des pays, j'te code opinion publique défavorable 0, opinion publique favorable 1 ». Mais comment tu peux dire ça ?! Avec des espèces de variables super macros... Tu te dis c'est bien mais c'est un modèle qui a rien à voir avec la réalité quoi [...]. Et de fait j'ai un peu retrouvé ça à l'ECPR quoi, dans les manières de faire. [...] Y'a une fille qu'avait fait un truc sur la socialisation politique des enfants, et elle te foutait des résultats stats sur Powerpoint genre t'es censée comprendre quelque chose à ses chiffres pour te dire que... En gros t'as une espèce de mise en intrigue qui pour moi est complètement artificielle genre [elle prend un ton niais] « hypothèse : les enfants qui ont des parents politisés sont plus politisés », et toi t'es là « oui, c'est pas la peine de [inaudible], j'peux te le dire tout de suite : oui, ils sont plus politisés ». Et donc elle a montré que oui, ils étaient plus politisés. Et, dans la discussion t'avais [un français] avec un accent français à couper au couteau « have you ever heard of Pierre Bourdieu, habitus ? » « ah non non merci, j'en ai jamais entendu parler, j'le note ». Donc voilà tu voyais que vraiment on n'était pas dans le même monde. En même temps c'est con de pas plus dialoguer en langue anglaise, mais c'est pas l'ECPR qui m'a donné le plus envie de le faire, c'est sûr. [...] Voilà, mes trucs j'vois pas bien comment j'peux les mettre en Powerpoint et que ça tienne sur 8 pages ou dire « voilà j'fais fonctionner tel modèle sur tel cas et j'ajuste mieux le modèle ou je lui rajoute un critère. » » (Femme, 31 ans, Post-doc, CSO, entretien)

Extrait 8

« R : mais mon premier truc vraiment international, faut que je vous le retrouve, c'est une communication, une communication au congrès de Berlin euh... en août 94. Et c'est une communication en fait dans une table ronde qui est dirigée par Donatella Della Porta, et c'est là encore par des réseaux [d'Untel] que euh que j'arrive dans ce circuit, et à l'origine je devais être *table paper* euh, et j'devais pas parler. [...] Et en fait ce qui s'est passé c'est – est-ce que c'était parce que y'avait eu des absents, est-ce que c'était parce que les organisateurs étaient sympas, en tous cas finalement on nous a laissé parlé 5 ou 10 minutes et donc voilà j'ai fait un peu mes claquettes 5 ou 10 minutes. C'était mon premier congrès international, c'était le congrès de l'IPSA euh et euh à cette époque j'ai eu une vision assez désespérée de ce qu'étaient les situations de communication internationale.

Q : à quel niveau ?

R : je pense que euh l'internationalisation, les trois quarts de ce qu'on nous vend comme internationalisation c'est une vaste blague, avec des gens qui jouent un peu sur une espèce de double jeu où ils vont en gros se vanter d'être reconnus à l'international quand bien même ils sont partiellement bidons dans leurs espaces nationaux, euh et euh on les prendra moyennement au sérieux dans ces espaces internationaux mais ils serviront de caution servant à montrer qu'on n'est pas que anglo-saxons : « regardez y'a des p'tits français, y'a des p'tits machins ». Mais toute une partie de ces situations on a l'impression qu'on pose juste, pose son p'tit machin, on a une ligne de CV en plus mais c'est des fausses situations de communication scientifique. En général on n'a pas les mêmes appuis épistémologiques, euh c'est mensonger, c'est mensonger. » (Femme, 40 ans, Professeur, Université Paris 1, entretien)

Extrait 9

« R : what was really funny about the ISA was that I went to a panel which was about religion and conflicts and there was this ultimate positivist number-crunching political scientist who'd done graphs showing trends of religion intensity compared to conflict and I don't know what. And I sat there listening thinking « I'm on a different planet to these people, this is so odd ». And they all had graphs and I thought « this is not the same subject, this is something completely different ». [...] And the guy who was discussing on the panel just completely ripped the whole thing to pieces « you can't do this, you can't measure religious feeling... », I don't know. It was quite a relief. It felt rather alien [the ISA conference] compared to the British one. [...] I think people who try to apply hard science methods to social science are going the wrong way. That's interesting isn't it? Cause I think maybe, having come from a proper science background, you just see that... » (Femme, 35 ans environ, Teaching fellow, SOAS, entretien)

Extrait 10

« R : c'était *summer school*, ECPR *summer school* [note : il s'agit en réalité des *joint sessions*]. C'était celle qu'était à Uppsala en 2004. Donc j'avais fait une proposition de papier puisqu'il y avait un atelier qui était organisé par un allemand sur la gouvernance des métropoles [...] J'avais proposé quelque chose, j'avais été pris, et donc j'm'étais rendu à Uppsala pendant une semaine pour

parler avec des gens que je ne connaissais pas sauf un [...] avec qui j'avais déjà travaillé. [...] Et cette expérience a été plutôt une mauvaise expérience, c'est-à-dire qu'en gros moi j'étais arrivé avec des méthodes extrêmement micro d'une part, d'autre part j'm'étais retrouvé... et j'avais en face de moi des gens qui étaient très, qui travaillaient plutôt sur des niveaux d'analyse mésos euh pour lesquels ma monographie faisait pâle figure. Deuxièmement, je maîtrisais mal la littérature anglo-saxonne, donc j'étais un peu incapable d'entrer en débat, de montrer comment moi j'pouvais entrer en débat avec des auteurs importants, ce qui aurait été une forme de, d'objet transactionnel quoi entre eux et moi – j'dis « eux » parce que eux ils arrivaient très bien à se parler et moi j'arrivais pas à leur parler. J'pense que la langue était pas indifférente à cet état de fait, c'est-à-dire qu'en gros quand j'ai présenté mon papier j'étais un peu stressé etc. et du coup le présenter en anglais c'était pas facile. J'avais du mal à produire des idées claires. Heureusement j'avais envoyé un papier écrit, mais néanmoins... donc y'avait plusieurs choses, j'pense que rétrospectivement y'avait le stress, un problème de compétence linguistique j'pense, orale, y'avait le fait que ces gens-là, quand on parle d'un territoire de... combien, 120,000 habitants et que on étudie profondément sur la durée, sur 50 ans, ça les fait marrer – pas ostensiblement mais y'a une forme de, de, de « d'accord mais les autres ? », bon. Et puis troisièmement y'avait une vraie question autour de quels sont les auteurs qu'on peut débattre ensemble, ce qui est peut-être le même problème d'ailleurs. Et donc j'suis revenu de ce truc là assez déçu. [...] J'suis revenu avec l'idée que ces anglosaxons avaient vraiment une vision très englobante. On avait affaire à une communauté assez étrangère à des analyses qualitatives fines, et que pour cette raison j'avais rien à leur dire. Un peu vexé quoi, j'pense. [...] Plutôt que de me dire que c'était de ma faute, que j'avais pas su parler [...]. J'insiste sur la subjectivité complète de cette impression parce que je sais que, rétrospectivement, une des personnes allemandes m'a demandé ma thèse [...] et je sais qu'elle me cite, qu'elle cite ma thèse. Donc je sais que mes travaux ont été utilisés après, ça a servi, cette période a servi, mais sur le moment... en plus j'ai pas réussi à lier de sociabilités à l'extérieur des simples moments de travail et pour moi c'était un peu peut-être aussi le sentiment que ça avait échoué quoi, j'sais pas. J'ai pas vraiment réfléchi à tout ça mais en tous cas j'suis revenu déçu et plutôt avec la conviction qu'on avait affaire à des brutes. C'est-à-dire qui travaillaient pas finement et vis-à-vis desquels – et j'suis toujours un p'tit peu sur ce modèle là, c'est-à-dire je, je... je trouve quand même que la littérature anglosaxonne sur les sujets qui sont les miens [...] est sur un niveau d'analyse un peu méso qui n'est pas le mien. [...] Voilà, j'trouve que les protocoles, outre-Atlantique surtout, qui séduisent sont plutôt des protocoles où on lance de vastes enquêtes comparatives sur plusieurs Etats avec des indicateurs etc. C'était ça qu'était proposé en fait dans l'atelier ECPR : mise en indicateurs, enquêtes quantis etc. Moi j'avais juste rien à dire à ça parce que je considérais que tout ça était un peu, un peu trop brut de décoffrage, qu'on mettait ensemble des vaches et des cochons... [...] donc voilà j'ai éprouvé un peu une forme d'altérité là-bas. Et du coup ça m'a vacciné. » (Homme, 37 ans, Chargé de recherche, LATTs, entretien)

Extrait 11

« R : and then I went to my first EU studies association conference in the US. And so I was very early in my PhD career hooked into academic networks and

really suddenly realised what I'd need to achieve, what's expected in terms of quality and presentation of an academic, right? So I got socialised very early in that by going to these conferences [...] and I went back and I thought « how do I reframe my PhD to be able to do this? ». And that's when I thought « I need to learn some quantitative methods ». Cause I could see the younger generation starting to do that kind of thing, particularly the American trained ones. And I thought for me to compete with them and get articles published in top places I need to learn this kind of stuff. And I wouldn't have known that had I just stayed at the EUI; I wouldn't have known that had I just stayed at Oxford. I didn't meet anybody from that, that generation at Oxford [who had been] trained in quantitative methods. And all of them are now kind of sidelined in the kind of EU studies field. None of them were going to these conferences – I then met them through the EUSA [(European Studies Association)] networks but not the ECPR networks, not the APSA network. I went to APSA quite early on as well, so I started to see what global political science was and I thought « wow, how come nobody told me this at LSE as an undergraduate or at the EUI? ». So it was a real eye opener. We were still kind of political historians, which is fine if you're interested in certain things but if you're interested in parties and elections [...] there's a lot of numbers there so there's a limit to what you can do just studying it qualitatively [...]. And that's what I sort of realised from a very kind of old fashioned – I was trained, my background was very, from LSE master's program and LSE undergraduate and EUI, first year of my EUI program, I was very much old fashioned comparative European politics, the sort of Lipset and Rokkan, Gordon Smith, Peter Mair, Stefano Bartolini, that kind of comparative parties, comparative cleavages, which fitted my political history background perfectly. [...] The people who don't get to go to APSA at quite a young age I think really miss the sense of the latest big debates going on. I remember 1994, the very first APSA conference I went to, 1994 in New York. I didn't present a paper but I went. They had one high profile roundtable on Green and Shapiro's *Pathologies of rational choice*. And on another high profile roundtable the next day they had King, Keohane and Verba's *Designing social enquiry*. I mean, you know... suddenly I was just happening to be there, the room was packed, you've got King, Keohane and Verba and then all of the critics, you've got *Pathologies of rational choice* with Green and Shapiro and then the critics on a panel, and you think « my god, this is... » You really get to see what is the cutting edge of the methodological and theoretical debates in the discipline. And then all of a sudden something like « where do I fit in » and stuff. [...] I just thought I was lucky to experience that kind of thing, but I think maybe everybody goes through that at the first APSA conference they go to, so when you're young and you go to your first APSA conference I think it does have this very formative experience. » (Homme, 40 ans, Professor, LSE, entretien)

Extrait 12

« R : alors moi c'était, en fait l'entrée c'est l'IPSA, le comité de recherche de l'IPSA sur le financement de la vie politique. Et donc le mec en question m'a mis en relation tout simplement en me disant « voilà, en juillet prochain y'a un congrès à Berlin, c'est Machin qui s'en occupe, écrivez-lui de ma part et proposez quelque chose ».

Q : et ça vous tentait ou... ?

R : oui, oui et j'dirais d'autant plus – c'est ça qui est assez étonnant – c'est pas toujours facile d'avoir de bonnes relations avec ses proches, c'est-à-dire son environnement professionnel immédiat, soit parce que tout le monde a des relations de concurrence, parce qu'on peut pas se sentir, soit que sais-je ? Aussi parce qu'on se voit même pas, enfin c'est un milieu qu'est assez individualiste l'université [...], assez solitaire au fond [...]. Donc moi ça me faisait plaisir parce que c'était l'occasion de voir un p'tit peu, de sortir un peu de cet environnement qu'est pas toujours agréable, puis c'était aussi un peu la curiosité, voir du monde, découvrir un peu comment ça se passe, comment ça marche la science po ailleurs, ce qu'ils font, comment ils travaillent... et donc ben voilà donc j'suis rentré en contact avec ce monsieur [...], un prof de Jérusalem, très gentil. Donc bon j'ai préparé quelque chose – à l'époque là aussi j'ai quand même pu faire traduire mon papier et j'suis allé le présenter et puis ben ça s'est bien passé enfin euh... j'ai découvert un univers de gens que je côtoie maintenant depuis cette époque, c'est pareil qu'est à géométrie variable : y'a des gens avec lesquels j'ai plus d'affinités que d'autres hein et réciproquement. Mais c'est assez agréable, ils sont assez, d'une part sur le plan humain c'est agréable, et puis sur le plan intellectuel c'est intéressant aussi parce qu'on voit à la fois dans les manières de travailler – et sur le sujet sur lequel je suis elles sont souvent beaucoup plus facilement quantitativistes euh que je ne le suis moi, donc ça me force un p'tit peu à me... j'deviens pas un équilibriste euh des logiciels de traitement de données mais bon j'arrive à en voir l'intérêt et j'arrive à voir l'intérêt qu'il y a à travailler avec des gens qui ont cette compétence ou cette corde à leur arc [...]. Donc ça et ça, et puis c'est intéressant aussi parce qu'on voit un p'tit peu quand on discute avec eux après de manière plus, sur la vie privée ou le boulot, que vraiment c'est des, ils sont croqués à une autre chose que nous qui sera peut-être bientôt la notre et qu'eux aussi finissent par s'en plaindre et par en souffrir sur les rendements, les rendements publicatifs, publiants... donc bon voilà. » (Homme, 43 ans, Maître de conférences, Université Paris 10, entretien)

De manière significative, les formes de sortie n'apparaissent qu'au sein d'un échantillon français dans lequel les formes d'altérité sont aussi évoquées beaucoup plus fréquemment que dans le corpus britannique. Nombre de membres de ce dernier ne semblent d'ailleurs pas retenir l'altérité paradigmatique comme un aspect marquant de leur première internationalisation (extraits 13, 14, 15 et 16), et certains paraissent même trouver leurs marques et développer une appétence pour les espaces internationaux d'autant plus facilement qu'ils sont confrontés à des formes de proximités paradigmatiques (extraits 15 et 16). Trois hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cette différence entre les deux corpus. La première consisterait à voir dans le ressenti d'une altérité paradigmatique une retranscription de difficultés linguistiques. Les données ne semblent toutefois pas aller dans ce sens, les propos d'un enquêté français indiquant en effet que le sentiment d'altérité tend à persister dans des espaces internationaux francophones (extrait 17). Une seconde hypothèse pourrait être de lier ce

sentiment à un déficit de maîtrise par les politistes français des méthodes quantitatives (voir par exemple Billordo et Dumitru 2006). Les extraits d'entretien tendent cependant à indiquer qu'une telle supposition serait réductrice, nombre d'interviewés réticents ayant en effet été formés aux mathématiques appliqués aux sciences sociales par le biais d'écoles d'été (extrait 7) voire aux sciences dures via des formations antérieures (extraits 9 et 10). Une troisième hypothèse serait d'imputer plutôt l'écart observé aux modalités historiques différentes de structuration théorique des espaces scientifiques nationaux et transnationaux. Les données empiriques disponibles vont dans le sens de cette assertion. Plusieurs interviewés français que l'altérité théorique ressentie ne décourage pas décrivent ainsi la manière dont ils dépassent progressivement cette différence en s'apercevant que leur pratique de la science politique est plus proche des méthodes de leurs collègues étrangers sociologues (extrait 18) ou anthropologues (extrait 19) que politistes. De la même manière, un autre enquêté surmonte l'altérité en réalisant que son internationalisation doit passer par une explicitation systématique de références à la sociologie qu'il peut, au niveau national, utiliser sur un mode plus implicite. Ainsi d'après son expérience, si la différence d'approches persiste, elle n'empêche pas que ses collègues étrangers perçoivent l'intérêt de ses recherches (extrait 20). Une telle adaptation ne semble se retrouver, dans l'échantillon britannique, que dans le contact des spécialistes de théorie politique avec le continent européen (extrait 21). C'est donc à une forme d'hétéronomie relativement plus importante vis-à-vis d'autres sciences sociales et notamment de la sociologie que l'on peut attribuer une partie de la fréquence relative du sentiment d'altérité théorique chez les membres de l'échantillon français.

Extrait 13

« Q : so was the 1980 ECPR Joint Sessions sort of your first conference?

R : yes.

Q : how do you remember it?

R : it rained a lot.

Q : [rire]

R : I was the only woman, I've often been the only woman in these groups. I mean yes it was interesting focusing quite hard on this sort of particular area. So many different people in so many different countries had an interest it was quite amazing. We did manage to hammer out a common framework and stick to it but a few people were disillusioned and fell by the wayside. » (Femme, 60 ans environ, Senior lecturer, Queen Mary London, entretien)

Extrait 14

« R : I didn't do that much, I was of the view that I needed to have something before going out there so I didn't hang around conferences just to make contacts. I mean the first conf- it wasn't even a conference, it was a workshop – the first workshop I attended was something for PhD students in Corfu, all paid for, it was very nice. But that was sort of the first time which was sort of where I met sort of a wider sort of set of individuals. So that's... I met [a French political scientist], so that's sort of the persons I met there. I remember two people from there. [...] It was basically, you just met people from across Europe basically, I mean that sort of was different from here. [...] But it wasn't a sort of mind-blowing experience that I saw new things that I'd never seen before in a way. So I mean you know it was sort of nice to different types of people with different backgrounds but otherwise it was just you know what you've got here [at the LSE] anyway. » (Homme, 35 ans, Reader, LSE, entretien)

Extrait 15

« R : [my first ISA conference] was very good I mean they are vast, these American conferences are, I mean American political science is a different beast to the UK or any kind of European political science. The scale of the operation is, you know, fairly, fairly forbidding. But it was, it was good and what you often find at those is actually there's lots and lots of Europeans there and you kind of do quite a lot of socialising with other Europeans in America, not so much as socialising with Americans curiously enough. So there are kind of sub-networks that go on or exist within these kinds of conferences. And so that was my first exposure to those, but no it was a good, it was a good experience and it gave me a taste for keeping plugged into American networks. » (Homme, 36 ans, Senior lecturer, University of Warwick, entretien)

Extrait 16

« R : I remember my first conference. I was just finishing my PhD and it was EUSA, the European Studies Association – then the ECSA, the European Community Studies Association – and it was in Charlestown USA and it was great.

Q : how did you end up there?

R : well I wanted to go try my empirical chapter before finishing the PhD cause the problem with the supervision of the PhD and your supervisor is at some point you see him so many times they're not gonna give you something new. You should have convinced them by the end! So I wanted to freshize on the argument, so I wanted to go to a conference. I knew this was a good conference in EU studies, if I'm honest I quite liked the idea of going to the USA for a few days, so combination of location and being a good conference, it seemed a logical one to go to. And it was a very good choice to go to it because there was a young – again, about luck: when I started my studies in the EU it was very much IR, but by the time my generation were finishing our thesis, some were arguing it was a new style of public policy and there was a distinct political system in Brussels. And there was a whole generation of us in the US [...]. All these people were presenting their work at this conference and we all got to know each other, which is nice cause it helps facilitate future collaborations, networks and so forth. So this was a good conference to go to in that respect. It

was also a good conference for me because [...] the old guard were a bit dismissive or tried to be but in the audience the younger generation could actually see the real value and the truth of the data. » (Homme, 45 ans environ, Professor, UCL, entretien)

Extrait 17

« R : moi toutes les expériences à l'international c'est des expériences négatives. Après y'a le fait que j'parle mal anglais. Mais j'me souviens, j'suis allé comme plein de français au colloque des politistes québécois donc c'est pour ça que j'peux dire que ce que j'pense... Donc y'avait que du mépris dans les couloirs et des gens qui disaient « c'est vraiment nul ce qu'ils font » et les ateliers qui marchaient bien c'était ceux où y'avait que des français. Parce que les québécois... y'a un décalage entre ce qu'ils font et ce que nous on fait et les français étaient contents de se retrouver entre eux et y'a pas d'échange avec les québécois. [...] Ca fait que c'est bizarre, on est bien ensemble dans le même colloque, mais y'a pas d'échange. [...] Moi les interventions de québécois que j'ai entendues en fait c'est pas scientifique, c'est plus proche du journalisme ou de l'essai. » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Extrait 18

« R : et donc du coup voilà et puis j'ai fini par me dire « j'ai envie, enfin, j'ai envie de travailler sur les rapports entre art et politique » et c'était le moment de la guerre en Irak en me disant « si je travaillais sur les mobilisations d'artistes contre la guerre ». Donc j'ai pensé d'abord à faire une chose comparative vraiment France Etats-Unis parce que c'était des contextes à la fois différents mais en même temps des, des sociétés assez structurellement comparables je pense donc euh voilà, toutes choses égales par ailleurs parce que les gens sont assez différents mais euh... [...] et je connaissais personne, je n'avais absolument aucun contact dans les mondes de l'art, aucun contact universitaire dans les endroits auxquels j'avais pensé pour faire mes terrains qui étaient euh New York, Chicago et Los Angeles pour des questions qui étaient liées aux mobilisations d'artistes. Et je me suis dit « comme c'est à Los Angeles que j'en ai le plus euh quantitativement et aussi y'a le cinéma – dont je craignais que ce soit le milieu le plus difficile à ouvrir – bah je vais partir là-bas deux mois comme ça sur mes deniers et je vais voir, je vais voir. Je vais voir si j'arrive à nouer des liens avec des collègues, comment est reçu ce que j'essaye de faire et aussi par rapport au terrain si je peux ouvrir le terrain ou pas ». [...] Une chose intéressante aussi c'est que moi spontanément j'me suis dit « bah j'vais contacter des gens en science politique. Voilà, j'suis en science politique, j'vais contacter des gens en science politique ». J'suis donc allée regarder sur internet – Dieu merci ça existe sinon tout ça serait pas possible [rire] – et j'ai essayé de repérer des gens qui avaient travaillé sur des choses, des mobilisations euh... éventuellement des scandales parce que j'avais travaillé là-dessus avant, enfin nouer des contacts avec des gens qui étaient éventuellement intéressés dans des départements de science po, dans les facs américaines donc en particulier USC (University of Southern California) et UCLA [(University of California, Los Angeles)] et... à ma grande, à mon grand désappointement la science politique là-bas ça n'avait rien à voir avec la science politique ici – c'est peut-être une chose qu'est peut-être très connue de vous mais moi j'avais pas mesuré à quel

point en réalité c'était – j'suis même pas sûre que ce soit une discipline en France mais c'était des choses très différentes en tous cas euh aux Etats-Unis et en particulier dans ces universités et en France et en particulier dans les universités que j'avais l'habitude de fréquenter, c'est-à-dire que j'suis tombée sur des gens qui étaient des partisans euh très convaincus du *rational choice*, même dans une version assez sophistiquée ce qui est pas, ce qui n'est pas du tout ce que je faisais, donc y'avait l'impression que j'faisais pas de la science politique et moi pareil pour eux, et donc – ils étaient très polis et tout parce que les américains sont polis y'a pas de problème – mais j'ai bien senti que ça n'accrochait pas très fort. Sauf en réalité avec la directrice – c'était pas la directrice à l'époque mais la personne qui est maintenant directrice du département science politique de USC avec qui depuis j'ai fait signer des accords de coopération avec mon département et tout, et qui était en fait simplement enseignant à ce moment là au département de science politique de USC et que j'avais contactée plus ou moins par hasard en plus [...] – et qui est en fait quelqu'un de très différente et marginale dans son département mais à ce moment là je le savais pas j'avais juste repéré que ses objets je les trouvais assez intéressants euh... et qui travaillait sur les mobilisations sur l'aspect un peu des émotions en politique. Ce qui est pas vraiment ce que je fais hein par ailleurs mais c'était quand même le moins étranger à ce que je faisais et surtout elle travaillait sur des mobilisations. Et elle ça l'a beaucoup intéressée en fait on est resté en contact, on a travaillé, elle a organisé des séminaires dans lesquels j'intervenais à USC mais plus avec les départements de socio ou d'anthropo et ça m'a mis la puce à l'oreille, j'me suis dit « j'dois pas bien cibler le truc » et j'suis allée voir les collègues de socio à UCLA et c'est là que vraiment le déclic s'est fait parce que ils m'ont dit, ils m'ont posé des questions ultra-théoriques en réalité : « le terrain très bien mais euh sur quoi tu travailles, avec quels auteurs » euh et donc euh... en fait je leur ai dit « ben voilà Bourdieu, Luhmann » « ah bon, Luhmann ? ». Et alors là ça leur a fait un effet bœuf [rire] parce que en gros j'pense qu'ils craignaient aussi un peu le truc euh... « ça va être quelqu'un de plus qui veut travailler sur Hollywood mais ça va pas être très structuré théoriquement » et voilà, et donc c'était une sorte de, d'affinité euh plutôt euh... méthodologique aussi parce que c'est des gens qui font beaucoup de travail de terrain, d'observation, d'entretiens mais euh. Je, je correspondais pour eux, c'est pas tant pour dire que eux travaillaient beaucoup à partir de Bourdieu et encore moins de Luhmann, c'est hyper exotique pour eux, c'est plutôt que j'correspondais à ce qui leur plaisait dans l'image du, de l'intellectuel français, du chercheur français qui effectivement mobilise ces références – ce qui les fascine un peu – qui leur plaisent et qu'ils mobilisent pas tellement eux mais qui fait un peu venir du monde autour des trucs qu'ils organisent. Et voilà. Et puis après on s'est rendu compte que en fait concrètement on faisait vraiment des choses semblables et on a vraiment échangé des idées et des... et des conclusions voilà comme on peut le faire avec n'importe quel chercheur français quand on travaille ensemble sur une recherche. » (Femme, 38 ans, Professeur, Université Paris 8, entretien)

Extrait 19

« R : le coût d'entrée dans le monde académique là-bas a été très élevé, c'est-à-dire qu'en fait j'me suis rendu compte qu'à la toute fin que je m'étais trompé, c'est-à-dire que ce que je faisais j'aurais pas dû voir du côté de la science

politique qui était vraiment pas du tout intéressante, ça m'a vraiment pas du tout intéressé parce que c'est de la science politique quantitative à base de sondages mais vraiment très très inintéressante, j'avais fait quelques séminaires qu'étaient tous effroyables, vraiment. Après j'suis allé en sociologie et c'était très quantitative aussi parce qu'en fait c'est une école, Oxford, qu'est assez spéciale et pas très intéressante par rapport à ce qui m'intéressait, parce que c'est un travail statistique [...]. Et après j'ai vu du côté de Manchester où là ça avait l'air beaucoup plus intéressant [...]. Et dans les derniers mois j'me suis rendu compte que c'était en anthropologie que j'aurais dû aller voir. J'ai fait quelques séminaires et en fait là j'ai vu que c'était ça et qu'en fait ce que nous on appelle science politique en France ben c'était ce que eux ils faisaient en anthropologie où ils allaient observer le vote, voir comment la socialisation familiale pouvait influencer sur le vote en faisant des entretiens avec les personnes et pas un sondage très très général comme j'avais vu dans les séminaires en science politique. Donc comme le paysage universitaire est pas dessiné de la même manière, ça demande un temps énorme pour comprendre que ça a beau s'appeler science politique, c'est pas de la sociologie politique. Parce qu'il faut acheter l'ouvrage, commencer à le lire, comprendre que ça marche pas, comprendre que la revue là c'est pas une bonne revue, donc c'est énorme. Ce qui fait que moi en six mois j'ai perdu énormément de temps à m'intéresser à des choses qu'étaient pas très intéressantes. [...] En Angleterre moi c'était anthropologie et histoire sociale, c'était les deux disciplines qui correspondaient à ce qui m'intéresse en France, et faut un certain temps pour le comprendre. Mais en gros j'ai été vraiment très très déçu, j'ai peu de bons souvenirs sur le contenu.

Q : c'était parce que il y avait une forme de décalage méthodologique ?

R : oui, et plus que méthodologique, j'ai vu des séminaires... plus que méthodologique, souvent même ils... des fois même ils travaillent – donc c'est plus sur les colloques parce qu'après j'ai fait pas mal de colloques internationaux – où ils reprennent un sondage qu'est paru dans un journal et ils vont faire toute une communication sur l'exploitation du sondage qu'est déjà biaisé parce que c'est un sondage dans un journal, c'est-à-dire que c'est même pas eux qu'ont produit le matériel. En fait y'a un problème c'est que le terme de matériel empirique, j'me suis rendu compte très vite, en fait ils savent pas ce que c'est. Y'avait beaucoup de séminaires où c'était une discussion générale sur euh sur l'avenir aussi, c'est des trucs un peu bizarres que nous on n'aurait pas sur comment ça va évoluer, et qui était basé sur des lectures d'autres auteurs mais qui a pas de matériel empirique propre [...]. Donc c'était méthodologique mais j'ai l'impression que des fois la base scientifique qu'on demande à des doctorants était pas respectée, c'était assez... » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Extrait 20

« R : nous y'a plein d'auteurs que personne ne connaît parce qu'ils sont pas traduits. Et voilà moi j'suis très content que Gaxie il aille dans les colloques parce que bah voilà le cens caché c'est quand même le b.a.-ba de la science politique française mais euh... si vous êtes obligés d'expliquer, c'est-à-dire que tout le monde connaît ces travaux là puis les autres, c'est pas la question, mais y'a pas besoin de l'expliquer. Moi quand j'suis avec des collègues étrangers, j'peux pas dire « le cens caché » et tout le monde a compris de quoi je parle,

j'suis obligé d'expliquer quoi. C'est pareil sur le journalisme, le concept de champ – alors même si Bourdieu est traduit etc., en fait c'est une espèce de, une référence. C'est-à-dire Bourdieu, oui, ils connaissent, ils ont lu mais c'est pas un outil théorique pour eux, c'est une référence. Ca change hein mais j'veux dire dans le travail ça pose des problèmes parce que moi quand j'suis dans un contrat européen qui travaille sur les médias, quand je leur dis que – alors, vous êtes pas spécialiste mais je vais la faire courte : en *media studies*, l'habitude c'est de comparer média par média, type de média par type de média : la télé française comparée à la télé britannique, à la télé hollandaise etc. Quand je leur dis « mais, ça a pas de sens », enfin j'veux dire si vous réfléchissez relationnellement, la BBC ça n'a rien à voir avec France 2. Ca a plus à voir, dans le champ, avec *Le Monde*. Mais quand vous leur expliquez ça, vous faites des petits diagrammes etc., et vous avez l'impression d'être Copernic quoi. C'est-à-dire qu'ils avaient jamais pensé à ne pas travailler en termes de types de médias, à réfléchir en termes de « qu'est-ce que ça représente dans la profession tel ou tel média ». Et alors vous voyez des types de 60 ans qui se disent « bah ouais ! ». Mais c'est un peu triste de, de, enfin, pas triste mais... Ils voient tout à fait ce que je veux dire quand je... mais ils y ont jamais pensé, simplement parce que c'est pas la même trajectoire de la discipline nationale. Donc ça pose problème parce que les choses qui vont de soi vont pas du tout de soi. Et c'est pas mal aussi d'être obligé d'explicitier les choix qu'on fait, et pourquoi on les fait, pourquoi c'est intéressant. Donc le côté « ça va de soi », ben quand ça va plus de soi ben c'est intéressant d'expliquer pourquoi c'est intéressant d'utiliser tel ou tel concept, telle méthodologie, de se poser des questions qu'on se pose même pas au niveau national. Donc ouais c'est euh, c'est pareil c'est intéressant de défendre son point de vue. D'ailleurs c'est même pas défendre, c'est expliquer l'intérêt du truc. Y'a rien à défendre, encore une fois comme je vous disais au début on n'est pas des pèlerins et moi j'ai pas en plus de bagage doctrinal, j'ai simplement, y'a des manières de travailler et des options analytiques... mais j'cherche pas à les convaincre, j'cherche à les convaincre que c'est intéressant de, de se poser la question dans ces termes là. Après, c'est des négociations. [...] Mais mon expérience c'est qu'à chaque fois que j'suis allé sur euh... c'est que les gens étaient vachement intéressés. [...] C'est-à-dire qu'y compris au point de vue théorique ou analytique développé, ça les intéressait. Soit sur le mode très exotique – c'est-à-dire j'suis allé aussi dans des workshops *European studies* avec les gens qui étudient la PAC, la PEC, nananana, et moi j'arrivais avec mon objet sur le journalisme et ça les intéressait. [...] Ou les trucs très français, par exemple le fait de mettre de longs extraits d'entretiens, ils trouvaient ça bien. Enfin je le sais parce qu'ils trouvaient les papiers intéressants, denses, etc. Euh et sachant que eux ne fonctionnent pas comme ça, enfin la norme dans les revues, y'a très peu de matériau en fait. » (Homme, 34 ans, Maître de conférences, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 21

« R : [my connections] are mainly in America, some in Canada, not so much in Europe. In fact probably actually less in Europe than it used to be, I used to work with some Italians and I was part of a student exchange network with universities in Italy and I went to Italy a few times, must have been twenty

years ago. That kind of dried up. So apart from the ECPR which has got a lot of Brits there anyway, I don't have much to do with Europe anymore.

Q : was the Fulbright sort of a turning point in that respect?

R : yes I think so but also I think the combination of the fact that I always feel embarrassed of not being a good linguist when I go to Europe and on the other hand I've always liked being in the States. The other thing is political theory is kind of weird: in Britain it's part of political science but in Europe the interesting political theorists are often in philosophy departments so they're just not at the same conferences. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Si la différence est donc marquée, sur ce point, entre les deux corpus, elle n'implique pas que la majorité des membres de l'échantillon français soient rebutés par leur première expérience internationale ou que les britanniques soient tous spontanément à leur aise lors des premières étapes de leur parcours d'internationalisation. L'atmosphère de ces nouveaux espaces, leur format parfois particulier et l'ensemble des règles qui, plus généralement, y régissent les conditions de l'échange scientifique, sont en effet autant de facteurs qui contribuent de manière variable à forger la première impression des enquêtés. Certains interviewés sont ainsi surpris par des formats de communication scientifique auxquels de premières expériences nationales ne les ont pas habitués (extraits 7, 8, 12, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28). L'impression laissée peut alors être positive (extrait 12, 22, 26, 27, 28 et 29), mais elle s'avère aussi souvent négative (extraits 7, 8, 23, 24 et 25) sans toutefois que ce premier sentiment soit nécessairement rédhibitoire. Si l'altérité de format est donc éprouvée aussi bien par des enquêtés français et britanniques, une différence est une nouvelle fois apparente entre les deux échantillons. Une forme d'altérité, liée au mode d'organisation de la manifestation elle-même, semble en effet ressentie des deux côtés de la Manche : le nombre de participants et la durée des présentations et des sessions comptent parmi les paramètres qui, en particulier dans le cadre spécifique des *joint sessions* de l'ECPR, peuvent surprendre. Mais seuls certains enquêtés français s'avèrent surpris par les modalités même de présentation et d'échange du contenu scientifique. Des membres de l'échantillon sont ainsi séduits par « l'apesanteur hiérarchique » rencontrée lors du commencement de leur carrière internationale et contrastant singulièrement avec leur expérience de l'atmosphère des espaces nationaux (extraits 12, 26, 27 et 28). Pour d'autres, c'est ce qu'une enquêtée désigne par « la mise en intrigue » des communications scientifiques qui est à la source du sentiment d'altérité. Ce dernier peut alors susciter des velléités de

sortie de la carrière internationale (extrait 7) ou à une adaptation des pratiques de communication scientifique (extrait 29).

Extrait 22

« R : [when I went to my first ECPR joint sessions] it was all really intimidating, I wasn't familiar with the format, hm but it was brilliant because for me, you know, [...] it made me realise that I had something to say and I could contribute to a comparative, overarching comparative study or literature. And that was perfectly ok and I think it made me reconceptualise or rethink about how I saw green politics [...] and where I slotted in. So it was fascinating. [...] And I knew then that this was the sort of event that I wanted to attend. » (Homme, 41 ans, Reader, Queen Mary London, entretien)

Extrait 23

« R : the second one was very very odd cause it was the ISA in Chicago which was in February, the February afterwards. I knew literally nobody in that one, I didn't know a single person and it was massive. [...] It's one of these enormous things, they take over half of the city and it's an enormous hotel and it was Chicago in February so it was very cold. And somebody once described the ISA conference as a meat market and I think it is a bit like that because you have so many panels going on at the same time. And you know sometimes you turn up and you're the only person coming to listen to the speakers. And I felt unless you were part of that inner core of people who seemed to know each other very well... actually the feedback, the experience was not terribly constructive. I mean I had some questions, I can't remember what the questions were... there were some questions about my paper [...] but I didn't feel anybody really had anything terribly useful to say. » (Femme, 35 ans environ, Teaching fellow, SOAS, entretien)

Extrait 24

« Q : do you remember how it felt, going to APSA for the first time, presenting a paper for the first time, that kind of thing?

R : er yeah I really enjoyed both actually. It was slightly frightening. I remember the very first panel I went to at APSA, not that I was participating in in any way. It was terrible, absolutely terrible, and I was amazed by this. I had been expecting hm all the greatness of American political science to be entirely clear and manifest and it wasn't. So that was slightly disheartening in a sense but also kind of good news in that one didn't have to be so brilliant in order to present at APSA. So I suppose that was, that was kind of encouraging for putting in an application for the following year. » (Homme, 30 ans environ, Lecturer, University of Reading, entretien)

Extrait 25

« R : I remember my first... now what's that called? IPSA, the International Political Studies Association was the first BIG international conference I went to in er... Quebec I think it was. And... hm, that was, I was still a PhD student, I was just coming to the end of my PhD I think, and that was the culture shock so, I don't know, that's the one I really remember as my first one, and being

really struck at the really, hm, instrumental networking of some of the North American students.

Q : in what way?

R : hm, because I had a couple of things, for instance this is when people came to me with business cards and put very persistent – until they found out I was another PhD student and then quickly backed off, it's just not really, I don't know, I guess there's a bit of a cultural difference between British students and hm American students on that, I don't know about French students but, hm... I remember thinking that was really strange but now of course I realise people are working for, they have to work for tenure and – maybe I was just unlucky with a couple of people that I thought were coming out really strong and then they found out, they tried to find out who you knew and then backing off. » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, entretien)

Extrait 26

« R : j'm'aperçois que si on présente des papiers sans rien changer à ses références théoriques et qu'on essaie de faire du boulot de qualité et de discuter, les gens vous écoutent et y'a des discussions à bien des égards beaucoup plus constructives et intéressantes que dans les espaces français, d'abord parce que y'a une énorme euphémisation des barrières hiérarchiques entre les gens. L'usage du « you » et l'usage du prénom, ça veut pas dire qu'il y a pas de hiérarchie, mais le rapport entre un doctorant et un mandarin connu internationalement, il a [il insiste sur le mots et les détachent nettement] rien. à voir. Donc ça facilite énormément la discussion, on rencontre des gens sympas, on rencontre des gens qu'ont pas forcément les mêmes paradigmes mais qui se posent les mêmes questions. On s'aperçoit à la fois que – moi j'pense pas que la science politique française soit globalement, alors faudrait mettre des bémols sous-champ par sous-champ, mais elle est pas moins bonne que la science politique internationalisée, enfin elle est des fois moins bonne, des fois meilleure mais y'a pas un *gap* qui ferait de nous des vilains p'tits canards. Donc ça vaut la peine d'essayer d'y aller. On rencontre d'autres gens mais y'a ça aussi : en même temps, c'est un tel bonheur de quitter l'espèce de marigot de la science politique française qu'est une toute petite communauté euh à bien des égards assez figée en termes de rapports de pouvoir, enfin... » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 27

« R : et du coup j'étais dans un colloque avec [Untel], [Unetelle], voilà tous les spécialistes des mouvements sociaux européens étaient là, et du coup en étant en tout début de thèse c'est à la fois impressionnant mais gratifiant d'être dans la même pièce et de discuter avec eux et de, et de présenter ses travaux euh... [...] et puis... et puis, là y'a rien à voir avec la langue mais je me suis rendu compte que l'avantage des colloques internationaux c'est que ben voilà vous êtes pas en train de présenter, discuter, commenter voire critiquer les travaux de quelqu'un qui vous recrutera. Donc j'veux dire y'a pas d'enjeux euh, c'est en espèce d'apesanteur hiérarchique. C'est-à-dire que vous pouvez être en train de discuter avec vos notes de bas de page et eux ils vous regardent comme quelqu'un qui a quelque chose à dire et pas quelqu'un qui est le thésard de machin et voilà ils s'intéressent juste, ou pas, à ce que vous avez à dire et c'est

une expérience euh... beaucoup plus satisfaisante j'pense pour un thésard que bien des colloques nationaux où y'a, un linguiste dirait un paratexte dans tout ce que les gens disent et la manière dont... mais c'est normal, c'est-à-dire que oui quand vous allez à l'AFSP en tant que thésard ou jeune docteur les enjeux sont pas les mêmes que si vous êtes à l'APSA ou à... c'est-à-dire que les gens devant qui vous présentez, ils vont pas vous recruter, et vous êtes pas un concurrent pour leur poulain etc., toute la tambouille interne à toutes les disciplines, c'est pas propre à la science politique. Donc c'est vachement euh... ouais c'est une expérience de très... pour un thésard j'trouve, enfin je remercie beaucoup [mon directeur de thèse] de ce point de vue là. Ça permet d'oublier euh voilà toutes les implications de etc. [il parle dans sa barbe]. J'dis pas, c'est très bien l'AFSP, y'a aussi plein de choses intéressantes etc. mais la situation n'est pas la même, c'est-à-dire que vous pouvez dire exactement la même chose, enfin présenter la même chose mais vous le direz pas de la même manière si vous êtes à l'AFSP et que c'est untel qui vous discute ou que vous parlez à la présidente de machin, euh voilà. [...] J'ai rarement vu de batailles homériques dans les milieux internationaux. C'est plus pacifié que certains milieux nationaux. En disant ça je donne l'impression que je suis traumatisé par les colloques nationaux mais pas du tout, j'veux dire c'est comme ça, il se joue pas la même chose quoi. Des fois il se joue rien du tout, du type les grandes conférences où voilà le but c'est d'y aller et de parler pendant une demi-heure. Moi j'trouve que c'est une dépense d'énergie et d'argent énorme pour un résultat qu'est faible à tous points de vue, donc j'y vais pas trop.

Q : au niveau national vous l'avez expérimenté directement du coup ?

R : de quoi ?

Q : le côté un peu « tendu » ?

R : bah oui oui bah euh, pas personnellement, moi j'ai jamais eu de... mais ça arrive quoi dans des colloques que bah voilà vous mettez deux grands fauves à la même tribune, des fois ils s'empaillent quoi mais euh... oui... oui, bah ça arrive... C'est des histoires de colloque avec des fois untel qui s'en prend pas à untel mais au thésard de untel et tout le monde interprète le coup porté comme n'étant pas dirigé contre le pauvre thésard qui vient d'en prendre plein la tête mais comme destiné au directeur de thèse en question etc. Ça se voit aussi dans les jurys de thèse dans la discussion qu'il y a parfois entre membres du jury euh... Ce qui est en jeu c'est pas tant la thèse que ce qui se joue entre les membres du jury. » (Homme, 34 ans, Maître de conférences, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 28

« R : et puis, confiance que je fais avec prudence, je trouve quand même mes collègues étrangers beaucoup plus sympathiques que mes collègues français.

Q : comment ça ?

R : bah écoutez, y'a en France des rapports internes, bon évidemment y'a des exceptions notables, qui sont des rapports de compétition, qui sont des rapports de brutalité, voire de conflit à l'intérieur, la science politique française est très conflictuelle. Au niveau international, ces conflits, ces compétitions n'apparaissent pas du tout. Moi je me souviens, bon, je fréquente assidument l'Association Internationale de Science Politique depuis le congrès de Paris 85 [...], et j'ai été très impressionné par la qualité des relations qui s'y construisaient et la facilité, la franchise, la bonhomie, la chaleur des rapports.

[...] J'ai toujours eu des relations d'une extraordinaire courtoisie, gentillesse, chaleur, spontanéité et ça ça joue beaucoup dans le désir d'internationalisation, enfin moi dans la deuxième étape de mon désir d'internationalisation c'est-à-dire quand j'ai commencé à le sentir et le découvrir. Moi je me console de toutes mes déceptions françaises en me replongeant régulièrement dans le bain international. Ici à Sciences Po tout est violence, demain je vais à Saint Andrews par exemple faire une conférence et je sais que j'y trouverai sympathie, amitié, franchise et c'est tout autre chose.» (Homme, 60 ans, Professeur, IEP de Paris, entretien)

Extrait 29

« R : [pour le papier de Santiago] j'me suis mis sur un format un peu plus proche. J'ai fait beaucoup de tableaux, et l'écriture c'est beaucoup de commentaires de tableaux, même si y'a pas que ça, mais l'article y'a deux parties et y'a, y'a une partie c'est ça quoi. Et d'ailleurs ce que je vais présenter vraisemblablement au Québec là, ça sera en anglais beaucoup plus cette partie là, sur les tableaux [...]. Ca j'pense que c'est plus d'ailleurs dans une logique américaine finalement, entre guillemets américaine, mais quand j'vois toute une série de papiers anglo-saxons, c'est vrai que c'est beaucoup plus ça : c'est très court sur des hypothèses, très court sur des data, euh des présentations de tableaux et puis des commentaires ou des conclusions quoi. Donc... et c'est vrai que tout ça, quand on le fait à l'oral, c'est très très court, c'est très très court. C'est pour ça qu'au fond j'pense que finalement c'est pas si difficile que ça de présenter quelque chose en anglais à l'oral, parce que c'est un format relativement court et si peu qu'on soit un peu ajusté avec quelques tableaux à présenter et à commenter et ben on rentre dans les clous. Après, si on fait – ce que j'étais plus habitué à faire – de la réflexion, de la construction de l'objet, patati patata, ben souvent c'est quand même un peu juste, le format de ces conférences là, pour s'exprimer. Et je pense aussi que ce format là, voilà il est pas forcément non plus celui qu'attendent habituellement des revues anglo-saxonnes, même si elles publient pas toutes que des articles quantophrénistes. [...] Mais y'a un effort à faire pour être plus concis, plus court, plus direct, ça me semble être le cas. Mais là encore, je prétends pas à la science infuse : doit y avoir de grosses variations selon les revues, selon parfois aussi le numéro thématique de la revue... » (Homme, 43 ans, Maître de conférences, Université Paris 10, entretien)

Comme on le perçoit dans ce dernier extrait d'entretien, le sentiment d'altérité de format ne s'arrête pas, dans l'échantillon français, aux communications dans le cadre d'espaces transnationaux et s'exprime avec d'autant plus de force lors de tentatives de publication dans des revues anglophones. La concision des phrases et des articles (extraits 29, 30 et 31), la présence de tableaux pointus (extrait 7, 29 et 32) ou l'importance de la revue de la littérature (extraits 30, 31 et 34), que l'on perçoit comme les exigences de ce format de publication, peuvent ainsi donner lieu à des difficultés. Que ces difficultés soient surmontées par le biais d'une traduction (extrait 30) ou par l'adoption d'un style

d'écriture particulier en anglais (extrait 31, 32 et 33), le coût de l'écriture pour une revue anglophone est toujours conséquent et peut parfois s'avérer prohibitif (extrait 34) – d'autant que, on le verra, les rétributions ne sont pas perçues par les interviewés comme étant à la hauteur de l'investissement consenti. Ces difficultés rencontrées dans l'écriture pour des revues internationales semblent, comme certains aspects du sentiment d'altérité des formats de communication, être spécifiques de l'échantillon français, les témoignages britanniques ne faisant pas état d'une différence de format ou d'exigences dans leurs expériences avec des revues étrangères (extrait 35). Elles ne nous semblent cependant, comme le sentiment d'altérité théorique, pas réductibles à une question linguistique : les normes de l'échange scientifique qui régissent certains espaces français paraissent en décalage avec celles d'espaces britanniques et internationaux, dans la manière à la fois d'articuler la réflexion et de présenter les données empiriques.

Extrait 30

« R : y'a un gros problème j'trouve aussi avec les articles – bah c'est pareil aux Etats-Unis – c'est des articles très très courts, y'a 5 ou 10 auteurs, et c'est toujours pareil c'est-à-dire qu'ils vont reprendre... y'a une hypothèse et donc la moitié de l'article ils te disent comment l'hypothèse a été travaillée par d'autres auteurs et comment eux ils l'ont travaillée y'a deux ans dans un autre article, donc y'a énormément de références. Y'a une toute petite partie vérification de l'hypothèse et une conclusion. Quand tu regardes leurs publications ils publient entre cinq et dix articles tous les ans, ce qui est impossible : en France, tu peux en faire un ou deux. Donc c'est très petit, c'est les mêmes, et d'une année sur l'autre ça bouge assez peu, c'est qu'ils refont le même en bougeant un peu ou avec un autre cas et euh... moi souvent j'étais vraiment très très déçu, c'est vraiment pas, c'est pas le même style d'articles que dans *Politix* ou dans les revues sérieuses en France. Et comme tu connais pas le monde – moi les personnes je les connaissais pas donc j'ai bouquiné beaucoup, j'ai pris des auteurs – ici en France c'est plus facile, comme tu connais tu sais que si il fait référence à cet auteur là c'est que ça doit être intéressant, et là-bas moi il me fallait énormément de temps pour m'orienter vers les quelques auteurs qui me paraissaient intéressants. Donc moi j'trouve qu'il y a vraiment un gouffre énorme entre ce qu'on fait en France et puis les autres. [...] Donc j'ai fait cet article sur les chasseurs français. Je me suis fait aider, j'ai mis six mois à l'écrire, je l'ai proposé à *Sociological Review*, une revue de sociologues britanniques. Il a été refusé, donc j'avais un avis positif et un avis négatif, et dans l'avis négatif ce qui était dur c'est que c'était un gros problème de fond pour celui qu'a fait la relecture, mais qu'était lié à ces notions que je ne maîtrisais pas parce que le terme de *working class* en Angleterre il est pas comparable à celui de classe ouvrière parce que eux, la *working class* à la campagne ça n'a pas de sens, alors que moi c'est ouvriers chasseurs donc qui vivent dans des villages et qui vont travailler à la ville. [...] Donc à partir de cette expérience malheureuse, ce que j'ai fait c'est que maintenant je travaille le texte en français [et je le fais traduire] – et donc là aussi on n'a pas de problème

de financement, on peut en gros faire traduire un texte tous les ans. Et donc en fait j' pense que maintenant faut que je fasse ça, c'est-à-dire que j' écrive le texte en français et que ce soit un spécialiste qui traduise. Parce qu'en fait c'est pas possible... on a l'impression qu'on peut écrire directement en anglais, pour un article c'est impossible. [...] Puis après j' me suis rendu compte que même ceux qui étaient très bons, ils faisaient traduire leur texte. [...] Ca a beau être en français, faut que ce soit un français, parce que comme c'est pour un public britannique il faut que les références que j' emploie soient connues [...], il faut que j' explique le contexte. [...] Ca fait que c'est un travail d'écriture en français qui est spécifique à l'international, c'est vraiment pas une traduction... Ca n'aurait aucun sens. Donc j' fais un travail de recherche sur ce qui se fait au Royaume-Uni pour bien... » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Extrait 31

« R : j' ai dû réapprendre à écrire en fait. [...] Je pense écrire plus simplement qu'en français. Ca m' était apparu de manière évidente quand j' avais dû traduire [...] mon résumé de thèse [...]. Et quand on doit traduire on se dit « mais en fait qu'est-ce que j' ai voulu dire derrière ce mot complètement alambiqué [rire] qui a l' air très classe comme ça mais qu'est-ce que j' ai voulu dire exactement ? Et j' trouve que c'est beaucoup plus simple, c'est-à-dire que voilà, on fait pas de chichis en anglais. En anglais, c'est direct, c'est, voilà [...], enfin en tous cas moi j' ai l'impression que j' écris moins pompeusement.

Q : c'est plus direct ?

R : c'est plus direct, c'est des phrases courtes, voilà « où tu veux en venir ? ». Après, sur la structure des articles, j' ai l'impression, enfin j' accorde, j' ai l'impression qu'on attend de moi que j' accorde plus d'importance à la revue de la littérature et au positionnement dans le champ en fait, qu'en français... ouais. Mais, un style plus direct j' dirais. Dans le choix des mots aussi. » (Femme, 31 ans, Post-doc, Triangle, entretien)

Extrait 32

« R : j' écris pas un papier ou même un chapitre d'ouvrage collectif en anglais de la même manière que j' écris un article en français, d'un point de vue méthodo.

Q : pourquoi ?

R : parce que je sais que, si j' fais des erreurs méthodologiques dans un papier anglo-saxon ça se verra et ça sera critiqué et ça passera pas. En France je peux me contenter du strict minimum ça passera. On va plus m'emmerder pour le texte autour du tableau que pour le tableau en lui même, la méthode, le modèle, etc. ce qui encore pose un problème mais là il faudra interroger [Untel] qui lui aussi fait partie quelque part des éclairés. [Untel] le dit très bien : y'a tellement peu d'articles quantitatifs à la RFSP, que quand yen a un on essaye de le faire passer [sourire]. Voilà.

Q : pour en revenir à ce que vous disiez, vous publiez pas assez en anglais ?

R : j' devrais plus publier mais ça prend du temps. Non mais c'est une, voilà un article en anglais ça prend deux à trois fois plus de temps qu'un article en français. Y'a pas à chier quoi.

Q : parce que c'est plus long à écrire, ça tient à la langue ?

R : oui, ça tient essentiellement à la langue, c'est-à-dire qu'un premier jet en anglais est déjà extrêmement dur parce qu'il faut réfléchir à ce qu'on écrit. Parce que j'suis pas du style à faire traduire, je m'en rends compte que c'est pas bien de traduire parce qu'on n'écrit pas de la même manière en anglais et en français.

Q : c'est-à-dire ?

R : c'est-à-dire qu'en français y'aura plus l'attention quand même, même si j'ai pas un beau style, à ce que la phrase sonne bien, à ce que le raisonnement soit bien établi, bien pédago et avec quelques mots compliqués au milieu, voilà quoi. Quand en anglais, les mots compliqués s'ils apportent rien, ils se font bananer rapidement, les phrases si elles sont trop longues les anglais considèrent que c'est illisible, donc c'est pas la même écriture, et derrière c'est pas le même mode de raisonnement. Ce qui fait que quand j'écris en anglais j'essaie de penser en anglais en même temps. Donc ça c'est épuisant. J'ai aucun problème à parler, j'ai aucun problème à enseigner, j'ai aucun problème à lire, écrire c'est toujours le moment dur. Donc euh voilà, ça prend plus de temps, j pense qu'on se met en plus un peu plus la pression en se disant « faut vraiment que ce soit bon. » » (Homme, 34 ans, Chargé de recherche, CEE, entretien)

Extrait 33

« R : et puis ensuite euh... quand j'ai, j'ai accepté de faire des papiers en anglais – euh, au début d'ailleurs c'était assez maladroit parce que j'essayais plutôt de traduire des choses que j'avais écrites en français, ce qui demandait en fait un énorme travail parce que c'est... depuis j me suis rendu compte à la pratique que c'est vraiment pas ce qu'il y a de mieux pour faire quelque chose dans un anglais correct que de traduire quelque chose qu'on a écrit en français parce que c'est extrêmement difficile, ça prend un temps fou et... enfin moi j'arrive pas à avoir une forme correcte en anglais quand j'pars du français.

Q : on n'écrit pas de la même façon ?

R : voilà c'est ça, donc après c'est, c'est maladroit, ça demande un retravail beaucoup plus long alors que l'idée c'était de gagner du temps voilà, mais je me suis quand même un peu dit à plusieurs reprises « alala, est-ce que je me suis pas mis une sorte de marche un peu trop haute en me disant que j'allais aller à l'université de British Columbia et faire mon truc en anglais et après publier en anglais » et en fait ben j pense qu'il y avait plein de maladroites et de fautes dans ce que, c'est sûr de fautes d'anglais mais rien qui m'ait jamais empêché de me faire comprendre. Et, et j'ai bien vu en fait petit à petit d'une façon progressive à l'usage qu'en fait c'était très bien reçu, que le fait qu'il y ait sûrement des p'tites fautes de grammaire quand j'parle c'était pas un obstacle, et de toutes façons y'a des relecteurs dans les revues et que du moment que c'est, souvent les articles en anglais sont très mal écrits y compris par des gens dont c'est la langue maternelle – et y'a pas la même exigence de forme qu'il y a souvent quand même dans, dans l'édition française et dans les revues en France je pense. Enfin voilà j'crois pas que ce soit moi qui ait une capacité particulière à écrire en anglais, j'l'ai f- évidemment, plus je le faisais, plus j'allais souvent dans le monde anglo-saxon, plus j'avais de facilités à le faire et maintenant que j'ai passé beaucoup de temps aux Etats-Unis ça me pose pas vraiment de problèmes, je me pose plus trop de questions en la matière mais parce que j'ai passé des mois et des mois là-bas. » (Femme, 38 ans, Professeur, Université Paris 8, entretien)

Extrait 34

« R : en gros j'me suis dit « j'vais quand même faire quelque chose de ce papier », je l'ai vaguement réécrit et je l'ai envoyé à *French Politics*. *French Politics* m'a très gentiment répondu que c'était pas mal mais qu'il fallait que je discute la littérature. Moi je me suis dit « olala, discuter la littérature, trop de boulot » et j'ai jamais donné suite. Donc ce truc était resté à l'état, à l'état voilà, dans un état insatisfaisant et... et c'est aujourd'hui ma seule tentative, et Dieu sait si elle est décevante, d'ouverture vers le monde international. » (Homme, 37 ans, Chargé de recherche, LATTS, entretien)

Extrait 35

« Q : do you write papers differently when you're submitting papers to UK based or US based journals ?

R : er, no, no. [...] I mean I don't try to be more theoretical when writing for US journals or anything like that. I suppose there are some journals for which I would, I wouldn't hm... there are clearly some articles that will fit with some journals but not with other journals, so hm... an article that is quite strongly empirical and doesn't have broad theoretical content is obviously unlikely to get into a lot of the big US journals. But it's actually fairly unlikely these days to get into any of the big UK journals as well, so... [...] I don't think there's a general difference between British journals and American journals no. But clearly there are certain sorts of papers that will get into APSR and they're not particularly what I write. So I would not bother sending what I do there. » (Homme, 30 ans environ, Lecturer, University of Reading, entretien)

L'analyse des entretiens permet donc, au terme de cette étude des premières expériences d'internationalisation, de cerner une différence entre échantillons français et britannique. **Si les interviewés des deux corpus éprouvent souvent un sentiment d'altérité lors de leurs premiers contacts avec des espaces transnationaux, les formes de ce sentiment diffèrent d'un corpus à l'autre.** C'est ainsi en particulier une perception de divergences paradigmatiques adossée à des écarts de format de communication scientifique qui tend à avoir des conséquences structurantes pour la suite de la carrière internationale des politistes français. Côté britannique, le sentiment d'altérité apparaît à la fois plus divers et moins prégnant, et son impact semble moins radical.

2- Les critères d'identification des espaces pertinents.

Une fois le cap des premières internationalisations passé, les enquêtés trouvent progressivement leurs marques dans la carrière internationale. Se forgent alors, à partir de ces premières impressions et de celles qui les complètent au fur et à mesure de l'avancement dans la carrière, des représentations des différentes arènes internationales.

C'est au moyen de ces représentations que les politistes français et britanniques identifient alors une série d'espaces scientifiques pertinents. L'objet de cette seconde partie de l'étude des conditions subjectives de l'internationalisation est donc de cerner les critères qui sont au fondement de cette démarche d'identification. Au regard des données, ils peuvent être liés à l'objet de recherche de l'interviewé, à ses partis pris paradigmatiques, au format des différentes manifestations ou à des considérations pratiques.

Plusieurs interviewés, aussi bien en France qu'au Royaume-Uni choisissent leurs espaces internationaux de prédilection en fonction de critères liés à leur objet de recherche. Le choix peut ainsi être associé à un terrain d'enquête particulier, et notamment à une aire géographique. D'un côté de la Manche comme de l'autre, des politistes spécialistes de l'Afrique déclarent ainsi se sentir plus à l'aise dans des arènes comme l'African Studies Association que dans ce qu'ils peuvent qualifier d'espaces plus « mainstream » (extraits 1 et 2), tandis qu'un spécialiste de l'Europe du Sud accompagne cet investissement d'espaces internationaux par un désinvestissement des arènes nationales au motif que leurs préoccupations restent trop domestiques (extrait 3). Mais au-delà de la particularité du terrain c'est aussi le type d'objet de recherche qui peut structurer les formes d'internationalisation. Un professeur britannique décrit en effet la manière dont il concilie intérêt pour une aire géographique et pour une question de recherche dans son choix de conférences pertinentes (extrait 4). Un autre membre du même échantillon montre par ailleurs comment les deux interrogations directrices de ses investigations le conduisent à tisser à la fois des liens avec des collègues nationaux et internationaux (extrait 5).

Extrait 1

« R : and anyway I think it's true that I have generally found that the African Studies conferences I tend to get better feedback, I tend to get more people who really are engaging with what I'm doing, whereas the IR conferences the discipline is dominated by people who are fascinated by power politics in America and Europe and so on, Africa is a bit of a sideline. [...] [The African Studies Association conference] always feels much more as if I'm among colleagues and friends actually. I think it's probably because er... maybe it's because we share this interest in Africa and that's something that puts us apart from others, it's a feeling of collegiality. And then what's interesting about – maybe it's me, I don't know, it could be a SOAS perspective cause some colleagues feel this too sometimes – the disciplinary conferences er... hm... feel less rooted I think sometimes than the area studies ones which are effectively

what these African ones are. And so although you can go to talks on [inaudible] architecture and economics, somehow I always feel that I'm speaking the same language, that we're sort of on the same wave length. The interest in an area gives you some sort of sense of mutual understanding. » (Femme, 35 ans environ, Teaching fellow, SOAS, entretien)

Extrait 2

« R : moi c'est vrai que je me sens plus à l'aise dans la communauté internationale des gens qui travaillent sur l'Afrique que dans la communauté française de la science politique. Et je vais plus volontiers à des trucs comme l'African Studies Association, donc la grande réunion annuelle aux Etats-Unis ou alors la grande réunion d'AEGIS [(Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies)], donc l'association européenne d'études africaines qui est bisannuelle, euh... j'vais plus facilement dans ces trucs là que à l'AFSP ou dans les trucs de l'IPSA enfin... voilà dans la science politique disons, science politique je me sens, je sais bien que c'est mal hein mais j'me sens sans doute plus *area studies* que science politique, que discipline ; je sais qu'il faut pas le dire, je sais que c'est très mal et que le CNRS n'aime pas ça et tout mais en vrai mon espace réel de lecture aussi, j'lis énormément d'histoire et d'anthropologie sur l'Afrique par exemple, pas uniquement sur le Sénégal et sur la Casamance mais en réalité mon espace de travail réel c'est beaucoup ça, les revues que je lis c'est *African Affairs*, *Journal of Modern African Studies*, *Africa*, *Politique Africaine* j'ai été rédacteur en chef pendant trois ans. Alors je regarde évidemment ce qui se fait ailleurs, je regarde *Politix*, je regarde *Genèses*, un peu la RFSP même si j'trouve ça passablement ennuyeux, je regarde *Raisons Politiques*, je regarde les choses comme ça mais j'me sens pas en tous cas pour le moment vraiment chez moi là-bas quoi. La communauté où j'ai grandi c'est la communauté des gens de SOAS et c'était, disons... ouais enfin voilà, l'école de Bayart enfin et c'est des gens qui travaillent avec les anthropologues et les historiens quoi. Donc moi c'est vrai que c'est plus ça que je fais et ça me vient plus facilement et j'ai plus de contacts dans ces réseaux là que dans les réseaux disons *mainstream* de la science politique, même si je, même si j'ai quand même... enfin bon j'connais quelques personnes à des titres divers euh... j'sais pas, [Untel1], [Unetelle] enfin y'a quelques personnes comme ça, [Untel2] enfin euh où j'ai des liens qui sont venus professionnellement ou alors des liens personnels donc je suis ce qu'ils font, je participe à des projets qu'ils ont enfin euh... voilà y'a quand même des gens de la communauté, des non africanistes de la communauté avec lesquels je parle, que je lis enfin voilà. Mais c'est vrai que c'est pas, j'm'en rends bien compte, objectivement que c'est pas... et on nous a, enfin voilà le système nous fait bien comprendre que c'est pas bien quoi, on sent assez nettement que il faut jouer la discipline, on est encouragé à publier dans les revues disciplinaires, on est encouragé à participer à l'AFSP, à l'ECPR enfin ces trucs là quoi. Moi j'ai jamais mis les pieds à l'AFSP ni à l'ECPR quoi enfin concrètement. Et c'est vrai que quand j'vois les programmes parce que je les regarde euh pf... alors il faudrait que je propose des panels moi-même quoi mais c'est vrai que quand j'vois les panels j'ai pas grand chose à dire à ces gens là enfin, voilà c'est pas les mêmes questions, c'est pas les mêmes objets, c'est pas les mêmes méthodes... enfin c'est pas simple quoi cette question de la place des, des gens qui travaillent sur des pays bizarres dans la science politique

normale c'est-à-dire du nord, plutôt sur le nord. » (Homme, 36 ans, Chargé de recherche, CEAN, entretien)

Extrait 3

« R : I went to the PSA a few times although I got tired of it really quickly. I didn't like it, it felt very parochial and anglo-oriented and because I do comparative European politics and I'm interested in Southern Europe I found the PSA had very little to offer so I'm not really involved with the PSA. I went to the ECPR quite a lot, I used to go to the ECPR joint sessions every year. And then around 2000 I sort of made a few contacts in the US and so I started going to conferences there at APSA and the conference of Europeanists. » (Homme, 41 ans, Senior lecturer, LSE, entretien)

Extrait 4

« R : [the conferences I go to] would usually be specific.

Q : like areas studies?

R : well even more specific like, you know, uses of violence, I mean something which actually is about the sort of areas that one might be interested in. There were some – cause I was at that stage working on the Iran-Iraq war with a colleague in Geneva and there were quite a few, increasing number of conferences about the Iran-Iraq war in the 80s or particular aspects of it or particular aspects Iran-Iraq relationships or Iranian politics. So it was generally determined by what my research interests were at the time. I think I always find the rather general ones rather... they're ok but they're more kind of meeting places like the EUROMES [(European Middle East Studies)], you know they're just like huge conventions and it's alright if you know some friends of yours going and you want to go to a panel or something but I just find them far less productive than more focused kind of workshop conferences where you're working with people who share your areas of interest but they come with a different perspective. » (Homme, 50 ans environ, Professor, SOAS, entretien)

Extrait 5

« R : ECPR, quite actively but again quite recently, in the last two years, I... went to the Rennes workshops, the general sessions in Rennes last spring within the politics and religion standing group and... hm, from then, I've really been actively involved in the ECPR. And today I'm now as actively involved in the ECPR as I am in the PSA, so I go every year now to the PSA. I'm going to Potsdam, to the ECPR general conference in September, and that would be the pattern I mean looking at it I would always go to the PSA annual conference and I always go to the ECPR either, either the conferences or the joint sessions, one or the other.

Q : is it because it is particularly stimulating or...?

R : it's... no, no, it's more, I think it's more hm, well it is but that's not why I do it, hm, I do it because out of it I get publications, you know, I get, I get my research disseminated, I I I meet, I meet people working in the same theme as me, politics and religion which is one of the subfields I work on. Hm now of course it goes without saying it's also very enjoyable, I've met some very nice people, I'm still in touch with them, it's very nice to go to Potsdam, it's very nice to go to Rennes, but that's not why I go. I mean the two, within my field of

of parties and elections, I basically work on two research projects. One is on hm democratic engagement and social capital and that sort of thing and that's all my PSA stuff, and in that group I have a group of people whom I network and socialise with, and then the other thing I work on is politics and religion, and that's all the ECPR stuff and that's, so that's how it works. » (Homme, 33 ans, Lecturer, University of Glasgow, entretien)

Car au-delà du terrain d'investigation, c'est en effet plus souvent la manière de formuler la question de recherche – et, par ricochet, les choix sous-disciplinaires, paradigmatiques, théoriques et méthodologiques – qui guident l'identification des espaces d'internationalisation pertinents. Un positionnement dans le sous-champ des relations internationales (extraits 6 et 7), de la sociologie politique (extraits 8 et 9), de la sociologie historique du politique (extrait 10), de la science politique quantitative (extrait 11) ou de la théorie politique (extraits 12 et 13) peut ainsi orienter les choix d'engagements nationaux et internationaux, côté français comme côté britannique. Si l'influence de ce type de paramètres est donc tangible, on note que ses conséquences ne sont pas univoques : une même affiliation sous-disciplinaire peut déboucher sur une pluralité de représentations et sur l'investissement ou le désinvestissement d'espaces variés. Cet investissement peut être lui-même d'ampleur variable, allant jusqu'à des velléités de création d'espaces alternatifs (extraits 6 et 11). La différence entre les deux corpus déjà perçue lors de l'étude de la première internationalisation persiste néanmoins : la proximité de la science politique française à la sociologie tend à inciter certains membres de l'échantillon à s'internationaliser en investissant des espaces relevant de domaines de connaissances connexes (extraits 8 et 9).

Extrait 6

« Q : c'est une internationalisation qu'avait une direction au départ, c'est-à-dire l'Association Internationale ça vous intéressait particulièrement ou y'avait une volonté d'aller je sais pas vers l'ECPR ou d'aller vers un champ particulier ?

R : alors j'ai commencé par fréquenter l'ECPR qui est une belle mécanique, une belle machine mais très vite j'me suis rendu compte que l'ECPR c'était encore très provincial parce que l'ECPR est européen, européen à dominante britannique d'ailleurs, et j'avais pas vraiment l'impression de m'internationaliser. C'est en allant au delà, c'est-à-dire en touchant les associations mondiales, d'abord en touchant les universités extra européennes et puis ensuite en touchant les associations mondiales, IPSA, l'ISA d'un certain point de vue, WISC [(World International Studies Committee)], tout ça ça a été pour moi des étapes dans la découverte d'une mondialité. Maintenant que je suis depuis plus de vingt ans installé dans les relations internationales, la grande catégorie déterminante c'est la mondialité. [...]

Q : l'ISA c'est une association que vous avez fréquentée ?

R : oui, oui oui, oui l'ISA c'est très compliqué parce que moi au départ l'ISA me bloquait un peu parce que c'est une association américaine, et j'estime que si on veut faire convenablement des RI il faut que ce soit dans des associations globales et mondiales. Mais quand on voit fonctionner l'ISA de près, on est obligé d'admettre deux choses. Que c'est, d'abord, une association extraordinairement forte, donc on ne peut pas être internationaliste en niant l'ISA, c'est grotesque. [...] Et deuxièmement il est impropre de dire que l'ISA est américano-américaine. Ce qui me gêne quelque part dans l'ISA c'est qu'elle est américaine et attire en tant que telle, donc c'est une internationalisation un peu faussée, mais c'est quand même une internationalisation. Alors moi ce qui m'avait poussé à aider le WISC quand il s'est constitué au début du millénaire, ça a été de créer une vraie association mondiale des internationalistes. » (Homme, 60 ans, professeur, IEP de Paris, entretien)

Extrait 7

« R : by the end of my PhD I was involved in a social movement scholarship network, sociologists and social theorists so I was going to the – I forgot what they are called now, I think it's the European sociology association – and various conferences where they had a social movement strand. And I went to several, several of those... [...] I kind of stopped doing that really, don't go to that anymore. Those events, some more...

Q : why is that ?

R : I don't know actually. I finished my PhD I guess and I was – I shifted more centrally into international relations because of my teaching and hm... got involved in other things so I've been going to various IR, IR conferences, that's more what I intend to go now hm, or feminist, women studies conferences hm. But I haven't been to any sociological things for a while. I am very eclectic in my academic interests so I will go to what interests me. Hm, yeah.

Q : have you been going to the ISA or that sort of thing ?

R : yeah, the ISA I've been going to now for several years. » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, entretien)

Extrait 8

« Q : vous allez cibler du coup des événements qui sont rattachés à des groupements ou des associations particuliers ? J'sais pas l'APSA, l'IPSA... ?

R : oui, alors oui oui c'est-à-dire c'est plutôt déjà effectivement quand c'est à l'international comme ça enfin anglo-saxon en particulier c'est plus *sociological* que *political science* parce que au fond y'a une influence de l'économie qui est tellement marquée – peut-être c'est une impression que j'ai mais j pense pas que ce soit faux – que je pense que j'ai plus de chances de faire des trouvailles dans les *sociological associations*, euh... y'a ça qui rentre en ligne de compte, euh y'a aussi les thématiques de congrès, le fait que j'ai beaucoup ciblé les gens qui faisaient de la sociologie de l'art, des mobilisations enfin ce qui était mon nouveau terrain. Et j pense que ça m'intéresse encore de le faire, j pense que à l'heure actuelle même si ça fait un moment que je bosse dessus j'en n'ai pas déjà entièrement fait le tour ou, parce que c'est un marché qui est quand même très vaste les Etats-Unis et dans le monde anglo-saxon, et dans ces grands congrès on voit des gens vraiment venus d'un peu partout, donc euh voilà, donc j'ai encore envie d'aller euh... cibler un p'tit peu des choses qui sont liées à

mon terrain, à mon objet actuel euh... plus dans le domaine de l'association internationale de sociologie. » (Femme, 38 ans, Professeur, Université Paris 8, entretien)

Extrait 9

« R : l'AFSP, de fait déjà on y parle en français euh et je sais quels sont les ateliers, pour connaître les gens, qui vont m'intéresser davantage alors que j'ai moins de points de repère – j pense que c'est aussi, effectivement, l'absence qu'on peut avoir de points de repère. En gros, les alliés que j'aurais pu avoir aux Etats-Unis sont pas dans l'espace de la science politique. Ils sont à la limite dans l'espace un peu de la socio et un peu de l'histoire euh mais euh c'est pas un hasard si euh [Untel1], [Untel2], enfin [Untel1] qu'est mort mais euh [Untel2] c'est d'abord des sociologues et des historiens et c'est pas un hasard si en gros c'est les seuls ou c'était les seuls avec qui j'arrivais vraiment à parler euh même si paradoxalement [Untel2] on arrive à parler avec lui parce que c'est un allié alors que j'suis pas forcément d'accord avec tout mais c'est tellement mieux que euh ce qui peut se faire dans une science politique américaine qu'est très *rational choice*, bon. Moi le seul regret que j'ai c'est par exemple d'avoir raté ce qu'a représenté Scott et le mouvement Perestroïka aux Etats-Unis parce que j'me suis, enfin j'ai découvert son œuvre que sur le tard et j'me suis dit « bon, là y'avait un allié avec lequel on aurait pu faire des choses en France » et là pour le coup j'me suis dit « ben on a été un peu parochiaux et à force de qualifier Scott d'anthropologue on a oublié qu'il s'inscrivait dans l'espace institutionnel de la science politique et qu'avec lui y'aurait eu des liens transatlantiques vachement intéressants ». Mais euh sinon y'a pas beaucoup de gens dans la science politique internationale avec qui on a envie de discuter. [...] D'une certaine façon les gens avec lesquels j'aime bien travailler dans la, dans le monde anglo-saxon sont d'une sensibilité qui est plus proche de l'anthropologie euh, de l'histoire, de choses plus qualis aussi. Et c'est vrai par ailleurs que le fait d'être donc dans le comité de rédaction de *Genèses* fait que j'me suis intéressée aux disciplines connexes et du coup j'arrive mieux à identifier où pourraient être mes alliés parce que mes alliés étaient pas en science politique fondamentalement je pense – enfin les alliés au sens les gens que j'aime bien lire quoi. » (Femme, 40 ans, Professeur, Université Paris 1, entretien)

Extrait 10

« R : mais ce qu'il faut reconnaître aussi, c'est que les réseaux de la science politique internationale ont été longtemps dominés par les anglo-saxons et encore aujourd'hui, dans une logique assez quantitativiste. Et donc un politiste, spécialiste de politiques publiques mais qu'est quand même foncièrement sociohistorien, qualitatif, très empiriste et tout, c'était pas forcément le *mainstream* de la science politique internationale. Et c'est vrai que les gens qui travaillent sur les eurobaromètres, vous voyez ce que je veux dire, y'a un certain nombre de réseaux comme ça. Et la science politique anglo-saxonne était quand même assez quantifiée, assez durcie sur un certain nombre de positions comme ça, et totalement contraire à une science politique beaucoup plus qualitative, inductive, sociohistorienne quoi, par définition. Et en fait les américains commencent à beaucoup s'intéresser à ces aspects là, mais ça a mis énormément

de temps. Et en fait les principaux réseaux, les grandes enquêtes des années 80 et 90 y compris sur mes sujets à moi, c'était des enquêtes avec 50 pays, 200 variables, enfin j'exagère mais vous voyez ce que je veux dire. C'était exactement le contraire de ce qu'on voulait faire. Et on prenait souvent ces exemples là pour dire « bon c'est très bien de faire des grandes synthèses internationales, mais faudrait déjà faire des travaux empiriques qui tiennent le coup dans chacun des pays pour qu'on ait quand même un substrat sur lequel on peut compter des choses quoi ». [...] Et ça c'était pas forcément au goût du jour à l'époque, et j pense que les réseaux internationaux étaient largement trustés par des gens qui surfaient en fait sur des données et qui amalgamaient en fait, faisaient de la synthèse etc. Ce sur quoi on était relativement sceptique et ça dominait en fait la scène internationale et nous on était là pour dire « oui mais là, quand on fait l'analyse des politiques sociales, c'est bien gentil mais si vous prenez pas les politiques familiales qui finalement n'existent qu'en France ben c'est complètement à côté du modèle ». Donc on n'était pas très d'accord avec les modèles un peu généraux style les machins à la Esping-Andersen. Et même [dans certains cas], on s'apercevait que y'avait des effets de traduction vachement difficiles, qu'on parlait pas tout à fait de la même chose avec des mots qu'on croyait être les mêmes et tout. C'était compliqué mais on a fait un travail assez intéressant et notre idée c'était « beh oui quand on est sociohistorien ça prend du temps, y'a du vrai matériau empirique, y'a des entretiens à faire, y'a des archives à voir, ça prend du temps et on n'est pas capable d'avoir une vision sur 15 pays d'un seul coup etc. Et puis si on travaille sur un pays duquel on maîtrise pas la langue, est-ce qu'on est sûr de vraiment atteindre le cœur du système qu'on veut étudier, tout ça ». Et donc on était un peu réticent par rapport à ça et on avait tendance à dire « déjà, nous notre modèle, un peu français, on le développe et c'est à partir de connaissances assez fines de nos terrains qu'on commence à, en miroir, pouvoir regarder des choses mais on avait l'impression qu'on mettait quelquefois la charrue avant les bœufs en faisant déjà de la comparaison sur des données et des variables agrégées qu'étaient finalement assez peu pertinentes ». Donc du coup j pense que ça a freiné quand même un peu aussi l'implication dans ces réseaux internationaux. Et même l'ECPR qu'est quand même très dominé par les anglo-saxons a longtemps été fortement aux prises avec une science très quanti, une vision de la science politique qu'était pas forcément très sciences sociales au sens sociohistorien avec le terrain. [...]

Q : c'était l'impression que vous aviez aussi quand vous alliez à l'APSA par exemple ?

R : c'est un peu différent parce que... l'APSA, le problème de l'APSA c'est comme si la communauté des politistes français regroupait les enseignants chercheurs mais également les journalistes – enfin les journalistes du *Monde diplomatique*, les gens qui sont sur des choses comme ça – mais également des psychologues – y'a beaucoup de psychologie politique par exemple aux Etats-Unis. Mais enfin j'veux dire, du coup c'est un univers qu'est beaucoup plus large, et le poids du quantitatif y est très puissant, mais le poids aussi par exemple de la philosophie et de l'histoire des idées y est également très puissant, et le poids d'une certaine capacité d'expertise que nous on mettrait plutôt des fois du côté soit de l'audit-expertise-évaluation, soit du côté journalisme y compris d'investigation, ce qui fait que c'est un monde en soi qu'a pas grand chose à voir et que du coup euh l'appréhension d'une

sociohistoire du politique là-dedans c'est vraiment un tout petit truc euh dans une espèce d'océan quoi. Alors après on peut trouver des connexions hein, c'est, ils sont assez ouverts et tout mais le monde de la science politique américaine euh il est quand même très très différent de la structuration de la science politique européenne et en particulier française. [...] Y'a pas tant que ça de sociohistoriens du politique en général qu'ont une publication à l'international très très forte. » (Homme, 49 ans, Professeur, IEP de Lyon, entretien)

Extrait 11

« R : gradually the European ECPR networks have kind of died for me. And partly as ECPR was a victim of its own success. So it was originally set up – and it was still a bit like that in the early 90s – ECPR was an exit from national political studies associations dominated by historians and philosophers. And so this was people who had a more European perspective and more kind of modern political science deductive type stuff. Rokkan, you know, wasn't even quantitative, it was more theoretical in a sense rather than more historical. Hm, they had together set up ECPR and ECPR grew gradually to become a victim of its success. You look at ECPR, it's like all the sociologists and historians are back! All the other people have been pushed off to the margins so now we have to set up our own bloody thing again. So we now set up [...] the European political science association, opting out of ECPR, which is gonna be an individual based association, for the first time. [...] Plus people got sort of annoyed with the EJPR as a journal because it has a very high impact factor but it's become, the standard varies enormously in the quality of the articles published in it. Whereas it always used to be very very solid and a great place to publish, now [...] I think it's the same as a lot of association journals: if you're the journal of an association and the association is very broad and very pluralist, you feel obliged to publish pluralist articles. Which is fine, except if there's, the standards vary in the different bits of the discipline. [...] The quality variance is much higher when you have that kind of approach. So I think people have got frustrated with that. [...] What I think we are gonna be trying to do is launch the *European Journal of Political Science* – they've all got the same bloody names, don't ask me why. [...] Some people think we're the kind of American fifth column of European political science. We do quantitative methods, we're arch positivists, we're, you know... I think I think there's two things there. One is we Europeans invented social science, and we took it to America in the interwar years. And all of the people who recreated the social sciences in America were all European immigrates. So the whole methodological debate about « can you have a science of the social? » is actually a European debate [...]. We're on the Weberian side of the debate, there can be a science of the social. And it was the conservatives who were on the side of « no, you cannot possibly say anything causal about social behaviour, it's just too random ». The interesting thing is we lost a generation of the real scientists of the social who went off to America! [...] The American discipline was in the backwaters until these guys left! And so we in a sense we're importing back into Europe the science of the social [...]. So we aren't some American fifth column who wants to take over the [il prend un ton agacé] « real tradition of European political science which is post-structuralist and relativist », you know, it's bollocks! It's just not true! So that's one thing. The second thing is a lot of this is driven by new technology and new

availability of data and new, new statistical methods that you can learn. »
(Homme, 40 ans, Professor, LSE, entretien)

Extrait 12

« Q : have you ever been to [the IPSA]?

R : no. Because I mean there's a big gulf between political philosophy and mainstream political science. So I've always imagined that it isn't really friendly to theorists and doesn't do much theory. [...] The PSA has a reception every year at the APSA and it's absolutely full of Brits and lots of political theorists go. And because it's a much bigger conference and there's a very active group called « foundations in political theory », they always make sure there are a lot of good theory panels on. [...]

Q : is there a reason why you'd rather go there than to the PSA ?

R : PSA is a bit kind of sad and parochial I think hm. For example I mean I think I've actually begun to think I'm not going to go to APSA anymore because I think it's indefensible that literally you know about six or seven thousand people are flying off to go to just sort of spend huge amounts of money not to do very much. But I went through a phase when I thought it was quite intellectually interesting. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Extrait 13

« Q : apart from the ECPR, is there any other international organisation you've been involved in ?

R : I'm an associate member of the American Political Science Association and I've been to present papers several times. But I don't know whether you've been there but it's a very large, very anonymous place, so it's not a very congenial place to start to establish contacts. I was invited to go to it speak in Boston last year, which is the first time I've been invited, normally I would apply. And then I was invited to go to the Western last year. [...] And I might well go there again because it's got quite a lot of political theory and the reason why it's got political theory is because it was popularised by people who tried to skip the APSA which was considered to be too science, political science driven. So people went into exile to the WPSA [(Western Political Science Association)] having got fed up with their marginal position in the APSA. So it may well be that I'll be tempted to go to WPSA again for that reason. » (Homme, 40 ans environ, University of the West of England, Reader, entretien)

Outre ces critères liés à la posture intellectuelle de l'individu, le simple format des diverses manifestations scientifiques peut également motiver une forme d'internationalisation particulière. Le format singulier des *joint sessions* de l'ECPR est ainsi cité par de nombreux interviewés comme un paramètre qui justifie presque à lui seul une participation (extraits 14, 15, 16 et 17), par contraste avec des arènes trop vastes et généralistes souvent considérées comme peu stimulantes (extraits 16 et 17), comme celle de l'IPSA (extrait 18). La plus vaste d'entre elles est néanmoins valorisée par certains interviewés, aussi bien en France qu'au Royaume-Uni. Des politistes considèrent en

effet que la fréquentation de l'APSA permet de « sentir le pouls de la discipline » en repérant les secteurs et méthodes de recherche à la mode (extraits 18 et 19) avant même leur publication (extrait 20). Là encore, un même type de critère ne se traduit donc pas de la même façon chez tous les membres de l'échantillon, sans que l'on observe cependant de véritable différence entre les corpus français et britannique.

Extrait 14

« R : I am quite involved in the ECPR, sporadically. I went to, I got involved in the 2005 general conference which was in Budapest, I was running a whole section on French party politics. It was my first involvement with that conference and then I went to the joint sessions the following year and actually this year I'm putting on another panel at the Potsdam general conference. [...] That's a very good network and you meet a slightly different sort of crowd in the ECPR events, a slightly broader based kind of European as you might expect. And the joint sessions particularly when they work they're really, they work very well indeed, they're actually kind of a better intellectual exercise than the standard conference and it's kind of higher level intellectual engagement actually. » (Homme, 36 ans, Senior lecturer, University of Warwick, entretien)

Extrait 15

« R : I don't know whether you've ever been to one of the joint sessions?

Q : not yet no.

R : extremely good. Do you know the way it works? You stay together all week and because of that length of contact you establish connections to people so you know, ten years later I'm still bumping into people I saw in Mannheim, from Geneva and all over the place and we say « oh, yeah, do you remember we went to dinner at that place? ». So that would have been my first contact with the ECPR and since then I've been to two or three of the general conferences and two or three of the joint sessions.

Q : with the same group of people ?

R : no, so I would have just simply applied off the list of workshops and just found one that suited me, proposed a paper that fitted in. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of the West of England, entretien)

Extrait 16

« R : workshops that's much what I prefer really. My favourite favourite thing to go to, where I've only been to once but where I'll definitely go again when I'm on a new research project is the ECPR workshops. I love that format, I went to, I went once, I went to Granada for a... er, the session was on environmental politics which is not my area but I was working on the world social forum and somebody – I don't know if you know, the world social forum is like an act that is gathering hm that's been held in Porto Alegre and actually that's, my fieldwork has been there which is the basis of my book on, the book I was working on on feminism in the global justice movement – and he basically was recruiting people for this workshop and said « I want a few people who work on

the world social forum to go ». So it wasn't that I was very central to the project hm, but I took it really seriously I mean they've done an edited special issue out of it which I wasn't a part of so, from that point of view it's quite a lot of work for not a lot pay-off for me but, hm, it was really intellectually stimulating, it was the most interesting thing I've been to for ages because you read everyone else's paper and it's really really really intense, I'd really recommend that experience. You actually get useful feedback which is not my experience of presenting in most academic conferences. Hm, it's really hard work cause you have to read everyone else's papers as you're going through the conferences hm, and you're working all day, so not like a conference where you go to a few sessions you're very passive often and get quite tired and, or you present and you don't really get any feedback. That ECPR thing, I just think it's, it's a great format, all conferences should be like that. But they're not [rire] so you're with a small group of people. The difference is it's a workshop, staying with a small group of people, you stay with them for four or five days, that's really intensive, so it's great. If I was gonna do another edited book, I would definitely try to hook it in one of those cause it's basically, it's perfect for that to, hm, facilitate that kind of really proper collective work, it's a really good format. Whereas I think most academic conferences are about... being seen to perform and, you know... » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, entretien)

Extrait 17

« R : après la différence entre... ECPR moi je suis allé que dans les *joint sessions*. Système de workshop, que je trouve vraiment très bien euh, on passe trois jours à discuter dans des p'tits assemblés etc., où tout le monde a lu les papiers. [...] Après j'suis allé à l'ICA, International Communication Association, et là c'est les américains quoi. Donc système de panel qui dure une demi-heure et où on a 10 minutes et à la fin on s'échange les cartes de visite. Et euh en 10 minutes vous dites rien, vous faites ça à l'américaine : une blague au début, une blague à la fin et un Powerpoint. Après c'est plus un élément social j'ai l'impression, mais d'un point de vue intellectuel ça a peu d'intérêt on va dire. Mais le côté zapping universitaire c'est-à-dire j'vais écouter un thème et dans une demi-heure j'vais en occuper un autre etc. c'est sympa mais intellectuellement il se joue pas grand chose. [...] D'un point de vue de *networking* et d'édition, il se passe des choses, toutes les maisons d'édition sont là... mais d'un point de vue intellectuel il se passe rien. » (Homme, 34 ans, Maître de conférences, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 18

« R : la plupart du temps mes colloques sont en effet à l'étranger, ne serait-ce que parce que aller à l'APSA c'est une énorme bouffée d'air.

Q : comment ça ?

R : ben découvrir plein de nouveaux trucs, aller dans... mais vraiment quoi, sentir le pouls d'une discipline parce que finalement c'est pas le congrès de l'IPSA la... on va dire le congrès mondial, c'est l'APSA. Et là en effet bon on croise de plus en plus d'européens d'ailleurs et... c'est vraiment l'occasion de voir ce qui se fait et surtout de passer un temps fou dans euh... dans la librairie. Vous savez y'a tous les éditeurs et je passe... je reviens, généralement je

reviens avec une dizaine de bouquins différents. Ça coûte cher et ça fait mal au dos au retour, mais bon je regrette jamais. Parce que c'est vraiment là où, c'est là où on peut avoir de très bonnes surprises. Alors bien sûr y'a des effets de mode, la plupart des, la plupart des publications ont pas forcément un grand intérêt, même les éditeurs là-bas sont des éditeurs qui éditent sur la vie politique américaine de manière *old school*. Les biographies d'hommes politiques bon ben c'est intéressant mais c'est pas vraiment ce que je vais lire... je lis pas de la science pour me détendre [rire] donc faut pas non plus déconner, si je veux me détendre j'peux lire des bouquins en anglais sans problème mais euh, mais à ce moment là c'est des romans. Voilà, mais euh il n'empêche que c'est là où on voit apparaître les trucs intéressants.

Q : pas à l'IPSA ?

R : moins à l'IPSA. D'abord parce qu'il y a moins de, c'est plus divers, j'trouve aussi que c'est plus fermé au sens où notamment par exemple euh... ça me marque de voir des collègues aller à l'IPSA pour présenter un papier en français, dans un panel en français, à un public français. C'est fréquent, je ne citerai pas de nom mais c'est fréquent. Et je trouve ça absurde. Pour ça y'a l'AFSP, voilà, pas besoin d'aller... pas besoin d'aller au Chili ou au Japon pour faire ça. Quelque part j'pense que le jour où l'IPSA arrête le bilinguisme, Dieu sait que ce sera pas possible, mais ça permettrait d'éviter ça. Mais finalement quand on regarde, ça vaudrait peut-être le coup mais de près le nombre de français qui vont à l'APSA ben ça a considérablement augmenté, et ça a augmenté dans des termes assez particuliers quoi c'est la génération on va dire Le Galès-Kerrouche-Costa jusqu'à la mienne quoi. Et puis des éclaireurs qui ont été depuis très longtemps et [inaudible]. Voilà, donc l'IPSA bof, l'ECPR ben quand on a connu l'APSA l'ECPR paraît un peu petit, j'ai eu la mauvaise idée de faire l'APSA et l'ECPR ensuite à moins d'une semaine d'intervalle c'était peut-être le décalage horaire, c'était peut-être... mais voilà quoi, ça fait beaucoup plus petit quelque part.

Q : la *general conference* ? ou les *joint sessions* ?

R : les *joint sessions* – non, la *general conference*. Les *joint sessions* ce qui me fait peur c'est de passer une semaine avec le même groupe et de pas pouvoir sortir fumer des clopes. [rire] Faut pas non plus déconner, c'est fatigant ces moments là ! Voilà, mais j'ai eu la même impression en allant une fois à l'association anglaise, où là aussi ça fait, c'est bien c'est des colloques familiaux. Mais l'APSA c'est gigantesque, plusieurs milliers de personnes, dans des villes différentes, dans des grands hôtels, qu'on voit partout. Bon ça veut pas dire que je vais assister à tout hein, y'a plein de trucs qui m'intéressent pas à l'APSA, mais tout le monde peut y trouver son compte. » (Homme, 34 ans, Chargé de recherche, CEE, entretien)

Extrait 19

« R : I try to go to the American Political Science Association every few years. [...] I think those conferences aren't just about giving your paper, it's about catching up with people and meeting new people, catching up with new ideas cause you get a sense of where the discipline is moving and where the literature is moving, where the new literature is. Cause you know when you're teaching and you're doing administration and you're running around, you don't always have a chance to read everything. You wish you could read. So it's quite a good way of seeing where the new debate is. [...] You see the shift in paradigms and

what's the dominant concept at any one time and what methodologies everyone is using or not using anymore. So yeah it's like keeping your finger on the pulse. » (Homme, 45 ans environ, Professor, UCL, entretien)

Extrait 20

« Q : would you go to APSA every year for example?

R : hm, the last two or three years I haven't gone but I'm going again this year. I used to go every year for a while, then I dropped out for a couple of years and now I'm going back again. I found that it helps to go in terms of, I mean you run into some people you would see there at other conferences but it's more to get a sense of what people are talking about really. Because academic publications are quite slow, so before a paper comes out, you know, a paper that comes out now has probably been run through conferences three years ago. So if you go you get a sense of what people are talking about ahead of time. If you wait for publications then you're always a bit behind the curve. » (Homme, 41 ans, Senior lecturer, LSE, entretien)

Beaucoup d'interviewés invoquent ainsi des motifs scientifiques pour expliquer leurs choix d'internationalisation. Cependant, des critères pratiques plus ou moins déconnectés de considérations intellectuelles sont également évoqués par certains enquêtés. Des questions de coût temporel (extrait 21), de confort (extrait 22), de dates (extraits 22 et 23) ou d'attractivité géographique du lieu de la manifestation (extrait 24) entrent en effet en ligne de compte dans les décisions d'investissement de tel ou tel espace international. Comme pour la phase d'entrée dans la carrière, des considérations se rapportant à la sphère privée peuvent également entraîner un désengagement relatif et temporaire de la carrière internationale (extraits 25 et 26).

Extrait 21

« R : but I've learnt some important lessons with the US ones. You know, unless you're going to do three or four things, unless you've got, you know, you've got three or four appearances at the conference which I don't have, you know, there's no point going all that way if it's just sort of a very small, one panel... you've got to be quite selective and try to be sort of, combine it with a couple of other things really. Which I haven't always been successful at doing. So I think I wouldn't just apply, I'd be quite cautious about doing... cause it's expensive and it's, you know, jetlag and it's a big chunk of time away inevitably. So I've pulled out of panels because I thought it was silly to fly nine hours just to give one presentation. » (Homme, 41 ans, Reader, Queen Mary London, entretien)

Extrait 22

« Q : is there a reason why you'd rather go there than to the PSA ?

R : PSA is a bit kind of sad and parochial I think hm. For example I mean I think I've actually begun to think I'm not going to go to APSA anymore

because I think it's indefensible that literally you know about six or seven thousand people are flying off to go to just sort of spend huge amounts of money not to do very much. But I went through a phase when I thought it was quite intellectually interesting. But for example you know we usually stay at the conference hotel, which is you know the Hilton or something, whereas the PSA you stay in student dorms [...], and it's just got really uncomfortable as you're older and it's just very, I guess you just get to a point where you don't really want to go to a conference and have such a sort of tacky time. Although having said that, I mean the PSA is nice because they always make sure that everybody kind of has meals together and there are tables and... it's much more collegial whereas I think in the States you're in a big conference hotel and if you didn't arrange to meet people I mean it's so vast you could just be completely on your own and ignored so... [...] And [the PSA] is in Easter which usually clashes with the ECPR. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Extrait 23

« R : I'm very erratic with BISA, I don't particularly enjoy the conference for some reason. It's hm, I have very, I suppose, a niche... no I shouldn't really be defensive about it but I don't really have a huge interest in mainstream IR and I find BISA isn't quite, is quite small, so... I mean I enjoy it socially but hm... I never find it particularly intellectually stimulating because... there's basically, they put all the feminist panels on at the same time and hm so you've got a lot of sessions with only two people there and, I don't know it just doesn't, for me it doesn't work as a conference whereas ISA, which is MASSIVE, which is normally the kind of thing I don't like, there are always really lively sub strands going on [inaudible] stuff on that [inaudible] hm post-structuralist theory or, you know, there's always something that you'll find of interest in the program whereas BISA... and also it's just for Christmas which is a logistical nightmare for me because obviously as you probably hear from my accent I'm from down South so I always travel at Christmas. That makes a difference I think the timing of the conference. » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, entretien)

Extrait 24

« R : j'regarde aussi les lieux de destination des colloques. C'est-à-dire que depuis l'Angleterre j'ai découvert l'étranger, c'est-à-dire que j'vais très souvent à l'étranger pour les loisirs, et comme tout le monde je m'organise – j'aime pas trop aller dans le sud donc quand c'est en Espagne ou en Italie, j'y vais pas et quand c'est en Finlande par exemple j'y vais. Donc c'est aussi lié au fait que j'ai envie d'aller dans le pays, comme souvent. » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Extrait 25

« R : [in the early 80s the travelling] was sporadic, I mean I've done quite a lot of it in the 80s and the 90s, well the early 90s but since 97 I've done more. I mean I've been abroad for discussions with small groups of people, I mean I've been to the social science data archive in Cologne two or three times, I mean I go to Berlin every six months [for the party manifesto project].

Q : are there any specific reasons why it's varied over time?

R : yes. I was very much engaged in the early 80s, throughout the 80s heavily heavily with sort of commitments of work which didn't allow me to do much research and a young family also intervened to some extent. And for a few years I did actually sort of no research in the early 80s. [...] But it has grown a little bit after that, particularly in Britain. » (Femme, 60 ans environ, Senior lecturer, Queen Mary London, entretien)

Extrait 26

« R : la balle continue à rouler, etc. Après j'ai beaucoup moins voyagé dans les trois dernières années mais pour des raisons qui ont rien à voir avec le labo, le poste. J'ai eu un fils il y a deux ans et du coup voilà on peut pas passer son temps dans les avions quand ils sont petits ou quand votre compagne est enceinte, donc j'ai nettement réduit pendant, ouais, deux ans et demi, mon activité dans les colloques en général et dans les colloques internationaux en particulier. Mais ça c'est juste, voilà faut s'adapter à ces contraintes. Mais ça repart aussitôt, il suffit de s'excuser quand on peut pas y aller et d'expliquer pourquoi, les gens ils comprennent très bien. » (Homme, 34 ans, Maître de conférences, IEP de Toulouse, entretien)

Des critères liés à l'objet de recherche, aux options paradigmatiques, aux formats des diverses manifestations et à des considérations pratiques convergent ainsi chez les interviewés pour forger leurs représentations des différents espaces et guider leurs choix d'internationalisation. Comme lors de la première internationalisation, **les représentations associées à des prises de position paradigmatiques semblent revêtir une importance particulière et donner tendanciellement une direction différente à l'internationalisation des échantillons français et britannique.** Néanmoins, pour que ces choix subjectifs se traduisent en modalités effectives d'internationalisation, un certain nombre de conditions sociales objectives doivent être réunies qu'il s'agit à présent d'étudier.

B) Les conditions objectives.

Le maintien et la physionomie d'une carrière internationale ne sont pas qu'affaire de volonté. L'investissement d'espaces internationaux est en effet coûteux et suppose l'accès à différentes formes de ressources. Comme dans le cas de l'entrée dans la carrière, ces ressources peuvent être associées à la position disciplinaire de l'individu et au capital qu'il est par ailleurs parvenu à accumuler à travers l'investissement d'arènes aussi bien nationales qu'internationales.

1- Ressources et contraintes disciplinaires.

Au regard des entretiens, il semble que le capital disciplinaire joue un rôle déterminant dans les conditions objectives du maintien et de la forme de l'internationalisation des parcours. Cette influence peut s'exercer de différentes manières. La position disciplinaire peut d'une part, comme lors de l'entrée dans la carrière, permettre un accès plus ou moins aisé aux espaces scientifiques internationaux et à des formes d'internationalisation disciplinaire selon le degré de ressources financières et temporelles qu'elle implique. Elle peut aussi, d'autre part, impliquer des exigences d'internationalisation plus ou moins fortes et formalisées. Les influences des formes de la ressource et de la contrainte disciplinaires sont donc examinées successivement.

L'influence du degré de facilité d'accès à des financements exerce sur le maintien de l'investissement international une influence comparable à celle qu'on a vu qu'elle pouvait avoir sur l'entrée dans la carrière. Le fait d'être basé dans une institution plus ou moins bien dotée financièrement peut en effet conditionner la fréquence des investissements des espaces internationaux par les politistes français et britanniques (extraits 1, 2 et 3). L'influence du paramètre financier apparaît suffisamment forte pour qu'un changement dans la quantité de ressources disponibles contribue à entraîner un fort changement dans la structure de la carrière internationale (extraits 4 et 5). Ce changement peut être lié au passage de l'individu d'une institution à une autre (extrait 4) ou, plus largement, à une évolution du système universitaire (extrait 5).

Extrait 1

« Q : vous avez toujours le soutien matériel de votre institution pour participer à ce genre de choses ?

R : oui, la seule limite c'est que c'est un soutien modeste parce que mon institution est modeste matériellement, ça c'est un euphémisme. Donc oui, oui j'ai toujours été soutenue, à la fois par mon institution Paris 8 et par le labo CNRS auquel j'suis aussi rattachée qu'est l'Institut des Sciences Sociales du Politique de l'ENS de Cachan donc dans les deux cas – mais à chaque fois dans des proportions qui sont, par rapport à ce que peuvent avoir les institutions, les américains par exemple, très modestes parce que nos institutions et en particulier Paris 8 quand même sont assez pauvres et s'appauvrissent à vue d'œil. [...] Au bout d'un moment c'est quand même un peu... moi c'est ça qui m'a fait réfléchir par rapport à des possibilités de... enfin à l'attrait que peuvent avoir des offres qui sont faites, qui nous sont faites à l'étranger. Je jette pas la pierre aux gens qui partent parce qu'ils en ont marre de devoir sans arrêt batailler pour trois francs six sous et de, de payer sur leur argent personnel leur

recherche parce que, moi toutes ces années là j'ai quand même énormément payé de mon salaire de MCF de l'époque mon travail de terrain à Los Angeles à part quand j'étais Fulbright, je rentrais jamais dans mes frais. C'était, je savais très bien que c'était un terrain très cher mais... voilà. » (Femme, 38 ans, Professeur, Université Paris 8, entretien)

Extrait 2

« Q : c'est facile de se rendre à ces colloques en termes de soutiens financiers du CEAN ?

R : euh... c'est pas très simple quoi, enfin il faut négocier y'a des papiers, faut un peu aller mendier avec sa sébile, c'est un peu fatiguant j'avoue que là... puis c'est aussi très fatiguant physiquement. Moi je, les voyages transatlantiques là, tout ça pour trois jours de colloques, j'trouve ça un peu rude. Donc j'ai un peu réduit. » (Homme, 36 ans, Chargé de recherche, CEAN, entretien)

Extrait 3

« R : we get a research budget but it really only stretches to one, occasionally two overseas conferences. So I've usually used all my research budget by [the time of the IPSA conference, in July]. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Extrait 4

« R : then I got a job, in 2003 I got a job at Warwick university. And Warwick was was still more strongly hm, the funding situation at Warwick was such that you could go to any conference anywhere in the world, if you got a paper accepted you could get funding to it and almost without limits really so that made going to America a much less problematic issue. So er I sort of became more focused on and became more [inaudible] to the conference and sort of paper calls and so on in the States and then started attending fairly regularly perhaps every year, perhaps every other year one of the big American conferences, sometimes two in a year, though not very often. So that would be APSA or ISA normally and there are other smaller and sometimes better ones like the Council of European studies and things like that. So I kind of began to go to those maybe on an every other year basis from then on really. » (Homme, 36 ans, Senior lecturer, University of Warwick, entretien)

Extrait 5

« R : hm, I suppose I started going to the APSA instead of the PSA when we began to get bigger research budgets that could pay for American conferences. And I think that's true of many British academics. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Le statut professionnel des interviewés, de par les responsabilités qu'il implique, peut lui aussi influencer sur les possibilités d'internationalisation, notamment en les limitant. C'est alors l'ensemble de l'activité de recherche qui, au-delà de sa seule dimension internationale, doit être restreinte. Les charges d'ordre administratif (extraits 6 et 7) et

pédagogique (extraits 8, 9, 10 et 11) apparaissent ainsi contraignantes en ce qu'elles diminuent le temps disponible pour maintenir une activité de recherche et valoriser ces productions. Ces responsabilités prennent une dimension supplémentaire lorsque la position de la science politique dans l'établissement concerné est marginale, dans la mesure où le manque de temps peut alors s'accompagner d'un sentiment d'isolement et de manque d'émulation (extraits 10 et 11).

Extrait 6

« R : voilà, alors ça c'est après mon recrutement, ce qui a peut-être joué un rôle aussi dans mon, mon internationalisation c'est que un an après [Untel] a été élu directeur de l'IEP et euh m'a proposé euh de faire partie de l'équipe de direction et de m'occuper des relations internationales, alors peut-être que ça a été aussi un, même si c'est pas une activité scientifique enfin c'est pas une promotion euh... du laboratoire à l'étranger, c'est plutôt nouer des relations internationales pour permettre la mobilité des étudiants. Moi j'me suis toujours préoccupé que les accords signés puissent intégrer, bon, la mobilité des enseignants chercheurs, des coopérations scientifiques etc. Donc pendant cinq ans j'ai été directeur des relations internationales de l'IEP de Rennes.

Q : c'est quelque chose à partir duquel viennent des contacts etc. ?

R : voilà tout à fait, tout à fait qui permet de nouer des contacts. Alors après, bon ça c'était jusqu'en septembre, bon donc là je me remets dans une activité essentiellement académique classique parce que c'est quand même un gros gros boulot de gestion administrative, de responsabilités, puis bon y'a pas que des relations internationales y'avait aussi tout le travail de direction de l'IEP, on était trois directeurs donc ça veut dire qu'on n'était pas seulement – même si mon volet de responsabilités c'était les RI il fallait réfléchir à plein de choses, donc c'était un gros travail de réflexion qu'est pas inintéressant par ailleurs mais qui m'a peut-être un petit peu éloigné du domaine de la recherche que j'ai envie de revisiter maintenant, enfin de me remettre dans une dynamique, une perspective de recherche. Voilà j'ai pas arrêté de faire de la recherche, j'ai continué, je me suis efforcé de combiner les trois métiers d'enseignant, de chercheur et des responsabilités administratives mais il est évident qu'en étant directeur des relations internationales j'ai pas eu à... comment dirais-je suffisamment de temps à consacrer à la recherche, mon temps était complètement bouffé par la gestion administrative, égayée par quelques mobilités mais sinon c'était surtout la gestion de la mobilité des étudiants, la signature des accords, des partenariats et les préoccupations d'étudiants qui pètent un plomb au fin fond du monde etc., les étudiants étrangers ici à l'IEP etc. » (Homme, 45 ans, Maître de conférences, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 7

« R : en étant dans une position de direction de l'IEP depuis six ans, ma relation à la recherche elle est quand même un peu distendue, donc ces réseaux ils se sont un peu distendus. Mais y'avait un vrai réseau international autour de la question de la réforme des systèmes de protection sociale. C'est là où c'était le plus ancré. » (Homme, 49 ans, Professeur, IEP de Lyon, entretien)

Extrait 8

« R : you could in theory never stop going to them in that sense and then you'd wonder when one does any real work and research. And then also the teaching term, you know trying to reorganise your teaching schedule is like a nightmare. Here if you have a class of 110 students that you're lecturing to on a Monday you know you can't take that Monday off and reschedule one cause there's no room in the institution so just the logistics of it during term time makes it very difficult. [...] I never went to MESA, the North American [conference on Middle-East studies], because again it falls right in the middle of our teaching term. » (Homme, 50 ans environ, Professor, SOAS, entretien)

Extrait 9

« R : the basic pattern is when I first became an academic hm, a young academic doing my PhD, I went out and networked very very widely in an international way and then in the early stages of my career I kind of, sort of did slightly less of that for a while and concentrated much more on, on getting books and things written, and it was a realisation that I actually slightly lost some momentum on that side.

Q : was it a conscious decision on the first place to concentrate more on your research?

R : no I just found myself very, I just ended up being so busy hm that hm I didn't network so well for a while and it was not kind of conscious calculation, it was just, I kind of just ended up that way, you know with the pressures, with the time pressures of my job it's just a bit, you know doing all the admin and all the teaching in the early career is overwhelming it's just, you know you're working ALL the time, it's almost impossible to find time for any kind of life hm, it's overwhelming. I think most young academics just find it, it just takes over your life completely hm, and er... I'm not sure it was even a very efficient way to do it I think. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of Bristol, entretien)

Extrait 10

« Q : after that, did you, I mean after the Canada experience, did your attitude towards PSA conferences and that sort of thing change? I mean did you go more frequently or did you find the networking easier?

R : not so much after Canada, I would say all of that really took off when I came back here. Hm, hm...

Q : is there something that triggered it?

R : hm what, let me think... I did, at Caledonian University hm, I was quite disillusioned, I mean part of the trouble here is that you know the students aren't terribly good. Also, I mean all, you know my department wasn't very good if you know what I mean, I mean the whole – so for example there were a number of older lecturers who didn't do any research and had been at the university since, before it even became a university. Now they didn't, they were absolutely of no use to me because they didn't know what I had to do you know, all they were interested in was whether their course was taught – and that's fair enough, I don't have a problem with that, but I think... I think what's interesting here is I spent two years basically after my PhD really learning an

awful lot, a LOT about how to teach, and but the research suffered. But what's interesting I mean, tangentially what I would say is, I mean what's interesting is I was not experienced, I had no concept of teaching. The teaching to me is a great pleasure, I know exactly what I'm doing, the courses I teach here they go very very efficiently, I would say for my age and the stage that I'm at, I'm actually quite an experienced teacher. And what's interesting is that ultimately hm often university departments are looking for that as well as being a good researcher, so I've no regrets there. What nevertheless the experience meant was that hm, I did feel slightly isolated, hm, I mean I had no time to go to conferences cause I was teaching so many courses, er... I had no, I had nobody advising me really to sort of going to conferences or in terms of [inaudible] because I was sort of, I was on my own. So I mean, when I came back here, I felt as if I was back in my secure environment hm, and I then sort of started if you like, after what I'd been through I was actually more free to actually start doing things that maybe I should have done two years before, so it was quite natural in a way. Hm, and over the last two years, in the last two years, three years, well yeah, well three years, two or three years, yeah I basically, I basically started doing all the things that probably I should have done five years ago. » (Homme, 33 ans, Lecturer, University of Glasgow, entretien)

Extrait 11

« R : quand vous êtes dans une petite université comme la mienne aujourd'hui, j'veux dire moi je souffre d'un double isolement. Isolement parce que pour le moment ma collègue est en déplacement donc je suis là, je suis le seul politiste de la fac. Donc vous êtes un peu seul vous voyez, quand vous faites des recherches. Et isolement parce que la bibliothèque, y'a pas grand chose quoi. On n'a pas de bibliothèque de recherche. Donc ça veut dire qu'il y a toute une série de travaux aussi auxquels je n'ai plus accès. Alors il faudrait, si j'étais un politiste consciencieux, j'aurais gardé ma carte à la bibliothèque de l'IEP et j'irais faire des photocopies mais j'vous cache pas que j'suis pas consciencieux, voilà. Mais c'est très très très difficile. Moi j'vois j'ai un, un collègue qui est sur un poste de contractuel que j'ai fait recruter pour remplacer ma collègue en détachement. Lui travaille beaucoup sur des problématiques anglo-saxonnes [...] mais il va travailler ailleurs qu'à La Rochelle. Nous, on lui trouve rien. Et moi je suis dans l'incapacité de donner des articles en anglais à mes étudiants. Donc c'est aussi ça, c'est que faut bien imaginer – après, c'est une chance d'être dans une structure comme l'IEP, quand vous êtes jeune thésard. Parce que vous avez un véritable encadrement, y'a un programme de recherche, des conférences, des séminaires et puis vous avez après une bibliothèque qui... enfin c'est un super outil de travail que vous avez pas après, loin de là.

Q : c'était une forme de rupture le passage de doctorant à Bordeaux à maître de conférences à La Rochelle ?

R : ah oui. Bah oui c'est une rupture parce que quand vous arrivez et que en fait vous n'avez – la fac n'existait pas quoi, c'était... y'avait un deug, deug à Poitiers qu'était une antenne de La Rochelle, et c'est tout. Donc ça veut dire que quand moi je suis arrivé en début de carrière, c'était pas forcément ce à quoi vous êtes préparé quand vous faites une thèse. Moi j'étais pas préparé à faire des maquettes pédagogiques, des règlements d'examens, mais c'est ce que j'ai dû faire pendant des années quoi, j'ai été directeur des études pendant sept ans.

Q : quand vous êtes arrivé ?

R : oui. Donc monter les cours, et ça. C'est vrai que c'était passionnant, j'ai trouvé ça très intéressant. Très accaparant mais, vous savez c'est le clivage que vous retrouvez qui est plus accentué j pense dans les petites facs, vous savez quand y'a eu tous les débats sur la loi LRU [(loi relative aux libertés et responsabilités des universités)], en fait cette espèce de clivage qui s'opère de plus en plus entre les universitaires qui font vraiment de la recherche et ceux qui vont devenir aussi des universitaires mais plutôt des administratifs, qui vont être dans l'administration de l'université ou des UFR. Et c'est vrai que le problème quand vous vous retrouvez dans une fac comme La Rochelle, comme on n'était pas très nombreux et que moi j'voulais quand même qu'il y ait de la science politique pour les étudiants, j'trouvais que c'était important – même juristes, surtout juristes – et ben vous vous retrouvez d'être dans cette position en gros d'universitaire enseignant administrateur qui vous éloigne aussi du champ de la recherche. Et ça, par rapport à ce que je disais tout à l'heure, c'est d'autant plus accentué que vous vous retrouvez tout seul. Tout seul ou à deux, enfin... » (Homme, 45 ans, Maître de conférences, Université de La Rochelle, entretien)

De façon plus générale, la manière dont est organisé le métier d'universitaire dans le pays de l'interviewé peut jouer un rôle sur la possibilité pour lui d'établir ou de maintenir des contacts internationaux à travers des investissements disciplinaires à l'étranger. L'opportunité fréquente d'années sabbatiques permet ainsi à certains politistes britanniques de l'échantillon de séjourner régulièrement dans des universités étrangères (extraits 12, 13 et 14). Par contraste, quelques membres de l'échantillon français pointent un manque de possibilités d'accès à la mobilité disciplinaire (extrait 15) même si des bourses de type Fulbright peuvent, en France comme au Royaume-Uni, faciliter ce type d'investissements (extraits 16, 17 et 18). Si les motivations sous-tendant ces séjours ne sont pas toujours purement intellectuelles (extraits 13 et 15), ces fréquentations d'universités étrangères ont, à leur tour, des effets sur la structure de la carrière. Plusieurs interviewés évoquent ainsi « l'effet boule de neige » (extraits 12 et 18) qu'elles peuvent provoquer par le biais de tissages de contacts variés (extraits 12 et 14), de création de réseaux de recherche ou d'organisations de manifestations (extrait 18), d'accumulation de marqueurs de prestige scientifique (extrait 17) ou d'accès à de nouvelles ressources financières (extrait 19). La formule selon laquelle le capital va au capital tend donc à se vérifier ici : l'occupation d'une position disciplinaire privilégiée favorise une internationalisation qui permet elle-même l'accumulation de nouvelles ressources.

Extrait 12

« R : it's not just conferences but also going on sabbatical. I've just come back from – I was a Fulbright distinguished fellow at Harvard and so I met a number

of people when I was at Harvard you know and people who came through it and I'm organising a big event here at the end of the month with leading US and British public policy scholars [...] and many of the people who come to this conference I met last year at the Kennedy school at Harvard University. So you know, going on sabbatical is also important, and giving talks in other universities is important. [...] Brown saw that I was on the website of Harvard and said « that's down the road, let's invite him to come and give a talk ». [...] It's sort of a snowball isn't it ? » (Homme, 45 ans environ, Professor, UCL, entretien)

Extrait 13

« Q : ever since you've been in London, did you, like, develop other kinds of contacts?

R : yes, I mean partly through the research, so that's one, and partly through leave you know when I decide I want to go somewhere, so partly for research purposes, well mostly, mostly [il désigne le dictaphone du doigt et élève la voix] mostly! You know and then you meet people, you go to conferences and because of the circus nature you get to meet people sort of on a repeated basis so you know so then sort of more people come into play.

Q : did you go to a place in particular during your leave?

R : yes, my first leave I was in Dublin, in Potsdam and Madrid, so you know that was sort of three markets in a sense. And the second leave last year I went to New Zealand, so you know you spread yourself a bit about and yeah...

Q : how would these destinations come to mind?

R : hm, again we've got linkages with the university of Tokyo for example so you know someone in Tokyo I mean it's just you know someone there and you have a question you would email them [...]. So in that sense you know these things sort of develop quite naturally. [...] In Madrid that was purely really I went there and you know you just meet someone and you've never met before, decide you like each other, it sort of happens. It's like going to the bar you know, you meet someone at the bar you have a nice evening together and then you go drink again. It's not much different. [...] I mean New Zealand I've always wanted to go and I went to Wellington because that's where the government is so I just wrote to the guy who leads this research centre and he let me in, I mean there was no LSE label or kind of... so I mean to some extent it's like « I would like to come here, is there any chance to come here? » and that sometimes works out and sometimes don't, right, that's how it works. [...]

Q : did you chose those places for research purposes?

R : I wanted to do research in those locations. I mean I don't, I didn't give a damn to be honest. I mean basically I looked for somewhere where they broadly did the sort of things I was interested in doing because that would increase the likelihood they would be interested in having me. I didn't pick it in a desperation of « I want to meet these people and if I don't, you know, I will be crying at home, you know, because I have posters of them all over my bedroom » [rire]. So no I mean you know no I mean I've never... » (Homme, 35 ans, Reader, LSE, entretien)

Extrait 14

« R : the other place I have networks in is in Australia because I went to Australia for eight months in 2001. I went to a philosophy department...

Q : how did that happen ?

R : again I really fancied going to Australia. And I'd been head of department at Queen Mary for four years so they gave me a year off afterwards so I really wanted to go somewhere. I've got friends in the philosophy department in Sydney, so I went to Sydney for eight months. And again there were people there who were interested in continental philosophy, particularly Foucault and Merleau-Ponty. So I'm still in contact with them. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Extrait 15

« R : moi j'ai envie de repartir et j'trouve qu'on crève dans notre système de pas avoir suffisamment d'opportunités pour bouger, voilà moi j'ai des copains qui ont fait l'IEP à Aix, leur thèse à Aix, ils sont en poste à Aix et ils crèveront à Aix, bon voilà et pourtant je suis méridional, j'adore Aix-en-Provence, Marseille et compagnie c'est ma région mais voilà, si j'ai l'opportunité de repartir j'ai pas nécessairement envie de partir à Aix-en-Provence : Toulouse, Bordeaux, Grenoble... voilà et puis j'ai envie de repartir aussi à l'étranger mais c'est vrai que c'est compliqué, c'est... Et j'me rends compte que cette, enfin c'est pas l'internationalisation, c'est peut-être plus le goût, l'appétit pour des expériences entre guillemets « exotiques », bon ça a un coût, il faut se mobiliser, il faut monter des dossiers donc euh voilà moi j'ai candidaté sur un poste dans un centre de recherche français à l'étranger, malheureusement pour des raisons budgétaires le poste a été supprimé, donc voilà donc euh... « ah merde ! », il faut relancer, il faut réfléchir à d'autres moyens de repartir à l'étranger donc c'est une délégation CNRS, c'est une bourse Marie Curie, c'est voilà mais moi j'trouve qu'on donne pas suffisamment de moyens d'accompagner en tous cas l'enseignant chercheur qui le souhaite dans une démarche de mobilité dont à mon avis il a besoin. A mon avis si on veut pas s'enfermer dans des luttes intestines, dans des euh, dans une forme de, de, de quoi, de fermeture, de ressasser les mêmes histoires, les conflits de labos, les conflits de personnes tout ça ben il faut bouger, il faut... donc moi j'serais partisan de ouais mobilité, peut-être pas, alors, qu'elle soit pas obligatoire mais au moins qu'elle soit facilitée. Quand on voit les difficultés pour muter enfin c'est hallucinant : on se retrouve en compétition avec des jeunes qui cherchent un poste, du coup on culpabilise, nous on a un poste, on le laisse, on n'est pas sûr qu'il soit remis dans le panier de la science politique, on va prendre un poste à un jeune qui candidate euh, enfin c'est pas sain tout ça j'trouve voilà. Moi j'trouve qu'on ferait mieux voilà de distinguer par exemple les mobilités, les mutations et les postes au recrutement et encourager, promouvoir, rendre en tous cas plus faciles les processus de mobilité nationale et internationale, c'est évident. » (Homme, 45 ans, Maître de conférences, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 16

« R : I went to the ECPR for the first time I think in 1993. It was still quite a new thing then to go to international conferences, there wasn't a lot of funding. [...] But then around [...] the mid 1990s, 1995 I went to the University of California for a year on a Fulbright teaching exchange...

Q : how did that come about?

R : hm, I just really wanted to go to the States. I wrote to sixty universities asking if anybody would like to do a teaching exchange with me. And where it worked out was in California. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Extrait 17

« R : also at that time I went to the APSA and I was on a panel [...] – I'd put together like 250 votes of the European Parliament by hand from the printed records and I'd generated what I thought was the first map of voting patterns in the European Parliament, and I'd written a paper, and I was on that panel and there was this kid from ULB [(Université Libre de Bruxelles)] [...] doing exactly the same thing also on the European Parliament. [...] So we went for coffee and I said [...] « look, why don't we agree a division of labour? Right? Why don't we say I will do the first two parliaments and you will do, you know, 89 to 94? ». [...] And then, because his supervisor was at Berkeley, we said « ok, let's try to arrange to be all in Berkeley together so we can write a book ». So we then started applying for grants and both, by complete chance, both got Fulbright scholarships, him from the US-Belgian Fulbright commission and me from the US-UK Fulbright commission. So we went together for the year to Berkeley and that was the most productive year of my life. It was fabulous. So we wrote a book [...] and we won a prize, the Fenno prize for the best book in legislative politics, which is one of the most prestigious prizes from the APSA. » (Homme, 40 ans, Professor, LSE, entretien)

Extrait 18

« R : j'ai fini par me dire « j'ai envie, enfin, j'ai envie de travailler sur les rapports entre art et politique » et c'était le moment de la guerre en Irak en me disant « si je travaillais sur les mobilisations d'artistes contre la guerre » donc j'ai pensé d'abord à faire une chose comparative vraiment France Etats-Unis parce que c'était des contextes à la fois différents mais en même temps des, des sociétés assez structurellement comparables je pense donc euh voilà, toutes choses égales par ailleurs parce que les gens sont assez différents mais euh... et puis en fait j'ai été candidate donc sur ce projet, sur le volet américain, à une bourse Fulbright et je l'ai eue et donc j'suis partie aux Etats-Unis et là mon terrain là-bas a pris une telle ampleur... J'suis partie une première fois six mois – non, c'est pas vrai, j'suis partie une première fois deux mois pour avant même d'être candidate à la Fulbright, pour juger de la faisabilité de la chose. [...] Donc j'y suis allée euh j'ai très vite réussi à ouvrir le terrain donc ça m'a rassurée là dessus, ça m'a permis d'être une candidate crédible à la bourse Fulbright chercheur je pense, et je me suis liée avec des collègues là-bas de façon... [...] Donc euh ils m'ont proposé d'être mon institution hôte euh pour euh donc c'est le département de sociologie à UCLA pour ma Fulbright. Je l'ai eue, donc j'y suis allée. A la suite de quoi j'ai eu besoin de retourner régulièrement pour la suite de mon travail de terrain – j'ai fait 103 entretiens et un certain nombre d'observations donc ça s'est pas fait d'un coup – j'ai refait des déplacements et ce coup là j'étais plus Fulbright j'ai dû mettre tous mes cours sur un semestre donc ce coup là j'ai un peu jonglé avec les – en plus j'étais responsable du département de science po à Paris 8 – j'ai un peu jonglé avec les différents trucs mais j'ai réussi à retourner à chaque fois invité par

UCLA en faisant des petites interventions de-ci de-là à USC aussi, et puis moi-même j'ai invité certains de mes collègues, ceux avec lesquels je travaillais le plus, à participer à des colloques que moi j'organisais ici sur art et politique. Donc ça a commencé j'en ai organisé un à Nanterre en 2007, j'ai organisé des choses à Paris 8 aussi euh avec à chaque fois des invitations. Et puis comme profs invités aussi ces dernières années j'ai invité pas mal de gens qui étaient... l'année dernière, alors en fait y'a deux ans j'avais invité [Unetelle], qui elle est à Harvard mais avec laquelle j'travaille sur les questions de frontières sociales par ailleurs [...] et puis euh... ensuite j'avais invité quelqu'un de UCLA l'année dernière et cette année quelqu'un de USC. Donc à chaque fois prof invité pour un mois, voilà et moi j'suis régulièrement invitée là-bas donc euh... ça se passe beaucoup comme ça et par le biais de projets communs qui sont à la fois des projets de recherche sur nos objets communs puisqu'il y a tout un groupe qui travaille sur art et politique à UCLA au département de socio et pareil moi dans mon département et dans mon labo autour d'un axe que je dirige maintenant. Donc ils sont embarqués dans des projets qu'on a, on pense peut être déposer un projet ANR [(Agence Nationale de la Recherche)] là parce la création fait partie des thématiques de l'ANR, il est question de les embarquer dedans aussi comme équipe internationale enfin voilà. Du coup c'est les collègues avec lesquels on travaille, ceux auxquels on pense parce qu'on travaille avec eux au quotidien pour tous les trucs qu'on fait finalement. Et puis autre aspect c'est la conclusion d'accords d'échanges internationaux pour nos départements donc beaucoup plus institutionnels donc entre départements euh et... pour nous les enseignants et enseignants chercheurs titulaires ou en tous cas statutaires, doctorants, post docs qui ont des statuts mais aussi après pour les étudiants de master au moins, ça on est en train de le mettre en place avec USC. [...] C'est un truc d'auto-entretien aussi : plus on y va, plus on rencontre de nouveaux collègues, ils nous font rencontrer de nouveaux doctorants, post docs, nouveaux recrutés et ça fait boule de neige on commence de nouveaux projets et... [...] Et puis en fait c'est une expérience qu'est pas que professionnelle : c'est une double vie au sens plein du terme. J'ai un autre groupe d'amis, parfois- on peut se poser la question : est-ce que finalement j'ai pas autant d'amis là-bas qu'ici euh... ? Je, je me sens chez moi quand j'arrive là-bas parce que je vais plus ou moins tout le temps au même endroit, euh... J'ai, j'ai un lot de cartes – vous voyez les cartes de- j'ai une carte de crédit, j'ai un compte en banque, j'ai un chéquier là-bas et donc j'ai un lot, j'ai une boîte avec mes trucs et donc je les change, je change le contenu de mon sac à main intégralement, j'ai une carte de- comme j'ai ma carte Monoprix ici euh quand j'vais faire mes courses là-bas enfin voilà.» (Femme, 38 ans, Professeur, Université Paris 8, entretien)

Extrait 19

« R : dans cette histoire de l'organisation des événements sur trois ans avec UCLA on demande chacun, mon collègue et moi, à nos institutions un soutien pour ces événements, moi je demande un soutien au titre du BQR [(Bonus Qualité Recherche)] – j'sais pas si vous voyez ce que c'est ? – et donc c'est le p'tit soutien classique qu'on peut obtenir c'est maximum, si je décroche comme j'espère – j'touche du bois – 1500 euros, j'aurai l'impression que j'aurai été vachement vernie, parce que j'aurai eu le maximum. Bon, eux ils vont avoir 20000 dollars c'est la plus petite bourse que... si on a une p'tite bourse on aura 20000 dollars, donc bon moi je lui ai dit « Bill, tu sais que moi j'aurai que 1500

euros » « oui oui ça va t'inquiète pas, t'inquiète pas c'est pas pour l'argent qu'on vous aime » [rire]. » (Femme, 38 ans, Professeur, Université Paris 8, entretien)

Les entretiens réalisés auprès de politistes confrontés très tôt à une internationalisation disciplinaire montrent en outre que l'influence des capitaux accumulés à la suite de ces incursions à l'étranger peut s'exercer sur la longue durée. Le fait d'avoir fréquenté, notamment lors de son doctorat, une institution particulièrement internationalisée, tend en effet à avoir un impact de long terme sur la physionomie de la carrière en facilitant les collaborations internationales et la fréquentation d'espaces internationaux. L'Institut Universitaire Européen de Florence (extrait 20), la London School of Economics and Political Science (extrait 21), la School of Oriental and African Studies (extrait 22) ou l'Université d'Oxford (extrait 23) comptent parmi ces institutions où la proximité disciplinaire entraîne le tissage de liens avec des collègues étrangers d'autant plus forts et d'autant plus facilement mobilisables dans la suite de la carrière qu'ils se forment sur un registre mi-professionnel mi-personnel.

Extrait 20

« R : so in terms of building an international network obviously it means that, you know, I made friends with a lot of people from all European countries.

Q : did you make contacts that you kept throughout your career?

R : sure. I mean, some of my closest friends and colleagues, not always colleagues but there are several here at LSE in fact, they are people I met doing my PhD in Florence. The head of the geography department here is one example. So yeah I have my sample of friends which in part is, are also people working in political science and also people that I work with. [...] Most of the time they are people sort of half colleagues half friends. » (Homme, 41 ans, Senior lecturer, LSE, entretien)

Extrait 21

« R : I mean partly it helps that the LSE PhD sort of group was extremely big. You get to know the people and they sort of go to jobs elsewhere so you know you're not completely sort of alone when you go to a conference because there are some people you've met before and so on and so on. So I knew people in Exeter purely by having shared a computer room with them for example. [When I came back to LSE] I think I still had my LSE sort of network sort of spread around the world and you try and sort of draw on it and you meet other people over that.

Q : was it only people you knew or would you actually share intellectual interests?

R : well I mean I think possibly both [rire]. Might be 90 % of the conversation would be about football but the other 10 % you could still talk about other things, I would characterise it like that yeah. [...] I mean I think the LSE

network I have I, there's, it is mainly through sharing a computer with, I mean it's not an institutional sort of explicit... you know you know each other, you've been through pain together, you've drunk together, you know. » (Homme, 35 ans, Reader, LSE, entretien)

Extrait 22

« R : alors énormément oui, énormément, moi j'ai été plusieurs fois à SOAS pour des conférences, j'ai publié un papier – enfin [Untel] mon directeur de thèse a dirigé un volume qui s'appelait *Staging politics*, programme de recherche sur ce qu'il appelait les spectacles politiques, les manifs, les procès les choses comme ça, donc j'ai participé à ce projet, j'ai fait un texte dans ce cadre là... j'ai participé, l'année dernière y'avait un grand séminaire Chine-Afrique en préparation d'un numéro du *China Quarterly* qu'est dirigé par une de mes anciennes profs de SOAS et donc elle voulait des africanistes pour participer, donc j'ai été là-bas, j'ai participé à une série de choses à SOAS depuis, et puis à SOAS j'ai rencontré toute une série de gens, des africanistes en fait, avec qui j'suis resté en contact et avec qui j'ai eu des occasions de collaborer. J'ai publié par exemple, y'a une revue qui s'appelle *Social Science and Religion* qu'est dirigée par deux universitaires suisses que j'ai rencontrés à SOAS pendant que j'y étais et puis on avait continué à discuter tout ce temps là et puis ils m'ont sollicité une fois pour faire un papier chez eux, ils m'ont invité à Bâle à donner une conférence, ouais enfin SOAS c'était un bon endroit pour rencontrer des gens et réfléchir à des projets et pour... » (Homme, 36 ans, Chargé de recherche, CEAN, entretien)

Extrait 23

« R : I was working on a book, on an edited book with some friends er, and we were putting that together and that was what we were presenting at a lot of conferences, you know parts of this book, until that was published [...].

Q : were those friends based in Oxford ?

R : hm no, no, they, the, the project which led to a book was, somebody was based in London and somebody else was based in New York, so the three of us were – we knew each other from before, and we decided that we wanted to do something, we had an idea for a book and so put it together.

Q : how did you know each, each other in the first place?

R : hm, er... one person was a person who I studied with as an undergraduate in Oxford, so it was a friend from a long time ago, and the other person was somebody who'd been spending a year in Oxford as part of his degree, er, cause he was studying in the US and had one year that he could spend abroad and spent it in Oxford hm, and met this other friend of mine, so they knew each other from Oxford. Er, so it was through connections, through studying. » (Homme, 29 ans, Lecturer, University of Oxford, entretien)

Comme lors de la phase d'entrée dans la carrière internationale, les capitaux disciplinaires semblent donc jouer un rôle déterminant dans le maintien d'investissements transnationaux réguliers. L'accès aux ressources nécessaires dépend en effet à la fois du statut professionnel de l'individu, de son établissement de

rattachement et, plus largement, des règles qui régissent l'exercice du métier universitaire dans son pays. Chez les membres les plus internationalisés de l'échantillon, des ressources notamment financières peuvent toutefois naître des investissements d'espaces étrangers et pallier d'éventuelles lacunes domestiques.

La question du maintien d'une carrière internationale ne se joue cependant pas au seul niveau des ressources disponibles. En France comme au Royaume-Uni, des exigences d'internationalisation de formes variables accompagnent en effet les mécanismes d'évaluation des politistes, exerçant par là une influence dont il est nécessaire d'explicitier les modalités. L'impact de ces mécanismes, perceptible au niveau des stratégies aussi bien de publication que de communication scientifiques, est en effet variable selon les interviewés. Cette forte variabilité tient à une différence de nature et de degré de formalisation des critères d'exigences et des dispositifs d'évaluation en fonction des pays mais aussi, du côté du Royaume-Uni, en fonction des universités. Certains interviewés français évoquent ainsi le caractère relativement peu formalisé des injonctions à l'internationalisation (extraits 24 et 25) et l'insuffisance des rétributions associées à de tels investissements (extraits 26, 27 et 28). Les dispositifs semblent, par contraste, beaucoup plus institutionnalisés et lourds de conséquences pour les départements (extrait 29) et les promotions individuelles au Royaume-Uni (extrait 30), au point d'être relayés par des commissions spécifiques dans certaines facultés (extrait 31). Si les critères du Research Assessment Exercise (RAE) et de son successeur le Research Excellence Framework (REF) apparaissent parfois flous (extraits 29 et 32) et sont perçus de manière très variable par les différents enquêtés (extraits 33 et 34 par exemple), leur impact sur les carrières individuelles est néanmoins plus clair que dans le cas français (extrait 34).

Extrait 24

« R : bah y'a une incitation de base c'est qu'en fait quand on voit sa fiche qu'on doit remplir annuellement, y'a des cases quoi et donc on a ça euh... bon ces incitations elles viennent aussi, on voit plein de choses qui tombent sur les listes de diffusion, et puis dans les discussions enfin... ouais euh... [...] Y'a toutes ces incitations qui nous tombent dessus quoi, apparemment il faut changer de terrain, faut pas rester trop spécialiste d'un truc qu'intéresse personne, il faut faire des choses différentes, le comparatif enfin j'sais pas trop quoi, y'a ces sortes d'injonctions là qui nous tombent d'en haut euh... qu'on... j'peux pas dire plus d'ailleurs, j'peux pas forcément te dire qui m'a dit ça, mais je sais que

c'est ça qu'il faut faire en gros, y'a une sorte de *zeitgeist* là qu'on repère, qu'on anticipe. » (Homme, 36 ans, Chargé de recherche, CEAN, entretien)

Extrait 25

« R : lors des sessions de l'ECPR à Rennes en 2008 euh... en fait je n'y suis pas allée parce que j'étais en congé maternité mais j'avais proposé un *workshop* euh... avec un collègue de Prague et notre *workshop* a été retenu mais bon là j'y suis pas allée mais il a eu lieu quand même, enfin j'veux dire avec d'autres personnes qui ont pris le relais et c'était un workshop qui était lié au projet ANR que, auquel j'participais avec [deux collègues français].

Q : le format *joint sessions* vous attirait particulièrement ou c'était l'ECPR dans l'absolu ou c'était parce que ça se déroulait en France ?

R : c'était parce que on pensait que ça donnerait l'occasion de donner un peu de visibilité en fait à notre groupe ANR. Euh... et puis puisque dans les évaluations aussi, de manière prosaïque dans les évaluations de l'ANR on nous demande dans quelles... enfin de lister les conférences etc. donc on s'est dit que c'était aussi important pour l'évaluation ensuite du projet par l'ANR. » (Femme, 36 ans, Maître de conférences, Université Paris 1, entretien)

Extrait 26

« R : après on est évalué individuellement [par l'INRA], et c'est toujours les critères internationaux qui sont défavorables mais j'pense pas que ce soit ça qui me motive parce que c'est récurrent. C'est-à-dire qu'à chaque fois on te dit qu'il y a pas assez de références étrangères, mais en fait ils disent ça à tout le monde. Et comme les auteurs que j'apprécie beaucoup en France sont pas spécialement sur l'international, j'sais pas si l'évaluation... en plus nous ça joue assez peu : du moment que je publie pas mal et que ça marche, par exemple pour la promotion le fait que – déjà, j'en fais maintenant donc j'pense qu'on me le reproche plus... Et en fait tout le temps que tu perds à construire un dossier international, très vite tu peux faire un très bon dossier français. Moi j'ai passé six mois à écrire un article en anglais qui a jamais été publié, et six mois à temps plein alors qu'en France c'est beaucoup plus simple, donc j'trouve que l'investissement, d'un point de vue stratégique a aucun intérêt. Moi j'ai perdu plein de temps même pour la Finlande et aucun intérêt. Alors qu'en France il suffit d'avoir un article dans une revue de rang A tous les deux ans et c'est bon, on t'embête pas parce que c'est suffisant. Et si tu travailles sérieusement c'est assez facile à faire. Alors que faire un article en anglais... Donc c'est pas un investissement qui est très rentable. » (Homme, 35 ans, Chargé de recherche, INRA, entretien)

Extrait 27

« R : le souci c'est aussi que on n'arrête pas de nous dire de publier à l'international, de publier en anglais. Alors que bon d'une part tu peux pas les mettre dans les dossiers [...]. Deuxièmement, ils ont aucune idée de savoir quelle est la valeur de la revue en fait, souvent, alors ça peut être bien quand c'est une revue merdique mais parfois du coup on se demande « mais à quoi bon en fait » – parce que c'est quand même plus difficile pour moi de publier en anglais, donc à la fois au niveau de la rédaction et puis ensuite de l'acceptation etc. Donc euh parfois je me dis qu'il y a un décalage entre les discours

incantatoires et puis la réalité de l'acceptation et de la reconnaissance en fait du travail fourni. Mais bon je continue, mais bon je continue aussi parce que j'ai des opportunités. C'est pas à tout prix... Et puis y'a aussi un truc c'est que tu deviens rapidement identifié comme quelqu'un qui, dans ton champ, peut écrire en anglais, peut intervenir en anglais, qu'est passé par la LSE, donc du coup en fait les opportunités se présentent à toi. » (Femme, 31 ans, Post-doc, Triangle, entretien)

Extrait 28

« R : personnellement en effet ça prend, c'est un truc qui me demande beaucoup plus d'efforts voilà, c'est tout. Et en plus parfois y'a l'idée que, voilà, on écrit un papier dans la RFSP au moins les collègues qui vous évaluent ou participent à votre reconnaissance l'auront peut-être lu. On écrit un papier dans une bonne revue anglo-saxonne ou américaine, on sait qu'on aura des citations, très bien, mais ce papier disparaîtra totalement euh chez les collègues ici. Le papier qu'on a écrit avec [un collègue] sur le referendum, bon taux de citation y compris pour, y compris pour l'ensemble des papiers écrits dans cette revue sur les deux-trois dernières années, vraiment bien quoi.

R : c'était dans *Political Studies* c'est ça ?

Q : euh *Politics and Political Science*. Donc on doit dépasser les 24-25 citations ce qui est un bon score quoi, je l'ai pas fait depuis longtemps donc je sais pas. Il est jamais cité par des français, *ja-mais*, mais vraiment jamais, y compris dans des états de la littérature – [Untel] a fait un état de la littérature sur les trucs qui sont sortis sur les européennes de 2004, sur le referendum de 2005, notre papier existe pas, voilà. Donc c'est compliqué surtout quand c'est ces gens là qui jugent.

Q : qui jugent ?

R : bah qui jugent au moment des promotions, qui jugent même maintenant à la FNSP on a les augmentations au mérite, donc bon ben merde quoi [sourire], ça demande du temps, c'est, voilà c'est, mais c'est le bon vieux paradoxe de Boudon avec les enseignants-chercheurs aux Etats-Unis : est-ce qu'il vaut mieux être un mauvais enseignant et un bon chercheur ou un bon enseignant et un mauvais chercheur ? Voilà, qui est juge ? C'est pas rien quoi.

Q : c'est spécifique d'être à la FNSP à ce niveau là ?

R : non j'pense que ça c'est, c'est la même chose au CNRS, j'sais pas du tout ce qu'il en est pour les profs ou les MCF hein mais... au CNRS on commence aussi à dire que voilà ça serait bien de publier dans les revues anglo-saxonnes. Maintenant, entre le « ça serait bien de publier dans les revues anglo-saxonnes » et les, promouvoir les gens qui le font c'est autre chose quoi, c'est pas facile. » (Homme, 34 ans, Chargé de recherche, CEE, entretien)

Extrait 29

« Q : did you also go to the ISA conferences?

R : I've been to one, more recently, hm... and hm that's partly because University is becoming much more strategic and the bigger conferences count more, they're more valuable to refer to in Research Assessment Exercise documentation. Er, I went to the ISA in San Diego, which was two or three years ago, and will probably go to more hm. [...] Hm, er, but hm the trouble is that you you never really know within the RAE er what the ground rules are on

those kinds of things, you know what the preferences are in terms of publications and so on but esteem, things like that, very very arbitrary. For example this department we thought we would do very well in terms of esteem in the last RAE because our head of department for example is chair or was chair of the PSA, about three of us I think are editors of journals, hm and we got a negligible esteem score because the politics panel decided to base esteem just on the publications, hm, rather than give it an independent rating. And we did badly with our publications and hm so, you know, we fell down on esteem as well. Hm but hm... yeah those considerations do, do, do hm come come come into the reckoning as well. I think... And hm particularly staff who are looking for promotion and that kind of thing would try to go to the conferences that really tick all of the boxes in terms of pleasing the university and [rire] so on.

Q : what are they?

R : hm, in in political science?

Q : yeah.

R : well, I would say ISA is regarded as very hm, ISA and ECPR would be tops, except of course for those with a country or regional specialism, APSA or something like that would obviously be regarded very highly if you're in that particular field. Also I think it depends on, on the environment of where you are. I think it's a critical moment at present and hm this university for example is becoming much more hm *dirigiste*, well certainly controlling much more micromanagement of research and – so for example, whereas a few years ago I could offer hm er a chapter for a book or something like that, the university wouldn't allow me to do that now because it's only journal articles that count. So it's only really when you've got sufficient for the RAE that you can say « well, I can offer myself the luxury of doing these other things » that you think are worthwhile hm but will not register on the scale of judgement.

Q : do you have like a few targets that have to be reached before you can...

R : yes we do, yes yes, we've got sort of two... the aim is to submit er two research articles of three or four star quality hm to an ISI [(Institute for Scientific Information)] rated journal by the end of next year, a third one by the end of the following year and so on. And we also have targets for hm applications for grants and so on.

Q : and the priority journals are...?

R : we don't have a list, some departments have lists, we're really waiting to see for the REF 2013 exactly what the guidelines are because there are only very broad guidelines at the moment and but it looks as if hm any ISI journal will be taken into account hm but then of course obviously those with the highest impact factor would give you most credit.

Q : do you feel that pressure from the university on a daily basis?

R : I think you do because I mean here we're in a very special – I don't know if you've heard anything about the [inaudible] in recent months but here there was a threat to this department and several others of closure hm and hm that has been lifted but hm in place of it we've got « recovery plans » – in inverted commas – which involve far more intrusive management hm and stricter targets and so on. Hm unfortunately accompanied by cuts hm, financial cuts hm and hm which really undermine any chance of actually achieving overall I think the strategies that we've just agreed upon so essentially there has been a process of negotiation and hm we were certainly prepared to in particular areas improve our performance and so on but then at the same time there is this incentives

scheme trying to encourage people to consider leaving and we've lost across the university 800 staff, we're in the course of losing 800, many of them support staff, and academics. So we are, on the one hand we have a recovery plan which refers to European studies as an area of strength and excellence; on the other hand we've just lost one of our Europeanists and so gone down from three to two and the university won't replace him. And so another colleague retiring again not to be replaced. In terms of support staff we're losing three out of four secretaries, including the most experienced one. So there are big doubts about the kind of supports that we will get hm to actually do our day to day teaching and admin and holding meetings, that kind of thing, that's going to, overall it's going to mean more teaching, more administration for staff members at the expense of research. » (Homme, 57 ans, Professor, University of Liverpool, entretien)

Extrait 30

« R : the basic thing is you go on the international citation index and you look at the impact factor and you don't go for anything that A) isn't on it and B) is not credible. It has to be in the top thirty, otherwise my promotion here won't go anywhere. [...] It's implicit in the department, again it's not explicit, you just know, you know because of this research assessment stuff, you know you cannot write your best thing in something... I mean basically you know the evaluator is not just going to read your article yeah ? Let's say you wrote it in the *Journal of Mongolian Dance and Music*, if you published it there, it might be the best piece ever but the person reading it will think « it can't be any good » right, or they'll say « oh it's pretty good for that journal » so you get two points. But if you get into the *American Journal of Political Science* which I never get or the *American Political Science Review*, it automatically will be three if not superstar status because you got into that thing, I mean you know you just know you have to be reputable. » (Homme, 35 ans, Reader, LSE, entretien)

Extrait 31

« R : in fact the meeting I have at 5 o'clock even though I'm not very well today is a departmental research strategy committee where we develop research strategy for the whole faculty. You know, we ask everyone to submit what they think they are gonna do in the next four years and we try and advice the younger members of the department on what they should do and « maybe don't concentrate on that, try and get this one done, this is prestigious that's gonna be better for you ». So these sorts of things didn't exist when I was starting my career. [...] We have to be more conscious of publishing within a four year, five year cycle and getting the top journals and so on. [...] As I said, in terms of variance from my experience with different cultural, education and university systems, there seems to be much more space in the continental model whether it's German, French, Italian, where you publish and, you know, how much you publish. Here we have a much stronger sort of annual – we have annual reviews and then we have these university reviews which come with significant budget, impacts for the departments. So people are much more conscious now of where they publish, I mean types of journals and ranks of the journals.

Q : so people individually and...

R : and collectively, yeah, that's right.
Q : so you gotta plan like a number of publications?
R : over a four year cycle yeah.
Q : for everybody?
R : that's right. » (Homme, 45 ans environ, Professor, UCL, entretien)

Extrait 32

« R : I wouldn't have been so concerned about those citation scores and those rankings a few years ago but that's becoming increasingly central to how we do what we do and how we place what we place, where we place it.

Q : is it because of the RAE?

R : well the RAE was moving in that direction but the RAE retained a degree of... It doesn't actually matter where it's published so long as it's of a high quality. And obviously if there's a good refereeing process that's gonna help the quality. But actually the RAE was more about peer review, it was about what you'd actually written a little bit more than it was about where it was published, although having it published in a good place certainly helped. Whereas the new version, the Research Excellence Framework, although it's very unclear what it actually will involve, it's likely to be more, some emphasis on peer review and so on but a bit more emphasis on rankings and citations and these kinds of things. » (Homme, 36 ans, Senior lecturer, University of Warwick, entretien)

Extrait 33

« Q : how come you followed an ECPR track and you still publish in, you know, British journals?

R : well I think there's a really simple answer to that. The reason is the RAE that, you know, I suppose I was absolutely, it was drilled into me ten years ago when I started here we were a department that felt we needed to make a big push to try and improve. And we were almost, we were really ruthless you know, « you must publish in certain journals ». And I, you know, I internalised that, that absolutely became my strategy. And, you know and I'm sure most of it pisses off quite a few younger colleagues cause I you know have quite a role in terms of research in the department and I'm quite rigid you know as of what it's, « you have to be quite strategic » and... and also because I think for me, you know I'm still a British academic, you know my career will always be here as a British academic and I think if you publish in certain journals your work gets noted. And also because for political science you know internationally British journals are... [...]

Q : does the RAE make a distinction between British based journals and other journals?

R : formally not, formally not, they say not. But everyone will always tell you that as much as they read all these submissions, they do look at place of publication and I think there is a sense that *Political Studies* for example is a high ranking journal and this is a high ranking journal. [...]

Q : so would it be better to publish in a British journal [than in an American one]?

R : oh no I think a good US journal is now seen, has always been seen... I think it would be very good to be in an American journal. » (Homme, 41 ans, Reader, Queen Mary London, entretien)

Extrait 34

« R : it's kind of assumed that if you're working here then you're involved in international, you know, networks because that's the way research works. So you're kind of expected to have an international research outlook. So it's expected you will go to international conferences. You're also supposed to have international reputation, to be doing internationally recognised research, so it's kind of expected of you and it's not that they so much organise it themselves, it's kind of considered that you will be doing it anyway.

Q : does it stem from the RAE?

R : yeah, the RAE had been a big push. I mean I don't really know much about the days from before the RAE because it has been there ever since I started my career but there's no doubt that the RAE puts extra pressure on people to publish at a certain level. And so international reputation is one of the concepts that's been used in evaluating research so clearly it's always, you know... and if you wanna go to a conference in the US, then you know you have to skip a class or something, it's very hard for the school to say « you can't go because there are other things you're supposed to be doing. » [...]

Q : have you published in Spanish and Italian then?

R : I published a bit in Spanish and Italian yes. I tend to avoid it, I certainly don't go out of my way to do it cause it's of very little use actually here, people don't take it seriously, which is quite frustrating but [rire]... but I have, you know if somebody says « can we translate this thing and publish it in Italian? » I'll say « sure ». So I mean my PhD I wrote in English and published in English but I published a version of it in Spanish as well. And you know a friend of mine who works for a publishing house organised the publishing and translating so... so that's good but I mean, even though it's on Spain it didn't bring me any particular extra prestige or recognition here the fact that I published in Spain, they don't really care. What they care about is publishing in the US, that's what's regarded as a real gold standard. Probably more in political science than in some other disciplines. But it's a very strong, it's very biased in terms of what international recognition means. So if I were to drop all my US contacts and stick with my European ones that would harm me professionally in terms of career progress and so on. » (Homme, 41 ans, Senior lecturer, LSE, entretien)

L'analyse du rôle des paramètres disciplinaires dans le maintien et l'évolution de la carrière internationale fait donc apparaître une différence entre les corpus britannique et français. **Des ressources temporelles et financières tendanciellement plus abondantes et des contraintes plus strictes semblent en effet entrainer, dans le cas britannique, des investissements plus réguliers des espaces et revues internationaux**, et notamment de ceux que l'on suppose les plus valorisés aux yeux du RAE / REF. Côté français, des incitations à l'internationalisation considérées insuffisantes tendent au contraire à provoquer des velléités d'investissements plus nationaux. C'est ainsi dans le corpus britannique que l'on trouve les individus les plus à même d'accumuler des formes de capitaux spécifiques aux espaces internationaux,

ressources d'abord capables de compenser une position disciplinaire trop peu favorable, mais aussi de pallier à un éventuel déficit de capitaux scientifiques nationaux.

2- Ressources et contraintes liés aux espaces scientifiques nationaux et internationaux.

A l'image des ressources et contraintes disciplinaires, les paramètres liés au champ national que l'on a identifiés comme jouant un rôle dans l'entrée dans la carrière continuent à exercer une influence dans le maintien et la direction de cette dernière. L'occupation de positions particulières au sein du champ national – direction de tel ou tel groupe de recherche, appartenance à telle ou telle chapelle théorique, etc. – peut ainsi favoriser – ou au contraire rendre plus difficile – la mise en place de collaborations et la production de publications scientifiques avec des collègues étrangers (extrait 1) ou la prise de responsabilités au sein d'organisations internationales (extraits 2 et 3). A mesure que les liens internationaux se tissent, l'influence des capitaux détenus au niveau national voire local tend cependant à s'effacer, supplantée par celle de logiques propres aux espaces internationaux (extraits 4, 5 et 6). Plusieurs interviewés, notamment côté français, évoquent ainsi les ressources internationales perçues comme paradoxales et imputées au facteur linguistique d'individus démunis de reconnaissance scientifique nationale (extraits 7 et 8).

Extrait 1

« Q : would anything come out for you from these conferences in terms of collaborative research for example?

R : well certainly one thing that came out of the links with APSA hm – around this time I was involved, became involved with a PSA group, the French politics specialist group of the Political Studies Association of the UK and that helped us forging links with the equivalent French politics group of the APSA in the States. And so through that link I became, I got to know the people who organise the APSA group and then I came to, I now run the UK French politics group. So kind of links of that kind emerged whereby we now kind of hm share lots of information between French politics scholars in Britain and the States and we put together events and workshops, you know, edited books come out of that collaboration. So that has been one link and that's ongoing. In fact I'm meeting the chair of the French politics APSA group later this week. So that's been one thing that's been ongoing. In terms of – yeah and another thing that came out of those particular sub-ISA type links is the involvement in an edited book, in a handbook of International Political Economy [(IPE)] organised by [one] of the leading lights of IPE and I would have met him for the first time at an APSA or an ISA that you know you get to know certain kind of, some of the

people, movers and shakers in the discipline, you will encounter them for the first time at places like APSA and ISA.

Q : I suppose the involvement in the French politics group stemmed naturally from your research interest?

R : yeah basically it was, I joined it long ago cause I worked on France and then I got to know the people who ran it and they were kind of looking to pass on the reign of the office and so that's when I, that grew out of yeah, it was a fairly natural progression. » (Homme, 36 ans, Senior lecturer, University of Warwick, entretien)

Extrait 2

« Q : comment c'est venu le fait que vous soyez impliqué dans le comité exécutif de l'IPSA ça a été un choix, c'était... ?

R : vous savez, à nouveau rien n'est très mécanique : j'ai été depuis 1988 avec une seule interruption dans tous les conseils de l'IPSA, j'étais assidu aux congrès, on faisait appel à moi pour siéger dans les conseils, ce qui m'a déjà un peu socialisé au mécanisme institutionnel de l'IPSA, et puis au congrès de Durban 2003 Yves Schémeil finissait son mandat, son double mandat puisque généralement on fait deux mandats dans le CE, et il fallait un remplaçant français et on m'a approché – en même temps, je me suis laissé approcher, c'est-à-dire je savais très bien que allait arriver une échéance électorale à l'IPSA donc je me suis porté candidat, j'étais le seul candidat pour le compte de l'AFSP et j'ai été assez convenablement élu puis reconduit au congrès suivant à Fukuoka en 2006 avec cette fois-ci la fonction de vice-président de l'association internationale, et je reste dans le comité exécutif comme membre non élu puisqu'on ne brigue pas de troisième mandat au comité exécutif. Donc c'est une intégration qui s'est faite progressivement mais j'ai désiré siéger dans ce comité exécutif et en même temps j'veux pas me vanter mais j'ai eu le sentiment que ma candidature était tenue pour un peu naturelle dans la pente de mes activités d'insertion dans l'AISP. [...] Et faut pas oublier que l'IPSA c'est une confédération d'associations nationales, donc c'est un peu comme représentant de l'AFSP que je siégeais à l'IPSA donc c'était normal de garder des liens forts avec l'AFSP pour pouvoir rendre compte – pas seulement rendre compte, quelquefois aussi dans l'autre sens porter à l'IPSA des messages venus de France. » (Homme, 60 ans, Professeur, IEP de Paris, entretien)

Extrait 3

« Q : c'est venu naturellement du coup que à un moment donné vous ayez envie de faire partie de [l'ECPR] un peu plus activement, en termes d'appartenance au comité exécutif etc. ?

R : hm... bon j'pense que là on revient à ce que je disais tout à l'heure. Au fond, si je veux dire ça d'une façon qui me valorise, j'aime bien faire des choses, le côté entrepreneur. Si je dis ça de façon peut-être plus cynique, plus réaliste, le fait que probablement pour moi le fait d'avoir des espèces de titres sociaux ça a une fonction d'une manière ou d'une autre de bouclier protecteur et que c'est des trucs qui m'arrangent euh... bon, vous ferez toutes les interprétations psychanalytiques que vous voudrez. Donc y'a effectivement ce côté-là et puis, très clairement y'a aussi un espèce de côté – je le cache absolument pas – moi ce poste-là, c'est un tel bras d'honneur à tous les sbires et à tous les dominants

de la Fondation euh qui considèrent qu'ils sont prioritaires – quand on pense, alors ça j'suis très content, c'est un truc j'y ai mis fin, que c'était l'AFSP dont la majorité des hiérarques et des membres du comité élargi c'est des gens qui n'ont jamais foutu les pieds dans un événement ECPR, qu'ont jamais communiqué dans un événement ECPR et c'est eux qui parrainaient le candidat. Alors le paradoxe c'est que j'ai été parrainé – ça je le dois et je lui en suis très reconnaissant à [Untel] qu'a soufflé mon nom – y'a eu un contrefeux – c'est-à-dire, en général ça se passait à la bonne franquette, quand on a dit [que ça pourrait être moi], là tout d'un coup des gens se sont rappelés à Sciences Po Paris qu'il fallait faire une réunion formelle, avoir l'aval de toutes les institutions membres. Bon, je ne rentre pas dans les détails je ne suis pas rancunier, mais j'ai été soumis à une cérémonie qui consistait quand même à me dire « il ne faudra pas entreprendre quoi que ce soit contre les projets de Sciences Po et notamment contre ce projet de Sciences Po qui s'appelait EpsNet ». [...] Et donc quand il a fallu me remplacer, j'ai dit que je voulais bien qu'il y ait quelqu'un de l'AFSP comme observateur mais c'était les institutions qui parrainaient le successeur, que l'AFSP avait rien à dire là-dedans. » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 4

« R : j'ai fait une comm à Leiden au congrès de, une comm à Leiden et une comm à l'ISA à San Francisco sur les enquêtes qu'on a faites récemment mais c'est vrai qu'en termes de publications à l'international j'ai deux comm en fait, deux publiés à l'international en dehors des comm en anglais qui peuvent éventuellement circuler. Hm j'avais fait une comm à l'AFSP sur l'internationalisation des ONG humanitaires et y'avait [Untel] je crois qui était dans la salle et qui était venu me voir je crois pour la *Review of International Political Economy* en disant « on aimerait bien que vous proposiez un papier », donc là encore proposition, je connaissais pas le mec avant mais bon il avait insisté euh. Et là en plus j'avais du bol puisque j'ai pu payer une traductrice euh, et donc ça change tout parce que c'est pas dans un *poor English* que vous proposez votre truc et donc voilà après le *reviewing* et des changements etc. le papier avait été accepté. Et là j'suis actuellement, en gros j'pense que un de mes *reviewers* de cette époque-là – donc c'est pour ça que ça prend du temps vraiment à l'échelle d'une, d'une carrière – un de mes *reviewers* de ce moment là euh vient de me relancer là y'a un mois pour me dire « on essaie de faire une proposition de numéro pour le *Journal of Peace Research*, est-ce que vous voudriez proposer un papier ? ». Et donc là on a des intermédiaires sympas qui vous proposent, qui vous relisent votre abstract pour corriger les, les, souvent les fautes plus de syntaxe que de, d'orthographe proprement dite et voilà. » (Femme, 40 ans, Professeur, Université Paris 1, entretien)

Extrait 5

« Q : les retours de gens que vous faites participer [à l'APSA via la présence de l'AFSP]...

R : bah ils sont assez enthousiastes, je suis assez contente d'avoir fait participer [Untel] qui maintenant est accroc et qui maintenant l'année d'après, la première année il a eu une séance de poster et cette année il a une table ronde à l'APSA, sans passer, comme ça enfin euh... Au fond nous on sert de pépinière avec Amy

Mazur, d'abord ils sont entre français puis ensuite on les lâche dans le monde anglo-saxon, ils se démerdent tous seuls et l'année d'après ils y vont tous seuls. » (Femme, 62 ans, Directrice de recherche, CEE, entretien)

Extrait 6

« R : the kind of pressures that we are under is that departments are meant to have research groups and so on you know in terms of our institutional presentation to the outside world you know: « what do you do at Bristol? ». But actually most of our lives as academics aren't like that: I mean I have a colleague next door but we don't do stuff together because he's in one network and I'm in another network I mean, there's a couple of things where we overlap, but you know, my colleagues, so my closest colleagues are outside here, so who do I work with most closely, well someone at Cambridge and people in the States and, you know it's just not here I mean, because you know, so you know, the people I meet at the conferences – so it's absolutely, so my, my whole research requires these networks to interact with and they are the people I debate with and discuss with and try and influence and so on. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of Bristol, entretien)

Extrait 7

« R : j'pense qu'il est préférable d'accumuler un capital scientifique un p'tit peu sérieux dans sa langue, dans son espace de reconnaissance parce que ça évite d'ailleurs un peu les malentendus et la fausse monnaie sur ce qui est bien ou pas bien, parce qu'on a tendance souvent à être un peu naïf sur ce qui vient de l'extérieur. Quand vous voyez que voilà, quelqu'un comme [Untel] qui est une vaste blague, une honte de la discipline, quelqu'un qui est pas pris au sérieux une seconde dans la discipline, [Untel] c'est un des plus internationalisés dans les congrès de l'IPSA par exemple. » (Femme, 40 ans, Professeur, Université Paris 1, entretien)

Extrait 8

« R : entre l'ECPR, entre des invitations et des propositions que j'ai à partir de réseaux ECPR, à partir des réseaux info-comm où j'connais des étrangers [...], j'pense que en gros depuis le milieu des années 80, en l'espace de 15 ans [...] j'ai dû communiquer et écrire une quarantaine de fois en anglais avec le merveilleux avantage : on était français, donc on rentrait dans le circuit ECPR ou autre, éventuellement il se disait que les papiers qu'on faisait étaient pas mongoliens, bon « c'est un français, il a l'air de connaître à peu près le sujet duquel il traite, et il parle anglais ! ». Donc on était le français qui parlait anglais et la machine à invitations, à demandes de papiers dans des numéros, se mettait en marche toute seule. Ce qui explique d'ailleurs que y'a des collègues que je considère comme des nullités scientifiques de première envergure qui fassent des carrières à l'international parce qu'ils parlent anglais. C'est ça qu'est terrifiant comme truc. » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

La fréquentation d'arènes internationales apparaît ainsi comme un moyen, pour plusieurs membres de l'échantillon, de nouer des relations avec des collègues étrangers

qui, à leur tour, constituent de nouvelles ressources. Ces contacts, souvent développés de manière incrémentale et construits autour d'intérêts de recherche communs (extraits 9 et 10), tendent à être relativement forts et à s'exprimer autant sur le registre de la relation professionnelle que de l'amitié (extraits 11, 12, 13, 14, 15 et 16). Ils sont alors d'autant plus faciles à mobiliser dans la suite de la carrière.

Extrait 9

« R : so I'd say I have a network of fifteen to twenty people who do my stuff on recognition.

Q : did that stem from the ECPR?

R : hm, all sorts of combinations I think. So some people through the PSA, so there are a couple of people at the university of Belfast who I probably met at the PSA. There are people who I met at a specialised event on recognition in Montreal a couple of years ago. There's a couple of Finns, one in Frankfurt who I met again at a specialised conference in Utrecht four or five years ago, a couple of Australians... so Australians, Finns, Americans, French... quite a diverse network. And there's a fairly regular informal set of connections there which happen through exchanging papers by email or by meeting at events, organising conferences, special editions of journals, yeah usual sorts of variety of methods of communications. [...] I think it just kind of organically grew over time when you know I would encounter someone who is interested in the same sort of thing. [...] I don't do any collaborative work with anyone in Bristol. So the first inner circle is UK wide. [...] And then the second ring is global. But I mean as a political philosopher what I don't do is I don't put in a bid for a big amount of money from the EU with someone in the Netherlands and someone else in France, because it's simply not that sort of discipline. So partly it's a funding issue, you know. If the EU offered funds to do it and gave me an incentive to work closely with say other Europeans, then I might well do it. But because I don't have a financial incentive, I may as well work with people in Sydney rather than people in continental Europe because email means that the world is a small place. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of the West of England, entretien)

Extrait 10

« R : I suppose I was getting more engaged in a network of people and keen to pursue and maintain links with that network [of] people who are interested in electoral reform stuff. There aren't a huge number of us in the UK – though I guess that's about to change – but there are various interesting people in the US, in Canada, in Israel, in various countries in Europe, in Australia, in New Zealand, in Japan. So I find it extremely useful to keep up with them so that I know what they're doing, they know what I'm doing, we can exchange ideas, I can find out what's happening in bits of the world that I don't pay much attention to.

Q : how did you become involved then in that network?

R : I suppose at each of the various things that I've been to I've met a few more people and it's gradually built up. So I suppose I first started getting into that network properly in 2006 when I was working on the book and I travelled to

New Zealand and Japan and I got to know most of the experts of this issue in New Zealand and several of those in Japan. And then I went to Canada where they were thinking in several of the provinces of reforming the electoral system and I kind of observed some of that process and got to know quite a few Canadian experts and one of the American experts as well. And then in 2007 I was at APSA and I got to know some more of them. So yeah I suppose it gradually built up over time. And then last year at the ECPR joint sessions we had a workshop on electoral reform er which you know had thirty people or so and they were thirty of the most important people in the world on the issue of electoral reform. So I mean I already knew er I don't know maybe ten of those, and I got to know the others as well of course. » (Homme, 30 ans environ, Lecturer, University of Reading, entretien)

Extrait 11

« R : lorsque j'ai fait mon entrée au comité exécutif de l'IPSA, c'est-à-dire 2003, j'ai été extrêmement séduit par la chaleur et l'amitié des rapports entre les membres du comité exécutif, ça a vraiment été pour moi une grande découverte et certains sont devenus plus que des amis proches, enfin des relations de fraternité je dirais avec des gens comme [Untel1], [Untel2], [Untel3], c'est vraiment des relations d'une extraordinaire étroitesse qui se sont constituées, qui d'ailleurs m'ont permis ensuite de codiriger avec deux d'entre eux l'encyclopédie internationale de science politique et là j'ai trouvé une toute autre ambiance. Alors l'encyclopédie internationale de science politique c'est 800 contributeurs avec lesquels on travaille, écoutez si j'ai eu un incident grand maximum c'était tout à fait fortuit, pour le reste j'ai toujours eu des relations d'une extraordinaire courtoisie, gentillesse, chaleur, spontanéité et ça ça joue beaucoup dans le désir d'internationalisation, enfin moi dans la deuxième étape de mon désir d'internationalisation c'est-à-dire quand j'ai commencé à le sentir et le découvrir. » (Homme, 60 ans, Professeur, IEP de Paris, entretien)

Extrait 12

« R : j'ai des copains maintenant dans les... [...] et puis maintenant yen a qui savent qu'il y a quelqu'un qui bosse en France sur ces questions là, si ça a du sens dans un colloque ou... oui c'est classique. C'est pas des réseaux au sens mafieux, c'est juste ils savent que vous existez, que vous travaillez là-dessus et que voilà dans le cadre d'un colloque ça peut être... le collègue finlandais à Tampere il faisait un petit séminaire sur le journalisme politique et ben voilà il me dit « tu veux venir en Finlande ? [il marmonne] ». C'est pas du tout prestigieux, c'est un séminaire de travail quoi, sur le journalisme politique. Et outre le côté sympa de, de revoir mon ami [Untel] et d'aller au sauna, dans cette institution finlandaise, voilà je me retrouve là-bas et j'encontre quelqu'un que j'avais lu et que je connaissais pas qu'était là lui aussi, qui se trouve être un mec super sympa et que en plus intellectuellement j'apprécie beaucoup, voilà, enfin que j'appréciais beaucoup avant de l'avoir rencontré. Et voilà l'année prochaine il vient à Toulouse en tant que professeur invité parce que voilà j'ai envie de travailler avec lui. Voilà, ça se fait comme ça. » (Homme, 34 ans, Maître de conférences, IEP de Toulouse, entretien)

Extrait 13

« R : j'ai noué quand même quelques contacts avec quelques américains et quelques anglais notamment qui sont assez sympas. Là j'vais moi aussi, plus tard que vous, vers le 10 juin j'vais en Angleterre pour des raisons familiales, et j'ai envoyé un mail déjà pour retrouver un anglais avec qui j'ai lié connaissance y'a pas très très longtemps et on va se voir et boire un coup et puis discuter un peu. J'ai récupéré [son papier à la conférence de la PSA], je l'ai lu et on en parlera dans un pub, tranquilles, pendant une heure ou deux et puis ce sera un moment agréable à passer. » (Homme, 43 ans, Maître de conférences, Université Paris 10, entretien)

Extrait 14

« R : ça m'a apporté plein de copains, et au sens de relations humaines d'amitié, de gens qu'on a plaisir à voir. Et, parce que les deux se recouvrent, des copains qu'on peut éventuellement mobiliser spécifiquement sur des trucs. Donc j'dirais que ça m'a apporté des possibilités de publications que j'aurais pas eues sans ça – y compris de faire un bouquin avec [Untel] à partir d'un *workshop* de l'ECPR, de devenir sollicité pour écrire un chapitre de ceci euh, de venir participer à un colloque, de rentrer aussi dans le circuit des gens qui sont qui sont *referees* quand une université étrangère recrute et qu'on demande des avis sur les, sur les candidats. » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 15

« R : it's a mix of things, you go, you catch up, you say « how are the kids » and then you also say hm you know « how's work? Oh, you're doing that? Oh, me too! We should maybe talk or we should collaborate or not collaborate. » [rire] » (Homme, 45 ans environ, Professor, UCL, entretien)

Extrait 16

« R : you know, I think academic friendships kind of develop like that and in the end the distinction between colleagues and friendships becomes quite blurred. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Les relations ainsi nouées et le capital scientifique accumulé à l'international peuvent contribuer de différentes manières à faciliter le maintien ou à orienter la carrière internationale. Leur influence peut d'abord s'exercer de manière très directe en débouchant sur la mise en place de collaborations scientifiques et de projets de recherche communs (extraits 17 et 18) ou de publications (extraits 1 et 19). Plus indirectement et parfois en combinaison avec des ressources domestiques, elle peut se traduire par l'acquisition d'un carnet d'adresses et de savoir-faire mobilisables pour faciliter la participation à d'autres entreprises scientifiques internationales (extraits 20 et 21), l'organisation de nouvelles manifestations (extraits 22 et 23) ou encore l'obtention de financements (extrait 23). Lorsque l'investissement se fait sur le long terme, il peut

également se concrétiser dans l'obtention de positions institutionnelles au sein d'associations (extraits 24 et 25) ou de revues scientifiques (extrait 26).

Extrait 17

« R : the... project I've been involved in for several years was hm, we had the idea in the toilets at ISA, the cloakroom, ladies room maybe I should say [rire], not actually in the toilet, in the area outside where, although as [Unetelle] my co-author she keeps reminding me we'd met, I was a student with her but I didn't know her very well but then we met again at BISA and we were chatting at BISA but not for very long and then we met at ISA and really hit off at ISA. And we're in the powder room and... so chatting and we said « somebody really should do something in critical theory and international relations on this new anti-globalisation movement » – it was probably around the year 2000 then when, just after Seattle when all the demonstrations were getting a lot of media coverage – and hm, and we thought maybe we would do it so we did it. And so basically that sort of working relationship that's come directly out of going to ISA, and I guess that's why you go to conferences right, these big ones, cause you never know, you might meet people or you might get an idea or, er, so yeah. [...] I've been very absorbed in this, this project with this woman [Unetelle], it's been absorbing my attention for several years so... I guess we've been on a roll with this, but we also for example, when we did when we were editing a book we had our meetings with the authors involved at the ISA hm and... we've presented papers and various chapters of the book at various ISAs, BISAs, hm... » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, entretien)

Extrait 18

« Q : were you going to conferences at the national or international level and so on?

R : yes, hm, I mean I think there's, there are maybe a couple of, you know if you're doing international relations there are a couple of conferences that are, that are the most important ones, er, the most well recognised, well attended conferences. Hm, and one takes place at the end of the year and it's a British based network of scholars, hm, and of students, and another is an international US one.

Q : what are they?

R : one is the British International Studies Association, BISA, and that's, they have a conference every year in December, and the other is the International Studies Association, the ISA. And that takes place in February or March every year, hm. And so I was from the very beginning which is maybe not the case with most – a lot of PhD students take a couple of years before they get into presenting things at conferences – hm, but there were already a number of people that I knew so from the very beginning I attended those conferences, I presented work and got involved in various er, various projects with people based on presenting work at these conferences. » (Homme, 29 ans, Lecturer, University of Oxford, entretien)

Extrait 19

« R : there was a couple of things that happened. One was an American professor who heard me give a paper and asked me to come to his, to a workshop that he was organising, and that lead to a panel at APSA. And that lead to a co-authored edited volume. And then ECPR really has really been the big turning point because I then, I've just had networks that have come out of the ECPR. And then yes ECPR has lead to other things like I got involved with a group of German academics hm working in Berlin on Europeanisation and governance and that had a really strong intellectual impact on my work and a few workshops came out of that and a special issue and that sort of stuff. That was fabulous and that went on for a couple of years. [...] And I got to know people [through my first two ECPR workshops]. It was not usual for junior scholars to get to know and be noticed by some very senior – so, for example, I don't know, Donatella Della Porta for example who I wouldn't say I'm a close friend to but I know Donatella and if we're at a conference you know we chat and we've had email and she's a very senior person internationally and in the profession. And it's because I went to those two workshops, so it's good. [...] I think at first what I used it for really, I used it to help perfect an article which I then submitted somewhere I can't remember – oh, *Environmental Politics*. So, and then a few years later, some years later I think 2005, I went to the best one I've ever done really which was Granada. And we got a special issue of *Environmental Politics*, which is probably the best thing I've ever done really, it was great being involved in that. » (Homme, 41 ans, Reader, Queen Mary London, entretien)

Extrait 20

« R : quand on commence à nouer des relations avec des chercheurs ou des enseignants à l'étranger, bah parfois on peut leur envoyer quelque chose et – en tous cas moi ça s'est passé comme ça – j'en ai un ou une même qui a accepté de relire un papier que j'avais préparé et de faire toute une série de corrections. Vraiment mais très sympa quoi, elle a retravaillé le style et elle m'a posé des questions par rapport à des trucs que j'avais écrits. [...] Puis c'était en plus exprimé ou fait sur un mode très humain, en tous cas pas froid. » (Homme, 43 ans, Maître de conférences, Université Paris 10, entretien)

Extrait 21

« R : because [APSA] is a much bigger conference and there's a very active group called « foundations in political theory », they always make sure there are a lot of good theory panels on. And so most years there was a panel related to the kind of work I was doing and I knew the people involved so when I said « can I give a paper? » they were always very receptive. [...] I think the kind of radical political theorists in the States is quite a distinctive bunch of people, there's maybe about 50 people who all know each other well and they go to the same conferences and so once you're part of their group you suddenly know a lot more people and then they produce graduate students that you get to know and they go on to get jobs and... » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Extrait 22

« R : [l'ECPR et la participation au comité exécutif m'ont apporté] d'être capable sur les trucs de réseautage – là je viens de faire une proposition pour un *workshop* en 2011 à Saint Gallen, d'une part j'suis assez bien placé pour savoir comment sont évaluées les propositions, et puis euh si faut trouver des noms disons dans la chouette bande de chercheurs qui vont participer à la table ronde « y'aura sûrement X, Y et Z » bon, j'sais pas s'ils viendront mais j'peux mettre des noms beaucoup plus facilement. Et aussi ce que ça apporte, quand on est dans les *workshops* ou les activités intellectuelles, on voit des choses... je dirais le fait d'être dans la chefferie n'est pas forcément un truc, enfin on a plus souvent des discussions pratique-pratiques sur des histoires de finances, d'organisation d'évènements [etc.] que des grands débats épistémologiques. [...] Mais malgré tout d'une part ça apporte quand même, ponctuellement, une idée un peu plus juste de ce que ça veut dire faire de la science politique. Par exemple quand vous avez à expertiser, même simplement par les titres et les sous-titres, un truc du genre 600 propositions par les doctorants européens à la *graduate conference*, là on pige un peu sur quoi bossent les gens, qu'est-ce qu'est un peu *trendy*, pas *trendy*. » (Homme, 58 ans, Professeur, IEP de Rennes, entretien)

Extrait 23

« Q : do you also do conferences at the national level?

R : I have on occasion, I don't go every year cause I always end up seeing always the same people. I mean part of why I like going to conferences is to see new ideas, see new people and to catch up with people around the world that I wouldn't necessarily meet otherwise. Whereas at the PSA half of them are in London and I see them every week cause I'm the chair of the London public policy group, which is the LSE, Queen Mary's and Birkbeck so we run a seminar every few weeks so I see that public policy community in London and Oxford and around that area regularly anyway. So I try to use international conferences as a way to catch up with the other crowd. Every four years I go to IPSA – the International Political Studies Association – and I was the chair of one of the research pillars on research and government.

Q : do you have different groups of people then?

R : yeah, plenty of researchers are in lots of different networks. I'm in six or seven framework programs for work on regulatory reform of the EU – those networks have come about through I guess my EU contacts through being at the EUI, being at Max Plank, I'm quite well networked I think in the German academic system, I know many of the people there [...], I know people at the Paris Sciences Po, this crowd that work on EU issues – and then on regulation I'm more in domestic networks here, policy networks, government networks. But also there's the ECPR regulatory network which I'm on the steering committee of, so I know a number of people there. So to be honest if I'm thinking about writing grants or putting together workshops and conferences I generally have a reasonably good email address book of people I can find to help facilitate that and move forward. » (Homme, Professor, 45 ans environ, UCL, entretien)

Extrait 24

« R : I'm now co-convenor of the standing group of political theory of the ECPR. So I've got a kind of formal if very minor role in the organisation. So I got quite a lot of contacts through the emails from people across Europe who just wanted to know stuff about how the ECPR works or making specific proposals for a joint sessions or a panel for the general conference and just wanted my opinion about whether it looks like a good proposal or not. So I'm now formally part of that organisation in that small way.

Q : did that happen because you had been involved for a while in the ECPR?

R : yes that's true. I think there was also more specific reasons. The previous convenor or one of them was [someone] who is at the university of Bristol, and therefore because of geographical proximity to him in this city hm I knew that he wanted to give up that post and wanted someone to take it over. So actually the reason I've taken the post was the closeness of our contact really. And I think, I can't remember the details but I think the ECPR likes standing groups to have two convenors in different member countries, but actually my co-convenor is four doors down the corridor but she's Dutch and has complementary interests in political theory so that you know we may be in the same institution but we're from different nationalities, different networks and we do different kinds of political theory, and so they're happy with that. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of the West of England, entretien)

Extrait 25

« R : we won a prize, the Fenno prize for the best book in legislative politics, which is one of the most prestigious prizes from the APSA, and we're the first people to win the prize for a book not on the US Congress and by people not based at US institutions. So, you know, pretty nice thing to win. So we won that prize and then from there, that was kind of, you know, skyrocketing. Now I'm on the ed board of *Legislative Studies Politics*, I'm on the ed board of *Political Analysis*, I'm on the ed board of BJPS, I'm on the ed board of the *Journal of Politics*... And this September I've been nominated to be on the Executive Council of the APSA. » (Homme, 40 ans, Professor, LSE, entretien)

Extrait 26

« Q : how did involvement in the journal come about then?

R : [...] hm... I applied basically because the incumbent editor was very persistent in saying that I should apply. I wouldn't otherwise have thought about it, I thought I was too junior. So that was a very strong mentoring move I suppose that made me apply.

Q : did you know each other before then?

R : the other editor or?

Q : yeah.

R : well, the whole team was leaving so it was an entirely new team coming in and I didn't know the other editor that I applied – basically I was at ISA and this editor who was trying to encourage me to apply set me up a meeting with this other woman whom he was trying to encourage to apply and I went there determined I was gonna say at this meeting « no way, I can't do it, it's ridiculous, I'm too busy and I don't think I'm ready ». And I really liked the other woman, basically we got on very well and I just thought « oh, what the

hell! » [rire]. So hm we applied and now looking back on it I think « my god »: I've been working closely with her now for about four years and hm you have to have a very particular kinda email culture, cause she is in Canada and I'm over here, and now we've got another member of the team as well who is in New Zealand so... you know, everything's done by email and on the phone basically and if someone doesn't have good email... I don't know, I think we're very lucky because I've had other experiences working with people overseas, you know it doesn't really work on email. Hm but [my co-editor] and I have very, you know, I don't know, it's always worked really well. We've hit it off and we have the same kind of approach, attitude about work but I didn't really know that before I applied for it. Hm...

Q : so the editor who got you to apply in the first place, did you know him before?

R : yeah I did and... I can't remember... [...] I've met her at those conferences, yeah.

Q : at ISA conferences?

R : yeah, and BISA probably, the British ISA. » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, entretien)

Au-delà de son impact sur le maintien et la physionomie de la carrière internationale, l'accumulation de ressources internationales – et notamment l'occupation de positions institutionnelles – tend à s'accompagner d'une modification des pratiques sociales des individus. L'intensification de l'internationalisation vient, en d'autres termes, avec l'apprentissage de savoir-faire pratiques qui constituent une nouvelle forme de ressources et modifient la manière dont les individus investissent les espaces internationaux. Autrefois uniquement lieux de communications scientifiques, les grandes conférences – et notamment celles de l'APSA et de l'ISA – prennent ainsi pour certains interviewés des allures de forums professionnels où les rencontres interpersonnelles, planifiées au préalable, ont pour objet d'organiser de prochains investissements scientifiques internationaux (panels, sections, publications, etc.) (extraits 27 et 28). Ce sont aussi les modalités d'attribution et la distribution effective des capitaux internationaux qui se jouent, par le biais notamment de la réunion systématique des comités de rédaction internationaux des revues de science politique et de relations internationales respectivement à l'APSA (extraits 28 et 29) et à l'ISA (extraits 30 et 31). A travers l'existence de ces formes de pratiques et de capitaux propres, « l'international » devient ainsi, pour certains politistes, l'horizon de référence. Considéré comme un espace à part entière, il peut alors donner lieu à des stratégies de différenciation objectivées dans des tentatives de création de nouvelles structures, déjà évoquées dans une partie précédente de l'argumentaire (extrait 32).

Extrait 27

« R : I always, before going to APSA, email around people and set up some meetings just to make sure I'm seeing them. And sometimes these are meetings with a particular agenda to do with publishing er, setting up some future conference panel, er or sometimes it's just having a general chat about what I'm doing, what they're doing, whether we might er usefully collaborate on anything, that kind of things.

Q : what kind of things have you set up then?

R : er, so I always hm start planning the next year's APSA panel proposal at APSA the previous year. [...] So yes I always try to... get a list of a core of people for a proposal before the end of APSA. Or setting up other things as well, so we're doing, I'm doing with someone based in Missouri in the US, I'm doing a section at the ECPR general conference in 2011 next year. So that's six panels, so you know we've had conversations about that and worked out the general theme and worked out what sorts of people we would like to have participating if possible, that kind of thing. So I suppose that's the most concrete thing. Hm, I have another research project on leadership [...] and one year at APSA we had quite a lot of discussions, I had with the person I'm working with on that, who's based in Oxford, we've had a lot of discussions with people, we've sort of set up a lot of meetings before APSA and spent quite a lot of the conference just having meetings with people about how we might take that forward, whether they might like to participate in the project and that kind of thing.

Q : you mentioned publications as well?

R : well yes certainly I've kind of planned out articles or planned out the very very early version of er a couple of articles with someone that I'm collaborating with at the moment, who's based in Brussels. But also more kind of general conversations, there's one person who is the, well actually two people who I know who are the editors of the series of Oxford University Press on comparative politics, and certainly at APSA last year I had discussions with both of them, quite preliminary discussions but about hm one of my ideas for a future book. So we discussed that idea and whether they thought they might be interested in it. But it's also useful just to have general discussions about vague ideas that I'm beginning to have and get their feedback and how they respond to it and, you know, what ideas they have about the subject. Hm so I try to have some conversations like that as well.

Q : how do you go from the stage where you're just going to APSA and a few years later you're organising panels and meeting people and organising stuff for future conferences?

R : hm, er... I suppose the first step for me was to get a kind of core of people who thought that I was doing something interesting in my work and... once they were interested... getting one or two of those who were themselves quite big names willing to participate in a panel that I was organising. In general I find people are surprisingly ready to participate in panel proposals. I think they kind of sit around waiting to be asked basically, but they don't want to do the organising. So you know I've generally – that's why I do it at APSA, I try to get someone with a reasonably big name er involved at APSA and then I can email people that I haven't met and say « X is taking part ». And they know X, and they know that X is good so that makes them more likely to want to take part themselves. Hm, and obviously you communicate with them by email and then

you meet them and then hopefully they like your paper and they want to stay in touch hm, and most of them do want to stay in touch. But it's just been a gradual process of building it up every few years. » (Homme, 30 ans environ, Lecturer, University of Reading, entretien)

Extrait 28

« R : I go [to APSA] to do business now. So I go to go to ed board meetings, I go to go to committee meetings, I go to the journal editors breakfast where we talk about standards for journals, and I'm going next time to be elected onto the council [...] so it's a different thing now. Very early on in my career it made me sort of think « how do I fit in », « how can I fit in », « what do I need to do to fit in », « how do I get to contribute to that bit of the discipline ». And I think if you don't get to do that kind of thing early on – it doesn't have to be APSA, ECPR is the same kind of thing and ECSA [(European Community Studies Association)] is the same kind of thing. » (Homme, 40 ans, Professor, LSE, entretien)

Extrait 29

« R : now I know who's going to be going there and so I just get in touch with them in advance. [...] Now when I go you know I set up all my lunches and dinners by email beforehand so email has made a big difference. So I meet lots of people there and we all tend to go to the same panels so it's much more sociable and we spend time – like I've just finished editing a book with a woman from the university of Illinois so you know we'd spend a lot of time meeting there and meeting our publishers and even the *Contemporary Political Theory* journal which is, though it's British, we had editorial meetings there. And I'm on the editorial board of *Theory and Events* and we have editorial meetings and dinners. So a lot of business gets done at the APSA I guess because also Americans are just meeting people there that live a long way off. So it's sociable and very – there's a kind of niche, I think you have to have a kind of niche and a group to do things with. Otherwise it's just very difficult. » (Femme, 55 ans environ, Professor, Birkbeck College, entretien)

Extrait 30

« R : the ISA I've been going to now for several years because I work for a journal, I'm editor, co-editor of a journal and we have all our annual meetings there, our board meetings, so it's actually always really madly busy for me so... I'm having these meetings with other editors, journal board meetings and, as well as if I'm lucky of presenting a paper as well, or two. [...] The journal is the *International Feminist Journal of Politics*, hm and part of my job is to encourage people to submit papers. So I try, I really try not just to go and see the same people all the time so when I go to – my favourite thing actually at the moment, the last conferences I've been to I haven't presented, because I have a budget with the journal so I can just go and I don't have to justify it to the department. So I don't present my own work, I go there and I try to look particularly for graduate students that I think might have a paper and encourage them to, so I do the thing with the card and try and get them to submit a paper. So that's been, in recent years that's been my conference experiences, it's been that, so I do try to go to the ones that I think, where there are people that I don't

know precisely for that reason cause I don't – my role is to encourage people outside of the usual network to, to send their work.

Q : does that work?

R : well yeah, definitely. Hm, I suppose that's what I said to you earlier about the... the person who encouraged me you know to submit a paper, a chapter for a book or the person who encouraged me to hm go for the journal editorship. People are often amazed when I go to them and say « I think your paper is very good, I really think it's publishable you should send it ». Who's gonna, none's gonna complain if you'd go to them and say that [rire] hm... yeah, I definitely have received papers that I would not have otherwise received, definitely definitely, which is always really gratifying actually especially then when it goes to publication and you work with it all the way through. So I really like that part of the job actually.

Q : is it people that you eventually get involved in your usual networks?

R : the graduate students?

Q : yeah.

R : er... yeah probably, a lot of them, not all of them. Hm, but certainly like ISA they would, cause there would be people working on gender and international relations, broadly speaking so... they would probably be on the, you know, coming through the same feminism network. » (Femme, 35 ans environ, Senior lecturer, University of Strathclyde, entretien)

Extrait 31

« R : in more recent years I go to ISA every year and I now organise quite a lot of things at ISA, I put in, submitted a bid for four panels and I was on two by the time of the- I ended up doing three things the last time, so again I've put in bids for three panels and I'm on another panel. So I do quite a lot at ISA now. [...] But also I mean my networks also involve journals, for instance I am on the editorial board of *Globalisation* and *Globalisation* holds a board meeting every year at ISA.

Q : how did you get onto the board?

R : er, I was invited by... er, the editor... I presume for my reputation in my field for what I'm doing so he suggested that I join that board and I said that I was more than happy to do that.

Q : so that gets you quite automatically to the ISA conference?

R : no the, they're just separate, I mean I organise my presence at ISA but hm, but you know, to get people to go to the board they, *Globalisation* hold the board meeting every year at whichever ISA is, so they [organise it] on the back of that. [...] And for example in the field of hm *Critical Terrorism Studies* hm I mean I'm on the editorial board of that journal as well, it's an international journal with an international board and I mean, so I try and influence what happens with the journal, take views and make arguments, we go to conferences and the people who contribute to the journal present papers and I will argue for people to think about these things, not *those* things, *these* things or think about these things this way. So you need to get your argument – the face to face element is absolutely vital I mean it's really so easy to underestimate it and think why go all the way to California, you know, for a conference, in a way that's ridiculous in planetary terms, insanity, but if you're gonna set that aside for a second, in terms of what actually works, you know, you can read people's books and articles, but go and see them that makes such difference to whether or

not you wanna work with them and whether or not they get interested in what you're saying. » (Homme, 40 ans environ, Reader, University of Bristol, entretien)

Extrait 32

« R : we set up *European Union Politics* [(EUP)] so a lot of people have come out of... so 10 years ago, 11 years ago [...], I remember in 98-99 meeting with some people from Sage – this is interesting: I bid with [a friend of mine] to take over editorship of JCMS [(*Journal of Common Market Studies*)] and we didn't get it. And that's a very conservative journal, they gave it to some old... farts who just destroyed the journal. So I thought « screw it, I want a journal and I want a journal that publishes the kind of EU research that I wanna read and I want it be a kind of mainstream political science journal » and [an American friend of mine] said to me « actually I heard this guy in Germany is thinking along the same lines ». So we met up at APSA I think [...] and we actually had the idea for EUP. So we put the proposal together for this journal to Sage. Sage were really interested, they did some market research and they thought it would work. So [we've] been the editors for 10 years and we've come from nowhere to the number one journal in European politics and on the impact factor we're top ten in political science internationally. So it's been a huge success and it's like success brings success: if you bring success people wanna submit there, so we get loads of submissions from Asia, from America, from all over the place because it's high on the rankings so it looks good on people's CV, so we get really good submissions. But it was hard work to get there. It was hard work first of all because JCMS and JEPP [(*Journal of European Public Policy*)] thought they owned this territory and « who the hell are you guys? », so it was rather, you know. So we faced a lot of opposition at the beginning. [...] But now the whole EUP journal community we've built up and all the ed board members are hooking up and it's really central to starting up this new European Political Science Association. [...] So now I don't think of myself as a European political scientist anymore, I'm just a political scientist globally. » (Homme, 40 ans, Professor, LSE, entretien)

Il n'est pas anodin de constater que seuls des politistes britanniques sont ici cités. L'internationalisation des membres de l'échantillon français ne semble en effet pas se développer de manière suffisante pour provoquer une telle altération des pratiques et des formes de capitaux détenues. Il faut, en outre, noter que **les espaces où se développent des formes de pratiques et de capitaux spécifiques sont l'American Political Science Association et l'International Studies Association**. Ces deux associations, américaines plutôt qu'explicitement internationales, semblent ainsi constituer le centre de gravité de la science politique internationale, au détriment d'espaces transnationaux comme ceux de l'Association Internationale de Science Politique ou, dans une moindre mesure, du European Consortium for Political Research. Ces deux constats ouvrent la voie d'une conclusion à cette étude des récits de vie.

* * *

Il s'agissait, dans cette étude de carrières internationales individuelles de politistes, de confronter aux données empiriques les hypothèses selon lesquelles, d'une part, la structuration d'espaces transnationaux de science politique aurait eu un impact sur l'organisation des carrières de politistes et, d'autre part, il existerait un champ transnational de science politique régi par des logiques spécifiques. L'analyse des récits de vie d'interviewés français et britanniques a permis d'apporter plusieurs éléments de réponse à ces suppositions.

L'impact de la structuration et de la multiplication des espaces internationaux de science politique est, tout d'abord, parfaitement perceptible au niveau des carrières individuelles. En France comme au Royaume-Uni, aucun membre de l'échantillon ne semble ignorer leur existence. En revanche, les modalités d'internationalisation pertinentes apparaissent extrêmement variables d'un interviewé à l'autre. Elles apparaissent lourdement conditionnées par des paramètres liés à la position des enquêtés dans leur discipline et leur champ national respectifs ainsi que, plus secondairement, par des facteurs relevant de sphères sociales externes à la science politique (socialisation antérieure à l'entrée dans le milieu ou évolutions de la sphère privée parallèles à la carrière). En dépit de cette forte variabilité, des différences sont nettement identifiables entre corpus français et britannique, au niveau à la fois de la possibilité et de la forme de l'internationalisation des interviewés. Du point de vue de la possibilité d'abord, les politistes français tendent à s'investir moins spontanément et aisément à l'international que leurs homologues britanniques. Si le rôle du facteur linguistique ne saurait être évacué, les entretiens semblent plutôt pointer l'importance des différences entre France et Royaume-Uni en matière de ressources et de contraintes disciplinaires dans l'explication de cet état de fait. Des ressources financières tendanciellement plus abondantes et une organisation de la mobilité disciplinaire à différents stades du parcours professionnel tendent en effet à favoriser l'établissement et le maintien de contacts étrangers par les membres de l'échantillon britannique. Les choses sont également différentes en matière de physionomie des carrières internationales : alors que les enquêtés britanniques tendent à trouver plus facilement leur compte dans les espaces internationaux de science politique et notamment aux conférences de l'APSA et de

l'ISA, plusieurs interviewés français préfèrent, face à un fort sentiment d'altérité de format et de paradigme, se tourner vers le champ national ou vers des arènes internationales relevant d'autres sphères scientifiques comme la sociologie ou l'anthropologie. Ce constat est à mettre en relation avec les modalités différentes de la structuration historique des sciences politiques française et britannique. Si l'analyse des récits de vie révèle donc une inégale pertinence sociale des espaces scientifiques internationaux de science politique pour les enquêtés français et britanniques, il semble que les espaces que l'on a qualifiés de transnationaux ne soient centraux ni pour les uns, ni pour les autres. Malgré le rôle structurant revêtu par l'ECPR pour les carrières de plusieurs interviewés, c'est aux grandes conférences américaines telles l'APSA ou l'ISA que semblent se dérouler l'essentiel des processus de distribution de capitaux scientifiques internationaux.

Cette mention de l'existence de capitaux qui seraient spécifiques à ces espaces internationaux est à mettre en relation avec l'hypothèse selon laquelle il existerait un champ transnational de science politique. Les témoignages de certains membres de l'échantillon, notamment britanniques, permettent en effet de mettre en évidence des formes de ressources et de pratiques propres à l'APSA et à l'ISA qui les placeraient au centre d'un éventuel champ international au détriment d'associations revendiquant leur caractère transnational telles l'IPSA ou l'ECPR. Avec ses capitaux, ses savoir-faire, ses droits d'entrée et ses instances de consécration spécifiques, la scène internationale semble ainsi posséder les attributs fondamentaux d'un champ dont l'autonomie, on l'a vu, serait relativement conséquente vis-à-vis des capitaux scientifiques accumulés au niveau national. Reste que cette hypothèse, pour être plus fermement validée, devrait être enrichie dans une optique relationnelle d'une étude quantitative plus systématique des modalités de transferts et du degré de transférabilité, d'une arène internationale à l'autre, des ressources et des pratiques accumulées dans telle ou telle région de l'espace social.

Conclusion

Au terme d'un raisonnement mené en trois temps, l'objet de cette conclusion générale est, en premier lieu, de croiser les conclusions tirées de l'étude des trois terrains mobilisés pour revenir sur les deux hypothèses formulées en introduction. Ce bilan permet, en second lieu, un retour critique sur le postulat posant la science politique comme objet ordinaire permettant de contribuer à l'analyse de processus sociaux la dépassant.

I. L'internationalisation de la science politique : retour critique sur deux hypothèses.

A) Un champ transnational autonome ?

Les résultats de l'enquête, menée au niveau d'instances de consécration et de parcours individuels, permettent d'étayer l'hypothèse de l'existence d'un champ transnational de science politique autonome.

Historiquement, les premières bases d'un champ transnational sont posées à travers la création d'instances de consécration spécifiques. Au terme d'un processus fortement hétéronome vis-à-vis du champ politique est ainsi d'abord fondée l'Association Internationale de Science Politique. Cette dernière fait face à des tensions liées à la revendication de son autonomie dans un contexte où prédominent les enjeux politiques et les règles du jeu nationales. En créant progressivement les conditions de sa propre légitimité, l'AISP met néanmoins en présence des politistes issus de différents champs nationaux, les nouveaux espaces permettant la naissance de débats qui leur sont spécifiques. Ces luttes, dans lesquelles sont mêlées et mobilisées des ressources et considérations à la fois nationales et transnationales et où les développements « américains » sont souvent pris comme points de référence, aboutissent progressivement à une institutionnalisation et une diversification spécifiques des espaces transnationaux. A l'image des cas de l'ECPR ou de l'EpsNet sur le plan organisationnel ou de celui de l'EJPR au niveau éditorial, ces espaces se différencient selon des critères linguistiques et intellectuels (au niveau des domaines de spécialisation et des prises de position

paradigmatiques et méthodologiques qui leur sont associés) dont de forts phénomènes de dépendance au sentier assurent la permanence sur le long terme et qui, au fil du temps, s'institutionnalisent comme autant de droits d'entrée dans ces espaces.

Ces espaces transnationaux, dont la source de légitimité provient notamment des adhésions nationales, sont en compétition à distance pour les mêmes ressources. Cette approche concurrentielle ne se traduit cependant pas que par des rivalités pour l'acquisition de ressources limitées, et elle aboutit aussi au tissage progressif d'un réseau d'organisations transnationales rendu apparent par des adhésions croisées et des manifestations scientifiques coorganisées. Cette combinaison de rapports croisés et réciproques de coopération et de compétition est symptomatique de la reconnaissance mutuelle par les différentes organisations de leur appartenance à un même espace. Le centre de gravité de cet espace ne semble cependant pas être constitué par des associations transnationales à proprement parler, mais plutôt par des organisations nationales et plus précisément américaines – l'American Political Science Association et l'International Studies Association – dans le cadre desquelles sont mises en jeu des formes de ressources et de pratiques spécifiques. Ces dernières apparaissent mobilisables comme compléments ou substituts aux capitaux accumulés au sein des espaces nationaux.

Ces différents indices pointent une structuration progressive d'un espace marqué par des ressources et pratiques particulières et balisé par des instances de consécration spécifiques entretenant des relations de compétition et de collaboration. Si cet espace apparaît fortement autonome vis-à-vis des champs nationaux étudiés et notamment du champ français, il est partiellement lié aux organisations centrales du champ américain. **L'image renvoyée par les données est donc celle d'un champ transnational partiellement autonome vis-à-vis des espaces nationaux, mais dont les règles du jeu sont en partie liées aux rapports de force en vigueur dans le champ américain.**

Ce constat permet de pointer une lacune empirique de l'enquête, dans la mesure où une approche sociohistorique de l'ISA et de l'APSA – et, plus largement, du champ américain – sous l'angle de la problématique de l'internationalisation apparaît nécessaire pour saisir les processus à l'œuvre dans toute leur complexité. Il valide en revanche d'une certaine façon le choix de placer l'AISP et l'ECPR au cœur de l'enquête : loin d'aboutir à une

perception de ces deux organisations comme centrales au niveau transnational, l'analyse conduit au contraire à relativiser leur poids au sein de l'espace identifié.

B) Une reconfiguration des champs nationaux ?

La combinaison des analyses tirées de l'étude des instances de consécration et des parcours individuels permet également de mettre à l'épreuve l'hypothèse d'une évolution des espaces nationaux liée à celle des espaces transnationaux. Elle est du même coup l'occasion d'opérer une synthèse de la comparaison franco-britannique et d'évaluer son apport à la démonstration.

Historiquement, le processus d'internationalisation apparaît indissociablement lié à la structuration de champs politiques nationaux. L'AISP, constituée progressivement en instance de consécration transnationale, contribue en effet dès le début des années 1950 à la mise en place d'organisations nationales de science politique. En France comme au Royaume-Uni, les débats relatifs à cette mise en place se déroulent dans des termes similaires à ceux de la création de l'AISP, et la question de l'objet et des frontières de la science politique se pose de manière récurrente. Cette incertitude se manifeste au niveau éditorial, et les contenus des instances de consécration que sont les revues reflètent la proximité des sciences politiques française et britannique avec, respectivement, le droit et la philosophie. C'est en lien avec une dynamique de centralisation à la fois disciplinaire et scientifique que ces incertitudes évoluent et que des frontières, à géométrie variable selon les contextes nationaux, connaissent une relative stabilisation. Cette centralisation va, dans les deux pays, de pair avec une forme de prudence dans les échanges internationaux et notamment dans les prises de contact avec une science politique américaine dont la taille comparativement colossale et les orientations paradigmatiques particulières inspirent la méfiance.

A partir de la fin des années 1960, un double mouvement de décentralisation disciplinaire et scientifique, plus précoce et plus prononcé au Royaume-Uni, coïncide avec une ouverture internationale croissante des deux champs nationaux. Plus forte dans le cas britannique, cette ouverture est fortement structurée dans son ampleur et ses modalités par des facteurs linguistiques, disciplinaires et scientifiques. Les champs linguistiques tendent

ainsi à donner une direction à l'ouverture internationale des espaces nationaux. Cette direction n'est cependant pas exclusive et, dans le cas français, une faible maîtrise de l'anglais ne semble pas constituer une barrière insurmontable à un investissement d'espaces anglophones. Cette barrière est d'autant plus fréquemment surmontée que l'investissement de ces espaces est considéré comme la modalité la plus légitime d'ouverture internationale, dans la mesure les arènes internationales francophones sont parfois perçues par certains interviewés comme de « fausses internationalisations »⁷⁹. Au niveau disciplinaire, les dispositifs d'évaluation, de financement et d'organisation de la carrière professionnelle font fortement varier l'ampleur et la fréquence des investissements internationaux. Des ressources financières tendanciellement plus abondantes, des contraintes d'évaluation plus fortes et une organisation de la mobilité à différents stades du parcours professionnel favorisent ainsi un établissement et un maintien de contacts étrangers plus fréquents chez les politistes britanniques que chez leurs homologues français. Au niveau scientifique, les modalités de structuration historique des deux champs nationaux en termes de paradigmes et de domaines de spécialisation dominants, marginalisés ou autonomisés, ont un fort impact sur le choix des espaces d'internationalisation pertinents. Alors que les politistes britanniques tendent à investir des espaces internationaux de science politique et notamment les conférences de l'APSA ou de l'ISA, leurs homologues français apparaissent préférer, face à un fort sentiment d'altérité de format et de paradigme, se tourner vers le champ national ou vers des arènes internationales relevant d'autres sphères scientifiques comme la sociologie ou l'anthropologie.

Ces différents constats pointent, *a minima*, le caractère co-occurent des dynamiques d'internationalisation, de décentralisation, d'autonomisation et de spécialisation des champs politistes nationaux. Dans une interprétation plus forte, cette imbrication peut être considérée comme symptomatique d'une **structuration du processus d'internationalisation par les phénomènes de décentralisation, d'autonomisation et de spécialisation**. La physionomie variable de ces trois dynamiques permet alors de faire sens du **caractère fluctuant des formes d'internationalisation et de leur degré de légitimité**

⁷⁹ Notons que la tenue régulière de congrès réunissant les associations belge, française, luxembourgeoise, québécoise et suisse pourrait, en marquant l'affirmation progressive d'espaces transnationaux francophones, contribuer à faire évoluer ces représentations.

selon les contextes nationaux. En tant que composantes des règles du jeu politiste légitime, elles constituent à la fois l'une des armes et l'un des enjeux de luttes scientifiques plus générales.

Ce constat permet de revenir sur la **pertinence du choix** d'une comparaison franco-britannique pour étudier l'ouverture internationale des espaces nationaux. Si le choix a originellement été guidé en partie par des considérations pratiques et linguistiques, il présente, au vu des conclusions de l'étude, un **pouvoir heuristique** important. Parce qu'ils sont de tailles comparables et qu'ils occupent des positions similaires à l'échelle mondiale – ni l'un ni l'autre ne sont dans une position hégémonique ou au contraire totalement dominée – tout en présentant d'importantes différences de physionomie sur les plans linguistiques, disciplinaires et scientifiques, les deux espaces nationaux offrent un point d'appui solide pour une comparaison qui, en se prémunissant de risques de trop forte asymétrie tout en prenant en compte la diversité des situations, a une forte capacité de test et de révélation des hypothèses. En mettant en évidence, au moyen d'une combinaison de méthodes, les déterminants des investissements scientifiques internationaux, **elle ouvre la voie à une éventuelle prolongation de l'enquête** sous la forme d'un questionnaire quantitatif permettant d'affiner les conclusions du travail. A travers ces conclusions, elle constitue aussi une base pour une montée en généralité et un retour critique sur les postulats de l'étude.

II. Un processus d'internationalisation ordinaire : retour critique sur un postulat.

L'enquête s'est fondée sur le postulat, formulé en introduction, du caractère « ordinaire » du processus d'internationalisation de la science politique. En ce sens, son étude permettrait de tirer des conclusions quant aux conditions et aux modalités d'ouverture internationale d'autres champs sociaux. L'objet de la seconde partie de cette conclusion générale est d'opérer un retour critique sur ce postulat en évaluant la portée des conclusions successivement pour la sociologie des sciences et la sociologie politique.

A) L'internationalisation d'un champ scientifique.

Les conclusions de cette étude de la science politique peuvent d'abord être ramenées au cadre plus large des acquis de travaux de sociologie des sciences. Cette opération invite en particulier à une comparaison des conditions et modalités d'internationalisation des sciences sociales et expérimentales. La comparaison permet de mettre en évidence une combinaison de points communs et de différences entre les deux catégories, à la fois internes et externes aux champs scientifiques.

L'ouverture internationale des sciences sociales et expérimentales est d'abord liée à des facteurs disciplinaires, eux-mêmes en partie déterminés par des facteurs externes aux milieux scientifiques. Dans le cas des sciences sociales, les dynamiques d'expansion, de décentralisation ou d'évaluation universitaires résultant de la mise en place de politiques publiques particulières peuvent être co-occurentes de phénomènes d'internationalisation. A un niveau plus individuel, les facilités d'accès à des ressources temporelles, financières et symboliques associées à l'occupation d'un poste dans un établissement prestigieux facilitent l'internationalisation des parcours. Des dynamiques similaires sont observables dans le cas des sciences expérimentales, dont l'internationalisation est également liée à des politiques publiques particulières. Les dispositifs visant à « associer la science au développement économique et à stimuler par là la croissance » ont ainsi d'abord eu pour conséquence la nationalisation de sciences dont les activités étaient, d'abord au cours des deux Guerres mondiales puis, par la suite, dans les années 1960 et 1970, évaluées et financées au regard d'objectifs fixés par l'Etat. Cette hétéronomie vis-à-vis des sphères politiques et économiques a cependant également favorisé, plus tard, l'internationalisation des champs scientifiques nationaux via la structuration de départements de recherche et développement au sein d'entreprises privées transnationales (Crawford *et al.* 1993b : 22-3).

L'ouverture internationale passe aussi, pour les sciences sociales et comme pour les sciences expérimentales, par la création d'organisations transnationales contribuant à l'adoption d'une langue véhiculaire et à la fixation de règles de jeu pour les échanges internationaux. Ces organisations n'ont cependant pas systématiquement les mêmes conditions de création ni les mêmes vocations dans les deux cas. Dans le cas des sciences sociales, les premières d'entre elles sont, à l'image de l'AISP, créées sous l'impulsion

politique de l'Unesco et s'orientent vers l'ouverture d'espaces de rencontres internationales. Si une même imbrication d'objectifs politiques et scientifiques se retrouve dans le cas des sciences expérimentales, les premières organisations de ce type voient par contraste le jour à l'initiative de chercheurs et au moyen de financements privés, à l'image des conseils Solvay de physique. A leur activité de mise en place d'espaces de rencontres s'ajoute par ailleurs une action de consécration (comme la Fondation Nobel) et d'homogénéisation cognitive à travers la standardisation de nomenclatures et de méthodes fortement marquées par leurs contextes nationaux voire locaux (comme, par exemple, l'« International Committee on Atomic Weights ») (Crawford *et al.* 1993b : 16-8, Schulte Fishedick et Shinn 1993 : 124-5).

L'ouverture internationale apparaît également liée, dans les deux cas, à des dynamiques d'autonomisation et de spécialisation scientifiques. Dans le cas des sciences sociales, les choix de domaines de spécialisation et de prises de position paradigmatiques peuvent motiver et conditionner l'orientation d'une internationalisation, certains espaces transnationaux apparaissant plus pertinents que d'autres. Un phénomène similaire est observable dans le cas des sciences expérimentales, à la différence près que ces espaces pertinents sont souvent associés à un lieu géographique particulier. Cette différence tient au rôle joué par les équipements techniques dans la structuration de l'internationalisation des sciences expérimentales dès la fin du XIX^e siècle (physique des températures à Leiden, radioactivité à Paris) et particulièrement au cours du XX^e siècle (à travers la création de « locally-grounded transnational research sites » comme le grand électroaimant de l'académie des sciences ou le grand collisionneur de hadrons du CERN) (Crawford *et al.* 1993b : 27-9).

Il semblerait donc, au vu de ces différents constats, que **les sciences sociales et expérimentales soient sujettes à un même type de processus d'internationalisation structuré, dans les deux cas, par une combinaison complexe de facteurs externes et spécifiques.** Loin d'une dynamique mécaniquement suscitée par « l'universalisme épistémique » de la science ou, notamment dans le cas des sciences expérimentales, le caractère universel des objets de recherche, **l'internationalisation apparaît donc comme un processus conditionné et structuré par une hétéronomie partielle du champ scientifique.**

Au-delà de ces points communs s'expriment néanmoins deux différences entre sciences sociales et expérimentales. La première est une différence de temporalité, dans la mesure où le processus apparaît beaucoup plus précoce dans le cas des sciences expérimentales (à partir du milieu du XIX^e siècle) que dans celui des sciences sociales (à partir du milieu du XX^e siècle). La seconde est une différence d'ampleur et de modalités, dans la mesure où les sciences expérimentales se distinguent par un plus grand nombre de facteurs et de canaux d'internationalisation, parmi lesquels les équipements techniques uniques.

Ces conclusions permettent un premier retour critique sur le postulat du caractère ordinaire du processus d'internationalisation de la science politique. Le fait que ce dernier partage un certain nombre de points communs avec les dynamiques affectant l'ouverture internationale des sciences expérimentales vient en effet valider le postulat, au sens où la dialectique des similarités et des différences met en évidence son caractère heuristique. Sa justification plus fine nécessiterait cependant une enquête supplémentaire, comparant de manière plus précise et systématique les conditions et modalités d'internationalisation de la science politique d'un côté, et d'une science expérimentale de l'autre.

B) L'internationalisation d'un champ social.

La portée des conclusions de l'étude peut également être évaluée au regard des acquis de travaux portant sur des champs sociaux non scientifiques, et en particulier sur le champ politique. Comme on l'a vu en introduction, la problématique de l'internationalisation est en effet au cœur de travaux de sociologie politique, et en particulier de sociologie de l'action publique. La comparaison des ressorts de l'internationalisation du champ politiste et du champ politique permet ainsi de tester à nouveau le postulat qui sous-tend l'enquête.

La comparaison met d'abord en évidence des points communs entre les deux processus. Comme l'internationalisation des politiques publiques, celle de la science politique apparaît en premier lieu caractérisée par des mécanismes de transferts internationaux. Dans les deux cas circulent en effet des idées et des discours mettant en récit ces idées selon des stratégies discursives aux formes comparables. Comme les récits structurant par exemple les politiques de la Banque mondiale, les discours défendant la création du futur ECPR

comportent ainsi des références à un cas exemplaire – la science politique américaine, érigée en modèle par les fondateurs du Consortium au même titre que la réforme chilienne des retraites dans le cadre du modèle à trois piliers promu par la Banque mondiale – des oppositions simplifiées et manichéennes de bonnes et de mauvaises pratiques – la sophistication méthodologique des fondateurs du Consortium, la libéralisation économique des agents de la Banque mondiale – aboutissant à la formulation de problèmes et à la prescription de solutions – la création d'un ECPR comme solution au retard européen dans un cas, la mise en place de réformes économiques associées à des financements dans l'autre (Hassenteufel 2005 : 127-8, voir aussi Hassenteufel et Palier 2001).

Un deuxième point commun est l'existence, dans les deux cas, d'espaces d'interactions au sein desquels se façonnent et circulent des idées et récits. Comme les récits structurant, par exemple, la politique de l'Union Européenne en matière de taxation directe, les structures cognitives identifiables dans le champ politiste « ne flottent pas dans l'air » et « s'appuient sur des institutions ». Le rôle joué dans le cas de l'UE par la Commission, le Conseil ECOFIN ou encore le « groupe de Primarolo » peut ainsi être rapproché de celui des espaces associés à l'AISP, l'ECPR ou encore l'ISA et l'APSA dans le cas de la science politique (Radaelli 2000 : 262-3). La comparaison connaît certes des limites, dans la mesure où ces espaces politistes internationaux n'induisent pas une circulation d'idées scientifiques systématique. Mais les espaces internationaux apparaissent, dans les deux cas, associés à des mécanismes de socialisation comparables : alors que les institutions européennes bruxelloises sont structurantes d'un « milieu communautaire » associé à « l'apprentissage de repères et manières de faire » spécifiques (Michel et Robert 2010 : 23-4), les espaces politistes internationaux associés notamment à l'APSA ou l'ISA sont aussi des lieux où s'observent, se mobilisent et s'apprennent des règles de comportements particulières. En ce sens, à l'image du cas des experts européens, l'accès à des positions transnationales et la réussite dans ces espaces repose « sur la capacité des acteurs à mobiliser des savoirs, savoir-faire et savoir-être spécifiques » (Robert 2010 : 343).

L'existence d'acteurs évoluant au sein de ces espaces internationaux et contribuant à la circulation d'idées constitue un troisième point commun entre champ politiste et champ politique. Ces acteurs sont dans les deux cas détenteurs de ressources spécifiques et sujets à des contraintes particulières liées à leur position sociale. Si le critère de la maîtrise de la

langue n'est pas le plus pertinent pour comprendre l'accès de certains acteurs aux espaces transnationaux (Wagner 2004 : 13-33), les ressources temporelles, financières, sociales, intellectuelles et symboliques associées à l'occupation d'une position particulière dans les hiérarchies et espaces nationaux ont, dans un cas comme dans l'autre, une forte incidence sur les possibilités et modalités d'internationalisation (Siméant 2005 : 32). Cet ancrage national a pour conséquence commune une forte prégnance des « priorités inscrites dans les histoires nationales », stabilisées au fil du temps par des mécanismes de dépendance au sentier, dans la détermination de la physionomie des internationalisations (Dezalay et Garth 2002 : 72). Le champ politique connaît cependant une spécificité. A l'image des hauts fonctionnaires ou encore des experts et consultants employés par des institutions transnationales, le champ politique se caractérise en effet par l'existence en son sein d'« acteurs transnationaux » à proprement parler (Hassenteufel 2005 : 126). Par contraste, les acteurs évoluant au sein du champ politiste sont, quel que soit leur degré d'investissement d'espaces scientifiques transnationaux et internationaux, toujours contraints par l'occupation d'une position disciplinaire nationale à laquelle sont associées des ressources et contraintes particulières. Le développement de pratiques transnationales et d'une communauté spécifiques est, en ce sens, limité.

Un quatrième et dernier point commun entre champs politiste et politique peut enfin être identifié dans l'existence d'une forme d'« hégémonie américaine » (Siméant 2005 : 35). Dans les domaines, par exemple, de l'expertise en matière de droit, d'économie ou de droits de l'homme, les critères de légitimation en vigueur dans le champ politique apparaissent en effet « déterminés selon les lois d'un marché international, centré sur les Etats-Unis » de sorte que « chacun de ces champs internationaux [...] est dominé par les Etats-Unis et leurs mécanismes propres de légitimation des expertises » (Dezalay et Garth 2002 : 110). Dans cas du champ politiste, le point de référence que constitue, historiquement et de manière constante dans les récits mobilisés, la science politique américaine – ou ce que l'on en perçoit – son poids quantitatif, sa diffusion par le biais de fondations philanthropiques, et le caractère central de l'APSA et de l'ISA à l'échelle internationale en termes de ressources et de pratiques tendent à suggérer l'existence de dynamiques similaires.

Ces différents constats comparatifs permettent de faire un pas vers la **caractérisation des processus d'internationalisation de champs sociaux comme dynamiques de création de champs transnationaux partiellement autonomes en termes de pratiques, de savoirs, de capitaux, de hiérarchies et de conflits internes**. La fixation progressive de ces règles spécifiques est néanmoins conditionnée par des rapports de force internationaux dont le caractère déséquilibré, notamment en termes d'effectifs et de moyens financiers, aboutit à des **mécanismes d'importation au sein des espaces internationaux des règles et des rapports de force structurant le champ national dominant**. Cette forme d'hégémonie est, dans un cas comme dans l'autre, propre aux Etats-Unis.

Ces conclusions ouvrent la voie à un second retour critique sur le postulat du caractère ordinaire du processus d'internationalisation de la science politique. La dialectique des points communs et différences entre internationalisations politiques et politistes vient en effet à nouveau confirmer la pertinence de ce parti pris théorique. **Elle fait également émerger de nouvelles questions** quant aux degrés et modalités d'imbrication des champs nationaux et internationaux. L'analyse pourrait en effet être prolongée par une collection, une mise en indice et une quantification systématiques de données biographiques permettant l'identification et la comparaison des principes structurant les espaces nationaux et internationaux (à la manière, par exemple, de Sapiro 1996 : 18-31). Dans cette perspective, la compréhension des processus d'internationalisation passe par la déconstruction d'agrégats fluctuants de hiérarchies nationales et internationales emboîtées les unes dans les autres.

* * *

Ces remarques conclusives ne permettent, au terme de ce travail de thèse, que d'aboutir à une élucidation partielle de l'énigme posée par l'internationalisation de la science politique. Le processus, lié à des capitaux et des contraintes multiples, impliquerait en effet de s'intéresser aux instances de consécration à même de distribuer les premiers et d'exercer les secondes. Mais la dynamique des débats structurant ces instances, souvent couverte par le secret de la délibération collégiale, reste inaccessible au chercheur et bride irrémédiablement la compréhension du phénomène.

Nous croyons néanmoins avoir contribué à résoudre une part significative de la question qui se trouvait à l'origine de cette recherche, alimentant ainsi la réflexion sur les processus structurant la science politique en tant que branche du savoir. Sans doute plus – et au moins autant – dépendante que des sciences mieux établies des conditions sociales et politiques de sa production, la science politique, science sociale jeune et aux frontières toujours en débat, obéit, suivant le rythme qui lui est propre, aux mêmes logiques fondamentales, gouvernées par la dialectique de l'autonomie et de l'hétéronomie.

Bibliographie

La bibliographie, classée par ordre alphabétique des noms d'auteurs, comporte cinq types de références notés :

- [ME] Matériaux Empiriques
- [SG] Sociologie – Généralités
- [SP] Sociologie Politique
- [SPO] Travaux prenant la Science Politique pour Objet
- [SS] Sociologie des Sciences

* * *

Abbott, A. (2001a), *Time matters. On theory and method*, Chicago, The University of Chicago Press. [SG]

Abbott, A. (2001b), *Chaos of disciplines*, Chicago, The University of Chicago Press. [SS]

Académie Internationale de Science politique et d'Histoire constitutionnelle (1949), « Académie Internationale de Science politique et d'Histoire constitutionnelle », *Revue internationale de droit comparé*, vol. 1, no. 3, pp. 349-350. [ME]

Adcock, R. (2007), « Interpreting behavioralism » in R. Adcock, M. Bevir, et S. C. Stimson (ed.), *Modern political science: Anglo-American exchanges since 1880*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, pp. 180-208. [SPO]

Adcock, R., Bevir, M., et Stimson, S. C. (2007), « A history of political science: How? What? Why? » in R. Adcock, M. Bevir, et S. C. Stimson (ed.), *Modern political science: Anglo-American exchanges since 1880*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, pp. 1-17. [SPO]

ADESPE (1968), « Association pour le développement de la science politique européenne », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. 20, no. 2, pp. 370-372. [ME]

AFSP (1949), « Compte-rendu de la réunion constitutive de l'Association Française de Science Politique », Fonds Chapsal, carton 2SP43, 28 avril 1949. [ME]

AFSP (1951), « Compte-rendu du conseil de l'AFSP tenu le mardi 13 mars 1951 à 18 heures au siège social de l'Association », Archives AFSP, fonds historique, carton 1 AFSP 4, 13 mars 1951. [ME]

AFSP (1952), « Canevas pour le conseil de l'AFSP du jeudi 31 janvier 1952 », Archives AFSP, fonds historique, carton 1 AFSP 4, janvier 1952. [ME]

- AFSP (2009), « Exposition 1949-2009 : toute votre histoire disciplinaire... », Congrès de l'AFSP, septembre 2009. [ME]
- Agrikoliansky, E. (2001), « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, no. 1-2, pp. 27-46. [SP]
- Agrikoliansky, E. (2002), *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan. [SP]
- AISP (1955a), « Troisième congrès de l'Association Internationale de Science Politique. Programme », Fonds AISP, Stockholm, septembre 1955. [ME]
- AISP (1955b), « Réunion du conseil, Stockholm, 19-26 août 1955 », Fonds Chapsal, carton 2SP40, août 1955. [ME]
- AISP (1958), « Quatrième congrès mondial de l'Association Internationale de Science Politique. Programme », Fonds AISP, Rome, 16-20 septembre 1958. [ME]
- AISP (1959), « IPSA : Procès-verbal de la réunion du comité exécutif, les 30 et 31 août 1959 et 3 septembre 1959, Opatija, Yougoslavie », Fonds AISP, carton 16, septembre 1959. [ME]
- AISP (1961), « Association Internationale de Science Politique. Cinquième congrès mondial. Programme », Fonds AISP, Paris, 26-30 septembre 1961. [ME]
- AISP (1964a), « Minutes du conseil de l'AISP, 1964 (Genève) », Fonds AISP, carton 18, septembre 1964. [ME]
- AISP (1964b), « Association Internationale de Science Politique. Programme. Hôtel intercontinental, institut universitaire de hautes études internationales. Sixième congrès mondial », Fonds AISP, Genève, 21-25 septembre 1964. [ME]
- AISP (1972), « Official report – EC – Bucharest – september 14th, 1972 », Fonds AISP, carton 14, septembre 1972. [ME]
- AISP (1973a), « Réunion du conseil – Montréal 19, 23, 24 août 1973 », Fonds AISP, carton 14, août 1973. [ME]
- AISP (1973b), « Compte-rendu – comité exécutif élu – 1973-1976, 1ère session – Samedi 25 août 1973 – 15h/18h30 », Fonds AISP, carton 14, août 1973. [ME]
- AISP (1975), « IPSA executive committee meeting, Dubronik sept. 1975. Minutes: decisions and information », Fonds AISP, carton 14, septembre 1975. [ME]
- AISP (1976a), « Compte-rendu des décisions – réunion du CE – AISP – Edimbourg, le 15 août 1976 », Fonds AISP, carton 14, août 1976. [ME]
- AISP (1976b), « Compte-rendu des décisions – réunion du conseil – AISP – Edimbourg, le 16 août 1976 », Fonds AISP, carton 14, août 1976. [ME]

AISP (1976c), « Compte-rendu des décisions – réunion du CE – AISP – Edimbourg, le 21 août 1976 », Fonds AISP, carton 14, août 1976. [ME]

AISP (1977), « Compte-rendu des décisions – réunion du CE – AISP – Cracovie, le 31 août 1977 », Fonds AISP, carton 14, août 1977. [ME]

AISP (1978a), « Record of décisions – EC meeting – IPSA, Rio de Janeiro, August 23, 24 and 26 1978 », Fonds AISP, carton 14, août 1978. [ME]

AISP (1978b), « Déclaration du comité exécutif de l’AISP relative à la tenue du Congrès mondial de 1979 à Moscou », Fonds AISP, carton 17, août 1978. [ME]

AISP (1979), « Réunion du conseil – le 12 août 1979 », Fonds AISP, carton 14, août 1979. [ME]

AISP (1980), « L’AISP – le comité du programme du XIIe congrès mondial, Rio de Janeiro – PV de la réunion du 8 et du 9 janvier 1980, FNISP, Paris », Fonds AISP, carton 14, janvier 1980. [ME]

AISP (1981), « Minutes – Executive committee meeting – Zurich, January 6-7, 1981 », Fonds AISP, carton 14, janvier 1981. [ME]

AISP (1982), « Minutes – Executive committee meeting – Tokyo, March 27-28, 1982 », Fonds AISP, carton 14, mars 1982. [ME]

AISP (1983), « Minutes – Executive committee meeting – Berlin West Germany, January 8, 1983 », Fonds AISP, carton 14, janvier 1983. [ME]

AISP (1985), « Minutes – Executive committee meeting – Zagreb, Yugoslavia, March 14, 1985 », Fonds AISP, carton 14, mars 1985. [ME]

AISP (1986), « Minutes – Executive committee meeting – University of Ottawa – September 30 – October 2, 1986 », Fonds AISP, carton 14, octobre 1986. [ME]

AISP (1988a), « IPSA executive committee meeting – Moscow, USSR – March 21-22, 1988 », Fonds AISP, carton 14, mars 1988. [ME]

AISP (1988b), « IPSA executive committee meeting – August 27, 1988, Washington DC, USA », Fonds AISP, carton 14, août 1988. [ME]

AISP (1990), « Minutes IPSA executive committee – Seoul, May 25-26, 1990 », Fonds AISP, carton 14, mai 1990. [ME]

AISP (1991a), « Minutes IPSA executive committee – Buenos Aires, July 20, 1991 », Fonds AISP, carton 14, juillet 1991. [ME]

AISP (1991b), « Minutes IPSA EC – Buenos Aires, July 26, 1991 », Fonds AISP, carton 14, juillet 1991. [ME]

AISP (1992a), « Minutes – IPSA executive committee, Madras – January 30-31, 1992 », Fonds AISP, carton 14, janvier 1992. [ME]

- AISP (1992b), « Minutes – IPSA executive committee, Chicago – September 1st, 1992 », Fonds AISP, carton 14, septembre 1992. [ME]
- AISP (1994a), « Minutes IPSA council, Berlin, August 21, 1994 », Fonds AISP, carton 14, août 1994. [ME]
- AISP (1994b), « International Political Science Association – Executive committee meeting – Berlin, 26 August 1994 », Fonds AISP, carton 14, août 1994. [ME]
- AISP (1995a), « IPSA – Executive committee meeting, Taipei, 12-13 January 1995 », Fonds AISP, carton 14, janvier 1995. [ME]
- AISP (1995b), « IPSA – Executive committee meeting no.71 – Prague, 26-27 August 1995 », Fonds AISP, carton 14, août 1995. [ME]
- AISP (1997), « IPSA – Executive committee meeting no. 73 – Rio de Janeiro, 6-8 March 1997 », Fonds AISP, carton 14, mars 1997. [ME]
- AISP (2000), « International Political Science Association - Council Meeting no. 18. Quebec, 1, 2 and 4 August 2000 », Fonds AISP, fichiers électroniques, août 2000. [ME]
- AISP (2001), « International Political Science Association executive committee meeting no. 84. Tenerife, 27-28 septembre 2001 », Fonds AISP, fichiers électroniques, septembre 2001. [ME]
- AISP (2002), « International Political Science Association executive committee meeting no. 85. Santiago, 6-8 mai 2002 », Fonds AISP, fichiers électroniques, mai 2002. [ME]
- AISP (2005a), « International Political Science Association executive committee meeting no. 92, Grenoble 10-12 avril 2005 », Fonds AISP, fichiers électroniques, avril 2005. [ME]
- AISP (2005b), « International Political Science Association executive committee meeting no. 93, Naples, Italy October 1-2, 2005 », Fonds AISP, fichiers électroniques, octobre 2005. [ME]
- AISP (2006a), « International Political Science Association executive committee meeting no. 94 Saint-Petersburg, Russian Federation April 21-22 2006 », Fonds AISP, fichiers électroniques, avril 2006. [ME]
- AISP (2006b), « International Political Science Association executive committee meeting no. 97, Santiago, Chile 16 to 18 November 2006 », Fonds AISP, fichiers électroniques, novembre 2006. [ME]
- AISP (2011), « IPSA Summer School in São Paulo, Brazil », téléchargé le 23.01.2011, URL : <http://summerschool.ipsa.org>. [ME]
- Almond, G. A. (1990), *A discipline divided: schools and sects in political science*, London, Sage Publications. [SPO]

- Anckar, D. et Berndtson, E. (1987), « The evolution of political science: selected case studies », *International Political Science Review*, vol. 8, no. 1, pp. 5-103. [SPO]
- Anderson, K., Haverland, M., et Nölke, A. (2006), « Making a political science career in an internationalised environment: a perspective from the Netherlands », *European Political Science*, vol. 5, no. 3, pp. 271-279. [SPO]
- Anderson, R. D. (1995), *Universities and elites in Britain*, Cambridge, Cambridge University Press. [SP]
- Andrews, W. G. (ed.) (1982), *International handbook of political science*, Westport (Conn.), Greenwood Press. [SP]
- Angström, J., Hedenstrom, E., et Strom, L.-I. (2003), « Survival of the most cited? Small political science communities and international influence: the case of sweden », *European Political Science*, vol. 2, no. 3, pp. 5-16. [SPO]
- Anonyme (1948), « Compte-rendu de la réunion d'information relative à la constitution d'une association française de science politique, tenue le 6 novembre à 10h », Fonds Chapsal, carton 2SP43, 30 novembre 1948. [ME]
- Anonyme (1949), « Memorandum on the proposed formation of a (British) Universities Political Studies Association », Fonds Chester, carton 107, attaché à un courrier de Charles Wilson à D.N. Chester, 23 février 1949. [ME]
- Anonyme (1969), « Réunion « européenne » du 16 juin 1969 », Fonds Hurtig, deuxième versement, carton 18, 16 juin 1969. [ME]
- Anonyme (1979a), « Les participants au congrès international des sciences politiques dressent un bilan mitigé de leurs travaux », *Le Monde*, 21 août 1979. [ME]
- Anonyme (1979b), « Political scientists in Moscow », *The Washington Star*, 23 août 1979. [ME]
- Anonyme (1979c), « A tale of two cities », *The Washington Star*, 5 septembre 1979. [ME]
- Anonyme (1996), « Projet de réseau thématique en science politique », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", décembre 1996. [ME]
- Anonyme (1997), « Notes on Paris meeting: 15 november 1997 », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", novembre 1997. [ME]
- Aptheker, H. (1979), « Political science meeting in Moscow: 2 other views », *The Chronicle of Higher Education*, 1er octobre 1979. [ME]
- Barber, W. J. (ed.) (1988), *Breaking the academic mould. Economists and American higher learning in the Nineteenth Century*, Middletown, Wesleyan University Press. [SS]
- Barents, J. (1961), *Political science in Western Europe: a trend report*, London, Stevens & Sons Limited. [SPO]

- Barley, S. R. (1989), « Careers, identities and institutions: the legacy of the Chicago school of sociology » in M. B. Arthur, D. T. Hall, et B. S. Lawrence (ed.), *Handbook of career theory*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 41-65. [SG]
- Barry, B. (1999), « The study of politics as a vocation » in J. E. S. Hayward, B. Barry, et A. Brown (ed.), *The British study of politics in the twentieth century*, Oxford, Oxford University Press, pp. 425-468. [SPO]
- Battagliola, F., Bertaux-Viame, I., Ferrand, M., et Imbert, F. (1993), « A propos des bibliographies : regards croisés sur questionnaires et entretiens », *Population*, vol. 48, no. 2, pp. 325-346. [SG]
- Becker, H. S. (1985), *Outsiders : études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié. [SG]
- Becker, H. S. (1986), « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 62-63, pp. 105-110. [SG]
- Becker, H. S. (2002), *Les ficelles du métier : comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte. [SG]
- Berndtson, E. (2009), « "Schools of political science" and the formation of a discipline », Congrès de l'Association Internationale de Science Politique, Santiago du Chili, 12-16 juillet 2009. [SPO]
- Berndtson, E. et Reinalda, B. (2011), « The interplay between higher education policies and political science as a discipline », ECPR General Conference, août 2011. [SPO]
- Bertaux, D. (2005), *L'enquête et ses méthodes : le récit de vie*, Paris, Armand Colin. [SG]
- Bertrams, K. et Kott, S. (2008), « Actions sociales transnationales », *Genèses : sciences sociales et histoire*, vol. 19, no. 71, pp. 2-3. [SP]
- Bevir, M. (2001), « Prisoners of professionalism: on the construction and responsibility of political studies. A review article », *Public Administration*, vol. 79, no. 2, pp. 469-489. [SPO]
- Bevir, M. et Rhodes, R. A. W. (1998), « Narratives of 'Thatcherism' », *West European Politics*, vol. 21, no. 1, pp. 97-119. [SP]
- Bevir, M. et Rhodes, R. A. W. (1999), « Les récits du régime politique britannique », *Revue Française de Science Politique*, vol. 49, no. 3, pp. 355-377. [SP]
- Bevir M. et Rhodes R. A. W. (2006), *Governance stories*, London and New-York, Routledge. [SPO]
- Bidart, C. (2006), « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, no. 120, pp. 29-57. [SG]
- Bierhoff, B. (2008), « Adam Schaff (1913-2006) », *Fromm Forum*, no. 12, pp. 41, téléchargé le 03.01.2010, URL : http://www.erich-fromm.de/biophil/joomla/images/stories/pdf-Dateien/Bierhoff_B_2008a.pdf. [ME]

- Billordo, L. (2005), « Publishing in French political science journals: an inventory of methods and sub-fields », *French Politics*, vol. 3, no. 2, pp. 178-186. [SPO]
- Billordo, L. et Dumitru, A. (2006), « French political science : institutional structures in teaching and research », *French Politics*, vol. 4, no. 4, pp. 124-134. [SPO]
- Binyon, M. (1979), « A precedent-setting meeting draws 1,500 political scientists to Moscow », *The Chronicle of Higher Education*, 4 septembre 1979. [ME]
- Birnbaum, P. (1993), « André Siegfried : la géographie des races » in P. Birnbaum (ed.), *"La France aux Français" : histoire des haines nationalistes*, Paris, Seuil, pp. 145-186. [SPO]
- Blanchet, A. et Gotman, A. (2005), *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Armand Colin. [SG]
- Blondel, J. (1968), « Extension of activities of the PSA », Fonds LSE, carton PSA 15, communiqué à l'auteur par Wyn Grant, novembre 1968. [ME]
- Blondel, J. (1969a), « Lettre confidentielle à Jean Touchard », Fonds Hurtig, deuxième versement, carton 18, 20 juin 1969. [ME]
- Blondel, J. (1969b), « Lettre confidentielle à Serge Hurtig », Fonds Hurtig, deuxième versement, carton 18, 4 juillet 1969. [ME]
- Blondel, J. (1969c), « Lettre à Peter de Janosi », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 11 septembre 1969. [ME]
- Blondel, J. (1969d), « Lettre à Tony King », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 11 décembre 1969. [ME]
- Blondel, J. (1970), « Lettre à Tony King », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 30 juillet 1970. [ME]
- Blondel, J. (1973), « Report of the executive director on the first years of activity of the ECPR September 1970 – March 1973 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", mars 1973. [ME]
- Blondel, J. (1974), « Report of the executive director on the fourth year of activity, 1973-74 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", avril 1974. [ME]
- Blondel, J. (1975), « Report of the executive director on the 5th year of activity, 1974-75 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", avril 1975. [ME]
- Blondel, J. (1976), « Report of the executive director on the last three years 1973-1976 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", février 1976. [ME]
- Blondel, J. (1977), « Report of the executive director for the year 1976-77 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", février 1977. [ME]
- Blondel, J. (1979), « Report of the executive director on the last three years 1976-1979 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", mars 1979. [ME]

- Blondel, J. (1997), « Amateurs into professionals » in H. Daalder (ed.), *Comparative European politics: the story of a profession*, London and Washington, Pinter, pp. 115-126. [SPO]
- Blondel, J. et Rokkan, S. (1969), « Proposal for a European Consortium for the Promotion of Political Research », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", novembre 1969. [ME]
- Blondel, J. et Rokkan, S. (1970), « Lettre à Serge Hurtig, Hans Daalder, Jörgen Westerstahl, Rudolf Wildenmann et Richard Rose », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 19 janvier 1970. [ME]
- Blondiaux, L. (2002), « Pour une histoire sociale de la science politique » in Y. Deloye et B. Voutat (ed.), *Faire de la science politique*, Paris, Belin, pp. 45-63. [SPO]
- Blondiaux, L. (2004), « Enquête sur l'état de la science politique universitaire : premiers éléments », *Palaestra*, no. 20, juillet 2004. [SPO]
- Blondiaux, L. et Deloye, Y. (2007), « L'état de la science politique en France », *Lettre de l'Observatoire des métiers académiques de la science politique (OMASP)*, no. 4, pp. 1-15. [SPO]
- Blondiaux, L. et Veitl, P. (1999), « La carrière symbolique d'un père fondateur : André Siegfried et la science politique française après 1945 », *Genèses : sciences sociales et histoire*, no. 37, pp. 4-26. [SPO]
- Bloor, D. (1991), *Knowledge and social imagery*, Chicago, The University of Chicago Press. [SS]
- Boncourt, T. (2007), « The evolution of political science in France and Britain: a comparative study of two political science journals », *European Political Science*, vol. 6, no. 3, pp. 276-294. [SPO]
- Boncourt, T. (2008), « Is European political science different from European political sciences? A comparative study of the European Journal of Political Research, Political Studies and the Revue Française de Science Politique 1973-2002 », *European Political Science*, vol. 7, no. 3, pp. 366-381. [SPO]
- Boncourt, T. (2009), *Une histoire de l'Association Internationale de Science Politique*, Montréal, Association Internationale de Science Politique. [SPO]
- Boncourt, T. et Newton, K. (2010), *The ECPR's first forty years 1970-2010*, Wivenhoe, ECPR Press. [SPO]
- Boudon, R. et Clavelin, M. (ed.) (1994), *Le relativisme est-il résistant ? Regards sur la sociologie des sciences*, Paris, PUF. [SS]
- Bourdieu, P. (1976), « Le champ scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 2-3, pp. 88-104. [SS]
- Bourdieu, P. (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minit. [SG]

- Bourdieu, P. (1984), *Homo academicus*, Paris, Minuit. [SG]
- Bourdieu, P. (1986), « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 62, pp. 69-72. [SG]
- Bourdieu, P. (1987), *Choses dites*, Paris, Minuit. [SG]
- Bourdieu, P. (1992), *Réponses*, Paris, Seuil. [SG]
- Bourdieu, P. (1993), « Esprits d'Etat », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 96-97, pp. 49-62. [SG]
- Bourdieu, P. (1995), « La cause de la science : comment l'histoire sociale des sciences sociales peut servir le progrès de ces sciences », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 106-107, pp. 3-10. [SS]
- Bourdieu, P. (1997), *Les usages sociaux de la science : Pour une sociologie clinique du champ scientifique*, Paris, INRA éditions. [SS]
- Bourdieu, P. (1998), *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil. [SG]
- Bourdieu, P. (2001), *Science de la science et réflexivité, cours du collège de France*, Paris, Raisons d'Agir. [SS]
- Bourdieu, P. (2002a), « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 145, pp. 3-8. [SG]
- Bourdieu, P. (2002b), « Science, politique et sciences sociales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 141-142, pp. 9-10. [SPO]
- Bourdieu, P. (2002c), « L'opinion publique n'existe pas » in P. Bourdieu (ed.), *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, pp. 222-235. [SG]
- Bourdieu, P. (2002d), « Quelques propriétés des champs » in P. Bourdieu (ed.), *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, pp. 113-120. [SG]
- Bourdieu, P. (2004), *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'Agir.
- Bouveresse, J. (1983), « Why I am so very unFrench » in A. Montefiore (ed.), *Philosophy in France today*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 9-33. [SG]
- Brian, E. (1994), *La mesure de l'Etat : géomètres et administrateurs au XVIIIe siècle*, Paris, Albin Michel. [SG]
- Briatte, F. (2008), « Comparaison inter-classements des revues en sociologie-démographie et en science politique », *Bulletin de méthodologie sociologique [En ligne]*, no. 100, mis en ligne le 01 octobre 2008. URL : <http://bms.revues.org/index3473.html>. Consulté le 10 octobre 2010. [SPO]
- Budge, I. (1980), « Report of the executive director 1979-80 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", novembre 1980. [ME]

- Budge, I. (1982), « European Consortium for Political Research: report of the executive director: 1979-82 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", novembre 1982. [ME]
- Budge, I. (1983), « Report of the executive director 1982-83 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", Mars 1983. [ME]
- Budge, I. (2006), « Jean Blondel and the development of European political science », *European Political Science*, vol. 5, no. 3, pp. 315-327. [SPO]
- Budge, I. (2010), « Directories, handbooks and summer schools » in T. Boncourt et K. Newton (ed.), *The ECPR's first forty years 1970-2010*, Wivenhoe, ECPR Press, pp. 9-10. [ME]
- Bull, M. (2007), « Is there a European political science and, if so, what are the challenges facing it? », *European Political Science*, vol. 6, no. 4, pp. 427-438. [SPO]
- Bull, M. (2010), « From little acorns: the budding oak called EPS » in T. Boncourt et K. Newton (ed.), *The ECPR's first forty years 1970-2010*, Wivenhoe, ECPR Press, pp. 48-49. [ME]
- Bull, M. et Espindola, R. (2005), « European universities in a global ranking of political science departments: a comment on Hix », *European Political Science*, vol. 4, no. 1, pp. 27-29. [SPO]
- Burdeau, G. (1980), *Traité de science politique*, Paris, LGDJ. [ME]
- Butler, D. et Stokes, D. (1969), *Political change in Britain: forces shaping electoral choice*, New-York, St. Martin's Press. [ME]
- Calhoun, C. (2004), « Les transformations institutionnelles des sciences sociales américaines » in J. Heilbron, R. Lenoir, et G. Sapiro (ed.), *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard, pp. 263-280. [SS]
- Cautrès, B. (1996), « « Creating a thematic network in political science : what the ECPR could do », à l'attention de Mike Goldsmith, Clare Dekker, Ken Newton et Mogens Pedersen », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", juin 1996. [ME]
- Chamboredon, H., Pavis, F., Surdez, M., et Willemez, L. (1994), « S'imposer aux imposants : à propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses : sciences sociales et histoire*, vol. 5, no. 16, pp. 114-32. [SG]
- Chapsal, J. (1948), « Lettre à François Goguel », Fonds Chapsal, carton 2SP48, 30 avril 1948. [ME]
- Chapsal, J. (1951a), « Lettre à Maurice Duverger », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 9 mars 1951. [ME]
- Chapsal, J. (1951b), « Lettre à Jean Rivero », Fonds AISP, carton 2SP40, 12 mars 1951. [ME]

- Chapsal, J. (1951c), « Lettre à Marc de Lacharrière », Fonds Chapsal, carton 2SP48, 2 juin 1951. [ME]
- Chapsal, J. (1955a), « Lettre à William Robson », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 24 mars 1955. [ME]
- Chapsal, J. (1955b), « Lettre à William Robson », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 4 mai 1955. [ME]
- Chapsal, J. (1959), « Lettre à Serge Hurtig », Fonds Hurtig, carton 14, 29 août 1959. [ME]
- Charle, C. (1991), « Savoir durer : la nationalisation de l'Ecole libre des sciences politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 86-87, pp. 99-105. [SPO]
- Charle, C. (1994), *La République des universitaires 1870-1940*, Paris, Seuil. [SG]
- Chester, N. (1970a), « Lettre à Serge Hurtig », Fonds Hurtig, deuxième versement, carton 18, 30 janvier 1970. [ME]
- Chester, N. (1970b), « Lettre à Stein Rokkan », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 2 avril 1970. [ME]
- Chester, N. (1970c), « Lettre à Dolf Sternberger », Fonds Chester, carton 131, dossier 2, 23 novembre 1970. [ME]
- Chester, N. (1971), « Lettre à Stein Rokkan », Fonds Hurtig, deuxième versement, carton 18, 15 décembre 1971. [ME]
- Chester, N. (1975), « Political studies in Britain: recollections and comments », *Political Studies*, vol. 23, no. 2-3, pp. 151-164. [SPO]
- Chevalier, Y. (1979), « La biographie et son usage en sociologie », *Revue Française de Science Politique*, vol. 29, no. 1, pp. 83-101. [SG]
- Clark, T. N. (1972), « Les étapes de l'institutionnalisation scientifique », *Revue Internationale des sciences sociales*, vol. 24, no. 4, pp. 699-713. [SS]
- Clifton, J. (2006), « Political science in Spain: what hope for 'young' professionals? », *European Political Science*, vol. 5, no. 3, pp. 235-244. [SPO]
- Coakley, J. (2004), « Evolution dans l'organisation de la science politique : la dimension internationale », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. 56, no. 179, pp. 189-203. [SPO]
- Cohen, B. J. (2008), *International political economy: an intellectual history*, Princeton, Princeton University Press. [SPO]
- Collini, S. (2001), « Postscript: disciplines, canons, and publics: the history of 'the history of political thought' in comparative perspective » in D. Castiglione et I. Hampsher-Monk (ed.), *The history of political thought in national context*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 280-302. [SPO]

- Collini, S. (1988), « "Discipline history" and "intellectual history": reflexions on the historiography of the social sciences in Britain and France », *Revue de Synthèse*, vol. 4, no. 3-4, pp. 387-399. [SS]
- Collini, S., Winch, D., et Burrow, J. (1983), *That noble science of politics: a study in the nineteenth century intellectual history*, Cambridge, Cambridge University Press. [SPO]
- Collovald, A. (2002), « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants » in A. Collovald (ed.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de "solidarité internationale" en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 177-229. [SP]
- Commission Européenne (2006), « Les européens et leurs langues », *Eurobaromètre Spécial*, no. 243, pp. 1-12, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_243_sum_fr.pdf, consulté le 20 janvier 2011. [ME]
- Constant-Martin, D. (2010), « La recherche est-elle soluble dans le chiffre ? Contribution au débat sur l'évaluation à la Fondation Nationale des Sciences Politiques », Association Française de Science Politique, téléchargé le 15/03/2010, URL : <http://www.afsp.msh-paris.fr/observatoire/etudes/evaluation/dcm2010evaluationfnsp.pdf>. [SPO]
- Cour Des Comptes (2003), « Rapport de la Cour des Comptes sur la gestion de la FNSP et de l'IEP de 1995 à 2001 », URL : http://www.sciences-po.fr/presse/sciencespo_infos/cc/index.htm, téléchargé le 12.04.2011. [ME]
- Crane, D. (1972), *Invisible colleges: diffusion of knowledge in scientific communities*, Chicago, The University of Chicago Press. [SS]
- Crawford, E. (1992), *Nationalism and internationalism in science, 1880-1939: four studies of the Nobel population*, Cambridge, Cambridge University Press. [SS]
- Crawford, E., Shinn, T., et Sörlin, S. (ed.) (1993a), *Denationalizing science. The contexts of international scientific practice*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers. [SS]
- Crawford, E., Shinn, T., et Sörlin, S. (1993b), « The nationalization and denationalization of the sciences : an introductory essay » in E. Crawford, T. Shinn, et S. Sörlin (ed.), *Denationalizing science. The contexts of international scientific practice*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, pp. 1-42. [SS]
- Crick, B. (1959), *The American science of politics*, Berkeley, University of California Press. [SPO]
- Daalder, H. (1997a), « Europe's comparatist from the Norwegian periphery: Stein Rokkan 1921-1979 » in H. Daalder (ed.), *Comparative European politics: the story of a profession*, London and Washington, Pinter, pp. 26-39. [SPO]
- Daalder, H. (1997b), « A smaller European's opening frontiers » in H. Daalder (ed.), *Comparative European politics: the story of a profession*, London and Washington, Pinter, pp. 227-240. [SPO]

- Daguerre, A. (2004), « Murder by numbers: the slow death of French political science », *European Political Science*, vol. 3, no. 3, pp. 5-12. [SPO]
- Damamme, D. (1987), « Genèse sociale d'une institution scolaire : l'Ecole libre des sciences politiques », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 70, pp. 31-46. [SPO]
- Darbon, D. (2003), « Réflexions sur l'africanisme en France », URL : http://www.etudes-africaines.cnrs.fr/pdf/rapport_africanisme.pdf, téléchargé le 03.03.2011. [SP]
- Darbon, D. et Jaffrelot, C. (2003), « La recherche sur les aires régionales en science politique. Bilan et perspectives », URL : <http://www.etudes-africaines.cnrs.fr/pdf/sciencepolitique.pdf>, téléchargé le 03.03.2011. [SPO]
- Darmon, M. (2003), *Devenir anorexique : une approche sociologique*, Paris, La Découverte. [SG]
- Darmon, M. (2008), « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, vol. 21, no. 82, pp. 149-167. [SG]
- Darras, E. et Philippe, O. (2004), « Introduction » in E. Darras et O. Philippe (ed.), *La science politique une et multiple*, Paris, L'Harmattan, pp. 21-40. [SPO]
- De Coninck, F. et Godard, F. (1990), « L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation. Les formes temporelles de la causalité », *Revue Française de Sociologie*, vol. 31, no. 1, pp. 23-53. [SG]
- De Janosi, P. (1969a), « Ford Foundation Inter-Office Memorandum », Fonds Ford Foundation, 8 juillet 1969. [ME]
- De Janosi, P. (1969b), « Ford Foundation Inter-Office Memorandum », Fonds Ford Foundation, 11 novembre 1969. [ME]
- De Janosi, P. (1969c), « Lettre à Jean Blondel et Stein Rokkan », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 9 décembre 1969. [ME]
- De Janosi, P. (1970a), « Ford Foundation Inter-Office Memorandum », Fonds Ford Foundation, 14 mai 1970. [ME]
- De Janosi, P. (1970b), « Télégramme à Jean Blondel », Fonds Ford Foundation, 29 juillet 1970. [ME]
- De Janosi, P. (1970c), « Lettre à Jean Blondel », Fonds Ford Foundation, 4 août 1970. [ME]
- De Janosi, P. (1976), « Lettre à Stein Rokkan », Fonds Ford Foundation, 26 février 1976. [ME]
- De Visscher, P. (1948), « Note pour M. Goormaghtigh », Fonds AISP, carton 1, 5 octobre 1948. [ME]

- Debré, M. (1955), « Trois caractéristiques du système parlementaire français », *Revue Française de Science Politique*, vol. 5, no. 1, pp. 21-48. [ME]
- Debré, M. (1956), « Problèmes économiques et organisation administrative », *Revue Française de Science Politique*, vol. 6, no. 2, pp. 301-314. [ME]
- Deloye, Y. (2009a), « Le moment fondateur (1948-1949) », Archives en ligne de l'AFSP, téléchargé le 15.02.2011, URL : http://archives-afsp.org/index.php?option=com_content&view=article&id=55%3Afondation&catid=52%3Asommaire&Itemid=55&showall=1. [SPO]
- Deloye, Y. (2009b), « Les « années folles » (1949-1958) », Archives en ligne de l'AFSP, téléchargé le 15.02.2011, URL : http://archives-afsp.org/index.php?option=com_content&view=article&id=49%3A19491958&catid=52%3Asommaire&Itemid=55&showall=1. [SPO]
- Deloye, Y. (2009c), « Le temps des doutes ou le défi de la professionnalisation (1969-1978) », Archives en ligne de l'AFSP, téléchargé le 15.02.2011, URL : http://archives-afsp.org/index.php?option=com_content&view=article&id=88%3A19791978&catid=52%3Asommaire&Itemid=55&showall=1. [SPO]
- Deloye, Y. et Voutat, B. (2002), « Entre histoire et sociologie : l'hybridation de la science politique » in Y. Deloye et B. Voutat (ed.), *Faire de la science politique*, Paris, Belin, pp. 7-24. [SPO]
- Den Otter, S. M. (2007), « The origins of a historical political science in late Victorian and Edwardian Britain » in R. Adcock, M. Bevir, et S. C. Stimson (ed.), *Modern political science: Anglo-American exchanges since 1880*, Princeton, Princeton University Press, pp. 37-65. [SPO]
- Denis, B. (2010), « La consécration. Quelques notes introductives », *CONTEXTES*, no. 7, pp. 2-5. [SG]
- Dezalay, Y. (1994), *Vers une sociologie de l'internationalisation du champ de l'expertise : du marché du droit à la politique du droit : rapport de recherche*, Vaucluse, Centre de recherche interdisciplinaire. [SP]
- Dezalay, Y. et Garth, B. G. (2002), *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et "Chicago Boys"*, Paris, Seuil. [SP]
- Dobry, M. (2003), « La thèse immunitaire face aux fascismes. Pour une critique de la logique classificatoire » in M. Dobry (ed.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, pp. 17-67. [SP]
- Donegani, J.-M., Duchesne, S., et Haegel, F. (2002), « Sur l'interprétation des entretiens de recherche » in J.-M. Donegani, S. Duchesne, et F. Haegel (ed.), *Aux frontières des attitudes : entre le politique et le religieux*, Paris, L'Harmattan, pp. 272-95. [SG]
- Dubois, M. (1999), *Introduction à la sociologie des sciences et des connaissances scientifiques*, Paris, PUF. [SS]

- Dubois, M. (2001), *La nouvelle sociologie des sciences*, Paris, PUF. [SS]
- Dumoulin, L. et Saurugger, S. (2010), « Les *policy transfer studies* : analyse critique et perspectives », *Critique internationale*, vol. 48, no. 3, pp. 9-24. [SP]
- Dunne, T. (1999), « A British school of international relations » in J. E. S. Hayward, B. Barry, et A. Brown (ed.), *The British study of politics in the twentieth century*, Oxford, Oxford University Press, pp. 395-424. [SPO]
- Dupré, M., Jacob, A., Lallement, M., Lefèvre, G., et Spurk, J. (2003), « Les comparaisons internationales : intérêt et actualité d'une stratégie de recherche » in M. Lallement et J. Spurk (ed.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS Editions, pp. 7-18. [SG]
- Durant, M.-F. (1996), « Lettre à Ken Newton », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 28 mai 1996. [ME]
- Durkheim, E. (1983), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF. [SG]
- Duroselle, J.-B. (1964), « Les conflits internationaux », *Revue Française de Science Politique*, vol. 14, no. 2, pp. 294. [ME]
- Duverger, M. (1958), « Lettre à James Pollock », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 18 janvier 1958. [ME]
- Easton, D., Gunnell, J., et Graziano, L. (ed.) (1991), *The development of political science: a comparative survey*, London, Routledge. [SPO]
- Easton, D., Gunnell, J., et Stein, M. B. (ed.) (1995), *Regime and discipline: democracy and the development of political science*, Ann Arbor, The University of Michigan Press. [SPO]
- Ebenstein, W. (1948), « Lettre à l'IEP de Paris », Fonds Chapsal, carton 2SP48, 16 février 1948. [ME]
- ECPR (1970), « Minutes of the Constituent Meeting of the ECPR, Munich, 5.30 p.m. 30 August, 1970 », Fonds ECPR, carton "minutes of the Executive Committee", août 1970. [ME]
- ECPR (1971), *Directory of European political scientists*, Wivenhoe, ECPR. [ME]
- ECPR (1974), « Minutes of the EC meeting of the ECPR, Strasbourg, 3rd April, 1974 », Fonds ECPR, carton "minutes of the Executive Committee", avril 1974. [ME]
- ECPR (1989), « ECPR: minutes of a meeting of the ECPR Council held at the Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris on Tuesday 11th April 1989 at 1730 », Fonds ECPR, carton "minutes of the Executive Committee", avril 1989. [ME]
- ECPR (1998), « Minutes of a meeting of the ECPR Executive Committee, held at Sandbjerg Manor on Saturday, 26 September, 1998 », Fonds ECPR, carton "minutes of the Executive Committee", septembre 1998. [ME]

- ECPR (1999), « Report of the ECPR strategy group », Fonds ECPR, carton "minutes of the Executive Committee", septembre 1999. [ME]
- ECPR (2002), « Report of the ECPR 2002 strategy group », Fonds ECPR, fichiers électroniques, septembre 2002. [ME]
- ECPR (2005), « Report of the ECPR 2005 strategy group », Fonds ECPR, carton "minutes of the Executive Committee", septembre 2005. [ME]
- ECPR (2006), « ECPR review of activities 2006 », téléchargé le 23.01.2011, URL : http://ecprnet.eu/documents/2006_review_final.pdf. [ME]
- ECPR (2009), « ECPR review of activities 2006-2009 », URL : téléchargé le 23.01.2011, http://ecprnet.eu/documents/2009_review_final.pdf. [ME]
- ECPR (2010), « ECPR lifetime achievement award », téléchargé le 03.01.2010, URL : http://www.ecprnet.eu/prizes/prizes_lifetime.asp. [ME]
- ECPR (2011), « ECPR-IPSA joint conference », téléchargé le 23 janvier 2011, URL : http://www.ecprnet.eu/events/special/ipsa_ecpr.asp. [ME]
- Ekman, J. (2007), « The times they are a-changing: the internationalisation of Swedish political science », *European Political Science*, vol. 6, no. 3, pp. 268-275. [SPO]
- Elton, L. (2000), « The UK Research Assessment Exercise: unintended consequences », *Higher Education Quarterly*, vol. 54, no. 3, pp. 274-283. [ME]
- Eymeri, J.-M. (2001), *La fabrique des énarques*, Paris, Economica. [SP]
- Fabiani, J.-L. (2001), « Les règles du champ » in B. Lahire (ed.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La Découverte, pp. 75-91. [SG]
- Farr, J. (2007), « The historical science(s) of politics: the principles, association, and fate of an American discipline » Adcock, R., « Interpreting behavioralism » in R. Adcock, M. Bevir, et S. C. Stimson (ed.), *Modern political science: Anglo-American exchanges since 1880*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, pp. 66-96. [SPO]
- Farr, J., Gunnell, J., Seidelman, R., Dryzek, J. S., et Leonard, S. T. (1990), « Can political science history be neutral? », *American Political Science Review*, vol. 84, no. 2, pp. 587-607. [SPO]
- Favre, P. (1980), « La question de l'objet de la science politique a-t-elle un sens ? » in *Mélanges dédiés à Robert Pelloux*, Lyon, Editions L'Hermès, pp. 123-142. [SPO]
- Favre, P. (1981a), « La science politique en France depuis 1945 », *International Political Science Review*, vol. 2, no. 1, pp. 95-120. [SPO]
- Favre, P. (1981b), « Les sciences d'Etat entre déterminisme et libéralisme : Emile Boutmy (1835-1906) et la création de l'Ecole libre des sciences politiques », *Revue Française de Sociologie*, vol. 22, no. 3, pp. 429-465. [SPO]

- Favre, P. (1985), « Histoire de la science politique » in J. Leca et M. Grawitz (ed.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, pp. 3-45. [SPO]
- Favre, P. (1989), *Naissances de la science politique en France 1870-1914*, Paris, Fayard. [SPO]
- Favre, P. (1995), « Retour à la question de l'objet ou faut-il disqualifier la notion de discipline ? », *Politix*, no. 29, pp. 141-157. [SPO]
- Favre, P. (1996), « France » in J.-L. Quermonne (ed.), *Political science in Europe: education, cooperation, prospects. Report on the state of the discipline in Europe*, Paris, Thematic Network of Political Science, pp. 211-253. [SPO]
- Favre, P. (2004), « Préface » in E. Darras et O. Philippe (ed.), *La science politique une et multiple*, Paris, L'Harmattan, pp. 7-20. [SPO]
- Favre, P. (2005), *Comprendre le monde pour le changer. Epistémologie du politique*, Paris, Presses de Sciences Po. [SPO]
- Ferrand, M. et Imbert, F. (1993), « Le longitudinal à travers quantitatif et qualitatif », *Sociétés contemporaines*, no. 14-15, pp. 129-148. [SG]
- Fillieule, O. (2001), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, no. 1-2, pp. 199-217. [SP]
- Fillieule, O. et Mayer, N. (2001), « "Devenirs militants" Introduction », *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, no. 1, pp. 19-25. [SP]
- Fleming, D. (1969), *The intellectual migration. Europe and America, 1930-1960*, Cambridge, Harvard University Press. [SS]
- Forbes, I. (1998), « A proposal for an Association of European Political Science Associations (AEPSA) », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 24 juin 1998. [ME]
- Ford Foundation (1969), « Jean Blondel - Curriculum vitae », Fonds Ford Foundation, décembre 1969. [ME]
- Ford Foundation (1970a), « Lettre à Jean Blondel », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 19 janvier 1970. [ME]
- Ford Foundation (1970b), « Lettre à Albert Sloman », Fonds Ford Foundation, 1er octobre 1970. [ME]
- Foucault, M. (2011), « Science politique française et bibliométrie : Essai d'analyse », *Revue Française de Science Politique*, vol. 61, à paraître. [SPO]
- Furlong, P. (2007), « The European Conference of National Political Science Associations: problems and possibilities of cooperation » in H.-D. Klingemann (ed.), *The state of political science in Western Europe*, Opladen & Farmington Hills, Barbara Budrich Publishers, pp. 401-407. [SPO]

- Gareau, F. H. (1985), « The multinational version of social science », *Current Sociology*, vol. 33, no. 3, pp. 1-165. [SS]
- Garrigou, A. (1995), « L'initiation d'un initiateur. André Siegfried et le "Tableau politique de la France de l'Ouest" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 106-107, pp. 27-41. [SPO]
- Gaxie, D. (2002), « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, no. 2-3, pp. 145-78. [SP]
- Gemelli G. (1998), *The Ford Foundation and Europe (1950's-1970's): cross-fertilization of learning in social science and management*, Bruxelles, European Interuniversity Press. [SS]
- Genov, N. (1989), « National sociological traditions and the internationalisation of sociology » in N. Genov Nikolai (ed.), *National traditions in sociology*, Londres, Sage, pp. 1-17. [SS]
- Gilbert, N. et Mulkay, M. (1984), *Opening Pandora's box: a sociological analysis of scientists discourse*, Cambridge, Cambridge University Press. [SS]
- Gingras, Y. (1984), « La valeur d'une langue dans un champ scientifique », *Recherches sociographiques*, vol. 25, no. 2, pp. 285-296. [SS]
- Gingras, Y. (1995), « Un air de radicalisme : sur quelques tendances récentes en sociologie de la science et de la technologie », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 108, pp. 3-17. [SS]
- Gingras, Y. (2002), « Les formes spécifiques de l'internationalité du champ scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 141-142, pp. 31-45. [SS]
- Gingras, Y. (2008), « Note de recherche : La fièvre de l'évaluation de la recherche, du mauvais usage de faux indicateurs », *Centre Interuniversitaire de Recherche sur la Science et la Technologie*, URL : www.cirst.uqam.ca, téléchargé le 10/10/2010. [SS]
- Gingras, Y. et Heilbron, J. (2009), « L'internationalisation de la recherche en sciences sociales et humaines en Europe (1980-2006) » in G. Sapiro (ed.), *L'espace intellectuel en Europe. De la formation des Etats-nations à la mondialisation XIXe-XXIe siècle*, Paris, La Découverte, pp. 359-379. [SS]
- Godechot, O. et Mariot, N. (2004), « Les deux formes de capital social : structure relationnelle des jurys de thèse et recrutement en science politique », *Revue Française de Sociologie*, vol. 45, no. 2, pp. 243-282. [SPO]
- Goffman, E. (1968), *Asiles : études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit. [SG]
- Goldsmith, M. (1997), « « Thematic network meeting », email à Clare Dekker et Ken Newton », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 17 novembre 1997. [ME]

- Goldsmith, M. et Grant, W. (2007), « British political science in the new millennium » in H.-D. Klingemann (ed.), *The state of political science in Western Europe*, Opladen & Farmington Hills, Barbara Budrich Publishers, pp. 381-398. [SPO]
- Goormaghtigh, J. (1948), « Lettre à Walter Sharp », Fonds AISP, carton 1, 25 octobre 1948. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1949), « Draft constitution for the International Political Science Association », Fonds AISP, carton 1, mai 1949. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1957a), « Lettre à Benjamin Akzin », Fonds AISP, carton 3, 6 février 1957. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1957b), « Lettre à Phedon Vegleris », Fonds AISP, carton 3, 18 février 1957. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1957c), « Lettre à Jean Meynaud », Fonds AISP, carton 3, 15 mars 1967. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1957d), « Lettre aux membres du comité exécutif », Fonds AISP, carton 3, 26 mars 1957. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1957e), « Lettre à Jean Touchard », Fonds AISP, carton 2SP40, 7 novembre 1957. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1958a), « Lettre à James Pollock », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 8 janvier 1958. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1958b), « Lettre à Claude Lévi-Strauss », Fonds AISP, carton 3, 26 mars 1958. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1958c), « Lettre à Maurice Duverger », Fonds AISP, carton 3, 19 août 1958. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1958d), « Lettre à Gunnar Heckscher », Fonds AISP, carton 3, 20 août 1958. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1958e), « Lettre à Maurice Duverger », Fonds AISP, carton 3, 13 septembre 1958. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1959), « Lettre à V.O. Key », Fonds AISP, carton 4, 26 novembre 1959. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1960a), « Lettre à Jacques Chapsal », Fonds AISP, carton 4, 9 mars 1960. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1960b), « Lettre à Jan Barents », Fonds AISP, carton 4, 17 novembre 1960. [ME]
- Goormaghtigh, J. (1960c), « Lettre à Jacques Chapsal », Fonds Hurtig, carton 15, 5 juillet 1960. [ME]

- Gottraux, P., Schorderet, P.-A., et Voutat, B. (2000), *La science politique en Suisse : genèse, émergence et perspectives d'une discipline scientifique*, Lausanne, Réalités Sociales. [SPO]
- Gottraux, P., Schorderet, P.-A., et Voutat, B. (2004), « L'émergence d'une discipline scientifique. La création de l'Association Suisse de Science Politique (1951-1959) », *Swiss Political Science Review*, vol. 10, no. 1, pp. 1-28. [SPO]
- Grant, W. (2010), *The development of a discipline: the history of the Political Studies Association*, London, Wiley-Blackwell. [SPO]
- Groom, A. J. R. (2005), « International relations in France: a view from across the Channel », *European Political Science*, vol. 4, no. 2, pp. 164-174. [SPO]
- Groom, A. J. R. (2010), « The formation of the standing group on international relations » in T. Boncourt et K. Newton (ed.), *The ECPR's first forty years 1970-2010*, Wivenhoe, ECPR Press, p. 34. [SPO]
- Grossetti, M. (2006), « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, no. 120, pp. 5-28. [SG]
- Grossman, E. (2010), « Les stratégies de publication des politistes français. Facteurs d'unité et de diversité », *Revue Française de Science Politique*, vol. 60, no. 3, pp. 565-87. [SPO]
- Grunberg, G. (1997), « Lettre aux présidents des associations nationales de science politique européennes », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 2 décembre 1997. [ME]
- Grunberg, G. (1998), « Lettre à Ken Newton », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 4 septembre 1998. [ME]
- Grunberg, G. et Kulesza, E. (1998), « RT. Meeting of January 10th, 1998 », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", janvier 1998. [ME]
- Gunnell, J. (2005), « Political science on the cusp: recovering a discipline's past », *American Political Science Review*, vol. 99, no. 4, pp. 597-609. [SPO]
- Gunnell, J. (2006), « The founding of the American Political Science Association: discipline, profession, political theory, and politics », *American Political Science Review*, vol. 100, no. 4, pp. 479-86. [SPO]
- Guthleben, D. (2009), *Histoire du CNRS de 1939 à nos jours. Une ambition nationale pour la science*, Paris, Armand Colin. [SS]
- Hamon, L. (1979), « Détente, tiers-monde, croissance des connaissances », *Le Monde*, 21 août 1979. [ME]
- Harrison, W. (1953), « An editorial note », *Political Studies*, vol. 1, no. 1, pp. 1-5. [ME]
- Harrison, W. (1975), « The early years of Political Studies », *Political Studies*, vol. 23, no. 2-3, pp. 183-192. [SPO]

- Hassenteufel, P. (2005), « Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques », *Revue Française de Science Politique*, vol. 55, no. 1, pp. 112-132. [SP]
- Hassenteufel, P. (2011), « Création de la revue *Gouvernement et action publique* : appel à articles », courriel adressé à la liste de diffusion ANCMSP, 17 mars 2011. [ME]
- Hassenteufel, P. et Palier, B. (2001), « Le social sans frontières ? Vers une analyse transnationaliste de la protection sociale », *Lien social et politiques*, no. 45, pp. 13-27. [SP]
- Hauchecorne, M. (2008), « Les marges francophones comme facteur d'innovation théorique? Les filières québécoise et belges d'importation des "théories de la justice" en France », Colloque « Sciences humaines et sociales en société », avril 2008. [SG]
- Hayward, J. E. S. (1991a), « Cultural and contextual constraints upon the development of political science in Great Britain » in D. Easton, J. Gunnell, et L. Graziano (ed.), *The development of political science: a comparative survey*, London, Routledge, pp. 93-107. [SPO]
- Hayward, J. E. S. (1991b), « Political science in Britain », *European Journal of Political Research*, vol. 20, no. 3-4, pp. 301-322. [SPO]
- Hayward, J. E. S. (1999), « British approaches to politics: the dawn of a self-depreciating discipline » in J. E. S. Hayward, B. Barry, et A. Brown (ed.), *The British study of politics in the twentieth century*, Oxford, Oxford University Press, pp. 1-36. [SPO]
- Hayward, J. E. S., Barry, B., et Brown, A. (ed.) (1999), *The British study of politics in the twentieth century*, Oxford, Oxford University Press. [SPO]
- Heilbron, J. (1986), « La "professionnalisation" comme concept sociologique et comme stratégie des sociologues » in S. F. de Sociologie (ed.), *Historiens et sociologues aujourd'hui : journées d'études annuelles de la Société Française de Sociologie, Université de Lille 1 - 14-15 juin 1984*, Paris, Editions du CNRS, pp. 61-73. [SS]
- Heilbron, J. (2008), « Qu'est-ce qu'une tradition nationale en sciences sociales ? », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 18, no. 1, pp. 3-16. [SS]
- Heilbron, J., Guilhot, N., et Jeanpierre, L. (2008), « Toward a transnational history of the social sciences », *Journal of the history of the behavioral sciences*, vol. 44, no. 2, pp. 146-160. [SS]
- Heilbron, J., Guilhot, N., et Jeanpierre, L. (2009a), « Vers une histoire transnationale des sciences sociales », *Sociétés Contemporaines*, vol. 12, no. 73, pp. 121-145. [SS]
- Heilbron, J., Guilhot, N., et Jeanpierre, L. (2009b), « Internationalisation des sciences sociales : les leçons d'une histoire transnationale » in G. Sapiro (ed.), *L'espace intellectuel en Europe. De la formation des Etats-nations à la mondialisation XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, pp. 319-346. [SS]

- Henry-Gréard, R. (1955), « Les Sciences sociales dans l'enseignement supérieur : science politique. Rapport rédigé par William A. Robson pour l'Association internationale de Science politique », *Revue Française de Science Politique*, vol. 5, no. 3, pp. 646-648. [SPO]
- Hiller H. H. (1979), « Universality of science and the question of national sociologies », *The American Sociologist*, vol. 14, no. 3, pp. 124-135. [SS]
- Hix, S. (2004), « A global ranking of political science departments », *Political Studies Review*, vol. 2, pp. 293-313. [SPO]
- Houdeville, G. (2007), *Le métier de sociologue en France depuis 1945 : renaissance d'une discipline*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes. [SS]
- Hughes, E. (1996a), « Carrières, cycles et tournants de l'existence » in E. Hughes (ed.), *Le regard sociologique : essais choisis*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, pp. 165-173. [SG]
- Hughes, E. (1996b), « Carrières » in E. Hughes (ed.), *Le regard sociologique : essais choisis*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, pp. 175-185. [SG]
- Hurtig, S. (1961a), « Lettre à Austin Ranney », Fonds AISP, carton 4, 25 mai 1961. [ME]
- Hurtig, S. (1961b), « Lettre à Robert Dahl », Fonds AISP, carton 4, 25 mai 1961. [ME]
- Hurtig, S. (1961c), « Lettre à Austin Ranney », Fonds AISP, carton 4, 28 juillet 1961. [ME]
- Hurtig, S. (1961d), « Lettre à Stein Rokkan », Fonds AISP, carton 4, 14 décembre 1961. [ME]
- Hurtig, S. (1967a), « Lettre à Jean Blondel », Fonds Hurtig, troisième versement, 10 mars 1967. [ME]
- Hurtig, S. (1967b), « Lettre à D.N. Chester », Fonds Hurtig, troisième versement, 25 septembre 1967. [ME]
- Hurtig, S. (1967c), « Lettre à Jean Laponce », Fonds AISP, carton 5, 22 août 1967. [ME]
- Hurtig, S. (1969a), « Note introductive à la Journée d'études sur l'état de la science politique du 8 mars 1969 », Archives AFSP, fonds historique, carton 1 AFSP 4 ter, téléchargé le 03.01.2010, <http://www.ressources.archives-afsp.org/pdf/6978/690308/hurtig.pdf>, mars 1969. [ME]
- Hurtig, S. (1969b), « Mémo à Jean Blondel, D.N. Chester, Hans Daalder, Gerhard Lehbruch, Nicola Matteucci, Stein Rokkan, Rudolf Wildenmann et Jörgen Westerstahl », Fonds Hurtig, troisième versement, 8 mai 1969. [ME]
- Hurtig, S. (1969c), « Lettre à Rudolf Wildenmann et Jörgen Westerstahl », Fonds Hurtig, troisième versement, 25 juillet 1969. [ME]

- Hurtig, S. (1969d), « Lettre à Jean Blondel », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 24 décembre 1969. [ME]
- Hurtig, S. (1969e), « Lettre à Stein Rokkan », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 24 décembre 1969. [ME]
- Hurtig, S. (1969f), « Lettre à Jean Blondel », Fonds Hurtig, troisième versement, 30 juin 1969. [ME]
- Hurtig, S. (1969g), « Lettre à Jean Blondel », Fonds Hurtig, troisième versement, 25 juillet 1969. [ME]
- Hurtig, S. (1970a), « Lettre à D.N. Chester », Fonds Hurtig, deuxième versement, carton 18, 23 janvier 1970. [ME]
- Hurtig, S. (1970b), « Consortium Européen De Recherches Politiques : Réunion tenue à New-York les 27 et 28 avril 1970 », Fonds Hurtig, deuxième versement, carton 20, avril 1970. [ME]
- Hurtig, S. (1971), « Consortium européen de recherche politique : réunion du Comité exécutif. Bruges, 24-25 septembre 1971 », Fonds Hurtig, deuxième versement, carton 20, septembre 1971. [ME]
- Hurtig, S. et Lancelot, A. (1989), « Georges Lavau, rue Saint-Guillaume » in Y. Mény (ed.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux : études réunies pour Georges Lavau*, Paris, Presses de la FNSP, pp. 11-13. [SPO]
- Jeanneney, J.-M. (1949), « Lettre à André Siegfried », Fonds Chapsal, carton 2SP43, 11 avril 1949. [ME]
- Jeannin, P. (2003), « Revuemétrie de la recherche en sciences humaines et sociales », téléchargé le 5 juillet 2006, URL : <http://www.inrp.fr/vst/Rapports/DetailRapport.php?id=52>. [SPO]
- Jeanpierre, L. (2008), « La sociologie internationale avant l'International Sociological Association », Colloque « Sciences humaines et sociales en société », avril 2009. [SS]
- Jobard, F. (2010), « Combien publient les politistes. La productivité des politistes du CNRS et leurs supports de publication », *Revue Française de Science Politique*, vol. 60, no. 1, pp. 117-34. [SPO]
- Kaase, M. et Wildenmann, R. (1997), « Rudolf Wildenmann: German scholar, institution builder, democrat » in H. Daalder (ed.), *Comparative European politics: the story of a profession*, London and Washington, Pinter, pp. 40-53. [SPO]
- Kaufman, A. (1979), « Meeting in Moscow: no gain », *The Washington Star*, 30 août 1979. [ME]
- Kaufmann, J.-C. (1996), *L'enquête et ses méthodes : l'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin. [SG]

- Kavanagh, D. (2003), « British political science in the Inter-war years: the emergence of the founding fathers », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 5, no. 4, pp. 594-613. [SPO]
- Kenny, M. (2004), « The case for disciplinary history: political studies in the 1950s and 1960s », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 6, no. 4, pp. 565-583. [SPO]
- Kenny, M. (2006), « History and dissent: Bernard Crick's *The American Science of Politics* », *American Political Science Review*, vol. 100, no. 4, pp. 547-553. [SPO]
- Kenny, M. (2007), « Birth of a discipline: interpreting British political studies in the 1950s and 1960s » in R. Adcock, M. Bevir, et S. C. Stimson (ed.), *Modern political science: Anglo-American exchanges since 1880*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, pp. 158-179. [SPO]
- Kitzinger, U. (1969), « Note on meeting, 16th June, in the Rue St. Guillaume », Fonds Chester, carton 131, dossier 2, juin 1969. [ME]
- Klingemann, H.-D. (ed.) (2007), *The state of political science in Western Europe*, Opladen & Farmington Hills, Barbara Budrich Publishers. [SPO]
- Klingemann, H.-D. (2008), « Capacities: political science in Europe », *West European Politics*, vol. 31, no. 1-2, pp. 370-396. [SPO]
- Kohl, W. L. (1969), « Ford Foundation Inter-Office Memorandum », Fonds Ford Foundation, 9 décembre 1969. [ME]
- Krueger, R. A. et Casey, M. A. (2000), *Focus groups: a practical guide for applied research*, London, Sage. [SG]
- Kulesza, E. (1997), « Courriel aux correspondants du réseau thématique européen en science politique », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 3 novembre 1997. [ME]
- Laborde, C., Lelièvre, E., et Vivier, G. (2007), « Trajectoire et événements marquants, comment dire sa vie ? Une analyse des faits et des perceptions biographiques », *Population*, vol. 62, no. 2, pp. 567-586. [SG]
- Lacey, M. et Furner, M. (ed.) (1993), *The state in social investigation in Britain and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press. [SG]
- Lafont, V. (2001), « Les jeunes militants du Front National : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, no. 1-2, pp. 175-198. [SP]
- Lahire, B. (1996), « Risquer l'interprétation. Pertinences interprétatives et surinterprétations en sciences sociales », *Enquête*, no. 3 "Interpréter, surinterpréter", pp. 61-87. [SG]
- Lahire, B. (2002), « Introduction » in B. Lahire (ed.), *A quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, pp. 1-7. [SG]

- Lallement, M. et Spurk, J. (ed.) (2003), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, Presses du CNRS. [SG]
- Lamont, M. (1988), « From Paris to Stanford. Une reconversion sociologique : de la sociologie française à la sociologie américaine », *Politix*, vol. 1, no. 3-4, pp. 22-29. [SS]
- Lamont, M. (2009), *How professors think: inside the curious world of academic judgment*, Cambridge, Harvard University Press. [SS]
- Lane, D. (1995), « L'élite politique sous Gorbachev et Eltsine au début de la période de transition : étude analytique de réputation », *Cultures et conflits*, vol. 6, no. 17, pp. 81-110. [SP]
- Laponce, J. (1980), « Political science: an import-export analysis of journals and footnotes », *Political Studies*, vol. 28, no. 3, pp. 401-419. [SPO]
- Latour, B. et Woolgar, S. (1996), *La vie de laboratoire : la production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte. [SS]
- Lavau, G. (1963), « Les forces politiques en France », *Revue Française de Science Politique*, vol. 13, no. 2, pp. 426-427. [ME]
- Lebaron, F. (2000), *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil. [SS]
- Leca, J. (1982), « La science politique dans le champ intellectuel français », *Revue Française de Science Politique*, vol. 33, no. 4-5, pp. 653-678. [SPO]
- Leca, J. (1991), « French political science and its 'subfields': some reflexions on the intellectual organisation of the discipline in relation to its historical and social situation » in D. Easton, J. Gunnell, et L. Graziano (ed.), *The development of political science: a comparative survey*, London, Routledge, pp. 147-186. [SPO]
- Leca, J. (2001), « Une relecture cavalière des débuts », *Revue Française de Science Politique*, vol. 50, no. 1, pp. 5-17. [SPO]
- Leca, J. et Muller, P. (2009), « Regard rétro-prospectif sur l'analyse des politiques publiques en France », Congrès de l'Association Française de Science Politique, Grenoble, 7-8 septembre 2009. [SPO]
- Legavre, J.-B. (1992), « Frédéric Bon. Portrait d'un politologue, portrait d'une "nouvelle" discipline », *Politix*, vol. 5, no. 18, pp. 146-172. [SPO]
- Leijenaar, M. (1998), « Lettre aux membres du comité exécutifs et au directeur exécutif de l'ECPR », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 26 septembre 1998. [ME]
- Lelièvre, E. et Vivier, G. (2001), « Evaluation d'une collecte à la croisée du quantitatif et du qualitatif - L'enquête Biographie et entourage », *Population*, vol. 56, no. 6, pp. 1043-1074. [SG]

- Lemaine, G., MacLeod, R., Mulkay, M., & Weingart, P. (ed.) (1976), *Perspectives on the emergence of scientific disciplines*, The Hague, Paris, Mouton. [SS]
- Lengyel, P. (1967), « Introduction », *Revue Internationale des sciences sociales*, vol. 19, no. 2, pp. 157-176. [SS]
- Lijphart, A. (1973), « Editorial policy », *European Journal of Political Research*, vol. 1, no. 1, pp. 1. [ME]
- Lijphart, A. (1997), « About peripheries, centres and other autobiographical reflections » in H. Daalder (ed.), *Comparative European politics: the story of a profession*, London and Washington, Pinter, pp. 241-252. [SPO]
- Lijphart, A. (2010), « The early days of the European Journal of Political Research » in T. Boncourt et K. Newton (ed.), *The ECPR's first forty years 1970-2010*, Wivenhoe, ECPR Press, pp. 12-13. [ME]
- Magat, R. (1979), *The Ford Foundation at work: philanthropic choices, methods and style*, New York and London, Plenum Press. [SS]
- Manicas, P. T. (1987), *A history and philosophy of the social sciences*, Oxford, Basil Blackwell. [SS]
- Martin, O. (2005), *Sociologie des sciences*, Paris, Armand Colin. [SS]
- Mathiot, A. (1955), « Lettre à Jacques Chapsal », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 2 juillet 1955. [ME]
- Maurel, C. (2010), *Histoire de l'UNESCO : les trente premières années, 1945-1974*, Paris, L'Harmattan. [SG]
- Mayer, N. (1995), « L'entretien selon Pierre Bourdieu, analyse critique de *La Misère du Monde* », *Revue Française de Sociologie*, vol. 36, no. 2, pp. 355-370. [SG]
- McKay, D. (1984), « Report of the executive director 1983-84 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", Mars 1984. [ME]
- McKay, D. (1985), « European Consortium for Political Research: report of the executive director: 1982-85 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", février 1985. [ME]
- McKay, D. (1986), « Report of the executive director 1985-86 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", février 1986. [ME]
- McKay, D. (1987), « Report of the executive director 1986-87 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", mars 1987. [ME]
- McKay, D. (1988a), « Report of the executive director 1987-88 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", mars 1988. [ME]
- McKay, D. (1988b), « Why is there a European political science? », *PS: political science and politics*, vol. 21, no. 4, pp. 1051-1056. [SPO]

- McKay, D. (1989), « Report of the executive director 1988-89 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", mars 1989. [ME]
- McKay, D. (1990), « Report of the executive director 1989-90 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", 16 mars 1990. [ME]
- McKay, D. (1991a), « Report of the executive director 1990-91 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", mars 1991. [ME]
- McKay, D. (1991b), « Is European political science inferior to or different from American political science? », *European Journal of Political Research*, vol. 20, no. 3-4, pp. 459-466. [SPO]
- McRae, D. (1967), « Royaume-Uni », *Revue Internationale des sciences sociales*, vol. 19, no. 2, pp. 267-277. [SS]
- Merle, M. (1979), « La leçon de Moscou », *Le Monde*, 21 août 1979. [ME]
- Merritt, R. L. (1979), « Scholars inside the Soviet Union », *Wall Street Journal*, 26 novembre 1979. [ME]
- Merritt, R. et Hanson E. (1989), *Science, politics and international conferences. A functional analysis of the Moscow political science congress*, Boulder, Lynne Rienner Publishers. [SPO]
- Merton, R. (ed.) (1973), *The sociology of science: theoretical and empirical investigations*, Chicago, The University of Chicago Press. [SS]
- Meynaud, J. (1950a), « Lettre à Frede Castberg », Fonds AISP, carton 1, 16 mars 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1950b), « Lettre à Kazimierz Szczerba-Likiernik », Fonds AISP, carton Paris 2, 24 mars 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1950c), « Lettre à David Easton », Fonds AISP, carton 1, 5 avril 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1950d), « Lettre à Fehti Celikbas », Fonds AISP, carton Paris 2, 26 juin 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1950e), « Lettre au président de l'association des juristes de Yougoslavie », Fonds AISP, carton 1, 28 septembre 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1950f), « Lettre à Tauno Suontausta », Fonds AISP, carton 1, 2 mai 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1950g), « Memo sur les décisions du conseil d'administration de l'AFSP du 12 octobre 1950 », Fonds Chapsal, carton 2SP43, 13 novembre 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1950h), « Lettre aux membres du comité exécutif », Fonds AISP, carton 1, 16 novembre 1950. [ME]

- Meynaud, J. (1950i), « Lettre à Philip Eastman », Fonds AISP, carton Paris 2, 15 mars 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1950j), « Lettre à Maurice Duverger », Fonds AISP, carton Paris 2, 11 décembre 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1950k), « Lettre à A. Jaffe », Fonds AISP, carton Paris 2, 6 avril 1950. [ME]
- Meynaud, J. (1951a), « Lettre à Francesco Vito », Fonds AISP, carton 1, 16 janvier 1951. [ME]
- Meynaud, J. (1951b), « Lettre à Harold Zinck », Fonds AISP, carton Paris 2, 4 février 1951. [ME]
- Meynaud, J. (1951c), « Lettre à Harvey Walker », Fonds AISP, carton 1, 10 avril 1951. [ME]
- Meynaud, J. (1951d), « Lettre à Jan Barents », Fonds AISP, carton 1, 7 septembre 1951. [ME]
- Meynaud, J. (1951e), « Lettre à Wilfried Harrison », Fonds AISP, carton 1, 26 septembre 1951. [ME]
- Meynaud, J. (1951f), « Lettre à Quincy Wright », Fonds AISP, carton 1, 26 septembre 1951. [ME]
- Meynaud, J. (1951g), « Lettre à Jan Barents », Fonds AISP, carton Paris 2, 13 avril 1951. [ME]
- Meynaud, J. (1951h), « Lettre à C.B. Macpherson », Fonds AISP, carton Paris 2, 22 janvier 1951. [ME]
- Meynaud, J. (1952a), « Lettre à William Robson », Fonds AISP, carton Paris 2, 29 mai 1952. [ME]
- Meynaud, J. (1952b), « Lettre à Kazimierz Szczerba-Likiernik », Fonds AISP, carton Paris 2, 4 septembre 1952. [ME]
- Meynaud, J. (1952c), « Lettre à Peter H. Odegard », Fonds AISP, carton Paris 2, 30 octobre 1952. [ME]
- Meynaud, J. (1954a), « Lettre à William Robson », Fonds AISP, carton Paris 2, 12 février 1954. [ME]
- Meynaud, J. (1954b), « Lettre à William Robson », Fonds AISP, carton Paris 2, 27 mars 1954. [ME]
- Meynaud, J. (1954c), « Lettre à William Robson », Fonds AISP, carton Paris 2, 20 juillet 1954. [ME]
- Meynaud, J. (1954d), « Lettre à William Robson », Fonds AISP, carton Paris 2, 18 septembre 1954. [ME]

- Meynaud, J. (1954e), « Lettre à Jean Touchard », Fonds AISP, carton Paris 2, 10 décembre 1954. [ME]
- Meynaud, J. (1954f), « Lettre à William Robson », Fonds AISP, carton Paris 2, 21 décembre 1954. [ME]
- Meynaud, J. (1955a), « Lettre à Dale Judy », Fonds AISP, carton 3, 8 mars 1955. [ME]
- Meynaud, J. (1955b), « Lettre à John Goormaghtigh », Fonds AISP, carton 3, 22 septembre 1955. [ME]
- Meynaud, J. (1955c), « Lettre à Benjamin Akzin », Fonds AISP, carton 3, 29 juillet 1955. [ME]
- Meynaud, J. (1955d), « Lettre à Nils Andren », Fonds AISP, carton 3, 28 février 1955. [ME]
- Meyriat, J. (1959a), « Lettre à Jacques Chapsal », Fonds Hurtig, carton 14, 7 août 1959. [ME]
- Meyriat, J. (1959b), « Lettre à Jacques Chapsal », Fonds Hurtig, carton 14, 17 août 1959. [ME]
- Meyriat, J. (1959c), « Lettre à Jacques Chapsal », Fonds Hurtig, carton 14, 18 août 1959. [ME]
- Michel, H. et Robert, C. (2010), « L'Europe comme objet, agent et enjeu de socialisation » in H. Michel et C. Robert (ed.), *La fabrique des "Européens". Processus de socialisation et construction européenne*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, pp. 5-28. [SP]
- Miller, W. L. (1999), « Electoral systems, elections and public opinion » in J. E. S. Hayward, B. Barry, et A. Brown (ed.), *The British study of politics in the twentieth century*, Oxford, Oxford University Press, pp. 223-255. [SPO]
- Millet, M. (2001), « L'autonomisation d'une discipline. La création de l'agrégation de science politique en 1971 », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, no. 4, pp. 95-116. [SPO]
- Monange, B. (2009), « La science politique française : pratiques et perceptions de la discipline », Congrès de l'AFSP, septembre 2009. [SPO]
- Monroe K. R. (2005), *Perestroika! The raucous rebellion in political science*, New Haven and London, Yale University Press. [SPO]
- Moodie, G. C. et Eustace, R. (1974), *Power and authority in British universities*, London, George Allen & Unwin Ltd. [SG]
- Mény, Y. (2006), « Leaders of the profession: an interview with the president of the European University Institute », *European Political Science*, vol. 5, no. 1, pp. 3-6. [ME]

- Mulkay, M. (1976a), « Introduction: problems in the emergence of new disciplines » in G. Lemaine, R. MacLeod, M. Mulkay, & P. Weingart (ed.), *Perspectives on the emergence of scientific disciplines*, The Hague, Paris, Mouton, pp. 1-23. [SS]
- Mulkay, M. (1976b), « Methodology in the sociology of science: some reflections on the study of radio astronomy » in G. Lemaine, R. MacLeod, M. Mulkay, & P. Weingart (ed.), *Perspectives on the emergence of scientific disciplines*, The Hague, Paris, Mouton, pp. 207-220. [SS]
- Neiburg, F. et Plotkin, M. (2004), « L'importation de la science économique américaine en Argentine » in J. Heilbron, R. Lenoir, et G. Sapiro (ed.), *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard, pp. 367-385. [SS]
- Neveu, E. (1998), « Les manuels de science politique » in P. Favre et J.-B. Legavre (ed.), *Enseigner la science politique*, Paris, L'Harmattan, pp. 63-90. [SPO]
- Neveu, E. (2002), « Trend Report. The contentious French », *Mobilization*, vol. 7, no. 3, pp. 325-334. [SP]
- Newton, K. (1992), « Executive Director's Annual Report 1992 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", 6 mars 1992. [ME]
- Newton, K. (1993), « Annual report », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", 1er mars 1993. [ME]
- Newton, K. (1994), « European Consortium for Political Research: report of the executive director, 1991-1994. Madrid Council Meeting 1994 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", Février 1994. [ME]
- Newton, K. (1995), « European Consortium for Political Research: Executive Director's Report, 1994-95 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", 4 avril 1995. [ME]
- Newton, K. (1996), « European Consortium for Political Research: executive director's annual report, 1995-6 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", 7 mars 1996. [ME]
- Newton, K. (1997), « ECPR Executive Committee, Bern 1997. Executive Director's Annual Report, 1996-97 », Fonds ECPR, carton "reports of the executive director", février 1997. [ME]
- Newton, K. (1998a), « Lettre à Gérard Grunberg », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 17 juillet 1998. [ME]
- Newton, K. (1998b), « Memorandum. The ECPR and the Thematic Network », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 22 septembre 1998. [ME]
- Newton, K. (1999), « The European Consortium for Political Research: origins and development », table ronde AISP "scientific communication in the year 2000 and beyond", Ercolano, Italy, 6-10 octobre 1999. [ME]

- Newton, K. (2010), « Taking control of our own journal » in T. Boncourt et K. Newton (ed.), *The ECPR's first forty years 1970-2010*, Wivenhoe, ECPR Press, p. 50. [ME]
- Oakeshott, M. (1950), « Review of "Contemporary political science: a survey of methods, research and teaching. UNESCO" », *Parliamentary Affairs*, vol. 4, no. 4, pp. 494-495. [ME]
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995), « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête. Anthropologie, Histoire, Sociologie*, no. 1, pp. 71-109. [SG]
- Olivier de Sardan, J.-P. (1996), « La violence faite aux données. De quelques figures de la surinterprétation en anthropologie », *Enquête*, no. 3 "Interpréter, surinterpréter", pp. 31-59. [SG]
- Onwuegbuzie, A. J. et Burke Johnson, R. (2006), « The validity issue in mixed research », *Research in the schools*, vol. 13, no. 1, pp. 48-63. [SG]
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2008), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin. [SG]
- Parodi, J.-L. (2001), « Documents pour servir à l'histoire de l'Association française de science politique (1949-1999) », *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, no. 1-2, pp. 269-94. [ME]
- Passeron, J.-C. (1989), « Biographie, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue Française de Sociologie*, vol. 31, no. 1, pp. 3-22. [SG]
- Passeron, J.-C. (2006), *Le raisonnement sociologique : un espace non popperien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel. [SG]
- Pedersen, M. N. (1996a), « A brief note on the relationship between ECPR and the French departments of political science », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 7 juin 1996. [ME]
- Pedersen, M. N. (1996b), « Note on the « thematic networks » issue », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 24 juin 1996. [ME]
- Pedersen, M. N. et Leijenaar, M. (1998), « ECPR and Thematic Network relations », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 17 septembre 1998. [ME]
- Philippart, A. (1970), *Rapport de synthèse sur les 20 ans d'activité de l'Association 1949-1969*, Bruxelles, Association Internationale de Science Politique. [ME]
- Philippart, A. (1976), « Statement of the secretary general, joint au compte-rendu des décisions – réunion du CE – AISP – Edimbourg, le 21 août 1976 », Fonds AISP, carton 14, août 1976. [ME]
- Pinson, G. et Sala Pala, V. (2007), « Peut-on vraiment se passer de l'entretien en sociologie de l'action publique ? », *Revue Française de Science Politique*, vol. 57, no. 5, pp. 555-597. [SP]

- Plümper, T. (2003), « Publikationstätigkeit und Rezeptionserfolg der deutschen Politikwissenschaft in internationalen Fachzeitschriften, 1990--2002. Eine bibliometrische Analyse der Veröffentlichungsleistung deutscher politikwissenschaftlicher Fachbereiche und Institute », *Politische Vierteljahreszeitschrift*, vol. 44, no. 4, pp. 530-570. [SPO]
- Pollak, M. (1979), « Paul F. Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 25, no. 1, pp. 45-59. [SS]
- Popa, I. (2007), « La structuration internationale des études européennes : un espace scientifique dissymétrique » in D. Georgakakis et M. de Lassalle (ed.), *La "nouvelle gouvernance européenne". Genèses et usages politiques d'un livre blanc*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, pp. 117-148. [SPO]
- Porter T. M. et Ross D. (ed.) (2003), *The Cambridge history of the sciences, vol. 7: the modern social sciences*, Cambridge, Cambridge University Press. [SS]
- PSA (1964), « The Political Studies Association's evidence to the committee on social studies », *Political Studies*, vol. 12, no. 2, pp. 265-266. [ME]
- PSA (1968a), « The Comparative Politics Group: minutes of meeting held at the Institute of Commonwealth Studies on Thursday, 21st March, 1968 », Fonds Chester, carton 121, 21 mars 1968. [ME]
- PSA (1968b), « The Comparative Politics Group: minutes of meeting held at the Institute of Commonwealth Studies on Friday, 14th June, 1968 », Fonds Chester, carton 121, 14 juin 1968. [ME]
- PSA (1968c), « The Comparative Politics Group: minutes of meeting held at the Institute of Commonwealth Studies on Friday, 8th November, 1968 », Fonds Chester, carton 121, 8 novembre 1968. [ME]
- PSA (1969a), « The Comparative Politics Group: minutes of meeting held at the Institute of Commonwealth Studies on Friday, 31st January, 1969 », Fonds Chester, carton 121, 31 janvier 1969. [ME]
- PSA (1969b), « The Comparative Politics Group: minutes of meeting held at the University of York on Tuesday, 1st April 1969 », Fonds Chester, carton 121, 1er avril 1969. [ME]
- PSA (1969c), « The Comparative Politics Group: minutes of meeting held at the Institute of Commonwealth Studies on Monday, 2nd June, 1969 », Fonds Chester, carton 121, 2 juin 1969. [ME]
- PSA (1969d), « The Comparative Politics Group: minutes of meeting held at the Institute of Commonwealth Studies on Friday, 5th December, 1969 », Fonds Chester, carton 121, 5 décembre 1969. [ME]
- Quermonne, J.-L. (1996a), « La science politique en Europe » in J.-L. Quermonne (ed.), *Political science in Europe: education, co-operation, prospects. Reports on the state of the discipline in Europe*, Paris, Thematic Network of Political Science, pp. 1-20. [SPO]

- Quermonne, J.-L. (1996b), « Lettre à Ken Newton », Fonds ECPR, carton "EpsNet files", 10 juillet 1996. [ME]
- Radaelli, C. (2000), « Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union européenne », *Revue Française de Science Politique*, vol. 50, no. 2, pp. 255-276. [SP]
- Reinalda, B. (2008), « The ongoing Bologna process and political science », *European Political Science*, vol. 7, no. 3, pp. 382-393. [SPO]
- Robert, C. (2010), « Etre socialisé à ou par "l'Europe" ? Dispositions sociales et sens du jeu institutionnel des experts de la Commission européenne » in H. Michel et C. Robert (ed.), *La fabrique des "Européens". Processus de socialisation et construction européenne*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, pp. 313-345. [SP]
- Roberts, B. (2002), *Biographical research*, Buckingham, Open University Press. [SG]
- Robson, W. (1948), « Lettre à John Goormaghtigh », Fonds AISP, carton 1, 16 novembre 1948. [ME]
- Robson, W. (1951), « Lettre à Jacques Chapsal », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 21 novembre 1951. [ME]
- Robson, W. (1954), « Lettre à Jean Meynaud », Fonds AISP, carton 3, 24 décembre 1954. [ME]
- Robson, W. (1955), « Lettre à Jacques Chapsal », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 14 juillet 1955. [ME]
- Roche, A. (2007), « Sources orales, écritures ordinaires et littérature » in P. Baudorre, D. Rabaté, et D. Viart (ed.), *Littérature et sociologie*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, pp. 176-195. [SG]
- Rokkan, S. (1969), « Lettre à Peter de Janosi », Fonds ECPR, carton "ECPR pre-birth files", 17 décembre 1969. [ME]
- Rokkan, S. (1970), « Lettre à Jean Blondel, D.N. Chester, Hans Daalder, Serge Hurtig, Richard Rose, Jörgen Westerstahl et Rudolf Wildenmann », Fonds Ford Foundation, 4 août 1970. [ME]
- Rokkan, S. (1976), « Lettre à Jean Blondel », Fonds Ford Foundation, 16 février 1976. [ME]
- Rose, R. (1990), « Institutionalizing professional political science in Europe: a dynamic model », *European Journal of Political Research*, vol. 18, no. 6, pp. 581-603. [SPO]
- Rose, R. (1997), « The art of writing about politics » in H. Daalder (ed.), *Comparative European politics: the story of a profession*, London and Washington, Pinter, pp. 127-139. [SPO]
- Rose, R. (1999), « William James Millar Mackenzie 1909-1996 », *Proceedings of the British Academy*, vol. 101, pp. 465-485. [SPO]

- Rose, R. (2010), « Political science in the 1960s: before the ECPR » in T. Boncourt et K. Newton (ed.), *The ECPR's first forty years 1970-2010*, Wivenhoe, ECPR Press, p. 3. [ME]
- Ross, D. (1991), *The origins of American social science*, Cambridge, Cambridge University Press. [SPO]
- Ross, D. (2007), « Anglo-American political science, 1880-1920 » in R. Adcock, M. Bevir, et S. C. Stimson (ed.), *Modern political science: Anglo-American exchanges since 1880*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, pp. 18-36. [SPO]
- Ross, M. G. (1976), *The University: the anatomy of the academe*, New York, McGraw-Hill Book Company. [SS]
- Rueschemeyer, D. et Skocpol, T. (ed.) (1996), *States, social knowledge, and the origins of modern social policies*, Princeton, Princeton University Press. [SP]
- Ruget, V. (2000), *La science politique américaine et son association : étude d'une communauté scientifique*, Université Bordeaux IV, Thèse pour le doctorat en science politique. [SPO]
- Rumpala, Y. (2008), « La quête du sens. Repenser la question de l'interprétation dans l'analyse des politiques publiques », *Articulo - Journal of Urban Research*, no. 4. [SP]
- Saint-Jacques, D. et Viala, A. (2001), « A propos du champ littéraire : histoire, géographie, histoire littéraire » in B. Lahire (ed.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La Découverte, pp. 59-74. [SG]
- Salvadori, M. (1949a), « Memorandum concernant la publication du volume "Enquête sur la science politique" », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 17.12.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001575/157599fb.pdf>, 20 janvier 1949. [ME]
- Salvadori, M. (1949b), « Conférence internationale des science politique, 1949 », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 17.12.2010, URL : <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001575/157596fb.pdf>, 8 avril 1949. [ME]
- Sapiro, G. (1996), « La raison littéraire », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 111, pp. 3-35. [SG]
- Sapiro, G. (2008), « Situation du français sur le marché mondial de la traduction » in G. Sapiro (ed.), *Translatio : le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Editions, pp. 65-106. [SG]
- Sapiro, G. et Popa, I. (2008), « Traduire les sciences humaines et sociales : logiques éditoriales et enjeux scientifiques » in G. Sapiro (ed.), *Translatio : le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Editions, pp. 107-138. [SS]

- Sartori, G. (1991), « Comparing and miscomparing », *Journal of Theoretical Politics*, vol. 3, no. 3, pp. 243-257. [SG]
- Sartori, G. (1997), « Chance, luck and stubbornness » in H. Daalder (ed.), *Comparative European politics: the story of a profession*, London and Washington, Pinter, pp. 93-100. [SPO]
- Saunier, P.-Y. (2004), « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses : sciences sociales et histoire*, vol. 15, no. 57, pp. 110-126. [SG]
- Saunier, P.-Y. (2006), « Going transnational? News from down under », *Historical social research*, vol. 31, no. 2, pp. 118-131. [SG]
- Schulte Fishedick, K. et Shinn, T. (1993), « The international phytogeographical excursions (IPE), 1911-1923: intellectual convergence in vegetation science » in E. Crawford, T. Shinn, et S. Sörlin (ed.), *Denationalizing science. The contexts of international scientific practice*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, pp. 107-131. [SS]
- Scot, M. (2008), *La London School of Economics and Political Science entre national et transnational (1895-1995). Internationalisation d'une université et circulation des savoirs en sciences sociales*, Thèse pour le Doctorat d'Histoire, Université de Bourgogne, 29 novembre 2008. [SS]
- Seiler, D.-L. (2004), *La méthode comparative en science politique*, Paris, Armand Colin. [SG]
- Sharp, W. (1949a), « Lettre à John Goormaghtigh », Fonds AISP, carton 1, 24 janvier 1949. [ME]
- Sharp, W. (1949b), « Lettre à John Goormaghtigh », Fonds AISP, carton 1, 27 juillet 1949. [ME]
- Sharp, W. (1949c), « Draft constitution for the International Political Science Association », Fonds AISP, carton 1, mai 1949. [ME]
- Shattock, M. (1991), *Making a University: a celebration of Warwick's first 25 years*, Coventry, Warwick University. [SS]
- Shearer, H. (1969), « Ford Foundation Inter-Office Memorandum », Fonds Ford Foundation, 12 décembre 1969. [ME]
- Shinn, T. et Ragouet, P. (2005), *Controverses sur la science : pour une sociologie transversaliste de l'activité scientifique*, Paris, Raisons d'agir. [SS]
- Siegfried, A. « Lettre à William Ebenstein », Fonds Chapsal, carton 2SP43, 29 octobre 1948. [ME]
- Siegfried, A. (1913), *Tableau politique de la France de l'ouest sous la troisième république*, Paris, Armand Colin. [ME]

- Sigelman, L. (2006), « The coevolution of American political science and the American Political Science Review », *American Political Science Review*, vol. 100, no. 4, pp. 463-478. [SPO]
- Siméant, J. (2001), « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue Française de Science Politique*, vol. 51, no. 1-2, pp. 47-72. [SP]
- Siméant, J. (2005), « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux "transnationaux" dans quelques ouvrages récents », Congrès de l'AFSP, 15-18 septembre 2005. [SP]
- Skilling, G. H. (1980), « Moscow games », *The Graduate*, mars-avril 1980. [ME]
- Solla Price, D. J. d. (1963), *Little science, big science*, New York, Columbia University Press. [SS]
- Stein, M. B. (1995), « Major factors in the emergence of political science in Western democracies: a comparative analysis of the United States, Britain, France, and Germany » in D. Easton, J. Gunnell, et M. B. Stein (ed.), *Regime and discipline: democracy and the development of political science*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, pp. 165-195. [SPO]
- Steinmetz, G. (2008), « La sociologie historique en Allemagne et aux Etats-Unis : un transfert manqué (1930-1970) », *Genèses : sciences sociales et histoire*, vol. 19, no. 71, pp. 123-147. [SPO]
- Sutherland, D. (1974), « On the migration of sociological structures, 1933-1941: a forgotten episode in the history of American sociology and a case study in the sociology of sociology », *Current Sociology*, vol. 22, no. 1, pp. 87-121. [SS]
- Sutton, F. X. (1998), « The Ford Foundation and Europe: ambitions and ambivalences » in G. Gemelli (ed.), *The Ford Foundation and Europe (1950's-1970's). Cross-fertilization of learning in social science and management*, Brussels, European Interuniversity Press, pp. 21-67. [SS]
- Talib, A. A. (2001), « The continuing behavioural modification of academics since the 1992 Research Assessment Exercise. », *Higher Education Review*, vol. 33, no. 3, pp. 30-46. [SS]
- Tarrow, S. (2005), *The new transnational activism*, Cambridge, Cambridge University Press. [SP]
- Teddle, C. et Yu, F. (2007), « Mixed methods sampling: a typology with examples », *Journal of Mixed Methods Research*, vol. 1, no. 1, pp. 77-100. [SG]
- Teune, H. (1982), « The International Studies Association », téléchargé le 27.01.2011, URL : <http://www.isanet.org/about-isa/early-history-of-isa.html>. [SPO]
- Topf, R. (2007), « The European Political Science Network » in H.-D. Klingemann (ed.), *The state of political science in Western Europe*, Opladen & Farmington Hills, Barbara Budrich Publishers, pp. 417-424. [ME]

- Touchard, J. (1957a), « Lettre à André Mathiot », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 25 novembre 1957. [ME]
- Touchard, J. (1957b), « Lettre à John Goormaghtigh », Fonds Chapsal, carton 2SP40, 14 novembre 1957. [ME]
- Touchard, J. (1967), « Note concernant le VIIe Congrès mondial de science politique », Archives AFSP, fonds historique, carton 1 AFSP 4 ter, téléchargé le 03.01.2010, URL: <http://www.ressources.archives-afsp.org/pdf/6978/dec/touchard.pdf>, 31 octobre 1967. [ME]
- Trent, J. E. (1973), « Lettre à A.P. Weale », Fonds Chester, carton 116, dossier 4, 2 février 1973. [ME]
- Trent, J. E. (2009), « Developments in Political Science: Report on the IPSA Montreal Conference », Congrès de l'Association Internationale de Science Politique, juillet 2009. [SPO]
- Trent, J. E. et Coakley, J. (2000), *History of the International Political Science Association 1949-1999*, Dublin, International Political Science Association. [SPO]
- Tréanton, J.-R. (1960), « Le concept de "carrière" », *Revue Française de Sociologie*, vol. 1, no. 1, pp. 73-80. [SG]
- Unesco (1947), « (Actes de la) Conférence générale, première session, tenue en la Maison de l'UNESCO, Paris, du 20 novembre au 10 décembre 1946 », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 17.12.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001145/114580f.pdf>. [ME]
- Unesco (1948a), « Actes de la Conférence générale de l'UNESCO, deuxième session, Mexico, 1947, v. 2: Résolutions », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 17.12.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001145/114591f.pdf>. [ME]
- Unesco (1948b), « International Conference on Methods in Political Science; Paris; 1948. Provisional draft of working paper and conference agenda », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 17.12.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001575/157591eb.pdf>, 30 août 1948. [ME]
- Unesco (1949a), « Conférence internationale sur les méthodes en science politique. Du 13 au 16 septembre 1948. Déclaration faite par les membres de la Conférence, le 16 septembre 1948 », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 17.12.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001575/157593fb.pdf>, 28 avril 1949. [ME]
- Unesco (1949b), « Conférence internationale de science politique. Maison de l'Unesco, 12-16 septembre 1949. Introduction à l'ouvrage : enquête sur la science politique », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 17.12.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001482/148221fb.pdf>, 20 août 1949. [ME]
- Unesco (1949c), « Actes de la Conférence générale de l'UNESCO, troisième session, Beyrouth, 1948, v. 2: Résolutions », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco,

- téléchargé le 17.12.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001145/114593f.pdf>, Février 1949. [ME]
- Unesco (1949d), « Conférence internationale de science politique ; Paris ; 1949. Procès-verbal (des neuf séances) », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 03.01.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001279/127916fb.pdf>, 25 octobre 1949. [ME]
- Unesco (1949e), « Statuts de l'Association Internationale de Science Politique (texte adopté par la conférence internationale de science politique réunie à la Maison de l'Unesco, Paris, du 12 au 16 septembre 1949) », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 17.12.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001482/148221fb.pdf>, 10 octobre 1949. [ME]
- Unesco (1949f), « Conférence internationale des sciences politiques. Maison de l'Unesco - 12-16 septembre 1949. Projets de statuts pour l'Association Internationale de Science Politique (proposé par la Commission préparatoire) », Unesdoc, archives virtuelles de l'Unesco, téléchargé le 17.12.2010, <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001482/148221fb.pdf>, 25 août 1949. [ME]
- Unesco (1951), « Premier congrès mondial de science politique », *Bulletin International des Sciences Sociales*, vol. 3, no. 2, pp. 299-424. [ME]
- Unesco (1953), « Second congrès mondial de science politique », *Bulletin International des Sciences Sociales*, vol. 5, no. 1, pp. 7-117. [ME]
- Vallès, J. M. (1991), « Political science in contemporary Spain: an overview » in D. Easton, J. Gunnell, et L. Graziano (ed.), *The development of political science: a comparative survey*, London, Routledge, pp. 201-223. [SPO]
- Van Raan, A. F. J. (2005), « Fatal attraction: conceptual and methodological problems in the ranking of universities by bibliometric methods », *Scientometrics*, vol. 62, no. 1, pp. 133-143. [SS]
- Vigour, C. (2005), *La comparaison dans les sciences sociales : pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte. [SG]
- Ville, I. et Guérin-Pace, F. (2005), « Interroger les identités : l'élaboration d'une enquête en France », *Population*, vol. 60, no. 3, pp. 277-305. [SG]
- Viltard, Y. (1999), « Faire l'histoire de la science politique n'est pas neutre. A propos de Political Science in History », *Revue Française de Science Politique*, vol. 49, no. 1, pp. 123-136. [SPO]
- Vinck, D. (1995), *Sociologie des sciences*, Paris, Armand Colin. [SS]
- Volkswagen Foundation (1976), « Lettre au European Consortium for Political Research », Fonds Ford Foundation, 6 Juillet 1976. [ME]
- Vout, M. (1990), « Oxford and the emergence of political science in England » in P. Wagner, B. Wittrock, et R. Whitley (ed.), *Discourses on society: the shaping of the*

- social science disciplines*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, pp. 163-191. [SPO]
- Wagner, A.-C. (2004), « Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 155, pp. 13-33. [SP]
- Wagner, P. (1989), « Les sciences sociales et l'Etat en Europe occidentale continentale : la structuration politique du discours disciplinaire », *Revue Internationale des sciences sociales*, no. 122, pp. 563-586. [SS]
- Wagner, P. (2005), « Formes d'Etats et formes de savoir social : traditions nationales et pluralité d'interprétations de la modernité » in B. Zimmermann (ed.), *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 55-87. [SS]
- Wagner, P. et Wittrock, B. (1991a), « Analysing social science: on the possibility of a sociology of the social sciences » in P. Wagner, B. Wittrock, et R. Whitley (ed.), *Discourses on society: the shaping of the social science disciplines*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, pp. 3-22. [SS]
- Wagner, P. et Wittrock, B. (1991b), « State, institutions, and discourses: a comparative perspective on the structuration of the social sciences » in P. Wagner, B. Wittrock, et R. Whitley (ed.), *Discourses on society: the shaping of the social science disciplines*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, pp. 331-357. [SS]
- Wagner, P., Weiss, C., Wittrock, B., et Wollmann, H. (ed.) (1991), *Social sciences and modern states. National experiences and theoretical crossroads*, Cambridge, Cambridge University Press. [SS]
- Weber, M. (1995), *Economie et société, tome 1 : les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket. [SG]
- Whitley, R. (2000), *The intellectual and social organisation of the sciences*, Oxford, Oxford University Press. [SS]
- Wittrock, B. (1985), « Before the dawn... Humanism and technocracy in university research policy » in B. Wittrock et A. Elzinga (ed.), *The university research system. The public policies of the home of scientists*, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, pp. 1-37. [SS]
- Wittrock, B. (1989), « Les sciences sociales et le développement de l'Etat : les transformations du discours de la modernité », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, no. 122, pp. 551-562. [SS]
- Wokler, R. (2001), « The professoriate of political thought in England since 1914: a tale of three chairs » in D. Castiglione et I. Hampsher-Monk (ed.), *The history of political thought in national context*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 134-158. [SPO]

- Woolgar, S. (1976), « The identification and definition of scientific collectivities » in G. Lemaine, R. MacLeod, M. Mulkay, & P. Weingart (ed.), *Perspectives on the emergence of scientific disciplines*, The Hague, Paris, Mouton, pp. 233-245. [SS]
- Zaller, J. et Feldman, S. (1992), « A simple theory of the survey response: answering questions versus revealing preferences », *American Journal of Political Science*, vol. 36, no. 3, pp. 579-616. [SG]
- Zuckerman, H. (1989), « The sociology of science » in N. J. Smelser (ed.), *Handbook of sociology*, London, Sage Publications, pp. 511-574. [SS]
- Zuckerman, H. (1996), *Scientific elite : Nobel laureates in the United States*, New Brunswick, Transaction Publishers. [SS]

Table des annexes

Annexe 1 : liste des sigles	438
Annexe 2 : repères chronologiques de l'histoire de l'AISP et de l'ECPR	441

Annexe 1 : liste des sigles

ADESPE	Association pour le Développement de la Science Politique Européenne
AEGIS	Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies
AEPSA	Association of European Political Science Associations
AERES	Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur
AIS	Association Internationale de Sociologie
AISP	Association Internationale de Science Politique (ou IPSA)
AJPS	American Journal of Political Science
ANR	Agence Nationale de la Recherche
APSA	American Political Science Association
APSR	American Political Science Review
ATER	Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche
BISA	British International Studies Association
BQR	Bonus Qualité Recherche
CA	Conseil d'Administration
CEAN	Centre d'Etudes d'Afrique Noire
CED	Communauté Européenne de Défense
CEE	Centre d'Etudes Européennes
CEPEL	Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine
CERI	Centre d'Etudes et de Recherches Internationales
CERSA	Centre d'Etudes et de Recherches de Sciences Administratives et Politiques
CMP	Comparative Manifesto Project
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
CNU	Conseil National des Universités
CRAPE	Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe
CRPS	Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne
CSO	Centre de Sociologie des Organisations
DEA	Diplôme d'Etudes Approfondies
ECPR	European Consortium for Political Research
ECSA	European Community Studies Association
EJPR	European Journal of Political Research
EPS	European Political Science

EpsNet	European Political Science Network
EPSR	European Political Science Review
EUI	European University Institute
EUP	European Union Politics
EuroMES	European Middle-East Studies
EUSA	European Union Studies Association
FNSP	Fondation Nationale des Sciences Politiques
GAEL	Groupe d'Analyse Electorale
GEOPP	Groupe d'Etude des Organisations et Partis Politiques
IAPSS	International Association of Political Science Students
ICA	International Communication Association
ICPR	Inter-University Consortium for Political Research
IEP	Institut d'Etudes Politiques
IISA	Institut International des Sciences Administratives
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
IPE	International Political Economy
IPSA	International Political Science Association (ou AISP)
IR	International Relations
ISA	International Studies Association
ISI	Institute for Scientific Information
IUF	Institut Universitaire de France
JCMS	Journal of Common Market Studies
JEPP	Journal of European Public Policy
LaSSP	Laboratoire des Sciences Sociales du Politique
LATTS	Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés
LRU	loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités
LSE	London School of Economics and political science
MCF	Maître de Conférences
MESA	Middle-East Studies Association
NYU	New York University
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PSA	Political Studies Association
QCA	Qualiquantitative Comparative Analysis

RAE	Research Assessment Exercise
REF	Research Excellence Framework
RFSP	Revue Française de Science Politique
RI	Relations Internationales
RIPC	Revue Internationale de Politique Comparée
RT	Réseau Thématique
SNP	Scottish National Party
SOAS	School of Oriental and African Studies
UCL	University College London
UFR	Unité de Formation et de Recherche
ULB	Université Libre de Bruxelles
UNEF	Union Nationale des Etudiants Français
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNI	Union Nationale Interuniversitaire
UWE	University of the West of England
WISC	World International Studies Committee
WPSA	Western Political Science Association

Annexe 2 : repères chronologiques de l'histoire de l'AISP et de l'ECPR

➤ Association Internationale de Science Politique (AISP)

1946	déc.		Première conférence générale de l'Unesco (Paris)
1947	déc.		Deuxième conférence générale de l'Unesco (Mexico)
1948	sept.	13-16	Conférence « méthodes des sciences politiques » (Paris)
1949	sept.	12-16	Conférence fondatrice de l'AISP (Paris)
1950	sept.	4-9	Premier congrès de l'AISP (Zürich)
1951			Création des <i>International Political Science Abstracts</i>
1952			Création de l'International Social Science Council
1954			Admission de l'association allemande
1955			Déplacement du secrétariat de Paris à Genève
1957	sept.	10-13	Première table ronde non européenne (Pittsburgh)
1959	sept.	12-15	Deuxième table ronde américaine, consacrée au thème des comportements politiques (Ann Arbor)
1961			Déplacement du secrétariat de Genève à Paris
1967	sept.	18-23	Septième congrès de l'AISP (Bruxelles)
1967			Déplacement du secrétariat de Paris à Bruxelles
1973	août		Premier congrès nord-américain (Montréal)
1976			Déplacement du secrétariat de Bruxelles à Ottawa
1979	août	12-16	Premier congrès est-européen (Moscou)
1980			Création de la <i>Revue Internationale de Science Politique</i>
1982	août	9-14	Premier congrès sud-américain (Rio de Janeiro)
1988			Déplacement du secrétariat d'Ottawa à Oslo
1993			Premier « séminaire de formation » de l'AISP (Tallinn)
1994			Déplacement du secrétariat d'Oslo à Dublin
1994			Création d'une « Society for comparative social research »
1997	août	17-21	Premier congrès asiatique (Séoul)
2000			Déplacement du secrétariat de Dublin à Montréal
2003	août		Premier congrès africain (Durban)
2005			Création de l'Ipsaportal

2006 janvier 1^{er} Entrée en vigueur de l'accord avec Montréal International
 2010 Première école d'été de l'AISP (Sao Paulo)

➤ **European Consortium for Political Research (ECPR)**

1964 Création de l'ADESPE
 1964 Fondation de l'université d'Essex
 1968 juillet Première école d'été d'Essex
 1969 juin 16 Première réunion envisageant la création d'une organisation européenne de science politique (Paris)
 1970 avril 27-28 Réunion des membres fondateurs à la Fondation Ford
 1970 juillet 29 Octroi de la subvention de la Fondation Ford
 1970 août 30 Réunion fondatrice de l'ECPR
 1971 Création du « data information service »
 1971 Publication du « directory of European political scientists »
 1973 Création de l'EJPR
 1973 avril 12-18 Première édition des « joint sessions » (Mannheim)
 1976 Première édition des « research sessions » (Bad Homburg)
 1976 Octroi d'une subvention de la Fondation Volkswagen
 1978 Premier ouvrage de la *book series* « Modern politics » publié par Sage
 1978 Première école d'été de Grenoble
 1986 Fin de l'école d'été de Grenoble
 1987 Première école d'été de Lille
 1989 Création du statut de membre associé
 1989 Ouverture du *membership* aux institutions d'Europe centrale et orientale
 1989 Création du *standing group* en relations internationales
 1990 Premier ouvrage de la *book series* éditée par Oxford University Press
 1995 Création du *European Journal of International Relations*
 1996 Premier ouvrage de la *book series* éditée par Routledge

1996	Création du Réseau Thématique Européen de Science Politique
1999	Publication de la première <i>strategic review</i>
2001	Première <i>General conference</i> (Kent)
2002	Création de la revue <i>European Political Science</i>
2002	Remplacement de la fonction d' <i>executive director</i> par les postes d' <i>academic director</i> et d' <i>administrative director</i>
2003	Création du <i>graduate network</i>
2006 août	Première <i>Graduate conference</i>
2006 août	Première école d'été de Ljubljana
2008	Première <i>capital lecture</i>
2009	Création de la <i>European Political Science Review</i>

Table des matières

Remerciements	3
Résumé et mots clés	5
Sommaire	7
Introduction.....	9
I. Un cadre conceptuel pour une sociologie de la science politique.....	10
A) Revue de la littérature : la science politique, un objet atypique ?.....	10
B) Construction de l'objet : une définition de travail de la science politique.....	14
C) Localisation du questionnement : une définition de travail de l'internationalisation.....	23
II. Trois niveaux d'analyse empiriques pour une sociologie de l'internationalisation... ..	27
A) Une sociohistoire d'espaces scientifiques transnationaux.....	27
1- Le choix d'une méthodologie : l'histoire institutionnelle d'un champ.....	27
2- Le choix d'un terrain : le croisement des sources informatives.....	31
B) Une sociohistoire d'espaces scientifiques nationaux.....	36
1- Le choix d'une méthodologie : la comparaison de deux cas nationaux.....	36
2- Le choix d'un terrain : les productions scientifiques.....	40
C) Une sociologie d'engagements scientifiques internationaux.....	45
1- Le choix d'une méthodologie : le récit de vie.....	45
2- Le choix d'un terrain : les carrières individuelles.....	55
 Partie 1 : une sociohistoire d'organisations transnationales de science politique : les conditions sociales de possibilité de la structuration d'espaces scientifiques transnationaux.....	65
I. La structuration de l'AISP (1945-1968) : l'internationalisation comme produit de logiques hétéronomes.....	67
A) La création de l'AISP (1945-1949) : une définition politique de la science politique.....	67
1- L'initiative de l'Unesco (1945-1948).....	67
2- La fondation de l'AISP (1948-1949).....	78
B) L'autonomisation de l'AISP (1949-1968) : l'affirmation progressive de logiques politistes spécifiques.....	91
1- L'institutionnalisation de l'AISP (1949-60) : l'insertion d'une instance de consécration transnationale de science politique.....	91
2- L'AISP comme espace d'interaction entre pôles américain et européen (1960- 68) : la structuration d'une opposition scientifique.....	106
II. La structuration de l'AISP et de l'ECPR (1968-2010) : l'internationalisation comme produit de logiques spécifiques.....	120
A) L'émergence de l'ECPR (1968-1988) : une reconfiguration de la structure des espaces transnationaux.....	121
1- La création de l'ECPR (1968-1970) : les ressorts d'un conflit européen.....	121
2- L'institutionnalisation de l'ECPR et l'expansion de l'AISP (1970-88) : la différenciation de deux logiques organisationnelles.....	131
B) La professionnalisation de l'AISP et de l'ECPR (1989-2010) : l'apparition d'une forme de compétition transnationale.....	148

1-	L'expansion de l'ECPR et de l'AISP vers l'Est et la création du Réseau Thématique (1989-97) : l'espace européen comme enjeu.	149
2-	La professionnalisation de l'AISP et de l'ECPR (1997-2010) : la structuration d'une compétition transnationale.	158
Partie 2 : une sociohistoire de revues scientifiques : la structuration différenciée d'espaces scientifiques nationaux et transnationaux		171
I.	Une comparaison de <i>Political Studies</i> et de la <i>Revue Française de Science Politique</i> (1951-1972) : deux espaces scientifiques nationaux en constitution.	173
A)	L'analyse des auteurs.	173
1-	La répartition géographique des auteurs publiés.	173
2-	La répartition statutaire des auteurs publiés.	183
B)	L'analyse des contenus.	188
1-	La répartition par domaines de spécialisation des articles publiés.	189
2-	La répartition par terrains de recherche des articles publiés.	197
II.	Une comparaison de <i>Political Studies</i> , de la <i>Revue Française de Science Politique</i> et du <i>European Journal of Political Research</i> (1973-2007) : deux espaces nationaux face à la création d'instances transnationales.	202
A)	L'analyse des auteurs.	202
1-	La répartition géographique des auteurs publiés.	203
2-	La répartition statutaire des auteurs publiés.	213
B)	L'analyse des contenus.	218
1-	La répartition par domaines de spécialisation des articles publiés.	219
2-	La répartition par terrains et méthodes de recherche des articles publiés.	235
Partie 3 : une sociologie de l'internationalisation de carrières de politistes français et britanniques : les conditions et modalités sociales d'investissement d'espaces scientifiques transnationaux		249
I.	Les conditions sociales de possibilité du commencement de l'engagement scientifique international.	251
A)	Une réfraction imparfaite des prédispositions dans la carrière.	252
1-	Des dispositions incorporées avant l'entrée dans la science politique.	252
2-	L'entrée dans l'international, une question de prédispositions ? Les aléas de la réfraction des prédispositions dans la carrière scientifique.	263
B)	Un conditionnement par les formes de ressources et de contraintes spécifiques à la science politique.	278
1-	Ressources et contraintes disciplinaires.	278
2-	Ressources et contraintes liées au champ.	298
II.	Les conditions sociales de possibilité du maintien et de l'évolution de l'engagement scientifique international.	308
A)	Les conditions subjectives.	308
1-	Le cap structurant des premières internationalisations.	309
2-	Les critères d'identification des espaces pertinents.	331
B)	Les conditions objectives.	346
1-	Ressources et contraintes disciplinaires.	347
2-	Ressources et contraintes liés aux espaces scientifiques nationaux et internationaux.	366
Conclusion		385
I.	L'internationalisation de la science politique : retour critique sur deux hypothèses.	385
A)	Un champ transnational autonome ?	385

B) Une reconfiguration des champs nationaux ?.....	387
II. Un processus d'internationalisation ordinaire : retour critique sur un postulat.....	389
A) L'internationalisation d'un champ scientifique.....	390
B) L'internationalisation d'un champ social.....	392
Bibliographie	397
Table des annexes	437
Table des matières.....	444
Table des illustrations	447

Table des illustrations

➤ Carte

Carte 1 : répartition géographique des enquêtes sur l'état de la science politique 75

➤ Encadrés

Encadré 1 : William Ebenstein (1910-1976) 72

Encadré 2 : William A. Robson (1895-1980) 81

Encadré 3 : Jean Meynaud (1914-1972) 94

Encadré 4 : John Goormaghtigh (1919-1998) 100

Encadré 5 : Stein Rokkan (1921-1979) 111

Encadré 6 : Serge Hurtig (1927-...) 114

Encadré 7 : Jean Blondel (1929-...) 115

Encadré 8 : Sir Norman Chester (1907-1986) 124

Encadré 9 : Peter E. de Janosi (1928-2011) 127

Encadré 10 : Ken Newton (1940-...) 152

Encadré 11 : APSA et ISA : quelques repères 168

➤ Graphes

Graphe 1 : nombre de politistes participant aux joint sessions de l'ECPR 1973-88 134

Graphe 2 : nombre de participants aux congrès de l'AISP 1950-1985 137

Graphe 3 : nombre de nouveaux membres collectifs de l'AISP 1950-1989 137

Graphe 4 : nombre de membres individuels de l'AISP 1950-88 138

Graphe 5 : nombre de membres institutionnels de l'ECPR 1970-88 138

Graphe 6 : nombre de participants aux conférences générales de l'ECPR 2001-2009..	164
Graphe 7 : localisation géographique des auteurs de la RFSP 1951-72 (%).....	174
Graphe 8 : localisation géographique des auteurs de PS 1953-72 (%)	174
Graphe 9 : localisation internationale des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)	179
Graphe 10 : localisation internationale des auteurs de PS 1953-72 (%).....	179
Graphe 11 : institutions de rattachement des auteurs de la RFSP 1951-72 (%).....	184
Graphe 12 : évolution de la proportion d'auteurs non-universitaires dans la RFSP 1951-72 (%).....	185
Graphe 13 : statut professionnel des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)	186
Graphe 14 : représentation de différents domaines de spécialisation dans PS et la RFSP 1951-72 (%).....	190
Graphe 15 : évolution de la proportion d'articles consacrés aux « rapports au politique et acteurs du jeu politique » dans PS et la RFSP 1951-72 (%).....	193
Graphe 16 : évolution de la proportion d'articles consacrés aux « relations internationales » dans PS et la RFSP 1951-72 (%)	194
Graphe 17 : évolution de la proportion d'articles consacrés à la « pensée politique » dans PS et la RFSP 1951-72 (%)	196
Graphe 18 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de PS 1953-72 (%).....	198
Graphe 19 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de la RFSP 1951-72 (%).....	199
Graphe 20 : évolution de la proportion d'articles empiriques consacrés au pays domicile respectif de PS et de la RFSP (%)	199
Graphe 21 : évolution de la proportion d'articles empiriques consacrés au « reste du monde » dans PS et la RFSP 1951-72 (%).....	200
Graphe 22 : localisation géographique des auteurs de la RFSP 1973-2007 (%)	203
Graphe 23 : localisation géographique des auteurs de PS 1973-2007 (%)	204
Graphe 24 : évolution de la proportion d'auteurs étrangers dans PS et la RFSP 1973-2007 (%).....	207
Graphe 25 : localisation géographique des auteurs de l'EJPR 1973-2007 (%).....	211

Graphe 26 : évolution de la proportion d’auteurs non-universitaires dans la RFSP 1973-2007 (%).....	214
Graphe 27 : évolution de la proportion d’auteurs « juniors » dans la RFSP 1973-2007 (%).....	215
Graphe 28 : statut professionnel des auteurs de la RFSP 2003-2007 (%)	216
Graphe 29 : statut professionnel des auteurs de PS 2003-2007 (%).....	217
Graphe 30 : proportion d’auteurs étrangers selon les statuts professionnels dans PS et la RFSP 1973-2007 (%)	218
Graphe 31 : représentation des différents domaines de spécialisation dans PS, la RFSP et l’EJPR 1973-2007 (%)	220
Graphe 32 : évolution de la proportion d’articles consacrés à la « pensée politique » dans PS, la RFSP et l’EJPR 1973-2007 (%)	222
Graphe 33 : évolution de la proportion d’articles consacrés aux « relations internationales » dans PS, la RFSP et l’EJPR 1973-2007 (%).....	224
Graphe 34 : évolution de la proportion d’articles consacrés aux « administrations et politiques publiques » dans PS, la RFSP et l’EJPR 1973-2007 (%)	226
Graphe 35 : évolution de la proportion d’articles inclassables dans PS, la RFSP et l’EJPR 1973-2007 (%)	228
Graphe 36 : évolution de la proportion d’articles de « sociologie et anthropologie » et « sociologie historique du politique » dans la RFSP 1973-2007 (%).....	229
Graphe 37 : proportion d’auteurs étrangers selon les domaines de spécialisation dans PS et la RFSP 1973-2007 (%).....	231
Graphe 38 : évolution de la proportion d’articles consacrée aux « rapports au politique et acteurs du jeu politique » dans PS, la RFSP et l’EJPR 1973-2007 (%)	232
Graphe 39 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de la RFSP 1973-2007 (%)	236
Graphe 40 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de PS 1973-2007 (%).....	236
Graphe 41 : proportion d’auteurs étrangers selon la localisation géographique des terrains des articles de PS et la RFSP 1973-2007 (%).....	237
Graphe 42 : évolution de la proportion d’articles empiriques consacrés au reste de l’Europe dans PS et la RFSP 1973-2007 (%).....	238

Graphe 43 : localisation géographique des terrains des articles empiriques de l'EJPR 1973-2007 (%).....	240
Graphe 44 : usage des méthodes quantitatives et comparatives dans les articles empiriques de PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%).....	240
Graphe 45 : évolution de l'usage des méthodes quantitatives dans les articles empiriques de PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%).....	242
Graphe 46 : proportion d'auteurs « étrangers » selon l'emploi de méthodes quantitatives dans PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%).....	242
Graphe 47 : évolution de l'usage des méthodes comparatives dans les articles empiriques de PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%).....	244
Graphe 48 : proportion d'auteurs « étrangers » selon l'emploi de méthodes comparatives dans PS, la RFSP et l'EJPR 1973-2007 (%).....	244

➤ **Tableaux**

Tableau 1 : entretiens informatifs réalisés pour l'étude de l'AISP et de l'ECPR	34
Tableau 2 : proportions d'ouvrages et de revues citées dans <i>Political Studies</i> (n = 2,232) et la <i>Revue Française de Science Politique</i> (n = 1,839).....	41
Tableau 3 : entretiens informatifs réalisés pour l'étude de PS et de la RFSP	42
Tableau 4a : composition détaillée de l'échantillon français	49
Tableau 4b : répartition géographique de l'échantillon français	49
Tableau 4c : répartition statutaire de l'échantillon français.....	49
Tableau 4d : répartition par genre de l'échantillon français	50
Tableau 4e : répartition par tranches d'âge de l'échantillon français.....	50
Tableau 5a : composition détaillée de l'échantillon britannique.....	50
Tableau 5b : répartition géographique de l'échantillon britannique.....	51
Tableau 5c : répartition géographique de l'échantillon britannique.....	51
Tableau 5d : répartition par genre de l'échantillon britannique	51
Tableau 5e : répartition par tranches d'âge de l'échantillon britannique	51
Tableau 6 : liste des présents à la conférence fondatrice de l'AISP (12-16 sept. 1949) .	83

Tableau 7 : liste des secrétaires généraux de l’AISP (1949-...)	92
Tableau 8 : liste des présidents de l’AISP (1949-...)	92
Tableau 9 : liste des directeurs exécutifs et directeurs académiques de l’ECPR (1970-...)	130
Tableau 10 : liste des présidents de l’ECPR (1970-...)	130
Tableau 11 : répartition géographiques des membres institutionnels de l’ECPR 1973-88	139
Tableau 12 : nombre d’articles et d’auteurs analysés 1951-2007	172
Tableau 13 : évolution de la localisation géographique des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)	175
Tableau 14 : évolution de la localisation géographique des auteurs de PS 1953-72 (%)	175
Tableau 15 : évolution de la localisation internationale des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)	180
Tableau 16 : évolution de la localisation internationale des auteurs de PS 1953-72 (%)	180
Tableau 17 : évolution du statut professionnel des auteurs de la RFSP 1951-72 (%)	187
Tableau 18 : évolution de la localisation géographique des auteurs de PS 1973-2007 (%)	204
Tableau 19 : évolution de la location géographique des auteurs de la RFSP 1973-2007 (%)	204
Tableau 20 : évolution de la location géographique des auteurs de l’EJPR 1973-2007 (%)	211
Tableau 21 : origines sociales et parcours universitaire	297